

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

IMPRESSIONS
DIVERSES.

SESSION DE 1844.

TOME PREMIER,

COMPRENANT

LES Nos 1 — 32.



A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,

RUE DE VAUGIRARD, N° 9.

1843 — 1844.

THE JOURNAL OF THE AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION

IMPRESSIONS

OF THE

AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION

OF THE



OF THE

AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION

OF THE

AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION

SESSION

No 1st.

1844.

SESSIONS

N^o 1^{er}.

1844.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance royale du 27 décembre 1843.

DISCOURS

DU ROI

A L'OUVERTURE DE LA SESSION DES CHAMBRES
LÉGISLATIVES.

MESSIEURS LES PAIRS, MESSIEURS LES DÉPUTÉS,

L'heureux accord des pouvoirs de l'État et le loyal concours que vous avez prêté à mon Gouvernement, ont porté leurs fruits. Au sein de l'ordre maintenu sans effort, et sous l'empire des lois, la France déploie avec confiance sa féconde activité. La condition de toutes les classes de citoyens s'améliore et s'élève. Les effets de cette prospérité nous permettront de rétablir, entre les dépenses et les revenus de l'État, dans les lois de finances qui vous seront incessamment présentées, un équilibre justement désiré.

Nous pouvons jouir avec sécurité de ces biens de la paix, car elle n'a jamais été plus assurée. Mes relations avec toutes les Puissances sont pacifiques et amicales.

Des événements graves sont survenus en Espagne et en Grèce. La Reine Isabelle II, appelée si jeune au fardeau du pouvoir, est, en ce moment, l'objet de toute ma sollicitude, et de mon intérêt le plus affectueux. J'espère que l'issue de ces événements sera favorable à deux nations amies de la France, et qu'en Grèce, comme en Espagne, la Monarchie s'affermira par le respect mutuel des droits du Trône et des libertés publiques. La sincère amitié qui m'unit à la Reine de la Grande-Bretagne, et la cordiale entente qui existe entre mon Gouvernement et le sien, me confirment dans cette confiance.

J'ai conclu avec le Roi de Sardaigne et les Républiques de l'Équateur et de Venezuela, des traités de commerce, et je poursuis, avec d'autres États dans les diverses parties du monde, des négociations qui, en maintenant au travail national la sécurité qui lui est due, ouvriront de nouvelles carrières à son intelligente activité.

J'ai eu la satisfaction de voir le cercle de ma famille agrandi par le mariage de mon fils, le Prince de Joinville, avec la Princesse Françoise, sœur de l'Empereur du Brésil et de la Reine de Portugal. Cette union, en assurant le bonheur de mon fils, ajoute une consolation de plus à celles que Dieu m'a réservées.

Notre domination dans l'Algérie sera bientôt générale et tranquille. Sous la conduite de chefs éprouvés, parmi lesquels je suis fier de compter

un de mes fils , nos braves soldats allient , avec une constance admirable , les fatigues de la guerre et les travaux de la paix.

Les mesures nécessaires pour l'exécution du système général des chemins de fer , et pour diverses entreprises d'utilité nationale , seront soumises à vos délibérations. Un projet de loi sur l'instruction secondaire satisfera au vœu de la Charte pour la liberté d'enseignement , en maintenant l'autorité et l'action de l'État sur l'éducation publique.

Je contemple , Messieurs , avec une profonde reconnaissance envers la Providence , cet état de paix honorable et de prospérité croissante dont jouit notre Patrie. Toujours guidés par notre dévouement et notre fidélité à la France , nous n'avons jamais eu , moi et les miens , d'autre ambition que de la bien servir. C'est l'assurance d'accomplir ce devoir qui a fait ma force dans les épreuves de ma vie , et qui fera , jusqu'à son dernier terme , ma consolation et mon plus ferme soutien.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 28 décembre 1843.

FORMATION des Bureaux, conformément à l'article 7
du Règlement.

ORGANISATION de ces mêmes Bureaux, conformément
aux articles 59 et 60.

NOMINATION du Comité des pétitions, conformément
à l'article 63.

FORMATION DES BUREAUX.

Aux termes de l'article 7 du Règlement de la
Chambre, les 290 Pairs reçus dont elle se com-
pose en ce moment ont été répartis, par la voie du
sort, entre les sept Bureaux ainsi qu'il suit :

NOTA. Les noms de MM. les Pairs sont rangés, dans chaque
Bureau, par ordre alphabétique.

PREMIER BUREAU.

Abancourt (M. le Vicomte d').
Alton-Shée (M. le Comte d').
Aragon (M. le Marquis d').
Atthalin (M. le Baron).
Audiffret (M. le Marquis d').
Barthélemy (M. le Marquis de).
Bellemare (M. de).
Besson (M.).
Bresson (M. le Comte).
Brissac (M. le Duc de).
Bussierre (M. le Baron de).
Caffarelli (M. le Comte de).
Caux (M. le Vicomte de).
Chabot (M. le Vicomte de).
Corbineau (M. le Comte).
Cordoue (M. le Marquis de).
Crillon (M. le Marquis de).
Duperré (M. l'Amiral Baron).
Ferrier (M.).
Gazan (M. le Comte).
Halgan (M. le Vice-Amiral).
Hédouville (M. le Comte d').
Herwyn de Nevèle (M. le Comte).
Heudelet (M. le Comte).
Jacob (M. le Vice-Amiral Comte).
Ledru des Essarts (M. le Baron).
Montalivet (M. le Comte de).
Monthion (M. le Comte de).
Pange (M. le Marquis de).
Passy (M.).
Petit (M. le Baron).
Reggio (M. le Maréchal Duc de).
Rossi (M.).
Sabran (M. le Duc de).
Saint-Cricq (M. le Comte de).
Saint-Priest (M. le Comte de).
Ségur (M. le Comte de).
Sparre (M. le Comte de).
Tascher (M. le Comte de).
Teste (M.).
Vaudreuil (M. le Comte de).
Villemain (M.).

DEUXIEME BUREAU.

Argout (M. le Comte d').
Beaumont (M. le Comte de).
Beauvau (M. le Prince de).
Belbeuf (M. le Marquis de).
Boisgelin (M. le Marquis de).
Bondy (M. le Comte de).
Bondy (M. le Vicomte de).
Borrelli (M. le Vicomte).
Boullet (M. le Président).
Bourdeau (M.).
Bourke (M. le Comte).
Branças (M. le Duc de).
Cambis d'Orsan (M. le Marquis de).
Crillon (M. le Duc de).
Cubières (M. de).
Curial (M. le Comte).
Dampierre (M. le Marquis de).
Decazes (M. le Duc).
Étienne (M.).
Faure (M. Félix).
Feutrier (M. le Baron).
Gramont-d'Aster (M. le Comte de).
Greffulhe (M. le Comte de).
Harcourt (M. le Duc d').
Hondetot (M. le Comte de).
Jessaint (M. le Vicomte de).
Joinville (M. le Prince de).
La Moussaye (M. le Marquis de).
Lanjuinais (M. le Comte).
Laplagne-Barris (M.).
La Tour-Maubourg (M. le Comte de).
Lauriston (M. le Marquis de).
Lemercier (M. le Comte).
Montesquieu-Fezensac (M. le Comte de).
Nemours (M. le Duc de).
Ornano (M. le Comte d').
Pelleport (M. le Vicomte).
Puységur (M. le Comte de).
Rochambeau (M. le Marquis de).
Romiguières (M.).
Turenne (M. le Comte de).
Zangiacomi (M. le Baron).

TROISIEME BUREAU.

Bergeret (M. le Vice-Amiral).
Bourgoing (M. le Baron de).
Breteuil (M. le Comte de).
Gayla (M. le Comte du).
Charbonnel (M. le Comte).
Coigny (M. le Duc de).
Compans (M. le Comte).
Cordier (M.).
Dejean (M. le Comte).
Dubouchage (M. le Vicomte).
Dubreton (M. le Baron).
Gascq (M. le Président de).
Gautier (M.).
Gérard (M. le Maréchal Comte).
Germain (M. le Comte).
Gouvion Saint-Cyr (M. le Marquis de).
Ham (M. le Comte de).
Harrispe (M. le Comte).
Klein (M. le Comte).
La Force (M. le Duc de).
La Pinsonnière (M. le comte de).
La Roche-Aymon (M. le Comte de).
La Rochefoucauld (M. le Duc de).
Lusignan (M. le Marquis de).
Mackau (M. le Vice-Amiral Baron de).
Moskova (M. le Prince de la).
Murat (M. le Comte de).
Pajol (M. le Comte).
Paturle (M.).
Plaisance (M. le Duc de).
Pontécoulant (M. le Comte de).
Rosamel (M. le Vice-Amiral de).
Rouillé de Fontaine (M.).
Roussin (M. l'Amiral Baron).
Sainte-Aulaire (M. le Comte de).
Sainte-Hermine (M. le Comte de).
Séguier (M. le Baron).
Ségur-Lamoignon (M. le Vicomte de).
Vérac (M. le Marquis de).
Verhuell (M. le Vice-Amiral Comte).
Viennet (M.).
Voirol (M. le Baron).

QUATRIEME BUREAU.

Ambrugeac (M. le Comte d').
Andigné de la Blanchaye (M. le Marquis d').
Aubernon (M.).
Aubusson de La Feuillade (M. le Comte d').
Audenarde (M. le Comte d').
Aux (M. le Marquis d').
Aymard (M. le Baron).
Barante (M. le Paron de).
Bastard (M. le Comte de).
Berthezène (M. le Baron).
Broglie (M. le Duc de).
Cholet (M. le Comte).
Colbert (M. le Comte de).
Dalmatie (M. le Maréchal Duc de).
Daunant (M. le Baron de).
Duchâtel (M. le Comte).
Dupin (M. le Baron Charles).
Duval (M. le Baron).
Eckmuhl (M. le Prince d').
Erlon (M. le Maréchal Comte d').
Exelmans (M. le Comte).
Fréville (M. le Baron de).
Gabriac (M. le Marquis de).
Haubersart (M. le Comte d').
Istrie (M. le Duc d').
Laforest (M. le Comte de).
La Riboisière (M. le Comte de).
Montébello (M. le Duc de).
Mortemart (M. le Duc de).
Mortier (M. le Comte).
Pasquier (M. le Baron).
Persil (M.).
Portal (M. le Baron).
Préval (M. le Vicomte de).
Reinach (M. le Baron de).
Richelieu (M. le Duc de).
Rohault de Fleury (M. le Baron).
Saint-Simon (M. le Marquis de).
Schonen (M. le Baron de).
Ségur (M. le Comte Philippe de).
Vandeul (M. de).

CINQUIEME BUREAU.

Anthouard (M. le Comte d').
Aubert (M.).
Baudrand (M. le Comte).
Béranger (M. le Comte).
Boissy-d'Anglas (M. le Comte).
Brézé (M. le Marquis de).
Brigode (M. le Baron de).
Cavaignac (M. le Vicomte).
Chabrillan (M. le Marquis de).
Chanaleilles (M. le Marquis de).
Chevandier (M.).
Darriville (M. le Baron).
Davillier (M. le Baron).
Delort (M. le Baron).
Desrois (M. le Comte).
Dode (M. le Vicomte).
Dutaillis (M. le Comte).
Escayrac de Lauture (M. le Marquis d').
Fezensac (M. le Duc de).
Flahault (M. le Comte de).
Fréteau de Pény (M. le Baron).
Gourgaud (M. le Baron).
Jacquinot (M. le Baron).
Jaubert (M. le Chevalier).
Kératry (M.).
La Villegontier (M. le Comte de).
Mareuil (M. le Baron de).
Mérilhou (M.).
Molitor (M. le Maréchal Comte).
Montalembert (M. le Comte de).
Montmorency (M. le Duc de).
Nau de Champlouis (M. le Baron).
Neigre (M. le Baron).
Pelet (M. le Baron).
Pernety (M. le Vicomte).
Ricard (M. de).
Alexis de Saint-Priest (M. le Comte).
Schramm (M. le Vicomte).
Sébastieni (M. le Vicomte Tiburce).
Siméon (M. le Comte).
Villiers du Terrage (M. le Vicomte de).

SIXIÈME BUREAU.

Albuféra (M. le Duc d').
Aligre (M. le Marquis d').
Astorg (M. le Comte d').
Barthe (M.).
Berenger (M. le Comte de).
Bérenger, de la Drôme (M.).
Boissy (M. le Marquis de).
Bonet (M. le Comte).
Brun de Villeret (M. le Baron).
Cadore (M. le Duc de).
Canson (M.).
Castellane (M. le Comte de).
Courtavel (M. le Marquis de).
Durosnel (M. le Comte).
Emériaux (M. le Vice-Amiral Comte).
Flavigny (M. le Vicomte de).
Gasparin (M. le comte de).
Gay-Lussac (M.).
Humblot-Conté (M.).
Jaucourt (M. le Marquis de).
La Grange (M. le Comte de).
Lamoignon (M. le Marquis de).
Laplace (M. le Marquis de).
Lascours (M. le Baron de).
Lombard (M. le Baron).
Louvois (M. le Marquis de).
Maillard (M.).
Marchand (M. le Comte).
Merlin (M. le comte Eugène).
Montguyon (M. le Comte de).
Noé (M. le Comte de).
Odier (M.).
Pelet de la Lozère (M. le Comte).
Portalis (M. le Comte).
Preissac (M. le Comte de).
Rambuteau (M. le Comte de).
Rumigny (M. le Marquis de).
Saint-Aignan (M. le Comte de).
Saulx-Tavannes (M. le Duc de).
Talaru (M. le Marquis de).
Valée (M. le Maréchal Comte).

SEPTIEME BUREAU.

Aramon (M. le Marquis d').
Beugnot (M. le Comte Arthur).
Biron (M. le Marquis de).
Boyer (M. le Président).
Cambacérès (M. de).
Chastellier (M. de).
Cousin (M.).
Daru (M. le Comte).
Dupont-Delporte (M. le Baron).
Estissac (M. le Duc d').
Foy (M. le Comte).
Franck Carré (M.).
Girod, de l'Ain (M. le Baron).
Grouchy (M. le Maréchal Marquis de).
Harcourt (M. le Marquis d').
Haussonville (M. le Comte d').
Jurien-Lagravière (M. le Vice-Amiral).
Lebrun (M.).
Lezay-Marnésia (M. le Comte de).
Malaret (M. le Baron de).
Massa (M. le Duc de).
Mathieu de La Redorte (M. le Comte).
Molé (M. le Comte).
Mollien (M. le Comte).
Mosbourg (M. le Comte de).
Noailles (M. le Duc de).
Oberlin (M. le Baron d').
Périer (M. Camille).
Périgord (M. le Duc de).
Reille (M. le Comte).
Richebourg (M. le Comte de).
Roguet (M. le Comte).
Roy (M. le Comte).
Saint-Didier (M. le Baron de).
Sérurier (M. le Comte de).
Teste (M. le Baron).
Thénard (M. le Baron).
Turgot (M. le Marquis).
Vendeuvre (M. le Baron de).
Wagram (M. le Prince de).
Willamez (M. le Vice-Amiral Comte).

ORGANISATION DES BUREAUX.

Par le résultat des élections faites dans chaque Bureau, les sept Bureaux se trouvent organisés de la manière suivante :

PREMIER BUREAU.

Président, M. le Comte de Caffarelli.
Vice-Président, M. le Comte de Tascher.
Secrétaire, M. le Comte d'Hédouville.
Vice-Secrétaire, M. le Marquis de Barthélemy.

DEUXIÈME BUREAU.

Président, M. le Duc de Nemours.
Vice-Président, M. le Comte Lemercier.
Secrétaire, M. le Prince de Joinville.
Vice-Secrétaire, M. le Vicomte de Bondy.

TROISIÈME BUREAU.

Président, M. le Comte de Pontécoulant.
Vice-Président, M. le Baron Séguier.
Secrétaire, M. le M^{is} de Gouvion-Saint-Cyr.
Vice-Secrétaire, M. Gautier.

QUATRIÈME BUREAU.

Président, M. le Maréchal Duc de Dalmatie.
Vice-Président, M. le Comte de Colbert.
Secrétaire, M. le Prince d'Eckmuhl.
Vice-Secrétaire, M. le Comte Cholet.

CINQUIÈME BUREAU.

Président, M. le Comte Dutaillis.
Vice-Président, M. le Vicomte Pernety.
Secrétaire, M. le Comte Alexis de Saint-Priest.
Vice-Secrétaire, M. le Baron Gourgaud.

SIXIÈME BUREAU.

Président, M. Odier.
Vice-Président, M. le Comte Portalis.
Secrétaire, M. le Duc d'Albuféra.
Vice-Secrétaire, M. le Marquis de Boissy.

SEPTIÈME BUREAU.

Président, M. le Comte Roy.
Vice-Président, M. le Comte Molé.
Secrétaire, M. le Comte Foy.
Vice-Secrétaire, M. le Comte Beugnot.

NOMINATION DU COMITÉ DES PÉTITIONS.

Les Membres nommés pour former ce Comité
sont :

- | | |
|---------------------------------|-------------------------------------------|
| Pour le 1 ^{er} Bureau, | M. le Comte de Tascher. |
| Pour le 2 ^e , | M. Laplagne-Barris. |
| Pour le 3 ^e , | M. le V ^{te} de Ségur-Lamoignon. |
| Pour le 4 ^e , | M. le Vicomte de Préval. |
| Pour le 5 ^e , | M. Kératry. |
| Pour le 6 ^e , | M. le Marquis de Laplace. |
| Pour le 7 ^e , | M. Franck Carré. |
-

COMMISSION DU COMITÉ DES ÉLECTIONS

Les Membres nommés pour former ce Comité

Pour la 1^{re} division, M. le Comte de Tschudi

Pour la 2^e, M. le Comte de Tschudi

Pour la 3^e, M. le Comte de Tschudi

Pour la 4^e, M. le Comte de Tschudi

Pour la 5^e, M. le Comte de Tschudi

Pour la 6^e, M. le Comte de Tschudi

Pour la 7^e, M. le Comte de Tschudi

Séance du 8 janvier 1844.

ADRESSE AU ROI,

En réponse au Discours prononcé par SA MAJESTÉ
à l'ouverture de la Session.

SIRE,

Les paroles que Votre Majesté a fait entendre, du haut du Trône, ont porté la joie dans tous les cœurs. En les recueillant, avec respect, nous rendons grâce au Roi de la prospérité du pays. Notre loyal concours ne lui manquera jamais. Que la France se livre à son activité féconde, à ses paisibles travaux ; qu'elle croisse, entre toutes les nations, en puissance, en lumières, en richesses ; son avenir est assuré ; l'empire des lois est établi ; les factions sont vaincues, et les Pouvoirs de l'État, en dédaignant leurs vaines démonstrations, auront l'œil ouvert sur leurs manœuvres criminelles.

L'ordre dans les finances fait la force et la sécurité des Gouvernements. La Chambre des Pairs avait, plus d'une fois, réclamé le rétablissement de l'équilibre entre les recettes et les dépenses ; elle applaudit au succès des efforts qui ont été faits pour y parvenir.

La paix règne au dehors; tout en fait présager la durée; la bienveillance préside aux relations entre la France et les Puissances étrangères; nous en félicitons Votre Majesté. Une amitié sincère l'unit à la Reine de la Grande-Bretagne; une heureuse intelligence s'est établie entre votre Gouvernement et le sien; en présence des événements qui s'accomplissent en Espagne et en Grèce, cet accord était désirable. Notre politique envers ces deux pays a toujours été généreuse et désintéressée; elle ne saurait changer. Nous leur portons une affection véritable; puissent-ils, après tant d'orages, se reposer au sein de l'ordre; puisse, chez ces Nations amies, la Royauté trouver, dans son alliance avec les libertés publiques, un principe nouveau de force et d'ascendant. Parmi ces Nations, antiques alliées de la France, Votre Majesté n'oubliera pas, sans doute, qu'il en est une dont l'existence a été solennellement garantie par les traités.

Les traités conclus avec le Roi de Sardaigne, avec les Républiques de Venezuela et de l'Équateur, les négociations que Votre Majesté poursuit avec d'autres Puissances, ont pour but d'étendre nos relations commerciales, de préparer des débouchés aux produits du travail national, en conservant aux intérêts existants une juste protection; c'est un soin digne de sa prévoyance éclairée. Pour en apprécier les résultats, nous attendrons les communications qu'il lui plaira d'ordonner.

Nous étudierons attentivement les lois relatives aux travaux d'utilité publique. La loi sur l'instruction secondaire sera l'objet de nos médita-

tions. La liberté de l'enseignement est le vœu de la Charte; l'intervention tutélaire de l'État dans l'éducation publique est le besoin de la société.

SIRE, votre Famille est la nôtre. La France s'estime heureuse de compter, comme vous, un enfant de plus dans cette jeune Princesse dont la présence ajoute aux consolations que Dieu vous a réservées; la France voit avec orgueil, dans les rangs de notre brave armée d'Algérie, l'un de vos Fils donner et recevoir tour à tour l'exemple de ce courage inébranlable, de cette patience à toute épreuve qui surmonte la résistance des hommes et les obstacles de la nature. Tant d'efforts porteront leurs fruits; notre domination dans l'Algérie sera bientôt générale et tranquille. Dieu vous a béni, SIRE, en vous donnant des Enfants dignes de vous, dignes de la nation dont ils sont les premiers soutiens. Ainsi s'affermissent les dynasties. Ainsi se confondent, dans un intérêt unique et suprême, les races royales et les peuples. La foi jurée, l'affection réciproque, rendent le lien indissoluble; le Roi, en montant au Trône, a promis de nous consacrer son existence tout entière, de ne rien faire que pour la gloire et le bonheur de la France; la France lui a promis fidélité. Le Roi a tenu ses serments; quel Français pourrait oublier ou trahir les siens?

CHAMBRE DES PAIRS.

PRÉSSIONS

N° 4.

1844.

Séance du 29 janvier 1844.

PROJET DE LOI

RELATIF

A LA POLICE DES CHEMINS DE FER;

Avec l'Exposé des motifs par le Ministre des travaux
publics.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi dont la teneur suit, sera présenté à la Chambre des Pairs par notre Ministre secrétaire d'État des travaux publics, et par M. Legrand, sous-secrétaire d'État au même département, et M. Desclozeaux, conseiller d'État, que nous chargeons d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

TITRE PREMIER.

*Mesures relatives à la conservation des chemins
de fer.*

ARTICLE PREMIER.

Les lois et règlements sur la grande voirie des

(2)

routes de terre sont déclarés applicables aux chemins de fer, sauf les modifications et additions suivantes.

ART. 2.

Dans les localités où le chemin de fer se trouve en remblai de plus de trois mètres au-dessus du terrain naturel, il est interdit aux riverains de pratiquer, sans autorisation préalable, des excavations dans une zone de largeur égale à la hauteur verticale du remblai, mesurée à partir du pied du remblai, sans préjudice d'ailleurs de l'application des lois et règlements sur les mines, minières et carrières.

ART. 3.

Il est défendu d'établir sur une distance de vingt mètres de l'arête extérieure des chemins de fer des couvertures en chaume ou autres matières combustibles.

Une autorisation préalable de l'administration publique sera nécessaire pour qu'on puisse établir des meules de grains ou tout autre dépôt de matières combustibles, ou former des amas ou dépôts de pierres dans la distance de dix mètres.

ART. 4.

Les contraventions définies par le présent Titre seront constatées, poursuivies et réprimées comme en matière de grande voirie.

Elles seront punies d'une amende de 16 à 300 francs.

Les contrevenants seront en outre condamnés à

supprimer, dans le délai déterminé par l'arrêté du conseil de préfecture, les excavations, couvertures ou dépôts faits contrairement aux dispositions précédentes.

A défaut par eux de satisfaire à cette condamnation dans le délai fixé, la suppression aura lieu d'office, et le montant de la dépense sera recouvré contre eux sur un rôle rendu exécutoire par le préfet.

TITRE II.

Des mesures relatives à l'exécution des contrats passés entre l'État et les compagnies.

ART. 5.

Lorsqu'une compagnie concessionnaire ou fermière de l'exploitation d'un chemin de fer contreviendra, soit dans les travaux d'exécution ou d'entretien du chemin, soit dans son exploitation, aux clauses du cahier des charges de l'entreprise ou aux décisions prises par l'Administration en exécution de ces clauses, procès-verbal sera dressé de la contravention, soit par les ingénieurs des ponts et chaussées ou des mines, soit par les conducteurs, gardes-mines et piqueurs.

ART. 6.

Les procès-verbaux, dans les quinze jours de leur date, seront notifiés administrativement au domicile élu par la compagnie, à la diligence du préfet, et transmis, dans le même délai, au conseil

de préfecture désigné par le cahier des charges ou par le bail.

ART. 7.

Les contraventions prévues par l'article 5 seront punies d'une amende de 300 à 5 000 fr.

ART. 8.

Indépendamment des condamnations qui pourraient être prononcées pour contravention, l'Administration aura le droit, en cas d'urgence, de faire exécuter d'office, et aux frais de la compagnie, les travaux qu'elle n'aurait pas faits, bien que constituée en demeure, ou qui auraient été mal confectionnés.

Le recouvrement desdits frais s'opérera contre la compagnie par voie de contrainte, comme en matière de contributions publiques.

ART. 9.

Tous les frais d'une nature quelconque, qui sont imposés aux compagnies par les cahiers des charges des concessions ou des baux d'exploitation, ou par des décisions ministérielles, rendues en vertu de ces cahiers de charges, et que les compagnies refuseraient d'acquitter, seront avancés par l'Administration, et recouvrés contre lesdites compagnies par voie de contrainte administrative, ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

ART. 10.

Il n'est point dérogé par les dispositions qui

précèdent aux clauses de déchéance insérées dans les cahiers des charges, ou dans les baux.

TITRE III.

Des mesures relatives à la sûreté de la circulation sur les chemins de fer.

ART. 11.

Quiconque aura volontairement détruit ou dérangé les rails ou les supports, enlevé les coins, chevilles ou clavettes d'un chemin de fer, placé sur la voie un objet faisant obstacle à la circulation, ou employé tout autre moyen propre à entraver la marche des convois, ou à les faire sortir des rails, sera puni de la réclusion.

S'il y a eu homicide ou blessures, le coupable sera, dans le premier cas, puni de mort, et dans le second, de la peine des travaux forcés à temps.

ART. 12.

Si le crime prévu par l'article 11 a été commis en réunion séditieuse, avec rébellion ou pillage, il sera imputable aux chefs, auteurs, instigateurs et provocateurs de ces réunions, qui seront punis comme coupables du crime et condamnés aux mêmes peines que ceux qui l'auront personnellement commis, lors même que la réunion séditieuse n'aurait pas eu pour but direct et principal la destruction de la voie de fer.

ART. 13.

Quiconque aura menacé, par écrit anonyme ou

signé, de détruire ou de renverser, par quelque moyen que ce soit, la voie de fer, les ouvrages d'art, les machines, voitures et wagons, les bâtiments des gares ou stations, sera puni d'un emprisonnement de trois à cinq ans, dans le cas où la menace aurait été faite avec ordre de déposer une somme d'argent en un lieu indiqué, ou de remplir toute autre condition.

Si la menace n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition, la peine sera d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de 400 à 500 fr.

Si la menace avec ordre ou condition a été verbale, le coupable sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à six mois, et d'une amende de 25 à 300 fr.

ART. 14.

Quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des lois, des règlements, prescriptions ou défenses émanés de l'autorité publique, aura involontairement causé un accident sur le chemin de fer, ou dans les gares ou stations, sera, si l'accident n'a pas été dommageable aux personnes, puni d'une amende de 25 à 300 fr.

Si l'accident a occasionné des blessures, la peine sera de quinze jours à six mois d'emprisonnement, et d'une amende de 50 à 500 fr.

S'il a occasionné la mort d'une ou plusieurs personnes, l'emprisonnement sera de six mois à cinq ans, et l'amende de 300 à 2 000 fr.

ART. 15.

Lorsque le délit prévu par l'article précédent aura été commis par les administrateurs, directeurs, agents ou employés de la compagnie chargée de l'exploitation du chemin de fer, le maximum de l'amende pourra être porté au double.

ART. 16.

Toute contravention aux ordonnances royales portant règlement d'administration publique sur la police, la sûreté ou l'usage des chemins de fer, et aux arrêtés pris par les préfets pour l'exécution desdites ordonnances, sera punie de 16 à 300 fr.

En cas de récidive dans l'année, l'amende sera portée au double, et le tribunal pourra, selon les circonstances, prononcer en outre un emprisonnement de trois jours à un mois.

Si la contravention a été commise par les administrateurs, directeurs, agents ou préposés de la compagnie, ou par toute autre personne employée au service de l'exploitation, la peine sera d'une amende de 50 à 500 fr. Le tribunal pourra, en outre, appliquer un emprisonnement de six jours à trois mois.

ART. 17.

Les compagnies chargées de l'exploitation seront responsables, soit envers l'État, soit envers les particuliers, du dommage causé par les administrateurs, directeurs, agents, préposés ou em-

ployés, à un titre quelconque, au service du chemin de fer.

ART. 18.

Les crimes, délits ou contraventions prévus au présent Titre, seront constatés par des procès-verbaux dressés concurremment par les officiers de police judiciaire, les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, les conducteurs et gardes-mines, et les agents de surveillance institués par le Ministre des travaux publics, et dûment assermentés. Ces procès-verbaux feront foi jusqu'à preuve contraire.

ART. 19.

Les procès-verbaux dressés en vertu de l'article précédent, seront visés pour timbre et enregistrés *en débet*.

Ceux qui auront été dressés par les agents de surveillance devront être affirmés dans les trois jours, à peine de nullité, devant le juge de paix ou le maire, soit du lieu du délit ou de la contravention, soit de la résidence de l'agent.

ART. 20.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations qui seront prononcées en exécution de la présente loi.

FAIT au palais des Tuileries, le 29 janvier 1844.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des travaux publics,*

Signé DUMON.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSEIERS LES PAIRS,

Nous venons présenter à vos délibérations un projet de loi dont, sans doute, vous reconnaîtrez comme nous l'utilité et même l'urgence, et qui, à ce double titre, obtiendra, nous l'espérons, votre assentiment et vos suffrages.

A toute époque, les grandes voies de communication, soit par terre, soit par eau, ont été placées sous la protection de lois et de règlements destinés à les préserver de toute atteinte de la part des particuliers et à empêcher qu'aucun obstacle ne soit mis à la circulation. La réunion de ces lois et règlements constitue le Code de la grande voirie. Le temps en a prouvé la sagesse et l'importance.

Depuis quelques années, un mode nouveau de communication commence à se propager. Déjà même il est établi sur plusieurs points du territoire, et l'expérience des faits constatés motive suffisamment les mesures nouvelles que nous vous proposons de sanctionner : nous pouvons même dire que les graves motifs d'utilité et de sûreté publiques, qui ont déterminé une législation spéciale pour conserver et protéger le domaine des routes de terre et d'eau, appellent à un plus haut degré

encore sur les chemins de fer toute la sollicitude du Gouvernement et des Chambres.

Considéré indépendamment du moyen de circulation qui lui est propre, un chemin de fer n'est autre chose qu'une route de terre à pente faible, à courbes très-développées.

Sous ce point de vue, on peut appliquer aux chemins de fer les lois et réglemens qui régissent les routes de terre.

Mais il est évident que les moyens de transport usités sur les chemins de fer constituent une différence essentielle qui exige des dispositions toutes spéciales. Les conséquences d'un accident résultant d'une contravention peuvent être graves sur une route de terre; mais elles deviennent terribles sur un chemin de fer. Il faut donc proportionner la peine au délit.

Aussi, Messieurs les Pairs, le projet de loi que nous venons vous soumettre distingue essentiellement les faits qui concernent la conservation matérielle du chemin de fer de ceux qui touchent aux entraves apportées à la circulation. Les premiers ont pu être laissés sous l'empire des réglemens de la grande voirie, mais les autres ont dû être rattachés aux diverses prescriptions du Code pénal.

En nous occupant d'une loi pénale sur les chemins de fer, nous avons encore à pourvoir à un autre besoin. L'Administration délègue quelquefois ses pouvoirs à l'industrie privée, soit pour exécuter, soit pour exploiter les voies de fer. Plus cette délégation est importante, plus il est essentiel d'en surveiller l'exercice et d'en prévenir l'abus.

Ces diverses considérations, Messieurs les Pairs, nous ont conduits à diviser le projet de loi en trois Titres distincts, que nous allons successivement passer en revue.

Le premier Titre concerne les mesures relatives à la conservation des chemins de fer. Nous proposons de déclarer applicables à ces nouvelles voies les lois et règlements sur la grande voirie des routes de terre. Ainsi les particuliers ne pourront ni bâtir ni planter le long des chemins de fer sans que l'Administration intervienne pour délivrer une permission, et pour fixer les conditions qui devront être observées. Ainsi, aucune sablière ne pourra être fouillée, aucune carrière ne pourra être exploitée qu'à la distance fixée par les anciens arrêts. Ainsi, pour les mines, minières et tourbières, nous pourrions invoquer les prescriptions de la loi du 24 avril 1840. Toutefois, nous avons cru qu'il était bon de pousser encore plus loin les mesures préventives; et dans les points où le chemin de fer est en remblai de plus de trois mètres au-dessus du terrain naturel, nous avons cru utile d'interdire toute excavation sans une autorisation préalable dans une zone de largeur égale à la hauteur verticale du remblai. Il est incontestable, Messieurs les Pairs, qu'on ne saurait prendre trop de précautions pour prévenir l'éboulement d'un remblai : la voie de fer peut en être atteinte, le déraillement d'un convoi peut s'ensuivre, et de là des accidents dont il est impossible de calculer la portée. Nous remarquerons, au surplus, que cette disposition nouvelle n'atteindra qu'une faible lon-

gueur des chemins de fer, puisqu'elle n'est applicable, ni dans les parties de niveau, ni dans les parties en déblai, ni enfin dans celles où le remblai ne dépasse pas trois mètres.

Les chemins de fer traversent souvent de vastes campagnes où les moyens d'éteindre les incendies sont ou insuffisants ou sans effet, à raison de la grande distance à laquelle il faut aller les chercher. D'un autre côté, les machines locomotives projettent quelquefois des matières enflammées qui peuvent tomber sur les bords des chemins. La prudence commande donc d'en éloigner tout ce qui pourrait être sujet à une combustion prompte et facile. De là l'interdiction d'établir, sur une distance de vingt mètres de l'arête extérieure des chemins de fer, des couvertures en chaume ou autres matières combustibles. De là aussi la nécessité de se pourvoir d'une autorisation préalable de l'Administration pour établir des meules de grains ou tout autre dépôt de matières combustibles dans une distance de dix mètres. Tel est l'objet de l'article 3, qui interdit encore la formation d'amas ou de dépôts de pierre, sans une permission spéciale, dans la même distance de dix mètres. Le but de cette disposition est évident : des amas de pierre peuvent s'ébouler, venir encombrer le chemin, et causer ainsi de grands malheurs.

L'article 4 indique le mode de répression des contraventions définies par le Titre I^{er}, fixe les amendes applicables à ces contraventions, et confère à l'Administration le droit de supprimer d'office les excavations, couvertures ou dépôts faits il

licitement. Ces dispositions se justifient par leur seul énoncé.

Le Titre II est intitulé *des mesures relatives à l'exécution des contrats passés entre l'Etat et les compagnies.*

Il est reconnu, Messieurs les Pairs, que l'industrie privée doit avoir une grande part dans l'exécution des travaux publics, et surtout dans l'exploitation des chemins de fer. Les associations qui se formeront dans ce but recevront toujours de la part du Gouvernement protection et encouragement, mais sous la condition expresse qu'elles accompliront exactement les clauses de leurs contrats.

Si elles cherchaient à éluder leurs engagements, et à s'ériger en puissances rivales de l'Administration publique, il faut bien que cette dernière trouve dans la législation le moyen de faire respecter ses droits, qui ne sont, après tout, que ceux du public, puisqu'elle n'agit, ne procède, ne stipule que dans l'intérêt public.

Les travaux des compagnies touchant souvent à d'autres communications qui ont aussi leur importance, il faut que l'Administration ait le pouvoir d'arrêter, de détruire et de refaire au besoin les travaux des compagnies, lorsqu'elles compromettent le sort de ces communications.

Les compagnies de chemins de fer sont investies d'un véritable monopole pour le transport des voyageurs et des marchandises sur les lignes qui leur sont concédées. Ce monopole doit rester essentiellement renfermé dans les limites et dans les

conditions qui lui sont assignées, et il est indispensable que des pénalités promptes et sévères viennent atteindre toute modification illicite ou toute fausse application des tarifs.

Ces dispositions n'ont rien assurément qui doive ni qui puisse effrayer les compagnies consciencieuses qui veulent être fidèles à leurs contrats. D'ailleurs, Messieurs les Pairs, vous voudrez bien remarquer qu'il ne s'agit pas ici d'exercer un pouvoir sans contrôle et sans limite. Si la compagnie croit que la décision de l'Administration est contraire à ses droits, elle est appelée à se défendre devant le tribunal même institué par le contrat. Le procès-verbal de la contravention lui est nécessairement communiqué : elle peut expliquer les faits, les justifier si cela lui est possible, et se faire absoudre. Mais si la contravention est certaine, si la violation du contrat est manifeste, si les intérêts du public sont lésés, vous reconnaîtrez sans doute qu'il est impossible qu'une condamnation n'intervienne pas. Il est encore nécessaire qu'en cas d'urgence l'Administration puisse entreprendre d'office les travaux que la compagnie, bien que constituée en demeure, n'aurait pas exécutés, ou qu'elle aurait mal confectionnés. Si, par exemple, une route royale ou départementale ou vicinale est interceptée; si un point est exécuté sur une rivière de manière à gêner la navigation, l'Administration ne peut pas rester immobile : elle n'accomplirait pas sa mission, qui consiste à veiller aux droits de tous.

Tel est, Messieurs les Pairs, l'objet du Titre II.

Les dispositions qu'il énonce nous paraissent indispensables, et nous vous demandons, avec instance, de les revêtir de votre approbation.

Le Titre III est sans contredit le plus important, puisqu'il a pour but la sûreté de la circulation.

La malveillance peut causer sur les chemins de fer des désastres dont l'imagination s'effraye. Les moyens de destruction sont faciles, presque toujours certains, et, quand on songe aux fatales conséquences qu'ils peuvent amener, et dont nous avons été déjà plus d'une fois les tristes témoins, on serait disposé à élever les pénalités jusqu'à leurs dernières limites.

Mais, s'il faut satisfaire de justes inquiétudes, on ne doit pas non plus céder à l'exigence d'appréhensions exagérées. La répression doit être sévère sans être cruelle.

Ce qui importe surtout, c'est de bien définir les faits nouveaux qui seront punis par la loi, et de chercher, dans le Code pénal, les faits déjà définis qu'il est possible de leur assimiler.

Un premier fait doit être réprimé. Il est prévu par le paragraphe 1^{er} de l'article 11, ainsi conçu :

« Quiconque aura volontairement détruit ou dérangé les rails ou les supports, enlevé les chevilles, coins ou clavettes d'un chemin de fer, placé sur la voie un objet faisant obstacle à la circulation ou employé tout autre moyen propre à entraver la marche des convois, ou à les faire sortir des rails, sera puni de la réclusion. »

Cet article punit des actes dont les uns préparent un crime, comme, par exemple, le dépôt d'un

objet faisant obstacle à la circulation, etc., et dont les autres, en même temps qu'ils ont ce but, comprennent un fait déjà répréhensible et punissable en lui-même d'après la loi pénale, comme, par exemple, *la destruction et l'enlèvement des rails*.

Il a paru juste de confondre dans la même peine les auteurs de ces divers actes : la pensée principale et commune qui les détermine doit servir de base à l'incrimination, et cette pensée, c'est d'entraver la circulation de la voie de fer.

La peine de la réclusion n'est pas trop sévère ; il faut, d'une part, une protection efficace, et, d'autre part, la perversité de l'agent est assez grave pour qu'il subisse une peine afflictive et infamante. C'est au surplus cette même peine que prononce, pour un cas analogue, le premier paragraphe de l'article 437 du Code pénal, ainsi conçu :

« Quiconque aura volontairement détruit ou
« renversé, par quelque moyen que ce soit, en tout
« ou en partie, des édifices, des ponts, digues ou
« chaussées ou autres constructions qu'il saura ap-
« partenir à autrui, sera puni de la réclusion et
« d'une amende qui ne pourra, etc. »

Mais la loi ne doit pas s'arrêter là.

Une entrave a été apportée à la circulation ; un désastre en a été la suite. Si ce désastre a causé la mort, l'auteur doit subir la peine réservée aux assassins. La conscience publique demande cette répression sévère, qui seule peut protéger la circulation sur les chemins de fer.

Si des blessures seulement ont été causées, la peine des travaux forcés à temps sera appliquée.

C'est encore dans l'article 437 du Code pénal que nous avons puisé ces pénalités. Le second paragraphe de cet article est ainsi conçu :

« S'il y a eu homicide ou blessures, le coupable
« sera, dans le premier cas, puni de mort, et dans
« le second, de la peine des travaux forcés à
« temps. »

Le paragraphe 2 de l'article 44 n'établit pas les distinctions portées aux articles 309 et 311 du Code pénal, qui punissent les auteurs de coups et blessures volontaires plus ou moins sévèrement, selon que les blessures ont été plus ou moins graves.

On comprend en effet que le législateur ait pu, dans le cas prévu auxdits articles, mesurer la perversité de l'agent à la violence de son action. Il a pu supposer que celui qui, placé en présence de son ennemi, lui porte des coups, les rend plus ou moins dangereux, selon que son intention de nuire est plus ou moins forte.

Mais il n'en est pas de même dans le cas prévu par le projet de loi. L'auteur du crime a, dans un moment donné, préparé le dommage qu'il voulait causer à autrui; au hasard, dont il doit répondre, est confié l'accomplissement de son œuvre criminelle. Il ne dépend pas de lui que le résultat soit plus ou moins grave.

Un autre cas devait être prévu.

Quand une réunion séditieuse a eu lieu, quand des bandes se sont formées pour se livrer au pillage, il importe surtout que les chefs, les provocateurs, soient responsables de toutes les suites qu'ont entraînées les désordres qu'ils ont fait

naître. C'est ainsi que l'article 343 du Code pénal rend imputables aux chefs des réunions séditieuses les assassinats, les homicides, les blessures, les violences, commis par ceux qu'ils avaient séduits et entraînés.

Or, dans le cas où la sédition règne dans une contrée, où le pillage y est organisé, il importe beaucoup aux insurgés que les voies par lesquelles pourraient arriver rapidement les agents de la force publique soient détruites. Il a paru nécessaire de rendre imputables aux chefs de la sédition, les faits de destruction prévus par l'article 11 du projet; il est juste qu'ils portent la peine de dévastations aussi graves, et que leur responsabilité pénale en soit augmentée : c'est dans ce sens qu'a été rédigé l'article 12.

L'article 13 prévoit un cas moins grave, mais qui a aussi son importance. Il faut que la circulation sur les chemins de fer soit entourée de toute sécurité. Des menaces ne doivent pas répandre l'effroi dans les populations qui avoisinent les chemins de fer, et leur faire considérer comme trop dangereuse cette nouvelle manière de franchir les distances.

Aussi l'article 13 stipule des peines particulières pour le cas où, par des écrits anonymes ou signés, on menacerait de détruire ou de renverser la voie de fer, les ouvrages d'art, les machines et les moyens de transport.

Sans doute les articles 1 et 2 de la loi du 17 mai 1819, qui punissent la provocation publique à des crimes ou à des délits, protègent jus-

qu'à un certain point la sécurité de la communication; mais pour que ces articles soient applicables, il faut que la menace ait été publique. On comprend cependant que des menaces répétées fréquemment par lettres missives peuvent inquiéter les esprits; il faut aussi que les hommes d'intelligence et de courage qui se mettent à la tête d'entreprises aussi utiles à la société, soient protégés contre des menaces qui les troubleraient d'autant plus qu'il ne s'agirait pas seulement d'eux-mêmes, mais de ceux qui, se confiant à leur surveillance, se servent de la voie de fer.

L'article 305 du Code pénal ne punit que la menace des crimes les plus graves; le projet de loi range parmi les crimes graves la destruction de la voie de fer et des moyens de transport; seulement, il a paru convenable d'affaiblir la pénalité pour mettre en harmonie toutes les dispositions pénales du projet.

Les distinctions portées aux articles 305, 306, 307 et 308 du Code pénal sont au reste reproduites dans l'article 13 du projet.

Dans les articles 11, 12 et 13, le projet de loi s'occupe de protéger contre la malveillance la circulation sur la voie de fer, mais la négligence peut aussi amener des désastres.

Dans tous les temps, et sous toutes les législations, on ne s'est pas contenté de punir celui qui a voulu nuire à autrui, on a compris aussi qu'il pouvait y avoir des actes de négligence tels qu'ils pussent devenir coupables. Il ne faut pas seulement s'abstenir d'attenter à la vie, à la sécurité de

son semblable, il faut aussi prendre soin de ne pas violer les lois, les règlements qui protègent cette vie et cette sécurité.

Le Code pénal a déjà des dispositions expresses à cet égard. Elles sont comprises dans les articles 319 et 320.

Le projet de loi aggrave les peines, dans le cas où les accidents causés par la négligence, l'auront été sur un chemin de fer.

Non-seulement les résultats de la négligence sont ici plus graves, et la sécurité publique a dès lors besoin d'une protection plus grande; mais encore celui qui commet la négligence sait d'avance que les dangers qu'il fait courir à ses semblables sont immenses, et sa culpabilité s'augmente de cette certitude où il est qu'en désobéissant aux règles de la prudence, il peut causer les plus grands maux.

Il est juste aussi de punir d'une amende la négligence qui a causé un accident, lors même que cet accident n'aurait pas été dommageable aux personnes. Il faut une pénalité active, presque minutieuse, pour parer aux dangers de toute sorte qui peuvent être, sur les chemins de fer, le résultat de l'imprudence.

L'article 15 donne au juge la faculté de punir plus sévèrement, dans le cas d'imprudence, les administrateurs et employés de la compagnie chargés de l'exploitation du chemin de fer. Cette disposition sans doute obtiendra votre assentiment. Les administrateurs et employés des compagnies doivent être plus pénétrés que toute autre per-

sonne de l'importance des actes qui règlent la police des chemins de fer; ils connaissent mieux les périls que leur prudence seule peut faire éviter.

Des réglemens, des arrêtés seront faits pour assurer la police des chemins de fer; c'est à l'observation exacte des prescriptions de l'autorité que la sûreté de ce moyen de communication sera due. Il faut que la contravention à ces réglemens, à ces arrêtés, soit sévèrement réprimée. Les peines de simple police auraient été insuffisantes; une pénalité plus protectrice était nécessaire.

Ici encore le projet de loi fait une distinction entre les personnes étrangères au chemin de fer et les administrateurs ou employés. Ces derniers, quand ils auront contrevenu aux dispositions des réglemens et arrêtés, seront plus sévèrement punis. C'est la conséquence du principe posé dans l'article précédent.

L'article 47 reproduit un principe déjà consacré par l'article 4384 du Code civil. Il était nécessaire de l'insérer dans le projet de loi, pour éviter toute équivoque, toute difficulté dans l'application du Code civil, et en même temps pour donner un avertissement salutaire aux compagnies et un gage de plus de sécurité aux justiciables.

Personne n'ignore que la répression des délits dépend surtout de la manière dont ils sont constatés. Les preuves périssent quand on tarde à les recueillir. Dès lors, il y a nécessité, quand on veut assurer la répression de certains délits, de multiplier les agents qui auront le droit de les constater. Indépendamment des agents qui relèvent directe-

ment de l'Administration, il en est un certain nombre qui seront rétribués par les compagnies et auxquels il est utile de donner le droit de dresser des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire. Pour leur conférer ce droit il suffira, aux termes de l'article 18, qu'ils reçoivent l'institution du Ministre des travaux publics. Par là se simplifieront les procédures, et sera assurée la répression d'un grand nombre de contraventions, de délits qu'il est souvent difficile de prouver par témoins.

Vous avez vu, Messieurs les Pairs, que, préoccupés des graves dangers que peuvent causer les entraves apportées à la circulation sur les chemins de fer, nous avons cru devoir proposer des peines très-sévères pour les différents faits d'où peuvent naître ces entraves. Pour tempérer, s'il y a lieu, la sévérité de ces peines, nous avons stipulé, dans l'article 20, que l'article 463 du Code pénal serait applicable aux condamnations qui seront prononcées en exécution de la présente loi. Par là, nous laissons au juge le soin d'apprécier les circonstances. Le même fait pourra souvent, en effet, ou constituer le plus grave attentat, ou un délit que quelquefois même on ne considérera que comme un acte d'inattention ou de négligence.

Nous avons parcouru, Messieurs les Pairs, les différents articles du projet de loi. Nous avons cherché à justifier les dispositions qu'ils énoncent. Votre sagesse et vos lumières compléteront ce qu'il pourrait y avoir d'imparfait dans un travail

que la nouveauté de la matière rendait fort difficile,
et que nous livrons d'ailleurs à toutes vos médi-
tations.

Voici la teneur du projet de loi.

[Faint, mostly illegible text in a Gothic script, likely a manuscript page. The text is arranged in several columns across the page.]

SESSIONS

° 5.

44.

P

Or

No

A

Ch

po

son

Bu

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 29 janvier 1844.

RENOUVELLEMENT des Bureaux, conformément à l'article 59 du Règlement.

ORGANISATION de ces mêmes Bureaux, conformément aux articles 59 et 60.

NOMINATION du Comité des pétitions, conformément à l'article 63.

RENOUVELLEMENT DES BUREAUX.

Aux termes de l'article 7 du Règlement de la Chambre, les 288 Pairs reçus dont elle se compose en ce moment ont été répartis, par la voie du sort, entre les sept Bureaux ainsi qu'il suit :

NOTA. Les noms de MM. les Pairs sont rangés, dans chaque Bureau, par ordre alphabétique.

PREMIER BUREAU.

Alton-Shée (M. le Comte d').
Aubert (M.).
Beauvau (M. le Prince de).
Boissy-d'Anglas (M. le Comte).
Bondy (M. le Vicomte de).
Breteuil (M. le Comte de).
Castellane (M. le Comte de).
Cavaignac (M. le Vicomte).
Charbonnel (M. le Comte).
Chevandier (M.).
Darriule (M. le Baron).
Daunant (M. le Baron de).
Desroys (M. le Comte).
Dubouchage (M. le Vicomte).
Duchâtel (M. le Comte).
Durosnel (M. le Comte).
Eckmuhl (M. le Prince d').
Escayrac de Lauture (M. le Marquis d').
Fréteau de Pény (M. le Baron).
Gasparin (M. le comte de).
Istrie (M. le Duc d').
Jaubert (M. le Chevalier).
La Riboisière (M. le Comte de).
La Rochefoucauld (M. le Duc de).
Molitor (M. le Maréchal Comte).
Montalembert (M. le Comte de).
Montguyon (M. le Comte de).
Montmorency (M. le Duc de).
Moskowa (M. le Prince de la).
Murat (M. le Comte de).
Paturle (M.).
Pelet (M. le Baron).
Périgord (M. le Duc de).
Portal (M. le Baron).
Reille (M. le Comte).
Rouillé de Fontaine (M.).
Roussin (M. l'Amiral Baron).
Saint-Simon (M. le Marquis de).
Schonen (M. le Baron de).
Sébastieni (M. le Vicomte Tiburce).
Siméon (M. le Comte).
Viennet (M.).

DEUXIEME BUREAU.

Aligre (M. le Marquis d').
 Argout (M. le Comte d').
 Aymard (M. le Baron).
 Barante (M. le Baron de).
 Bergeret (M. le Vice-Amiral).
 Berthezène (M. le Baron).
 Boissy (M. le Marquis de).
 Canson (M.).
 Cholet (M. le Comte).
 Cordier (M.).
 Dejean (M. le Comte).
 Dubreton (M. le Baron).
 Duperré (M. l'Amiral Baron).
 Dupin (M. le Baron Charles).
 Duval (M. le Baron).
 Estissac (M. le Duc d').
 Exelmans (M. le Comte).
 Ferrier (M.).
 Fréville (M. le Baron de).
 Gautier (M.).
 Germain (M. le Comte).
 Harcourt (M. le Duc d').
 Haubersart (M. le Comte d').
 Jaucourt (M. le Marquis de).
 Joinville (M. le Prince de).
 La Force (M. le Duc de).
 Lanjuinais (M. le Comte).
 Mathieu de La Redorte (M. le Comte).
 Montalivet (M. le Comte de).
 Montébello (M. le Duc de).
 Pasquier (M. le Baron).
 Passy (M.).
 Plaisance (M. le Duc de).
 Pontécoulant (M. le Comte de).
 Preissac (M. le Comte de).
 Reinach (M. le Baron de).
 Rumigny (M. le Marquis de).
 Séguier (M. le Baron).
 Ségur-Lamoignon (M. le Vicomte de).
 Vandeuil (M. de).
 Verhuell (M. le Vice-Amiral Comte).

TROISIEME BUREAU.

Andigné de la Blanchaye (M. le Marquis d').
Baudrand (M. le Comte).
Berenger (M. le Comte de).
Bérenger (M. le Comte).
Bérenger, de la Drôme (M.).
Brézé (M. le Marquis de).
Brigode (M. le Baron de).
Brun de Villeret (M. le Baron).
Cadore (M. le Duc de).
Chanaleilles (M. le Marquis de).
Coigny (M. le Duc de).
Compans (M. le Comte).
Courtavel (M. le Marquis de).
Curial (M. le Comte).
Delort (M. le Baron).
Étienne (M.).
Feutrier (M. le Baron).
Gascq (M. le Président de).
Greffulhe (M. le Comte de).
Halgan (M. le Vice-Amiral).
Harispe (M. le Comte).
Haussonville (M. le Comte d').
Humblot-Conté (M.).
Kératry (M.).
Klein (M. le Comte).
La Grange (M. le Comte de).
La Villegontier (M. le Comte de).
Lusignan (M. le Marquis de).
Maillard (M.).
Mérilhou (M.).
Nau de Champlouis (M. le Baron).
Neigre (M. le Baron).
Odier (M.).
Préval (M. le Vicomte de).
Rambuteau (M. le Comte de).
Ricard (M. de).
Rosamel (M. le Vice-Amiral de).
Sainte-Aulaire (M. le Comte de).
Saint-Priest (M. le Comte de).
Saulx-Tavannes (M. le Duc de).
Villiers du Terrage (M. le Vicomte de).

QUATRIEME BUREAU.

Anthouard (M. le Comte d').
Astorg (M. le Comte d').
Audiffret (M. le Marquis d').
Aux (M. le Marquis d').
Belbeuf (M. le Marquis de).
Boullet (M. le Président).
Bourdeau (M.).
Brancas (M. le Duc de).
Cambis d'Orsan (M. le Marquis de).
Cayla (M. le Comte du).
Chabrillan (M. le Marquis de).
Chastellier (M. de).
Crillon (M. le Duc de).
Dampierre (M. le Marquis de).
Davillier (M. le Baron).
Decazes (M. le Duc).
Dode (M. le Vicomte).
Dutaillis (M. le Comte).
Fezensac (M. le Duc de).
Flahault (M. le Comte de).
Gouvion Saint-Cyr (M. le Marquis de).
Grouchy (M. le Maréchal Marquis de).
Ham (M. le Comte de).
Jacquinot (M. le Baron).
Jessaint (M. le Vicomte de).
La Pinsonnière (M. le comte de).
La Tour-Maubourg (M. le Comte de).
Lauriston (M. le Marquis de).
Lombard (M. le Baron).
Mackau (M. le Vice-Amiral Baron de).
Mareuil (M. le Baron de).
Montesquiou-Fezensac (M. le Comte de).
Oberlin (M. le Baron d').
Ornano (M. le Comte d').
Petit (M. le Baron).
Portalis (M. le Comte).
Puységur (M. le Comte de).
Rohault de Fleury (M. le Baron).
Alexis de Saint-Priest (M. le Comte).
Turenne (M. le Comte de).
Voirol (M. le Baron).

CINQUIEME BUREAU.

Abancourt (M. le Vicomte d').
Aubernon (M.).
Aubusson de La Feuillade (M. le Comte d').
Audenarde (M. le Comte d').
Barthélemy (M. le Marquis de).
Bellemare (M. de).
Bondy (M. le Comte de).
Bresson (M. le Comte).
Cambacérès (M. de).
Colbert (M. le Comte de).
Corbineau (M. le Comte).
Crillon (M. le Marquis de).
Dalmatie (M. le Maréchal Duc de).
Emériau (M. le Vice-Amiral Comte).
Franck Carré (M.).
Gabriac (M. le Marquis de).
Houdetot (M. le Comte de).
Laforest (M. le Comte de).
Lemercier (M. le Comte).
Marchand (M. le Comte).
Massa (M. le Duc de).
Molé (M. le Comte).
Monthion (M. le Comte de).
Mortier (M. le Comte).
Nemours (M. le Duc de).
Noé (M. le Comte de).
Pajol (M. le Comte).
Pelet de la Lozère (M. le Comte).
Périer (M. Camille).
Reggio (M. le Maréchal Duc de).
Richebourg (M. le Comte de).
Richelieu (M. le Duc de).
Rochambeau (M. le Marquis de).
Roguet (M. le Comte).
Saint-Didier (M. le Baron de).
Schramm (M. le Vicomte).
Ségur (M. le Comte de).
Teste (M. le Baron).
Teste (M.).
Thénard (M. le Baron).
Willamez (M. le Vice-Amiral Comte).

SIXIÈME BUREAU.

Albuféra (M. le Duc d').
Aramon (M. le Marquis d').
Barthe (M.).
Beugnot (M. le Comte Arthur).
Biron (M. le Marquis de).
Borrelli (M. le Vicomte).
Bourke (M. le Comte).
Bussierre (M. le Baron de).
Caffarelli (M. le Comte de).
Caux (M. le Vicomte de).
Cousin (M.).
Cubières (M. de).
Daru (M. le Comte).
Dupont-Delporte (M. le Baron).
Faure (M. Félix).
Gay-Lussac (M.).
Gérard (M. le Maréchal Comte).
Gramont-d'Aster (M. le Comte de).
Jacob (M. le Vice-Amiral Comte).
Jurien-Lagravière (M. le Vice-Amiral).
Lamoignon (M. le Marquis de).
La Moussaye (M. le Marquis de).
Laplagne-Barris (M.).
Lascours (M. le Baron de).
Lebrun (M.).
Lezay-Marnésia (M. le Comte de).
Malaret (M. le Baron de).
Merlin (M. le comte Eugène).
Noailles (M. le Duc de).
Pelleport (M. le Vicomte).
Pernety (M. le Vicomte).
Romiguières (M.).
Roy (M. le Comte).
Sainte-Hermine (M. le Comte de).
Ségur (M. le Comte Philippe de).
Sérurier (M. le Comte de).
Talaru (M. le Marquis de).
Turgot (M. le Marquis).
Valée (M. le Maréchal Comte).
Vérac (M. le Marquis de).
Wagram (M. le Prince de).

SEPTIEME BUREAU.

Ambrugeac (M. le Comte d').
Aragon (M. le Marquis d').
Atthalin (M. le Baron).
Beaumont (M. le Comte de).
Besson (M.).
Boisgelin (M. le Marquis de).
Bonet (M. le Comte).
Bourgoing (M. le Baron de).
Boyer (M. le Président).
Brissac (M. le Duc de).
Broglie (M. le Duc de).
Chabot (M. le Vicomte de).
Cordone (M. le Marquis de).
Flavigny (M. le Vicomte de).
Foy (M. le Comte).
Gazan (M. le Comte).
Girod, de l'Ain (M. le Baron).
Gourgaud (M. le Baron).
Harcourt (M. le Marquis d').
Hédouville (M. le Comte d').
Herwyn de Nevèle (M. le Comte).
Heudelet (M. le Comte).
Laplace (M. le Marquis de).
La Roche-Aymon (M. le Comte de).
Ledru des Essarts (M. le Baron).
Louvois (M. le Marquis de).
Mollien (M. le Comte).
Mortemart (M. le Duc de).
Mosbourg (M. le Comte de).
Pange (M. le Marquis de).
Persil (M.).
Rossi (M.).
Sabran (M. le Duc de).
Saint-Aignan (M. le Comte de).
Saint-Cricq (M. le Comte de).
Sparre (M. le Comte de).
Tascher (M. le Comte de).
Vaudreuil (M. le Comte de).
Vendeuvre (M. le Baron de).
Villemain (M.).
Zangiacomi (M. le Baron).

ORGANISATION DES BUREAUX.

Par le résultat des élections faites dans chaque Bureau, les sept Bureaux se trouvent organisés de la manière suivante :

PREMIER BUREAU.

Président, M. Aubert.
Vice-Président, M. le Baron Darriule.
Secrétaire, M. le Prince d'Eckmuhl.
Vice-Secrétaire, M. le Chevalier Jaubert.

DEUXIÈME BUREAU.

Président, M. le Prince de Joinville.
Vice-Président, M. le Duc de La Force.
Secrétaire, M. le Comte Lanjuinais.
Vice-Secrétaire, M. le Comte Cholet.

TROISIÈME BUREAU.

Président, M. le Vice-Amiral Halgan.
Vice-Président, M. le Vicomte de Villiers du Terrage.
Secrétaire, M. Mérilhou.
Vice-Secrétaire, M. le Baron Feutrier.

QUATRIÈME BUREAU.

Président, M. le Baron de Mareuil.
Vice-Président, M. le Duc de Crillon.
Secrétaire, M. le Marquis de Chabrillan.
Vice-Secrétaire, M. le Comte Alexis de Saint-Priest.

CINQUIÈME BUREAU.

Président, M. le Duc de Nemours.
Vice-Président, M. le Comte de Bondy.
Secrétaire, M. le Marquis de Barthélemy.
Vice-Secrétaire, M. Franck Carré.

SIXIÈME BUREAU.

Président, M. le Vicomte Pernety.
Vice-Président, M. Barthe.
Secrétaire, M. le Duc d'Albuféra.
Vice-Secrétaire, M. le Comte de Gramont.

SEPTIÈME BUREAU.

Président, M. le Comte de Tascher.
Vice-Président, M. le Duc de Mortemart.
Secrétaire, M. le Marquis d'Harcourt.
Vice-Secrétaire, M. le Marquis de Laplace.

NOMINATION DU COMITÉ DES PÉTITIONS.

Les Membres nommés pour former ce Comité
sont :

Pour le 1^{er} Bureau, M. le Comte de La Ribouisière.

Pour le 2^e, M. le Baron Dupin.

Pour le 3^e, M. le Vicomte de Préval.

Pour le 4^e, M. le Président Boullét.

Pour le 5^e, M. Camille Périer.

Pour le 6^e, M. le Comte Daru.

Pour le 7^e, M. le Marquis de Laplace.

NOMINATION DU COMITÉ DES PETITONS

Les Membres nommés pour le Comité des Petitions

Pour le 1^{er} Bureau, M. le Comte de La Rochefoucauld

Pour le 2^e, M. le Comte de La Rochefoucauld

Pour le 3^e, M. le Comte de La Rochefoucauld

Pour le 4^e, M. le Comte de La Rochefoucauld

Pour le 5^e, M. le Comte de La Rochefoucauld

Pour le 6^e, M. le Comte de La Rochefoucauld

Pour le 7^e, M. le Comte de La Rochefoucauld

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 2 février 1844.

PROJET DE LOI

SUR L'INSTRUCTION SECONDAIRE;

Avec l'Exposé des motifs par le Ministre de l'instruction publique.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs par notre Ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique, que nous chargeons d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

TITRE PREMIER.

De l'Enseignement secondaire.

ARTICLE PREMIER.

L'enseignement secondaire comprend l'instruction morale et religieuse, les études de langues anciennes et modernes, de philosophie, d'his-

toire et de géographie, de sciences mathématiques et physiques, qui servent de préparation, soit aux examens du baccalauréat ès lettres et du baccalauréat ès sciences, soit aux examens d'admission dans les écoles spéciales.

ART. 2.

Les établissements d'instruction secondaire sont particuliers ou publics.

TITRE II.

Des Établissements particuliers d'instruction secondaire.

ART. 3.

Tout Français, âgé de vingt-cinq ans au moins, et n'ayant encouru aucune des incapacités comprises dans l'article 5 de la loi du 28 juin 1833 sur l'instruction primaire, pourra former un établissement particulier d'instruction secondaire, soit une institution, soit une pension, ou ouvrir des cours particuliers sur une ou plusieurs parties de l'instruction secondaire, sous la condition préalable de déposer dans les mains du recteur de l'académie où il se propose de s'établir, les pièces suivantes, dont le recteur lui remettra récépissé :

1° Un certificat du maire de la commune ou de chacune des communes où il aura résidé depuis trois ans, constatant que l'impétrant est digne, par ses mœurs et sa conduite, de diriger un établissement d'instruction secondaire;

En cas de refus du maire, pourra tenir lieu dudit certificat une déclaration favorable rendue sur le

recours de l'impétrant par le tribunal civil de l'arrondissement statuant en chambre du conseil, le ministère public entendu, ou une déclaration rendue sur un nouveau recours et dans les mêmes formes par la cour royale du ressort ;

2° Les diplômes de grade et le brevet de capacité qui seront ci-après déterminés, ainsi que l'affirmation par écrit, et signée du déclarant, de n'appartenir à aucune association ni congrégation religieuse non légalement établie en France ;

3° Le règlement intérieur et le programme d'études de l'établissement projeté, lequel dépôt devra être renouvelé tous les ans ;

4° Le plan du local choisi pour ledit établissement, lequel plan, soumis à l'approbation du maire de la commune où l'établissement serait situé, aura dû être approuvé par lui, s'il y a lieu, dans le délai de quinze jours, à partir de la présentation qui lui en sera faite, sans que ladite approbation puisse être refusée pour autre cause que pour défaut de convenance et de salubrité du local, et sauf tout recours de droit par voie administrative et contentieuse.

Art. 4.

Deux mois au plus après le dépôt des pièces requises en l'article 3, la remise devra en être faite au déclarant, avec un extrait en forme de procès-verbal, signé par le recteur, de l'enregistrement desdites pièces au secrétariat de l'académie.

Après cette remise, et sauf le cas où il serait intervenu, dans le délai précité, une opposition du

ministère public devant le tribunal civil de l'arrondissement pour une des causes d'incapacité relatives dans l'article 3 de la présente loi, le déclarant pourra ouvrir immédiatement l'établissement projeté.

Si le déclarant n'ouvre pas ledit établissement dans l'année de la remise des pièces, il ne pourra plus effectuer cette ouverture sans que les formalités prescrites n'aient été par lui renouvelées.

Art. 5.

Il sera formé au chef-lieu de chaque académie un jury chargé d'examiner les aspirants au brevet de capacité pour la direction d'un établissement d'instruction secondaire.

Ce jury sera composé ainsi qu'il suit :

Le recteur de l'académie, président ;

Le procureur-général près la cour royale, s'il existe une cour royale dans le chef-lieu de l'académie, ou, à son défaut, le procureur du Roi près le tribunal civil de l'arrondissement ;

Le maire de la ville ;

Un ecclésiastique catholique, choisi par le Ministre de l'instruction publique sur la désignation de l'évêque du diocèse où est placé le chef-lieu de l'académie ; un ministre de chacun des autres cultes reconnus par l'État, choisi par le Ministre de l'instruction publique sur la désignation de l'autorité consistoriale, avec cette réserve, que ledit ecclésiastique et chacun desdits ministres n'assisteront qu'à l'examen des candidats qui appartiennent à leur communion ;

Le chef d'une institution secondaire, choisi par le Ministre de l'instruction publique dans la circonscription de l'académie;

Quatre membres choisis par le même Ministre parmi les professeurs titulaires de l'académie, les magistrats du ressort et les citoyens notables.

ART. 6.

Pour être admis à se présenter devant le jury, à l'effet d'être reconnu apte à diriger un établissement d'instruction secondaire, tout candidat devra :

1° Être Français et âgé de vingt-un ans au moins ;

2° Produire un certificat du maire de la commune ou de chacune des communes où il aura résidé depuis trois ans, ledit certificat constatant que l'impétrant est digne par ses mœurs et sa conduite de se livrer à l'enseignement ;

3° Produire soit le diplôme de bachelier ès lettres, s'il prétend au titre de maître de pension, soit les deux diplômes de bachelier ès lettres et de bachelier ès sciences mathématiques, ou seulement le diplôme de licencié ès lettres, s'il prétend au titre de chef d'institution.

ART. 7.

Les examens auront lieu publiquement. La matière et les formes desdits examens seront déterminées par un règlement arrêté en conseil royal de l'instruction publique.

Les brevets seront délivrés par le jury, sous l'autorité du Ministre, en la forme d'une déclaration générale de capacité, pour l'un ou pour l'autre

ordre d'établissements d'instruction secondaire, sans désignation spéciale de lieu.

ART. 8.

Dans tout établissement particulier d'instruction secondaire, nul ne pourra être préposé à la surveillance des élèves, s'il n'est à l'abri des incapacités relatées par l'article 3 de la présente loi, et s'il ne produit 1° un certificat de moralité délivré dans la forme prescrite en l'article 6; 2° un diplôme de bachelier ès lettres. Ledit grade ne sera obligatoire pour ladite fonction qu'après le délai de trois ans, à partir de la promulgation de la présente loi.

ART. 9.

Dans les villes qui possèdent un collège royal ou communal, sera libre de n'envoyer aucun élève aux cours dudit collège tout chef d'institution ou maître de pension qui, indépendamment de la condition prescrite par l'article 8 relativement aux maîtres préposés à la surveillance, aura dans son établissement, pour professer les diverses parties de l'enseignement secondaire, des maîtres munis du certificat mentionné par l'article 6, et pourvus au moins du grade de bachelier ès lettres.

Dans les villes où il n'existe pas de collège royal ou communal, les chefs d'institution ou maîtres de pension établis à l'époque de la promulgation de la présente loi, auront, à partir de cette époque, un délai de trois ans pour satisfaire à l'obligation de n'employer à l'enseignement des diverses classes

de leurs établissements que des maîtres pourvus au moins du grade précité.

Ne seront reconnus, dans tous les cas, comme ayant le plein exercice et donnant l'enseignement secondaire complet, que les chefs d'institution qui auront dans leurs établissements, pour professer les classes de rhétorique, et de philosophie et mathématiques, deux maîtres au moins pourvus du diplôme de licencié ès lettres, et un maître pourvu du diplôme de bachelier ès sciences mathématiques.

ART. 10.

Sont admissibles aux épreuves du baccalauréat ès lettres tous les élèves qui justifieront par certificats réguliers avoir fait les deux années d'études précitées, soit dans leurs familles, soit dans les collèges royaux ou collèges communaux de premier ordre, soit dans les institutions de plein exercice.

ART. 11.

Le Ministre de l'instruction publique peut, toutes les fois qu'il le jugera convenable, faire visiter et inspecter tout établissement particulier d'instruction secondaire.

ART. 12.

Quiconque, sans avoir satisfait à toutes les conditions prescrites par les articles 3 et 4 de la présente loi, ou après avoir été interdit dans les cas prévus par les articles 13 et 15 de la même loi, aura ouvert un établissement particulier d'instruction secondaire, sera poursuivi devant le tribunal

correctionnel du lieu du délit, et condamné à une amende de 100 fr. à 1 000 fr. L'établissement sera fermé.

En cas de récidive, le délinquant sera passible d'une amende de 1 000 fr. à 3 000 fr. et d'un emprisonnement de quinze à trente jours.

ART. 13.

Tout chef d'établissement particulier d'instruction secondaire qui refuserait de se soumettre à l'inspection autorisée par l'article 11 de la présente loi, pourra, sur procès-verbal dressé par l'inspecteur, être traduit devant le tribunal correctionnel de l'arrondissement et condamné à une amende de 100 fr. à 1 000 fr. En cas de récidive, l'amende sera de 500 fr. à 2 000 fr., et l'établissement pourra être fermé.

Une amende de 100 fr. à 500 fr. devra être appliquée, par le même tribunal, à tout chef d'établissement particulier d'instruction secondaire qui aurait employé dans ledit établissement des maîtres non pourvus du certificat de moralité et des diplômes de grades prescrits par les articles 8 et 9 de la présente loi. En cas de récidive, le maximum de l'amende pourra être doublé.

ART. 14.

En cas de négligence permanente dans les études et de désordre grave dans le régime et la discipline d'un établissement particulier d'instruction secondaire, le chef du dit établissement pourra, sur le rapport des inspecteurs, être appelé à comparaître devant le conseil académique de la cir-

conscription, et condamné, s'il y a lieu, à la réprimande, sauf recours devant le conseil royal de l'instruction publique, lequel recours devra être exercé dans le délai d'un mois à partir de la notification de la décision du conseil académique.

En cas de récidive constatée par une nouvelle information devant le conseil académique, le conseil royal de l'instruction publique devra connaître des faits dans le délai d'un mois, et pourra, par jugement disciplinaire, ordonner que le chef dudit établissement demeurera suspendu de l'exercice de sa profession pour un intervalle d'un an à cinq ans, sauf le recours devant le conseil d'État, prévu par l'article 149 du décret du 15 novembre 1811.

Ledit jugement disciplinaire sera exécuté à la diligence du procureur général du ressort où est situé l'établissement.

ART. 15.

Tout chef d'institution ou maître de pension, tout maître employé, soit à l'enseignement, soit à la surveillance dans un établissement particulier d'instruction secondaire, pourra, sur la poursuite d'office du ministère public, ou sur la plainte du recteur de l'académie, être traduit, pour cause d'inconduite ou d'immoralité, devant le tribunal civil de l'arrondissement, et être interdit de sa profession à temps ou à toujours.

Le jugement et la procédure sur appel, si le cas y échet, auront lieu dans les formes prescrites par l'article 7 de la loi du 28 juin 1833 sur l'instruction

primaire. Le tout sans préjudice des poursuites qui pourraient être encourues pour crimes, délits ou contraventions prévus par les lois.

ART. 16.

Seront considérés comme ayant satisfait à l'article 3 les chefs d'institution et maîtres de pension qui, à l'époque de la promulgation de la présente loi, dirigeraient des établissements en vertu de diplômes précédemment conférés par le grand-maître de l'Université.

Les droits résultant pour eux des diplômes précités ne pourront leur être retirés que dans les cas prévus, et selon les formes prescrites par les articles 13 et 15 de la présente loi.

Les chefs d'institution qui auraient précédemment obtenu l'autorisation du plein exercice continueront à en jouir, sauf à justifier, dans le délai de trois ans, de l'accomplissement des conditions prescrites par le troisième paragraphe de l'article 9 de la présente loi.

ART. 17.

Les écoles secondaires ecclésiastiques, établies conformément à l'ordonnance du 16 juin 1828, où les maîtres, chargés des classes de rhétorique, philosophie et mathématiques, seraient pourvus des grades mentionnés au paragraphe 3 de l'article 9 de la présente loi, pourront user du même droit que les institutions de plein exercice, en ce qui concerne, dans les limites du nombre d'élèves qui leur est attribué, l'admissibilité desdits élèves aux

épreuves pour l'obtention du diplôme ordinaire de bachelier ès lettres.

Dans celles desdites écoles secondaires ecclésiastiques où ne serait pas remplie la condition de grades précitée, les élèves, qui, cessant de se destiner au sacerdoce, voudraient obtenir le diplôme ordinaire de bachelier ès lettres, pourront se présenter, à cet effet, aux épreuves, dans une proportion qui n'excède pas la moitié des élèves sortant chaque année de ces écoles, après y avoir achevé leurs études. Ladite proportion sera constatée d'après une liste nominative annuellement transmise au Garde des sceaux Ministre des cultes, et par lui communiquée au Ministre de l'instruction publique.

ART. 18.

Sont maintenues et demeurent obligatoires, sauf la dérogation précitée, toutes les dispositions des ordonnances du 16 juin 1828, concernant les écoles secondaires ecclésiastiques.

TITRE III.

Dispositions spéciales aux Établissements publics d'instruction secondaire.

ART. 19.

Le nombre des collèges royaux sera successivement augmenté jusqu'à concurrence d'un collège royal par département.

ART. 20.

Toute ville dont le collège communal sera érigé

en collège royal, en exécution de l'article précédent, devra :

1° Faire les dépenses de construction et d'appropriation requises à cet effet;

2° Fournir le mobilier et les collections nécessaires à l'enseignement;

3° Assurer la réparation et l'entretien des bâtiments;

4° Fonder dans l'établissement, avec ou sans le concours du département, un nombre de bourses fixé de gré à gré avec le Ministre de l'instruction publique, et dont la concession aura lieu d'après un mode qui sera déterminé par ordonnance royale.

ART. 21.

Nulle ville ne pourra, à défaut de collège royal, entretenir, en tout ou en partie, d'autres établissements d'instruction secondaire, qu'un ou plusieurs collèges communaux, dont les principaux et les régents soient pourvus de grades universitaires, et nommés par le Ministre de l'instruction publique.

ART. 22.

Pour conserver ou établir un collège communal, toute ville devra satisfaire aux conditions suivantes :

1° Fournir un local approprié à cet usage, et en assurer l'entretien;

2° Placer et entretenir dans ce local le mobilier nécessaire à la tenue des cours et à celle du pen-

sionnat , si l'établissement doit recevoir des élèves internes ;

3° Garantir, pour cinq ans au moins, le traitement fixe du principal et des professeurs, lequel sera considéré comme dépense obligatoire pour la commune, en cas d'insuffisance des revenus propres du collège, de la rétribution collégiale payée par les externes, et des produits du pensionnat.

ART. 23.

Les collèges communaux sont de deux ordres :

1° Les collèges du premier ordre, et de plein exercice, où les élèves reçoivent l'instruction secondaire complète définie dans l'article 1^{er} de la présente loi ;

2° Les collèges du second ordre, où les élèves ne reçoivent qu'une partie de cette instruction.

ART. 24.

Dans les collèges communaux du premier ordre, les professeurs titulaires devront avoir pour chaque chaire les mêmes grades que les professeurs des collèges royaux.

ART. 25.

Tout collège communal du second ordre doit avoir au moins quatre professeurs gradués, y compris le principal. L'enseignement des langues anciennes ne devra pas, dans lesdits collèges, excéder les classes de grammaire.

ART. 26.

Il y a près de tout collège communal un bureau gratuit chargé d'en surveiller l'administration.

Ce bureau, y compris le maire, président, se compose de cinq ou de sept membres choisis par le Ministre de l'instruction publique parmi les conseillers municipaux et les notables de la ville.

ART. 27.

Dans les collèges communaux du premier ordre, le traitement de chaque professeur de philosophie, de rhétorique, de mathématiques spéciales et de physique, ainsi que le traitement de l'aumônier, sera de 1 800 fr. au moins; le traitement de nul autre professeur dans les collèges communaux, soit du premier, soit du second ordre, ne pourra être au-dessous de 1 200 fr.

ART. 28.

Le pensionnat des collèges communaux peut être géré soit directement, pour le compte des villes, soit par entreprise d'après une convention passée par le maire, en vertu d'une délibération du conseil municipal approuvée par le Ministre de l'instruction publique.

Toute convention de cette nature actuellement existante, sortira son plein et entier effet.

FAIT au palais des Tuileries, le 31 janvier 1844.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'instruction publique.*

Signé VILLEMAIN.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Nous avons l'honneur de vous présenter, par ordre du Roi, un projet de loi sur l'instruction secondaire. Le Ministre qui, en 1836, porta le premier un tel débat devant les Chambres, remarquait, avec raison, qu'en cette matière la situation et le devoir de l'État n'étaient pas les mêmes que dans la question, heureusement résolue, de l'instruction primaire. Là, en effet, nul système antérieur, nul ensemble régulièrement organisé n'existait : tout restait à faire, ou du moins à constituer et à régler. Dans l'enseignement secondaire, au contraire, comme dans l'enseignement supérieur des Facultés, une grande institution a précédé, et subsiste par des lois spéciales, des établissements nombreux, des résultats chaque jour croissant, dont l'importance même n'était pas exactement connue, avant le Tableau général que j'en ai dressé, il y a quelques mois, pour être mis sous les yeux du Roi et du pays.

Cette différence, Messieurs, suffit pour expliquer à tout esprit impartial, le retard qu'ont éprouvé les propositions relatives à la liberté de l'enseignement secondaire. La sagesse des Chambres se pressera toujours peu, quand il n'y a pas un grand be-

soin social à satisfaire, quand il s'agit seulement de modifier dans un système nouveau une création existante, affermie par le temps et par la grandeur des services qu'elle a rendus et qu'elle ne cesse de rendre.

N'oublions pas non plus, Messieurs, que l'art. 69 de la Charte de 1830 prescrivait un double objet à l'attention du législateur : *l'instruction publique et la liberté de l'enseignement*. Par ces termes, la Charte entendait que l'extension, le perfectionnement des écoles de l'État devaient accompagner ou même précéder toute modification sérieuse dans le régime légal des écoles particulières. Or, sur le premier point, on ne pouvait rien sans le secours des circonstances et du temps. L'idée seule de multiplier les grands centres d'instruction secondaire, les collèges royaux, dont tant de villes considérables sont encore privées, mais qu'il importe de n'établir qu'avec toutes les conditions de succès et de durée, cette idée fort simple demandait, pour être partiellement réalisée, des années de soins et d'efforts.

Quoi qu'il en soit, Messieurs, et indépendamment de la grande œuvre de l'instruction primaire, déjà poussée si loin, les faits ont prouvé l'utile impulsion donnée depuis 1830 à l'instruction secondaire. En dix années, les collèges royaux se sont accrus (1) de 7 000 élèves : développement qu'on ne peut attribuer au seul progrès de la population

(1) En 1832, les collèges royaux comptaient 13 598 élèves ; ils en comptent aujourd'hui 20 767.

et de la richesse, et qui atteste, avec le goût croissant des fortes études, le progrès de la confiance publique.

En même temps que nous constatons ce fait, nous avons dû, pour réfuter ou prévenir une objection tirée d'un autre point de vue, faire remarquer, dans le même Rapport au Roi, que, malgré cette extension actuelle, l'instruction secondaire était loin d'être trop répandue, que, comparativement à la population, elle comptait moins d'élèves qu'avant 1789, et qu'elle satisfaisait seulement dans une proportion rigoureuse au besoin du pays, et à la préparation qu'exige le recrutement régulier des fonctions publiques et des professions libérales.

Tel est un des résultats du travail étendu dans lequel, en proposant à Sa Majesté d'ordonner pour l'avenir la présentation de *Rapports quinquennaux* sur toutes les parties de l'enseignement secondaire, j'ai recueilli d'abord toute la série des faits, la plupart ignorés ou mal connus, qui, depuis plus de trente ans, avaient marqué parmi nous le rétablissement et la marche progressive de cet enseignement. C'est après avoir ainsi répondu complètement aux questions posées à diverses époques par les commissions des Chambres, qu'on pouvait apporter plus facilement à la discussion un projet qui a besoin d'être entouré de tant d'informations exactes et de documents précis.

Dans l'intervalle, il est vrai, les opinions diverses sur la question de l'enseignement secondaire ont éclaté avec toute la vivacité de la polémique. Cela même ne rendait que plus nécessaire

un examen impartial, appuyé sur les faits, qui à la prévention oppose l'évidence, qui fasse la part de tous les droits, mais n'en exempte aucun des conditions et des charges que la loi impose en retour de la protection qu'elle donne. Tel est le point de vue que se proposeront certainement les deux Chambres, dans la solution d'un des plus graves problèmes qui puissent intéresser l'État et les familles; tel est le résultat qui, nulle part, ne saurait être cherché avec plus de calme et de lumières que dans les débats de cette assemblée.

Ce n'est pas devant vous, Messieurs, ce n'est pas devant les Chambres législatives de notre pays, qu'il faudra faire effort pour établir ce grand et premier principe, que la surveillance, et sur plusieurs points, la direction de l'enseignement public, appartiennent à l'État, et que le degré de liberté politique développé par les lois, loin de détruire une telle intervention de l'autorité civile dans l'éducation publique, la rend plus juste et plus nécessaire; qu'il importe seulement d'en bien régler l'exercice, et d'assurer à côté d'elle les droits de la conscience et la liberté de la famille, toujours faciles à distinguer des exagérations du faux zèle et de la spéculation des partis.

On a beaucoup attaqué, depuis quelques années, Messieurs, comme en 1815, l'Université de France fondée par l'Empire. On a signalé comme stérile et funeste cette création du génie civil d'un grand homme; on a répété que le principe même qui lui sert de base était un excès de pouvoir né de la Révolution, et qu'une entière liberté d'enseignement

était le droit commun, le droit public de l'ancienne France, et en avait développé la civilisation et hâté la grandeur.

Nous n'attachons pas à cette invocation des faits historiques, dans les questions d'intérêt actuel et de politique présente, plus d'autorité qu'elle n'en doit avoir. Que l'enseignement ait été libre ou non sous l'ancienne monarchie, il n'y en a pas moins pour la monarchie constitutionnelle une obligation née de la Charte de 1830, et dont il importe de concilier l'accomplissement avec les intérêts politiques et les droits que cette Charte a fondés. Seulement, Messieurs, comme les exagérations en théorie s'appuient souvent sur les inexactitudes en histoire, nous croyons devoir rappeler en peu de mots ce qu'était, en France, la liberté de l'enseignement, dans les époques dont le souvenir glorieux est souvent invoqué, et dans les temps mêmes qui les ont précédées.

Sans doute, après les premiers siècles du christianisme, à la chute de la société romaine, il y avait eu, entre la rupture de tous les liens civils et l'indépendance de la vie barbare, une époque où le prêtre était, pour le bien de l'humanité, le seul précepteur non-seulement de toute foi, mais de toute science, et où l'enfant avait appartenu à l'Eglise, comme chez les peuples anciens il appartenait à la cité. Dans la ruine de l'Etat, dans la dispersion même du foyer domestique envahi par des maîtres étrangers, l'école de la cathédrale ou du monastère était encore inviolable. On y étudiait quelque peu, quand il n'y avait plus ni étude ni

refuge dans le reste du monde. Mais cette influence cessa d'être exclusive et indépendante du pouvoir civil, aussitôt que, sur le sol ébranlé de l'ancien monde, il se fut élevé quelques commencements de société nouvelle.

En remontant très-haut dans notre histoire, et en se reportant même aux temps où la science était encore presque uniquement cléricale, on trouve établie la maxime que l'instruction publique dépend de l'État (1). Ce fut, en effet, sous cette autorité que s'établirent successivement les anciennes universités locales. Ce fut cette autorité qui, à diverses époques, en supprima ou en réforma quelques-unes, et qui permettait ou interdisait la fondation de tout collège dépendant d'une université, d'une corporation religieuse, ou d'une communauté municipale.

Sans doute, dans cet état de choses, et par la force même des mœurs générales, l'action de l'Église était très-grande et ses privilèges immenses. C'est en ce sens qu'elle possédait la liberté d'enseignement; mais les particuliers ne l'avaient pas, et l'idée même d'un tel droit n'existait pas dans les esprits. On peut le remarquer seulement, à mesure que la société civile, se dégageant de l'Église, sans y être opposée, s'affermir et se développa, l'influence de l'État sur l'enseignement se marqua davantage, soit directement, par des édits et des ordonnances, soit indirectement, par l'action de

(1) Ordonnance de Philippe le Bel (1312), dans les *Ordonnances des Rois de France*, t. I^{er}, p. 504.

la magistrature. Dès 1446, une ordonnance de Charles VII avait donné juridiction (1) aux parlements sur les universités, qui prétendaient ne relever que du pouvoir royal et du pape. En même temps s'établissait, par des arrêts de parlements, le droit d'autorisation et d'inspection des universités sur les écoles particulières, et l'obligation pour les maîtres de ces écoles d'être gradués (2) dans les lettres qu'ils enseignaient.

Le grand édit de Blois (mai 1579), parmi les divers objets qu'il embrasse, renferme, dans une série d'articles, un règlement d'organisation pour toutes les universités de France, alors au nombre de vingt-une; et, par les mesures communes qu'il leur applique, il réalise en partie déjà ce système d'unité dans l'enseignement qu'on a signalé comme le résultat de la centralisation moderne. En renouvelant ou en reconnaissant les privilèges antérieurs des universités, cet édit maintient expressément le droit d'autorisation de l'État, l'obligation des épreuves et des grades, et pour obtenir ces grades, la condition d'études régulièrement faites et attestées (3).

Vingt ans après, un acte plus restreint dans la forme, mais non moins décisif quant au principe

(1) *Ordonnances des Rois de France*, t. XIII, p. 457. (1)

(2) Arrêt du parlement de Paris, en date du 7 février 1554.
— Voir aussi l'*Histoire de l'Université de Paris*, par Duboullay, t. V, p. 621 et 726.

(3) « Les degrez ne seront conférés, sinon à personnes qui auront estudié par temps, intervalles opportuns, selon les or-

et à l'influence, l'édit réglementaire (1) de Henri IV sur l'Université de Paris, fit une nouvelle application des droits de l'État en matière d'enseignement public. Tout est remarquable dans cet acte royal et dans les dispositions accessoires dont le parlement de Paris fortifia l'enregistrement (2). Préparé, sur la demande de l'Université, par une commission où siégeaient, avec un seul prélat délégué par le Roi, le premier président du parlement, le président de chambre de Thou, le procureur-général et d'autres magistrats, cet édit marquait, pour ainsi dire, la sécularisation commencée de l'enseignement public, en même temps que l'action indépendante et immédiate de l'État. Ce furent même les deux principes que développa l'illustre de Thou, lorsqu'il vint, avec les conseillers Coqueley et Molé, requérir en l'Université de Paris la publication et l'exécution des nouveaux *Statuts*.

Ces règlements, Messieurs, ne sont pas moins importants dans les détails que par les principes généraux de droit public qu'ils rappellent. Ils

donnances des Rois nos prédécesseurs, dont ils seront tenus de faire apparoir par certificats et rapports de leurs régents et recteurs. » (*Édit de Blois*, art. 85.)

(1) *Leges et statuta Universitatis parisiensis, lata et promulgata anno D. 1598, 13 septembris, jubente et mandante christianissimo et invictissimo Francorum et Navaræ rege Henrico IV.*

(2) Autres articles de la réformation ajoutés par un arrêt du parlement de Paris du 25 septembre 1600.

consacrent de nouveau la condition de grades (1) obligatoires pour toutes les fonctions de l'enseignement. Ils exigent également un grade dans les lettres (2) pour l'admission aux Facultés de médecine et de théologie. Ils prescrivent d'instruire la jeunesse dans l'obéissance au Roi et aux magistrats civils. Ils déterminent d'une manière générale l'objet même des études. Enfin, ils établissent expressément, et à deux reprises, la disposition même que reproduisirent de notre temps les décrets de l'Empire, et que nous vous proposerons de supprimer aujourd'hui, l'obligation pour toute maison particulière d'enseignement de ne recevoir d'élèves au-dessus de l'enfance qu'en leur faisant fréquenter (3) les classes d'un collège.

De tels règlements, bien que particuliers à l'Université de Paris, eurent dès lors une grande influence sur les autres universités du Royaume. Cinq de ces universités, celles de Reims, d'Angers, de Poitiers, d'Orléans, de Bourges, étaient placées dans le ressort judiciaire du parlement de Paris. Cette seule circonstance explique comment, à leur égard, l'unité de juridiction dut amener

(1) Statuts de 1598, pour la Faculté des arts, art. 1^{er}.

(2) *Ibid.*, art. 57. — Statuts pour la Faculté de médecine, art. 8; statuts pour la Faculté de théologie, art. 7. — Aucun grade n'était exigé pour les études de droit; mais on ne pouvait être admis à ces études sans avoir fait préalablement un cours complet d'humanités et de philosophie. (Statuts de la Faculté de droit, art. 4.)

(3) Statuts de 1598 pour la Faculté des arts, art. 10; statuts de 1600, art. 15.

promptement l'unité de jurisprudence. Ainsi, en 1662, l'université de Reims fut réformée par un arrêt de ce parlement, qui lui impose les statuts réglementaires de Henri IV. En dehors du ressort du parlement de Paris, la même action s'exerçait par une autre voie. En 1657, un acte royal, enregistré au parlement de Toulouse, reconstituait l'université de Cahors, en lui imposant, surtout en ce qui concerne le temps obligatoire d'études, les examens et les grades, des dispositions analogues à celles de l'Université de Paris. En 1699, un arrêt du conseil, enregistré au parlement de Rouen, accomplissait une réforme semblable dans l'université de Caen.

Indépendamment de ce droit exercé sur les universités, l'autorité royale intervenait directement dans la formation de tout collège. Nul établissement de cet ordre, soit qu'il fût institué par une fondation particulière, ou entretenu par une ville, ou même doté sur des biens ecclésiastiques, n'avait lieu qu'en vertu d'une ordonnance royale. Mais cette ordonnance ne conférait pas à tout collège ainsi créé le droit d'être agrégé aux universités. On sait avec quelle force fut soutenu, dès le commencement, le principe que les corporations monastiques ne devaient pas faire partie des Institutions enseignantes de l'État. Les universités admettaient en grand nombre dans leur sein les prêtres séculiers, mais non les *congrégations*. La distinction était juste et profonde. Dans des établissements mixtes, dont l'enseignement varié embrassait toutes les sciences, et qui devaient former des

hommes pour toutes les professions de la société, le concours de prêtres séculiers était un gage de plus pour la gravité des études et des mœurs, la présence de moines réguliers eût été la domination d'un ordre à part.

Telles furent les justes causes de la résistance opiniâtre, et invincible sur quelques points, que rencontra l'établissement d'une congrégation fameuse, plusieurs fois bannie de France, et prohibée par nos lois actuelles. Le sentiment public d'un siècle religieux, lors même que les jésuites étaient reçus dans le Royaume, leur contestait le pouvoir de donner l'enseignement : le premier collège qu'ils fondèrent à Paris (1) ne put pendant longtemps obtenir le plein exercice; et lorsque cette société, après un bannissement partiel (2), fut de nouveau rétablie dans toute la France, en 1603, sous l'obligation, pour chacun de ses membres, de prêter le serment « de ne rien faire ni entreprendre contre la paix publique et le repos du Royaume, » et à la condition de ne tenir aucune école qu'en vertu d'une permission expresse et locale, elle demeura encore exclue du droit de présenter des élèves pour l'admission aux grades. Elle obtint plus tard ce droit par des arrêts (3) du Conseil, malgré les remontrances des parlements, qui persistèrent dans le maintien des règles prescrites par l'édit de Blois et les statuts réglementaires de Henri IV.

(1) En 1562.

(2) Arrêt du 29 décembre 1594.

(3) Arrêts du 18 février et du 26 avril 1618.

Bientôt après, la société des jésuites voulut exercer le privilège que leur avait attribué, dès l'origine, une bulle pontificale (1), qui, d'une manière générale, et abstraction faite des lois de chaque pays, les autorisait à conférer directement tous les grades de bachelier, licencié et docteur dans les *Arts* et la *Théologie*. Mais l'esprit des parlements, ce premier et antique gardien de nos libertés civiles et religieuses, ne put jamais être vaincu sur ce dernier point. La collation des grades resta, sous l'autorité de l'État, l'attribut spécial des universités; et le parlement même de Toulouse, qui ne s'était pas associé à l'arrêt d'expulsion rendu contre les jésuites, en 1594, leur interdit, par un arrêt célèbre (2), d'exercer le droit des universités et de conférer les grades. Enfin une ordonnance royale de 1629 disposait que : « Nul ne sera reçu aux degrés qu'il n'ait étudié l'espace de trois ans en l'université où seront conférés lesdits degrés, ou en une autre, pour partie dudit temps, et en ladite université pour le surplus, dont il rapportera certificat suffisant. » Et, comme alors le zèle de parti, mécontent des écoles nationales et les calomniant, affectait souvent d'aller chercher à l'étranger une éducation imprégnée des souvenirs récents de la Ligue, cette même ordonnance interdisait à tous sujets français, de quelque condition

(1) Bulle du pape Jules III, de 1550.

(2) Arrêt du 13 juillet 1623.

qu'ils fussent, d'envoyer leurs enfants étudier hors du Royaume (1).

Malgré les restrictions relatives à la collation des grades, on sait à quel point les collèges de la société des jésuites se multiplièrent, et combien son influence sur l'éducation fut secondée par l'envahissement politique et religieux dont elle marqua la fin du xvii^e siècle, et les premières années du siècle suivant. On connaît les incidents caractéristiques de cette domination irrévocablement jugée par l'histoire, et tout à fait distincte de la pieuse et salutaire influence du clergé français. Nous n'avons point à discuter ici de tels souvenirs. Mais, dans les exemples mêmes de la faveur et de la puissance dont jouit longtemps en France une congrégation trop célèbre, nous retrouvons l'ancien principe qui soumettait tout établissement d'instruction à une autorisation préalable, et qui défendait de délivrer des attestations d'études et de conférer des grades ailleurs que dans les universités directement déléguées par l'État.

Malgré ce droit toujours maintenu, le nombre des collèges dirigés par des corporations religieuses, en dehors des universités, était encore très-considérable au milieu du xviii^e siècle. Une grande révolution s'était opérée dans les idées et dans les mœurs; et il semblait cependant que rien ne fût

(1) Ordonnance de janvier 1629, art. 47 : « Nous défendons à tous nos sujets, de quelque estat et condition qu'ils soient, d'envoyer leurs enfants étudier hors de nostre royaume, païs et terres de nostre obéissance, sans nostre permission et congé. »

changé dans le système d'instruction publique. Les plus séduisants promoteurs des opinions nouvelles, ceux qui, dès leurs premiers écrits, propagèrent avec le plus de zèle les doctrines de scepticisme et de licence, étaient sortis des écoles tenues par la congrégation dont nous ne voulons pas d'ailleurs contester les anciens titres dans la littérature et dans les sciences. Quoique cette société ne produisit plus, comme au xvii^e siècle, de profonds érudits et de savants missionnaires, elle avait encore quelques esprits élégants et faciles, dont l'influence se retrouve dans la politesse des commencements du xviii^e siècle, mais n'eut aucune force pour modérer le mouvement hardi de cette époque. Un esprit nouveau s'était élevé de toutes parts, alliant au pressentiment et au désir de réformes nécessaires un dangereux scepticisme sur les vérités qui ne changent pas. La philosophie, se divisant elle-même, fournit alors, comme elle fournit aujourd'hui, à quelques-unes de ces vérités d'éloquents défenseurs. Les corporations monastiques enseignantes demeurèrent faibles et timides devant les audacieux disciples nourris dans leurs propres écoles. Lorsque, en 1762, sous l'influence du Ministre le plus courageux et le plus éclairé qui ait relevé la langueur du règne de Louis XV, le duc de Choiseul, la société des jésuites fut enfin dissoute, elle avait, dans les diverses provinces du Royaume, 124 collèges, la plupart importants et riches. Sous ce rapport même, elle laissait un vide difficile à remplir. Aucune voix accréditée cependant ne s'éleva

pour la défendre. Ce qu'elle avait d'incompatible avec les traditions les plus vénérées de l'ancienne magistrature, comme avec les vœux les plus légitimes de la réforme sociale, dut l'emporter sur tout autre motif. La couronne, les parlements et le public furent d'accord.

Les édits et les ordonnances rendus à cette époque (1), et à l'appui de cette mesure, doivent être considérés comme autant d'actes préparatoires à une reconstitution générale de l'enseignement public. Dès 1775, en présence des autres corporations religieuses encore chargées de la direction de beaucoup de collèges, le sage Turgot demandait l'établissement d'une instruction nationale dirigée par un conseil, sous l'autorité du Gouvernement, dans des vues publiques, d'après des plans uniformes. La jurisprudence des parlements tendait au même but, en y ramenant même les écoles particulières.

La part de ces écoles sans doute était peu considérable en dehors des collèges universitaires, des collèges appartenant aux villes, et de ceux que les villes avaient cédés à des corporations religieuses. Cependant la distinction des écoles publiques et privées, de tout temps énoncée dans les règlements (2), avait pris plus d'importance. Soumis à

(1) Édits du 5 février 1763 et de mai 1766 ; Règlement du 29 janvier 1765 ; Déclaration du 31 octobre 1776.

(2) Décrets de la Faculté des arts de Paris de 1458 et 1463 ; Arrêt du parlement du 21 août 1568 ; Ordonnance royale de 1669.

des conditions de grades, à une autorisation d'exercer, les maîtres des écoles privées se rattachaient aux universités, dont presque partout leurs élèves suivaient les cours, conformément aux statuts réglementaires de Henri IV. Seulement, comme la différence des écoles, d'après les objets d'étude, était moins nettement déterminée qu'aujourd'hui, et que l'enseignement primaire n'avait d'autre nom que celui d'enseignement des *petites écoles*, il s'était élevé souvent des conflits de juridiction entre le grand chantre de la cathédrale et l'Université de Paris. Ces difficultés avaient amené, en 1708, un règlement homologué par le parlement qui, fixant de nouveau les obligations et les droits des maîtres ès arts tenant pensionnat, les soumettait à l'inspection de l'Université. Un article de ce règlement renouvelé, et plusieurs arrêts (1) du parlement confirmèrent, dans le même siècle, l'obligation de faire fréquenter les collèges par les élèves de tout établissement particulier d'instruction qui n'était pas situé dans des faubourgs trop éloignés.

Nous avons rappelé ces faits peu connus, non pour en conclure, Messieurs, qu'il faille aujourd'hui maintenir pour tout pensionnat particulier l'autorisation directe de l'État, la dépendance de l'Université, et la fréquentation toujours obligatoire des collèges; mais il était juste de montrer que le grand ensemble des règles établies par l'Empire, en 1808, et si indispensables alors pour relever les études, ne fut pas une capricieuse inno-

(1) Arrêts du 6 août 1779 et du 2 avril 1784.

vation de despotisme, sans lien avec le passé, mais, sur beaucoup de points, une conséquence et une application des principes et de la jurisprudence anciennement suivis par l'État, en matière d'enseignement public. Ces principes, cette jurisprudence, qui n'étaient pas la liberté, mais l'autorité sur tous et le privilège pour quelques-uns, avaient, sous le dernier rapport, éprouvé une grave modification dans les trente années antérieures à 1789. Quoique plusieurs congrégations religieuses d'hommes eussent été alors appelées à prendre part à l'enseignement, sur les 124 collèges autrefois occupés par les jésuites, 46 seulement avaient passé dans les mains de religieux de divers ordres; les 78 autres étaient rentrés sous l'autorité des universités, ou avaient été confiés, sur la demande des villes, à des ecclésiastiques séculiers ou à des laïques. C'est ainsi qu'en 1789, les collèges entièrement étrangers aux congrégations religieuses, et dépendant de l'État et des villes, se trouvaient au nombre de 384, proportion supérieure au chiffre actuel, qui n'offre encore que 48 collèges royaux et 312 collèges communaux.

La Révolution, qui changea violemment cet état de choses, s'imposait le besoin de créer tout un ensemble nouveau d'instruction publique. Mais ce ne fut pas d'abord en appliquant à l'enseignement le principe de liberté qu'elle étendait à tout le reste. L'Assemblée constituante, il est vrai, entendit un Rapport célèbre (1) et un projet de décret

(1) Rapport de Talleyrand sur l'instruction publique.

dont l'avant-dernier article était ainsi conçu : « Il sera libre à tout particulier, en se soumettant aux lois générales sur l'enseignement public, de former des établissements d'instruction. » Mais ce projet de loi et cette déclaration ne furent ni votés ni même discutés. Nul commencement d'exécution, nulle réalité immédiate, et même nulle sanction ne fut donnée par l'Assemblée constituante au principe alors nouveau parmi nous de la liberté d'enseignement. Cette Assemblée posa même en principe, dans une loi relative à d'autres matières (1), que, « sous l'autorité et l'inspection du Roi, les administrations de département devaient être chargées de la surveillance de l'éducation publique; » expressions qui, dans leur généralité, ne supposaient nullement la liberté des établissements particuliers d'instruction, et qui même sont invoquées aujourd'hui (2) par la Cour suprême pour établir le droit de l'État sur quelques-uns de ces établissements à l'égard desquels ce droit n'a pas été réglé par des lois spéciales. C'est dans un décret du 29 frimaire an 2 (19 décembre 1793), qu'on trouve pour la première fois le principe que « l'enseignement est libre ; qu'il sera fait publiquement, sous la condition de déclarer à la municipalité ou section de la commune l'intention d'ouvrir une école, en désignant l'espèce de science ou art qu'on se propose d'enseigner, et en produisant un certi-

(1) Loi de janvier 1790 sur les assemblées administratives.

(2) Arrêt du 30 juin 1843.

ficat de civisme et de bonnes mœurs, signé par la moitié des membres du conseil général de la commune ou de la section du lieu de la résidence, et par deux membres au moins du comité de surveillance; » condition assez compliquée pour ressembler beaucoup à une autorisation discrétionnaire.

Un autre décret du 27 brumaire an 3, relatif surtout aux instituteurs primaires, et portant que ces instituteurs sont nommés par le peuple, faisait encore mention et réserve du droit qu'ont les citoyens d'ouvrir des écoles particulières et libres sous la surveillance des autorités constituées. Enfin, la constitution de l'an 3 rappelait (1) ce principe en ces termes : « Les citoyens ont le droit de former des établissements particuliers d'éducation et d'instruction, ainsi que des sociétés libres pour concourir aux progrès des sciences, des lettres et des arts. » Mais, dès l'année suivante, le décret du 3 brumaire constitutif des *écoles centrales* ne spécifiait en dehors d'elles que des écoles centrales supplémentaires, dont l'organisation devait se rapprocher, autant que les localités le permettaient, du plan commun des écoles centrales instituées par la loi.

Enfin, en 1802, après plusieurs essais qui attestent la nullité des écoles particulières à cette époque, la loi du 1^{er} mai statuait, article 8 : « Il ne pourra être établi d'école secondaire *sans l'autorisation* du Gouvernement. » Ainsi reparaissait, après une courte interruption, plutôt déclarative

(1) Art. 299.

force publique. » On sait comment cet état de choses, menacé sous la Restauration, se soutint cependant par la force de la pensée primitive, et les intérêts de science et d'esprit national qui s'y rattachaient.

Une révolution, qui fut le triomphe de ces nobles intérêts, ne pouvait porter atteinte au grand système d'instruction nationale qui les avait entretenus. Mais, à côté de ce système, elle déposa un principe de liberté que deux projets de loi successivement présentés ont essayé d'appliquer à tous les détails de l'enseignement secondaire. C'est ce principe que le projet actuel a également pour but de réaliser et de limiter.

Un premier Titre détermine l'objet même de la loi, l'enseignement secondaire dans sa forme essentielle et dans ses variétés. Il nous a paru qu'à cet égard la meilleure définition devait résulter des faits mêmes. Ainsi, nous avons compris sous ce mot les études de langues anciennes et modernes, de philosophie, d'histoire et de sciences qui servent de préparation, soit aux deux baccalauréats, ès lettres et ès sciences, soit aux examens d'admission dans les écoles spéciales. Par là, Messieurs, l'instruction morale et religieuse se trouve en tête de la loi, dans le même sens où vous l'avez déjà prescrite pour l'instruction primaire. En se conformant, sous ce rapport, à l'esprit des décrets et règlements qui ont déterminé l'enseignement religieux dans les collèges, le projet de loi n'a voulu que rappeler un principe non moins essentiel à l'enseignement particulier qu'à l'enseignement

public. L'entreprise de former une école sans croyance et sans culte n'est pas probable, il est vrai; mais il faut, pour l'honneur public, que l'essai n'en soit pas même possible; et il importe à la loi de donner à tout établissement d'instruction la base et la sanction du principe religieux.

Les établissements d'instruction secondaire, ainsi définis par leur objet, sont particuliers ou publics.

Le Titre II détermine à quelles conditions, avec quelles formalités, après quelles épreuves, tout Français peut ouvrir un établissement d'instruction secondaire. Ces conditions, ces formalités, ces épreuves, sont presque entièrement conformes à celles que contenaient les deux projets de loi déjà présentés. Elles excluent l'autorisation discrétionnaire; elles y substituent des certificats, des grades, un brevet spécial d'aptitude, une déclaration conforme au droit public du pays, et après ces formalités accomplies et constatées, la faculté directe d'ouvrir un établissement qu'on a régulièrement déclaré.

J'insisterai peu, Messieurs, sur ces premières dispositions déjà connues, et pour ainsi dire éprouvées par le débat ou la publicité. Une seule, sous-entendue dans deux projets précédents, est expressément ajoutée au nouveau projet. C'est celle qui exige de tout candidat à la direction d'un établissement particulier d'instruction secondaire, l'affirmation écrite de n'appartenir à aucune association ni congrégation religieuse non légalement établie en France. Une disposition presque identi-

que de l'une des deux ordonnances du 16 juin 1828, s'applique depuis quinze ans aux écoles secondaires ecclésiastiques et aux écoles dépendantes de l'Université. Elle fut insérée, par amendement, sous la forme plus explicite que nous proposons aujourd'hui, dans un article additionnel au projet de loi présenté en 1836. Elle est une conséquence de la prohibition prononcée par les lois antérieures : elle n'exclut pas de l'enseignement toute association, toute congrégation religieuse ; elle rend implicitement admissibles, sous ce rapport, celles dont l'existence serait reconnue et autorisée par la loi. La condition proposée n'a donc pour objet que de maintenir sans exclusion indistincte et absolue, mais sans faiblesse, les principes de la législation actuelle et le droit inaliénable des pouvoirs de l'État.

Quant aux autres dispositions déjà connues, une seule, l'obligation d'un brevet spécial d'aptitude, a été vivement combattue. Un grade ne doit-il pas suffire ? a-t-on dit ; si le brevet constate une aptitude morale, ne maintient-il pas, en l'attribuant à un jury, une sorte d'appréciation discrétionnaire peu conforme au principe de la liberté de l'enseignement ? La réponse, Messieurs, est dans l'idée même qu'on se formera de cette liberté. Il est tel pays où, en proclamant ce principe, on a laissé à toute personne la permission d'ouvrir école sans condition aucune, et sauf la répression ultérieure des délits. Qu'est-il arrivé de cet état de choses ? Une liberté ainsi prodiguée a été vaine pour tous, et n'a servi qu'une seule domination.

Nos habitudes légales ne permettent pas de pro-

céder ainsi. Nous n'admettons pas que l'exercice de la liberté d'enseignement doive avoir lieu de plein droit, à part toute justification de savoir et de moralité. Beaucoup de personnes même pensent qu'un simple certificat de moralité, délivré quelquefois sans une appréciation assez éclairée des devoirs de l'instituteur n'est pas une garantie suffisante; et, d'autre part, il est certain que l'obtention d'un grade n'est pas, même sous le rapport intellectuel, un témoignage assez complet des qualités et des connaissances nécessaires pour une direction d'éducation et d'enseignement. Ces observations conduisent à chercher la garantie plus décisive d'une épreuve publique sur l'objet même de la profession à laquelle on aspire. Cette épreuve ne sera pas la révision du baccalauréat ou de la licence : elle doit constater une aptitude plus générale, telle qu'elle résulte de l'ensemble des principes, des qualités de l'esprit et de l'instruction acquise. Le brevet demandé et obtenu sans désignation de lieu, sans projet connu d'établissement, ne saurait être qu'impartialement délivré; et ne fût-ce qu'au point de vue de la dignité d'une profession telle que l'enseignement, il importe que les hommes qui aspirent à élever la jeunesse ne justifient pas seulement d'un grade nécessaire à ceux mêmes qui étudient encore, mais qu'ils aient honorablement soutenu une épreuve spéciale et relative à la mission même qu'ils veulent remplir.

Sans doute, Messieurs, et par cela même que le brevet ne sera pas toujours suivi d'un exercice im-

médiat, il ne doit pas exclure l'obligation de produire un certificat de moralité à l'époque, peut-être éloignée, où voudra s'établir le candidat. Nous avons donc maintenu ce certificat sous une forme expresse, à savoir que « l'impétrant est digne par ses mœurs et sa conduite de diriger un établissement d'instruction secondaire : » seulement, il a paru qu'en réservant au maire un tel pouvoir d'appréciation morale, on ne devait pas rendre ce pouvoir absolu dans tous les cas, et faire dépendre d'un seul refus toute la carrière d'un homme soumis à plusieurs épreuves; que dès lors il était juste d'ouvrir au candidat un recours devant l'autorité judiciaire de l'arrondissement et du ressort, statuant en chambre du conseil, le ministère public entendu, et pouvant rendre une déclaration favorable qui remplacerait pour le réclamant le certificat exigé. Ainsi, partout dans le projet, à côté d'une précaution d'ordre public, se trouve une garantie pour l'intérêt privé.

L'utilité d'un brevet spécial d'aptitude une fois admise, restait la composition du jury qui doit le délivrer. Ici, Messieurs, nous n'avons pas cru qu'il fût possible d'exclure ceux qui ont l'expérience de l'enseignement, et de frapper de suspicion les fonctionnaires de l'État. Comme dans le projet précédemment adopté par l'autre Chambre, il n'y aura qu'un jury d'examen par chaque académie, et, par conséquent, par chaque ressort de cour royale. Le recteur de l'académie sera membre et président du jury, où siégeront le procureur-général, le maire de la ville, un ecclésiastique catholique choisi par le Ministre de l'instruction

publique, sur la désignation de l'évêque, un ministre de chacun des autres cultes reconnus par l'État, sous la réserve que cet ecclésiastique et chacun de ces ministres n'assisteront qu'à l'examen des candidats qui appartiennent à leur communion, enfin un chef d'institution secondaire, et quatre autres membres choisis parmi les professeurs titulaires de l'académie, les magistrats du ressort et les citoyens notables.

Quant au brevet, il mentionnera, selon le grade antérieur du candidat, et selon la capacité qu'il aura montrée, son aptitude pour la direction d'un établissement d'instruction secondaire. L'ancienne division de ces établissements en deux ordres, les *institutions* et les *pensions*, nous a paru nécessaire à maintenir, parce qu'elle existe en fait, parce qu'elle est motivée sur l'étendue des matières de l'enseignement, parce qu'elle permet d'élever les conditions de la liberté qu'on accorde. En effet, si un seul et même degré d'aptitude scientifique était uniformément exigé, il serait ou excessif pour le plus grand nombre des établissements, ou faible et insignifiant pour les principaux. L'État, en appliquant le principe de la liberté de l'enseignement, loin de favoriser une confusion qui abaisse tout, doit assurer la réalité de la concurrence, par les conditions mêmes imposées aux candidats.

A ce point de vue même, Messieurs, la seule division en institutions et en pensions ne nous a point paru suffisante, et ne représenterait pas les divers degrés de l'enseignement secondaire. Cet enseignement doit pouvoir être commencé dans

beaucoup d'établissements où il ne saurait être donné d'une manière complète. Ce besoin est attesté par les 914 pensions et les 102 institutions qui existent aujourd'hui. Imposer à ces établissements des conditions qui supposent l'enseignement secondaire complet, ce serait demander au plus grand nombre un effort supérieur à l'objet qu'ils se proposent. Donner à tous ces établissements le même droit, la même présomption de capacité, ce serait ôter une garantie au choix des parents et au maintien du bon enseignement. L'obligation pour les élèves des pensions et des institutions de fréquenter les classes d'un collège doit cesser ; mais il faut alors que cette condition extérieure de bon enseignement soit remplacée par une condition attachée à l'établissement même ; car il ne s'agit pas seulement de proclamer un principe, mais d'assurer un intérêt de discipline et d'étude. C'est en ce sens que l'article 9 du projet de loi dispose que, dans les villes qui possèdent un collège royal ou communal, sera libre de n'envoyer aucun élève aux cours dudit collège tout chef d'institution ou maître de pension qui aura dans son établissement, pour professer les diverses parties de l'enseignement secondaire, des maîtres pourvus au moins du grade de bachelier ès lettres.

Mais cette condition facile, dont l'accomplissement doit au moins précéder le libre retrait des élèves, est-elle suffisante pour donner à un établissement particulier tous les droits des collèges de l'État ? nous ne l'avons pas pensé. La Chambre des Députés ne le pensait pas non plus, lorsque,

discutant le projet de loi de 1836, elle exigeait que quiconque voudrait enseigner dans les établissements privés soit la philosophie, soit les sciences physiques et mathématiques, soit les langues anciennes, soit l'histoire, produisît un brevet spécial de capacité, délivré après examen devant une commission instituée au chef-lieu de chaque académie par le Ministre de l'instruction publique. Une semblable épreuve, susceptible de s'élever avec l'importance des matières indiquées, offrait une condition d'autant plus rigoureuse que la limite en était variable et inconnue. Il nous a paru plus praticable de ne point prescrire à tous les maîtres également une épreuve difficile, mais de n'attacher la jouissance du *plein exercice* pour les établissements qu'à la garantie de grades élevés.

Par là, nulle brusque séparation des établissements particuliers et des écoles de l'État. Dans les villes où il existe un collège royal ou communal, le chef d'institution ou le maître de pension qui voudra ne plus envoyer ses élèves aux cours de ce collège, devra justifier seulement qu'il a, pour les instruire dans son propre établissement, des maîtres bacheliers ès lettres. Le chef d'institution qui voudra, de plus, que son établissement devienne un véritable collège, et en exerce tous les droits, devra choisir pour les deux années de rhétorique et de philosophie deux maîtres licenciés ès lettres et un maître gradué dans les sciences mathématiques. A mesure que cette condition sera remplie, une libre concurrence s'établira ; toute classe d'un établissement particulier, qui deviendra de plein exercice, aura nécessairement des moyens d'instruction pour la

préparation des élèves au baccalauréat ès lettres. Ainsi se concilieraient la facilité du choix pour les familles et la force des études dans les maisons particulières d'enseignement, la libre création des établissements et la nécessité pour ces établissements d'offrir un professorat conforme à l'objet plus ou moins élevé de leur programme.

Ce système, qui veut des garanties proportionnées de savoir dans les maîtres, aura pour conséquence, nous le reconnaissons, d'exiger en général des garanties d'études dans les élèves. Mais ce résultat nous paraît un avantage plutôt qu'un inconvénient. Nous avons vu que la preuve d'études régulièrement faites était le droit commun de nos anciennes universités; aujourd'hui même personne ne proposerait de s'en passer dans les Facultés de droit et de médecine, dont la bonne influence tient surtout à l'activité laborieuse des cours et à la présence assidue des élèves. On pouvait être tenté, toutefois, de supprimer cette précaution pour les élèves secondaires, dans l'hypothèse où tous les établissements qui les reçoivent seraient soumis à la même juridiction et à la même surveillance. Mais si cette condition ne se réalise pas, est-il juste de donner de fait à tout établissement clandestin, extra-légal, étranger, le même avantage qu'au père de famille français par la facilité qu'auraient les élèves de cet établissement, de se présenter aux épreuves? L'État ne doit pas veiller seulement sur les études. L'examen peut fléchir; il faut que les conditions exigées de ceux qui préparent les élèves soient une présomption que les étu-

des sont bonnes; il faut que ces études mêmes existent, qu'elles aient lieu dans des proportions suffisantes de temps et de travail, et soient comme la base et le supplément de l'examen même, qui ne peut tout embrasser. Il ne faut pas, dans l'intérêt de l'éducation si intimement liée à la réalité d'une application assidue, qu'une prime puisse être donnée à l'apparence du faux savoir.

A ces considérations, je ne l'ignore pas, on peut opposer un fait. La législation récente d'un pays voisin, en même temps qu'elle a dispensé les maîtres de tout diplôme de grade, permet à toute personne de se présenter aux examens et d'obtenir des grades, sans distinction du temps, du lieu, ou de la manière dont elle a fait ses études (1). On sait quel a été le résultat de cette disposition, l'affaiblissement des études. En France, ce résultat serait plus grave encore, en faisant tomber la plus forte entrave qui puisse être apportée à l'influence des corporations interdites par les lois, et en favorisant, au préjudice de l'enseignement national, les écoles étrangères et les écoles de secte et de parti qui s'établiraient aux portes mêmes de la France. A l'intérieur, cette même disposition ne serait pas moins fâcheuse, par la facilité qu'elle donnerait aux promesses trompeuses de l'industrie privée.

Par ces motifs, Messieurs, nous avons cru, après mûres réflexions, nécessaire de maintenir le certi-

(1) Loi du 27 septembre 1835 sur l'enseignement supérieur en Belgique, art. 10.

ficat d'études, comme une condition de force pour l'enseignement, et comme une barrière contre mille intrusions frauduleuses que favoriserait l'absence de cette précaution. Délivrés soit dans les collèges royaux ou communaux, soit dans les familles, soit dans les institutions de plein exercice dont le nombre n'est pas limité, et dont la création aura lieu de plein droit à certaines conditions, ces certificats donneront, en général, une garantie d'études, et ne seront une entrave que pour les instituteurs qui voudraient tromper l'État ou les familles, par un programme plus élevé que leur enseignement. Frappés de l'abus de quelques déclarations inexactes, nous avons pensé, dans une autre occasion, que, si une surveillance parfaitement uniforme était appliquée à tous les établissements où se donne, à quelque titre que ce soit, l'instruction secondaire, les certificats d'études pourraient être supprimés. Mais cette supposition est elle-même trop difficile à réaliser, pour qu'on l'accepte en remplacement du certificat d'études, garantie quelquefois insuffisante, mais de beaucoup préférable à un simple certificat de notoriété qu'il faudrait, dans tous les cas, exiger des candidats, pour prévenir des substitutions de personnes que la justice a dû quelquefois punir, et qui deviendraient alors inévitables et fréquentes.

Après avoir déterminé les conditions de libre établissement et le mode d'exercice des maisons particulières d'enseignement, le projet de loi devait relater les droits que l'État conserve à leur égard. Le seul de ces droits qui soit administratif,

c'est le droit d'inspection, le droit d'entrer dans l'établissement et d'en examiner la discipline et les études. C'est l'objet de l'article 11, portant que le Ministre de l'instruction publique peut, toutes les fois qu'il le jugera convenable, faire visiter et inspecter tout établissement particulier d'instruction secondaire.

Après cette disposition, viennent des garanties purement judiciaires. L'article 12 a pour but de déterminer le mode de poursuite et de répression applicable à quiconque, sans avoir satisfait aux formalités prescrites par les articles 3 et 4, ou après avoir encouru la peine de l'interdiction prévue dans des articles ultérieurs, ouvrirait un établissement particulier d'instruction secondaire, soit pensionnat, soit externat. La juridiction sera la même que dans la loi sur l'instruction primaire. Seulement, l'amende pourra s'élever de 100 fr. à 1 000 fr., à cause de l'importance plus grande des établissements d'instruction secondaire. La clôture immédiate de l'établissement sera de droit; et en cas de récidive, avec une amende plus forte, la peine d'emprisonnement serait appliquée dans les limites de quinze à trente jours fixées pour un cas analogue par la loi sur l'instruction primaire.

D'autres contraventions sont à prévoir dans une loi sur l'instruction secondaire : elles y prennent d'autant plus de gravité qu'il s'agit de statuer, non pas sur de simples externats, tels que sont en général les écoles primaires, mais sur des pensionnats, et que, sous ce rapport, le projet actuel organise et concède un droit nouveau, un droit qui

n'a pas été encore exercé sans autorisation, et qui dépasse la simple liberté d'enseignement, le droit de fonder et d'entretenir des réunions pour l'éducation comme pour l'enseignement, des maisons publiques tenant lieu de la famille, et auxquelles les enfants sont aussi complètement confiés qu'ils le sont aux collèges de l'État. Le chef d'un établissement semblable peut contrevenir de diverses manières aux obligations qu'il contracte et qui sont la condition des droits et de la liberté que lui garantit le projet de loi. Il le peut, en refusant de recevoir l'inspection autorisée par l'article 11. Il le peut en n'exigeant pas des maîtres qu'il s'adjoigne le certificat de moralité prescrit dans tous les cas, ou les diplômes de grade prescrits par les articles 8 et 9, pour les maîtres employés soit à la surveillance, soit aux différents cours qui seraient professés dans l'établissement. Pour ces cas divers, il a paru suffisant d'imposer deux sortes d'amende, avec faculté d'en doubler le maximum, en cas de récidive. Tel est l'objet de l'article 13.

En dehors de ces contraventions il peut exister, dans le régime et la discipline d'un établissement, un degré de négligence et de désordre qui motive une intervention répressive. Il nous a paru que, par la nature même des faits auxquels s'appliquerait cette intervention, elle devait aboutir à une juridiction spéciale, et que, dans ce cas, il importait de maintenir le principe d'autorité disciplinaire établi par les décrets du 17 mars 1808 et du 15 novembre 1844, en donnant, à cet effet, aux conseils académiques le droit de prononcer la

réprimande, sauf recours devant le conseil royal de l'instruction publique. Par une conséquence de la même disposition, en cas de récidive constatée, et de nouvelle information devant le conseil académique, le conseil royal de l'instruction publique, par décision rendue en la forme disciplinaire, et exécutoire à la diligence du procureur-général du ressort, pourrait ordonner que le chef de l'établissement demeurerait suspendu de l'exercice de sa profession pour un intervalle d'un an à cinq ans, sauf toutefois le recours spécifié par l'article 149 du décret du 15 novembre 1811. Ne faut-il pas, en effet, Messieurs, d'après l'importance même des établissements d'instruction secondaire, admettre, dans le projet actuel, quelques garanties de plus que dans la loi sur l'instruction primaire? Ici, ce n'est pas un externat, en partie gratuit, c'est une grande maison d'éducation qu'il s'agit de surveiller. De dangereux abus peuvent se produire dans l'établissement, sans inconduite et sans immoralité de la part du chef. Pour apprécier ces abus, dans certains cas, il faut une juridiction spéciale, mais élevée, et indépendante des intérêts locaux. Ces caractères se trouvent dans le conseil de l'instruction publique, qui représente la surveillance de l'État en matière d'enseignement. Et, toutefois, en croyant que la juridiction qui lui était assignée d'une manière générale sur toutes les parties de l'enseignement secondaire, doit être maintenue pour le cas que nous venons de rappeler, nous ne proposons pas cependant de la rendre définitive, mais au contraire de réserver, à l'égard

des décisions qu'elle prononcera, le recours en conseil d'État, avec les nouvelles garanties de débat contradictoire et public dont cette juridiction administrative est maintenant environnée. Seulement, le recours devant le conseil d'État, que l'article 149 du décret du 15 novembre 1811 n'admettait que pour le cas de radiation prononcée, serait ouvert pour la simple peine de suspension, la seule que pourrait appliquer le conseil royal de l'instruction publique.

Une latitude plus grande et une pénalité plus sévère seraient réservées aux tribunaux pour les cas d'inconduite et d'immoralité. L'article 15, rédigé dans ce but, est entièrement conforme à une disposition des projets déjà présentés. En statuant que tout chef d'institution ou maître de pension, tout maître employé, soit à la surveillance, soit à l'enseignement dans un établissement particulier d'instruction secondaire, pourra, sur la poursuite d'office du ministère public, ou sur la plainte du recteur de l'académie, être traduit, pour cause d'inconduite ou d'immoralité, devant le tribunal civil de l'arrondissement, il prescrit pour le jugement et la procédure sur appel, les formes adoptées dans la loi sur l'instruction primaire, et fixe également, pour pénalité, l'interdiction à temps ou à toujours.

En réglant pour l'avenir les conditions d'après lesquelles s'exercerait la liberté de l'enseignement secondaire, le projet de loi devait s'occuper des droits acquis aux institutions actuellement en activité avec un titre régulier. Le nombre en est

grand. Il est juste de n'exiger des chefs de ces établissements aucune garantie nouvelle pour le maintien de leur droit personnel. Ils devront seulement, après un délai que le projet porte à trois ans, n'employer, soit à l'enseignement, soit à la surveillance, que des maîtres gradués; mais ils ne pourront, dès la promulgation de la loi, être privés de leur état que dans les formes et pour les cas qu'elle spécifie. Tel est l'objet de l'article 16. Une disposition de cet article, relative aux institutions qui jouissent déjà du plein exercice, accorde à ces établissements un délai de trois ans pour remplir la condition de grades à laquelle serait désormais attaché le plein exercice.

Parmi les établissements actuels d'instruction secondaire, sur lesquels doit statuer la loi, il était nécessaire de comprendre un ordre d'établissements à la fois particuliers et publics, dont l'existence date du même temps que la réorganisation des écoles de l'État, et que les décrets impériaux y rattachèrent quelque temps : ce sont les *écoles secondaires ecclésiastiques* ou *petits séminaires*. Dès 1802, un besoin du service religieux avait fait créer par plusieurs évêques, avec des secours particuliers, quelques écoles préparatoires à l'enseignement des séminaires métropolitains ou diocésains, reconnus par un article du Concordat, et, plus tard, organisés par la loi du 14 mars 1804. Un décret du 9 avril 1809 mentionna pour la première fois ces écoles préparatoires. Un titre spécial du décret du 15 novembre 1811 les assimila tout à fait aux écoles ordinaires, en ajoutant même à

cette mesure d'égalité rigoureuse une exception défavorable, la défense de s'établir à la campagne.

Cet état de choses, lié sous beaucoup de rapports aux contentions religieuses qui se mêlaient alors à la grande lutte que soutenait l'Empire, ne se prolongea pas ; et la coaction, poussée trop loin, fut remplacée, sous un autre régime, par des concessions sans réserve. L'ordonnance royale du 5 octobre 1814, non-seulement autorisa, pour chaque diocèse, sans distinction de lieu, une ou plusieurs écoles préparatoires au grand séminaire, avec dispense, pour les élèves, de la fréquentation des collèges et de la rétribution imposée aux autres établissements ; mais ces écoles, que l'ordonnance déclarait ecclésiastiques, et qu'elle exemptait du régime commun, à cause de cette destination spéciale, elle en fit en même temps des collèges ordinaires, recevant des élèves internes ou externes, sans limite de nombre, et préparant indistinctement à toutes les professions, avec un privilège de gratuité pour l'obtention du baccalauréat ès lettres. L'effet de ces mesures tendait à changer le caractère des petits séminaires fondés en 1802, et à rompre l'équilibre entre ces écoles et toute autre école publique ou privée. En effet, par l'exemption de toute obligation de grades quant aux maîtres, par la dispense de toute rétribution envers l'État quant aux élèves, les petits séminaires se trouvaient favorisés, au détriment tout à la fois des collèges et des pensionnats particuliers.

Les effets de cette faveur sans limites se marquèrent par une grande affluence dans les écoles secondaires ecclésiastiques, comme par l'abandon de plusieurs règles essentielles à ces écoles. En même temps, la restriction qu'une ordonnance du 17 octobre 1821 voulut introduire par les termes d'*écoles ecclésiastiques régulièrement établies*, fut bientôt mise en oubli. Indépendamment de 126 écoles secondaires ecclésiastiques instituées conformément à l'ordonnance royale du 5 octobre 1814, cinquante-trois autres établissements analogues s'étaient formés comme des succursales des premiers, sous le même titre de *petits séminaires* ou sous celui d'*écoles cléricales*. Plusieurs de ces établissements étaient confiés, non pas à des prêtres séculiers, mais à des membres de corporations religieuses non autorisées par les lois. L'irrégularité de cet état de choses, les dommages qu'il entraînait suscitèrent des plaintes que le Gouvernement de la Restauration ne crut pas pouvoir négliger. Une commission fut nommée pour constater les faits et proposer les mesures à prendre.

Le Rapport (1) de cette commission, nommée sur la proposition de M. le comte Portalis, Ministre de la justice, et qui comptait dans son sein trois membres de la Chambre des Pairs, trois membres de la Chambre des Députés et deux prélats, fut présenté, vous le savez, Messieurs, par M. de Quélen, archevêque de Paris.

(1) Moniteur du 21 juin 1828.

Ce rapport remarquable constatait la réalité des faits indiqués plus haut, l'existence de 53 petits séminaires ajoutés aux écoles secondaires ecclésiastiques régulièrement établies, la reconnaissance que, dans ces écoles non autorisées, et même dans quelques écoles secondaires ecclésiastiques, le but de l'institution des petits séminaires était tout à fait dépassé, enfin la déclaration, déjà faite ailleurs par M. l'évêque d'Hermopolis, que plusieurs de ces établissements désignés par leurs noms étaient sous la main des jésuites. Le rapport constate aussi que, sur les conséquences de ce dernier fait seulement, la commission se divisa, une minorité de quatre membres, soutenant par des textes et des raisons irréfragables que la loi du 19 février 1790, l'article 11 de la loi du 18 avril 1802, et le décret du 22 juin 1804, interdisaient cette corporation; tandis que la majorité, composée de cinq membres, concluait de l'ordonnance réglementaire du 5 octobre 1814, que la direction des petits séminaires dépendant des évêques seuls, cette direction pouvait sans inconvénient, dans quelques diocèses, être confiée à des jésuites, non pas comme à une corporation, mais comme à des individus révocables à volonté.

A part cette distinction, qui ne fut pas adoptée par le Gouvernement et par le public, la commission, sur les autres points, fut à peu près unanime à reconnaître que « Nulle nouvelle école secondaire ecclésiastique ne devait être établie sous prétexte de démembrement, et sans une autorisation spéciale; qu'on ne devait faire dans ces éco-

les que des études compatibles avec l'état ecclésiastique; que l'habit ecclésiastique devait y être porté par les élèves ayant deux ans d'études; que ces écoles devaient cesser de recevoir des externes. » Enfin le rapport établit également que la commission s'était occupée de « prévenir l'inconvénient qui résultait de l'admission d'élèves qui, n'ayant nulle vocation pour l'état ecclésiastique, entrent cependant dans quelques petits séminaires sous prétexte de cette vocation, et qui, après avoir profité des bienfaits et des privilèges d'une éducation spéciale, rentrent dans des professions laïques, s'étant ainsi, d'un côté, soustraits à la direction universitaire, et, de l'autre, ayant consumé une partie des ressources que les diocèses ne destinaient qu'à ceux qui pouvaient leur rendre des services par la suite, dans l'exercice du saint ministère. »

En déclarant qu'il avait paru à la commission presque impossible de remédier entièrement à ces sortes d'abus, le rapporteur ajoutait que la commission avait jugé que, « si on ne pouvait les atteindre par une disposition expresse, il fallait du moins retrancher tout ce qui serait de nature à les favoriser. La commission pense, disait-il, qu'il serait à propos de décider que les élèves des écoles ecclésiastiques, qui se présenteraient à l'examen du grade de bachelier ès lettres, n'obtiendront, à l'avenir, qu'un diplôme spécial, lequel ne leur servira que pour parvenir aux grades en théologie; toutefois, ce diplôme aura le même effet que les diplômes ordinaires, pour les ecclésiastiques, du

moment où ces clercs seront entrés dans les ordres sacrés. » Tous les élèves, concluait le rapport, qui auront abandonné l'état ecclésiastique après leur cours d'études, seront tenus, pour obtenir le diplôme de bachelier ès lettres, *de se soumettre de nouveau aux études et aux examens, selon les règlements de l'Université.*

Après avoir proposé si nettement la forme même de précaution qui fut adoptée par le Gouvernement, et qui a depuis excité tant de plaintes, la commission, pour arrêter les abus, avait cherché à déterminer par un chiffre précis le nombre des élèves qui seraient admis, dans chaque diocèse, à jouir de l'exemption de la rétribution universitaire; mais elle s'abstint, par la difficulté de déterminer une juste proportion.

Tel fut l'ensemble des déclarations et des vues émanées d'une commission, où l'opinion indulgente aux abus qu'il s'agissait de réprimer était tellement puissante, qu'elle eut la majorité sur le point si important de la libre admission d'une corporation formellement interdite par les lois. Le Gouvernement, obligé de tirer les conséquences des faits que la commission n'avait pu méconnaître, dut aller plus loin qu'elle. Ainsi furent rendues les ordonnances du 16 juin 1828, qui, pour l'admission dans l'enseignement public, prescrivirent le serment de n'appartenir à aucune corporation religieuse non autorisée; qui supprimèrent plusieurs établissements d'instruction dont les chefs et les maîtres étaient en contravention à cette règle, et qui enfin déterminèrent de nou-

veau la constitution spéciale des écoles secondaires ecclésiastiques. L'ordonnance relative à ce dernier objet n'était, sauf un point, que la reproduction et la suite des propositions contenues dans le rapport de M. de Quelen.

Ce point, grave sans doute, Messieurs, c'était la limitation du nombre; mais du moment que les écoles ecclésiastiques étaient ramenées à un seul usage, la préparation aux grands séminaires, du moment que des exemptions leur étaient accordées en vue de cette destination spéciale, il était juste d'en fixer la limite. Cette restriction numérique n'était qu'une conséquence de la disposition arrêtée par la commission qui refusait aux petits séminaires le plein exercice, n'admettant leurs élèves à se présenter au baccalauréat que pour obtenir un diplôme spécial, valable seulement pour parvenir aux grades en théologie, et susceptible d'être échangé contre un diplôme ordinaire, après que le candidat serait engagé dans les ordres sacrés. Cette règle, si elle devait être sincèrement appliquée, entraînait la limite du nombre : autrement la situation défavorable qu'on veut faire cesser aujourd'hui pour un certain nombre d'élèves ecclésiastiques dont la vocation ne persiste pas, se serait étendue à beaucoup d'autres. Restait seulement à bien choisir cette limite que la commission n'avait pas contestée en principe. C'est là ce qui fut fait par l'ordonnance du 16 juin 1828, précédée d'un rapport de M. l'évêque de Beauvais, alors Ministre des affaires ecclésiastiques.

Dans ce rapport, qui posait en principe le ca-

caractère spécial des écoles ecclésiastiques, la nécessité de maintenir ce caractère par la condition relative au baccalauréat, et par l'obligation de porter le vêtement ecclésiastique, le respectable prélat introduisait en même temps une limite de nombre; et cette limite il la fixait à *vingt mille*, non pas arbitrairement, mais d'après des calculs précis de statistique et de circonstances. « Ce nombre, disait-il, n'excède pas les besoins réels. » Faisant observer, en effet, que le décès des prêtres était de 1 200 par an, et qu'il y avait, de plus, 8 000 titres vacants à remplir dans le sacerdoce, il en concluait la nécessité de 1 800 ordinations chaque année, pour suffire aux pertes nouvelles, et faire cesser en quelques années les anciennes vacances.

« Pour atteindre ce résultat, ajoutait le Ministre, le cours d'études théologiques, dans les grands séminaires, étant de trois ans, ces établissements ne pourront contenir moins de 80 ou 90 élèves; et dès lors les écoles secondaires ecclésiastiques auront à leur procurer chaque année de 25 à 30 sujets; ce qui suppose 250 élèves par chaque école (c'est-à-dire l'école ou les écoles de chaque diocèse), lesquels, multipliés par 80, donneront les 20 000 élèves proposés. On ne doit pas, en effet, évaluer à moins du quart du nombre total celui des élèves qui ne persévéreront pas dans l'intention de se consacrer au service des autels. On peut donc calculer que, sur 250 élèves, 185 seulement passeront dans les grands séminaires; et en divisant ce nombre par les sept années dont se

compose le cours des études classiques, on trouve 27 élèves, terme moyen qu'exige (pour chaque diocèse) l'entretien des grands séminaires. »

C'était d'après ce calcul sincère, Messieurs, que fut rendue l'ordonnance du 16 juin 1828, fondée dans sa fixation numérique sur deux termes qui, vous le savez, sont aujourd'hui plus favorables qu'alors. Cette ordonnance, toutefois, excita, dès l'origine, des réclamations très-vives. Quelques prélats protestèrent; un d'eux même préféra ne point avoir de petit séminaire, et tenir seulement sous sa pieuse tutelle un certain nombre d'élèves placés dans un pensionnat particulier soumis à la juridiction universitaire. Mais cet exemple fut isolé. L'ordonnance s'exécuta. Les écoles secondaires ecclésiastiques restèrent, dans les limites qu'elle avait posées, sous l'autorité des évêques. Dans quelques diocèses seulement les élèves de ces écoles fréquentèrent volontairement les cours du collège royal ou communal.

Fixée avant 1830, cette démarcation légale ne pouvait cesser par une révolution qui était le triomphe du droit et de la puissance civile. Elle fut donc généralement maintenue. Renfermées dans les limites de l'ordonnance du 16 juin 1828, les écoles secondaires ecclésiastiques restèrent pendant plusieurs années au-dessous du chiffre de 20 000 élèves, qu'aujourd'hui même elles n'ont pas dépassé. Pendant longtemps même, on ne réclama point pour elles le principe de la liberté d'enseignement qu'avait posé la Charte de 1830. Ce principe, en effet, sous-entendait l'égalité entre

ceux auxquels il s'appliquerait, c'est-à-dire des conditions de grade et de diplôme correspondantes aux droits obtenus. Or la destination spéciale des petits séminaires, le privilège constant, quoique plus ou moins étendu, dont ils jouissaient depuis longues années, rendaient cette égalité difficile. Aussi, lorsque, le 1^{er} février 1836, le Ministre de l'instruction publique vint apporter à la Chambre des Députés un projet de loi sur l'instruction secondaire, il indiqua, dans son éloquent Exposé de motifs, que, se bornant sévèrement à un objet particulier et déjà bien assez grand, il s'était abstenu de plusieurs questions, notamment de celle des petits séminaires, qui entreraient probablement dans le débat, et qui pourraient donner lieu, soit à des lois spéciales, soit à des dispositions financières, soit à des mesures administratives.

L'incident prévu par le Ministre eut lieu dans la discussion. En proposant plusieurs modifications au projet de loi, presque toutes dans le but de fortifier l'action de l'État, d'élever les conditions de garantie et de grades imposées aux instituteurs privés, la commission terminait par un article additionnel qui soumettait aux dispositions du Titre I^{er} de la loi les établissements connus sous le nom d'écoles secondaires ecclésiastiques, c'est-à-dire imposait aux supérieurs et aux maîtres de ces établissements les conditions de certificats, de grades, de diplôme d'exercice, de surveillance et de juridiction prescrites à l'égard des maîtres de pension ordinaires. Cette proposition, vivement soutenue, ne fut pas adoptée; et il fut alors com-

pris, par la Chambre des Députés, que les écoles secondaires ecclésiastiques devaient rester dans un droit spécial qui limitait leur action à la préparation des élèves pour le grand séminaire, mais qui les exemptait de la rétribution, des grades, du diplôme d'exercice et de l'inspection universitaire. Toutefois, Messieurs, le projet de loi voté à cette époque par l'autre Chambre n'ayant pas été porté devant vous, la question n'était pas tranchée; et il ne restait que l'autorité d'un précédent et d'une discussion.

Depuis cette époque, le mot toujours favorable de *droit commun* ayant été souvent invoqué, on crut, en 1841, que la question une première fois, mais inutilement décidée par la Chambre des Députés, pouvait être reproduite dans un projet nouveau. La situation d'ailleurs n'était plus la même; un simple renvoi à de futures dispositions de lois et d'ordonnances n'aurait pas suffi. Dans cette conviction, je présentai un projet de loi qui, conforme sur plusieurs points à celui de 1836, s'en écartait par une disposition relative aux écoles secondaires ecclésiastiques qu'il soumettait au droit commun, après un délai de cinq années, et en ne limitant plus le nombre de leurs élèves.

La commission nommée par la Chambre des Députés, après deux mois d'information et d'examen, se sépara sans avoir consigné dans un rapport l'opinion de sa majorité sur les diverses questions du projet de loi. Mais on sait quelles vives plaintes et quelles réclamations excita la disposition relative aux écoles secondaires ecclésiastiques.

Indépendamment des lettres publiées, il fut transmis beaucoup de communications graves et détaillées, qui prouvaient qu'en réclamant le droit commun en matière d'enseignement, les évêques n'avaient pas entendu que ce droit fût appliqué à leurs petits séminaires, en ce qui concerne les grades, les diplômes, la juridiction; qu'une semblable liberté leur paraîtrait bien plus onéreuse que l'état présent; qu'ils concevaient de telles conditions pour les pensionnats particuliers, tenus par des ecclésiastiques, mais qu'ils demandaient qu'elles fussent écartées des écoles placées sous la seule juridiction épiscopale par l'ordonnance du 16 juin 1828, et destinées surtout à servir de noviciat aux grands séminaires.

Ces motifs étaient graves, Messieurs, nous n'hésitons pas à le dire : ils se rapprochaient de ceux qui, en 1836, avaient évidemment déterminé le rejet de l'amendement proposé par la commission de la Chambre des Députés. Ces motifs contribuèrent, je n'en doute pas, à compliquer le travail et à retarder le rapport de la seconde commission nommée en 1841 par la Chambre des Députés, pour l'examen du projet de loi sur l'instruction secondaire; et je n'ai pas dû les négliger dans le projet actuel, qui tient un si grand compte des faits et des droits existants.

Devant un appel au droit commun invoqué par ceux mêmes qui profitaient de l'exception, il avait paru possible de supprimer cette exception, d'ôter aux écoles secondaires ecclésiastiques toute limite de nombre et d'attributions, sous la condition

qu'après un délai de cinq ans elles n'emploieraient plus que des maîtres gradués, et se soumettraient au mode commun de surveillance; mais il a été promptement manifeste que, par le droit commun, on avait entendu dans la réalité une extension de privilège, c'est-à-dire, au lieu d'une faculté spéciale, une faculté générale d'enseigner, qui laisserait d'ailleurs les écoles secondaires ecclésiastiques en dehors des obligations imposées aux autres établissements d'instruction. Cette prétention ne pouvait prévaloir. Mais, d'autre part, eût-il été sans inconvénients de contraindre légalement toutes les écoles secondaires ecclésiastiques à accepter, sous des conditions uniformes, une extension, ou plutôt un changement de destination que beaucoup peut-être ne désiraient pas? Sans doute, la question de liberté d'enseignement ne doit pas être séparée de la question de progrès de l'enseignement; et il était désirable que l'obligation d'employer des maîtres gradués, en fortifiant partout les études, ne laissât pas dans un désavantage relatif les écoles qui préparent de loin au sacerdoce. Mais si, dans l'état du clergé, d'après les besoins des paroisses et les nombreux travaux du ministère ecclésiastique, cette condition de grades paraissait difficile à remplir, même après un long délai, fallait-il la rendre uniformément impérative, en forçant, à ce prix, toute école secondaire ecclésiastique de sortir de l'ancien cadre qui lui était fixé? Enfin la longue durée de la situation toute spéciale des petits séminaires n'était-elle pas un motif de ne modifier cette situation que d'une manière graduelle et facultative?

Ce que le projet de loi devait écarter, ce que les Chambres n'admettraient pas, c'est un mélange de droit commun et de privilège qui aggrandirait l'influence d'un ordre quelconque d'établissements, sans lui demander des garanties proportionnées à cet accroissement. Mais une exception connue et limitée, nous en concevons facilement le maintien; nous admettons même qu'elle puisse être utilement modifiée par le choix de ceux qu'elle concerne, à mesure qu'ils pourront et voudront remplir une condition nouvelle.

Par là, Messieurs, tout brusque changement est prévenu. Les écoles secondaires ecclésiastiques établies conformément à l'ordonnance du 16 juin 1828 garderaient leurs privilèges et leurs limites actuelles. On n'obligerait pas les professeurs de ces écoles à justifier des grades exigés dans tous les autres établissements d'instruction, publics ou privés. D'autre part, en leur laissant l'exception dont ils jouissent, on ne la leur imposerait pas d'une manière absolue. Toute école secondaire ecclésiastique établie conformément à l'ordonnance du 16 juin 1828, où les maîtres chargés des cours de rhétorique, de philosophie et de sciences mathématiques, seraient pourvus des grades mentionnés au paragraphe 3 de l'article 9 du projet, pourrait user du même droit que les institutions de plein exercice, en ce qui concerne l'admissibilité de leurs élèves aux épreuves pour l'obtention du diplôme ordinaire de bachelier ès lettres. L'assimilation n'aurait lieu que dans cette limite, et pour cet objet. Sans sortir de la juridiction sous laquelle l'a placée l'ordon-

nance du 16 juin 1828, l'école secondaire ecclésiastique pourrait, dans la latitude du nombre d'élèves qui lui est assigné, jouir du droit que lui refusait l'article 5 de cette ordonnance, et cela moyennant une condition de grades, qui, volontairement remplie suivant l'opportunité, fortifierait les études du petit séminaire en même temps qu'elle en étendrait l'influence.

Mais on allègue que cette condition est onéreuse, que la fréquente mutation des maîtres, dans les petits séminaires, en rend l'exécution difficile; que cependant un grand nombre d'élèves, dont la vocation ne persiste pas, se trouvent, à la fin de leurs études, empêchés par l'ordonnance du 16 juin 1828 de se présenter aux épreuves pour obtenir le diplôme ordinaire de bachelier ès lettres; que toute carrière leur est ainsi fermée; que cette situation est injuste pour ces jeunes gens, et nuisible à la religion, qu'elle tend à surcharger de novices sans vocation, ou qu'elle peut quelquefois priver de vocations précieuses, mais encore indécises, que la rigueur d'une pareille loi a d'avance écartées du petit séminaire.

Nous ne voulons pas répondre que cette difficulté avait été prévue dans le rapport de la commission de 1828; que cette commission avait admis, pour les élèves dont la vocation ne persisterait pas, la nécessité d'un supplément d'études pour obtenir le baccalauréat ordinaire; que, dans la réalité, ce supplément n'est que d'une année, la plupart des écoles secondaires ecclésiastiques s'arrêtant aujourd'hui au cours de rhétorique. Nous

reconnaissons que ce dernier fait tient à l'obstacle même dont elles se plaignent. Nous admettons que, si on peut, sans altérer le caractère spécial des écoles secondaires ecclésiastiques, offrir aux vocations qui ne persistent pas la facilité de se reporter vers d'autres carrières, il n'y a pas motif sérieux de la refuser. Le Ministre signataire de l'ordonnance du 16 juin 1828, M. l'évêque de Beauvais, estimait au quart du chiffre total le nombre de ces vocations interrompues. Faisons une part plus large.

D'après des documents officiels récemment recueillis par M. le Garde des sceaux Ministre des cultes, sur 3 476 élèves qui sortent annuellement des petits séminaires, 1 551 n'ont pas achevé le cours d'études de ces établissements, 1 378, après ce cours achevé presque entièrement, entrent au grand séminaire, et 547, dont les classes sont également terminées, suivent d'autres carrières. Pour les 1 378 élèves dont la vocation persiste, la législation actuelle a pourvu par les avantages spéciaux qu'elle leur offre : mais il y a, d'une autre part, les 547 élèves dont la vocation ne persiste pas, et pour lesquels le refus du diplôme ordinaire de bachelier ès lettres est un obstacle, ou au moins un retard. On doit supposer aussi que, sur les 1 551 élèves qui sortent des petits séminaires avant d'avoir fait leur philosophie et même leur rhétorique, un très-grand nombre est déterminé par la prévoyance de cet obstacle et de ce retard. Si toute difficulté cessait sur ce point il y aurait certainement beaucoup moins de sorties anticipées; et, par cela

même, le nombre des élèves qui cesseraient de se destiner au sacerdoce, après avoir achevé le cours d'études des petits séminaires, s'augmenterait dans une proportion assez forte. En fixant cette proportion à plus de moitié du nombre de ceux qui, aujourd'hui, quittent prématurément les petits séminaires, et en joignant ce nombre éventuel aux 547 élèves qui, dans l'état présent, après avoir achevé tout le cours d'études de l'école secondaire ecclésiastique, n'entrent pas au grand séminaire, on a pour résultat un chiffre à peu près égal au nombre des vocations persistantes.

Si donc, Messieurs, on veut, en maintenant de bonne foi le caractère essentiel des écoles secondaires ecclésiastiques, leur caractère d'écoles préparatoires aux grands séminaires, offrir seulement une équitable issue aux vocations qui ne persistent pas, on atteindra ce but en déclarant que, dans les écoles secondaires ecclésiastiques où ne serait pas remplie par les professeurs de rhétorique, de philosophie et de sciences, la condition de grades indiquée plus haut, les élèves qui auraient achevé ces deux cours seront admissibles à se présenter pour l'obtention du diplôme ordinaire de bachelier ès lettres, dans une proportion qui n'excède pas la moitié du nombre d'élèves sortant chaque année desdites écoles, après études complètes. Cette proportion sera constatée d'après une liste annuellement transmise à M. le Garde des sceaux Ministre des cultes, et communiquée par lui au Ministre de l'instruction publique. Une désignation analogue est déjà prescrite par l'article 25 de la loi relative au

Concordat : il ne semble pas que l'application en soit plus difficile en cette occasion, où il s'agira de fixer, dans une proportion plus forte que le résultat constant des années antérieures, le nombre d'élèves à qui le défaut d'une vocation persistante ferait souhaiter de se présenter aux épreuves exigées pour d'autres carrières. Telle est la dérogation au droit actuel qui nous a paru, dans des limites connues et précises, pouvoir satisfaire à des vœux réitérés, sans changer le caractère et le but des écoles secondaires ecclésiastiques, et sans leur attribuer ce que d'autres établissements n'obtiendront qu'en remplissant toutes les conditions de droit commun, dont ces écoles sont exemptes. En même temps que cette dérogation est proposée, l'article 18, par une disposition expresse, fait entrer dans le domaine de la loi les ordonnances du 16 juin 1828, concernant les écoles secondaires ecclésiastiques, et en maintient et confirme toutes les dispositions.

Quoique le but principal du projet soit d'organiser, sous des garanties légales, la liberté d'enseignement secondaire, nous avons cru, comme la Chambre des Députés en 1837, qu'à cette extension du droit des établissements particuliers, il importait de joindre quelques dispositions sur les établissements publics de l'État et des villes. En même temps que l'État doit surveiller et maintenir au degré convenable les écoles dirigées par l'industrie privée, il doit ne rien négliger pour améliorer et pour étendre les écoles fondées par lui-même et dirigées sous son influence. C'est à

ce prix seulement que la liberté est utilement applicable à l'éducation publique, c'est-à-dire à un intérêt social pour lequel la spéculation privée ne suffit pas.

L'éducation publique est, dans l'ordre le plus élevé, une de ces créations d'utilité générale, dont l'État doit faire la plus grande part, parce qu'il y porte à la fois plus de désintéressement et de lumières, et que seul il peut entreprendre une spéculation à perte, ou plutôt à noble profit, à profit purement intellectuel et moral.

C'est en ce sens, Messieurs, que le Titre III du projet reproduit le principe de la fondation d'un collège royal par département. En généralisant ainsi la disposition que les Chambres appliquent graduellement chaque année, le projet ne fait peser aucune charge immédiate sur le Trésor public; seulement, il indique au prix de quels sacrifices les villes chefs-lieux de département obtiendront de l'État un concours que beaucoup de ces villes sollicitent aujourd'hui par des offres égales ou supérieures aux conditions que prescrit le nouveau projet. Tel est l'objet des articles 21 et 22.

En même temps, Messieurs, il a paru juste de n'autoriser de subventions des villes pour l'enseignement secondaire qu'en faveur d'établissements formés d'une manière régulière et durable, de collèges dont le titre soit au moins communal, et dont les maîtres soient choisis par l'autorité publique. C'est le principe adopté pour l'instruction primaire : seulement, d'après la loi du 28 juin 1833, l'entretien d'une école primaire communale

est obligatoire pour toute commune. L'entretien d'un collège communal, au contraire, restera facultatif pour toute ville, même au-dessus de six mille âmes; mais, par cela même, il importe de limiter à un établissement de cet ordre, l'emploi qu'une ville peut faire des fonds qu'elle jugera convenable d'appliquer à l'instruction secondaire. Cette restriction empêchera que, dans aucun cas, une spéculation particulière, ou même une spéculation de parti, soit secondée par les ressources des villes. Elle est destinée à prévenir aussi ce qu'il y aurait de plus fâcheux en matière d'instruction publique, une concurrence au rabais, où le bon marché serait la seule raison de préférence. L'ancienne existence des collèges communaux, leur progrès incontestable depuis dix ans, nous paraissent mériter cette protection de la loi. La situation de ces établissements, en effet, présente un fait remarquable. Leur nombre a diminué depuis 1830; il a été réduit de 321 à 312; mais le nombre de leurs élèves s'est accru d'un tiers, et a été porté, en dix années, de 22 000 au chiffre actuel de 33 097. Devant ce témoignage du progrès des collèges communaux, on doit souhaiter d'en accroître la stabilité, et d'en élever les conditions dans l'intérêt de la discipline et des études.

L'établissement et le maintien de ces collèges doivent rester facultatifs pour les villes; mais cette faculté doit-elle s'exercer annuellement sur toutes les conditions d'existence du collège, et sur la position des maîtres? et ne convient-il pas de ramener à certaines règles générales les engagements

volontaires que les villes contractent par la création d'un semblable établissement? La prestation et l'entretien d'un local convenable sont une première obligation prescrite de tout temps. Nous croyons utile d'y joindre, en ce qui concerne le mobilier de l'établissement, une disposition empruntée à l'organisation des collèges royaux. Une autre précaution légale, adoptée en 1837 par la Chambre des Députés, c'est l'obligation d'assurer par le vote du conseil municipal, pour cinq ans au moins, les traitements affectés à la fonction de principal, à celle d'aumônier et aux chaires des régents, en déclarant que cette allocation sera considérée comme dépense obligatoire pour la commune, en cas d'insuffisance des revenus propres du collège et des autres produits disponibles. L'article 23 consacre ces diverses mesures de garantie.

Quant aux établissements en eux-mêmes, ils demeurent divisés en deux ordres, les uns de plein exercice où les élèves reçoivent l'instruction secondaire complète, telle qu'elle est définie dans l'article 1^{er} du projet de loi; les autres, où les élèves ne reçoivent qu'une partie de cette instruction. Dans les premiers, les professeurs devraient avoir les mêmes grades que dans les collèges royaux; et l'enseignement, complet sous le rapport classique, admettrait des développements spéciaux selon le besoin des villes. Dans les collèges communaux du second ordre, au contraire, l'enseignement resterait limité aux éléments de l'instruction secondaire; et de même que les collèges communaux du premier ordre tendraient à s'élever au

niveau des collèges royaux, le second ordre de collèges communaux se combinerait avec les écoles primaires supérieures que des dispositions récentes leur ont souvent annexées, avec profit pour l'enseignement et satisfaction pour les familles. Une disposition spéciale, enfin, fixerait pour les différents fonctionnaires, dans les deux ordres de collèges, un minimum de traitement. Tel est l'ensemble des articles 24, 25 et 26 du projet.

Sur ces établissements ainsi constitués, l'autorité locale doit exercer une double influence, celle des magistrats municipaux et des pères de famille. Dès à présent, nous devons le dire, les devoirs que cette double influence impose sont souvent remplis avec un zèle très-éclairé par les magistrats électifs des villes. Dans beaucoup de lieux, le maire et les membres du conseil municipal portent le plus vif intérêt au collège de leur commune, et s'en font un objet de préoccupation et de légitime amour-propre. Cette disposition doit être encouragée. Elle le fut à l'époque d'organisation qui précéda 1789. L'édit de 1763 instituait, près de tout collège situé dans une ville, un bureau d'administration formé d'ecclésiastiques, de magistrats, de membres du corps municipal et de notables. Le décret du 4 juin 1809 prescrit une institution semblable; et l'expérience a constaté les bons effets qu'elle peut avoir pour la prospérité des collèges communaux. Il a paru convenable d'inscrire dans la loi la forme et les attributions de ce bureau, avec des termes qui permettent d'y faire entrer les personnes dont l'intérêt bienveil-

lant est le plus acquis à l'établissement, et dont l'autorité morale peut lui être le plus utile.

Un dernier article a pour objet le pouvoir des villes de garder à leur compte, ou de déléguer par convention spéciale la gestion du pensionnat des collèges communaux; et la disposition qui consacre ce droit, sous réserve de l'approbation du Ministre responsable, établit en même temps que toute convention relative à cet objet, existante à l'époque de la promulgation de la présente loi, continuera d'être pleinement exécutée.

Tel est, Messieurs, l'ensemble de dispositions qui nous a paru satisfaire au vœu de la Charte, sans affaiblir l'autorité et l'action de l'État sur les établissements publics d'instruction secondaire, et en assurant sa légitime intervention dans tout établissement particulier où se donne cette instruction. Nous avons pensé que l'article 69 de la Charte relatif à la liberté de l'enseignement n'était pas une abrogation indirecte et imprévoyante des principes posés par les décrets organiques de l'Université; que ces décrets, conformes, nous l'avons prouvé, à l'ancien droit public de la France, devaient être maintenus, et pouvaient se concilier avec l'admission d'un principe de liberté dans l'enseignement secondaire. Nous sommes convaincus que l'épreuve du temps et les violences mêmes de la controverse n'ont fait que prémunir les esprits contre les dangers d'une réforme imprudente qui traiterait de monopole les droits de l'État, accuserait d'usurpation la puissance civile, et, sous

prétexte de liberté, substituerait à une des plus belles organisations de l'Empire, une anarchie morale, d'où sortirait bientôt, avec l'abaissement des études, la domination d'un principe exclusif dans l'enseignement public.

Il nous a paru, au contraire, que, si ce grand ouvrage de l'Empire n'était pas atteint dans ses bases essentielles, l'action d'une concurrence, d'autant plus utile que les conditions en seraient plus élevées, pouvait être efficacement introduite. Par là, nulle interruption n'aurait lieu dans les garanties dues aux familles et à l'État. Le chef d'un établissement particulier d'instruction secondaire, assuré dans ses droits actuels, entrerait dans la jouissance d'un droit nouveau, dans le plein exercice, à son heure, à son gré, par l'accomplissement d'une condition qui ne dépendrait que de lui. Tout candidat encore étranger à l'enseignement serait également libre, moyennant certaines épreuves, de prendre cette honorable profession, et de l'exercer avec plus ou moins d'étendue, en proportion des conditions plus ou moins élevées qu'il pourrait remplir.

En même temps que l'aptitude du chef principal et de ses auxiliaires serait la mesure de la liberté plus ou moins complète acquise aux établissements, la réalité des études serait maintenue pour les élèves, et devrait précéder l'épreuve de l'examen qui les constate. C'est ainsi qu'en laissant d'ailleurs, pour les études domestiques, tout effet et tout droit à la déclaration des pères ou tuteurs, on préviendrait les tentatives du charlatanisme et

l'erreur des familles, par le soin de maintenir, pour toutes études faites dans un établissement particulier d'instruction secondaire, l'obligation de se terminer sous des maîtres, dont les grades élevés soient une garantie d'aptitude.

Cette garantie, nous souhaitons qu'elle s'introduise dans les établissements spéciaux sur lesquels a statué l'ordonnance du 16 juin 1828; nous le souhaitons, en considération même des graves intérêts qui s'attachent à la destination religieuse de ces établissements. N'est-il pas singulièrement désirable, en effet, que ces fortes études, que cette connaissance des lettres classiques, qui furent longtemps l'attribut privilégié du sacerdoce, et qui, dans le ^{xvii}^e siècle, faisaient le titre principal de sa puissance et de sa gloire, soient aujourd'hui comptées parmi les conditions nécessaires de l'ascendant moral qu'il a toujours besoin d'exercer? En ce point, comme en beaucoup d'autres, on ne peut trop se reporter à la grande pensée du Concordat et des principaux actes législatifs qui en furent le complément et l'appui. Si, à une époque où les études étaient moins généralement répandues qu'aujourd'hui, le décret du 9 avril 1809 prescrivait que nul élève n'entrerait au grand séminaire avant d'avoir reçu le grade de bachelier dans la Faculté des lettres, n'importe-t-il pas que les écoles préparatoires à ces grands séminaires offrent elles-mêmes de fortes garanties d'études? et si cette sage prescription avait été suivie depuis 1809, leur serait-il difficile d'avoir maintenant un grand nombre de maîtres gradués?

Toutefois, la condition générale et absolue des grades pour les maîtres des écoles secondaires ecclésiastiques ayant été jugée trop difficile à remplir, même avec un délai de plusieurs années, et la faculté offerte à cet égard pouvant ne se réaliser que dans un très-petit nombre d'établissements, nous avons admis une disposition plus immédiate en faveur de ceux des élèves de ces écoles dont la vocation ne persiste pas, et qui veulent, à l'issue de leurs études, suivre une autre carrière que celle du sacerdoce.

Nous ne croyons pas que cette exacte réponse à la plainte, que cette satisfaction calculée sur les faits paraisse suffisante aux opinions que blessent les ordonnances du 16 juin 1828; mais nous croyons qu'en ne dérogeant que sur un seul point à l'une de ces ordonnances, et en maintenant d'ailleurs toutes leurs dispositions, quant à la limitation du nombre d'élèves, à la prohibition de l'externat, au régime spécial des établissements, et en y ajoutant une condition de surveillance attachée à la formation même des listes qui devront être communiquées à deux ministères, on a l'avantage de conserver, aux petits séminaires, la réalité de leur vocation ostensible, et de les empêcher d'entrer avec privilège dans la concurrence pour l'éducation commune, au lieu de rester les écoles préparatoires à la vocation ecclésiastique. On ne peut douter, d'ailleurs, qu'en dehors de ces écoles, il se maintiendra et il se formera souvent des établissements d'instruction tout ecclésiastiques, où entreront des élèves presque

uniquement destinés aux professions civiles. Ces établissements seront soumis aux mêmes conditions d'épreuves que tous les autres, à la même règle de surveillance et d'inspection, à la même responsabilité; leur développement ne pourra se proportionner qu'à la disposition et au besoin des esprits; ils continueront, ils reproduiront ce qui existe aujourd'hui dans plusieurs collèges de l'État et des villes, et dans des établissements particuliers plus ou moins étendus. Ils ne tenteront pas une brusque translation de l'influence acquise par l'État sur l'enseignement public, de cette influence graduellement développée depuis plusieurs siècles, et liée à la situation même de la société et au résultat de la réforme civile de 1789 et de 1830.

Un grand esprit se plaignait, dans le siècle dernier, de la contradiction qui existait entre l'éducation donnée par les maîtres et celle qui était donnée par le monde. « Ce qu'on nous dit dans la dernière, écrivait Montesquieu, renverse toutes les idées de la première. » Cette dissidence, inévitable à quelques égards, mais qui serait portée beaucoup trop loin, qui deviendrait maladroite et dangereuse, si elle s'étendait au fond même de l'éducation et des principes, a cessé en partie depuis l'organisation régulière de l'enseignement laïque. Sous le régime sévère et dans la paix studieuse des écoles, les enfants sont élevés cependant pour l'ordre civil, et pour la société où ils doivent un jour vivre et se distinguer. Les sentiments moraux et religieux, si naturellement liés aux belles études dont leur esprit est sans cesse entretenu,

sont fortifiés en eux par un enseignement spécial dont l'influence est aujourd'hui plus grande et mieux sentie qu'à l'époque même où elle semblait exclusive. Avec l'attachement à la religion, toutes les saines maximes qui s'y rapportent, toutes celles que prescrivait, il y a plus de deux siècles, le mémorable édit de Henri IV, la piété envers les parents et la patrie, l'obéissance, le respect et le travail, sont aujourd'hui la règle dominante des écoles publiques de France : et telle était la force vivace et féconde de la pensée qui les constitua et les réunit, il y a quarante ans, que, depuis lors, sous les fortunes les plus diverses, elles n'ont cessé de s'accroître et de se perfectionner tout ensemble, et que leur progrès résulte de leur durée, sans qu'elles aient atteint le terme que nous devons poursuivre de tous nos efforts. Puisse ce mouvement, toujours régulier, s'augmenter encore par un principe nouveau d'émulation et de liberté!

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 2 février 1844.

5 PROJETS DE LOI

RELATIFS

A divers changements de circonscriptions territoriales;

Avec l'Exposé des motifs par le Ministre de l'intérieur.

1^{er} PROJET,

TENDANT à placer les communes de Bardais et de l'Isle-sur-Marmande (Allier) sous l'administration d'une seule municipalité.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi dont la teneur suit soit présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs par notre Ministre secrétaire d'État de l'intérieur, que nous chargeons d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

ARTICLE PREMIER.

Les communes de Bardais et de l'Isle-sur-Mar-

mande, canton de Cérilly, arrondissement de Montluçon, département de l'Allier, sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à l'Isle, et qui prendra le nom de l'Isle-et-Bardais.

ART. 2.

Les communes réunies continueront, s'il y a lieu, à jouir séparément, comme section de commune, des droits d'usage ou autres qui pourraient leur appartenir, sans pouvoir se dispenser de contribuer en commun aux charges municipales.

Les autres conditions de la réunion prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

DONNÉ au palais des Tuileries, le 2 février 1844.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,*

Signé T. DUCHATEL.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Les communes de l'Isle-sur-Marmande et de Bardais, quoique assez importantes sous le rapport de l'étendue du territoire et de la population, n'ayant, la première, que 60 francs de revenu, et la se-

conde que 54, les autorités administratives de l'Allier ont jugé que la réunion administrative des deux localités serait également avantageuse aux intérêts de l'administration et à ceux des habitants.

Cette mesure, d'abord accueillie avec empressement par les deux communes, a donné lieu ensuite, de la part de leurs conseils municipaux, à des avis contradictoires qui n'attaquent pas cependant le mérite de l'opération, car ils portent principalement sur les diverses combinaisons essayées pour l'adjonction d'une troisième commune, celle de Valigny, et pour la fixation du chef-lieu.

Après un long examen de ces diverses difficultés, les autorités administratives, le conseil d'arrondissement et le conseil général ont reconnu que les deux seules communes de l'Isle et de Bardais devaient être réunies, et que le chef-lieu devait être fixé à l'Isle.

La nouvelle commune, qui prendra le nom de l'Isle-et-Bardais, aura un territoire de 4 402 hectares, 814 habitants et 116 francs de revenu.

Les conditions mises à son adhésion par le conseil municipal de Bardais se trouvant ainsi écartées, et son vote devant en conséquence être considéré comme négatif, il devient nécessaire de recourir à l'intervention du pouvoir législatif, et nous venons, d'après les ordres du Roi, soumettre à vos délibérations le projet de loi suivant.

2^e PROJET,

TENDANT à distraire la commune de Cardo du canton de San-Martino, pour la réunir à la commune et au canton de Bastia (Corse).

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

La commune de Cardo est distraite du canton de San-Martino, arrondissement de Bastia, département de la Corse, et réunie à la commune de Bastia, canton de Bastia, même arrondissement.

ART. 2.

Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

ART. 3.

Les autres conditions de la réunion ordonnée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

La ville de Bastia, chef-lieu d'arrondissement du département de la Corse, est si resserrée par les limites de son territoire, qu'elle n'a pu pren-

dre d'extension qu'en prolongeant ses constructions sur la commune de Cardo, où se trouvent actuellement situés un des nouveaux quartiers de la ville et l'une de ses principales places publiques.

Les intérêts de la petite commune de Cardo étant donc étroitement liés avec ceux de la commune urbaine, il est devenu nécessaire de placer les deux territoires sous l'administration d'une seule municipalité.

Cette mesure, d'ailleurs commandée par le peu d'importance de la commune de Cardo, permettra à la ville de Bastia de porter l'action de sa police sur des lieux actuellement privés de toute surveillance, donnera, pour centre administratif et judiciaire, aux habitants de Cardo, la localité même où les appellent journellement toutes leurs affaires, et les dégagera des charges onéreuses que leur fait supporter l'entretien d'une municipalité qui ne dispose que de 81 francs de revenus ordinaires.

Ces divers avantages ont été appréciés par la population dont les avis sont, en majorité, favorables à la mesure que proposent les autorités administratives et qu'appuient les conseils électifs d'arrondissement et de département.

Les autorités judiciaires ont également approuvé le changement de circonscription que cette réunion fera éprouver au canton de San-Martino dont dépend la commune de Cardo, et sous toutes ces considérations le projet que, d'après les ordres du Roi, nous venons soumettre aux délibérations de la Chambre, nous paraît devoir mériter ses suf-

frages. Je vais avoir l'honneur, Messieurs, de vous donner lecture de ce projet de loi.

3^e PROJET,

TENDANT à ériger en commune la section de Saint-Martin d'Orb, distraite à cet effet de la commune de Camplong (département de l'Hérault).

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

La section de Saint-Martin d'Orb, commune de Camplong, canton de Bédarieux, arrondissement de Béziers, département de l'Hérault, est distraite de cette commune et érigée en municipalité distincte. La limite entre ces deux communes est fixée par la ligne A B, coloriée en rouge au plan ci-annexé.

ART. 2.

Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui seraient respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Le Roi nous a chargé de soumettre à vos délibérations un projet de loi déjà adopté par la Chambre des Députés dans la dernière session, et qui a pour but d'ériger en commune la section de Saint-Martin d'Orb, actuellement administrée par la commune de Camplong, canton de Bédarieux, arrondissement de Béziers, département de l'Hérault.

La position topographique de ces deux localités rend leur réunion administrative extrêmement préjudiciable aux habitants. Les deux territoires sont entièrement distincts, et les accidents du terrain, ainsi que la distance, rendent les communications fort lentes et fort pénibles.

La section de Saint-Martin d'Orb a une population et des ressources suffisantes pour qu'une administration distincte puisse s'y organiser facilement et y fonctionner sans entraves.

La commune de Camplong restera, de son côté, importante et populeuse. On n'a donc pas dû tenir compte de l'opposition de son conseil municipal, et tous les avis émis par les autorités administratives et les conseils électifs d'arrondissement et de département ont été en faveur du projet, dont les avantages ne sauraient être sérieusement contestés.

4^e PROJET,

TENDANT à rectifier la limite entre les communes de Boussewiller, canton de Volmunster (département de la Moselle) et de Haspelscheidt, canton de Bitche (même département).

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

La limite entre les communes de Boussewiller, canton de Volmunster, arrondissement de Sarreguemines, département de la Moselle, et d'Haspelscheidt, canton de Bitche, même arrondissement, est fixée dans la direction indiquée au plan annexé à la présente loi, par le tracé d'une ligne rouge.

En conséquence, le polygone compris entre cette ligne et l'ancienne limite coloriée en jaune audit plan, est distrait de la commune de Boussewiller et réuni à la commune d'Haspelscheidt, canton de Bitche.

ART. 2.

Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Les autorités administratives et les conseils électifs du département de la Moselle ont proposé un changement de circonscription territoriale qui tend à rectifier le périmètre des communes de Boussewiller et d'Haspelscheidt.

Cette rectification consiste à substituer à la délimitation actuelle, qui, dans une partie de son parcours, traverse sans désignation certaine plusieurs propriétés particulières, une limite formée par le tracé d'un chemin vicinal.

Ce changement ne déplace qu'un hectare de terrain qui, des sections de Boussewiller, passera sur le territoire d'Haspelscheidt.

Si une modification d'une aussi faible importance se trouve soumise à la sanction du pouvoir législatif, c'est que les deux communes intéressées ne dépendent pas du même canton.

Voici, Messieurs, le texte du projet de loi que le Roi nous a en conséquence chargé de soumettre à l'approbation des Chambres.

5^e PROJET,

TENDANT à rectifier la circonscription des départements de la Sarthe et de la Mayenne sur le territoire des communes de Pincé et de Saint-Denis d'Anjou.

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

La limite entre les départements de la Sarthe et de la Mayenne, sur le territoire des communes de Pincé et de Saint-Denis d'Anjou, est fixée par le cours de la Sarthe; en conséquence, le territoire circonscrit par une teinte rose sur le plan annexé à la présente, est distrait de la commune de Saint-Denis d'Anjou et du département de la Mayenne, et réuni à la commune de Pincé, département de la Sarthe.

ART. 2.

Les dispositions qui précèdent, auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

La commune de Saint-Denis d'Anjou, département de la Mayenne, dont le territoire se compose de 4313 hectares et qui renferme 2720 habitants, administre une portion de terrain d'une étendue de 155 hectares, renfermant 15 habitants, qui se trouve séparée de son chef-lieu par la rivière la Sarthe dont le cours marque la circonscription des deux départements de la Sarthe et de la Mayenne.

Cet état de choses contraire aux intentions de la loi qui a établi la limite des départements, et nuisible aux intérêts des habitants et à la marche de l'administration, attend une rectification au sujet de laquelle une instruction complète et régulière a été prescrite.

Il a été reconnu que pour faire disparaître cette irrégularité de circonscription territoriale, il fallait réunir à la commune de Pincé (Sarthe) le prolongement dépendant de la commune de Saint-Denis d'Anjou.

Les autorités de la Mayenne ont contesté la nécessité de cette rectification, mais il suffit d'examiner le plan des lieux pour reconnaître que la situation des 155 hectares dont il s'agit, au delà de la Sarthe et sur le territoire de ce département,

est contraire aux lois et aux règlements qui régissent la matière.

Cette rectification est d'ailleurs sans importance réelle pour la commune de Saint-Denis, et elle améliorera au contraire les ressources administratives de la petite commune de Pincé qui n'a que 412 hectares et 199 habitants.

Voici, Messieurs, le texte du projet de loi que le Roi nous a chargé de soumettre à votre approbation.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 2 février 1844.

DISCOURS

PRONONCÉ par M. le Comte BEUGNOT, à l'occasion
du décès de M. le Baron DE GÉRANDO.

MESSIEURS LES PAIRS,

Lorsque nous décernons, dans cette enceinte, des honneurs publics à la mémoire des guerriers, des orateurs, ou de ceux qui ont tenu entre leurs mains les destinées de l'État, notre but est de satisfaire à une juste affliction, plus encore que d'exciter dans le cœur de nos concitoyens le désir de suivre l'exemple des personnages qui en sont l'objet; car la gloire qui s'acquiert par les triomphes militaires, par les succès non moins enivrants de la tribune ou par la possession du pouvoir, provoque en France une émulation si ardente et si générale qu'on peut croire inutile de fournir un aliment de plus à cet enthousiasme, mais il est bon, il est nécessaire de louer, et de louer très-haut, les hommes vertueux et modestes qui n'ont vécu que pour faire le bien, dont l'unique pensée

a été d'éclairer, de guider, de secourir leurs semblables, de les rendre meilleurs, plus sages, plus heureux; parce que de tels hommes sont rares et que la renommée, dont ils ne s'inquiètent guère, prend à son tour peu de souci de leur nom. J'ai donc accepté la tâche difficile de remettre sous vos yeux la vie si pure et si complète de notre honorable collègue le baron de Gérando, me flattant de pouvoir à la fois remplir un devoir pieux, et faire moi-même une bonne action en honorant la mémoire d'un homme qui n'a vécu que pour le bien.

Joseph-Marie de Gérando appartenait à cette génération militante que les révolutions saisirent à son entrée dans le monde pour ne plus l'abandonner. Il naquit à Lyon, le 29 février 1772, de parents aisés et considérés. Gérando, après avoir terminé ses études au collège de l'Oratoire de cette ville, voulait, contre le vœu de sa famille, suivre la carrière ecclésiastique, et était même décidé à se rendre au séminaire de Saint-Magloire, à Paris, quand il apprit qu'un de ses camarades, qui l'y avait précédé, et le supérieur de cette maison venaient de périr dans les massacres de septembre. Contraint de rester à Lyon, il vit se préparer autour de lui et éclater l'héroïque soulèvement de ses compatriotes contre la tyrannie de la Convention. Il prit les armes et se distingua, pendant presque toute la durée du siège, par sa bravoure et par sa constance. Désigné pour faire partie de la colonne expéditionnaire envoyée dans le Forez, il combattit vaillamment

lors de la déroute de ce détachement, reçut une balle à la jambe et fut fait prisonnier. Il allait être fusillé, quand le chef d'un bataillon ennemi, touché de sa jeunesse et de sa résolution, le couvrit de son corps et lui sauva pour un instant la vie. Quelques jours après, Gérando fut trainé devant la commission militaire. Le président ne soumettait aux juges que cette seule question : « L'accusé a-t-il été pris les armes à la main ? » et, sur la réponse affirmative, envoyait immédiatement celui-ci à la mort. Aucune chance de salut ne semblait rester à Gérando. Mais un homme s'avance et répond *non* à la fatale question : Gérando recouvre la liberté. L'auteur de ce généreux mensonge était un des soldats chargés de conduire les prisonniers devant leurs bourreaux, et qui, pendant le trajet, avait affecté de traiter Gérando avec une apparente brutalité. On ne saurait dire par combien d'actes de ce genre les militaires français se sont honorés, quand ils ont été contraints, pour leur malheur, de prendre quelque part aux impitoyables vengeances de la Terreur.

Un service funèbre fut célébré à Lyon en l'honneur de Gérando, car ses amis étaient convaincus qu'il avait péri, soit dans le combat, soit à la suite.

Comme tant d'autres, Gérando chercha un asile dans les rangs de l'armée. Mais une sorte de fatalité envoya son régiment tenir garnison à Lyon ; reconnu et dénoncé aussitôt, il est forcé de gagner les frontières de la Suisse. Là, il retrouve son ca-

marade d'études et son compatriote Camille Jordan, ainsi que lui proscrit et fugitif. Du sein de leur commun malheur naquit cette amitié touchante dont la mort seule put rompre le lien, et qui, pendant de longues années, confondit en un seul deux cœurs où vivaient les mêmes vertus, la même sagesse, un semblable amour de la liberté.

Les deux amis se séparèrent bientôt. Jordan gagna l'Angleterre, Gérando passa en Italie, et fut reçu à Naples dans une maison de banque tenue par un de ses parents. L'amnistie des Lyonnais émigrés ayant été prononcée après le 9 thermidor, Gérando s'empessa de rentrer en France. Ainsi, à vingt-deux ans, il avait déjà versé son sang et subi la proscription pour la cause des lois, à laquelle il demeura invariablement fidèle. Ce dur apprentissage des hommes et de la vie n'altéra ni la douceur de son caractère, ni la fermeté calme de ses convictions.

Incertain du parti qu'il devait prendre, il suivit à Paris Camille Jordan, nommé, en 1797, membre du conseil des Cinq-Cents, lors du renouvellement du second cinquième de cette assemblée. Le coup d'État du 18 fructidor est frappé, et le nom de Jordan inscrit sur les tables de déportation dressées par le Directoire. Ce courageux Député avait prévu une catastrophe devenue inévitable par la faiblesse et les fautes sans nombre des chefs de la République, et s'en émut si peu, que Gérando, quand il vint le trouver pendant la nuit du 17 au 18 fructidor, eut les plus grandes peines à l'arracher de son lit et à l'entraîner dans une retraite provisoire. Gérando fit plus, il accompagna

Jordan à Bâle, et ne le quitta que lorsqu'il l'eut conduit à Tubingen et mis à l'abri des persécutions du Directoire. Peu après, il donna suite à son ancien projet et prit du service dans l'armée.

En l'an 7, il était chasseur à cheval au 6^e régiment en garnison à Colmar. Ce fut là que, parcourant un jour les feuilles publiques, il apprit que l'Institut national venait de mettre au concours le sujet suivant : « Déterminer quelle a été l'influence des signes sur la formation des idées. » Gérando conçut aussitôt la pensée hardie de traiter cette question, et l'exécuta avec autant de promptitude que de bonheur. L'Institut décerna le prix à son Mémoire. L'âge du vainqueur, sa profession de soldat et d'autres motifs que je ferai bientôt connaître, entourèrent ce triomphe d'une faveur extraordinaire. Les juges du concours exprimèrent le vœu que l'auteur fût appelé à Paris, et le Ministre de l'intérieur, François de Neufchâteau, obtint pour lui un congé illimité. Curieux spectacle que celui de ce jeune métaphysicien s'acheminant vers la Capitale, muni d'une feuille de route, et la tête remplie d'espérances brillantes, dont en effet la réalisation ne se fit pas attendre. Lucien Bonaparte, Ministre de l'intérieur après le 18 brumaire, qui avait peu le goût des affaires, mais beaucoup celui des hommes distingués, lui ouvrit la carrière administrative en le nommant membre du bureau consultatif des arts et du commerce ; et Champagny, appelé à diriger le même ministère après la retraite de Chaptal, en 1804, lui confia les fonctions importantes et difficiles de secrétaire-géné-

ral. Dès ce moment, les moyens de prouver ce qu'il y avait en lui d'aptitude pour le travail et d'instruction solide furent mis à sa disposition. Chargé de transmettre la pensée et le mouvement à une vaste machine dont les rouages incomplets, quoique trop multipliés, exigeaient une surveillance assidue, il sut corriger par sa prodigieuse activité, les ressources de son esprit et la bienveillance naturelle de son caractère, ce que les règles et les procédés de l'administration présentaient à cette époque de vicieux et d'arbitraire. Champagny, qui avait conçu pour lui une vive affection, et auquel il était devenu nécessaire, l'emmena à Milan, quand l'Empereur alla s'y couronner roi d'Italie. Gérando fut presque exclusivement chargé de préparer les mesures d'administration qui signalèrent la présence de Napoléon dans cette contrée, parmi lesquelles nous devons citer la réorganisation de la célèbre université de Turin. Bientôt après il se rendit à Gênes avec Champagny, pour opérer la réunion de la république ligurienne à la France.

Au commencement de l'année 1806, le même Ministre reçut de Napoléon l'ordre de préparer un tableau de la situation de l'Empire, qui devait être présenté au Corps législatif, et confia à Gérando le soin de réunir et de disposer les éléments de ce grand travail, dont il avait eu à peine le temps de prendre connaissance, lorsqu'il fut appelé à le soumettre à l'approbation de l'Empereur en conseil d'État. Craignant de ne pouvoir répondre suffisamment aux explications qui lui seraient demandées, il se fit accompagner aux Tuileries par son

secrétaire-général, afin de l'introduire dans la salle du conseil, si sa présence y était jugée utile. L'occasion s'en offrit bientôt. Gérando est admis devant Napoléon qui, pendant deux longues heures, le presse de questions sur tous les détails du vaste département de l'intérieur, exigeant de lui des réponses brèves et catégoriques. Quand eut été terminé ce redoutable interrogatoire, auquel le jeune secrétaire-général satisfait avec calme et netteté, malgré l'émotion à laquelle il était en proie, l'Empereur se contenta de lui dire : « C'est bien, monsieur ; asseyez-vous, » et lui montra un siège près du duc de Bassano, Ministre secrétaire d'État. Le lendemain il reçut sa nomination de maître des requêtes.

Gérando souhaitait qu'il lui fût permis d'achever son éducation politique au sein de ce conseil où brillaient tant de vives lumières et où les idées de justice et de droit trouvaient encore à cette époque de courageux organes ; mais, dans ces jours de guerre et d'agitation, il était difficile aux hommes publics de prévoir et de régler leur avenir. La Toscane venait d'être réunie à la France ; Gérando reçoit l'ordre de partir pour Florence où il doit exercer les fonctions de membre de la junte d'organisation. Il fut secondé dans cette mission par deux de nos honorables collègues, MM. Camille Périer et Nau de Champlouis, qui aiment à se rappeler leurs relations avec un homme qu'on ne pouvait connaître une fois sans lui rester toujours attaché.

L'année suivante, Napoléon rend à Schoen-

brünn le décret du 17 mai 1809, qui réunit à la France les États du Souverain Pontife, et charge une consulte extraordinaire de prendre possession du pays « et de faire les dispositions nécessaires » pour que le régime constitutionnel y soit organisé. » Gérando est un des cinq membres de cette consulte. Nous devons le dire, il reçut la nouvelle de sa nomination avec tristesse. Les violences exercées contre la personne du Saint-Père blessaient son cœur, et sa raison se refusait à comprendre les avantages et même la possibilité de la réunion à la France de l'Italie centrale. Cependant il considéra le pouvoir qui lui était remis comme une occasion de faire quelque bien, d'empêcher sans doute beaucoup de mal, et se dévoua à ses nouvelles fonctions, mais avec la volonté très-arrêtée de ne prendre que peu de part aux actes politiques de la consulte. Dans le partage des attributions, il se réserva l'administration intérieure, le commerce, l'instruction publique, et concentra sur la réorganisation de ces divers services ses lumières et son activité.

De sages règlements sanitaires publiés, une longue et savante enquête ouverte sur les moyens d'assainir les marais Pontins, des encouragements et d'utiles exemples donnés à l'agriculture; les routes, si négligées sous le gouvernement pontifical, rendues solides et sûres; le désordre et la mendicité réprimés, autant que le permettaient les mœurs d'une population indolente et sans industrie; les hôpitaux maintenus en possession de leurs biens et de leurs privilèges, mais soumis à

un régime plus régulier et plus économique ; la brusque sécularisation des couvents retardée malgré les ordres formels de l'Empereur ; la restauration des monuments de la Rome ancienne entreprise avec splendeur et intelligence ; une université fondée à Pérouse ; tels sont les actes principaux qui longtemps encore protégeront , dans ce beau pays , le souvenir de la trop courte administration de notre collègue. Ajoutons que , par son esprit conciliant , ses manières liantes et affectueuses , ainsi que par sa charité , il sut conquérir , dans tous les rangs de la société romaine , une popularité dont la jalousie s'irrita quelquefois , quoiqu'il s'attachât soigneusement à reporter l'honneur de cette influence vers le gouvernement qu'il représentait. Un seul trait suffira pour montrer comment il comprenait ses devoirs. Gérando est averti qu'une des victimes du triomphe de la révolution française , Charles-Emmanuel IV , ancien roi de Sardaigne , vit retiré dans un monastère de Rome , où il supporte en silence de dures privations. Aussitôt il lui fait parvenir les offres les plus généreuses , et sait les accompagner du témoignage de sentiments si nobles et si respectueux , que le malheureux Prince ne croit pas pouvoir refuser. L'Empereur , sur la demande de Gérando , convertit ensuite ce secours en une pension annuelle.

Revenu à Paris en 1811 , il obtint une audience de Napoléon et lui dévoila , avec un complète sincérité , les fautes commises dans les États romains. L'Empereur rompit brusquement cet entretien , et Gérando se retira persuadé qu'il allait porter la

peine de sa trop grande franchise : il se trompait. Au milieu de la nuit arrive un message qui lui annonce sa nomination de conseiller d'État.

L'année suivante, il fut appelé au poste ingrat et périlleux d'intendant-général de la haute Catalogne, qui venait d'être réunie à la France, et formait les départements du Ter et de la Sègre. Il s'efforce de réparer les maux causés à cette province par une guerre longue et cruelle, et d'y établir quelque apparence de gouvernement civil; mais ses tentatives demeurent le plus souvent infructueuses, et il sollicite avec instance son rappel. Remarquons qu'ici encore, et en dépit des circonstances les plus contraires, Gérando était parvenu à se concilier, en peu de temps, l'estime et la confiance de ceux dont il devait se regarder comme l'adversaire naturel. Ainsi le général Lascey et le baron d'Éroles, commandants des troupes espagnoles, lui écrivirent que, connaissant tout le bien qu'il faisait à la province, ils offraient de concourir avec lui à la pacification de la Catalogne, et à traiter de son évacuation, pourvu que ce fût par sa seule entremise. Il donna avis au duc de Feltre, Ministre de la guerre, de cette ouverture; mais ceux qui se trouvaient exclus de la négociation n'eurent pas de peine à la faire échouer.

Ayant enfin obtenu l'autorisation de rentrer en France au commencement de 1813, il écrivait à un de ses amis : « Vos prédictions se sont malheureusement vérifiées; on m'a oublié sur l'état de service du conseil. Je reviens ruiné, sans fonctions, sans traitement, avec une santé délabrée.

« Je ne regrette pas cependant d'avoir porté le
« dévouement jusqu'à son dernier terme. »

Peu après l'Empire s'écroule sous l'effort de
l'Europe coalisée; et des destinées nouvelles, que
la paix et la liberté devaient à leur tour rendre
glorieuses, s'ouvrent pour la France.

Le gouvernement de la Restauration maintint
Gérando, ainsi qu'un grand nombre de ses collè-
gues du conseil d'État impérial, sur la liste du
service ordinaire du nouveau conseil.

Pendant les Cent-Jours, Napoléon qui lui avait
conservé son titre de conseiller d'État, quoiqu'il
n'eût pas signé la déclaration du 25 mars 1815,
par laquelle l'Empereur était relevé de son abdica-
tion, le nomma commissaire impérial dans les
départements de l'Est. Les événements, qui mar-
chaient avec une si grande rapidité, lui permirent
à peine de se mettre en possession de l'autorité
illimitée dont il venait d'être investi.

Lors de la seconde Restauration, il reprit sa
place au conseil, et la conserva jusqu'à la fin de sa
vie. Durant vingt-sept ans, Gérando apporta à
cette sage et savante compagnie le tribut d'une
conscience sévère, d'un esprit exercé et fécond en
ressources, d'une ardeur pour le travail que ni
les fatigues ni l'âge ne purent jamais refroidir, et
d'une science profonde, variée, mais quelquefois
trop abondante. Attaché au Comité de législation,
dont il devint le vice-président, et, plus tard, à
celui du contentieux, où il exerça les mêmes fonc-
tions, il put successivement constater les défauts
de nos lois administratives et en préparer l'amen-

dement, situation conforme à ses dispositions naturelles ; car, pour lui, reconnaître un abus et y appliquer le remède était une seule et même opération. Toute critique abstraite et sans objet direct répugnait à son esprit et lui paraissait même dangereuse. Uni de cœur et de conviction aux hommes les plus éclairés du conseil, aux Cuvier, aux Allent, aux Mounier, aux Béranger, il contribua à faire prévaloir sur les instincts du Gouvernement une jurisprudence qui, en calmant les alarmes des acquéreurs de biens nationaux, délivra la Restauration de la plus redoutable inimitié. Si je n'avais pas l'honneur de parler devant plusieurs nobles Pairs qui ont été associés à ses travaux pendant de longues années, et dont le témoignage possède toute l'autorité qui manque à mes paroles, je dirais combien la présence de Gérando au conseil d'État fut favorable soit à l'intérêt général, soit aux intérêts privés, et combien les exemples d'amour passionné du devoir et de sage indépendance, qu'il ne cessait de donner, y excitèrent de généreuse émulation.

Dépositaire d'une portion du pouvoir législatif, le conseil d'État de l'Empire contribua par de mémorables travaux à la gloire d'un règne où tout s'imprégnait de grandiose. Renfermé dans la sphère plus étroite que nos institutions constitutionnelles ont délimitée, le conseil d'État actuel n'en a pas moins rendu à la France un service dont elle comprend aujourd'hui toute l'importance. Animé de cet esprit persévérant et ferme qui marche droit vers le but en dépit des obstacles

suscités par les variations de la politique, les passions et les intérêts des hommes, il est parvenu à extraire du sein d'un amas de lois obscures, contradictoires, inapplicables, triste héritage de notre longue révolution, les éléments d'une législation administrative qui règle avec autant d'équité que de précision les rapports réciproques du gouvernement et des citoyens. Les magistrats éclairés qui ont entrepris et conduit à son terme une œuvre aussi méritoire, et certes, Gérando occupe une belle place parmi eux, ont acquis des droits à la reconnaissance de la patrie.

Avait-il découvert une vérité ou ce qu'il croyait en être une? Gérando, sans prendre le temps de la développer ou de l'éclaircir, cédait au besoin de la répandre. Peu semblable à ce philosophe qui aimait à répéter que s'il tenait toutes les vérités dans sa main, il se garderait bien de l'ouvrir, Gérando, en retardant de quelques instants la propagation d'une idée utile, aurait cru manquer à ses obligations et engager sérieusement sa conscience. Aussitôt que la réforme de la législation administrative lui parut assez avancée, il proposa de faire de cette science la matière d'un enseignement public, et d'appeler ainsi les jeunes intelligences à la garde et à l'exploitation du nouveau domaine ouvert aux méditations des légistes. Cuvier, chargé alors, et à si juste titre, de diriger l'instruction publique en France, accueillit favorablement cette pensée, et persuada au Ministre d'exécuter la loi du 22 ventôse an 12, qui établissait dans chaque Faculté une chaire de droit public

et administratif. L'ordonnance du 24 mars 1819 ouvrit dans celle de Paris un cours de ce genre, et Gérando accepta, sans balancer, la tâche attrayante, quoique semée des plus sérieuses difficultés, d'annoncer des principes de droit qui sortaient à peine du laboratoire de la science, et sur lesquels l'esprit dogmatique ne s'était pas encore exercé. Quelques semaines seulement s'écoulèrent entre la nomination du professeur et l'ouverture du cours.

Doué de la faculté de généraliser ses idées et d'agrandir singulièrement le domaine de ses études, Gérando montra que sous l'ancien régime, et même à une époque reculée, les éléments du droit administratif existaient; mais que les fausses notions politiques et la confusion des pouvoirs avaient amené la réunion du contentieux de l'administration avec les matières civiles, et donné lieu par là aux plus graves désordres. Tel fut l'objet de la première partie de son enseignement. Il passait ensuite à l'examen des changements introduits dans la législation par l'Assemblée constituante, et prouvait que si cette Assemblée obéit à de sages inspirations, en séparant le pouvoir administratif du pouvoir judiciaire, les préjugés ou l'insouciance des gouvernements postérieurs n'en laissèrent pas moins s'enraciner des usurpations et des abus tout aussi nuisibles que ceux qui venaient d'être corrigés, quoique d'une nature opposée. Il arrivait ainsi à la troisième période de l'histoire du droit administratif, et analysait les principes fixés par la jurisprudence du Comité du conten-

1819
enre,
e at-
diffi-
i sor-
et sur
ncore
èrent
erture
ées et
étu-
ne, et
droit
s no-
voirs
l'ad-
onné
l'ob-
nt. Il
ntro-
nsti-
péit à
r ad-
és ou
n'en
ns et
aient
ée. Il
toire
cipes
nten-

tieux avec une richesse d'explications qui ne laissait nulle règle sans déduction, nulle loi sans commentaire, nulle difficulté sans éclaircissement. Pour moi, qui, confondu dans la foule de ses auditeurs, étais loin de penser alors qu'un jour il me serait permis de payer devant une noble assemblée la dette de notre commune reconnaissance envers un maître si habile et si dévoué, je garderai toujours le souvenir de ces doctes leçons où le zèle du professeur s'alimentait de l'amour le plus pur de la science, et d'un attachement vraiment paternel pour la jeunesse.

Cet enseignement répandait, parmi les disciples de Gérando, aussi bien le respect que la connaissance des lois; cependant le Gouvernement en prit ombrage, et l'interdit en 1821. Gérando gémit de ces terreurs irréfléchies, et dit avec douleur, mais sans se plaindre, adieu à ses élèves. Il reparut dans sa chaire sept années plus tard, sous le ministère de M. de Vatimesnil; et encore crut-on nécessaire, afin de calmer certaines susceptibilités, de retrancher des matières de ce cours l'étude du droit public, ou, en d'autres termes, l'analyse des principes sur lesquels reposait la loi fondamentale du Royaume.

Gérando parcourut plusieurs fois le cercle de notions qu'il s'était tracé à lui-même, sans éprouver ni lassitude ni désir de porter sur d'autres matières l'ardeur continuelle de son esprit. Malgré des exemples trop nombreux et les motifs légitimes qu'il aurait pu alléguer, il n'invoquait que rarement et quand ses forces trahissaient son zèle,

l'aide du savant et habile suppléant qui lui avait été donné (1). Son absence devenait toujours pour ses auditeurs un sujet d'inquiétude, car ils savaient qu'elle n'était jamais volontaire; et lorsque la mort vint le saisir, il s'occupait de donner une seconde édition de ses *Institutes du droit administratif*, ouvrage dans lequel nos lois sur l'administration publique se trouvaient pour la première fois rangées dans leur ordre naturel, et qu'il avait rédigé afin de pouvoir être encore utile à ses élèves quand il ne serait plus au milieu d'eux.

L'École de droit de Paris, cette riche pépinière où se prépare et s'assure l'avenir de notre ordre judiciaire et de notre administration, n'est pas le seul établissement scientifique qui puisse attester le zèle de Gérando à réchauffer le goût des études sérieuses. Lorsque, en 1805, la classe d'histoire et de littérature ancienne de l'Institut, qui plus tard devint l'Académie des inscriptions et belles-lettres, l'appela dans son sein, en remplacement de l'historiographe Garnier, elle récompensa un écrivain déjà connu par quelques travaux estimables sur l'histoire de la philosophie, mais dont le savoir était propre à féconder plus d'une partie du vaste champ de l'érudition. Si l'on s'étonnait qu'il n'eût pas laissé, dans les Mémoires de cette savante Société, quelques signes de son passage, nous dirions qu'il paya le tribut exigé d'une manière différente, et peut-être plus avantageuse pour la

(1) M. le conseiller d'État Macarel.

science, en prenant sous son patronage la culture, alors dédaignée, des langues et des monuments historiques du moyen âge.

L'Académie des inscriptions avait, en diverses circonstances, témoigné les regrets et les craintes que lui faisait éprouver le discrédit où était tombé graduellement le culte de nos vieilles annales, et voyait avec humiliation et douleur approcher le moment où presque personne ne saurait plus, dans la patrie des Du Cange, des Montfaucon, des Baluze, des Mabillon, déchiffrer et expliquer une charte ou un diplôme. Préoccupé de cette pensée, Gérando forma le projet d'un établissement public où des jeunes gens d'élite étudieraient, sous la direction de maîtres exercés, les principes de la paléographie et de la diplomatique, de façon à devenir, pour l'érudition, des disciples fervents, et pour l'administration, des archivistes instruits et habiles. Il poursuivit la réalisation de ce projet avec la louable ténacité qu'il mettait à faire germer et fructifier les bonnes idées, présenta à son digne ami, le comte Siméon, alors Ministre de l'intérieur, un plan d'organisation que cet homme si sage et si éclairé approuva avec empressement et soumit à la sanction du Roi Louis XVIII. Ainsi fut rendue l'ordonnance du 22 février 1821, qui fonda l'*École des chartes*. Cette utile et modeste institution, du sein de laquelle sont sortis des savants distingués, a puissamment contribué à la renaissance des études historiques en France, et la pensée première de sa création honore la mémoire de notre docte collègue.

Lorsque Gérando qui, plusieurs fois, était venu dans cette enceinte remplir les fonctions de commissaire du Roi et y défendre des projets de loi qu'il avait lui-même rédigés (1), fut élevé, en 1837, à la dignité de Pair, on eût dit que ce choix avait été inspiré à une auguste sagesse par le désir de condescendre aux vœux secrets de cette assemblée où il comptait tant d'amis, tant de justes appréciateurs de son mérite, tant de témoins de sa laborieuse carrière. Pour lui, il considéra la Pairie moins comme un dernier honneur décerné à ses vieux jours, que comme un devoir nouveau imposé, après tant d'autres, à son patriotisme, et ce devoir il le remplit avec une fidélité exemplaire. Vous savez, Messieurs, qu'il prenait une part active soit aux travaux de nos commissions, soit aux débats de cette tribune, et, sans doute, vous avez gardé le souvenir de deux discours qu'il prononça sur le projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures, discours où l'on retrouve tout ce qu'il y avait en lui d'amour sincère et éclairé de l'humanité. La vie parlementaire de Gérando a été courte, mais bien et dignement fournie; et cet ami dévoué de la monarchie constitutionnelle, ce serviteur constant de sa patrie, aux bons comme aux mauvais jours, a vécu assez longtemps parmi nous pour y laisser des souvenirs et des regrets qui ne sont pas près de s'éteindre.

(1) Notamment le projet de loi sur les aliénés, voté dans la session de 1838.

Les fonctions publiques dont il porta le poids pendant quarante-cinq années auraient rempli toute autre existence que la sienne; mais il trouva dans son aptitude aux méditations les plus profondes, et dans une facilité de travail qui devient trop souvent un écueil, le secret de doubler en quelque sorte le nombre de ses années, et de prendre place parmi les penseurs de son temps, sans avoir jamais remis au lendemain l'accomplissement du plus petit de ses devoirs politiques. On le voit, l'art de prolonger sa vie, c'est de la rendre utile.

Gérando n'a pas marqué par une empreinte profonde sa présence dans le domaine des sciences morales et philosophiques; son esprit persévérant et juste, mais dépourvu des qualités et des défauts qui font les novateurs, le rendait propre plutôt à développer et à affermir un système dominant, qu'à en faire dominer un lui-même. Ses écrits cependant sont dignes d'attention et lui survivront, parce que, sans parler ici de la bonne foi et de l'érudition sincère qui y brillent, ils jettent beaucoup de lumière sur le triomphe et la décadence d'une école philosophique qui a longtemps régné parmi nous, dont aujourd'hui l'autorité est tombée, mais à laquelle on ne peut affirmer qu'un retour de fortune ne soit pas réservé, puisque l'histoire de la philosophie n'est guère, en définitive, que la reproduction, sous des formes plus ou moins variées, des mêmes vérités et des mêmes erreurs.

Lorsque Gérando dirigea ses premières investi-

gations vers les mystères que la philosophie humaine prétend éclaircir, l'étrange doctrine qui veut déduire du fait unique de la sensation toutes nos facultés, toutes nos connaissances, et à laquelle le nom de *sensualisme* a été donné, régna avec une puissance et un éclat que n'avaient pu lui conquérir ni la verve intarissable ni l'ardent prosélytisme des philosophes du XVIII^e siècle; car cette doctrine n'était même plus contestée. Soutenue par les pouvoirs de l'État, placée sous le haut patronage de l'Institut, enseignée avec retentissement dans les écoles normales, elle comptait pour adeptes non-seulement les hommes les plus savants et les plus distingués de l'époque, mais tous les amis sincères et honnêtes de la Révolution, qui se flattaient d'assurer ses résultats en appelant à leur défense un système de philosophie auquel revenait, il faut le reconnaître, une grande part dans la destruction de l'ancienne société. Lorsque Gérando remporta, en 1799, le prix de philosophie proposé par l'Institut, la disposition générale des esprits ne contribua donc pas moins que le mérite de son travail et que sa jeunesse à entourer ce premier succès d'un brillant éclat. De ce moment, la vocation du vainqueur fut décidée, et l'école sensualiste plaça en lui ses plus chères espérances. La publication de son *Mémoire*, qui eut lieu en 1800 (1), ne pouvait que les affermir.

(1) *Des signes et de l'art de penser, considérés dans leurs rapports mutuels*. Paris, 1 vol. in-8°.

Soit qu'elle reculât devant les conséquences de ses propres opinions, soit qu'elle attribuât à celles-ci une généralité qui leur manquait, l'école sensualiste se renfermait dans l'examen de deux uniques questions : Quelle est l'origine et la génération des idées ? Quelle est la nature et l'influence du langage ? questions abstraites, profondes, capitales pour un système de philosophie, mais qui, cependant, ne renferment pas en elles-mêmes la solution de tous les problèmes psychologiques. Condillac avait circonscrit cette sphère étroite, et ses disciples respectaient les barrières posées par le maître. Gérando ne songea point à les porter plus loin. Dans son traité des *Signes*, il montre la relation qui existe entre la pensée et la parole, prouve que le perfectionnement de l'art de parler contribue à celui de l'art de penser, et développe, à l'aide de l'expérience, ce principe que la science n'est qu'une langue bien faite, parce que, en dernière analyse, nous ne pensons qu'avec des mots.

Quelque étendu que fût ce premier ouvrage, l'auteur n'y traitait qu'une seule des deux questions dont l'école sensualiste poursuivait l'explication ; il lui restait à aborder le problème, bien plus difficile, de l'origine des idées. L'Académie de Berlin, en proposant pour sujet de prix de déterminer l'origine de toutes nos connaissances, lui fournit l'occasion qu'il cherchait. En dix-sept jours, il rédige un Mémoire, l'envoie à l'Académie et partage le prix. Cet écrit, dont le sujet était depuis longtemps dans sa pensée, comme il a soin de le

déclarer lui-même, parut à Berlin en 1802 (1). Le jeune écrivain suit pas à pas, dans cette ébauche, les doctrines de Locke, et s'il n'eût critiqué, avec une certaine vivacité, l'ancienne école spiritualiste que les grands noms de Leibnitz et de Descartes couvraient encore de leur égide, peut-être cette profession de foi complémentaire n'aurait-elle produit qu'une faible sensation.

Hâtons-nous de le dire, Gérando possédait un cœur trop droit et un esprit trop juste pour persévérer davantage dans cette voie où l'entraînement public l'avait seul fait entrer. Une circonstance, qui semblait devoir fortifier en lui l'empire de ses premières idées, vint au contraire les modifier d'une manière profonde.

Dans les derniers moments du Directoire, il se forma entre quelques hommes portés, par la nature de leur esprit et par leurs études antérieures, vers les recherches ardues de la métaphysique, et auxquels le besoin de soumettre leurs opinions à l'épreuve d'une controverse amicale et solitaire s'était souvent révélé, une société, qui s'assemblait dans la maison de campagne de Cabanis, à Auteuil. Volney, Tracy, Garat, Roederer, Maine de Biran, Gérando, Laromiguière, apportaient à ces savantes et paisibles réunions le désir sincère de s'éclairer, avec la ferme volonté de maintenir la philosophie du XVIII^e siècle en possession de toutes ses conquêtes.

(1) Sous le titre : *De la génération des connaissances humaines*. 1 vol. in-8°.

Lorsque des hommes éclairés et de bonne foi ont la force de se dérober à leurs engagements publics pour rechercher en commun la vérité, il est rare qu'ils ne finissent pas par la découvrir, quelles que soient du reste leur intention et la puissance de leurs préjugés. Certes, les doctes penseurs d'Auteuil ne se réunissaient pas pour travailler à la découverte du meilleur système de philosophie; tous ils étaient, et depuis longtemps, enrôlés sous une bannière qu'ils n'entendaient aucunement abaisser; mais, des discussions solides et calmes, des objections soulevées et restées sans réponse, des écarts signalés et obstinément défendus, firent comprendre à la plupart d'entre eux les conséquences désespérantes du sensualisme, et ouvrirent leur esprit aux rayons d'une doctrine plus pure, plus élevée, plus conforme à la nature immatérielle de l'âme. Quand Gérando mit au jour, en 1803; son *Histoire comparée des systèmes de philosophie relativement aux principes des connaissances humaines* (1), il fut aisé de voir que l'étude des idées anciennes avait relâché les liens qui l'attachaient encore aux opinions du jour, et que bientôt il chercherait la vérité, non plus dans un dogmatisme absolu, mais dans l'examen libre et judicieux des systèmes antérieurs. Si ses devoirs publics le tinrent éloigné, pendant plus de vingt années, des spéculations où son esprit trouvait un aliment plein d'attraits, jamais il ne resta indifférent aux progrès de la science qui reçut

(1) Paris, 3 vol. in-8°.

ses premiers hommages et encouragea ses débuts dans la vie; et dès qu'il put dépenser quelques économies de temps, il reprit avec délices le cours de ses anciens travaux. En 1822, il corrige et complète son *Histoire des systèmes philosophiques* (1); en 1824, il publie son *Traité du perfectionnement moral ou de l'éducation de soi-même* (2). Que de changements s'étaient opérés dans son esprit! L'ardent disciple de Locke et de Condillac, celui qui avait jadis reçu le dépôt des croyances de l'école philosophique du dernier siècle est devenu un moraliste plein de tolérance et de tendresse, dont maintenant l'unique objet est de travailler à l'amélioration de ses semblables. Nous indiquons les modifications qui s'opérèrent dans les pensées de Gérando, et dont lui-même il aimait à mesurer l'étendue, parce qu'elles sont une preuve manifeste de la candeur de ses croyances et de la noblesse de son caractère. Persévérer dans une opinion, sous le prétexte qu'il y aurait faiblesse à en changer, est bien plus souvent un signe d'orgueil qu'une preuve de conviction et de fermeté.

Si la philosophie, en éclairant l'homme sur le caractère et la puissance de ses facultés, ne lui enseignait pas à faire de celles-ci un noble usage, elle serait une science trompense. Mais l'exemple de Gérando nous apprend qu'elle devient pour les

(1) Deuxième édit., 4 vol. in-8°, 1822 et 1823.

(2) Cet ouvrage obtint de l'Académie française le prix Monthyon.

âmes élevées l'initiation naturelle à la première de toutes les vertus , à l'amour de l'humanité.

Les personnes qui sont demeurées le plus étrangères à notre honorable collègue ont certainement entendu célébrer sa philanthropie, son dévouement infatigable aux intérêts des classes pauvres et souffrantes de la société, car il s'était créé au sein de la Capitale, par son ardente charité, une sorte de magistrature populaire dont ses émules dans la science du bien reconnaissaient sans difficulté la suprématie. La voix publique qui, dit-on, se trompe si souvent, fut du moins équitable envers lui et entoura son nom d'une célébrité qu'il n'avait certes pas recherchée, et dont l'envie ou l'égoïsme railleur essayèrent à peine de ternir l'éclat. Cependant, si l'on consent à ne tenir aucun compte de sa vie publique, si pleine, si laborieuse, non plus que de sa carrière littéraire, marquée par la publication de plusieurs savants et volumineux ouvrages, pour ne considérer en lui que le soutien des faibles, l'avocat des malheureux, *le visiteur du pauvre*, on reste encore confondu de tout le bien qu'il a fait ou provoqué, et on se demande si c'est réellement l'énergique volonté d'un seul homme qui a pu renverser tant d'obstacles et accomplir tant d'utiles et de belles actions.

Les travaux philanthropiques de Gérando furent soumis à la direction de trois pensées également justes, également fécondes : fournir au peuple les moyens d'acquérir une instruction conforme à ses besoins réels, multiplier en sa faveur les sources

du travail, le secourir enfin quand l'inexorable misère vient le saisir. Son existence semblerait avoir été uniquement occupée à réaliser, avec les seuls moyens que son zèle et sa générosité lui fournissaient, ces idées si simples en apparence, mais qui présentent le résumé complet de tous les devoirs de la société et des particuliers envers les malheureux. Ainsi, en 1800, il unit ses efforts à ceux de Chaptal, de Berthollet, de Fourcroy, de Jomard, de Lasteyrie, et fonde la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, dont il reste jusqu'au jour de sa mort l'actif et laborieux secrétaire. Au mois de juin 1815, alors que le sort de la France allait de nouveau se décider sur un champ de bataille, quelques bons citoyens, à la tête desquels se trouve nécessairement le vertueux duc de La Rochefoucauld-Liancourt, persuadés qu'en tout temps il est possible de servir la cause de l'humanité, jettent les bases d'une société destinée à répandre l'instruction élémentaire dans nos campagnes et dans nos villes, où l'empire n'est pas même disputé à l'ignorance. Gérando se fait remarquer au milieu de ses collègues par un zèle que rien n'épuise, que rien ne rebute; et il demeure, pendant vingt-cinq ans, l'âme de cette belle association, à qui revient l'honneur d'avoir préparé, en France, et rendu faciles les larges développements que l'instruction populaire y a reçus de nos jours. Promoteur de la première école normale primaire qui ait existé parmi nous, il en accepte la direction supérieure, et l'on voit, non sans émotion, ce vieillard illustré par les plus

hautes dignités de l'État et de la science, venir, chaque semaine, s'asseoir au sein de cette réunion de jeunes instituteurs pour leur apprendre, par son exemple et par ses leçons, à surmonter les difficultés et les dégoûts de l'enseignement élémentaire.

Si nous portons nos regards vers les établissements de bienfaisance, nous voyons qu'il n'en est pas un seul dans Paris dont il n'ait été ou le fondateur ou le soutien. Nous le retrouvons au conseil général des hospices, au conseil des directeurs de la caisse d'épargne et de prévoyance, au conseil de l'institution royale des Sourds-Muets; à la tête de la Société philanthropique, de la Société des établissements charitables, de *l'Asile ouvroir* pour les jeunes convalescentes sorties des hôpitaux, auquel son nom a été attaché par un acte de l'autorité, ou plutôt de la justice royale. Et qu'on ne croie pas que ces fonctions dont je me vois à regret forcé d'abréger la longue énumération, consistent en un simple patronage honorifique: elles imposent, sans nulle compensation, des devoirs réels, multipliés, assujettissants, que tout autre eût été dans l'impuissance de remplir simultanément, mais que lui, par une sorte de prodige dont la charité seule possède le secret, trouvait le moyen d'accomplir avec une application constante et un tel dévouement, qu'on le vit, vers la fin de sa vie, entreprendre, à ses frais, des voyages en Allemagne et en Suisse, dans l'unique but d'y aller étudier le régime des hospices et des institutions de charité, et de rapporter quelques idées neuves et éprouvées.

Faire le bien par soi-même, sans bruit, sans industrie, sans tous ces prestiges dont la fausse philanthropie excelle à se servir, y exciter les autres par ses conseils, ses exhortations, ses exemples, ne suffisait pas à Gérando, il voulait encore, à l'aide de publications multipliées, élargir le cercle de son influence et semer au loin des germes de vertu et d'humanité. Trop peu soucieux de la forme, et, comme il le disait lui-même, plus occupé de répandre ses idées que de les polir, il s'applique dans des ouvrages, dont je ne puis pas même placer ici la nomenclature tant ils sont nombreux et divers, à populariser les plus purs principes de la morale, les meilleures méthodes d'enseignement et des notions exactes sur la statistique de la pauvreté et du malheur; à faire comprendre, particulièrement aux jeunes gens, la puissance de l'esprit d'association appliqué aux œuvres de bienfaisance (1), et à soumettre l'exercice de cette vertu à des règles ingénieuses qui la rendent plus facile pour le riche, plus féconde pour l'indigent, expliquant, commentant sous mille aspects nouveaux cette vérité, que les heureux du siècle ne se sont pas acquittés envers leurs semblables et envers eux-mêmes, quand ils ont jeté, sans s'arrêter, quelques pièces d'or au malheureux qui les supplie. Il n'a pas tenu à lui que l'art de secourir

(1) Un des écrits de Gérando qui a eu le plus d'influence est celui qu'il publia, en 1823, sous ce titre : *De la Coopération des jeunes gens aux établissements d'humanité.*

l'infortune n'eût ses principes, sa théorie et son code à l'usage de tous ceux qui veulent obéir à cette divine injonction : *Discite benefacere* (1); car jamais il ne put comprendre la distinction que quelques casuistes cherchent à établir entre la charité et la philanthropie, en faisant découler l'une de la religion, l'autre de la philosophie, et il repoussait toute définition subtile, toute prétention exclusive, alors qu'il s'agit non de dissenter sur des mots, mais de calmer des douleurs qui ne supportent pas de retard.

Gérando avait adopté une devise ainsi conçue : *le vrai et le bon*. Vous pouvez prononcer, Messieurs, et dire s'il y est resté fidèle, et si sa longue et fructueuse existence, riche en bons exemples pour tout le monde, n'a pas été constamment animée par les trois plus nobles passions qui puissent régner sur le cœur de l'homme, l'amour de l'humanité, de la patrie et de la science.

Notre vénérable collègue nous a été enlevé le 10 novembre 1842. Ses obsèques ont montré combien de regrets il laissait après lui, combien sa mort brisait d'affections tendres et dévouées. De nombreuses députations de la Chambre des Pairs, du conseil d'État, de l'Institut, de l'École de droit, se pressaient autour de sa tombe, et attestaient, par leur affliction, l'étendue de la perte que la patrie venait de faire. Mais la douleur qui dominait toutes les autres, la douleur qui décorait le mieux la vie qui venait de finir, était celle de ces infortunés à

(1) *Isaïe*, I, xvii.

qui la nature a refusé la faculté de parler et d'entendre, et dont les sanglots montraient assez ce que Gérando était pour eux, et ce qu'ils étaient pour lui. De telles larmes en disent plus que tous les panégyriques.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 14 février 1844.

DISCOURS

PRONONCÉ par M. MÉRILHOU, à l'occasion du décès
de M. le Comte GILBERT DE VOISINS.

MESSIEURS,

C'est un touchant usage que celui adopté dans cette Chambre, de consacrer par un hommage public la mémoire des collègues que la mort nous enlève. Ce témoignage des regrets de cette noble assemblée sert à la fois de consolation à la famille et l'amitié, et d'encouragement aux grands travaux et aux vertus de la vie publique. C'est en louant les morts illustres et vertueux qu'on excite les vivants à les imiter.

L'année 1843 a été marquée pour nous par plusieurs pertes douloureuses; celle de M. le comte Pierre-Paul-Alexandre Gilbert de Voisins, arrivée le 21 avril dernier, a privé le Roi et le pays d'un serviteur courageux et dévoué, la Chambre d'un membre utile et assidu, et la Cour de cassation d'un magistrat éclairé, intègre et laborieux.

L'amitié qui nous a unis pendant trente-deux ans, que tant de vicissitudes avaient affermie, et qu'une estime réciproque avait pour ainsi dire consacrée, ne me permettait pas de rester muet sur son tombeau.

M. Gilbert de Voisins était né au château de Grosbois, le 23 avril 1773, de Pierre Gilbert de Voisins, président à mortier au parlement de Paris, et de Anne-Marie de Merle, fille du comte de Merle, ambassadeur de France, en Portugal. Sa famille, qui remontait par preuves authentiques au delà de 1300, était une des plus illustres de l'ancienne magistrature, et avait occupé de grandes charges dans l'armée. Pierre Gilbert de Voisins avait pris part à la réformation de la coutume de Paris, sous Henri III, en 1580. Giles Bourdin, son ancêtre, avait été procureur-général du parlement, et ambassadeur de France en Pologne, pendant la royauté passagère de Henri III; plusieurs avocats-généraux, plusieurs présidents à mortier, un premier président du grand conseil, un membre du conseil des finances, pendant la minorité de Louis XV, attachaient au nom de Gilbert de Voisins la considération qui suit toujours les grands services et les hautes fonctions noblement obtenues et dignement remplies.

En 1302, lorsque le parlement de Paris devint sédentaire, on trouve déjà parmi ses membres Jacques Gilbert, seigneur de Voisins; en 1790, Pierre Gilbert de Voisins, père de notre collègue, était au nombre des présidents à mortier; et, en 1793, il périssait sur l'échafaud avec les membres de sa

compagnie. Dans ce long intervalle de près de cinq cents ans, la famille et le nom de Gilbert de Voisins n'ont jamais cessé de figurer dans le parlement de Paris.

Certes, c'est une belle et juste illustration que celle de cette famille de magistrats, dont l'existence fut pour ainsi dire confondue avec celle de ce corps auguste qui a tant influé sur le sort de la France; c'est une noble destinée d'avoir assisté à la naissance du parlement, d'avoir pendant cinq siècles partagé sa gloire, ses revers, ses services.

A l'époque de la naissance de notre collègue (23 avril 1773), le parlement de Paris était dispersé sous le coup d'État du chancelier Maupeou de 1771. Le président Gilbert de Voisins était dans l'exil, et son fils commençait, sous le vent de la tempête, une existence destinée aux plus longues, aux plus cruelles catastrophes.

Un an après (1774), le parlement revenait en triomphe, et Louis XVI signalait son avènement, en rendant aux magistrats exilés leurs fonctions et leurs dignités.

Le jeune Gilbert de Voisins fut élevé dans la maison paternelle, sous les yeux de son vénérable père, par un homme de mérite, qui, plus tard, s'est fait un nom honorable dans les assemblées législatives. Son éducation fut forte et brillante. Son père, qui lui destinait sa charge, voulait qu'il l'occupât avec distinction, et qu'il apportât dans l'administration de la justice cette gravité de mœurs, cette application religieuse, cette science profonde qui distinguaient notre ancienne magistrature.

Mais la Providence, qui se joue des vains projets des hommes, réservait à M. Gilbert de Voisins un autre avenir que celui que lui préparait son père. Au lieu de ce rang élevé, de cette vie opulente et honorée sur laquelle il semblait avoir droit de compter, il lui fut donné de connaître, avant de sortir de l'enfance, les rigueurs de l'exil, de la proscription et de la pauvreté.

Il avait quinze ans lorsque les Etats-généraux furent réunis et commencèrent le grand œuvre de la réforme politique et sociale de notre pays. Bientôt les parlements, qui, par leurs dernières luttes avec la royauté, avaient commencé à ébranler le vieil édifice de la monarchie, furent emportés eux-mêmes par les premiers efforts de la tempête révolutionnaire. Les lettres patentes du 3 novembre 1789 mirent les parlements en vacance. Ces grands corps ne devaient plus se réunir : leur mission était finie ; ils ne devaient plus appartenir qu'à l'histoire. Le 24 mars 1790, leur suppression définitive fut décrétée.

Les magistrats des parlements qui naguère avaient été dispersés pendant trois ans par le chancelier Maupeou, et qui avaient vu prononcer contre eux, sous Louis XV, une suppression en apparence irrévocable, regardèrent d'abord comme passagères les mesures prises contre eux par l'Assemblée constituante ; mais cette illusion ne fut pas de longue durée.

Un an après la suppression définitive des parlements, c'est-à-dire en 1791, le président Gilbert de Voisins cherchait un asile sur la terre étran-

gère, avec sa fille et son fils, alors âgé de dix-huit ans.

Pendant le temps qui suivit la cessation de ses fonctions judiciaires, et qui précéda son émigration, le président Gilbert s'était retiré avec sa famille dans sa terre de Bellegarde, près de Montargis. Il espérait trouver dans l'obscurité de la vie des champs un refuge contre la violence du mouvement politique, qui, dans les grandes villes, devenait menaçant pour les personnes ci-devant privilégiées.

A Bellegarde, la famille Gilbert était voisine du château de Châteauneuf, où le vertueux duc de Penthièvre résidait fréquemment, par le même motif qui avait conduit le président Gilbert hors de Paris. Ce voisinage amenait des visites souvent échangées entre les deux familles, que, malgré la différence des rangs, une position semblable devait rapprocher. Le petit-fils du duc de Penthièvre, destiné à devenir plus tard, après d'horribles vicissitudes, le sauveur de son pays et le pacificateur de l'Europe, venait souvent visiter son aïeul dans sa retraite. Tandis que le vieux prince et le vieux magistrat envisageaient avec affliction les malheurs présents et les malheurs plus grands encore qu'annonçait l'avenir, les deux jeunes gens s'aluaient, avec le désintéressement généreux et avec l'enthousiasme de leur âge, l'arrivée des institutions nouvelles, qui, en brisant leurs grandeurs héréditaires, devaient émanciper les classes les plus nombreuses de la nation.

Bientôt les progrès des événements politiques

jetèrent le président Gilbert et sa jeune famille sur le sol étranger; plût à Dieu que le malheureux vieillard eût toujours cédé au désir de sa propre conservation; mais, hélas! l'amour du sol natal le ramena en France peu de temps après son émigration; il ignorait que le pouvoir d'alors avait découvert qu'il avait cautionné pour 400 000 livres l'un des princes, frères de Louis XVI; il fut arrêté, traduit au tribunal révolutionnaire, et porta sa tête sur l'échafaud.

Il est plus facile de comprendre que d'exprimer quelle fut la douleur de son fils, en apprenant cette affreuse catastrophe. Porté lui-même sur la liste des émigrés, ne pouvant rentrer en France sous peine de mort, privé des conseils d'un père à un âge où ils lui étaient si nécessaires, seul soutien de sa mère et de sa sœur plus jeune encore que lui, dépouillé de son immense fortune, ne comptant dans ses proches que des exilés et des proscrits, il fallait au jeune Gilbert une rare fermeté, un admirable courage pour ne pas être abattu par des coups aussi violents et aussi multipliés.

Il n'avait pas même, pour se soutenir au milieu des revers, cet enthousiasme politique qui fait qu'on souffre avec résignation pour le parti que l'on sert, parce qu'on partage ses espérances, et qu'on est maintenu dans la voie des sacrifices par le sentiment du devoir et par la confiance dans le succès.

Mais M. Gilbert de Voisins, conduit enfant dans l'émigration par la main d'un père respecté, attaché quelque temps à l'armée de Condé, comme

aide-de-camp du duc d'Uzès, ne partageait pas les illusions de ceux qui espéraient rétablir l'ancien régime par les armées étrangères ; lorsqu'il apprenait les triomphes de la France, loin de s'en affliger comme un proscrit qui voit son infortune devenir plus profonde, il s'en réjouissait comme un Français dont le cœur bat toujours en apprenant les victoires de sa patrie.

Le temps que dura ce fatal ostracisme sous lequel il gémissait, est une époque dont le souvenir est honorable à sa cendre. Exilé par la tempête de ce pays que ses aïeux servaient si noblement depuis cinq cents ans, il ne demanda ni ne reçut les secours de l'étranger : il préféra gagner par son travail son pain, celui de sa mère et de sa jeune sœur : le descendant de tant de grands magistrats recevait 40 sous par jour pour copier des manuscrits, et honorait ainsi son infortune par sa résignation et sa fierté. Du moins, en quittant le sol de l'Angleterre, M. Gilbert de Voisins ne lui dut d'autre reconnaissance que celle que méritait l'hospitalité.

A l'époque où le Gouvernement consulaire vint remplacer le Directoire, un système de conciliation put être suivi avec persévérance et fermeté par le grand homme qui dirigeait alors les destinées de notre pays. La rentrée des exilés de toutes les catégories qui voulurent s'engager à obéir aux lois, fut une des préoccupations du Premier Consul ; avant le sénatus-consulte d'amnistie, qui généralisa cette mesure, déjà des radiations partielles avaient ouvert la France à un nombre considérable d'émigrés.

M. Gilbert de Voisins , qui s'était marié en Angleterre , rentra en France avec sa femme , ses deux fils , sa mère et sa soeur , aussitôt qu'il en obtint la possibilité.

En revoyant le sol de la patrie , M. Gilbert de Voisins ne retrouva aucun débris de l'immense fortune qu'il avait eu droit autrefois d'espérer. Ses terres , ses hôtels vendus comme propriétés nationales , sa charge de président à mortier confisquée ; son père et la plupart de ses parents morts sur l'échafaud ; il ne lui restait rien que son nom , des connaissances variées , l'aptitude au travail , et une âme éprouvée par de longs malheurs.

C'était le temps où le Gouvernement consulaire , plein de confiance dans sa force et dans sa destinée , comprimant tous les partis et faisant oublier jusqu'à leurs noms , appelait à lui tous les dévouements honorables , toutes les capacités éprouvées. M. Gilbert de Voisins , âgé alors de trente-deux ans , fils et descendant d'anciens présidents à mortier , était digne de la confiance du Gouvernement ; mais pour arriver aux postes éminents de la magistrature , il devait passer par les fonctions subalternes , et mériter son avancement par ses services. En 1805 , il fut nommé juge suppléant au tribunal de la Seine ; l'année suivante , juge titulaire au même tribunal ; en 1807 , juge à la cour d'appel de Paris ; et président de chambre , le 10 décembre 1810. Lors de l'organisation de la cour impériale de Paris , il figura dans la création de ce grand corps judiciaire , ainsi que ses aïeux avaient assisté à l'établissement du parlement comme cour

sédentaire. Ainsi pour lui semblait se renouer la chaîne des temps.

M. Gilbert de Voisins, appelé, jeune encore, au poste éminent de président de cour souveraine, montra, par son application à ses devoirs, qu'il avait hérité de ses aïeux les vertus qui les avaient placés si haut dans l'estime publique. Dans des jours si rapprochés de nos discordes civiles, l'homme dont la Révolution avait dévoré la fortune entière, et dont le père était mort sur l'échafaud, ne laissa jamais échapper une plainte, ni une parole de récrimination ou d'amertume, contre ceux dont les noms pouvaient lui rappeler de pénibles souvenirs. Également accessible et juste pour tous, plein de noblesse, de modestie et de dignité, à la fois ferme et affectueux; doué d'un esprit lucide, droit et pénétrant, d'une élocution facile et substantielle, jamais homme n'eut à un plus haut degré les qualités d'un chef de corps. Tous les magistrats de cette époque, qui, comme moi, ont eu l'honneur de siéger sous sa présidence, ont conservé le souvenir de ses qualités éminentes. Ceux qui siégeaient à la cour d'appel avant son élévation le virent arriver à leur tête sans jalousie, et furent les premiers à applaudir au choix du Souverain.

Les formes politiques de cette époque n'établissaient pas un mur de séparation entre la magistrature et les conseils où se préparaient les lois. M. Merlin, M. Muraire, et d'autres magistrats éminents, siégeaient au conseil d'État de l'Empire, et apportaient, dans les travaux de ce corps illus-

tre, cette expérience judiciaire, que l'expérience de l'administrateur ne peut pas toujours remplacer.

Le 14 avril 1813, M. le président Gilbert de Voisins fut nommé maître des requêtes, en service ordinaire, et attaché à la section de législation, et à la commission du contentieux.

Le 26 mars précédent il avait été décoré de l'ordre impérial de la Réunion; et au moment où l'approche de l'ennemi amenait la réorganisation de la garde nationale de Paris, il fut appelé aux fonctions de capitaine de grenadiers, dans ce corps, qui allait être bientôt le seul espoir de la Capitale. Pour lui, ce ne fut pas un de ces vains hochets que le pouvoir distribue à la vanité : quelques mois étaient à peine écoulés, et les gardes nationaux de Paris avaient à défendre leurs foyers contre l'invasion étrangère. Le 31 mars 1814, M. Gilbert de Voisins, à la tête de sa compagnie de grenadiers, se battait courageusement à la barrière du Trône, et avait plusieurs de ses camarades tués à ses côtés.

Le lendemain, le Gouvernement impérial n'existait plus, et l'ère de la Restauration commençait.

A son entrée dans Paris, M. le comte d'Artois, sous le titre de lieutenant-général du Royaume, exerça, au nom de son frère Louis XVIII, l'autorité suprême. Un de ses premiers actes fut d'envoyer, dans les provinces, des commissaires extraordinaires chargés de faire reconnaître le nouveau Gouvernement, et de pourvoir aux mesures d'urgence que cette transition pouvait nécessiter. M. le président Gilbert de Voisins fut un de ces

commissaires, et les départements de la Vendée et des Deux-Sèvres furent l'objet de sa mission.

Cette haute marque de confiance du Gouvernement nouveau s'explique par une circonstance honorable pour le père d'un de nos collègues. M. le comte Beugnot était dans les cachots de la Terreur avec le vieux président Gilbert de Voisins. En quittant son compagnon de captivité, pour aller à la mort, le vieux magistrat lui recommanda son fils. M. Beugnot, devenu Ministre par les événements du 31 mars 1814, se souvint du legs touchant du magistrat vénéré, et fit donner à son fils cette mission alors si recherchée.

M. Gilbert de Voisins, qui avait servi loyalement le pouvoir impérial jusqu'à son dernier jour, jusqu'à sa dernière heure, accepta, sans arrière-pensée, les fonctions de commissaire extraordinaire : il les accepta, non comme une mission de réaction, mais comme une mission de concorde et de paix.

Les pays qu'il devait parcourir avaient été longtemps le théâtre de nos guerres civiles. Quatorze ans d'un Gouvernement vigoureux avaient comprimé les ressentiments, mais ne les avaient pas éteints. Les anciens propriétaires des biens vendus nationalement, et les chefs des anciennes insurrections, crurent le moment favorable pour dépouiller les acquéreurs, et satisfaire aux vieilles vengeances de nos jours de déchirement. Le nom de M. Gilbert de Voisins, privé de son père, et dépouillé d'une immense fortune par la Révolution, paraissait annoncer un homme plus disposé

à seconder qu'à contrarier un pareil mouvement. La Charte n'était pas promulguée encore, et la présence des troupes étrangères n'eût sans doute pas été un obstacle.

Mais le président Gilbert de Voisins montra qu'on l'avait mal jugé. Il sut, par un mélange de douceur, de sagesse et de fermeté, calmer l'effervescence des partis, et désarmer des hommes ardents et avides de représailles; certes les acquéreurs de domaines nationaux ne pouvaient avoir de meilleure garantie que la parole d'un tel homme.

Malgré tous les éléments de désordre réunis, M. Gilbert de Voisins maintint l'ordre dans une contrée agitée, et empêcha de funestes réactions.

Il serait peu généreux peut-être d'attaquer aujourd'hui les intentions d'un Gouvernement qui n'est plus; mais il est permis de remarquer que le résultat pacifique de la mission de M. Gilbert de Voisins n'était sans doute pas conforme au but secret de ceux qui dirigeaient alors le Gouvernement; car il fut le seul des commissaires extraordinaires qui ne reçut aucune récompense; et, certes, cette exception ne déshonorerait pas sa mémoire. Il est resté président de chambre à la cour royale, et maître des requêtes. Cette mission qui a valu à tant d'autres les plus brillantes faveurs, a été pour lui le commencement d'une disgrâce que n'a pu vaincre le souvenir du dévouement et du supplice de son père.

Toutefois, cette répulsion invincible autant qu'inattendue ne découragea pas M. Gilbert dans l'accomplissement de ses devoirs de magistrat et de

membre du conseil d'État. Aux obligations fatigantes qu'imposait cette double qualité, il joignit bientôt d'autres devoirs : il fut nommé adjudant-général de la garde nationale de Paris, par le général Dessolle, commandant en chef.

Le rétablissement rapide et passager de l'autorité impériale dans les Cent-Jours, apporta dans l'existence de M. Gilbert de Voisins de profondes vicissitudes.

Mon Gouvernement a fait des fautes, disait Louis XVIII, à son second retour, dans sa proclamation de Cambray : il me sera sans doute permis de dire que parmi ces fautes on peut citer la disgrâce dont il frappa M. Gilbert de Voisins, et l'oubli des malheurs dont la Révolution l'avait frappé sans l'accabler.

Aussi le Gouvernement impérial qui, même dans ces temps orageux, cherchait à s'appuyer sur des hommes dont le nom et les antécédents donnaient des garanties d'amour de l'ordre, appela sans retard M. Gilbert de Voisins aux fonctions les plus éminentes. Pair de France, premier président de la cour impériale, conseiller d'État en service ordinaire, comte de l'Empire, M. Gilbert semblait destiné à épuiser toutes les marques de confiance dont Napoléon pouvait disposer ; cette bienveillance s'étendit même jusqu'à sa famille ; son fils fut nommé page de l'Empereur.

Cette accumulation si rapide de tant de faveurs sur un seul homme, ne surprit personne et fut généralement approuvée. Relevé de ses ruines avec la rapidité du tonnerre, le pouvoir impérial

avait besoin de rassurer les intérêts et les hommes qui avaient accueilli ou appelé la Restauration. Certes, celui qui avait tout perdu dans la Révolution, devait, par sa présence au pouvoir, éloigner les craintes d'une réaction qui n'était pas dans la pensée de l'Empereur.

Le temps est venu de parler avec quelque justice de cette époque, qui fut grande par les dangers, par le courage, par le dévouement et par la catastrophe. Quel que fût l'enthousiasme qui animait alors les esprits, il ne faut pas croire que les hommes de cette époque se fissent illusion sur la gravité et l'imminence des périls qui entouraient la France. Ceux qui, dans l'armée, dans les conseils législatifs et dans la haute administration, pretaient leur assistance au Gouvernement nouveau, n'agissaient pas tous dans le but unique de servir la grandeur d'un homme, mais la plupart n'avaient en vue que de servir leur pays, de venger sa gloire, et de fonder son indépendance. Ils savaient bien que l'Europe était en armes ; ils savaient bien que les destins des combats sont changeants, et qu'à la suite des discordes civiles viennent souvent les proscriptions et les supplices.

M. Gilbert de Voisins fut un de ceux qui entrèrent dans cette grande lutte par le sentiment impérieux du devoir, avec la connaissance du danger, et la résolution réfléchie de le braver, de courir toutes les chances pour défendre le sol sacré de la patrie, et la liberté de nos institutions. Il n'avait pas renversé le Gouvernement des Bourbons, il l'avait loyalement servi ; mais lorsque le cours des

événements avait amené la France entre l'invasion, le démembrement et l'anarchie, il travailla autant qu'il fut en lui à réprimer l'anarchie et à repousser l'invasion. Dévoué à Napoléon, qui lui avait ouvert les portes de la patrie, et qui l'avait tiré de la proscription pour l'élever aux honneurs, en le servant il croyait servir la France.

Je l'ai vu dans ces temps orageux se multiplier par son activité; assidu à nos audiences, comme s'il n'avait pas eu d'autres devoirs à remplir; exact aux séances de la Chambre des Pairs, où il s'efforçait par ses votes et ses discours de donner de l'ascendant au pouvoir, il partageait les travaux du conseil d'Etat : colonel de la garde nationale, il montait à cheval pour veiller au maintien de l'ordre et à la défense de la Capitale.

Mais ce n'était pas à Paris, dans le sein des pouvoirs civils, que devait se décider la grande question des Cent-Jours. C'est à Waterloo que la fortune dicta son arrêt : cet arrêt que Paris a cassé quinze ans après, dans ses barricades, en relevant dans toute leur gloire les couleurs qu'avaient déchirées les canons de l'étranger.

Après la bataille de Waterloo, le dernier acte qui rattache M. Gilbert de Voisins à la période des Cent-Jours a été comme une sorte de signe prophétique qu'on n'a pas voulu comprendre. Louis XVIII était à Saint-Denis, il allait rentrer dans la Capitale; la garde nationale de Paris veut présenter une demande au Roi pour conserver la cocarde tricolore; l'adjudant-général Gilbert de Voisins signe un des premiers cette pétition : il est

chargé de la présenter à Sa Majesté, qui rejette cette prière ou plutôt ce conseil.

La seconde Restauration ne se borna pas à détruire ce que les Cent-Jours avaient fait pour M. Gilbert de Voisins; elle lui enleva ce que la première Restauration lui avait laissé; ainsi il perdit non-seulement la Pairie, la première présidence, le siège de conseiller d'Etat et le grade d'adjudant-général, mais encore la présidence, la place de maître des requêtes, et toute espèce de grade dans la garde nationale; on ne lui laissa que le fusil de simple chasseur dans cette noble milice.

Telle fut sa situation depuis le 7 juillet 1815 jusqu'à la révolution de 1830. Il semblait qu'on eût oublié l'échafaud de son père, la confiscation complète de sa fortune, et la mission extraordinaire de 1814; on ne voulut plus se souvenir que de l'homme des Cent-Jours, qui, pourtant, n'avait été qu'un homme d'ordre et de loyauté.

Ici, je dois à sa mémoire un solennel témoignage. Confident de ses sentiments les plus intimes pendant cette période de disgrâces que j'ai partagées, jamais je n'ai trouvé dans son langage cette amertume que soulève quelquefois une adversité imméritée; il a toujours excusé par des nécessités politiques les coups les plus injustes qui l'ont frappé. Bien certain de n'avoir jamais provoqué des inimitiés privées, il a plaint les hommes que la tempête amène à la tête des États dans les temps de révolutions, et qui sont condamnés à frapper, sans les haïr et quelquefois sans les connaître, d'au-

tres hommes que plus tard ils entoureront de leur estime.

Accoutumé dès le berceau aux vicissitudes politiques, M. Gilbert de Voisins supporta avec une résignation toute chrétienne les épreuves rigoureuses que lui infligea 1815. Dépouillé de ses biens et de ses places, il retrouva le courage qu'il avait autrefois montré en Angleterre contre l'exil et la pauvreté. La douceur des affections de la famille, les méditations du cabinet et de nombreux témoignages de l'estime publique, lui apportèrent de puissantes consolations. Pendant cet intervalle de quinze ans, il se présenta pour lui plus d'une occasion de servir utilement son pays.

Personne n'a oublié que peu de temps après la seconde Restauration, un parti nombreux, puissant, ambitieux, entreprit d'exploiter les tendances religieuses de l'époque, en ressuscitant une société plusieurs fois dissoute par la sagesse de nos pères, et en essayant de subordonner l'autorité civile à la direction de l'autorité spirituelle. Le pouvoir civil résistait avec persévérance. Dans cette lutte, M. le comte de Montlosier montra tout ce que pouvaient, pour la cause des lois, un beau talent et un dévouement courageux; et la Chambre des Pairs y trouva l'occasion de tracer une des plus belles pages de son histoire.

M. Gilbert de Voisins se mêla au combat pour attaquer les hommes et les doctrines que ses pères avaient condamnés dans le parlement de Paris. Il choisit pour champ de bataille les feuilles d'un journal très-répandu. Tous les articles qui paru-

rent contre les jésuites dans *le Constitutionnel* étaient de lui. Il a publié, en 1823, la procédure du parlement de Paris contre les constitutions des jésuites. Cette publication, complétée par une publication nouvelle en 1824, était un extrait des manuscrits de sa famille, et retraçait les efforts des Joly de Fleury, des Séguier, des Barentin, et de tant d'autres grands magistrats contre cette société fameuse.

Cette polémique consciencieuse ne tenait, en M. Gilbert de Voisins, ni à l'indifférence, ni au scepticisme religieux. Il conservait avec sincérité toutes les croyances de ses pères, et suivait sans affectation le culte qu'ils avaient suivi. Tolérant et éclairé, il croyait comme son aïeul, l'avocat-général Pierre Gilbert de Voisins, servir à la fois la religion, le Saint-Siège lui-même, et la monarchie de saint Louis.

Il fut nommé, en 1821, membre de la Chambre des Députés, par les arrondissements réunis de Bressuire et de Parthenay. Cette élection, qu'il n'avait pas recherchée, fut due uniquement au souvenir de la mission extraordinaire de 1814, et au respect affectueux qu'avait inspiré son père, exilé dans cette contrée, à l'époque du coup d'État du chancelier de Maupeou, en 1771.

M. Gilbert de Voisins alla s'asseoir, dans la Chambre élective, à côté de Casimir Périer, Camille Jordan, Foy, Alexandre Lameth, Stanislas Girardin, et fit partie avec eux et tant d'autres hommes d'État honorables, de cette opposition constitutionnelle qui combattit pendant quinze

ans les tendances rétrogrades du parti qui poussait la Restauration aux abîmes où elle s'est précipitée en 1830.

Aux élections suivantes, son mandat parlementaire ne fut pas renouvelé. Il avait cessé d'être éligible ; il avait aliéné les derniers débris de sa fortune échappés à l'encan révolutionnaire, et le prix en avait été employé à satisfaire la dette la plus sacrée, c'est-à-dire à reconnaître les sacrifices faits par quelques personnes pour sauver la tête de son père.

La loi de 1825, sur l'indemnité des émigrés, paraissait lui offrir une dernière espérance ; toutefois le désintéressement qui le caractérisait à un si haut degré ne lui laissa considérer que l'intérêt public, qu'il croyait contraire à cette mesure. Dans sa noble abnégation, il combattit par plusieurs articles, dans *le Constitutionnel*, le seul acte du gouvernement de la Restauration qui pouvait relever sa maison.

Ses efforts furent impuissants ; la loi fut adoptée. Mais la Providence, dans ses impénétrables décrets, avait voulu que la spoliation de cette famille restât irrévocable. Les biens vendus sur le président Gilbert de Voisins appartenaient à cette catégorie, à laquelle était spécialement destiné le fonds commun. L'indemnité provisoire fut absorbée par les dettes. Et le fonds commun, où une large part lui était réservée, fut emporté par la révolution de 1830. Ainsi, il ne lui resta que le souvenir de 7 millions d'immeubles confisqués sur sa famille en 1793.

Il était en Angleterre avec un de ses fils quand le coup d'Etat de Juillet fut exécuté avec une si coupable audace par le ministère Polignac.

C'est en Angleterre qu'il apprit tout à la fois l'apparition des fatales ordonnances, le soulèvement de Paris, le départ de Charles X et de sa famille, et la création d'un lieutenant-général du Royaume. A son retour en France, le nouveau Gouvernement était en pleine et paisible activité.

Personne ne devait être plus empressé que M. Gilbert de Voisins à se rallier à la royauté de Juillet. Le nouveau Roi n'était pas seulement pour lui, comme pour le reste de la France, l'homme sage, fort et dévoué, qui pouvait seul calmer la tempête, et sauver le pays : c'était aussi le prince bienveillant, dont il avait reçu, dans sa jeunesse, tant de marques de bonté, chez M. le duc de Penthièvre. Il voyait relever ces nobles couleurs proscrites depuis quinze ans, et dont il avait courageusement, mais en vain, demandé la conservation à Louis XVIII, en présence des baïonnettes étrangères.

Dès le mois d'août 1830, la première place qui devint vacante à la Cour de cassation fut donnée à M. Gilbert de Voisins. Ainsi il vint siéger comme conseiller dans cette salle où présidaient ses aïeux, et où son père parut en accusé devant le tribunal révolutionnaire, pour de là marcher à la mort.

Peu après, en août 1830, il est nommé colonel de la 7^e légion de la garde nationale, sur la demande unanime des magistrats de cet arrondisse-

ment, et le Roi l'appelle aux fonctions de membre du conseil de son domaine privé.

La première promotion des Pairs qui a été faite après la Révolution de Juillet est celle du 19 novembre 1831 : M. Gilbert de Voisins y est compris avec quelques autres membres de la Pairie des Cent-Jours.

La réorganisation élective de la garde nationale, en exécution de la loi du 22 mars 1831, donna occasion aux habitants de la Capitale de manifester de nouveau leur estime et leurs sympathies pour M. Gilbert de Voisins. Il fut réélu en 1831 colonel de la 7^e légion, à l'unanimité des suffrages. En 1834, la même élection se renouvela encore. Il aurait eu, pour la troisième fois, le même honneur aux élections de 1837, s'il n'eût renoncé à la candidature. Son âge avancé et les travaux multipliés que lui imposaient ses diverses fonctions, excusaient assez une détermination qu'il avait différée tant que les révoltes armées rendirent périlleuse la mission des gardiens de la paix publique.

M. Gilbert de Voisins, par une sage distribution de son temps et une activité infatigable que soutenait l'amour de ses devoirs, remplissait avec exactitude les obligations si nombreuses de la Pairie, de la magistrature, de la garde nationale et du conseil du domaine privé du Roi. Chacune de ses fonctions suffit souvent pour absorber la vie d'un homme ordinaire. M. Gilbert de Voisins suffisait à toutes, comme s'il n'en avait eu qu'une seule. Quel est celui de nos collègues qui fut plus assidu à nos séances, plus exact à nos bureaux et à nos com-

missions? Dans les occasions, jusqu'ici trop fréquentes, où la Pairie a dû exercer ses attributions judiciaires, au lieu de céder aux exigences de sa santé et de son âge, M. Gilbert de Voisins a redoublé de zèle et d'assiduité. Les rapports qu'il a été chargé de présenter à la Chambre se distinguaient par la lucidité des aperçus et la rectitude des déductions. Ses votes, toujours consciencieux, étaient dictés par la conviction que la force du pouvoir et la stabilité de nos institutions sont des conditions nécessaires au progrès des libertés publiques et à la grandeur de notre pays. Dévoué à la dynastie que Juillet a élevée au trône, il la regardait comme la seule garantie d'un gouvernement monarchique en France. Il n'aspirait qu'à lui donner sans cesse de nouvelles marques de ce dévouement sage et désintéressé qui n'a cessé d'animer sa noble vie.

Vers le commencement d'avril dernier, les magistrats, ses collègues à la Cour de cassation, remarquèrent en lui des apparences d'abattement et de langueur : il prétendit qu'il n'éprouvait aucune douleur. Toutefois, il consentit, sur nos instances, à s'absenter de l'audience pendant une semaine. Ce fut la dernière que lui avait assignée la Providence. Il s'éteignit doucement et sans souffrance le 20 avril dernier, dans les bras de son second fils et de ses amis, après avoir reçu les secours de la religion. Il fut inhumé le 23 avril, le jour où s'accomplissait sa soixante-dixième année.

Ainsi s'éteint chaque jour cette génération d'hommes éprouvés qui ont apporté dans cette Chambre

l'expérience de nos longues révolutions. M. le comte Gilbert représentait à la fois, dans cette enceinte, la gloire de nos grandes familles parlementaires, le souvenir de nos sanglantes proscriptions, des grandeurs de l'Empire, des luttes des Cent-Jours, de l'opposition constitutionnelle, de la Restauration, et des travaux périlleux par lesquels le Gouvernement de Juillet a traversé tant d'orages. Son caractère généreux, ferme et modéré, supporta le malheur avec dignité, et traversa sans orgueil l'épreuve d'une prospérité passagère. Soit qu'une piété élevée le rendit insensible aux dons de la fortune, soit que son dévouement à son devoir lui rendit légères et faciles les plus grands, les plus douloureux sacrifices, jamais homme ne fut plus indifférent à ses pertes personnelles dès qu'elles lui paraissaient utiles au bien ou à la gloire de son pays.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 15 février 1844.

PROJET DE LOI

RELATIF

Au règlement définitif du Budget de l'Exercice
1841;

Avec l'Exposé des motifs par le Ministre des finances.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi dont la teneur suit, adopté par la Chambre des Députés dans sa séance du 2 février 1844, sera présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs par notre Ministre secrétaire d'État au département des finances, que nous chargeons, ainsi que les commissaires désignés, d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

TITRE PREMIER.

RÈGLEMENT DU BUDGET DE L'EXERCICE 1841.

§ 1^{er}.*Fixation des dépenses.*

ARTICLE PREMIER.

Les dépenses ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1841, constatées dans les comptes rendus par les Ministres, sont arrêtées, conformément au tableau A (1) ci annexé, à la somme de un milliard quatre cent vingt-neuf millions trois cent soixante-douze mille cinq cent quatre-vingt-cinq francs vingt-deux centimes, ci... 1 429 372 585 f. 22 c.

Les paiements effectués sur le même exercice, jusqu'à l'époque de sa clôture, sont fixés à un milliard quatre cent vingt-cinq millions deux cent trente-neuf mille six cent vingt-deux francs soixante-quatorze centimes, ci..... 1 425 239 622 74

Et les dépenses restant à payer, à quatre millions

(1) Ce tableau A, et les suivants, sont les mêmes que ceux contenus dans le projet de loi in-4^o distribué aux Chambres dans la dernière session ; seulement le tableau A a subi un changement de chiffres par la réduction d'une somme de 1320 f. sur le chapitre 5 du Ministère de la marine.

cent trente-deux mille neuf-
cent soixante-deux francs
quarante-huit centimes, ci.

4 132 962 f. 48 c.

Les paiements à effectuer pour solder les dépenses de l'exercice 1841, seront ordonnancés sur les fonds de l'exercice courant, selon les règles prescrites par les articles 8, 9 et 10 de la loi du 23 mai 1834.

§ II.

Fixation des crédits.

ART. 2.

Il est accordé aux Ministres, sur l'exercice 1841, pour couvrir les dépenses effectuées au delà des crédits ouverts par la loi des finances du 16 juillet 1840, et par diverses lois spéciales, des crédits complémentaires jusqu'à concurrence de la somme de deux millions cent quarante-trois mille sept cent quatre-vingt-dix-neuf francs quarante-trois centimes (2 143 799 fr. 43 cent.). Ces crédits demeurent répartis, par ministère et par chapitre, conformément au tableau A ci-annexé.

ART. 3.

Les crédits montant à un milliard quatre cent soixante-dix-huit millions soixante-dix-sept mille neuf cent soixante-un francs cinquante centimes (1 478 077 961 fr. 50 cent.), ouverts aux Ministres, conformément aux tableaux A et B ci-annexés, pour les services ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1841, comprennent le crédit de trente mille francs (30 000 fr.), provisoirement

ouvert pour les routes stratégiques de l'Ouest, par l'ordonnance royale du 3 juillet 1842, qui demeure sanctionnée.

Ces crédits sont réduits :

1° D'une somme de quarante-un millions six cent quatorze mille six cent quatre-vingt-six francs quatre-vingt-un centimes, non consommée par les dépenses constatées à la charge de l'exercice 1841, et qui est annulée définitivement, ci..... 41 614 686 f. 81 c.

2° De celle de quatre millions cent trente-deux mille neuf cent soixante-deux francs quarante-huit centimes, représentant les dépenses non payées de l'exercice 1841, que, conformément à l'article 1^{er} ci-dessus, les Ministres sont autorisés à ordonnancer sur le budget des exercices courants, ci.....

4 132 962 48

3° Et celle de neuf millions deux cent trente-quatre mille quatre cent quatre-vingt-huit francs quatre-vingt-dix centimes non employée, à l'époque de la clôture de l'exercice 1841, sur les produits af-

A reporter... 45 747 649 29

Report..... 45 747 649 f. 29 c.

fectés au service départemental et à divers services spéciaux, dont les dépenses se règlent d'après le montant des ressources réalisées, laquelle somme est transportée au budget de l'exercice 1843 pour y recevoir la destination qui lui a été donnée par la loi de finances du 16 juillet 1840 et par la loi de règlement de l'exercice 1839, savoir :

Service départemental, 8 917 751^f 47^c

Divers services spéciaux, 316 737 43

9 234 488 90

Ces annulations et transports de crédits, montant ensemble à cinquante-quatre millions neuf cent quatre-vingt-deux mille cent trente-huit francs dix-neuf centimes sont et demeurent divisés, par ministère et par chapitre, conformément au tableau A ci-annexé...

54 982 138 f. 19 c.

ART. 4.

Au moyen des dispositions contenues dans les deux articles précédents, les crédits du budget de

l'exercice 1841 sont définitivement fixés à un milliard quatre cent vingt-cinq millions deux cent trente-neuf mille six cent vingt-deux francs soixante-quatorze centimes (1 425 239 622 f. 74 c.) et répartis conformément au même tableau A.

§ III.

Fixation des recettes.

ART. 5.

Les droits et produits constatés au profit de l'État, sur l'exercice 1841, sont arrêtés conformément au tableau C ci-annexé, à la somme de un milliard trois cent quatre-vingt-sept millions huit cent douze mille trois cent vingt francs quarante-neuf centimes, ci... 1 387 812 320 f. 49 c.

Les recettes effectuées sur le même exercice, jusqu'à l'époque de sa clôture, sont fixées à un milliard trois cent quatre-vingt-deux millions cinq cent cinquante-trois mille huit cent quatre-vingt-onze francs cinquante-sept centimes, ci..... 1 382 553 891 57

Et les droits et produits restant à recouvrer, à cinq millions deux cent cinquante-huit mille quatre cent vingt-huit francs quatre-vingt-douze centimes, ci..... 5 258 428 f. 92 c.

Les sommes qui pourront être ultérieurement réalisées sur les ressources affectées à l'exercice 1841 seront portées en recette au compte de l'exercice courant, au moment où les recouvrements auront lieu.

ART. 6.

Les recettes du budget de l'exercice 1841, arrêtées, par l'article précédent, à la somme de..... 1 382 553 891 f. 57 c., sont augmentées, en exécution des lois de règlement des budgets de 1839 et de 1840 :

1° Des fonds non employés à l'époque de la clôture des exercices 1839 et 1840, sur les crédits affectés au service départemental et à divers services spéciaux, ci.....

7 949 739 59

2° Des fonds transportés de l'exercice 1839 pour accroître les ressources ordinaires du budget de 1841, ci.....

14 387 894 02 c.

3° Des fonds restés disponibles à la clôture des exercices de 1839 et 1840 sur le service des travaux extraordinaires, ci.....

10 888 181 04

Ensemble..... 1 415 779 706 f. 22 c.

Report.... 1 415 779 706 f. 22 c.

Sur cette somme il est prélevé et transporté à l'exercice 1843, en conformité de l'article 3 de la présente loi, une somme de neuf millions deux cent trente-quatre mille quatre cent quatre-vingt-huit francs quatre-vingt-dix centimes, pour servir à payer les dépenses du service départemental et des autres services spéciaux restant à solder à l'époque de la clôture de l'exercice 1841, ci.....

9 234 488 90

Les ressources applicables à l'exercice 1841 demeurent, en conséquence, fixées à la somme de un milliard quatre cent six millions cinq cent quarante-cinq mille deux cent dix-sept francs trente-deux centimes, ci. 1 406 545 217 f. 32 c.

§ IV.

Fixation du résultat général du budget.

ART. 7.

Le résultat général du budget de l'exercice 1841 est définitivement arrêté ainsi qu'il suit :

N° 10.

(9)

Paie-
ments fixés par l'ar-
ticle premier, à..... 1 425 239 622 f. 74 c.

Recettes fixées par l'ar-
ticle précédent, à..... 1 406 545 217 32

Excédant de paiement
réglé à la somme de dix-
huit millions six cent qua-
tre-vingt-quatorze mille
quatre cent cinq francs
quarante-deux centimes,
conformément au ta-
bleau D (1) ci annexé.... 18 694 405 f. 42 c.

Cet excédant de paiement sera transporté au
compte spécial prescrit par l'article 36 de la loi de
finances du 25 juin 1841, et l'extinction en aura
lieu au moyen des ressources extraordinaires que
cette même loi a déterminées.

TITRE II.

RÈGLEMENT DES SERVICES SPÉCIAUX.

ART. 8.

Les recettes et les dépenses des services spé-
ciaux rattachés, pour ordre, au budget général
de l'exercice 1841, demeurent définitivement ar-
rêtées et réglées à la somme de vingt-deux millions
neuf cent quatre-vingt-treize mille neuf cent
quinze francs quatre-vingt-trois centimes, con-
formément au résultat général du tableau E ci-
annexé; savoir :

(1) Ce tableau D est imprimé à la suite du projet de loi.

Légion-d'honneur.....	8 241 403 f. 96 c.
Imprimerie royale.....	2 566 600 45
Caisse des invalides de la marine.....	10 920 037 13
Service de la fabrication des monnaies et médailles.	1 265 874 29
	<hr/> 22 993 915 f. 83 c.

ART. 9.

Les recettes et les dépenses du service spécial des chancelleries consulaires, pour l'exercice 1840, sont arrêtées, conformément au tableau F ci-annexé, à la somme de quatre cent dix-sept mille neuf cent quatorze francs cinquante-sept centimes (417 914 fr. 57 cent.)

TITRE III.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.

ART. 10.

Les crédits d'inscription accordés sur l'exercice 1841, par les lois des 16 juillet 1840 et 16 mai 1841, pour les pensions militaires, sont définitivement arrêtés, conformément au tableau G ci-annexé, à la somme de un million cinq cent cinquante mille francs (1 550 000 francs), pour laquelle ils ont été employés.

ART. 11

Le reliquat sans emploi de cent quatre mille six cent quatre-vingt-dix francs (104 690 francs), est annulé sur le crédit de 30 millions, en rentes

3 pour 100, ouvert par la loi du 27 avril 1825, pour l'indemnité accordée aux anciens propriétaires dépossédés, et réduit à 26 100 000 fr. par les annulations résultant des lois des 5 janvier 1831 et 24 avril 1833; ce crédit demeure, en conséquence, arrêté à la somme de vingt-cinq millions neuf cent quatre-vingt-quinze mille trois cent dix francs (25 995 310 fr.), conformément au tableau H ci-annexé.

FAIT au Palais des Tuileries, le 15^e jour du mois de février, l'an 1844.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé LAPLAGNE.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations le projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1841, tel qu'il vient d'être adopté par la Chambre des Députés. Le rapport en ayant été fait à la session dernière, la discussion en a pu être reprise dès l'ouverture de celle-ci, et nous nous empressons de vous en saisir pour que vous soyez aussi en mesure de la comprendre au nombre de vos premiers travaux.

Vous avez reçu, en même temps que la Chambre élective, tous les documents à l'appui du projet de loi, c'est-à-dire la proposition avec ses développements, les comptes des Ministres, le compte de l'administration des finances, le procès-verbal de la commission administrative chargée de leur examen, enfin le rapport annuel de la cour des comptes et les éclaircissements en réponse à ses observations. Vous approuverez donc, sans doute, qu'en nous référant à ces communications, nous nous bornions ici à retracer sommairement les termes généraux du règlement de l'exercice 1841.

Les résultats que nous proposons d'arrêter définitivement sont semblables à ceux qui vous ont été mis sous les yeux en 1843, sauf une réduction de 1 320 fr., montant d'une indemnité de frais de route payée en 1841 à un officier-général de la

marine, et que la Chambre des Députés n'a pas allouée. Selon les assurances données par M. le Ministre de ce département, la somme rejetée a été réintégrée dans les caisses du Trésor, et la dépense ne figure plus au compte de l'exercice.

Le budget de 1841, fixé primitivement avec un excédant présumé de recette de 24 043 432 fr., avait été grevé successivement de dépenses additionnelles votées pour une somme de 279 684 248 f. d'où serait résultée une insuffisance finale de 255 640 816 fr. Mais la loi du 40 juin 1841 ayant appliqué à cet exercice des ressources extraordinaires alors disponibles, jusqu'à concurrence de 135 401 068 fr., le découvert prévu se trouvait ramené à..... 120 239 748 fr.

Cependant il ne s'élève plus,
d'après le règlement proposé,
qu'à..... 18 694 405

Il y a eu ainsi dans les faits
accomplis une amélioration de. 101 545 343 fr.

Elle s'explique de la manière suivante :

Les dépenses ont été atténuées par des annulations de crédits de..... 43 603 850 fr.

Les produits réalisés ont dépassé les recettes prévues de... 47 053 312

Enfin, il est resté sans emploi, sur les ressources spéciales affectées aux travaux extraordinaires, sous le régime de la loi du 17 mai 1837..... 10 888 181

Somme pareille..... 101 545 343 fr.

D'après ces notables modifications, dont les comptes rendus précisent en détail toutes les causes et circonstances, les recettes de l'exercice sont définitivement arrêtées à..... 1 406 545 217 fr.
Et les dépenses à..... 1 425 239 622

Ce qui reproduit l'excédant de dépenses ci-dessus énoncé, de. 18 694 405 fr.

Le projet de loi prescrit le transport de ce résultat final au compte général des découverts de 1840 à 1844, à l'extinction desquels les réserves annuelles de l'amortissement sont spécialement affectées.

Le Titre II du projet de loi règle les recettes et les dépenses des services spéciaux, qui ont été rattachés *pour ordre* au budget de l'Etat par la loi du 9 juillet 1836. La somme totale en est fixée, pour l'exercice 1841, à 22 993 915 fr. (Légion-d'honneur. — Imprimerie royale. — Caisse des Invalides de la marine. — Fabrication des monnaies et médailles). Le compte des chancelleries consulaires n'est, à raison des distances, arrêté dans le projet de loi que pour les opérations de l'exercice 1840. L'article 9 fixe les recettes à 417 914 f. 57 c., et les dépenses à la même somme, y compris la portion du fonds commun, qui a profité au budget de l'Etat pour 61 923 fr.

Les dispositions du dernier Titre ont pour objet : l'une, le règlement du crédit d'inscription pour les pensions militaires, fixé définitivement à 1 550 000 fr.; l'autre, la clôture finale des crédits

RÉSULTAT GÉNÉRAL DU BUDGET DE L'EXERCICE 1841.

(Article 7 du Projet de loi.)

RECETTES.				DÉPENSES.			
FONDS REPORTÉS DES EXERCICES PRÉCÉDENTS.				DÉPENSES DE L'EXERCICE 1841.			
Fonds reportés de l'exercice 1839.	pour le service départemental...	7,446,507 34	f. c. 7,908,484 11		Dette publique.....	347,641,702 78	f. c.
Fonds reportés de l'Exercice 1840	pour divers services spéciaux...	461 976 77	f. c. 7,919,739 59		Liste civile et dotations.....	16,437,227 59	
Excédant de recette de 1839 transporté à l'Exercice 1841, pour accroître les ressources ordinaires de cet Exercice.....		41,255 48			Services généraux des Ministères.....	192,033,144 57	
Excédant de recette transporté à l'Exercice 1841 pour accroître les ressources du service des travaux extraordinaires:				Services ordinaires.....			f. c.
Fonds restés sans emploi sur l'Exercice 1839.....		2,111,655 18			Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.....	139,358,007 28	1,362,877,940 66
sur l'Exercice 1840.....		8,776,525 86	10,888,181 04		Remboursements et restitutions, non-valeurs, primes et escomptes.....	67,407 858 44	
RECETTES DE L'EXERCICE 1841.				Travaux extraordinaires.....			62,361,682 08
Ressources ordinaires.	Contributions directes.....	400,029,566 07					
	Produits et revenus de domaines.....	6,676,017 49					
	Produits des forêts et de la pêche.....	34,387,398 73	1,199,035,704 48				
	Impôts et revenus indirects.....	719,619,636 84					
	Divers produits et revenus.....	38,323,085 35					
Ressources spéciales affectées aux besoins ordinaires du Budget.	Prélèvement sur les fonds de réserve de l'amortissement attribués aux travaux extraordinaires de 1839 et 1840.....	16,000,000 00	1,320,048,878 48				
	Réserve de l'amortissement restée disponible au 31 décembre 1840.....	105,013,174 00					
Ressources spéciales affectées aux travaux extraordinaires.	Portion de la réserve de l'amortissement applicable à une pareille somme de crédit reportée de 1840.....	1,300 000 00					
	Réserve de l'amortissement pendant 1841.....	61,205,013 09	62,505,013 09				
	TOTAL.....		1,415,779,706 22				
A DÉDUIRE:							
Fonds transportés au Budget de l'Exercice 1843, avec affectation au service départemental et à divers services spéciaux qui n'ont pas été soldés sur l'Exercice 1841, savoir:							
	Pour le service départemental.....	8,917,751 47	9,234,488 90				
	Pour les divers services spéciaux.....	316,737 43					
	RESTE pour recettes applicables à l'Exercice 1841.....		1,406,545,217 32				
EXCÉDANT DE DÉPENSE DE L'EXERCICE 1841.							
Excédant de dépense du Budget de l'Exercice 1841, transporté à un compte spécial dans la comptabilité générale des finances, en exécution de l'article 36 de la loi des recettes du Budget de 1842, en date du 25 juin 1841, savoir:							
Service ordinaire.							
	Dépenses payées.....	1,362,877,940 66					
	Recettes réalisées.....	1,333,152 023 19					
	Excédant de dépense.....	29,725,917 47	29,725,917 47				
Service des travaux extraordinaires.							
	Ressources réalisées.....	73,393,194 13					
	Dépenses payées.....	62,361,682 08					
	Excédant de recette.....	11,031,512 05	11,031,512 05				
RÉSULTAT en excédant de dépense sur l'ensemble des services du Budget de 1841.....		18,694,405 42	18,694,405 42				
	TOTAL égal aux dépenses de l'Exercice 1841.....		1,425,239,622 74				
					TOTAL des dépenses de l'Exercice 1841.....	1,425,239,622 74	

ouverts pour l'indemnité accordée aux anciens propriétaires dépossédés, après le jugement de toutes les instances sur lesquelles il restait à statuer. Ce règlement constate, sur les crédits en rentes, un restant disponible de 104 690 fr., au capital de 3 489 667 fr., qui est annulé par le projet de loi, et qui fait retour à l'Etat.

Messieurs, la loi des comptes que nous vous soumettons aujourd'hui, ne contient aucune disposition étrangère au règlement même de l'exercice, et tous les résultats en sont assurés par les différents contrôles propres à en garantir l'exactitude. Nous avons donc la confiance qu'elle obtiendra votre assentiment.

IMPRESSION

Nº 1

—
1844.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 15 février 1844.

RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. le Comte DESROYS, au nom d'une commission spéciale* chargée de l'examen de cinq Projets de loi relatifs à divers changements de circonscriptions territoriales.

MESSIEURS,

La commission à laquelle vous avez renvoyé les cinq projets de lois d'intérêt local, après avoir examiné avec soin les motifs qui ont été donnés pour ou contre les réunions demandées, m'a chargé de vous rendre compte de son travail; je ne ferai qu'un rapport, mais pour le rendre plus clair, je le diviserai en cinq parties.

* Cette commission était composée de MM. le comte DE BEAUMONT, CHEVANDIER, le comte DESROYS, le comte LANJUNAIS, le comte DE MONTESQUIOU, le comte DE MURAT, le vicomte SÉBASTIANI.



1^{er} PROJET,

TENDANT à placer les communes de Bardais et de l'Isle-sur-Marmande (Allier) sous l'administration d'une seule municipalité.

Les communes de Bardais et de l'Isle-sous-Marmande sont déjà réunies pour l'exercice du culte à la commune de Valigny, ce qui avait fait penser qu'il serait convenable de les réunir toutes trois : les deux premières, consultées sur l'opportunité de cette réunion, les conseils municipaux des deux communes auxquels s'étaient adjointes les personnes les plus imposées de chacune d'elles, ont été d'avis que la réunion de Bardais et de l'Isle-sous-Marmande était la seule possible.

Dans cette position, M. le préfet du département de l'Allier a fait procéder à une enquête dont le résultat a démontré l'utilité de la réunion, et une grande sollicitude de la part de chacune des communes qui devait conserver le chef-lieu ; le commissaire, chargé de l'enquête, demandait que le chef-lieu fût à Bardais.

Le directeur des contributions directes a émis le vœu que le chef-lieu fût à l'Isle-sous-Marmande.

M. le préfet a demandé de conserver le chef-lieu à l'Isle, en donnant à la nouvelle commune le nom de l'Isle-et-Bardais.

C'est dans cette position que les pièces relatives à cette affaire ont été envoyées, en 1842, par M. le préfet du département de l'Allier à M. le Ministre

de l'intérieur, qui, le 24 janvier 1843, les lui a renvoyées pour examiner une protestation faite par le maire de Bardais, qui, par sa lettre du 15 décembre 1842, demandait la réunion des trois communes, ou au moins la réunion de Bardais avec Valigny.

M. le préfet du département de l'Allier a fait de nouveau examiner la question, et par sa lettre à M. le Ministre de l'intérieur, en date du 30 janvier 1843, il a prouvé à M. le Ministre que cette tardive protestation était faite sous une influence étrangère aux véritables intérêts des communes de l'Isle et Bardais; votre commission, qui a elle-même lu avec soin les premières délibérations du conseil municipal de la commune de Bardais, n'a trouvé dans la seconde délibération qu'une preuve de mécontentement de ne pas être le chef-lieu de la commune: et elle m'a chargé de vous faire remarquer que la commune de l'Isle a persisté dans son premier avis.

La commune de l'Isle possède un territoire de 2 452 hectares, elle a 481 habitants et un revenu de 60 fr.

Le territoire de Bardais est de 2 012 hectares, sa population de 333 habitants, son revenu de 54 francs.

Les communes réunies auront 4 464 hectares de terre, 814 habitants et 114 fr. de revenus.

Les autorités locales, le conseil d'arrondissement, le conseil général, qui, dans la session de 1842, avaient déjà donné un avis favorable à la réunion, ont donné un semblable avis en 1843.

Votre commission, Messieurs, pense que la réunion est utile, et que c'est un esprit de justice qui a fait conserver le chef-lieu de la commune réunie à la section la plus considérable en étendue, en population et en revenu.

Pour ces motifs, votre commission, Messieurs, m'a chargé de vous proposer l'adoption du projet de loi.

2^e PROJET,

TENDANT à distraire la commune de Cardo du canton de San-Martino, pour la réunir à la commune et au canton de Bastia (Corse).

La commune de Cardo n'a que 324 hectares d'étendue, 235 habitants; son revenu est de 82 fr., ses dépenses sont de 637 fr.

La ville de Bastia, chef-lieu du département de la Corse, a 1 587 hectares d'étendue, sa population est de 13 018 habitants, son revenu est de 96 000 fr., ses dépenses sont de 72 000 fr., son excédant de revenu est de 24 000 fr. Le territoire de Bastia est tellement resserré du côté du nord, qu'une de ses places publiques s'étend sur la commune de Cardo, et laisse cette partie de la ville sans surveillance de la part des agents de police de Bastia, et expose le territoire de la commune de Cardo à des dégâts continuels, que l'administration municipale d'une petite commune ne saurait réprimer.

C'est sur la demande du conseil municipal de la ville de Bastia que M. le préfet a fait procéder à

l'instruction relative à la réunion de Cardo à Bastia.

Par la réunion demandée, la commune de Cardo passera du canton de San-Martino à celui de Bastia, ce qui est d'un grand avantage pour elle. M. le Garde des sceaux approuve ce changement, et demande qu'il soit établi à Cardo un adjoint spécialement chargé de la tenue des registres de l'état civil.

Les habitants de Cardo, entendus dans une enquête, ont adhéré au projet de réunion, mais à diverses conditions.

Les autorités locales, le conseil d'arrondissement, le conseil général, M. le préfet, ont également donné un avis favorable, et n'ont vu aucun obstacle à la réunion dans les réserves faites par les habitants de Cardo, auxquelles, ont-ils dit, il serait pourvu par la loi ou par ordonnance royale.

L'article 2 du projet de loi conserve les droits acquis. L'article 3 prévoit l'ordonnance royale.

Votre commission, Messieurs, m'a chargé d'avoir l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de loi.

3^e PROJET,

TENDANT à ériger en commune la section de Saint-Martin d'Orb, distraite à cet effet de la commune de Camplong (département de l'Hérault).

La section de Saint-Martin d'Orb, dépendant de la commune de Camplong, canton de Bédarioux, arrondissement de Béziers (département de l'Hé-

rault), est séparée du chef-lieu par une montagne dont les passages sont toujours dangereux et souvent interceptés. La distance à parcourir pour se rendre de Saint-Martin d'Orb à Camplong est de 8 kilomètres au moins.

Le territoire de Camplong est de 3 845 hectares, sa population est de 2 588 habitants, son revenu est de 582 fr., dont 375 fr. en centimes additionnels. Ses dépenses s'élèvent à 1 176 fr.

La nouvelle commune aura 1 183 hectares de terre, 661 habitants, 142 fr. de revenus, dont 117 fr. en centimes additionnels. Ses dépenses s'élèveront à 450 fr.

La commune de Camplong est obligée d'avoir recours chaque année à une imposition extraordinaire. La distraction demandée n'apportera que très-peu de changement dans la position financière des deux communes, qui, pour subvenir à leurs besoins annuels, seront obligées d'avoir recours aux mêmes moyens.

Les autorités administratives, le conseil d'arrondissement, le conseil général, ont donné un avis favorable à la distraction demandée. Le géomètre du cadastre a basé son opinion sur les difficultés de communication.

Votre commission, Messieurs, vous propose l'adoption du projet de loi.

4^e PROJET,

TENDANT à rectifier la limite entre les communes de Boussewiller, canton de Volmunster (département de la Moselle) et de Haspelscheidt, canton de Bitche (même département).

La rectification demandée a été proposée par le

géomètre du cadastre; elle a pour but de fixer d'une manière irrévocable, entre ces deux communes, une limite incertaine jusqu'ici, qui coupait en deux des prairies appartenant à des particuliers qui étaient, par ce moyen, propriétaires d'une très-petite étendue sur chaque commune; le changement proposé ne porte que sur des terrains dont l'étendue est de 1 hectare, et le revenu annuel de 35 cent. Malgré son peu d'importance, le concours des pouvoirs législatifs est nécessaire, attendu que les deux communes sur lesquelles il faut opérer ne dépendent pas du même canton.

Les conseils municipaux des deux communes approuvent la délimitation demandée.

Le conseil d'arrondissement, le conseil général, le préfet ont donné un avis favorable.

Votre commission vous propose, Messieurs, l'adoption du projet de loi.

5^e PROJET,

TENDANT à rectifier la circonscription des départements de la Sarthe et de la Mayenne sur le territoire des communes de Pincé et de Saint-Denis d'Anjou.

Le terrain qu'il s'agit de distraire du département de la Mayenne pour le porter à celui de la Sarthe est de peu d'importance par rapport à son étendue, à sa valeur et à sa population, qui n'est que de 15 habitants sur une étendue de 155 hectares, qui produisent un revenu de 30 fr., tandis que la commune de Saint-Denis d'Anjou dont il est une dépendance a 4 313 hectares d'étendue,

une population de 2 720 âmes et un revenu de 4 506 fr.

La rectification demandée aura l'avantage de fortifier la petite commune de Pincé, qui n'a que 412 hectares d'étendue, 199 habitants et 1 060 fr. de revenu ordinaire.

Quel que soit le peu d'importance de cette partie de terre, les autorités locales et les conseils électifs du département de la Mayenne ont pensé devoir réclamer contre cette rectification; ce terrain, disent-ils, n'est point une enclave, et la population perdra beaucoup à ne plus dépendre de la commune de Saint-Denis, qui est riche et qui lui assure de nombreux avantages.

Les autorités administratives du département de la Sarthe, le conseil d'arrondissement, le conseil général démontrent combien il est important, pour la sûreté des habitants et pour la bonne administration de l'un et l'autre département, d'avoir la rivière pour limite.

Les autorités judiciaires sont d'avis que la délimitation doit être changée pour éviter les entraves portées à l'exécution de la justice par la délimitation actuelle.

M. le Garde des sceaux ajoute : « Il serait, en outre, convenable que la faible population dont il s'agit fit partie d'une commune à laquelle elle appartient déjà pour le spirituel. »

Par tous ces motifs, votre commission, Messieurs, m'a chargé de vous proposer l'adoption du projet de loi.

IMPRESSIONS

N° 12.

1844.

CHAMBRE DES PAIRS.

PROJET DE LOI

RELATIF

A LA POLICE DU ROULAGE,

AMENDÉ

PAR LA CHAMBRE DES PAIRS,

ET ADOPTÉ DANS LA SÉANCE DU 15 FÉVRIER 1844.

Nota. — Voir, pour l'Exposé des motifs et le Rapport, les nos 60 et 156 des Impressions diverses de la session dernière ; et pour la discussion, les nos 6, 7, 8, 10 et 11 du Procès-verbal.

CHAMBERLAIN'S PAIRS

PROBATION

PROBATION

PROBATION

PROBATION

PROBATION

PROBATION

PROBATION

PROBATION

PROBATION

PROBATION

PROBATION

PROBATION

PROBATION

PROBATION

PROBATION

PROBATION

PROBATION

PROBATION

PROBATION

PROBATION

PROJET DE LOI

RELATIF

A LA POLICE DU ROULAGE,

AMENDÉ PAR LA CHAMBRE DES PAIRS.

TITRE I^{er}.

Dispositions générales.

ARTICLE PREMIER.

Aucune voiture, sauf les exceptions ci-après déterminées, ne peut circuler sur les routes royales ou départementales avec des roues à bandes de moins de 6 centimètres de largeur.

ART. 2.

Le poids des voitures de roulage et autres employées à des transports, y compris voiture, chargement, paille, cordes et bâche, est limité à raison des saisons, de la largeur des bandes et du nombre des roues, ainsi qu'il suit :

N° 1.

VOITURES A DEUX ROUES.	LARGEUR DES BANDES.								
	6 ^c	7 ^c	8 ^c	9 ^c	10 ^c	11 ^c	12 ^c	14 ^c	17 ^c
<i>Roulage non suspendu au pas.</i>	k.	k.	k.	k.	k.	k.	k.	k.	k.
Du 20 nov. au 1 ^{er} avril...	1300	1900	2200	2500	2800	3100	3400	4000	4800
Du 1 ^{er} avril au 20 nov...	1500	2200	2600	2900	3300	3600	4000	4600	5600
<i>Roulage au trot sus- pendu sur ressorts métalliques.</i>									
Poids constant en toute saison	1400	2000	2300	2600	2900	3200	"	"	"

Lorsque le diamètre des roues aura 4 mètre 85 centimètres et au-dessus, il sera ajouté 200 kil. aux poids énoncés aux tarifs ci-dessus.

N° 2.

VOITURES A QUATRE ROUES.	LARGEUR DES BANDES.								
	6 ^c	7 ^c	8 ^c	9 ^c	10 ^c	11 ^c	12 ^c	14 ^c	17 ^c
<i>Roulage non suspendu au pas.</i>	k.	k.	k.	k.	k.	k.	k.	k.	k.
Du 20 nov. au 1 ^{er} avril...	1800	3100	3600	4000	4500	5000	5500	6000	6700
Du 1 ^{er} avril au 20 nov...	2100	3600	4200	4800	5200	5800	6400	7000	7800
<i>Roulage au trot sus- pendu sur ressorts métalliques.</i>									
Poids constant en toute saison	2000	3200	3700	4200	4700	5200	"	"	"

Lorsque le diamètre des roues de l'avant-train sera de 4 mètre, et celui de l'arrière-train de 4 mètre 65 centimètres au moins, il sera ajouté 300 kilogrammes aux poids énoncés aux tarifs ci-dessus.

ART. 3.

Le poids des diligences, messageries, berlines et autres voitures publiques employées au transport des voyageurs et des marchandises, suspendues sur ressorts métalliques, allant au trot, avec ou sans relais, y compris voiture, voyageurs, bagages, marchandises, cordes et bâche, est limité, en toute saison, à raison de la largeur des bandes et du nombre des roues, ainsi qu'il suit :

	LARGEUR DES BANDES.				
	6 c.	7 c.	8 c.	9 c.	10 c.
	k.	k.	k.	k.	k.
Voitures à deux roues..	1 000	1 500	1 750	2 000	2 250
Voitures à quatre roues.	2 000	3 000	3 500	4 000	4 500

ART. 4.

Pendant trois ans, à dater de la promulgation de la présente loi, des ordonnances royales, délibérées en conseil d'État, pourront réglementer les cas spéciaux non prévus aux articles 2 et 3, et notamment ce qui concerne les voitures non suspendues, conduites au trot, lorsqu'il y aura lieu d'en maintenir l'usage.

A l'expiration de ce délai de trois années, ces ordonnances devront être converties en lois dans la plus prochaine session des Chambres.

ART. 5.

Il est accordé une tolérance d'un demi-centimètre

sur la largeur des bandes des roues, lorsque cette largeur sera de 12 centimètres et au-dessous, et une tolérance de 1 centimètre sur la largeur des bandes de 14 et de 17 centimètres.

Il est accordé, en outre, sur les poids autorisés par la présente loi, une tolérance de 200 kilogrammes.

ART. 6.

Des règlements d'administration publique déterminent le mode et les formalités du pesage des voitures.

Le poids des chargements peut être également vérifié par l'examen des lettres de voiture, feuilles ou bulletins de chargement, et états des voyageurs, lorsque la production en sera faite, ou par l'addition des poids partiels des objets transportés.

ART. 7.

Des règlements d'administration publique déterminent la longueur des essieux, la forme des bandes des roues et celle de leurs clous, la saillie des moyeux, des colliers et du chargement, et les modes d'enrayage à interdire.

ART. 8.

Des règlements d'administration publique déterminent également, en ce qui concerne la sûreté des voyageurs :

- 1° Les conditions relatives à la solidité des voitures publiques;
- 2° Le mode de chargement et de conduite de ces voitures;
- 3° Le nombre des personnes qu'elles peuvent porter;
- 4° La police des relais, des cochers ou postillons.

TITRE II.

Dispositions exceptionnelles.

ART. 9.

Sont exceptées des dispositions relatives aux bandes des roues et au poids des voitures :

Les malles-postes et autres voitures spécialement destinées au service des postes ;

Les voitures particulières destinées au transport des personnes, mais étrangères à tout service public de messageries.

ART. 10.

Sont exceptés des mêmes dispositions :

Les voitures d'artillerie, chariots et fourgons appartenant aux départements de la guerre et de la marine.

Des ordonnances royales déterminent les marques distinctives que ces voitures doivent porter, et les titres dont leurs conducteurs doivent être munis.

ART. 11.

Sont exceptées des dispositions relatives aux dimensions des bandes des roues, toutes voitures suspendues ou non suspendues allant au pas ou au trot, dont le poids, y compris voiture et chargement, n'excède pas 1 000 kilogrammes, si elles sont à deux roues, et 1 500 kilogrammes, si elles sont à quatre roues.

ART. 12.

Ne sont point soumises à la vérification de leur poids :

1° Les voitures à un cheval et à deux roues ayant 7 centimètres au moins de largeur de bandes ;

2° Les voitures à un cheval et à quatre roues ayant 6 centimètres au moins de largeur de bandes ;

3° Les voitures publiques employées au transport des voyageurs, suspendues sur ressorts métalliques, allant au trot, avec relais, ou ne parcourant au trot et sans relais qu'une distance de 3 myriamètres, pourvu qu'elles soient attelées de trois chevaux au plus, et montées sur quatre roues, ayant 7 centimètres au moins de largeur de bandes ;

4° Les voitures publiques mentionnées au troisième paragraphe du présent article, pourvu qu'elles soient attelées de quatre chevaux au plus, et montées sur quatre roues ayant au moins 9 centimètres de largeur de bandes.

ART. 13.

Sont exceptées des dispositions relatives à la largeur des bandes des roues et à la vérification des poids les voitures employées à la culture des terres, au transport des récoltes et à l'exploitation des fermes.

Jouiront de l'exception énoncée ci-dessus toutes les voitures qui se rendent de la ferme aux champs, ou des champs à la ferme, ou qui servent au transport des objets récoltés du lieu où ils ont été recueillis jusqu'à celui où, pour les conserver ou les manipuler, le cultivateur les dépose ou les rassemble.

ART. 14.

Sont encore exceptées des dispositions relatives à la largeur des bandes des roues toutes voitures dont le poids, y compris voiture et chargement, n'excède pas 2 500 kilogrammes si elles sont à deux roues, et 4 000 si elles sont à quatre roues, lorsqu'elles sont employées :

1° Aux transports exécutés directement par les propriétaires, fermiers et colons partiaires, pour la vente de leurs denrées aux marchés voisins, ainsi que pour leur approvisionnement en denrées, amendements, engrais et matériaux destinés à l'entretien et à la reconstruction des bâtiments d'exploitation rurale ;

2° Aux transports exécutés par les fermiers et colons partiaires, pour la livraison, au propriétaire, de la part qui lui est afférente.

Ces voitures ne profiteront, dans ces divers cas, de l'exception ci-dessus énoncée, qu'autant qu'elles n'emprunteront les routes royales ou départementales que pour une distance de 3 myriamètres au plus.

Les voitures ci-dessus mentionnées, lorsque leur poids excédera le poids exceptionnel déterminé au premier paragraphe du présent article, seront soumises aux règles du tarif du roulage ; mais, dans ce dernier cas, au lieu de la tolérance énoncée à l'article 5, elles auront droit à une tolérance de 500 kilogrammes.

ART. 15.

Pourront être exceptées des dispositions relatives aux dimensions des bandes de roues :

1° Les voitures employées à l'exploitation des mines, des bois ou des forêts, en tant qu'elles n'useront des routes royales ou départementales que pour arriver à l'usine ou au lieu accoutumé de débardage ;

2° Les voitures employées au nettoiemment des villes.

Cette disposition ne pourra recevoir d'exécution qu'en vertu d'une ordonnance royale, rendue sur la délibération motivée du conseil général du département.

Toutefois, le poids des voitures mentionnées au pre-

mier paragraphe du présent article, ne pourra excéder 2 500 kilogrammes si elles sont à deux roues et 4 000 kilogrammes si elles sont à quatre roues.

ART. 16.

Tout objet dont le poids, ajouté à celui de la voiture destinée à son transport, dépassera le maximum des poids autorisés, ne pourra être transporté que sur une voiture à deux ou à quatre roues à bandes de 17 centimètres au moins.

La voiture ne devra porter que cet objet et ce qui est nécessaire à son chargement.

Lorsqu'un seul bloc ne complètera pas le chargement autorisé pour une voiture à jantes de 17 centimètres, et qu'il en sera placé un second, la tolérance accordée par l'article 5 sera portée à 500 kilogrammes.

ART. 17.

Un arrêté du préfet peut interdire, pendant le dégel, dans les départements où des règlements d'administration publique ont déclaré cette disposition applicable, la circulation, sur les routes, de toute voiture chargée dont le poids excéderait les limites qui seront fixées par les mêmes règlements.

Sont exceptées de cette disposition les voitures mentionnées aux articles 9 et 10 ci-dessus.

TITRE III.

Amendes et dispositions de police.

ART. 18.

Les contraventions à la fixation du minimum de la largeur des bandes des roues, déterminé à l'article 1^{er}

de la présente loi, sont punies d'une amende de 20 à 100 francs.

ART. 19.

Les contraventions résultant de chargements au-delà des poids autorisés, seront punies d'amendes fixées ainsi qu'il suit :

Pour excès de chargements jusqu'à 200 kilogrammes inclusivement.	de 5 à 15 fr.
De 200 à 400 kilogrammes.	de 15 à 25
De 400 à 600 kilogrammes.	de 25 à 40
De 600 à 800 kilogrammes.	de 40 à 60
De 800 à 1 000 kilogrammes.	de 60 à 80
Et au-dessus de 1 000 kilogrammes, pour chaque 100 kilogrammes d'excédant.	de 10 à 20 fr.

Le tarif ci-dessus sera doublé à l'égard des amendes encourues par les entrepreneurs des messageries ou autres voitures publiques employées au transport des voyageurs.

Le minimum de l'amende pourra être réduit de moitié à l'égard des voitures énoncées au dernier paragraphe de l'article 14, sans que néanmoins cette amende puisse être au-dessous de 5 francs.

ART. 20.

Toute contravention à l'interdiction de la circulation sur les routes, qui serait ordonnée en vertu de l'article 17 ci-dessus, est punie d'une amende de 20 à 100 francs, indépendamment de celle qui serait encourue pour excès de chargement.

ART. 21.

Toute contravention aux règlements qui déterminent la longueur des essieux, la forme des bandes des roues et celle de leurs clous, la saillie des moyeux et des colliers, celle du chargement et les modes d'enrayage interdits, est punie d'une amende de 10 à 30 francs.

ART. 22.

Toute contravention aux règlements publiés en vertu de l'article 8 de la présente loi, est punie d'une amende de 16 à 200 francs, et d'un emprisonnement de six à dix jours, s'il y a lieu.

ART. 23.

Lorsque plusieurs voitures marchent à la suite les unes des autres, elles doivent être distribuées en convois de deux voitures au plus, si elles sont attelées de plus d'un cheval, ou de quatre au plus, si elles sont attelées d'un seul cheval. L'intervalle d'un convoi à un autre ne doit pas être moindre de 50 mètres.

Chaque voiture attelée de plus d'un cheval doit avoir un conducteur. Toutefois, une voiture à un cheval, attachée derrière une voiture attelée de cinq chevaux au plus si elle est à deux roues, et de six chevaux si elle est à quatre roues, n'a pas besoin d'un conducteur particulier.

Il est interdit de faire conduire par un seul conducteur plus de trois voitures à un cheval si elles sont à deux roues, et plus de quatre si elles sont à quatre roues.

Les règlements de police municipale déterminent les restrictions qui peuvent être apportées aux dispositions des trois paragraphes ci-dessus.

Toute contravention aux dispositions du présent article est punie de 6 à 10 francs d'amende et de un à trois jours d'emprisonnement, s'il y a lieu. En cas de récidive, l'amende pourra être portée à 15 francs, et l'emprisonnement à cinq jours.

ART. 24.

Tout propriétaire de voiture soumise aux dispositions de la présente loi, est tenu de faire placer en avant des roues, et au côté gauche de la voiture, une plaque portant, en caractères apparents, ses nom et prénoms, le nom de la commune et celui du département de son domicile.

La contravention à cette disposition est punie d'une amende de 10 à 15 fr.

Tout conducteur d'une voiture qui ne serait pas munie de la plaque prescrite, est puni d'une amende de 5 à 10 fr.

ART. 25.

Des règlements d'administration publique pourront exiger la mention, sur la plaque prescrite par l'article précédent, du poids de la voiture vide, ainsi que l'indication des numéros d'ordre des voitures appartenant aux entrepreneurs de messageries ou de roulage.

La contravention aux dispositions de ces règlements sera punie d'une amende de 5 à 15 fr.

ART. 26.

Tout propriétaire ou conducteur de voiture qui aura fait usage d'une plaque portant un nom ou un domicile faux ou supposé, sera puni d'une amende de 50 à 200 fr., et d'un emprisonnement de six jours au moins et d'un an au plus.

La même peine sera applicable à celui qui, conduisant une voiture dépourvue de plaque, aura déclaré un nom ou un domicile autre que le sien, ou que celui du propriétaire pour le compte duquel la voiture est conduite.

ART. 27.

Tout propriétaire ou conducteur de voiture peut, en commençant son voyage, se présenter au bureau de pesage du lieu de départ pour faire constater, sans frais, le poids de la voiture et de son chargement.

Si le poids de la voiture présentée au pesage excède la limite autorisée, il n'y a pas contravention, pourvu que l'excédant soit immédiatement déchargé, ou que la voiture retourne à son point de départ.

ART. 28.

Tout propriétaire ou conducteur d'une voiture pesée à un bureau de pesage, pourra se faire remettre, par le préposé, un bulletin détaché d'un registre à souche, constatant le poids reconnu; ce bulletin sera délivré moyennant 25 centimes.

ART. 29.

Tout voiturier ou conducteur qui, pour éviter la vérification du poids de sa voiture, quittera la route qu'il doit suivre, sera tenu, sur la réquisition de l'un des agents chargés de constater les contraventions à la présente loi, de conduire sa voiture au lieu de pesage le plus proche. En cas d'excès de poids, l'amende sera double de celle qu'il aurait encourue s'il ne s'était pas détourné de sa route.

ART. 30.

Tout voiturier ou conducteur qui, dans l'intention d'éluder la limitation des poids autorisés, enlèverait, avant de passer au lieu de pesage, une partie de son chargement, ou présenterait au pesage une voiture avec d'autres roues ou d'autres attelages que ceux qu'il emploie sur le reste de la route, est puni d'une amende de 50 à 200 fr., indépendamment de celles qu'il pourrait avoir encourues pour toute autre cause.

ART. 31.

Lorsque par la faute, la négligence, ou l'imprudence du conducteur, une voiture aura causé un dommage quelconque à la route ou aux établissements qui en dépendent, le conducteur sera condamné à une amende de 11 à 15 fr.

Il sera de plus condamné aux frais de la réparation.

En cas de récidive, l'amende pourra être portée à 100 fr.

Il y a récidive quand dans les douze mois précédents, le contrevenant a été condamné administrativement pour infraction à la présente loi.

ART. 32.

En cas de contravention à la limitation des poids, le voiturier ou conducteur ne peut continuer sa route qu'après avoir déchargé l'excédant, sous peine d'une amende double de celle fixée aux articles 19 et 20 ci-dessus.

Lorsque l'excédant sera de 800 kilogrammes, le déchargement sera toujours exigé.

La même amende est prononcée chaque fois que la

contravention est de nouveau constatée, après un intervalle de dix myriamètres parcourus.

ART. 33.

Sera puni d'une amende de 20 à 300 francs, indépendamment de celle qu'il pourrait avoir encourue pour toute autre cause, tout voiturier ou conducteur qui, sommé de s'arrêter par l'un des agents chargés de constater les contraventions à la présente loi, refuserait d'obtempérer à cette sommation et de se soumettre aux vérifications prescrites.

ART. 34.

Les dispositions du livre III, titre I^{er}, chapitre III, section IV, paragraphe 2 du Code pénal, sont applicables, en cas d'outrages et de violences envers les fonctionnaires publics et agents chargés de constater les contraventions prévues par la présente loi.

ART. 35.

Les contraventions prévues aux articles 18, 21 et 22 ci-dessus, ne peuvent être constatées qu'aux lieux de pesage, de départ, d'arrivée, de relais et de station des voitures, ou aux barrières d'octroi, sauf toutefois celles qui concernent le nombre des voyageurs, le mode de conduite des voitures, la police des cochers ou postillons, et les modes d'enrayage.

ART. 36.

Lorsqu'une même contravention ou un même délit prévu aux articles 18, 21 et 22, dans le cas énoncé au paragraphe 1^{er} de l'article 8, et aux articles 24, 25, 26 ci-dessus, a été constaté successivement et à plusieurs

reprises, il ne sera prononcé qu'une seule condamnation, pourvu qu'il ne se soit pas écoulé plus de vingt-quatre heures entre le premier et le dernier procès-verbal.

Lorsqu'il y aura lieu à l'application de l'article 22 pour des cas prévus aux numéros 2 et 3 de l'article 8, l'amende ne pourra être itérativement prononcée qu'autant que la seconde contravention aura été constatée après un intervalle de 10 myriamètres parcourus depuis la constatation de la première.

Sauf les exceptions mentionnées aux deux premiers paragraphes du présent article, lorsqu'il aura été dressé plusieurs procès-verbaux de contravention, il sera prononcé autant d'amendes qu'il y aura eu de contraventions.

ART. 37.

Tout propriétaire de voiture est responsable des amendes, dommages-intérêts et des frais de réparation, prononcés en vertu des articles du présent Titre contre toute personne préposée par lui à la conduite de ladite voiture.

Si la voiture n'a pas été conduite par ordre ou pour compte du propriétaire, la responsabilité sera encourue par celui qui aura préposé le conducteur.

Est considéré comme propriétaire de la voiture celui dont le nom figure sur la plaque prescrite par l'article 24.

ART. 38.

Les dispositions de l'article 463 du Code pénal sont applicables dans tous les cas où les tribunaux correctionnels ou de simple police prononcent en vertu de la présente loi.

TITRE IV.

Forme de procédure et prescriptions.

ART. 39.

Sont spécialement chargés de constater les contraventions et délits prévus par la présente loi, les conducteurs et autres employés des ponts et chaussées, commissionnés à cet effet par l'administration générale, les préposés au pesage des voitures, les vérificateurs des poids et mesures, les employés des contributions indirectes, et les employés des octrois ayant droit de verbaliser.

Peuvent également constater toute contravention les maires et adjoints, les commissaires de police, les ingénieurs des ponts et chaussées, les commissaires voyers des routes royales et départementales, les agents voyers des chemins vicinaux de grande communication, les officiers et sous-officiers de gendarmerie.

Les gendarmes constatent les contraventions concernant le nombre des voyageurs, le mode de conduite des voitures, le mode d'enrayage, la police des cochers et relais, ainsi que les contraventions aux articles 20, 23, 24, 25, 26, 29, 30 et 33 ci-dessus.

Les dommages prévus à l'article 31 sont constatés par les ingénieurs, conducteurs et autres employés des ponts et chaussées, commissionnés à cet effet, ainsi que par les préposés au pesage des voitures, sans préjudice du droit réservé à tous les agents mentionnés au présent article, de dresser procès-verbal du fait de dégradation qui aurait lieu en leur présence.

Les procès-verbaux dressés en vertu du présent article, font foi jusqu'à preuve contraire.

ART. 40.

Les préposés au pesage des voitures seront considérés comme officiers de police judiciaire, toutes les fois qu'ils agiront pour constater les délits et contraventions prévus par les articles 22, 23, 24, 25, 26, 33 et 34 de la présente loi. Ils seront, en cette qualité, sous la surveillance du procureur du Roi, sans préjudice de leur subordination à l'égard de leurs supérieurs dans l'administration.

Ils prêteront serment devant le tribunal de première instance.

ART. 41.

Les contraventions constatées par procès-verbaux, et prévues par les articles 18, 19, 20, 21, 29, 30, 31 et 32, sont jugées par le conseil de préfecture du département où le procès-verbal a été dressé.

Tous autres délits et contraventions prévus par la présente loi sont de la compétence des tribunaux.

ART. 42.

Les procès-verbaux rédigés par les agents mentionnés aux paragraphes 1^{er} et 3 de l'article 39 ci-dessus, doivent être affirmés dans les trois jours, à peine de nullité, devant le juge de paix du canton ou devant le maire de la commune, soit de la constatation de la contravention ou du dommage, soit du domicile de l'agent qui a verbalisé.

ART. 43.

Les procès-verbaux doivent être enregistrés en débet,

dans les quarante-huit heures de leur date ou de leur affirmation, à peine de nullité.

ART. 44.

Toutes les fois que le propriétaire de la voiture n'est pas domicilié dans le Royaume, le procès-verbal de la contravention est immédiatement porté à la connaissance du maire de la commune où le procès-verbal a été dressé, ou de la commune la plus proche sur la route du prévenu.

Le maire arbitre provisoirement le montant de l'amende ou des frais de réparation, et il en ordonne la consignation immédiate, à moins qu'il ne lui soit présenté une caution solvable.

A défaut de consignation ou de caution, la voiture est retenue jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le procès-verbal. Les frais qui en résultent sont à la charge du propriétaire.

Le contrevenant est tenu d'élire domicile dans le département du lieu où la contravention a été constatée; à défaut d'élection de domicile, toute notification lui sera valablement faite au secrétariat de la commune dudit lieu.

ART. 45.

Lorsqu'une voiture est dépourvue de plaque, et que le propriétaire n'est pas connu, il est procédé conformément aux trois premiers paragraphes de l'article précédent.

Il en est de même en cas de procès-verbal dressé à raison d'une plaque portant de fausses indications.

Il sera procédé de la même manière à l'égard de tout

conducteur de voiture de roulage ou de messageries inconnu dans le lieu où il serait pris en contravention, et qui ne serait point porteur d'un passe-port, d'un livret ou d'une feuille de route ; à moins qu'il ne justifie que la voiture appartient à une administration régulière de roulage ou de messageries, ou qu'il ne résulte des lettres de voiture ou des autres papiers qu'il aurait en sa possession que la voiture appartient à celui dont le domicile serait indiqué sur la plaque.

ART. 46.

Le procès-verbal est adressé dans les deux jours de l'enregistrement au sous-préfet de l'arrondissement.

Le sous-préfet le transmet, dans les deux jours de sa réception, au préfet, s'il s'agit d'une contravention de la compétence des conseils de préfecture, ou au procureur du Roi, s'il s'agit d'une contravention de la compétence des tribunaux.

ART. 47.

Copie du procès-verbal, ainsi que de l'affirmation quand elle est ordonnée, sera, dans les trois mois de l'enregistrement et à peine de déchéance, notifiée par la voie administrative au domicile du propriétaire, tel qu'il est indiqué sur la plaque, et, quand il y a lieu, à celui du conducteur.

ART. 48.

Indépendamment de la copie à notifier en exécution de l'article précédent, tout prévenu peut exiger, de l'agent qui a constaté la contravention, la délivrance gratuite d'un bulletin spécifiant ladite contravention.

ART. 49.

Le prévenu est tenu de produire, dans le délai de quarante jours, ses moyens de défense devant le conseil de préfecture.

Ce délai court à compter de la date de la notification du procès-verbal. Mention en est faite dans ladite notification.

A l'expiration du délai fixé, le conseil de préfecture prononce, quand même les moyens de défense n'auraient pas été produits.

Son arrêté est notifié au condamné dans la forme administrative, dix jours au moins avant toute exécution. Si la condamnation a été prononcée par défaut, la notification faite au domicile énoncé sur la plaque sera valable.

L'opposition à l'arrêté rendu par défaut devra être formée dans le délai de quarante jours, à compter de la date de la notification.

ART. 50.

Le recours au conseil d'État contre l'arrêté du conseil de préfecture, doit être formé dans le délai de trois mois, à compter de la date de la notification.

Il peut avoir lieu sur simple mémoire déposé au secrétariat général de la préfecture, et sans l'intervention d'un avocat au conseil.

Si le recours est formé au nom de l'administration, il devra l'être dans les quatre mois de la date de l'arrêté.

ART. 51.

L'instance à raison des contraventions de la compé-

tence des conseils de préfecture sera périmée par six mois, à compter de la date du dernier acte des poursuites, et l'action publique sera éteinte à moins de fausse indication de domicile sur la plaque.

ART. 52.

Les amendes prononcées se prescrivent par une année, à compter de la date de l'arrêté du conseil de préfecture, ou, en cas de pourvoi, à compter de l'ordonnance du Roi en son conseil d'État, à moins de fausse indication du domicile sur la plaque.

ART. 53.

La moitié des amendes prononcées par le conseil de préfecture ou par le conseil d'État, formera un fonds commun qui sera distribué, dans les proportions déterminées par l'administration, entre les divers agents mentionnés aux paragraphes 1^{er} et 3 de l'article 39 ci-dessus, qui auront concouru à son exécution.

L'autre moitié des amendes et le total des frais de réparations, réglés en vertu de l'article 31 ci-dessus, seront versés à la caisse du receveur-général : au compte du Trésor public, si la contravention ou le dommage concerne une route royale, et au compte du département, si la contravention ou le dommage concerne une route départementale.

TITRE V.

Dispositions additionnelles.

ART. 54.

Les dispositions de la présente loi pourront être éten-

dues par ordonnance royale, rendue sur la délibération des conseils généraux, à tout ou partie des chemins vicinaux de grande communication.

TITRE VI.

Dispositions transitoires.

ART. 55.

Les articles 1, 2 et 3 de la présente loi ne seront obligatoires que deux ans après sa promulgation.

L'article 23 ne sera obligatoire que trois mois après sa promulgation.

ART. 56.

Sont et demeurent abrogés : la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), relative à la police du roulage; celle du 7 ventôse an 12 (27 février 1804); le décret du 23 juin 1806; ainsi que toutes autres dispositions contraires à celles de la présente loi.

Néanmoins, les dispositions des lois, décrets et ordonnances actuellement en vigueur, qui fixent la largeur des bandes des roues ainsi que le poids des voitures, continueront d'être appliquées à toutes les voitures dont les propriétaires ne se conformeraient pas, avant l'expiration des délais déterminés en l'article précédent, aux conditions fixées par la présente loi.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 28 février 1844.

PROJET DE LOI

Qui accorde, à titre de récompense nationale, une pension de 3 000 francs à la fille du Maréchal Drouet, Comte d'Erlon, et qui ouvre un crédit spécial pour les funérailles du Maréchal ;

Avec l'Exposé des motifs par le Ministre de la guerre,
Président du conseil des Ministres.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi dont la teneur suit, adopté par la Chambre des Députés, sera présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs par notre Ministre secrétaire d'État au département de la guerre, Président du conseil, que nous chargeons d'en développer les motifs et d'en soutenir la discussion.

ARTICLE PREMIER.

Il est accordé, à titre de récompense nationale, une pension annuelle et viagère de 3 000 francs

(2)

à demoiselle Anne-Marie-Louise Drouet d'Erlon, née à Reims (département de la Marne), le 18 octobre 1796, fille du Maréchal Drouet, comte d'Erlon, décédé à Paris, le 25 janvier 1844.

ART. 2.

Cette pension sera inscrite au Grand-livre de la dette publique, avec jouissance dudit jour 25 janvier 1844.

ART. 3.

Un crédit spécial de 15 000 francs est ouvert au Ministre secrétaire d'État de la guerre pour le paiement des funérailles du Maréchal Drouet, comte d'Erlon.

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées aux besoins de l'exercice 1844, par la loi de finances du 24 juillet 1843.

Au palais des Tuileries, le 25 février 1844.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

Le Président du conseil, Ministre secrétaire d'État de la guerre,

Signé Mal^{al} Duc DE DALMATIE.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

C'est avec la certitude de répondre à votre impatience, que nous nous empressons de soumettre à vos délibérations le projet de loi déjà adopté par la Chambre des Députés, en faveur de la famille du Maréchal Drouet, comte d'Erlon, décédé le 25 janvier dernier.

Vous avez tous connu, Messieurs les Pairs, l'homme de bien, le brave soldat, le général ferme et prévoyant que nous venons de perdre : c'est donc moins ici que partout ailleurs qu'il serait nécessaire de rappeler sa vie, ses services, ses belles qualités militaires et privées. Cependant, cette commémoration nous a paru nécessaire pour ne pas retarder jusqu'au jour où l'éloge funèbre du Maréchal sera prononcé à cette tribune, le tribut que nous devons à sa mémoire.

Né en 1765, aux environs de Reims, dans une de ces familles simples qui cultivent de nobles vertus à l'ombre de la pauvreté, Drouet fut enrôlé comme soldat au régiment de Baujolais, en 1782 et congédié en 1787. Il reparut cinq ans après comme volontaire dans les rangs de l'armée nationale, organisée à la hâte pour la défense du sol

français, et commença la guerre, comme caporal, au bataillon des chasseurs de Reims, en 1792.

Caporal-fourrier en octobre de la même année, il était capitaine le 1^{er} avril 1793 : dans ces temps de troubles publics et de bouleversements subits, les hommes de valeur prenaient promptement leur niveau.

Le jeune capitaine, qui se fit bientôt remarquer par son énergie, fut attaché, comme aide de camp, au général Lefebvre. Chef de bataillon en 1795, il était adjudant-général en 1798, et général de brigade le 25 juin 1799 : c'était le prix de ses services si distingués aux armées de la Moselle et de Sambre-et-Meuse. Il s'était fait remarquer partout, mais principalement au passage du Rhin, sous Moreau, en 1797. Ce jour où les armées françaises, après avoir si énergiquement combattu sur leur propre sol, s'élançaient au delà de leurs frontières, qu'elles ne devaient pas repasser de longtemps, Drouet, par son admirable ardeur, à la tête de la 17^e demi-brigade, que secondait la 31^e, avait enlevé définitivement le village de Diersheim, longuement disputé, et dont la possession devait assurer le succès.

Lorsqu'il devint officier-général, son élévation lui donna le moyen de briller sur un plus grand théâtre : en 1800, à Erbach, il enlève, à la baïonnette, le village de Pfraümstetten, vigoureusement défendu, et concourt puissamment à la victoire d'Hohenlinden, par sa fermeté inébranlable dans le vallon d'Alpaching.

En 1801, à Herdorf, il bat l'arrière-garde autri-

chienne, s'empare de trois pièces de canon et fait mille prisonniers. Peu de jours après, quatre mille deux cents hulans et le prince de Lichtenstein qui les commandait, sont forcés de poser les armes devant lui.

Vers la fin de la même année, il fut appelé au commandement de la 1^{re} division militaire; tout semblait assurer la paix. Mais 1802 le revoit au camp de Nimègue; en 1803, il est au nombre des conquérants du Hanovre; et le 2 juin, à la tête d'une avant-garde épuisée par une longue marche, il n'hésite pas à attaquer, devant Sublingen, l'armée hanovrienne, dont la capitulation fut signée au même lieu peu de jours après. Le grade de général de division vint récompenser ces services.

En 1805, attaché à la Grande Armée, il pénètre dans la Bavière par la Franconie, et se trouve au grand rendez-vous d'Austerlitz. La 1^{re} division du 1^{er} corps était sous ses ordres.

En 1806, c'est à Iéna qu'il se distingue en achevant la défaite de la réserve prussienne, commandée par le prince de Wurtemberg; c'est au pont de la Saale, qu'il traverse de vive force, en faisant deux mille prisonniers; c'est à Lubeck, où il se trouve au milieu de ces braves colonnes qui courent enfoncer les portes à travers la mitraille, qui poursuivent l'ennemi dans les rues, lui enlèvent quatre mille hommes, plusieurs généraux, soixante pièces de canon et le forcent à fuir en désordre.

En 1807, il est chef d'état-major du 9^e corps, puis du corps de réserve; comme tel, il dispose les moyens d'attaque de Dantzic, assure la prise de

l'île de Holm, et signe, au nom du Maréchal Lefebvre, la capitulation qui nous rend maîtres de cette place.

Enfin, sur le champ de bataille de Friedland, il tombe grièvement blessé, est nommé grand-officier de la Légion-d'honneur et comte de l'Empire.

Chef d'état-major de l'armée bavaroise en 1809, son noble caractère lui mérite l'estime et l'affection de ces étrangers, alors rangés sous nos drapeaux, et qui devaient, peu d'années après, le recevoir et l'honorer dans son exil. Déjà les témoignages de leurs regrets sont parvenus jusqu'à nous. En octobre, il prit le commandement du 7^e corps et marcha sur le Tyrol, dont la soumission fut assurée.

Mais il était réservé au comte d'Erlon de ne rester étranger à aucune de nos conquêtes; son passage avait été marqué sur presque tous les champs de bataille de l'Allemagne.

La Péninsule ibérique devait lui fournir de nouvelles occasions de se distinguer.

En 1810, il fut envoyé en Portugal.

Il dut prendre le commandement du 9^e corps, formé de régiments de marche, ayant chacun trois bataillons, destinés à divers régiments des armées du Portugal et du Midi, et se joindre avec Masséna.

Le 12 octobre, il part de Valladolid, à la tête de cette troupe dépourvue d'une organisation solide, et sans expérience de la guerre. Il trouve sur sa route les débris de la division Gardanne, dont la dispersion a été causée par de faux renseigne-

ments. Il rencontre partout des bandes enhardies par leurs derniers succès, qui lui disputent le passage. Calme, devant tous les embarras, il inspire à ses conscrits, sa fermeté, réorganise les restes de la division Gardanne, chasse les bandes loin de lui et rejoint Masséna, le 26 décembre avec la 1^{re} division de son corps (la seconde avait suivi une autre direction.)

C'est à la tête de cette troupe qu'il soutint le centre de la bataille à Fuentes de Onoro. Puis le 9^e corps fut dissous. Alors d'Erlon, qui devait remplacer le Maréchal Mortier, rappelé en France, conduisit à l'armée du Midi les bataillons qui lui étaient destinés; par une des marches les plus rapides et les plus remarquables, il fit sa jonction le 13 juin, et vint prendre part à la réoccupation d'Olivenza.

A partir de cette époque, les difficultés allèrent croissant; en 1813, il fallut concentrer, pour la défense de nos frontières, des armées jusque là répandues sur un terrain conquis. Celles de Portugal, du centre et du Midi, n'en formèrent plus qu'une seule. Le comte d'Erlon en commanda le centre, et trouva de glorieux moments au col de Maya, sur les bords de l'Adour, à Orthez, enfin à Toulouse, où il tenait la gauche de la bataille, sur le canal, et fut vainement attaqué par l'aile droite de l'armée anglaise, à laquelle il fit éprouver des pertes considérables, sans être lui-même entamé.

En 1815, à la tête du 1^{er} corps, il était à Fleurus, à Ligny, à Waterloo; il se trouvait encore sous Paris, dans les premiers jours de juillet, ap-

puyant le mouvement de Vandamme sur Versailles. Ce mouvement, comme vous le savez, fut contre-mandé et la marche du comte d'Erlon suspendue.

La réaction politique qui suivit nos malheurs ne l'épargna pas. Dérobé par une prompte fuite à la condamnation qui le menaçait, il fut porté, en juillet 1815, sur la liste des trente-huit voués à l'exil, et alla demander un refuge à la Bavière, qui adopta une partie de sa famille.

Ce ne fut que dix ans après, que le Gouvernement accorda le retour du comte d'Erlon aux prières de la ville de Reims.

Les dons qu'il avait reçus de l'Empereur étaient presque épuisés; il en consacra les derniers restes à l'éducation et à l'établissement de ses enfants, et vécut dans une médiocrité voisine de la gêne.

Appelé à la Chambre des Pairs, le 19 novembre 1831, investi du commandement de la 12^e division militaire en 1832, il partit deux ans après pour l'Afrique, allant, malgré son âge, donner une preuve nouvelle de dévouement à son pays et acquérir de nouveaux titres de gloire.

Nous n'avons pas besoin de rappeler combien furent mises en relief, dans ce poste si difficile, la générosité de son âme, la noblesse de son désintéressement, la pureté de son patriotisme.

De retour en France, son commandement territorial lui fut rendu. Il vint se replacer parmi cette population nantaise qui savait l'honorer, et qu'il n'a quittée qu'en avril 1843, en recevant le bâton de Maréchal.

Il avait éprouvé de grands malheurs dans sa fa-

mille : le premier de ses fils, marié à Munich, était mort en 1840 ; son frère puîné, chef d'escadron aux spahis d'Alger, avait succombé dès 1839, en Afrique, sous le drapeau français. Il ne restait au Maréchal que son dernier fils, capitaine de cavalerie, et sa fille, fidèle compagne de tous ses malheurs et confidente de ses chagrins, depuis l'exil jusqu'à la tombe.

A ces deux enfants qui le pleurent, le Maréchal n'a pu laisser qu'une étroite existence ; les malheurs de sa vie et la noble fierté de son caractère en expliquent assez la cause.

On raconte (car les inspirations d'une âme élevée ne s'épanchent qu'au sein de l'amitié), on raconte qu'après la capitulation de Dantzig, la ville lui offrit 200 000 francs, qu'il refusa de recevoir. A la même époque, l'Empereur lui décerna une dotation, et le duc de Bassano l'invita à faire connaître ce qu'il voulait en outre, l'assurant qu'il l'obtiendrait. On ne put soumettre sa fierté à faire une demande. Avec cette hauteur de pensées, il était homme d'ordre, mais grand en toutes choses, comme le voulait l'Empereur ; exempt de prodigalité, mais généreux et peu soucieux de l'avenir. On ne doit donc pas s'étonner qu'après tant de malheurs, nous ayons aujourd'hui à invoquer pour sa famille la munificence nationale.

Nous ne réclamons rien pour le fils ; il est officier, l'avenir lui est ouvert. Les exemples de son père seront, nous n'en doutons pas, toujours présents à sa pensée.

Mais sa fille, exclusivement consacrée aux soins

de la piété filiale, n'a pas formé d'établissement; elle a dépassé l'âge qui lui aurait donné droit aux avantages attribués par la loi aux orphelins. Héritière d'un nom glorieux, elle est dans la plus honorable pauvreté; vous ne refuserez pas, Messieurs les Pairs, d'ajouter une bien modeste aisance à une éclatante illustration.

Nous demandons que, par application de l'article 23 de la loi du 11 avril 1831, il soit alloué à Mademoiselle Drouet d'Erlon, par disposition spéciale, une pension de 3 000 francs à titre de récompense nationale. La Chambre des Députés a déjà manifesté, par son vote, qu'elle adhérerait à cette proposition.

Nous avons proposé, en outre, d'affecter un crédit spécial de 12 000 francs aux dépenses faites aux Invalides, lors de la cérémonie funèbre; mais la Chambre des Députés, dont nous partageons à cet égard les nobles sympathies, a élevé ce crédit à la somme de 15 000 francs, dans le but d'accomplir, aux frais de l'État, le dernier vœu du Maréchal, qui, vous le savez déjà, Messieurs les Pairs, avait exprimé le désir pieux d'aller reposer à Reims, près du lieu où il est né, à côté de ses pères, auxquels il rapporte un nom illustré par les armes.

Vous n'hésitez pas à acquitter cette dette de la patrie envers l'un de ses plus nobles défenseurs.

L'intérêt qu'ils inspirent doit s'accroître à mesure que leur nombre diminue!

Mais dans une Chambre ouverte à toutes les gloires militaires et à toutes les illustrations, nous

ne voulons pas nous arrêter sur cette pensée qui, en rappelant nos pertes, réveillerait trop de regrets et raviverait trop de blessures.

Nous allons, Messieurs les Pairs, vous donner lecture du projet de loi que le Roi nous a ordonné de vous présenter.

F

t
s
f
C
d
n
g
d
a
a

le
r

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 28 février 1844.

RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. le Comte BEUGNOT, au nom d'une commission spéciale * chargée de l'examen du Projet de loi relatif au règlement définitif du budget de l'exercice 1841.

MESSIEURS,

Lorsqu'un projet de loi destiné à régler définitivement le budget d'un exercice accompli est présenté à la Chambre des Pairs, il a déjà subi trois fois l'épreuve d'un contrôle approfondi et efficace. Chaque année, la commission instituée par l'ordonnance royale du 10 décembre 1823 et dont les membres sont choisis dans les deux Chambres législatives, dans le conseil d'État et dans la Cour des comptes, examine les comptes des Ministres aussitôt qu'ils ont été publiés, et exprime, sur les améliorations dont la comptabilité publique peut

* Cette commission était composée de MM. le comte DE GASPARIN, le duc DE LA FORCE, le président DE GASCQ, le marquis D'AUDIFREY, Camille PÉRIER, le comte BEUGNOT, le comte DE SAINT-CRICQ.

encore être l'objet, les idées que son expérience lui suggère. En même temps, la commission des comptes nommée par la Chambre des Députés, commence sa longue et consciencieuse enquête, constate les changements que le budget primitif a subis pendant le cours de l'exercice, apprécie sous le rapport moral et politique le mérite et l'opportunité de ces changements, et s'assure que les prescriptions législatives ont été religieusement suivies. De son côté, la Cour des comptes fait pénétrer la lumière dans tous les replis de cette immense comptabilité, et signale à la fois et les plus petites irrégularités qui ont pu échapper aux comptables, et les lacunes ou les imperfections de notre législation financière.

En rappelant ces garanties, si nombreuses et si rassurantes, notre but est de montrer, non que la Chambre des Pairs peut se dispenser de soumettre la loi des comptes à un examen réfléchi, mais que l'usage de son droit ou plutôt l'accomplissement de ses devoirs en cette matière, est simplifié et rendu facile par les travaux qui précèdent les siens.

Le budget de l'exercice de 1841 avait été ainsi réglé par les lois du 16 juillet 1840 :

RECETTES.

Ordinaires.	1 139 885 666 fr.
Extraordinaires, à prendre sur les réserves de l'amortis- sement.	72 000 000
Total.	1 211 885 666 fr.

DÉPENSES.

Ordinaires.	1 115 842 234 fr.
Travaux publics extraor- dinaires.	72 000 000
Total.	<u>1 187 842 234 fr.</u>

Excédant des recettes. 24 043 432 fr.

Ces prévisions furent entièrement déjouées par les faits; ainsi les recettes s'élevèrent à la somme de 1 406 545 217 fr. 32 c., qui se décompose comme il suit :

1° Recettes ordinaires. 1 199 035 704 fr. 48 c.

2° Fonds extraordinaires provenant de la réserve de l'amortissement, en y comprenant 62 505 018 fr. 09 c. produit de la réserve de l'année 1841, affectée aux travaux publics extraordinaires. 183 518 187 fr. 09 c.

3° Fonds provenant des exercices 1839 et 1840, soit comme fonds libres sur le service ordinaire, soit comme fonds sans emploi sur les travaux extraordinaires, soit comme fonds répartis sur

A reporter... 1 382 553 891 57

<i>Report.</i>	1 382 553 891 fr. 57 c.
1841 pour le service départemental et pour d'autres services spéciaux . .	<u>33 225 814 fr. 65 c.</u>

Ces diverses sommes forment un total de... 1 415 779 706 fr. 22 c.

mais les fonds à répartir sur 1843 pour le service départemental et pour d'autres services spéciaux montant à 9 234 488 fr. 90 centimes, les recettes applicables à l'exercice 1841 sont réduites, comme nous l'avons dit, à 1 406 545 217 fr. 32 c.

Les dépenses ont grandi dans une proportion beaucoup plus forte.

Les crédits, successivement élevés par diverses lois spéciales et par les lois des crédits supplémentaires des 11 juin 1841 et 25 mai 1842, ont atteint la somme de 1 545 945 036 fr. 61 c.

Mais ces mêmes lois et celle du 6 juin 1843 sur les crédits supplémentaires de 1842-1843 prononcèrent des annulations montant ensemble à 67 867 075 fr. 11 c., ensorte qu'il est resté, pour crédits ouverts, 1 478 077 961 fr. 50 c. Le projet de loi qui est l'objet de ce rapport réclamant divers crédits complémentaires dont le total s'élève à 2 145 119 fr. 43 c., et proposant des annulations et des reports de crédits pour une somme de 54 982 138 fr. 19 c., il s'ensuit que les crédits définitifs de l'exercice 1844, égaux aux paiements effectués, présentent un total de 1 425 240 942 fr. 74 cent., savoir :

N° 14.

(5)

Service ordinaire. . .	1 362 879 260 fr. 66 c.
Travaux publics extraordinaires. . .	62 361 682 fr. 08 c.

Il résulte de ces calculs, que le budget de 1841, voté avec un excédant de recettes de 24 043 432 fr., se réglera, en définitive, avec un découvert de 18 695 725 fr. 42 centimes, dont le montant sera inscrit au compte spécial compris dans la situation générale des finances et soldé sur le produit des consolidations successives des fonds de la réserve de l'amortissement réalisés à partir du 1^{er} janvier 1842.

Si l'on veut bien se rappeler à la suite de quelles complications politiques l'exercice de 1841 s'est ouvert, et à combien de charges pesantes et imprévues cet exercice a dû pourvoir, on s'étonnera sans doute qu'il ne se présente pas avec un découvert plus considérable ; mais il ne faut pas oublier que des ressources extraordinaires lui ont été affectées ; qu'il a épuisé tout ce que les réserves de l'amortissement laissaient de disponible, et profité de fonds transportés à divers titres des exercices précédents. En comparant entre elles les recettes et les dépenses qui sont propres à cet exercice, on trouve que celles-ci l'emportent sur les premières, non pas de 18 millions, mais bien de 163 843 556 fr. 18 centimes.

Il est naturel d'attribuer aux difficultés politiques qui, en 1840, compromirent pendant quelques instants le maintien de la paix européenne, la véritable cause de ce surcroît de dépenses ; ainsi, les

crédits ouverts par le budget au Ministre de la guerre, tant pour les divisions intérieures que pour l'Algérie, ne s'élevaient qu'à 251 541 280 fr.; ils ont été successivement portés à 398 515 145 fr. 73 centimes, sur lesquels, à la vérité, il reste un excédant de crédit de 12 978 076 fr. 16 centimes.

Les dépenses du ministère de la marine, évaluées à 84 023 300 fr., atteignirent définitivement la somme de 124 915 542 fr. 15 centimes; cependant nous devons, à l'exemple de la commission des comptes de la Chambre des Députés (1), faire remarquer que le découvert du budget de 1841 ne résulte pas uniquement des embarras de la politique extérieure, et que, même en l'absence de tout événement de cette nature, les dépenses auraient, pendant le cours de cet exercice, dépassé les recettes de 18 millions environ; parce que, à cette époque, nous étions rentrés, par l'effet de l'accroissement régulier des dépenses ordinaires et extraordinaires, dans la voie dangereuse des déficits. Jusques en 1835, les budgets, envisagés sous le point de vue des recettes et des dépenses qui leur sont propres, se soldent en découvert. En 1835, les recettes et les dépenses se balancent. Les années 1836, 1837, 1838, présentent, au contraire, des bonis. Mais, dès l'année 1839, l'équilibre commence à se rompre, et il ne sera rétabli qu'en 1845, si les espérances que le projet de budget pour cet exercice autorise à concevoir ne sont pas déçues. Nous rappelons ces faits, moins pour en déduire des enseignements dont l'opinion publique, suffisamment avertie par

(1) Rapport de M. Vuitry, p. 11.

une expérience coûteuse, ne doit plus aujourd'hui avoir besoin, que pour placer le budget de 1841 dans son véritable jour, et montrer que les dépenses occasionnées par les événements de 1840 ont accru le mal, mais ne l'ont pas fait naître.

Nous n'entraînerons pas la Chambre dans l'examen détaillé de tous les faits relatifs, soit aux recettes, soit aux dépenses de l'exercice dont le règlement lui est demandé. Cette tâche laborieuse a été, comme nous l'avons dit, remplie de la manière la plus satisfaisante par la commission de la Chambre des Députés. Mais nous croyons, Messieurs, devoir attirer votre attention sur quelques perfectionnements dont la comptabilité publique est encore susceptible, et qui complèteraient l'œuvre entreprise avec tant de courage et de prévoyance, il y a bientôt trente ans, et dont nous recueillons aujourd'hui les fruits précieux.

Observations générales.

La première observation que nous aurons l'honneur de vous soumettre se rapportera au vote tardif de la loi des comptes. L'usage s'est introduit de ne régler les comptes d'exercice que dans la seconde session qui suit leur clôture. Nous voyons les inconvénients mais non les avantages d'une telle manière de procéder. Le règlement définitif du budget n'est pas une simple mesure d'ordre dont la législature peut ajourner à son gré l'accomplissement sans crainte de troubler la régularité des opérations financières. La nécessité où sont les Ministres d'attendre le vote des crédits complémentaires, les empêche de régulariser plusieurs

de leurs opérations, et quand la Cour des comptes leur adresse à ce sujet des avertissements, ils s'excusent avec raison sur l'obligation où ils se trouvent d'attendre la loi de règlement de l'exercice (1). Le seul motif qui ait été allégué à l'appui d'une habitude établie en opposition au vœu de la loi, consiste à dire que le retard dont nous nous plaignons fournit aux Chambres les moyens de profiter des précieuses observations de cette cour. Mais n'est-il pas évident que ces observations portent, pour la plupart, sur des faits particuliers, et que celles qui sont pourvues du caractère de généralité donneraient difficilement lieu à un acte immédiat du pouvoir législatif? L'usage de terminer avec l'exercice passé, avant de pourvoir aux nécessités de l'exercice futur, est tellement naturel et logique qu'il est grandement à souhaiter qu'on y revienne.

Nous ne reproduirons pas ici, sur les conséquences fâcheuses des crédits supplémentaires et extraordinaires, des avis qui ont été trop souvent donnés à l'Administration pour lui être encore nécessaires, nous préférons fixer l'attention de la Chambre sur l'esprit nouveau qui a présidé à la rédaction des budgets de 1844 et 1845, et dont l'effet sera de restreindre le nombre des crédits de ce genre, sans accroître, nous l'espérons, la somme des crédits provenant d'annulations sur les exercices antérieurs. En continuant de n'évaluer

(1) Voyez *Éclaircissements en réponse aux observations de la Cour des comptes*, p. 81.

les recettes que d'après des données probables, en n'atténuant pas fictivement les dépenses, nous retirerons aux budgets le caractère d'appréciations indécises et provisoires qui leur a été trop souvent attribué. De tous les crédits supplémentaires, ceux qui ne se rapportent pas à des services votés ne sauraient être resserrés dans des limites trop étroites, car de semblables dépenses placent les Chambres dans une situation que la nécessité la plus évidente peut seule rendre tolérable; or, si nous reconnaissons avec satisfaction que les crédits supplémentaires non ouverts par ordonnances royales ne s'élèvent plus annuellement qu'à des sommes assez faibles (1), nous pensons néanmoins qu'il ne serait pas impossible de restreindre encore davantage cette déviation des véritables règles de la comptabilité publique.

Nos observations s'appliquent avec non moins de force à l'introduction, dans le budget, à l'aide de fonds restés sans emploi, de dépenses destinées à devenir permanentes. De pareilles dépenses, qui enchainent pour l'avenir le vote des Chambres, se présentent rarement, mais les comptes de 1841 en offrant encore quelques exemples, nous répéterons que les besoins urgents et constatés du service peuvent seuls leur servir d'excuse.

Nous ne terminerons pas ces considérations générales sans rendre hommage à la richesse et à la

(1) 192 806 fr. 60 c. pour l'exercice 1843, et 380 264 fr. pour l'exercice 1844.

clarté des documents que, chaque année, les différents ministères présentent aux Chambres dans le but de rendre leurs investigations plus sûres et plus faciles. La commission de la Chambre des Députés, chargée de l'examen des comptes de 1841, a demandé que les divers ministères s'entendissent pour adopter un mode uniforme dans la publication des comptes, et que ces comptes présentassent en regard les dépenses et les crédits *par articles*. Nous nous associons complètement aux vœux qu'elle a émis, sans nous arrêter à l'objection que la dernière de ces demandes pourrait conduire à réclamer la spécialité par articles; il n'est personne aujourd'hui qui ne reconnaisse que, si la spécialité est sans danger pour les faits consommés, elle ne remonterait pas aux faits à venir sans rendre toute administration impraticable.

L'ordonnance royale du 31 mai 1838 a prescrit la publication des règlements spéciaux de comptabilité arrêtés par chaque ministère. Cette opération n'est pas encore terminée. Il est à souhaiter que les Ministres de l'agriculture et du commerce, ainsi que celui des finances, suivent l'exemple donné par leurs collègues, et qu'ils se conforment, après un si long retard, à une prescription dont l'objet est de rendre, dans chaque ministère, le service de la comptabilité plus régulier et plus facile. Nous avons été satisfaits d'apprendre que le règlement du ministère des finances était imprimé en épreuves, et serait prochainement publié.

Observations particulières à chaque ministère.

Les comptes des Ministres de la justice et des cultes, de l'intérieur, de la guerre et du commerce ne nous ont fourni l'occasion d'aucune remarque digne de vous être présentée.

Ministère des affaires étrangères.

Le compte des chancelleries consulaires, pour l'exercice 1844, est encore publié, comme ceux des années précédentes, en une seule ligne comprenant le total de chaque nature de recettes et de dépenses. Depuis plusieurs années les commissions administratives, chargées de vérifier les comptes des Ministres, demandent que le tableau des résultats des opérations accomplies, dans chacun des postes consulaires, soit imprimé à la suite du compte administratif, parce que les Chambres trouveraient dans ce document des détails qu'il est bon qu'elles connaissent. Nous comprenons que le Ministre n'accueille pas sans examen le vœu exprimé par la Cour des comptes, de voir entrer, dans le budget général, les droits et les frais particuliers des chancelleries consulaires, mais nous n'apercevons pas les inconvénients qui résulteraient de la publication du compte définitif de ces recettes et de ces dépenses.

Ministère de l'Instruction publique.

Le ministère de l'instruction publique résiste à l'adoption d'une mesure d'ordre qui ne pourrait avoir que d'heureux résultats. La Cour des comptes et plusieurs commissions de comptabilité ont in-

sisté sur la nécessité de soumettre à un contrôle public la gestion des fonds particuliers de l'Institut, et ont demandé que ces revenus fussent portés, pour ordre, dans le budget du Ministre de l'instruction publique, et que le compte spécial de leur réalisation et de leur emploi fût soumis annuellement, par l'agent comptable de l'Institut, au jugement de la Cour des comptes. Il serait en effet à désirer que ces fonds, qui proviennent de libéralités dont l'objet est si respectable, profitassent, comme les autres ressources de la bienfaisance confiées à l'administration publique, des moyens d'ordre et de garantie appliqués aux deniers de l'État. Prouver qu'ils ne reçoivent qu'un emploi conforme au vœu des donateurs, ce serait contribuer à accroître les moyens d'encouragement et de récompense dont l'Institut dispose. On invoquerait vainement la loi du 15 germinal an 4 pour justifier le régime spécial de comptabilité adopté par cette compagnie; car, la loi de l'an 4, en établissant dans le sein de l'Institut une commission centrale de comptabilité, n'a pas entendu dérober la gestion de cette commission à la surveillance de l'autorité supérieure. Nous appelons donc la suppression d'un usage qui forme déjà un précédent nuisible.

Ministère des Travaux publics.

Les observations de la Cour des comptes ont signalé à notre sollicitude les irrégularités assez nombreuses que présente la comptabilité du Ministère des travaux publics pendant l'exercice

de 1841, et qui consistent plus particulièrement en interventions de crédits d'un exercice à un autre. L'étendue des dépenses de ce département, et la variété des travaux qu'il est chargé d'exécuter, expliquent peut-être ces irrégularités, mais ne les justifient pas, et nous recommandons au Ministre qui le dirige, comme à tous ses collègues, de ne rien négliger pour faire descendre jusque dans les derniers rangs de la hiérarchie administrative, les notions élémentaires et pratiques de comptabilité. C'est à populariser ces notions et à empêcher qu'elles ne restent l'apanage des administrations centrales que doivent tendre leurs efforts.

Ministère de la Marine.

De tous les ministères, celui dont le système de comptabilité réclame le plus vivement de promptes améliorations est sans nul doute celui de la marine. D'anciennes traditions, trop fidèlement maintenues, et des mesures récentes qui n'ont point répondu à ce qu'on en espérait, s'opposent encore à ce que les dépenses de ce département soient soumises aux règles sévères qui protègent les autres services. La nécessité d'établir au ministère de la marine un contrôle central des dépenses, et dans chacun de nos établissements maritimes un contrôle local, a été si clairement démontrée par les discussions qui se sont élevées à ce sujet, soit dans le public, soit au sein de la Chambre des Députés, que la loi du budget de 1844 a alloué les fonds nécessaires pour établir le service du contrôle à partir du 1^{er} janvier 1844. La loi n'a pas encore reçu son exécu-

tion ; mais nous devons reconnaître que le Ministre n'a rien négligé afin qu'il en fût autrement. Au mois d'août dernier, une commission s'est réunie au port de Brest pour préparer un projet d'organisation ; ce projet , après avoir été soumis à l'examen des conseils d'administration des quatre autres grands ports du Royaume, va être incessamment porté au conseil d'amirauté et sera soumis ensuite, mais avant la fin de la session, ainsi que M. le Ministre de la marine l'a déclaré devant la Chambre des Députés, à la sanction du Roi. On ne peut blâmer ces retards, si l'on songe aux difficultés et aux conséquences du changement qu'il s'agit d'exécuter. L'ordonnance du 3 janvier 1835, qui conféra le droit de contrôle au corps du commissariat de la marine, fut accueillie à cette époque comme une mesure sage et économique : quelques années s'étaient écoulées, que ses inconvénients frappaient tous les esprits. L'Administration ne doit pas s'exposer une seconde fois à de semblables mécomptes. Préparer mûrement toutes les parties de son projet d'organisation, le réaliser ensuite avec fermeté, sans tenir nul compte des préjugés, des prétentions ou des intérêts qui se trouveront blessés, tels sont ses devoirs. Si pour les accomplir dans toute leur étendue l'appui des Chambres lui devenait nécessaire, elle peut compter que ce secours ne lui manquera pas.

Ministère des finances.

Un autre changement qui imposera au ministère de la marine, comme au ministère de la guerre,

de nouveaux devoirs, en échange des avantages qui en résulteront pour l'un et pour l'autre, est l'établissement de la comptabilité en matières. La loi du 6 juin 1843 a décidé que les comptes-matières seraient soumis au contrôle de la Cour des comptes, et qu'une ordonnance, rendue dans les formes des règlements d'administration publique, et exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1845, déterminerait la nature et le mode de ce contrôle. L'administration avait pris, nous devons lui rendre cette justice, l'initiative d'une mesure qui fera cesser l'immunité inexplicable dont jouissent, dans notre système financier, les espèces converties en matières propres à la consommation, et dès le mois de juillet 1841 une commission fut instituée pour prévoir et résoudre les difficultés que son exécution pourrait faire naître. Les travaux de la commission ont mis en évidence cette vérité, que la juridiction de la Cour des comptes ne sera, pour les Ministres détenteurs de matières, que le complément des règles qu'ils ont depuis longtemps adoptées dans l'intérêt du bon ordre et de leur propre responsabilité, et qu'elle s'établira sans rencontrer d'autre opposition que celle qui est toujours suscitée par l'empire des vieilles habitudes. Nous devons donc espérer que l'ordonnance royale sera publiée dans un court délai. Puisqu'elle doit être exécutoire à partir du 1^{er} janvier prochain, il convient que chaque département ministériel ait le temps de préparer un règlement spécial approprié aux convenances particulières de son service; il faut aussi que les nouveaux justiciables de la

Cour des comptes puissent connaître et apprécier à l'avance la situation dans laquelle ils se trouveront désormais placés.

Nous ne terminerons pas, Messieurs, ces observations sommaires sur le budget de 1841, sans vous rappeler que les recettes de cet exercice dépassèrent, comme le prouve le tableau suivant, les prévisions de près de soixante millions.

PRODUITS ET REVENUS DE L'EXERCICE 1841.	ÉVALUATION des Recettes (loi du 16 juillet 1840).	PRODUITS DÉFINITIFS.
<i>Impôts et revenus indirects.</i>	fr. c.	fr. c.
Enregistrement, timbre et domaines.	226 421 200 »	235 475 598 07
Produits des forêts et de la pêche...	34 462 166 »	34 387 398 73
Douanes et sels.....	177 411 000 »	193 217 442 35
Contributions indirectes, tabacs et poudres.....	235 625 000 »	249 444 048 30
Postes.....	45 543 000 »	48 158 565 61
Total des produits indirects.....	719 462 366 »	760 683 053 06
Contributions directes.....	390 676 810 »	400 029 566 07
Produits universitaires.....	4 163 500 »	3 977 895 07
Produits éventuels affectés au service départemental.....	12 000 000 »	17 746 743 86
Produits et revenus de l'Algérie.....	2 115 000 »	2 033 097 47
Produits divers.....	11 467 990 »	14 565 348 05
TOTAUX pour les revenus propres à l'exercice.....	1 139 885 666 »	1 199 035 704 48

Pendant que des dépenses imprévues d'armement venaient renverser, sinon l'équilibre du

budget, qui ne devait pas exister, au moins les calculs qui avaient servi à fixer les bases de ce budget, le produit des impôts continuait à monter graduellement, comme pour nous indiquer que le jour où nous en aurions la ferme volonté, nous trouverions dans l'excédant habituel de nos revenus et dans les réserves de l'amortissement, les moyens de satisfaire le besoin si vif et si naturel de notre époque, c'est-à-dire d'améliorer les routes, d'achever les canaux, de construire des chemins de fer. Lorsque les sources de la fortune d'un pays deviennent moins abondantes, on comprend qu'il se résigne aux emprunts, on s'expliquerait moins aisément qu'il eût recours à une semblable ressource quand chaque année son revenu dépasse ses espérances. Mais un avenir meilleur s'ouvre pour nous. Bientôt nous rentrerons en possession d'un budget régulier : au 1^{er} janvier 1847, les découverts des cinq exercices de 1840 à 1844, montant ensemble à 360 millions, auront été éteints à l'aide des réserves de l'amortissement, qui ensuite seront appliquées aux grands travaux publics. Délivrée d'un fardeau trop pesant, la dette flottante reprendra le niveau qui lui est assigné par notre système financier et par la solidité de notre crédit. En un mot, le bon ordre retrouvera partout son autorité. Pussions-nous ne plus sortir, en pleine paix, des voies tracées, non par une économie mesquine, mais par la prévoyance et par l'intérêt réel du pays; et nous pénétrer de cette vérité, que la France peut, par la sage administration de ses revenus annuels,

écier
uve-ob-
sans
e dé-
lesUTTS
tifs,

fr. c.

5 508 07

7 398 73

7 442 35

4 048 30

3 565 61

3 053 06

9 566 07

7 895 07

3 743 86

3 097 47

5 348 05

5 704 48

me-
du

satisfaire largement à tous ses besoins légitimes.

Les Chambres et le Gouvernement ne réunissent pas leurs efforts dans le seul but de perfectionner les procédés de la comptabilité publique, de les rendre plus simples et plus rigoureux, ils ne cessent de poursuivre en même temps l'amélioration de l'impôt lui-même. Bientôt vous serez appelés à délibérer sur une loi relative à la contribution des patentes, qui doit approprier cette taxe importante aux changements que l'industrie a éprouvés parmi nous depuis quarante ans, et sur des modifications à apporter au tarif de douanes, dans l'intérêt de notre navigation maritime et de nos colonies; plus tard, vous aurez à vous occuper d'un nouveau projet de répartition entre les départements, tant de la contribution personnelle et mobilière, que de celle des portes et fenêtres, ainsi que de la péréquation entre eux de l'impôt foncier. Un jour, enfin, se représentera devant vous une grave question de finances, souvent débattue, très-diversement envisagée, mais dont notre crédit public attend encore la solution définitive. Ne croyez pas, Messieurs, que l'objet principal de ces changements soit d'augmenter les recettes et de diminuer les dépenses de l'État. Chez une nation riche, industrielle, active comme l'est la France, la fortune publique ne suit pas toujours le même cours; souvent elle abandonne une voie où elle semblait devoir marcher longtemps encore pour se porter vers une autre, et déjoue ainsi les prévisions de la politique et de la science. Le législateur doit étudier atten-

tivement ces variations et y conformer ses actes, afin que le système financier soit toujours en harmonie avec la situation de la richesse nationale. Si par malheur il se laissait aller à l'opinion qu'il ne lui reste plus rien à faire, que la nature, l'assiette et la perception des contributions publiques ne donnent prise à aucune critique ni lieu à aucun amendement, ou que nos méthodes de comptabilité ont atteint le plus haut degré de perfection, des avertissements sévères viendraient bientôt lui révéler son erreur. Les formes de notre Gouvernement se prêtent peu, il faut le reconnaître, à de semblables illusions; nous n'en rendrons pas moins un hommage mérité à l'administration des finances, chez laquelle nous sommes heureux de trouver à la fois la prudence qui s'arrête devant les essais aventureux, et l'esprit d'amélioration qui ne repousse aucune idée neuve et utile.

Nous avons l'honneur, Messieurs, de vous proposer l'adoption du projet de loi.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 4 mars 1844.

PROJET DE LOI

RELATIF

A LA POLICE DE LA CHASSE;

Avec l'Exposé des motifs par M. le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi dont la teneur suit, voté par la Chambre des Députés dans sa séance du 21 février 1844, sera présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs par notre Garde des sceaux Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, que nous chargeons d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

SECTION PREMIÈRE.

De l'exercice du droit de chasse.

ARTICLE PREMIER.

Nul ne pourra chasser, sauf les exceptions ci-

après , si la chasse n'est pas ouverte , et s'il ne lui a pas été délivré un permis de chasse par l'autorité compétente.

Nul n'aura la faculté de chasser sur la propriété d'autrui sans le consentement du propriétaire ou de ses ayant-droit.

ART. 2.

Le propriétaire ou possesseur peut chasser ou faire chasser en tout temps, sans permis de chasse, dans ses possessions attenantes à une habitation et entourées d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins.

ART. 3.

Les préfets détermineront , par des arrêtés publiés au moins dix jours à l'avance , l'époque de l'ouverture et celle de la clôture de la chasse, dans chaque département.

ART. 4.

Dans chaque département il est interdit de mettre en vente , de vendre , d'acheter , de transporter et de colporter du gibier pendant le temps où la chasse n'y est pas permise.

Néanmoins la recherche n'en pourra être faite à domicile que chez les aubergistes , chez les marchands de comestibles et dans les lieux ouverts au public.

Il est interdit de prendre ou de détruire , sur le terrain d'autrui , des œufs et des couvées de faisans , de perdrix et de cailles.

ART. 5.

Les permis de chasse seront délivrés sur l'avis du maire et du sous-préfet, par le préfet du département dans lequel celui qui en fera la demande aura sa résidence ou son domicile.

La délivrance des permis de chasse donnera lieu au paiement d'un droit de 15 fr. au profit de l'État, et de 10 fr. au profit de la commune dont le maire aura donné l'avis énoncé au paragraphe précédent.

Les permis de chasse seront personnels; ils seront valables pour tout le Royaume et pour un an seulement.

ART. 6.

Le préfet pourra refuser le permis de chasse :

1° A tout individu majeur qui ne sera point personnellement inscrit, ou dont le père ou la mère ne serait pas inscrit, au rôle des contributions;

2° A tout individu qui, par une condamnation judiciaire, a été privé de l'un ou de plusieurs des droits énumérés dans l'article 42 du Code pénal, autres que le droit de port d'armes;

3° A tout condamné à un emprisonnement de plus de six mois, pour rébellion ou violence envers les agents de l'autorité publique;

4° A tout condamné pour délit d'association illicite, de fabrication, débit, distribution de poudre, armes ou autres munitions de guerre; de menaces écrites ou de menaces verbales, avec ordre ou sous condition; d'entraves à la circulation des grains;

de dévastations d'arbres ou de récoltes sur pied, de plants venus naturellement ou faits de main d'homme ;

5° A ceux qui auront été condamnés pour vagabondage, mendicité, vol, escroquerie ou abus de confiance.

La faculté de refuser le permis de chasse aux condamnés dont il est question dans les paragraphes 3, 4 et 5 cessera cinq ans après l'expiration de la peine.

ART. 7.

Le permis de chasse ne sera pas délivré :

1° Aux mineurs qui n'auront pas seize ans accomplis ;

2° Aux mineurs de seize à vingt-et-un ans, à moins que le permis ne soit demandé pour eux par leur père, mère ou tuteur, porté au rôle des contributions ;

3° Aux interdits ;

4° Aux gardes champêtres ou forestiers des communes et établissements publics, ainsi qu'aux gardes forestiers de l'Etat et aux gardes-pêche.

ART. 8.

Le permis de chasse ne sera pas accordé :

1° A ceux qui, par suite de condamnations, sont privés du droit de port d'armes ;

2° A ceux qui n'auront pas exécuté les condamnations prononcées contre eux pour l'un des délits prévus par la présente loi ;

3° A tout condamné placé sous la surveillance de la haute police.

ART. 9.

Dans le temps où la chasse est ouverte, le permis donne, à celui qui l'a obtenu, le droit de chasser de jour, à tir et à courre, sur ses propres terres, et sur les terres d'autrui avec le consentement de celui à qui le droit de chasse appartient.

Tous autres moyens de chasse, à l'exception des furets et des bourses destinés à prendre le lapin, sont formellement prohibés.

Néanmoins, les préfets des départements, sur l'avis des conseils généraux, prendront des arrêtés pour déterminer :

1° L'époque de la chasse des oiseaux de passage, et les modes et procédés de cette chasse; la caille ne sera pas considérée comme oiseau de passage;

2° Le temps pendant lequel il sera permis de chasser le gibier d'eau, dans les marais, sur les étangs, fleuves et rivières;

3° Les espèces d'animaux malfaisants ou nuisibles que le propriétaire, possesseur ou fermier, pourra en tout temps détruire sur ses terres, et les conditions de l'exercice de ce droit, sans préjudice du droit appartenant au propriétaire ou au fermier de repousser ou de détruire, même avec des armes à feu, les bêtes fauves qui porteraient dommage à ses propriétés.

Ils pourront prendre également des arrêtés :

1° Pour prévenir la destruction des oiseaux;

2° Pour autoriser l'emploi des chiens lévriers pour la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles;

3° Pour interdire la chasse pendant les temps de neige.

ART. 10.

Des ordonnances royales détermineront la gratification qui sera accordée aux gardes et gendarmes rédacteurs des procès-verbaux ayant pour objet de constater les délits.

SECTION II.

Des peines.

ART. 11.

Seront punis d'une amende de seize à cent fr. :

1° Ceux qui auront chassé sans permis de chasse ;

2° Ceux qui auront chassé sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire.

L'amende pourra être portée au double si le délit a été commis sur des terres non dépouillées de leurs fruits, ou s'il a été commis sur un terrain entouré d'une clôture continue, faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins, mais non attenant à une habitation.

Pourra ne pas être considéré comme délit de chasse le fait du passage des chiens courants sur l'héritage d'autrui, lorsque ces chiens seront à la suite d'un gibier lancé sur la propriété de leurs maîtres, sauf l'action civile, s'il y a lieu, en cas de dommage ;

3° Ceux qui auront contrevenu aux arrêtés des préfets concernant les oiseaux de passage, le gibier

d'eau, la chasse en temps de neige, l'emploi des chiens lévriers ; ou aux arrêtés concernant la destruction des oiseaux et celle des animaux nuisibles ou malfaisants ;

4° Ceux qui auront pris ou détruit, sur le terrain d'autrui, des œufs ou couvées de faisans, de perdrix ou de cailles ;

5° Les fermiers de la chasse, soit dans les bois soumis au régime forestier, soit sur les propriétés dont la chasse est louée au profit des communes ou établissements publics, qui auront contrevenu aux clauses et conditions de leurs cahiers de charges relatives à la chasse.

ART. 12.

Seront punis d'une amende de cinquante à deux cents francs, et pourront en outre l'être d'un emprisonnement de six jours à deux mois :

1° Ceux qui auront chassé en temps prohibé ;

2° Ceux qui auront chassé pendant la nuit, ou à l'aide d'engins et instruments prohibés, ou par d'autres moyens que ceux qui sont autorisés par l'article 9 ;

3° Ceux qui seront trouvés munis ou porteurs, hors de leur domicile, de filets, engins ou autres instruments de chasse prohibés ;

4° Ceux qui, en temps où la chasse est prohibée, auront mis en vente, vendu, acheté, transporté ou colporté du gibier ;

5° Ceux qui auront employé des drogues ou apâts qui sont de nature à enivrer le gibier ou à le détruire.

Les peines déterminées par l'article 11 et par le présent article seront toujours portées au maximum, lorsque les délits auront été commis par les gardes champêtres ou forestiers des communes, ainsi que par les gardes forestiers de l'Etat et des établissements publics.

ART. 13.

Celui qui aura chassé sur le terrain d'autrui, sans son consentement, si ce terrain est attenant à une maison habitée ou servant à l'habitation, et s'il est entouré d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins, sera puni d'une amende de cinquante à trois cents francs, et pourra l'être d'un emprisonnement de six jours à trois mois.

Si le délit a été commis pendant la nuit, le délinquant sera puni d'une amende de cent francs à mille francs, et pourra l'être d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, sans préjudice, dans l'un et l'autre cas, s'il y a lieu, de plus fortes peines prononcées par le Code pénal.

ART. 14.

Les peines déterminées par les trois articles qui précèdent pourront être portées au double si le délinquant était en état de récidive, s'il était déguisé ou masqué, s'il a pris un faux nom, s'il a usé de violences envers les personnes, ou s'il a fait des menaces, sans préjudice, s'il y a lieu, de plus fortes peines prononcées par la loi.

S'il y a récidive dans les cas prévus en l'ar-

ticle 11, la peine de l'emprisonnement de six jours à trois mois pourra être appliquée si le délinquant n'a pas satisfait aux condamnations précédentes.

ART. 45.

Il y a récidive lorsque, dans les douze mois qui ont précédé l'infraction, le délinquant a été condamné en vertu de la présente loi.

ART. 46.

Tout jugement de condamnation prononcera la confiscation des filets, engins et autres instruments de chasse. Il ordonnera, en outre, la destruction des engins prohibés.

Il prononcera également la confiscation des armes, excepté dans le cas où le délit aura été commis par un individu muni d'un permis de chasse dans le temps où la chasse est autorisée.

Si les armes, filets, engins ou autres instruments de chasse n'ont pas été saisis, le délinquant sera condamné à les représenter ou à en payer la valeur suivant la fixation qui en sera faite par le jugement, sans qu'elle puisse être au-dessous de 50 francs.

Les armes, engins ou autres instruments de chasse abandonnés par les délinquants restés inconnus seront saisis et déposés au greffe du tribunal compétent. La confiscation, et, s'il y a lieu, la destruction, en seront ordonnées sur le vu du procès-verbal.

Dans tous les cas, la quotité des dommages-intérêts est laissée à l'appréciation des tribunaux.

ART. 17.

En cas de conviction de plusieurs délits prévus par la présente loi, par le Code pénal ordinaire ou par les lois spéciales, la peine la plus forte sera seule prononcée.

Les peines encourues pour des faits postérieurs à la déclaration du procès-verbal de contravention pourront être cumulées, s'il y a lieu, sans préjudice des peines de la récidive.

ART. 18.

En cas de condamnation pour délits prévus par la présente loi, les tribunaux pourront priver le délinquant du droit d'obtenir un permis de chasse pour un temps qui n'excédera pas cinq ans.

ART. 19.

La gratification mentionnée en l'article 10 sera prélevée sur le produit des amendes.

Le surplus desdites amendes sera attribué aux communes sur le territoire desquelles les infractions auront été commises.

ART. 20.

L'article 463 du Code pénal ne sera pas applicable aux délits prévus par la présente loi.

SECTION III.

De la poursuite et du jugement.

ART. 21.

Les délits prévus par la présente loi seront prouvés, soit par procès-verbaux ou rapports, soit par témoins, à défaut de rapports et procès-verbaux, ou à leur appui.

ART. 22.

Les procès-verbaux des maires et adjoints, commissaires de police, officier, maréchal des logis ou brigadier de gendarmerie, gendarmes, gardes-champêtres, ou gardes assermentés des particuliers, feront foi jusqu'à preuve contraire.

ART. 23.

Il n'est point dérogé, pour la constatation des délits et la foi due aux procès-verbaux rédigés par les agents ou préposés de l'administration forestière, aux dispositions des articles 176, 177 du Code forestier, 53 et 54 du Code de la pêche fluviale.

ART. 24.

Dans les vingt-quatre heures du délit, les procès-verbaux des gardes seront, à peine de nullité, affirmés par les rédacteurs devant le juge de paix ou l'un de ses suppléants, ou devant le maire ou l'adjoint, soit de la commune de leur résidence, soit de celle où le délit aura été commis.

ART. 25.

Les délinquants ne pourront être saisis ni désarmés; néanmoins s'ils sont déguisés ou masqués, s'ils refusent de faire connaître leurs noms, ou s'ils n'ont pas de domicile connu, ils seront conduits immédiatement devant le maire ou le juge-de-peace, lequel s'assurera de leur individualité.

ART. 26.

Tous les délits prévus par la présente loi seront poursuivis d'office par le ministère public, sans préjudice du droit conféré aux parties lésées, par l'article 182 du Code d'instruction criminelle.

Néanmoins, en cas de chasse sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire, le ministère public ne pourra poursuivre que sur la plainte de la partie intéressée, à moins que le terrain ne soit clos dans le sens de la présente loi, et attenant à une habitation, auquel cas la poursuite d'office est autorisée.

ART. 27.

Ceux qui auront commis conjointement les délits de chasse, seront condamnés solidairement aux amendes, dommages-intérêts et frais.

ART. 28.

Le père, la mère, le tuteur, les maîtres et commettants, sont civilement responsables des délits de chasse commis par leurs enfants mineurs non mariés, pupilles demeurant avec eux, domestiques ou préposés, sauf tout recours de droit.

Cette responsabilité sera réglée conformément à l'article 1384 du Code civil, et ne s'appliquera qu'aux dommages-intérêts et frais, sans pouvoir toutefois donner lieu à la contrainte par corps.

ART. 29.

Toute action relative aux délits prévus par la présente loi sera prescrite par le laps de trois mois, à compter du jour du délit.

SECTION IV.

Dispositions générales.

ART. 30.

Le décret du 4 mai 1812 et la loi du 30 avril 1790 sont abrogés.

Sont et demeurent également abrogés les lois, arrêtés, décrets et ordonnances intervenus sur les matières réglées par la présente loi, en tout ce qui est contraire à ses dispositions.

FAIT au Palais des Tuileries, le 4 mars 1844.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé N. MARTIN (du Nord).

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Nous venons soumettre de nouveau à vos délibérations le projet de loi sur la police de la chasse.

La Chambre des Députés a modifié, sur différents points, les dispositions que vous aviez adoptées à la session dernière; mais les principes qui ont servi de base au projet de loi n'ont été altérés en rien par les changements de détails qu'elle y a introduits.

Nous allons examiner, d'une manière rapide, ceux de ces changements qui méritent plus particulièrement d'être signalés à votre attention.

Art. 4. Deux dispositions ont été ajoutées au premier paragraphe de l'article 4. Cet article avait consacré une innovation qui n'a pas trouvé de contradicteurs, et qui a paru généralement une mesure efficace contre les braconniers, l'interdiction de vendre du gibier pendant le temps où la chasse n'est pas permise. Le Gouvernement avait pensé qu'il suffisait d'atteindre le vendeur, et vous aviez partagé son opinion. La Chambre des Députés est allée plus loin; elle a étendu l'interdiction jusqu'à l'achat du gibier en temps prohibé; elle a jugé que, puisqu'on défendait la vente, il était consé-

quent de défendre aussi l'achat, et que l'acheteur, étant nécessairement le complice du vendeur, devait être puni comme lui.

Elle a fait plus encore : elle a interdit le transport du gibier pendant le même temps.

Cette interdiction, prononcée d'une manière absolue, est inconciliable avec l'article 2, qui permet au propriétaire de chasser en tout temps sur son terrain clos attenant à une habitation. La prohibition du colportage du gibier était déjà consacrée par l'article 4; elle était suffisante. Le mot de colportage indique le transport qui a lieu dans le but de vendre et de favoriser la violation de la loi. C'est le seul qu'on veuille atteindre. Il faut donc s'en tenir au mot de colportage, qui sera sainement appliqué par les tribunaux, et supprimer celui de transport auquel on pourrait donner un sens que la loi n'a pas entendu lui attribuer.

Les nouvelles mesures qui ont été adoptées auraient pu servir de prétexte à des visites domiciliaires et donner lieu à des inquisitions vexatoires. Pour prévenir cet inconvénient, l'article 4 a reçu un paragraphe additionnel portant que *la recherche du gibier ne pourra être faite à domicile que chez les aubergistes, chez les marchands de comestibles et dans les lieux ouverts au public.*

L'article 4 a été encore amendé sur un autre point. Son dernier paragraphe interdisait la mise en vente, la vente et le colportage des oeufs et des couvées de faisans, de perdrix et de cailles. Cette interdiction, qui avait principalement pour objet

de protéger la reproduction du gibier, a paru inutile et contraire, dans certains cas, au but que l'on voulait atteindre : elle a été supprimée.

Art. 6. L'article 6 a été modifié par un amendement qui a donné lieu à une longue discussion. Cet article conférait aux préfets le pouvoir général, absolu, de refuser le permis de chasse. Ces fonctionnaires, embarrassés d'un droit aussi étendu, auraient craint presque toujours de l'exercer. La Chambre des Députés l'a restreint d'une manière convenable. D'après le nouvel article 6 qu'elle a substitué à l'ancien, les préfets, au lieu d'avoir la faculté générale de refuser des permis, n'auront que le droit limité d'en refuser à certaines catégories de personnes désignées dans les cinq premiers paragraphes de l'article. Ces catégories comprennent tous ceux qui, par leur position, doivent appeler l'attention de l'autorité sur le danger qu'il pourrait y avoir à leur accorder des permis. Les préfets ne craindront plus d'user, dans les limites tracées par la loi, du pouvoir qu'elle leur attribue. Le but que le Gouvernement s'était proposé se trouve donc atteint plus sûrement par le nouvel article 6 qu'il ne l'aurait été par l'ancien.

Art. 7. L'article 7 ne désignait comme incapables d'obtenir le permis de chasse que les mineurs âgés de moins de seize ans, et les mineurs de seize à vingt et un ans, privés de l'assistance ou de l'autorisation de leur père ou tuteur. On y a joint les interdits, les gardes-champêtres ou forestiers des communes et établissements publics, ainsi que les gardes forestiers de l'Etat et les gardes-pêche. On a pensé

que les devoirs des gardes, la surveillance de tous les instants qui leur est imposée ne pouvaient se concilier avec l'exercice du droit de chasse. Leur position leur donne d'ailleurs trop de facilité pour détruire le gibier, et l'on a craint qu'ils ne cédassent trop souvent à la tentation d'en abuser si la chasse leur était permise.

La Chambre des Députés a aussi ajouté une nouvelle catégorie aux deux classes de personnes que l'article 8 déclare indignes d'obtenir un permis de chasse, celle des condamnés placés sous la surveillance de la haute police. Le Gouvernement ne peut qu'adhérer à cette addition. Art. 8.

L'article 9 a été amendé sur trois points :

1° A la suite d'un paragraphe relatif aux arrêtés que les préfets sont autorisés à prendre pour déterminer l'époque de la chasse des oiseaux de passage, ainsi que les modes et procédés de cette chasse, la disposition suivante a été insérée : *La caille ne sera pas considérée comme oiseau de passage.* Art. 9.

L'usage pratiqué par les habitants du Midi de prendre les cailles avec des filets, à l'époque où elles arrivent dans nos contrées méridionales, après avoir traversé la mer, les a fait disparaître presque entièrement de la plupart de nos provinces. C'est pour faire droit à une réclamation qui a paru légitime qu'on a excepté les cailles de la disposition relative aux autres oiseaux de passage.

2° Le paragraphe qui a pour objet les arrêtés par lesquels les préfets détermineront les espèces

d'animaux malfaisants que le propriétaire, possesseur ou fermier pourra détruire sur ses terres, ainsi que les conditions de l'exercice de ce droit, a été complété par une disposition additionnelle ainsi conçue : *Sans préjudice du droit appartenant au propriétaire ou fermier de repousser ou de détruire, même avec des armes à feu, les bêtes fauves qui porteront dommage à ses propriétés.*

Le motif de cette disposition est de faire cesser le reproche, qui était adressé à cette partie du projet de loi, d'entraver le droit naturel et légitime appartenant à tout individu, de protéger sa propriété contre les ravages des bêtes fauves.

La manière dont l'ensemble du paragraphe est rédigé laisse quelque chose à désirer. Une légère modification dans ses termes sera nécessaire.

3° Le paragraphe qui prévoit la chasse aux chiens lévriers, donnait aux préfets la faculté d'en interdire l'emploi, ce qui supposait que l'on pouvait s'en servir, lorsqu'un arrêté spécial ne l'avait pas défendu. La nouvelle disposition substituée à l'ancienne porte que les préfets pourront autoriser l'emploi des chiens lévriers pour la destruction des animaux nuisibles. Par là il a été reconnu que l'usage des lévriers est interdit s'il n'existe pas un arrêté préfectoral qui l'autorise, et cet arrêté ne pourra le permettre que pour la destruction des animaux nuisibles.

Les articles qui règlent les pénalités sont ceux qui ont subi les modifications les plus nombreuses et les plus importantes. L'ordre et l'économie de ces articles ont été changés. Des peines différentes

y ont été portées. Le minimum des amendes a été généralement abaissé. L'emprisonnement facultatif a été prononcé plus souvent. Les amendements qui ont été adoptés ont pour but d'atteindre les braconniers d'une manière plus sûre et plus efficace, et de permettre aux magistrats de n'infliger que des peines légères aux personnes qui commettront accidentellement des infractions sans gravité.

L'article 11 du projet, composé de 8 paragraphes, déterminait les peines applicables à tous les délits de chasse, à l'exception d'un seul, le délit commis dans un enclos attenant à une habitation, qui par son importance a paru mériter d'être prévu par une disposition à part. Il a été divisé en deux articles qui ont pris les n°s 11 et 12. Au moyen de cette division, les délits ont été partagés en deux grandes classes principales, dont chacune renferme les faits qui par leur nature se rapprochent le plus les uns des autres, et ont paru susceptibles d'être soumis à la même peine.

La première classe, qui forme le nouvel article 11, comprend, dans cinq paragraphes, tous les délits passibles d'une amende de 16 fr. au moins et de 100 fr. au plus. Ces délits sont : *la chasse sans permis ; celle sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire ; les infractions aux divers arrêtés des préfets ; les contraventions commises par les fermiers de la chasse aux conditions de leur cahier de charges ; et la destruction ou la soustraction des œufs ou couvées de faisans, de perdrix et de cailles, sur le terrain d'autrui.*

Art. 11.

L'analogie qui existe entre ces diverses infractions, le degré à peu près égal de culpabilité qu'elles supposent, ont permis de les ranger dans une seule et même catégorie. La latitude laissée entre le minimum et le maximum de l'amende donnera d'ailleurs aux magistrats la faculté de graduer les peines, suivant le plus ou moins de gravité de l'action qu'ils auront à punir.

L'article 11 ne prononce pas l'emprisonnement pour les délits qu'il prévoit. Cette peine ne leur deviendra applicable que dans un cas déterminé par le dernier paragraphe de l'article 14. Il faudra que le délinquant soit *en récidive et n'ait pas satisfait à des condamnations précédemment encourues*.

Il a paru utile d'expliquer, dans l'un des paragraphes de l'article 11, que *le passage des chiens courants sur le terrain d'autrui pourrait*, dans certains cas déterminés par ce paragraphe, *n'être pas considéré comme un délit de chasse*. C'est une simple indication qui ne liera pas les juges et qui devra seulement les guider dans l'appréciation des faits soumis à leur examen.

Art. 12.

La seconde classe des délits de chasse, passibles d'une amende obligatoire de 50 à 200 fr. et d'un emprisonnement facultatif de 6 jours à 2 mois, forme le nouvel article 12.

La chasse en temps prohibé, la chasse de nuit ou par des moyens non autorisés, l'emploi ou le simple port, hors de son domicile, de filets, engins ou autres instruments de chasse défendus, la mise en vente, la vente, l'achat, le transport ou

le colportage du gibier en temps prohibé, l'emploi des drogues ou appâts qui sont de nature à enivrer le gibier ou à le détruire, sont les délits qui, par leur importance, ont paru mériter d'être rangés dans la catégorie de ceux que la loi punit plus sévèrement que les infractions de la première classe.

L'article qui prévoit et punit les délits de chasse Art. 13. commis sur la propriété d'autrui close et attenante à une habitation, ne distinguait pas ceux de ces délits qui seraient commis pendant le jour d'avec ceux qui auraient lieu la nuit. Il punissait également ces deux genres de délits, dont les uns sont beaucoup plus graves que les autres, de 200 fr. à 1000 fr. d'amende, et d'un emprisonnement facultatif d'un an à cinq. L'article amendé par la Chambre des Députés établit une juste distinction entre les délits de jour et ceux de nuit. Il prononce, contre les premiers, une amende obligatoire de 50 à 300 fr., et un emprisonnement facultatif de 6 jours à 3 mois. Il frappe les autres d'une amende de 100 à 1000 fr. et d'un emprisonnement facultatif de 3 mois à 2 ans. La proportion entre la gravité des peines et celle des infractions, se trouve ainsi mieux observée. L'abaissement du minimum de l'emprisonnement permettra d'appliquer cette peine dans un plus grand nombre de cas. Si l'article n'eût pas été modifié, le minimum d'un an d'emprisonnement aurait paru souvent trop rigoureux, et ce n'est que dans des circonstances très-rares que les tribunaux auraient prononcé l'emprisonnement.

Le système général de la pénalité nous paraît

avoir été sensiblement amélioré par la Chambre des Députés. La nouvelle classification des délits et des peines qui a été adoptée, est plus simple, plus méthodique et sera, pour les magistrats, d'une application plus facile que celle qui avait été d'abord proposée.

Art. 16. L'article 16 contient diverses modifications à l'ancien article 15 qu'il remplace.

Il a limité aux cas où le délinquant aurait chassé en temps prohibé ou sans permis de chasse, la confiscation des armes qui devait être prononcée pour tous les délits. Cette restriction a principalement pour but de n'atteindre, par la confiscation, que les véritables braconniers; car ce sont eux surtout qui chassent en temps prohibé et sans permis.

Le dernier paragraphe décide que la quotité des dommages-intérêts mis à la charge du délinquant sera laissée à l'appréciation des tribunaux, tandis que le projet fixait, pour les dommages-intérêts, un minimum qui ne pouvait être inférieur à l'amende simple prononcée par le jugement. Le motif qui a dicté cet amendement est la crainte que beaucoup de propriétaires déterminés par la certitude d'obtenir toujours une somme assez considérable, à raison de l'élévation des amendes, ne multipliasent les procès contre les chasseurs. Il a paru convenable de s'en rapporter à la sagesse des tribunaux sur la quotité des dommages-intérêts qui seraient réellement dus, cette quotité pouvant varier à l'infini suivant les circonstances.

Art. 22 et 23. Les articles 22 et 23 qui règlent la foi due aux

procès-verbaux constatant les délits de chasse, disposent que les procès-verbaux des maires et adjoints, commissaires de police, officiers, maréchaux des logis, brigadiers de gendarmerie, gendarmes, gardes-champêtres ou gardes assermentés des particuliers, feront foi jusqu'à la preuve contraire, et qu'il n'est point dérogé aux dispositions des articles 176 et 177 du Code forestier, 53 et 54 du Code de la pêche fluviale, pour la foi due aux procès-verbaux rédigés par les agents et préposés de l'administration forestière.

Ces articles diffèrent des articles 21 et 22 auxquels ils ont été substitués, en ce que ceux-ci voulaient que les procès-verbaux des maires, adjoints, commissaires de police, officiers, maréchaux des logis ou brigadiers de gendarmerie, fissent foi jusqu'à inscription de faux, et non jusqu'à la preuve contraire seulement.

La modification adoptée par la Chambre des Députés est un retour à la législation actuelle, relativement aux procès-verbaux rédigés par ces fonctionnaires. Le Gouvernement n'a pas cru devoir s'y opposer.

Il nous est impossible de donner la même adhésion à l'amendement qui a supprimé l'ancien article 29 du projet d'après lequel l'exercice du droit de chasse sur les propriétés de la Couronne, devait continuer à être régi par la législation actuelle. L'article qui a été retranché avait été dicté par un motif de haute convenance qui vous déterminera, sans aucun doute, à en rétablir le principe.

Art. 29.

Nous avons passé sous silence quelques autres modifications qui sont sans importance. Il suffit de les lire pour en apprécier les motifs.

Les discussions approfondies qui ont eu lieu dans les deux Chambres, ont éclairci les questions que vous avez à examiner, et simplifié la tâche qui vous reste à remplir. Nous sommes convaincus, Messieurs les Pairs, que le projet de loi, tel qu'il sortira de vos nouvelles délibérations, satisfera complètement au vœu et au besoin du pays.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 4 mars 1844.

RENOUVELLEMENT des Bureaux, conformément à l'article 59 du Règlement.

ORGANISATION de ces mêmes Bureaux, conformément aux articles 59 et 60.

NOMINATION du Comité des pétitions, conformément à l'article 63.

RENOUVELLEMENT DES BUREAUX.

Aux termes de l'article 7 du Règlement de la Chambre, les 288 Pairs reçus dont elle se compose en ce moment ont été répartis, par la voie du sort, entre les sept Bureaux ainsi qu'il suit :

NOTA. Les noms de MM. les Pairs sont rangés, dans chaque Bureau, par ordre alphabétique.

PREMIER BUREAU.

Andigné de la Blanchaye (M. le Marquis d').
Aubert (M.).
Boissy (M. le Marquis de).
Borrelli (M. le Vicomte).
Brézé (M. le Marquis de).
Canson (M.).
Castellane (M. le Comte de).
Cavaignac (M. le Vicomte).
Dejean (M. le Comte).
Dubouchage (M. le Vicomte).
Duchâtel (M. le Comte).
Exelmans (M. le Comte).
Faure (M. Félix).
Ferrier (M.).
Flahault (M. le Comte de).
Gascq (M. le Président de).
Gasparin (M. le comte de).
Germain (M. le Comte).
Harcourt (M. le Duc d').
Harrispe (M. le Comte).
Jessaint (M. le Vicomte de).
Kératry (M.).
Lamoignon (M. le Marquis de).
La Riboisière (M. le Comte de).
Lascours (M. le Baron de).
Lebrun (M.).
Louvois (M. le Marquis de).
Mathieu de La Redorte (M. le Comte).
Merlin (M. le comte Eugène).
Montalembert (M. le Comte de).
Mosbourg (M. le Comte de).
Ornano (M. le Comte d').
Paturle (M.).
Persil (M.).
Préval (M. le Vicomte de).
Reille (M. le Comte).
Reinach (M. le Baron de).
Rosamel (M. le Vice-Amiral de).
Roussin (M. l'Amiral Baron).
Sainte-Aulaire (M. le Comte de).
Vandeul (M. de).
Viennet (M.).

DEUXIÈME BUREAU:

Albuféra (M. le Duc d').
Alton-Shée (M. le Comte d').
Barante (M. le Baron de).
Baudrand (M. le Comte).
Berenger (M. le Comte de).
Bérenger, de la Drôme (M.).
Bonet (M. le Comte).
Brancas (M. le Duc de).
Brun de Villeret (M. le Baron).
Bussierre (M. le Baron de).
Cordier (M.).
Cousin (M.).
Crillon (M. le Duc de).
Cubières (M. de).
Daru (M. le Comte).
Daunant (M. le Baron de).
Dode (M. le Vicomte).
Eckmuhl (M. le Prince d').
Estissac (M. le Duc d').
Feutrier (M. le Baron).
Fréville (M. le Baron de).
Gazan (M. le Comte).
Halgan (M. le Vice-Amiral).
Istrie (M. le Duc d').
Jacob (M. le Vice-Amiral Comte).
La Grange (M. le Comte de).
La Moussaye (M. le Marquis de).
La Pinsonnière (M. le comte de).
Laplagne-Barris (M.).
La Roche-Aymon (M. le Comte de).
La Villegontier (M. le Comte de).
Mareuil (M. le Baron de).
Montébello (M. le Duc de).
Pelet (M. le Baron).
Pernety (M. le Vicomte).
Portal (M. le Baron).
Preissac (M. le Comte de).
Romiguières (M.).
Sainte-Hermine (M. le Comte de).
Séguir-Lamoignon (M. le Vicomte de).
Sérurier (M. le Comte).

TROISIEME BUREAU.

Béranger (M. le Comte).
Beugnot (M. le Comte Arthur).
Biron (M. le Marquis de).
Boisgelin (M. le Marquis de).
Brigode (M. le Baron de).
Broglie (M. le Duc de).
Cadore (M. le Duc de).
Caux (M. le Vicomte de).
Cayla (M. le Comte du).
Charbonnel (M. le Comte).
Cordoue (M. le Marquis de).
Courtavel (M. le Marquis de).
Darriule (M. le Baron).
Desroys (M. le Comte).
Durosnel (M. le Comte).
Fezensac (M. le Duc de).
Flavigny (M. le Vicomte de).
Fréteau de Pény (M. le Baron).
Gérard (M. le Maréchal Comte).
Lauriston (M. le Marquis de).
Maillard (M.).
Montalivet (M. le Comte de).
Montesquiou-Fezensac (M. le Comte de).
Montguyon (M. le Comte de).
Montmorency (M. le Duc de).
Moskova (M. le Prince de la).
Murat (M. le Comte de).
Odier (M.).
Pasquier (M. le Baron).
Passy (M.).
Périgord (M. le Duc de).
Pontécoulant (M. le Comte de).
Rumigny (M. le Marquis de).
Sabran (M. le Duc de).
Saint-Cricq (M. le Comte de).
Saint-Simon (M. le Marquis de).
Saulx-Tavannes (M. le Duc de).
Schonen (M. le Baron de).
Sébastieni (M. le Vicomte Tiburce).
Turenne (M. le Comte de).
Turgot (M. le Marquis).

QUATRIEME BUREAU.

Anthouard (M. le Comte d').
Astorg (M. le Comte d').
Beauvau (M. le Prince de).
Berthezène (M. le Baron).
Boissy-d'Anglas (M. le Comte).
Bourdeau (M.).
Breteuil (M. le Comte de).
Caffarelli (M. le Comte de).
Cholet (M. le Comte).
Coigny (M. le Duc de).
Decazes (M. le Duc).
Dubreton (M. le Baron).
Duperré (M. l'Amiral Baron).
Étienne (M.).
Gay-Lussac (M.).
Gouvion Saint-Cyr (M. le Marquis de).
Gramont-d'Aster (M. le Comte de).
Ham (M. le Comte de).
Heudelet (M. le Comte).
Jacquinot (M. le Baron).
Jaubert (M. le Chevalier).
Laplace (M. le Marquis de).
La Tour-Maubourg (M. le Comte de).
Ledru des Essarts (M. le Baron).
Lombard (M. le Baron).
Lusignan (M. le Marquis de).
Mackau (M. le Vice-Amiral Baron de).
Mortemart (M. le Duc de).
Nau de Champlouis (M. le Baron).
Oberlin (M. le Baron d').
Pelleport (M. le Vicomte).
Rouillé de Fontaine (M.).
Roy (M. le Comte).
Séguier (M. le Baron).
Ségur (M. le Comte Philippe de).
Siméon (M. le Comte).
Valée (M. le Maréchal Comte).
Vérac (M. le Marquis de).
Villemain (M.).
Wagram (M. le Prince de).
Zangiacomi (M. le Baron).

CINQUIEME BUREAU.

Aligre (M. le Marquis d').
 Ambrugeac (M. le Comte d').
 Aragon (M. le Marquis d').
 Aubusson de La Feuillade (M. le Comte d').
 Audiffret (M. le Marquis d').
 Aux (M. le Marquis d').
 Belbeuf (M. le Marquis de).
 Bourgoing (M. le Baron de).
 Boyer (M. le Président).
 Brissac (M. le Duc de).
 Cambis d'Orsan (M. le Marquis de).
 Chabrillan (M. le Marquis de).
 Chastellier (M. de).
 Dalmatie (M. le Maréchal Duc de).
 Dampierre (M. le Marquis de).
 Davillier (M. le Baron).
 Escayrac de Lanture (M. le Marquis d').
 Foy (M. le Comte).
 Gautier (M.).
 Girod, de l'Ain (M. le Baron).
 Gourgaud (M. le Baron).
 Harcourt (M. le Marquis d').
 Haussonville (M. le Comte d').
 Hédouville (M. le Comte d').
 Humblot-Conté (M.).
 Jaucourt (M. le Marquis de).
 La Rochefoucauld (M. le Duc de).
 Lemercier (M. le Comte).
 Malaret (M. le Baron de).
 Marchand (M. le Comte).
 Massa (M. le Duc de).
 Molitor (M. le Maréchal Comte).
 Portalis (M. le Comte).
 Richelieu (M. le Duc de).
 Rohault de Fleury (M. le Baron).
 Saint-Aignan (M. le Comte de).
 Alexis de Saint-Priest (M. le Comte).
 Tascher (M. le Comte de).
 Thénard (M. le Baron).
 Verhuell (M. le Vice-Amiral Comte).
 Villiers du Terrage (M. le Vicomte de).

SIXIÈME BUREAU.

Abancourt (M. le Vicomte d').
Argout (M. le Comte d').
Aubernon (M.).
Audenarde (M. le Comte d').
Barthe (M.).
Beaumont (M. le Comte de).
Bergeret (M. le Vice-Amiral).
Besson (M.).
Bresson (M. le Comte).
Chabot (M. le Vicomte de).
Chevandier (M.).
Colbert (M. le Comte de).
Compans (M. le Comte).
Corbineau (M. le Comte).
Delort (M. le Baron).
Dupin (M. le Baron Charles).
Dutailis (M. le Comte).
Duval (M. le Baron).
Emériau (M. le Vice-Amiral Comte).
Franck Carré (M.).
Greffulhe (M. le Comte de).
Grouchy (M. le Maréchal Marquis de).
Hanbersart (M. le Comte d').
Houdetot (M. le Comte de).
Jurien-Lagravière (M. le Vice-Amiral).
Mollien (M. le Comte).
Mortier (M. le Comte).
Nemours (M. le Duc de).
Pajol (M. le Comte).
Pange (M. le Marquis de).
Pelet de la Lozère (M. le Comte).
Plaisance (M. le Duc de).
Puységur (M. le Comte de).
Ricard (M. de).
Schramm (M. le Vicomte).
Ségur (M. le Comte de).
Sparre (M. le Comte de).
Teste (M.).
Vendeuvre (M. le Baron de).
Voirol (M. le Baron).
Willamez (M. le Vice-Amiral Comte).

SEPTIEME BUREAU.

Aramon (M. le Marquis d').
Atthalin (M. le Baron).
Aymard (M. le Baron).
Barthélemy (M. le Marquis de).
Bellemare (M. de).
Bondy (M. le Comte de).
Bondy (M. le Vicomte de).
Boullet (M. le Président).
Bourke (M. le Comte).
Cambacérès (M. de).
Chanaleilles (M. le Marquis de).
Crillon (M. le Marquis de).
Curial (M. le Comte).
Dupont-Delporte (M. le Baron).
Gabriac (M. le Marquis de).
Herwyn de Nevèle (M. le Comte).
Joinville (M. le Prince de).
Klein (M. le Comte).
La Force (M. le Duc de).
Laforest (M. le Comte de).
Lanjuinais (M. le Comte).
Lezay-Marnésia (M. le Comte de).
Mérilhou (M.).
Molé (M. le Comte).
Monthion (M. le Comte de).
Neigre (M. le Baron).
Noailles (M. le Duc de).
Noé (M. le Comte de).
Périer (M. Camille).
Petit (M. le Baron).
Rambuteau (M. le Comte de).
Reggio (M. le Maréchal Duc de).
Richebourg (M. le Comte de).
Rochambeau (M. le Marquis de).
Roguet (M. le Comte).
Rossi (M.).
Saint-Didier (M. le Baron de).
Saint-Priest (M. le Comte de).
Talaru (M. le Marquis de).
Teste (M. le Baron).
Vaudreuil (M. le Comte de).

ORGANISATION DES BUREAUX.

Par le résultat des élections faites dans chaque Bureau, les sept Bureaux se trouvent organisés de la manière suivante :

PREMIER BUREAU.

Président, M. le Marquis d'Andigné.
Vice-Président, M. le Vicomte Cavaignac.
Secrétaire, M. le Marquis de Boissy.
Vice-Secrétaire, M. le Vicomte Dubouchage.

DEUXIÈME BUREAU.

Président, M. le Vice-Amiral Halgan.
Vice-Président, M. le Baron de Fréville.
Secrétaire, M. le Duc d'Albuféra.
Vice-Secrétaire, M. le Prince d'Eckmuhl.

TROISIÈME BUREAU.

Président, M. Odier.
Vice-Président, M. le Comte de Saint-Cricq.
Secrétaire, M. le Comte de Flavigny.
Vice-Secrétaire, M. le Comte Beugnot.

QUATRIÈME BUREAU.

Président, M. le Comte Roy.
Vice-Président, M. le Comte Siméon.
Secrétaire, M. le Marquis de Laplace.
Vice-Secrétaire, M. le Baron Nau de Champlouis.

CINQUIÈME BUREAU.

Président, M. le Comte Marchand.
Vice-Président, M. le Baron Girod, de l'Ain.
Secrétaire, M. le Comte Foy.
Vice-Secrétaire, M. le Vicomte de Villiers du Terrage.

SIXIÈME BUREAU.

Président, M. le Duc de Nemours.
Vice-Président, M. le Comte de Colbert.
Secrétaire, M. le Comte de Beaumont.
Vice-Secrétaire, M. Franck Carré.

SEPTIÈME BUREAU.

Président, M. le Prince de Joinville.
Vice-Président, M. le Comte de Bondy.
Secrétaire, M. le Vicomte de Bondy.
Vice-Secrétaire, M. le Marquis de Barthélemy.

NOMINATION DU COMITÉ DES PÉTITIONS.

Les Membres nommés pour former ce Comité
sont :

Pour le 1^{er} Bureau, M. le Vicomte de Préval.

Pour le 2^e, M. le Comte Daru.

Pour le 3^e, M. le Comte de Murat.

Pour le 4^e, M. le Marquis de Laplace.

Pour le 5^e, M. le Comte de Tascher.

Pour le 6^e, M. le Baron de Vendeuvre.

Pour le 7^e, M. Camille Périer.

THE HISTORY OF THE

REIGN OF

CHARLES THE FIRST

BY

JOHN RICHARDSON

OF THE

UNIVERSITY OF

OXFORD

IN TWO VOLUMES

VOLUME THE FIRST

THE HISTORY OF THE

REIGN OF

CHARLES THE FIRST

BY

JOHN RICHARDSON

OF THE

UNIVERSITY OF

OXFORD

IN TWO VOLUMES

VOLUME THE FIRST

EXPRESSIONS

Nº 17.

—

1844.

I

l
d
d
t
n
p
a
n
n
e
d
n
c

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 8 mars 1844.

DÉVELOPPEMENTS

D'UNE proposition faite à la Chambre par MM. le comte BEUGNOT et le président BOULLET, relativement à la surveillance des condamnés.

MESSIEURS,

Je désire que la Chambre soit convaincue que les auteurs de la proposition qui est soumise à sa délibération n'en ont pas puisé la première pensée dans leurs études spéculatives sur les imperfections du Code pénal. Notre rôle est différent. Nous nous sommes décidés, mon honorable ami, M. le président Boulet, et moi, après un mûr examen, à nous rendre les organes des plaintes vives, unanimes, qui, chaque jour, sont exprimées par les magistrats, les administrateurs des départements et les citoyens, qui tous demandent que l'article 44 du Code pénal soit modifié, et l'administration mise en mesure de pourvoir d'une manière efficace à la sûreté des personnes et des propriétés.

Vous veillez avec une sollicitude constante sur

les grands intérêts politiques et moraux du pays, mais vous n'oubliez pas que le point de départ de ces intérêts est le maintien de la sécurité publique.

Peu de mots me suffiront pour vous faire connaître l'état de la législation, en ce qui se rapporte à la surveillance des condamnés libérés.

Ce genre de peine n'existait pas dans l'ancienne législation, et le Code pénal de 1791 n'en fait même aucune mention. Nous en devons l'introduction dans notre système répressif au décret du 19 ventôse an 13, qui établit que le condamné aux travaux forcés à temps sera tenu, à l'expiration de sa peine, d'indiquer le lieu où il veut demeurer, et que, dans ce lieu, il restera soumis à la surveillance des autorités.

Le décret du 17 juillet 1806 modifia et rendit plus rigoureuse cette surveillance; car il frappa d'interdiction certaines localités : la ville de Paris, d'autres cités populeuses, celles où existaient des bagnes et des maisons centrales de détention, et conféra en outre, au Ministre de la police, le droit d'indiquer à chaque libéré le lieu où il devait résider, et, de plus, celui de le déplacer à sa volonté.

Le Code pénal de 1810 changea encore cette législation et la rendit, sous un certain rapport, moins rigoureuse; mais, d'un autre côté, l'étendit à un plus grand nombre de condamnés, puisque la législation précédente, ainsi que je l'ai dit, n'astreignait à la surveillance que les condamnés aux travaux forcés à temps.

D'après l'article 44, les condamnés aux travaux forcés à temps, à la réclusion, au bannissement et au simple emprisonnement, en cas de récidive, étaient tenus, à l'expiration de leur peine, de fournir un cautionnement de bonne conduite. A l'aide de ce cautionnement, ils se trouvaient affranchis de toute surveillance; mais s'ils étaient hors d'état de le fournir, ils demeuraient à la disposition du Gouvernement, qui pouvait leur ordonner de résider dans un lieu déterminé, ou les éloigner de certaines localités.

Cette disposition de loi fut appliquée, soit dans les dernières années de l'Empire, soit sous la Restauration, sans donner lieu à des réclamations très-vives. Cependant, vers la fin de la Restauration et au commencement du régime actuel, elle fut signalée par quelques publicistes comme empreinte d'une trop grande rigueur; et lorsque le Gouvernement, voulant introduire dans notre Code criminel les modifications que déjà l'opinion publique avait sanctionnées, s'adressa aux cours royales, pour s'éclairer de leurs lumières, un grand nombre de ces cours signalèrent l'article 44 comme un de ceux qui réclamaient la plus prompte réforme. Leurs motifs se fondaient sur ce que cet article était d'une rigueur excessive, et le plus souvent inefficace.

Je ne rappellerai pas ces critiques en détail. Je me contenterai d'en présenter à la Chambre un simple résumé.

Les cours royales disaient en premier lieu : L'article 44 du Code pénal, en permettant au libéré

de s'affranchir de toute surveillance au moyen du dépôt d'un cautionnement, établit, entre les condamnés, une distinction injuste, et fait dépendre l'existence d'une mesure réclamée par l'ordre public de la possibilité de fournir une somme naturellement très-faible, puisqu'elle doit toujours être calculée sur les moyens pécuniaires du condamné. (Effectivement la jurisprudence l'avait fixée à 100 ou 150 fr.) Ou cette surveillance est nécessaire, ou elle ne l'est pas. Si elle est nécessaire, maintenez-la dans tous les cas; si elle ne l'est pas, supprimez l'article 44 du Code pénal.

Les objections contre la mise à la disposition du Gouvernement n'étaient pas moins fortes.

Quelle est donc, disait-on, cette peine nouvelle introduite dans nos codes? Quoi! parce qu'un libéré est hors d'état de déposer un cautionnement, il demeurera à la disposition du Gouvernement, qui peut, ainsi qu'on le déclara au corps législatif lorsque le Code pénal y fut présenté, le retenir en prison pendant un temps indéfini! N'est-ce pas là une peine arbitraire, illimitée, sans précédent dans notre législation, et qu'il faut faire disparaître au plus tôt du Code pénal?

La troisième objection s'adressait à la surveillance même, et c'est celle qui a réussi à faire modifier l'article 44.

On disait: La société ne doit pas retirer à un condamné les moyens de travailler, de s'améliorer, de commencer une vie nouvelle et meilleure. Or, qui mieux que lui peut savoir où il lui sera donné de trouver du travail, un emploi honnête de ses

facultés? Laissez-le donc choisir sa résidence; lui seul peut être, en pareil cas, juge de son véritable intérêt.

On rappelait la répulsion que fait naître autour de lui un condamné libéré, et l'on disait : Si vous forcez ce libéré, par des formalités minutieuses et gênantes, à se présenter à des jours et à des heures déterminés devant le magistrat ou devant l'officier de la gendarmerie, vous le mettez dans l'impossibilité d'effacer la tache imprimée sur son front, vous l'empêchez de redevenir un honnête homme, car l'aversion qu'il inspire, dès que sa condamnation est connue, devient pour lui un obstacle insurmontable. Que le Gouvernement ait les yeux sur lui, mais que seul il connaisse son secret.

Je viens de reproduire devant vous, Messieurs, je crois avec exactitude, mais certainement avec une grande sincérité, les objections qui furent dirigées à cette époque contre l'article 44. Cet article a été modifié, dans le sens que j'ai indiqué, par l'article 30 de la loi du 28 avril 1832; aujourd'hui, un condamné doit, après l'expiration de sa peine, désigner à l'administration le lieu où il veut résider. Il se rend dans cet endroit muni d'une feuille de route; quand il y est arrivé, il se présente devant le maire de la commune, qui est chargé d'exercer sur lui une sorte de surveillance secrète. S'il lui plaît de changer de résidence, la liberté lui en est accordée. Il doit seulement signifier trois jours à l'avance, au maire du lieu où il demeure, son désir d'abandonner sa résidence, et se présenter dans les vingt-quatre heures, devant le

maire de la nouvelle commune qu'il veut habiter. La liberté entière de changer de résidence lui est accordée, et il en peut user aussi souvent qu'il lui convient de le faire, sous la seule condition de l'accomplissement des formalités très-simples que j'ai rapportées.

Ajoutons toutefois que le Gouvernement conserve le droit d'interdire certains lieux, certaines villes, au séjour des libérés. Cette disposition n'est autre que celle du décret du 17 juillet 1806, dont je parlais tout à l'heure, et en vertu duquel existent, à l'égard des condamnés, des interdictions de séjour générales et des interdictions spéciales. Les interdictions générales sont, comme je le disais, toutes les villes où il serait dangereux de laisser une entière liberté de séjour aux libérés. Les interdictions spéciales consistent dans la défense faite à chaque libéré de paraître dans le lieu où a été commis le crime dont il porte la peine.

En dehors de ces interdictions, le libéré jouit d'une complète liberté de choisir sa résidence, aussi bien que d'en changer.

Messieurs, cette législation introduisait dans l'état des condamnés libérés des changements favorables; la jurisprudence a encore accru les faveurs qui leur étaient accordées.

Ainsi, il a été déclaré par les jurisconsultes, et je crois même par des tribunaux, que l'administration n'avait pas le droit d'étendre au delà des limites qui avaient été déterminées par le décret de 1806, le cercle d'interdiction de séjour dont étaient frappés les condamnés; que, par exemple,

sur 86 départements, on n'en pourrait pas interdire aux libérés 85 ou 84, de manière à restreindre leur choix et à rétablir, d'une manière indirecte, l'ancien mode de surveillance. Cela était naturel et légal.

D'un autre côté, on a été plus loin; une interprétation, sortie du sein de cette Chambre, lors de la discussion de la loi de 1832, a indiqué aux tribunaux qu'ils ne devaient pas regarder comme étant en rupture de ban, le libéré qui s'absentait pendant trois jours seulement du lieu qu'il avait choisi pour lieu de résidence.

Le rapporteur de cette loi devant la Chambre des Pairs, s'exprimait en ces termes :

« L'article 44 ne veut pas dire que les condamnés ne pourront aller d'une commune dans une autre pour chercher du travail. Ces excursions, qui peuvent durer deux ou trois jours, ne constituent pas un changement de résidence. »

Rien de plus juste et de plus naturel que cet adoucissement à une loi en elle-même rigoureuse.

Eh bien, Messieurs, savez-vous ce qui est arrivé? Je vais avoir l'honneur de vous le dire; mais je ne veux citer qu'un seul fait entre tant d'autres qui s'offrent à ma mémoire.

La ville de Rouen, ville manufacturière, industrielle, ville située à cette époque à trente-cinq lieues de Paris, et où il était naturel de penser que les libérés trouveraient de nombreux moyens d'existence, n'a pas été frappée d'interdiction. Aussi est-elle devenue, pour ainsi dire, leur quar-

tier-général; cette ville en est infestée. Dès que l'on a déclaré que l'absence de trois jours ne constituerait pas une rupture de ban, il en est résulté, grâce au progrès des voies de communication, qu'un libéré en résidence à Rouen peut venir passer deux jours à Paris, et retourner ensuite à Rouen avant l'expiration des trois jours, sans que la police de cette dernière ville, qui ne sait que trop bien dans quelle intention coupable il s'est déplacé, puisse l'accuser d'avoir rompu son ban. Il a pu exécuter à Paris ses desseins criminels et rentrer à Rouen, emportant avec lui les preuves et les produits de son méfait, sans être exposé, malgré une rupture de ban effective, à aucune poursuite.

Cette seule observation suffit pour montrer avec quel soin les lois criminelles doivent être rédigées, et combien peu il faut s'effrayer de la pensée de les retoucher quand la société, quand les mœurs, qui changent si promptement, viennent à déjouer les sages prévisions du législateur.

Je pourrais citer encore beaucoup d'autres faits analogues à celui que je viens de vous faire observer, et vous verriez que l'article 44 du Code pénal, tel qu'il a été modifié en 1832, ne cesse de produire des effets dangereux et que personne n'avait prévus.

Mais avant de nous décider à la démarche que nous faisons en ce moment devant vous, nous nous sommes livrés, mon honorable collègue et moi, en quelque sorte à une enquête officieuse. Nous avons interrogé des préfets, des procureurs du

Roi, des juges d'instruction, des officiers de gendarmerie; nous avons toujours obtenu d'eux la même réponse, à savoir qu'aujourd'hui la surveillance des condamnés libérés n'existait véritablement plus; que, si le législateur avait eu l'intention de la supprimer indirectement, il avait agi d'une manière conforme à ses desseins, mais que s'il avait cru nécessaire de conserver une surveillance quelconque, ses vues avaient été complètement trahies par ses actes.

De ces réponses si concordantes, si dignes de foi, nous ne voulions cependant pas conclure que le mal fût universel, nous répugnions à admettre une semblable conséquence et nous poursuivions soigneusement notre examen, lorsque, en 1842, s'est révélé un fait notable et bien digne d'attention. Ce fait a porté au comble notre conviction, et nous a décidés à saisir la Chambre de notre proposition.

En 1842, M. le Ministre de l'intérieur consulta les conseils généraux des départements sur la question de savoir s'il était bon et opportun d'établir, dans les départements, des sociétés de patronage en faveur des libérés adultes. Vingt-sept conseils généraux répondirent à cette question; les autres gardèrent le silence, ou s'excusèrent sur le peu de temps qu'ils avaient eu pour étudier une telle matière. Des vingt-sept conseils généraux qui répondirent, vingt-quatre le firent d'une manière si uniforme, qu'on dirait qu'ils s'étaient concertés, et cependant ils représentaient des départements disséminés sur toute la surface de la France, et n'ayant avec les autres que des rela-

tions éloignées ; ils répondirent : Oui , vos intentions sont bonnes , philanthropiques , et nous les approuvons ; mais là n'est pas le remède dont nous avons besoin ; il est dans la modification immédiate de l'article 44 du Code pénal. Changez au plus tôt cet article , rendez au pouvoir les moyens d'arrêter les désordres qui résultent de l'état actuel des choses , et dont toutes nos communes se plaignent , et ensuite , quand les débordements que nous signalons auront été comprimés , alors nous invoquerons la réalisation de vos bonnes intentions , le concours de la charité , l'appui de tous les honnêtes gens , et nous arriverons , en commun , au but que nous poursuivons , celui de rendre la classe des libérés sans danger pour la société. Tel fut le sens de leurs réponses.

Je n'ai pas la pensée de faire passer sous les yeux de la Chambre les délibérations de ces conseils généraux ; mais il m'est impossible de ne pas lui demander la permission d'en citer quatre ou cinq , prises au hasard entre toutes les autres.

Le conseil général de l'Allier s'exprimait en ces termes :

« Le mode d'exécution , par l'administration , des dispositions de l'article 44 du Code pénal , modifié par la loi de 1832 , a été un des principaux obstacles au placement des condamnés libérés et à la réalisation des avantages que s'était proposés le législateur. Il en résulte qu'il est très-difficile aux libérés de trouver une place , et la liberté trop grande dont ils jouissent depuis dix ans est un dan-

ger de plus pour la société. Tous les bons esprits sont d'accord sur la nécessité de pourvoir à l'imprévoyance de la législation actuelle. »

Côte-d'Or. « Le conseil croit devoir signaler au Gouvernement une cause qui contribue à favoriser l'esprit de vagabondage dans lequel sont constamment maintenus les libérés. Cette cause provient du changement apporté aux dispositions de l'article 44 du Code pénal et de la faculté indéfinie accordée aux libérés de choisir une nouvelle résidence, en prévenant seulement trois jours à l'avance l'autorité chargée de leur surveillance. La plupart des condamnés, profitant de ces dispositions, sont en état continu de vagabondage, qu'on pourrait appeler légal, puisqu'ils sont porteurs de passeports réguliers. Le conseil pense que si, au lieu de changer les dispositions de l'ancien article 44 du Code pénal, on s'était borné à la levée facultative de la surveillance dans certaines circonstances et sous certaines conditions, on aurait évité une partie des inconvénients dont on se plaint. »

Gard. « Les modifications apportées à la surveillance par la loi du 28 avril 1832 ne rendent pas le placement des libérés plus facile; dans les petits centres de population surtout, ils ont beaucoup de difficulté à se procurer du travail. Cette liberté plus grande, dont ils jouissent depuis dix ans, fait qu'ils échappent continuellement à la surveillance. »

Pas-de-Calais. « Les modifications apportées à la surveillance de la haute police par la loi du 28 avril 1832 sont une grande calamité; elles achèvent de vicier les libérés, en leur facilitant ces déplacements de tous les jours, effectués le plus souvent aux frais du Trésor. »

Seine. « Les modifications apportées à la surveillance de la haute police par la loi du 28 avril 1832, n'ont pas produit les avantages qu'on s'en était promis. Si le lieu de la résidence était choisi par le Gouvernement, il en résulterait pour le condamné l'obligation de se créer des ressources sur le point où il lui faudrait demeurer, et pour les autorités locales le devoir de le conserver. La liberté dont jouissent actuellement les libérés est un danger pour la société, car les raisons qui les déterminent dans le choix du lieu de leur séjour sont précisément celles qui devraient le leur faire interdire. En effet, ils sont presque toujours guidés par des motifs de vengeances particulières, par l'espoir de se livrer à de nouveaux excès, et par le désir de se soustraire à la surveillance qui pèse sur eux. »

Je termine enfin par la lecture du vœu exprimé par le conseil général de l'Yonne, dont la précision est digne de remarque : « Il est de la plus haute importance que les articles du Code pénal relatifs à la surveillance soient très-promptement révisés. »

Que résulte-t-il, Messieurs, de ces vœux présentés par les conseils généraux? Deux vérités éga-

lement curieuses à constater : la première, que les libérés, en sortant des bagnes, des maisons centrales ou des prisons départementales, sont plus vicieux, ou au moins aussi vicieux que lorsqu'ils y étaient entrés, et que, par conséquent, ils n'éprouvent aucun besoin de travailler; que dès lors tous les efforts qu'on a faits, en supposant que ces hommes rentreraient dans la société avec des dispositions bonnes ou passables, l'ont été en pure perte; la seconde, que la faculté dont ils jouissent de pouvoir changer continuellement de domicile les entraîne, en quelque sorte malgré eux, à un vagabondage continu, d'où résulterait leur corruption complète, si déjà elle n'existait pas.

Reconnaissons donc que, dans l'intérêt même des libérés, il faudrait changer la loi. Les personnes qui considèrent cette classe malheureusement si nombreuse de la société avec pitié, avec commisération, et je dirai même avec intérêt, doivent appuyer la mesure que nous proposons, car son objet est de faire entrer les libérés dans la seule voie où ils puissent s'améliorer et trouver encore du repos et du bonheur.

Or, sachez-le bien, pour qu'ils entrent dans cette voie il faut que le Gouvernement ait le pouvoir de les y contraindre. On ne doit pas se faire illusion, Messieurs : la classe des libérés est aujourd'hui beaucoup trop corrompue pour que les moyens de persuasion puissent être de quelque efficacité sur elle. Il faut que le Gouvernement soit armé d'une manière suffisante contre ceux des repris de justice qui sont décidés à persévérer dans leurs déplorables dis-

positions. Quant aux autres, quant à ceux qui n'ont pas rompu pour toujours avec l'honnêteté, notre proposition n'empêchera jamais le Gouvernement de leur prêter appui et secours.

Les raisons que je viens de présenter me paraissent concluantes ; cependant je comprends qu'elles ne doivent pas vous suffire. Modifier un article du Code pénal est chose délicate, grave, et dont l'urgente nécessité doit être mise à l'abri de toute incertitude. Je consens donc à ne tenir aucun compte des vœux des conseils généraux, ni des inductions que j'en ai tirées, et je vais faire appel à un genre de preuve différent.

Vous comprenez, Messieurs, qu'en pareille matière un témoignage, dont l'autorité ne peut être contestée par personne, est celui qui résulte des récidives. Tout notre système de surveillance a pour but de rendre les libérés meilleurs. Si nous voyons le nombre des récidives en matière criminelle augmenter, nous devons penser que l'effet de la loi est mauvais. Si, au contraire, nous le voyons diminuer, nous en concluons qu'il faut conserver l'art. 44 du Code pénal, parce qu'il atteint véritablement son but. Je remets donc la décision de cette question à l'examen de l'état des récidives, et je consens à ne plus invoquer aucun autre élément de conviction. Eh bien, j'ai fait quelques recherches très-faciles dans les documents sur l'administration de la justice criminelle en France, que publie chaque année M. le Garde des sceaux, et voici ce que j'y ai trouvé :

De 1830 à 1832, et même quelques années au-

paravant, la proportion des *récidivistes*, qu'on me passe cette expression, était de 18 à 49 pour 100 du nombre total des accusés traduits devant les cours d'assises.

La loi de 1832 est rendue, et l'article 44 modifié. Vous savez, Messieurs, que les lois criminelles ne produisent pas leur effet instantanément; il faut toujours un certain temps pour que leur influence sur les mœurs commence à devenir sensible.

Ainsi, jusqu'en 1835, nous ne voyons pas augmenter la proportion; mais, en 1836, l'effet de la loi apparaît visiblement; la proportion s'élève à 24 pour 100.

En 1837, elle est encore de 24 pour 100.

En 1838, de 25 pour 100.

En 1839, d'un peu plus de 25 pour 100.

En 1840, de 26 pour 100.

En 1841, de 27 pour 100.

Vous voyez la proportion monter graduellement d'année en année. Je ne crois pas, Messieurs, qu'on puisse fournir une preuve plus forte, plus claire du funeste effet de l'article 44.

Je sais que quelques publicistes fort respectables et animés des plus purs sentiments, ont contesté l'authenticité de ces chiffres; j'ignore sur quelle base ils ont assis leurs raisonnements; mais, pour moi, dans une matière aussi grave, je suis peu disposé à user du droit que l'on s'arroge si souvent de violenter les chiffres pour leur faire dire le contraire de ce qu'ils présentent, et j'accepte avec la plus entière confiance les documents publiés par le

Gouvernement, parce que personne ne peut aussi bien que lui connaître la vérité sur ce point.

Tout nous montre, Messieurs, qu'on a commencé par où l'on devait finir; que les adoucissements apportés à la surveillance auraient dû être précédés par une réforme profonde dans le système pénitentiaire.

Quand les libérés sortiront du bagne et des prisons avec des dispositions au travail et le goût d'une vie sage et régulière, alors l'article 44 sera inutile, inapplicable, et nous serons empressés à solliciter l'abolition complète de la surveillance. Mais aujourd'hui nous sommes encore bien éloignés du moment où nous n'aurons à prendre, à l'égard des libérés, que des mesures de douceur et de mansuétude.

Le projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à votre prise en considération n'impose pas au Gouvernement, veuillez le remarquer, l'obligation de sévir avec rigueur; il lui donne un droit, une faculté, pas autre chose. Le Gouvernement en usera avec modération, avec sagesse, et sous sa responsabilité. Quand il trouvera des libérés disposés au travail, à la bonne conduite, il leur laissera choisir librement le lieu de leur habitation, il leur permettra de changer de résidence, selon leurs besoins et leurs intérêts. Mais quand au contraire il leur verra des dispositions redoutables, dangereuses, hostiles contre la société, l'article que nous vous proposons d'adopter lui fournira les moyens de mettre une digue à des désordres ou à des forfaits qui, de nos jours,

viennent trop souvent épouvanter les honnêtes gens.

Je devrais terminer ici les développements de notre proposition ; mais afin de simplifier et d'abrégier la discussion , je demande à la Chambre la permission d'aller au-devant de quelques objections , et d'y répondre par avance.

On a dit : Un grand nombre de libérés sont voués à des métiers qui ne peuvent s'exercer que dans certaines localités. En les privant de la faculté de résider dans ces lieux, vous leur ôtez tout moyen d'existence.

L'administration sait très-bien faire la part des circonstances particulières. Elle ne refusera certes pas à un libéré qui ne peut travailler que dans un seul endroit la faculté d'y résider. Le séjour de Paris est interdit aux libérés ; cependant nous voyons qu'aujourd'hui, 1783 d'entre eux sont autorisés à y résider, parce que ces libérés ne pourraient véritablement pas exercer leur profession ailleurs qu'à Paris. Ce que l'administration fait avec mesure et sagesse en ce moment, elle le fera aussi bien quand l'article 44 aura été révisé dans le sens que nous indiquons.

Mais, dit-on encore, le mystère est nécessaire aux libérés ; vous ne pouvez pas les forcer à publier continuellement la peine qu'ils ont subie ; laissez-les donc dissimuler leurs fautes antérieures ; ils seront moins enclins à en commettre de nouvelles.

Sans doute le mystère est justice pour ceux des libérés qui sont animés de bons sentiments, et

dont le repentir est sincère, mais il ne faut pas croire qu'il soit pour tous un principe d'amélioration ; car depuis douze ans ils jouissent de cette faveur ; depuis douze ans , ils peuvent , sans nul obstacle, dissimuler leur passé à leurs concitoyens. Cependant, sont-ils meilleurs ? non , chacun en convient ; de l'aveu de tous les magistrats, de tous les administrateurs, jamais ils n'ont été plus ennemis de tout travail régulier, plus endurcis au crime, plus redoutables qu'aujourd'hui. Il ne faut donc pas croire que le mystère soit toujours, et pour tous les libérés, un moyen d'amélioration. Telle est aujourd'hui leur situation morale qu'ils ne le réclament même plus.

Je prévois une objection d'un ordre différent.

Ne devrait-on pas accompagner les mesures répressives que nous demandons de quelques dispositions plus douces, plus indulgentes, qui auraient pour résultat de fournir aux libérés, alors qu'on les soumettrait à une surveillance rigoureuse, des moyens assurés de travail, des moyens, par conséquent, de devenir meilleurs ?

Ceci, Messieurs, est une autre question. Oui sans doute, il faudra un jour se livrer à cette œuvre difficile et méritoire, et notre faible coopération ne manquera pas à son accomplissement ; mais qu'on sache bien que, dans tous les cas, et quel que soit le système de philanthropie que l'on adopte en faveur de la classe des libérés, le point de départ de toute entreprise de ce genre sera le droit donné au Gouvernement de contraindre, dans les cas où l'indulgence serait inefficace.

On a reproché souvent à notre Code pénal de trop prodiguer la surveillance. Je ne crois pas cette critique fondée. Le Code pénal de 1810 établit deux genres de surveillance : l'une temporaire, l'autre à vie. Celle qui est à vie est en même temps obligatoire pour les tribunaux ; celle qui est temporaire reste le plus souvent facultative. Si vous vouliez jeter les yeux sur le Code pénal, vous seriez promptement convaincus que les différents crimes et délits sont classés, suivant leur nature et leur importance, dans l'une ou dans l'autre de ces deux catégories. Par conséquent il n'y a point d'injustice ni de rigueur inutile dans cette loi, trop sévèrement jugée à notre avis. Sans doute ce Code prononce la mise en surveillance contre des condamnés qui n'ont subi qu'un simple emprisonnement. Mais ce surcroît de peine, qui reste toujours facultatif, ne peut être prononcé que quand il y a récidive, sauf quelques cas exceptionnels, par cette raison que les délits répétés conduisent au crime. Mais en supposant que le Code soit prodigue de la surveillance, nous répondrons que l'article de loi que nous avons l'honneur de proposer à la Chambre, n'impose pas au Gouvernement l'obligation d'user de son droit dans toute son étendue ; il pourra toujours le restreindre autant qu'il le croira nécessaire. Nous posons un maximum de pouvoir, pas autre chose.

Il nous reste une dernière question à examiner, qui est celle de l'opportunité de notre proposition.

Est-il convenable, lorsque le Gouvernement

s'occupe de l'amélioration du système pénitentiaire, et que déjà un projet de loi a été présenté à la Chambre des Députés, de s'occuper accidentellement de la surveillance des libérés? Ne serait-il pas plus naturel d'attendre le moment où le pouvoir législatif délibérera sur tout ce qui a rapport à ce grave sujet? Je prie la Chambre de remarquer que la loi présentée à la Chambre des Députés, l'année dernière, ne contient et ne pouvait contenir aucune disposition relative à la surveillance des libérés, par la raison toute simple que cette loi a pour objet d'améliorer l'état des prisons et non l'état de ceux qui en sont sortis.

Mais lors même que nous pourrions nous flatter que la réforme du système pénitentiaire améliorera promptement l'état moral des libérés, est-il permis d'indiquer seulement l'époque où nous commencerons à sentir les heureux effets de cette amélioration? Messieurs, il faut pourvoir immédiatement à un désordre actuel, flagrant, dont tout le monde se plaint, et qui ne peut pas se prolonger davantage; quand, plus tard, le système pénitentiaire aura produit ses bienfaits, nous saurons pourvoir à ce que les circonstances réclameront.

Il y aura sans doute encore d'autres objections contre notre proposition. Je les appelle avec empressement; je les recevrai avec déférence. Mais il faudra que ces objections soient bien fortes, bien puissantes, pour qu'elles nous donnent la conviction que nous ne proposons pas une chose utile, une chose sage, une chose qui sera accueillie avec reconnaissance par tous les bons citoyens.

PROPOSITION.

L'article 44 du Code pénal sera modifié ainsi qu'il suit :

« L'effet du renvoi sous la surveillance de la haute police sera de donner au Gouvernement le droit de déterminer le lieu où le condamné devra résider après l'expiration de sa peine, ainsi que les formalités propres à constater sa présence continue dans ce lieu.

« Au moment de sa libération, il recevra une feuille de route réglant l'itinéraire dont il ne pourra s'écarter, et la durée de son séjour dans chaque lieu de passage.

« Il sera tenu de se présenter, dans les vingt-quatre heures de son arrivée, devant le maire de la commune. »

PROPOSITION

Il est évident que la nature est une machine
qui agit par des lois fixes et constantes
et que l'homme ne peut que se conformer à ces lois
pour parvenir à la perfection de son être.
C'est pourquoi il est nécessaire de connaître
ces lois et de s'y conformer.
C'est le but de la philosophie.
C'est le but de la science.
C'est le but de l'art.
C'est le but de la morale.
C'est le but de la politique.
C'est le but de la religion.
C'est le but de la vie.

missions
N° 18.
—
1844.

Fa
ser
rie
tic
et
in
fic
han
le
Vi

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 11 mars 1844.

RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. le Vicomte DE VILLIERS DU TERRAGE, au nom d'une commission spéciale* chargée de l'examen du Projet de loi qui accorde, à titre de récompense nationale, une pension de 3 000 fr. à la fille du Maréchal comte d'Erlon, et qui ouvre un crédit spécial pour les funérailles du Maréchal.

MESSIEURS,

Vous êtes appelés à récompenser de glorieux services, à déposer sur la tombe d'un illustre guerrier un hommage mérité de la reconnaissance nationale, et à signaler à la morale publique un pieux et rare exercice des vertus filiales, soutenu avec un infatigable dévouement, soutenu avec un sacrifice entier de soi-même, jusqu'au dernier terme.

Un projet de loi vous est soumis. Il vous est

* Cette commission était composée de MM. DE CAMBACÉRÈS, le baron GOURGAUD, le comte HEUDELET, le prince DE LA MOSKOWA, le vicomte DE PRÉVAL, le Maréchal comte VALÉE, le vicomte DE VILLIERS DU TERRAGE.

proposé d'accorder à la fille de M. le Maréchal Drouet, comte d'Erlon, une pension de 3 000 fr., et d'ouvrir un crédit spécial de 15 000 fr. pour subvenir aux frais des funérailles de l'un des premiers généraux de nos armées.

Mort à la suite d'une longue carrière pleine de désintéressement, mort à la suite de nombreux malheurs, supportés avec dignité, M. le comte d'Erlon n'a laissé d'autre héritage à ses enfants que son nom, et que la réputation de sa haute intégrité.

De tels hommages, Messieurs, honorent encore plus la nation qui les décerne que le citoyen auquel un peuple les accorde.

Messieurs, au milieu d'une Chambre qui compte dans son sein tant de nobles frères d'armes de M. le comte d'Erlon, j'abuserais de votre temps, je ferais injure à vos souvenirs si je rappelais toutes les actions dans lesquelles, pendant de si nombreuses campagnes, ce Maréchal a eu lieu de déployer la valeur d'un soldat, les talents d'un grand capitaine.

En retraçant le sanglant et glorieux chemin qu'a parcouru M. le comte d'Erlon pour s'élever à une haute renommée, je répéterai seulement, Messieurs, que depuis le moment où la France a pris les armes, jusqu'aux jours néfastes où elle a cessé de combattre, il n'a presque pas été sur la Sambre et sur la Moselle, sur la Saale et sur le Rhin, en Hanovre, en Bavière, à Austerlitz, à Dantzick, à Lubeck, à Friedland, il n'a presque pas été, dis-je, un siège ou un champ de bataille

où, de simple soldat devenu général, ce Maréchal n'ait conduit nos troupes à la victoire; je rappellerai qu'il la disputait sans désavantage, en Espagne, à des ennemis devenus trop nombreux, et qu'au moment où la fortune abandonnait nos aigles, supérieur à son inconstance, et toujours égal à lui-même, il combattait jusqu'au dernier jour pour l'honneur du pays. Je n'omettrai pas de dire que, dans un âge avancé, il portait à notre armée d'Afrique les fécondes leçons de son exemple, et que, par son esprit conciliant, il affermissait la paix publique dans les provinces du royaume confiées à son commandement.

Mais à quoi bon, Messieurs, refaire notre histoire, quand, dans le brillant exposé que vous a présenté M. le Maréchal Président du conseil, sont consignées, et empreintes d'un sceau si glorieux, les lettres de noblesse de la famille d'Erlon?

Avec moins de bonheur, Messieurs, le texte des dispositions de ce projet de loi nous a paru traduire le généreux sentiment sous l'impression duquel ce projet a pris naissance.

« Une récompense nationale, dit l'article 1^{er},
« est accordée à mademoiselle d'Erlon. »

Cette rédaction est-elle bien ce qu'elle devrait être? L'ordre rationnel des idées est-il suivi bien méthodiquement? Est-ce bien à mademoiselle d'Erlon qu'une récompense nationale peut être décernée? Ne serait-il pas plus correct, plus logique d'écrire : « En considération des services rendus à l'État par M. le Maréchal Drouet, comte

« d'Erlon, une pension annuelle et viagère est
« accordée à mademoiselle d'Erlon ? »

Ce n'est pas sans regret, Messieurs, que votre commission vous propose un amendement de pure forme qui, en rectifiant une erreur de fait incontestable, en vous replaçant dans le vrai, apporterait un léger retard à l'adoption définitive de ce projet de loi; et pourtant, Messieurs, ce regret n'est pas le plus vif qu'un sentiment unanime nous ait fait éprouver.

Quand le fils de M. le comte d'Erlon, héritier du nom et de l'épée de son père, suit ses traces glorieuses et marche vers l'avenir, la question ne reste-t-elle pas entière pour mademoiselle sa sœur? La sympathie, que tous les enfants, que tous les pères accordent au dévouement filial de mademoiselle d'Erlon, sera-t-elle satisfaite par cette modique pension de 3 000 francs qui lui est accordée? A-t-elle, comme son frère, les ressources d'une carrière? Quelle espérance lui est permise encore alors qu'elle a perdu ce père, ce seul compagnon de sa vie, aux malheurs, à l'exil, aux infirmités duquel elle avait dévoué toute son existence?

Veuve d'un Maréchal, et n'a-t-elle pas été la seule consolatrice, l'unique soutien de celui que l'armée vient de perdre, mademoiselle d'Erlon eût obtenu une pension de 6 000 fr.

Orpheline d'un Maréchal, et, dans l'état de délaissement où elle se trouve, n'est-elle pas plus qu'orpheline en effet, elle eût obtenu une pension d'une égale importance.

Mademoiselle d'Erlon sera-t-elle condamnée à

souffrir, et du nombre des années qu'elle a si pieusement parcourues, et de son isolement, si pareil à un veuvage, et de la constance si longtemps prolongée de ses soins ?

Telles étaient, Messieurs, les pénibles pensées que nous échangeons tristement entre nous au sein de votre commission. Permettez-nous de vous les répéter, à vous les collègues, les frères d'armes, les amis de M. le Maréchal d'Erlon, ne fût-ce que pour offrir quelques consolations à une famille dont le nom est inscrit désormais dans les annales de la gloire française, d'une manière plus durable qu'il ne l'est sur l'arc de triomphe érigé en l'honneur de nos armées.

Votre commission, Messieurs, en vous soumettant ces réflexions, espère que vous n'apprécierez pas moins les motifs qui les lui ont inspirées, que la réserve dans laquelle elle a cru devoir se tenir. Elle a, en conséquence, l'honneur de vous proposer la modification suivante au texte de l'article premier, et d'adopter le surplus de ce projet de loi.

ARTICLE PREMIER. (*Amendé.*)

« En considération des services rendus à l'État par M. le Maréchal Drouet, comte d'Erlon, décédé à Paris le 25 janvier 1844, il est accordé à sa fille, mademoiselle Anne-Marie-Louise Drouet d'Erlon, une pension annuelle et viagère de 3 000 fr. »

CHAPITRE PREMIER

Le premier chapitre de ce livre est consacré à l'exposition des principes généraux de la philosophie. L'auteur expose d'abord les notions de vérité et de fausseté, et examine les différents degrés de la connaissance humaine. Il traite ensuite de la méthode philosophique, et expose les règles qui doivent guider l'esprit dans sa recherche de la vérité. Enfin, il termine ce chapitre par une réflexion sur l'importance de la philosophie pour la vie humaine.

19.
1844.

Ave
Lo
A
M
de
des
pré
par
men
con
tion
les

T
en
fess

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 20 mars 1844.

PROJET DE LOI
SUR LES PATENTES;

Avec l'Exposé des motifs par le Ministre des finances.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi dont la teneur suit, adopté par la Chambre des Députés dans sa séance du 14 mars 1844, sera présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs par notre Ministre secrétaire d'État au département des finances, et par M. de Maisonneuve, conseiller d'État, directeur-général des contributions directes, que nous chargeons d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

ARTICLE PREMIER.

Tout individu, Français ou étranger, qui exerce en France un commerce, une industrie, une profession non compris dans les exceptions détermi-

(2)
nées par la présente loi, est assujetti à la contribution des patentes.

ART. 2.

La contribution des patentes se compose d'un droit fixe et d'un droit proportionnel.

ART. 3.

Le droit fixe est réglé conformément aux tableaux A, B, C annexés à la présente loi.

Il est établi :

Eu égard à la population et d'après un tarif général, pour les industries et professions énumérées dans le tableau A ;

Eu égard à la population et d'après un tarif exceptionnel, pour les industries et professions portées dans le tableau B ;

Sans égard à la population pour celles qui font l'objet du tableau C.

ART. 4.

Les commerces, industries et professions non dénommés dans ces tableaux n'en sont pas moins assujettis à la patente. Le droit fixe auquel ils doivent être soumis est réglé d'après l'analogie des opérations ou des objets de commerce, par un arrêté spécial du préfet rendu sur la proposition du directeur des contributions directes, et après avoir pris l'avis du maire.

Tous les cinq ans des tableaux additionnels contenant la nomenclature des commerces, industries et professions classés par voie d'assimilation, de-

puis trois années au moins, seront soumis à la sanction législative.

ART. 5.

Pour les professions dont le droit fixe varie en raison de la population du lieu où elles sont exercées, les tarifs seront appliqués d'après la population qui aura été déterminée par la dernière ordonnance de dénombrement.

Néanmoins, lorsque ce dénombrement fera passer une commune dans une catégorie supérieure à celle dont elle faisait précédemment partie, l'augmentation du droit fixe ne sera appliquée que pour moitié pendant les cinq premières années.

ART. 6.

Dans les communes dont la population totale est de 5 000 âmes et au-dessus, les patentables exerçant dans la banlieue des professions imposées eu égard à la population, paieront le droit fixe d'après le tarif applicable à la population non agglomérée.

Les patentables exerçant lesdites professions dans la partie agglomérée, paieront le droit fixe d'après le tarif applicable à la population totale.

ART. 7.

Le patentable qui exerce plusieurs commerces, industries ou professions, même dans plusieurs communes différentes, ne peut être soumis qu'à un seul droit fixe.

Ce droit est toujours le plus élevé de ceux qu'il

aurait à payer s'il était assujéti à autant de droits fixes qu'il exerce de professions.

ART. 8.

Le droit proportionnel est fixé au vingtième de la valeur locative pour toutes les professions imposables, sauf les exceptions énumérées au tableau D annexé à la présente loi.

ART. 9.

Le droit proportionnel est établi sur la valeur locative, tant de la maison d'habitation que des magasins, boutiques, usines, ateliers, hangars, remises, chantiers et autres locaux servant à l'exercice des professions imposables.

Il est dû, lors même que le logement et les locaux occupés sont concédés à titre gratuit.

La valeur locative est déterminée, soit au moyen de baux authentiques, soit par comparaison avec d'autres locaux dont le loyer aura été régulièrement constaté, ou sera notoirement connu, et, à défaut de ces bases, par voie d'appréciation.

Le droit proportionnel pour les usines et les établissements industriels, est calculé sur la valeur locative de ces établissements, pris dans leur ensemble et munis de tous leurs moyens matériels de production.

ART. 10.

Le droit proportionnel est payé dans toutes les communes où sont situés les magasins, boutiques, usines, ateliers, hangars, remises, chantiers et

autres locaux servant à l'exercice des professions imposables.

Si, indépendamment de la maison où il fait sa résidence habituelle et principale, et qui, dans tous les cas, sauf l'exception ci-après, doit être soumise au droit proportionnel, le patentable possède, soit dans la même commune, soit dans des communes différentes, une ou plusieurs maisons d'habitation, il ne paie le droit proportionnel que pour celles de ces maisons qui servent à l'exercice de sa profession.

Si l'industrie pour laquelle il est assujetti à la patente ne constitue pas sa profession principale, et s'il ne l'exerce pas par lui-même, il ne paie le droit proportionnel que sur la maison d'habitation de l'agent préposé à l'exploitation.

ART. 14.

Le patentable qui exerce dans un même local, ou dans des locaux non distincts, plusieurs industries ou professions passibles d'un droit proportionnel différent, paie ce droit d'après le taux applicable à la profession pour laquelle il est assujetti au droit fixe.

Dans le cas où les locaux sont distincts, il ne paie pour chaque local que le droit proportionnel attribué à l'industrie ou à la profession qui y est spécialement exercée.

Dans ce dernier cas, le droit proportionnel n'en demeure pas moins établi sur la maison d'habitation, d'après le taux applicable à la profession

pour laquelle le patentable est imposé au droit fixe.

ART. 12.

Dans les communes dont la population est inférieure à 20 000 âmes, mais qui, en vertu d'un nouveau dénombrement, passent dans la catégorie des communes de 20 000 âmes et au-dessus, les patentables des septièmes et huitièmes classes, ne seront soumis au droit proportionnel que dans le cas où une seconde ordonnance de dénombrement aura maintenu lesdites communes dans la même catégorie.

ART. 13.

Ne sont pas assujettis à la patente :

1° Les fonctionnaires et employés salariés, soit par l'État, soit par les administrations départementales ou communales, en ce qui concerne seulement l'exercice de leurs fonctions;

2° Les notaires, les avoués, les avocats au conseil, les greffiers, les commissaires-priseurs, les huissiers;

3° Les avocats;

Les docteurs en médecine ou en chirurgie, les officiers de santé, les sages-femmes et les vétérinaires;

Les peintres, sculpteurs, graveurs et dessinateurs considérés comme artistes, et ne vendant que le produit de leur art;

Les architectes considérés comme artistes, ne se livrant pas, même accidentellement, à des entreprises de construction;

Les professeurs de belles-lettres, sciences et arts d'agrément; les chefs d'institution, les maîtres de pension, les instituteurs primaires;

Les éditeurs de feuilles périodiques;

Les artistes dramatiques;

4° Les laboureurs et cultivateurs, seulement pour la vente et la manipulation des récoltes et fruits provenant des terrains qui leur appartiennent ou par eux exploités, et pour le bétail qu'ils y élèvent, qu'ils y entretiennent, ou qu'ils y engraisent;

Les concessionnaires de mines pour le seul fait de l'extraction et de la vente des matières par eux extraites;

Les propriétaires ou fermiers des marais salants;

Les propriétaires ou locataires louant accidentellement une partie de leur habitation personnelle;

Les pêcheurs, même lorsque la barque qu'ils montent leur appartient;

5° Les associés en commandite, les caisses d'épargne et de prévoyance administrées gratuitement, les assurances mutuelles régulièrement autorisées;

6° Les capitaines de navires de commerce ne naviguant pas pour leur compte;

Les cantiniers attachés à l'armée;

Les écrivains publics;

Les commis et toutes les personnes travaillant à gages, à façon et à la journée, dans les maisons, ateliers et boutiques des personnes de leur profession ainsi que les ouvriers travaillant chez eux ou

chez les particuliers, sans compagnons, apprentis, enseigne ni boutique. Ne sont point considérés comme compagnons ou apprentis, la femme travaillant avec son mari, ni les enfants non mariés travaillant avec leurs père et mère, ni le simple manoeuvre dont le concours est indispensable à l'exercice de la profession ;

Les personnes qui vendent en ambulance dans les rues, dans les lieux de passage et dans les marchés, soit des fleurs, de l'amadou, des balais, des statues et figures en plâtre, soit des fruits, des légumes, des poissons, du beurre, des œufs, du fromage et autres menus comestibles ;

Les savetiers, les chiffonniers au crochet, les porteurs d'eau à la bretelle ou avec voiture à bras, les remouleurs ambulants, les gardes-malades.

ART. 14.

Tous ceux qui vendent en ambulance des objets non compris dans les exemptions déterminées par l'article précédent, et tous marchands sous échoppe ou en étalage, sont passibles de la moitié des droits que paient les marchands qui vendent les mêmes objets en boutique. Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux bouchers, épiciers et autres marchands ayant un état permanent ou occupant des places fixes dans les halles et marchés.

ART. 15.

Les mari et femme séparés de biens ne doivent qu'une patente, à moins qu'ils n'aient des établissements distincts, auquel cas chacun d'eux doit

avoir sa patente et payer séparément les droits fixes et proportionnels.

ART. 16.

Les patentes sont personnelles, et ne peuvent servir qu'à ceux à qui elles sont délivrées. En conséquence, les associés en nom collectif sont tous assujettis à la patente.

Toutefois, l'associé principal paie seul le droit fixe en entier : les autres associés ne sont imposés qu'à la moitié de ce droit, même quand ils ne résident pas tous dans la même commune que l'associé principal.

Le droit proportionnel est établi sur la maison d'habitation de l'associé principal, et sur tous les locaux qui servent à la société pour l'exercice de son industrie.

La maison d'habitation de chacun des autres associés est affranchie du droit proportionnel, à moins qu'elle ne serve à l'exercice de l'industrie sociale.

ART. 17.

Les sociétés ou compagnies anonymes, ayant pour but une entreprise industrielle ou commerciale, sont imposées à un seul droit fixe, sous la désignation de l'objet de l'entreprise, sans préjudice du droit proportionnel.

La patente assignée à ces sociétés ou compagnies ne dispense aucun des sociétaires ou actionnaires du paiement des droits de patente auxquels ils pourraient être personnellement assujettis pour l'exercice d'une industrie particulière.

ART. 18.

Tout individu transportant des marchandises de commune en commune, lors même qu'il vend pour le compte de marchands ou fabricants, est tenu d'avoir une patente personnelle, qui est, selon les cas, celle de colporteur avec balle, avec bêtes de somme ou avec voiture.

ART. 19.

Les commis voyageurs des nations étrangères seront traités, relativement à la patente, sur le même pied que les commis voyageurs français chez ces mêmes nations.

ART. 20.

Les contrôleurs des contributions directes procéderont annuellement au recensement des imposables et à la formation des matrices de patentes.

Le maire sera prévenu de l'époque de l'opération du recensement, et pourra assister le contrôleur dans cette opération, ou se faire représenter, à cet effet, par un délégué.

En cas de dissentiment entre les contrôleurs et les maires ou leurs délégués, les observations contradictoires de ces derniers seront consignées dans une colonne spéciale.

La matrice, dressée par le contrôleur, sera déposée, pendant dix jours, au secrétariat de la mairie, afin que les intéressés puissent en prendre connaissance, et remettre au maire leurs observations. A l'expiration d'un second délai de dix jours,

le maire, après avoir consigné ses observations sur la matrice, l'adressera au sous-préfet.

Le sous-préfet portera également ses observations sur la matrice, et la transmettra au directeur des contributions directes, qui établira les taxes conformément à la loi, pour tous les articles non contestés. A l'égard des articles sur lesquels le maire ou le sous-préfet ne sera pas d'accord avec le contrôleur, le directeur soumettra les contestations au préfet avec son avis motivé. Si le préfet ne croit pas devoir adopter les propositions du directeur, il en sera référé au Ministre des finances.

Le préfet arrête les rôles et les rend exécutoires.

A Paris, l'examen de la matrice des patentes aura lieu, pour chaque arrondissement municipal, par le maire, assisté, soit de l'un des membres de la commission des contributions, soit de l'un des agents attachés à cette commission, délégué à cet effet par le préfet.

ART. 21.

Les patentés qui réclameront contre la fixation de leurs taxes, seront admis à prouver la justice de leurs réclamations, par la représentation d'actes de société légalement publiés, de journaux et livres de commerce régulièrement tenus, et par tous autres documents.

ART. 22.

Les réclamations en décharge ou réduction, et les demandes en remise ou modération, seront

communiquées aux maires : elles seront d'ailleurs présentées, instruites et jugées dans les formes et délais prescrits pour les autres contributions directes.

ART. 23.

La contribution des patentes est due pour l'année entière, par tous les individus exerçant au mois de janvier une profession imposable.

En cas de cession d'établissement, la patente sera, sur la demande du cédant, transférée à son successeur ; la mutation de cote sera réglée par arrêté du préfet.

En cas de fermeture des magasins, boutiques et ateliers, par suite de décès ou de faillite déclarée, les droits ne seront dus que pour le passé et le mois courant. Sur la réclamation des parties intéressées, il sera accordé décharge du surplus de la taxe.

Ceux qui entreprennent, après le mois de janvier, une profession sujette à patente, ne doivent la contribution qu'à partir du 1^{er} du mois dans lequel ils ont commencé d'exercer, à moins que, par sa nature, la profession ne puisse pas être exercée pendant toute l'année. Dans ce cas, la contribution sera due pour l'année entière, quelle que soit l'époque à laquelle la profession aura été entreprise.

Les patentés qui, dans le cours de l'année, entreprennent une profession d'une classe supérieure à celle qu'ils exerçaient d'abord, ou qui transportent leur établissement dans une commune d'une plus

forte population, sont tenus de payer au prorata un supplément de droit fixe.

Il est également dû un supplément de droit proportionnel par les patentables qui prennent des maisons ou locaux d'une valeur locative supérieure à celle des maisons ou locaux pour lesquels ils ont été primitivement imposés, et par ceux qui entreprennent une profession passible d'un droit proportionnel plus élevé.

Les suppléments seront dus à compter du 1^{er} du mois dans lequel les changements prévus par les deux derniers paragraphes auront été opérés.

ART. 24.

La contribution des patentes est payable par douzième, et le recouvrement en est poursuivi comme celui des contributions directes : néanmoins, les marchands forains, les colporteurs, les directeurs de troupes ambulantes, les entrepreneurs d'amusements et jeux publics non sédentaires, et tous autres patentables dont la profession n'est pas exercée à demeure fixe, sont tenus d'acquitter le montant total de leur cote, au moment où la patente leur est délivrée.

Dans le cas où le rôle n'est émis que postérieurement au 1^{er} mars, les douzièmes échus ne sont pas immédiatement exigibles : le recouvrement en est fait par portions égales, en même temps que celui des douzièmes non échus.

ART. 25.

En cas de déménagement hors du ressort de la perception, comme en cas de vente volontaire ou

forcée, la contribution des patentes sera immédiatement exigible en totalité.

Les propriétaires, et, à leur place, les principaux locataires, qui n'auront pas, un mois avant le terme fixé par le bail ou par les conventions verbales, donné avis au percepteur du déménagement de leurs locataires, seront responsables des sommes dues par ceux-ci pour la contribution des patentes.

Dans le cas de déménagements furtifs, les propriétaires, et, à leur place, les principaux locataires, deviendront responsables de la contribution de leurs locataires, s'ils n'ont pas, dans les trois jours, donné avis du déménagement au percepteur.

La part de la contribution laissée à la charge des propriétaires ou principaux locataires par les paragraphes précédents, comprendra seulement le dernier douzième échu et le douzième courant, dus par le patentable.

ART. 26.

Les formules de patentes sont expédiées par le directeur des contributions directes sur des feuilles timbrées de 1 fr. 25 cent. Le prix du timbre est acquitté en même temps que le premier douzième des droits de patente.

Les formules de patentes sont visées par le maire, et revêtues du sceau de la commune.

ART. 27.

Tout patentable est tenu d'exhiber sa patente

lorsqu'il en est requis par les maires, adjoints, juges de paix, et tous autres officiers ou agents de police judiciaire.

ART. 28.

Les marchandises mises en vente par les individus non munis de patentes, et vendant hors de leur domicile, seront saisies ou séquestrées aux frais du vendeur, à moins qu'il ne donne caution suffisante jusqu'à la représentation de la patente ou la production de la preuve que la patente a été délivrée. Si l'individu non muni de patente exerce au lieu de son domicile, il sera dressé un procès-verbal qui sera transmis immédiatement aux agents des contributions directes.

ART. 29.

Nul ne pourra former de demande, fournir aucune exception ou défense en justice, ni faire aucun acte ou signification extrajudiciaire pour tout ce qui sera relatif à son commerce, sa profession ou son industrie, sans qu'il soit fait mention, en tête des actes, de sa patente, avec désignation de la date, du numéro et de la commune où elle aura été délivrée, à peine d'une amende de 25 fr., tant contre les particuliers sujets à la patente, que contre les officiers ministériels qui auraient fait et reçu lesdits actes sans mention de la patente. La condamnation à cette amende sera poursuivie, à la requête du procureur du Roi, devant le tribunal civil de l'arrondissement.

Le rapport de la patente ne pourra suppléer au

défaut de l'énonciation, ni dispenser de l'amende prononcée.

ART. 30.

Les agents des contributions directes peuvent, sur la demande qui leur en est faite, délivrer des patentes avant l'émission du rôle, après toutefois que les requérants ont acquitté entre les mains du percepteur les douzièmes échus, s'il s'agit d'individus domiciliés dans le ressort de la perception, ou la totalité des droits, s'il s'agit des patentables désignés en l'article 23 ci-dessus, ou d'individus étrangers au ressort de la perception.

ART. 31.

Le patenté qui aura égaré sa patente ou qui sera dans le cas d'en justifier hors de son domicile, pourra se faire délivrer un certificat par le directeur ou par le contrôleur des contributions directes. Ce certificat fera mention des motifs qui obligent le patenté à le réclamer, et devra être sur papier timbré.

ART. 32.

Il est ajouté au principal de la contribution des patentes 5 centimes par franc, dont le produit est destiné à couvrir les décharges, réductions, remises et modérations, ainsi que les frais d'impression et d'expédition des formules des patentes.

En cas d'insuffisance des 5 centimes, le montant du déficit est prélevé sur le principal des rôles.

Il est en outre prélevé sur le principal 8 centimes, dont le produit est versé dans la caisse municipale.

ART. 33.

Les contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce, et dont la perception est autorisée par l'article 11 de la loi du 23 juillet 1820, seront réparties sur les patentables des trois premières classes du tableau A annexé à la présente loi, et sur ceux désignés dans les tableaux B et C, comme passibles d'un droit fixe égal ou supérieur à celui desdites classes.

Les associés des établissements compris dans les classes et tableaux sus-désignés contribueront aux frais des bourses et chambres de commerce.

ART. 34.

La contribution des patentes sera établie conformément à la présente loi, à partir du 1^{er} janvier 1845.

ART. 35.

Toutes les dispositions contraires à la présente loi seront et demeureront abrogées, à partir de la même époque, sans préjudice des lois et des règlements de police qui sont ou pourront être faits.

FAIT au palais des Tuileries, le 20 mars 1844.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances.*

Signé LAPLAGNE.

N
vos
tel
L
de
la fa
fessi
de s
prix
L
géné
vale
gasi
suiv
L
tent
gnat
L
de la
A
telle
ler p
A

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Nous venons, par l'ordre du Roi, soumettre à vos délibérations un projet de loi sur les patentes, tel qu'il a été voté par la Chambre des Députés.

L'Assemblée constituante, en abolissant les droits de maîtrise et de jurande, donna à toute personne la faculté de faire tel négoce ou d'exercer telle profession qu'elle trouverait bon, sous la condition de se pourvoir d'une patente, d'en acquitter le prix et de se conformer aux réglemens de police.

Le prix des patentes annuelles devait se régler généralement à raison du prix du loyer ou de la valeur locative de l'habitation, des boutiques, magasins et ateliers occupés par les patentables, et suivant des proportions déterminées par la loi.

Les patentes se divisaient en demi-patentes, patentes simples et patentes supérieures, sans désignation d'aucune profession.

La demi-patente ne servait que pour l'exercice de la profession de boulanger.

Avec la patente simple, on pouvait exercer telle profession qu'on voulait, et même en cumuler plusieurs.

Avec la patente supérieure, on pouvait exercer

toutes les professions et se livrer à tous les commerces et industries sans aucune exception.

Comme on reprochait à la contribution des patentes, ainsi réglée à raison des valeurs locatives, de faire double emploi avec la cote mobilière qui était elle-même établie sur le loyer d'habitation, un décret du 21 mars 1793 supprima les droits de patentes, et disposa que les revenus d'industrie et autres, jusque-là atteints par la contribution des patentes, seraient pris en considération dans l'assiette de la contribution mobilière. Cette suppression fut de courte durée : une loi du 4 thermidor an 3 rétablit les patentes en les divisant, sans égard aux valeurs locatives, en patentes générales et particulières. Les patentes générales étaient accordées à ceux qui voulaient faire toute espèce de négoce ou de commerce ; les patentes particulières à ceux qui voulaient faire un négoce ou commerce spécialement désigné. Le prix des patentes générales était de 4000 fr. dans toutes les communes indistinctement. Quant aux patentes particulières, le prix en était réglé en raison de l'importance relative des commerces et négoces, combinée avec la population des communes où ces commerces et négoces devaient être exercés.

Le 6 fructidor an 4, il intervint une nouvelle loi qui divisa les droits de patente en droits fixes et en droits proportionnels. Le droit fixe était réglé par un tarif annexé à la loi, et gradué selon la population ; le droit proportionnel devait être du dixième de la valeur locative des maisons d'habitation, usines, ateliers, magasins et boutiques.

Ce système fut complété par les lois des 19 fructidor an 4, 9 frimaire et 9 pluviôse an 5, puis modifié par la loi du 7 brumaire an 6. Enfin la loi du 1^{er} brumaire an 7 coordonna les différentes dispositions contenues dans ces dernières lois, et devint le code de la contribution des patentes : mais la marche du temps et les progrès de l'industrie ne tardèrent pas à en altérer l'économie. Les lois des 25 mars 1817, 15 mai 1818 et 17 juillet 1819 consacrèrent des dispositions plus en harmonie avec les faits, en ce qui concerne les négociants, armateurs, commissionnaires de marchandises en gros, les colporteurs, les filateurs, les fabricants à métiers, et enfin les entrepreneurs d'établissements industriels.

Ces modifications partielles sont à leur tour devenues insuffisantes. Des industries perfectionnées s'étaient élevées au-dessus des industries rivales demeurées stationnaires ; des objets de fabrique, jadis en faveur, étaient écartés ou dépréciés ; des industries nouvelles, qui n'avaient pas de similaires dans les tarifs primitifs, ne pouvaient être convenablement classées par analogie ; enfin, les découvertes de la chimie, les applications de la mécanique, la puissance de la vapeur avaient tellement changé la situation commerciale et industrielle pour laquelle la législation avait été faite, que l'administration n'avait plus de règle certaine pour asséoir les taxes, que les conseils de préfecture jugeaient les mêmes questions dans des sens différents, et que la jurisprudence du conseil d'État avait elle-même peine à se fixer.

D'un autre côté, le taux du 10^e, pour le droit proportionnel, qui était modéré en l'an 7, en égard au cours des loyers de cette époque, était devenu exorbitant en raison de l'élévation progressive du prix des locations, aussi la valeur locative réelle n'était-elle atteinte nulle part; dans l'intérêt de leurs administrés, les maires s'attachaient à faire atténuer le plus possible les valeurs portées dans les matrices, et l'administration reconnaissant elle-même que l'application rigoureuse de la loi aurait produit des taxes exagérées, était forcée de tolérer des fictions, qui ont fini par amener, de département à département, et même de contrôle à contrôle, des inégalités choquantes.

En ce qui concerne les établissements industriels, le système établi par les lois de 1817 et 1818, avait donné lieu à des disproportions non moins frappantes. Les commissions locales, à qui ces lois confiaient le classement des établissements dont il s'agit, cherchaient à favoriser les industries placées dans leur circonscription; elles opéraient chacune de son côté, et la crainte d'agir plus sévèrement que les commissions des autres localités les portait à ranger la plupart des fabriques et manufactures dans les classes inférieures. De là des disproportions multipliées entre les taxes assignées à des établissements de même nature et de même importance.

Enfin de justes plaintes s'élevaient contre les dispositions qui assujettissent à la patente les ouvriers travaillant chez eux, alors que ceux tra-

vaillant dans les ateliers en sont exemptés; il devenait d'autant plus urgent d'assurer l'exemption aux premiers que leur condition se trouvait aggravée par suite de l'emploi plus général de la vapeur et du perfectionnement successif des procédés mécaniques.

Tels sont les motifs qui ont déterminé le Gouvernement à présenter un nouveau projet de loi sur les patentes. Ce nouveau projet maintient le système de quotité, l'administration ayant reconnu, après un mûr examen, que, pour un impôt de cette nature, le système de répartition présenterait beaucoup plus d'inconvénients que d'avantages; il n'en est pas des revenus industriels comme des revenus fonciers; autant les uns sont stables et permanents, autant les autres sont mobiles et variables. En supposant qu'il fût possible d'assigner une première fois des contingents équitables aux départements, aux arrondissements et aux communes, il y aurait nécessité de modifier fréquemment ces contingents en raison des déplacements que les causes les plus légères et les circonstances les plus imprévues peuvent amener dans les bénéfices commerciaux ou industriels, et l'on perdrait ainsi l'un des principaux avantages des impôts de répartition. Mais c'est surtout au dernier degré de répartition que les embarras seraient les plus grands. Il ne faut pas perdre de vue que les deux tiers de l'impôt des patentes proviennent des villes, et que, dans les villes, les répartiteurs ordinaires seraient hors d'état d'apprécier la situation de tous les patentables; que si, pour

remédier à cet inconvénient, on recourait à des délégués choisis parmi les redevables des différentes professions, des difficultés inextricables naîtraient de l'intervention des parties intéressées dans l'assiette des taxes. En effet, ce seraient des industriels qui établiraient la situation d'industries rivales, des commerçants qui évalueraient les bénéfices de leurs compétiteurs. Il est aisé de prévoir combien un tel mode engendrerait de haines, d'animosités et de contestations, indépendamment des difficultés que présenteraient l'instruction et le jugement des réclamations formées contre des taxes établies avec un tel arbitraire.

Ces inconvénients n'existent pas dans le système de quotité, car les taxes s'y établissent d'après des signes visibles, à savoir : la nature des professions, la population des communes, l'étendue des locaux, la consistance des habitations. Sans doute, ces signes n'ont pas une exactitude mathématique; quelles que soient les bases qu'on emploie, on n'atteindra jamais une égalité parfaite; mais il n'est aucun patentable qui ne préfère, aux inégalités résultant de l'arbitraire des hommes, celles que peut entraîner l'application de prescriptions légales.

Le nouveau projet de loi maintient aussi un droit fixe et un droit proportionnel. Le droit fixe sans droit proportionnel frapperait de la même taxe tous les patentables d'une même classe, quelle que fût la somme de leurs bénéfices. Le droit proportionnel sans le droit fixe aurait des résultats non moins injustes, car des professions très-lu-

cratives peuvent s'exercer dans un local peu étendu, tandis que d'autres qui ne procurent que de minces profits exigent de vastes locaux. La combinaison des deux droits, offre seule les moyens d'établir, autant que possible, l'égalité entre les divers patentables.

Nous avons conservé, en les perfectionnant, les classifications établies par la loi du 1^{er} brumaire an 7 et par les lois des 25 mars 1817 et 15 mai 1818. Ces classifications sont indiquées dans des tableaux annexés au projet de loi.

Le tableau A comprend les professions dont le droit fixe est réglé par un tarif général, en raison de la population.

Le tableau B renferme les patentables soumis à un tarif exceptionnel qui est gradué aussi d'après la population; mais qui, en raison de l'importance et de la nature des professions auxquelles il s'applique, est plus élevé que le tarif général.

Le tableau C concerne les fabriques, manufactures et tous les établissements industriels dont le droit fixe est réglé sans égard à la population, par la raison que la population des lieux où sont situés ces établissements est sans influence sur leurs bénéfices.

Le tarif général de l'an 7 comprenait sept classes et sept degrés de population. Le nouveau tarif général annexé au tableau A comprend huit classes et huit degrés de population. La classe nouvelle tient le milieu entre la première et la deuxième classe du tarif de l'an 7, et s'applique principalement aux marchands en demi-gros : cette classe du demi-gros existant réellement, il était conve-

nable de l'introduire dans le tarif. Le tarif de l'an 7 soumettait à la même taxe tous les patentables des communes de 5 000 âmes et au-dessous ; il a paru juste d'établir un degré de plus en faveur des communes de 2 000 âmes et au-dessous.

La nomenclature et le classement des professions avaient été mis par le Gouvernement en harmonie avec l'état actuel du commerce et de l'industrie : la Chambre élective n'y a apporté que de légères modifications auxquelles nous avons adhéré. S'il s'établit des industries nouvelles, leur droit fixe sera réglé d'après l'analogie des opérations ou des objets de commerce ; et le tableau des professions qui auront été ainsi classées par assimilation sera soumis tous les cinq ans à la sanction législative.

La combinaison des droits fixe et proportionnel donnant seule le moyen d'établir l'égalité dans les taxes, nous avons proposé d'assujettir au droit fixe et au droit proportionnel les patentables des deux dernières classes qui ne paient aujourd'hui qu'un droit fixe.

La Chambre des Députés n'a adopté cette proposition que pour les villes de 20 000 âmes et au-dessus : elle a considéré que, dans les communes d'une population inférieure, il n'existe pas, entre les loyers des patentables exerçant la même profession, des différences assez notables pour qu'il fût nécessaire de changer l'état actuel des choses. Nous avons également adhéré à ce changement.

Le nouveau projet apporte de notables modifications dans l'assiette du droit proportionnel. D'après la loi de l'an 7, ce droit était du dixième

des valeurs locatives pour tous les patentables, sauf un très-petit nombre d'exceptions. Nous avons déjà dit que ce taux du 10^e aurait été exorbitant si on l'eût appliqué aux valeurs locatives réelles, vu l'énorme différence qui existe entre le prix actuel des loyers et le prix des locations en l'an 7. D'un autre côté, les marchands en détail étant obligés de prendre des locaux d'un loyer comparativement plus élevé que ceux des marchands en gros, le conseil général du commerce avait émis le vœu que le taux du droit proportionnel ne fût pas le même pour les uns et pour les autres. D'après ces motifs, le Gouvernement avait proposé le 15^e pour les commerces et industries les plus considérables; le 20^e pour les classes intermédiaires, et le 30^e seulement pour les patentables des dernières classes. Ces propositions ayant été admises en grande partie par la Chambre élective, le nouveau projet fixe le droit proportionnel au 15^e pour la première classe du tableau A, pour les patentables du tableau B, ainsi que pour ceux des première et cinquième parties du tableau C, et au 20^e pour les deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième classes du tableau A.

Pour les septième et huitième classes de ce dernier tableau, le taux a été abaissé au 40^e, sur la demande même du Gouvernement.

A l'égard des manufactures, fabriques et autres établissements industriels énumérés dans les 2^e, 3^e et 4^e parties du tableau C, la discussion a fait reconnaître la nécessité d'établir plusieurs taux de

droit proportionnel. En effet, dans l'état actuel des choses, la valeur locative des établissements industriels comprend les bâtimens, le moteur et tout le matériel immobilisé. Il résulte de là, 1^o que les fabriques et manufactures sont atteintes dans une plus forte proportion que les patentables des tableaux A et B; 2^o que celles de ces fabriques et manufactures qui ont un moteur, et dont le matériel est immobilisé, sont surchargées comparativement à celles qui n'emploient pas de moteur, et dont le matériel est mobile. Pour faire disparaître ces inégalités, la commission de la Chambre des Députés, chargée de l'examen du projet de loi, avait proposé, d'une part, d'écarter le moteur et de prendre l'outillage, et, d'autre part, d'abaisser le taux au 25^e.

Le Gouvernement n'a pu consentir à ce qu'il fût fait abstraction de la force motrice, qui a toujours été considérée comme le signe le plus certain de l'importance des établissements. Il avait repoussé aussi l'outillage, vu la difficulté d'en déterminer la valeur locative et les contestations que l'emploi de cette base pouvait amener entre les industriels et les agents de l'administration. Le différend qui existait à cet égard a cessé par l'adoption d'un amendement d'après lequel la valeur locative embrassera tout à la fois les bâtimens, le moteur et l'outillage, sauf abaissement de la quotité du droit proportionnel. La discussion de cet amendement a fait comprendre qu'il ne sera pas nécessaire de procéder à un inventaire estimatif du mobilier industriel; qu'il suffira d'évaluer les établissements

pris dans leur ensemble et munis de tous leurs moyens matériels de production, et qu'il n'y aura lieu de faire une estimation détaillée qu'en cas de réclamation et sur la demande même des parties intéressées. Cette explication a déterminé l'adhésion du Gouvernement. Du reste, nous sommes fondés à croire que les réclamations seront fort rares; car le taux du droit proportionnel ayant été abaissé au 40^e et, pour certains établissements, au 50^e, les erreurs qui pourraient être commises dans l'évaluation ne produiront dans les taxes que des différences très-peu sensibles. En définitive, la loi nouvelle fera cesser les inégalités qui peuvent exister aujourd'hui sous le rapport du droit proportionnel, non-seulement entre les différents établissements de production, mais encore entre ces établissements et les autres commerces et professions.

La loi nouvelle consacre plusieurs autres améliorations. Aujourd'hui, lorsqu'une commune, par suite de l'accroissement de sa population, passe dans une catégorie supérieure à celle dont elle faisait précédemment partie, le droit fixe subit, tout d'un coup, une assez forte augmentation. Désormais, la transition sera beaucoup moins sensible, puisque l'augmentation ne sera appliquée que pour moitié pendant les cinq premières années.

Les patentables domiciliés dans les banlieues des villes, sont en ce moment soumis au même droit fixe que les patentables de l'intérieur des villes. D'après la loi nouvelle, le droit fixe des pa-

tentables des banlieues sera réglé d'après le tarif applicable à la population non agglomérée.

Les patentables qui s'établiront dans le cours d'un trimestre, au lieu d'être imposés, comme aujourd'hui, pour le trimestre entier, ne le seront plus qu'à partir du premier du mois dans lequel ils auront entrepris leur industrie.

Les associés autres que l'associé principal, ne paieront, dans tous les cas, qu'un demi-droit fixe et seront affranchis du droit proportionnel pour leur habitation personnelle.

La disposition qui accorde remise des droits en cas de décès a été étendue au cas de fermeture de magasins, boutiques et ateliers par suite de faillite déclarée.

En cas de cession d'un établissement dans le cours d'une année, la loi nouvelle permet au cédant de faire transférer sa patente à son successeur.

La loi du 2 ventôse an 13 avait voulu que les 5 centimes ajoutés au principal des patentes pour dégrèvements et non-valeurs fussent cumulés avec les 8 centimes prélevés sur le principal pour attributions aux communes. Le but de cette fusion était, d'une part, d'intéresser les maires à faire comprendre dans les rôles tous les imposables, et d'autre part, de les empêcher d'accueillir avec trop de facilité les réclamations, afin d'obtenir pour la caisse municipale au delà du produit des 8 centimes. Cette combinaison présentait des avantages; mais comme il est arrivé assez souvent que le montant des dégrèvements absorbait le produit des 13 centimes; que la caisse municipale se trouvait ainsi

privée de toute attribution et qu'il en résultait de la mésintelligence entre les communes et les agents des contributions directes, la Chambre élective a jugé à propos d'assurer aux communes, dans tous les cas, 8 centimes sur le principal. Les 5 centimes suffisant d'ordinaire pour couvrir les dégrèvements, les intérêts du Trésor ne seront nullement affectés, et la nouvelle loi mettra fin aux plaintes qu'élevaient les communes toutes les fois que, par suite d'erreurs ou d'événements imprévus, les ressources qu'elles attendaient de l'impôt des patentes ne se réalisaient pas.

Il nous reste à vous faire part, Messieurs, des résultats financiers de la nouvelle loi.

D'après le projet du Gouvernement, le produit des patentes ne devait éprouver qu'une légère diminution : l'exemption accordée aux ouvriers et l'abaissement du taux du droit proportionnel avaient été à peu près compensés par l'imposition de plusieurs professions aujourd'hui exemptées, et par le rehaussement du droit fixe de quelques industries.

La commission de la Chambre des Députés n'a pas été d'avis d'imposer les nouvelles professions désignées; elle a, au contraire, proposé d'élargir le cercle des exemptions; de taxer les villes ayant banlieue d'après la population agglomérée seulement; de fixer au 20^e, au lieu du 15^e, le droit proportionnel des classes supérieures, et de réduire ce droit, pour un assez grand nombre d'industries, au 25^e, au 30^e et au 40^e. Si toutes ces propositions avaient été adoptées, la perte pour le Trésor, d'a-

près des calculs approximatifs, se serait élevée à 4 500 000 francs environ. Mais la Chambre élective n'ayant pas admis plusieurs de ces propositions, notamment celles relatives aux villes ayant banlieue et à l'abaissement du taux du droit proportionnel pour certains patentables, nous avons lieu d'espérer que la perte sera moindre. Quel qu'en soit le chiffre, le sacrifice sera regrettable, sans doute; mais il n'était plus possible d'ajourner le rétablissement de l'égalité entre les patentables, et on ne saurait songer à y parvenir autrement que par dégrèvement. Ce sacrifice ne sera pas, d'ailleurs, sans compensation : la loi nouvelle fera cesser les plaintes qu'excitent les inégalités existantes; elle calmera l'irritation qu'entretenait parmi les contribuables le rehaussement successif des valeurs locatives; elle donnera à l'administration une force qu'elle ne trouvait plus dans une législation surannée; il est permis d'espérer, enfin, que le commerce et l'industrie continuant de se développer à la faveur de la paix dont nous jouissons, la matière imposable s'accroîtra de plus en plus et que nous retrouverons bientôt, dans la contribution des patentes, les ressources qu'elle procure aujourd'hui au Trésor.

Les Tableaux seront incessamment distribués.

CHAMBRE DES PAIRS.

TABLEAUX annexés au Projet de loi sur les Patentes.

TABLEAU A. — Professions imposées eu égard à la population, d'après un tarif général.

TABLEAU B. — Professions imposées eu égard à la population, d'après un tarif exceptionnel.

TABLEAU C. — Professions imposées sans égard à la population.

TABLEAU D. — Exceptions à la règle générale, qui fixe le droit proportionnel au vingtième de la valeur locative.

CHRONOLOGICAL TABLE

1776	July 4th	Declaration of Independence
1781	Sept 26th	Treaty of Paris
1787	Sept 17th	Constitution adopted
1791	Sept 16th	Bill of Rights adopted
1800	Jan 1st	Washington becomes President
1801	Mar 4th	First Congress meets
1802	Mar 3rd	Jefferson becomes President
1803	Apr 30th	Purchase of Louisiana
1804	Dec 19th	Madison becomes President
1808	Mar 4th	Monroe becomes President
1812	Dec 8th	War of 1812 declared
1815	Sept 21st	Treaty of Ghent signed
1817	Mar 4th	James Monroe becomes President
1820	Mar 3rd	Adams becomes President
1823	Mar 3rd	Monroe Doctrine announced
1825	Mar 4th	Van Buren becomes President
1829	Mar 4th	Andrew Jackson becomes President
1836	Mar 4th	Van Buren becomes President
1841	Mar 4th	Tyler becomes President
1845	Mar 4th	Polk becomes President
1849	Mar 4th	Piecherres becomes President
1853	Mar 4th	Fillmore becomes President
1857	Mar 4th	Buchanan becomes President
1861	Mar 4th	Lincoln becomes President
1865	Apr 9th	Confederacy surrenders
1869	Mar 4th	Chester A. Arthur becomes President
1877	Mar 4th	Rutherford B. Hayes becomes President
1881	Mar 4th	James A. Garfield becomes President
1885	Mar 4th	John Tyler becomes President
1889	Mar 4th	Benjamin Harrison becomes President
1893	Mar 4th	William McKinley becomes President
1897	Mar 4th	Theodore Roosevelt becomes President
1901	Mar 4th	William McKinley becomes President
1909	Mar 4th	William Howard Taft becomes President
1913	Mar 4th	Woodrow Wilson becomes President
1917	Mar 4th	Woodrow Wilson becomes President
1921	Mar 4th	Warren G. Harding becomes President
1923	Mar 4th	Calvin Coolidge becomes President
1929	Mar 4th	Herbert Hoover becomes President
1933	Mar 4th	Franklin D. Roosevelt becomes President
1945	Mar 4th	Dwight D. Eisenhower becomes President
1953	Mar 4th	Dwight D. Eisenhower becomes President
1961	Mar 4th	John F. Kennedy becomes President
1963	Mar 4th	John F. Kennedy becomes President
1969	Mar 4th	Richard Nixon becomes President
1974	Mar 4th	Richard Nixon becomes President
1977	Mar 4th	Jimmy Carter becomes President
1981	Mar 4th	Ronald Reagan becomes President
1989	Mar 4th	George H. W. Bush becomes President
1993	Mar 4th	Bill Clinton becomes President
2001	Mar 4th	George W. Bush becomes President
2009	Mar 4th	Barack Obama becomes President
2017	Mar 4th	Donald Trump becomes President

TABLEAU A.

*TARIF GÉNÉRAL des Professions imposées,
eu égard à la population.*

CLASSES.	DE 400 000 AMES ET AU-DESSUS.	DE 50 000 A 100 000.	DE 30 000 A 50 000.	DE 20 000 A 30 000.	DE 10 000 A 20 000.	DE 5 000 A 10 000.	DE 2 000 A 5 000.	DE 2 000 AMES ET AU-DESSOUS.
1 ^{re}	300 ^f	240 ^f	180 ^f	120 ^f	80 ^f	60 ^f	45 ^f	35 ^f
2 ^e	150	120	90	60	45	40	30	25
3 ^e	100	80	60	40	30	25	22	18
4 ^e	75	60	45	30	25	20	18	12
5 ^e	50	40	30	20	15	12	9	7
6 ^e	40	32	24	16	10	8	6	4
7 ^e	20	16	12	8	*8	*5	*4	*3
8 ^e	12	10	8	6	*5	*4	*3	*2

Le signe * veut dire : exemption du droit proportionnel.

Sont réputés :

Marchands en gros, ceux qui vendent habituellement aux marchands en demi-gros et aux marchands en détail ;

1844.—N° 19.

Marchands en demi-gros, ceux qui vendent habituellement aux détaillants et aux consommateurs ;

Marchands en détail, ceux qui ne vendent habituellement qu'aux consommateurs.

PREMIÈRE CLASSE.

Aiguilles à coudre et à tricoter (marchand d') en gros.

Bas et bonneterie (marchand de) en gros.

Beurre frais ou salé (marchand de) en gros.

Blondes (marchand de) en gros.

Bois à brûler (marchand de). — Celui qui, ayant chantier ou magasin, vend au stère, ou par quantité équivalente ou supérieure.

Bois de marine ou de construction (marchand de).

Bois merrain (marchand de) en gros. — S'il vend par bateau ou charrette.

Bois de sciage (marchand de) en gros.

Bronzes, dorures et argentures sur métaux (marchand de) en gros.

Cachemires de l'Inde (marchand de).

Caisse d'escompte (tenant).

Caisse ou comptoir d'avances ou de prêts (tenant).

Caisse ou comptoir de recettes et de paiements (tenant).

Changeur de monnaies.

Chapeaux de paille (marchand de) en gros.

Chapellerie (marchand de matières premières pour la).

Charbon de bois (marchand de) en gros.

Chiffonnier en gros.

Cloutier (marchand) en gros.

Coton et laine (marchand de) en gros.

Coton filé (marchand de) en gros.

Crin frisé (marchand de) en gros.

Cristaux (marchand de) en gros.

Cuir en vert, étrangers (marchand de) en gros.

Cuir tannés, corroyés, lissés, vernissés (marchand de) en gros.

Denrées coloniales (marchand de) en gros.

Dentelles (marchand de) en gros.

Diamants et pierres fines (marchand de).

Droguiste (marchand) en gros.

Eau-de-vie (marchand d') en gros.

Epicerie (marchand d') en gros.

Escompteur.

Fanons ou barbes de baleine (marchand de) en gros.

Fer en barres (marchand de) en gros. — Celui qui vend habituellement par parties d'au moins 500 kilogrammes.

Fleurets et filoselle (marchand de) en gros.

Fromages secs (marchand de) en gros.

Fruits secs (marchand de) en gros.

Graines fourragères, oléagineuses et autres (marchand de) en gros.

Horlogerie (marchand en gros de pièces d').

Huiles (marchand d') en gros.

Inhumations et pompes funèbres (entreprise des) dans les villes autres que Paris.

Laine brute ou lavée (marchand de) en gros.

Laine filée ou peignée (marchand de) en gros.

Liège brut (marchand de) en gros.

Lin ou chanvre brut ou filé (marchand de) en gros.

Liqueurs (marchand de) en gros.

Merceries (marchand de) en gros.

Métaux (marchand de) en gros, autres que l'or, l'argent, le fer en barres et la fonte.

Miel et cire brute (marchand expéditeur de).

Mine de plomb (marchand de) en gros.

Octroi (adjudicataire des droits d').

OEufs (marchand expéditeur d').

Os pour la fabrication du noir animal (marchand d')
en gros.

Papetier (marchand) en gros.

Parfumeur (marchand) en gros.

Pastel (marchand de) en gros.

Peaussier (marchand) en gros.

Pelleteries et fourrures (marchand de) en gros.—S'il
tire habituellement des pelleteries de l'étranger, ou
s'il en envoie.

Pendules et bronzes (marchand de) en gros.

Pierres fines (marchand de).

Planches (marchand de) en gros.

Plume et duvet (marchand de) en gros.

Poisson salé, mariné, sec et fumé (marchand de) en
gros.

Porcelaine (marchand de) en gros.

Quincailleries (marchand de) en gros.

Résines et autres matières analogues (marchand de)
en gros.

Rogues ou œufs de morue (marchand de) en gros.

Rubans pour modes (marchand de) en gros.

Safran (marchand de) en gros.

Sangsues (marchand de) en gros.

Schalls (marchand de) en gros.

Sel (marchand de) en gros.

Soie (marchand de) en gros.

Soies de porc ou de sanglier (marchand de) en gros.

Sucre brut et raffiné (marchand de) en gros.

Suif fondu (marchand de) en gros.

Tabac (marchand de) dans le département de la Corse, en gros.

Tabac en feuilles (marchand de).

Teinture (marchand en gros de matières premières pour la).

Thé (marchand de) en gros.

Tissus de laine, de fil, de coton ou de soie (marchand de) en gros.

Ventes à l'encan (directeur d'un établissement de).

Verres blancs et cristaux (marchand de) en gros.

Vinaigre (marchand de) en gros.

Vins (marchand de) en gros. — Vendant habituellement des vins par pièces ou paniers de vins fins, soit aux marchands en détail et aux cabaretiers, soit aux consommateurs.

DEUXIÈME CLASSE.

Abattoir public (concessionnaire ou fermier d').

Aiguilles à coudre et à tricoter (marchand d') en demi-gros.

Bas et bonneterie (marchand de) en demi-gros.

Bijoutier (marchand fabricant) ayant atelier et magasin.

Blondes (marchand de) en demi-gros.

Bois à brûler (marchand de). — Celui qui, n'ayant ni chantier ni magasin, vend sur bateau ou sur les ports, au stère ou par quantité équivalente ou supérieure.

Bois de teinture (marchand de) en demi-gros.

Carrossier (fabricant).

Chapeaux de paille (marchand de) en demi-gros.

Charbon de terre épuré ou non (marchand de) en gros.

- Cloutier (marchand de) en demi-gros.
 Condition pour les soies (entrepreneur ou fermier d'une).
 Crin frisé (marchand de) en demi-gros.
 Cristaux (marchand de) en demi-gros.
 Dentelles (marchand de) en demi-gros.
 Diorama, Panorama, Néorama, Géorama (directeur de).
 Droguiste (marchand) en demi-gros.
 Eau-de-vie (marchand d') en demi-gros.
 Entrepôt (concessionnaire, exploitant ou fermier des droits d'emmagasiner dans un).
 Entreprise générale du balayage, de l'arrosage ou de l'enlèvement des boues.
 Épicerie (marchand d') en demi-gros.
 Fanons ou barbes de baleine (marchand de) en demi-gros.
 Fleurets et filotelle (marchand de) en demi-gros.
 Huiles (marchand d') en demi-gros.
 Joaillier (fabricant et marchand) ayant atelier et magasin.
 Laine filée ou peignée (marchand de) en demi-gros.
 Lin ou chanvre brut ou filé (marchand de) en demi-gros.
 Merceries (marchand de) en demi-gros.
 Métaux (marchand en demi-gros de) autres que l'or, l'argent, le fer en barres, la fonte.
 Nouveautés (marchand de).
 Omnibus et autres voitures semblables (entreprise d').
 Or et argent (marchand d').
 Orfèvre (marchand fabricant) avec atelier et magasin.

Quincaillier en demi-gros.
Rubans pour modes (marchand de) en demi-gros.
Sel (marchand de) en demi-gros.
Serrurerie (marchand expéditeur d'objets de).
Soie (marchand de) en demi-gros.
Soies de porc ou de sanglier (marchand de) en demi-gros.
Sucre brut et raffiné (marchand de) en demi-gros.
Suif fondu (marchand de) en demi-gros.
Thé (marchand de) en demi-gros.
Tissus de laine, de fil, de coton ou de soie (marchand de) en demi-gros.
Verres blancs et cristaux (marchand de) en demi-gros.
Verroterie et gobeletterie (marchand de) en demi-gros.

TROISIÈME CLASSE.

Affineur d'or, d'argent ou de platine.
Agréeur.
Ardoises (marchand d') en gros. — Celui qui expédie par bateaux ou voitures.
Bâtiments (entrepreneur de).
Bazar de voitures (tenant).
Bijoutier (marchand) n'ayant point d'atelier.
Bimbelottier (marchand) en gros.
Bœufs (marchand de).
Bois de sciage (marchand de). — Si, ayant chantier ou magasin, il ne vend qu'aux menuisiers, ébénistes, charpentiers et aux particuliers.
Bois d'ébénisterie (marchand de).
Bois en grume ou de charronnage (marchand de).

- Bouchons (marchand de) en gros.
Broderies (fabricant et marchand de) en gros.
Caractères d'imprimerie (fondeur de).
Carton ou carton-pierre (marchand fabricant d'ornements en pâte de).
Chocolat (marchand de) en gros.
Cidre (marchand de) en gros.
Comestibles (marchand de).
Confiseur.
Conserves alimentaires (marchand de).
Coraux (préparateur de).
Coraux bruts (marchand de).
Cuirs en vert du pays (marchand de) en gros.
Déménagements (entrepreneur de), s'il a plusieurs voitures.
Distillateur-liquoriste.
Droguiste (marchand) en détail.
Eau filtrée ou clarifiée et dépurée (entrepreneur d'un établissement d').
Encre à écrire (fabricant marchand en gros d').
Éponges (marchand d') en gros.
Équipements militaires (marchand d'objets d').
Essayeur pour le commerce.
Fer en meubles (marchand de).
Fondeur d'or et d'argent.
Fruits secs (marchand de) en demi-gros.
Gantier (marchand fabricant).
Glacier, limonadier.
Halles, marchés et emplacements sur les places publiques (fermier ou adjudicataire des droits de).
Harpes (facteur et marchand de), ayant boutique ou magasin.

Horloger.

Hôtel garni (maître d'), tenant un restaurant à la carte.

Houblon (marchand de) en gros.

Hydromel (fabricant et marchand d').

Imprimeur-libraire.

Imprimeur-typographe.

Jambons (marchand expéditeur de).

Joaillier (marchand), n'ayant point d'atelier.

Lattes (marchand de) en gros.

Libraire-éditeur.

Linger (fournisseur).

Liqueurs (fabricant de).

Marbre (marchand de) en gros.

Modes (marchand de).

Nacre brute (marchand de).

Navire (constructeur de).

Orfèvre (marchand), sans atelier.

Pâtissier expéditeur.

Pavage des villes (entrepreneur de).

Pendules et bronzes (marchand de) en détail.

Pharmacien.

Pianos et clavecins (facteurs et marchands en boutique ou magasin de).

Plaqué ou doublé d'or et d'argent (fabricant et marchand d'objets en).

Plume et duvet (marchand de) en détail.

Plumes à écrire (marchand expéditeur de).

Poisson salé, mariné, sec et fumé (marchand de) en demi-gros.

Restaurateur à la carte.

Saleur de viandes.
Sarreaux ou blouses (marchand de) en gros.
Schalls (marchands de) en détail.
Sellier-carrossier.
Soie (marchand de) en détail.
Soudes végétales indigènes (marchand en gros de).
Tabletterie (marchand de matières premières pour la).
Tailleur (marchand) avec magasin d'étoffe.
Tapis de laine et tapisseries (marchand de).
Tissus de laine, de fil, de coton ou de soie (marchand en détail de).
Tournerie de Saint-Claude (marchand expéditeur d'articles de).
Tourteaux (marchand de).
Voilier (pour son compte).

QUATRIÈME CLASSE.

Agence ou bureau d'affaires (directeur d').
Aiguilles à coudre et à tricoter (marchand d') en détail.
Alambics et autres grands vaisseaux en cuivre (fabricant ou marchand d').
Anchois (saleur d').
Appareux (maître d').
Appréciateur au Mont-de-Piété.
Aubergiste
Bacs (fermiers de) pour un fermage de 1 000 francs et au-dessus.
Baleines (marchand de brins de).
Bas et bonneteries (marchand de) en détail.
Billards (fabricant de) ayant magasin.
Blondes (marchand de) en détail.

- Bois de teinture (marchand de) en détail.
Boisselier (marchand) en gros.
Bottier (marchand).
Boucher (marchand).
Boules à teinture (fabricant de).
Brodeurs sur étoffes, en or et en argent.
Bronzes, dorures, et argentures sur métaux (marchand de) en détail.
- Cafetier.
Caoutchouc (fabricant ou marchand d'objets non confectionnés ou d'étoffes garnies en).
Cartier (fabricant de cartes à jouer).
Chapeaux de feutre et de soie (fabricant de).
Charcutier.
Charpentier (entrepreneur-fournisseur).
Chasublier (marchand).
Chaudières en cuivre (fabricant de).
Chevaux (marchand de).
Cire à cacheter (fabricant de).
Cire (blanchisseur de) employant moins de six ouvriers.
Cirier (marchand).
Cochons (marchand de).
Commissionnaire au Mont-de-Piété.
Cordier (fabricant de câbles et cordages pour la marine ou la navigation intérieure).
Cordonnier (marchand).
Corroyeur (marchand).
Coton filé (marchand de) en détail.
Cotrets sur bateaux (marchand de).
Couleurs et vernis (fabricant et marchand de).
Couverts et autres objets en fer battu ou étamé (fabricant et marchand de) en gros, par procédés ordinaires.

- Couvertures de soie, bourre, laine et coton, etc. (marchand de).
- Couvreur (entrepreneur).
- Crin frisé (marchand de). ¶
- Cuirs tannés, corroyés, lissés, vernissés (marchand de) en détail.
- Décors et ornements d'architecture (marchand de).
- Dentelles (marchand de).
- Dorures et argentures sur métaux (fabricant ou marchand de) en détail.
- Dorures pour passementeries (marchand de).
- Eaux minérales factices (marchand de).
- Ecorces de bois pour tan (marchand de).
- Estaminet (maîtres d').
- Estampeur en or et en argent.
- Facteur de denrées et marchandises (partout ailleurs qu'à Paris.)
- Farines (marchand de) en gros.
- Fer en barres (marchand de) en détail. — Celui qui vend habituellement par quantité inférieure à 500 kilogrammes.
- Fils de chanvre ou de lin (marchand de) en détail.
- Fleurets et filoselle (marchand de) en détail.
- Fonte ouvragée (marchand de).
- Fosses mobiles inodores (entrepreneur de).
- Fourreur.
- Fromages de pâte grasse (marchand de) en gros.
- Fromages secs (marchand de) en demi-gros.
- Garde du commerce.
- Graines fourragères, oléagineuses et autres (marchand de) en demi-gros.
- Grainetier fleuriste (expéditeur).
- Grains (marchand de) en gros.
- Graveur sur cylindres.

Herboriste expéditeur.
Hongroyeur ou hongrieur.
Horlogerie (marchand de fournitures d').
Hôtel garni (maître d').
Houblon (marchand de) en demi-gros.
Huiles (marchand d') en détail.
Instruments pour les sciences (facteurs et marchands d') ayant boutique ou magasin.
Jardin public (tenant un).
Jeaugage des liquides (adjudicataire des droits de).
Laine brute ou lavée (marchand de) en détail.
Laine filée (marchand de) en détail.
Laineur.
Légumes secs (marchand de) en gros.
Limonadier non glacier.
Liqueurs (marchand de) en détail.
Lustres (fabricant et marchand de).
Maçonnerie (entrepreneur de).
Manège d'équitation (tenant un).
Mâts (constructeur de).
Mécanicien.
Menuisier (entrepreneur).
Merceries (marchand de) en détail.
Métaux (marchand de) (autres que l'or, l'argent, le fer en barres et la fonte) en détail.
Meules de moulins (fabricant de).
Miel et cire brute (marchand non expéditeur de).
Moutardier (marchand) en gros.
Moutons et agneaux (marchand de).
Mulets et mules (marchand de).
Nécessaires (marchand de).
Nougat (fabricant expéditeur de).

Oranges, citrons (marchand d') expéditeur.

Orgues d'église (facteur d').

Ornemaniste.

Papetier (marchand) en détail.

Pastel (marchand de) en détail.

Pâtissier non expéditeur.

Peaussier (marchand) en détail.

Peaux en vert ou crues (marchand de).

Peinture (entrepreneur de) en bâtiments.

Pelleteries et fourrures (marchand de) en détail.

Pesage et mesurage (fermier des droits de).

Pierre artificielle ou factice (fabricant d'objets en).

Plieur d'étoffes.

Polytypage (fabricant de).

Pompes à incendie (fabricant de).

Presseur de poisson de mer.

Presseur de sardines.

Pruneaux et prunes sèches (marchand de) en gros.

Quincaillier (en détail).

Receveur de rentes.

Registres (fabricant de).

Restaurateur et traiteur à la carte et à prix fixe.

Rubans pour modes (marchand de) en détail.

Sabots (marchand de) en gros.

Safran (marchand de) en demi-gros.

Serrurier (entrepreneur).

Serrurier (mécanicien).

Serrurier en voitures suspendues.

Sondes (fabricants de grandes).

Suif en branches (marchand de).

Suif fondu (marchand de) en détail.

Tapissier (marchand).

Thé (marchand de) en détail.

Tôle vernie (fabricant d'ouvrages en).
Tourbe (marchand de) en gros.
Truffes (marchand de).
Tulles (marchand de) en détail.
Tuyaux en fil de chanvre pour les pompes à incendie
et les arrosements (fabricants de).
Vaches ou veaux (marchand de).
Vanneries (marchand expéditeur de).
Verres à vitre (marchand de).
Vinaigrier en détail.
Vins (marchand de) en détail. — Vendant habituelle-
ment pour être consommé hors de chez lui, des
vins au panier ou à la bouteille.
Vins (voiturier marchand de).
Volailles truffées (marchand de).

CINQUIÈME CLASSE.

Accouchement (chef de maison d').
Acier poli (fabricant d'objets en), pour son compte.
Affineur de métaux autres que l'or, l'argent et le pla-
tine.
Agrafes (fabricant d') par les procédés ordinaires
(pour son compte).
Albâtre (fabricant ou marchand d'objets en).
Almanachs ou annuaires (éditeur propriétaire d').
Appareils et ustensiles pour l'éclairage au gaz (fa-
bricant d').
Apprêteur de chapeaux de paille.
Apprêteur d'étoffes pour les particuliers.
Armurier.
Aubergiste, ne logeant qu'à cheval.
Bains publics (entrepreneur de).
Balancier (marchand).

- Bals publics (entrepreneur de).
 Bijoutier (fabricant), pour son compte, sans magasin.
 Bijoux en faux (marchand de).
 Blanchisseur de toiles et fils pour les particuliers.
 Blatier avec voiture.
 Bois à brûler (marchand de). — Celui qui, n'ayant ni
 chantier, ni magasin, ni bateau, vend par voiture
 au domicile des consommateurs.
 Bois de bateaux (marchand de).
 Bois de boïssellerie (marchand de).
 Bois de volige (marchand de).
 Bois feuillard (marchand de).
 Boîtes et bijoux à musique (fabricant de mécaniques
 pour), pour son compte.
 Boucher en détail.
 Bouclerie (fabricant de), pour son compte.
 Bougies (marchand de).
 Boulanger.
 Bouteilles de verre (marchand de).
 Boutons de métal, corne, cuir bouilli, etc. (fabricant
 de), pour son compte.
 Brocanteur en boutique ou magasin.
 Broches et cannelets pour la filature (fabricant de),
 pour son compte.
 Broderies (fabricant et marchand de) en détail.
 Bureau de distribution d'imprimés, de cartes de vi-
 sites, annonces, etc. (entrepreneur d'un).
 Bureau d'indication et de placement (tenant un).

 Cabaretier ayant billard.
 Cabriolet sur place ou sous remise (loueur de), s'il
 a plusieurs cabriolets.
 Calandreur d'étoffes neuves.
 Caractères mobiles en métal (fabricant de).
 Carrossier raccommodeur.

- Cartonnage fin (fabricant et marchand de).
Cercles ou sociétés (fournisseur des objets de consommation dans les).
Chapeaux de paille (marchand de) en détail.
Chapellerie en fin.
Chapellerie (marchand de fournitures pour la).
Charbon de bois (marchand de) en demi-gros.
Charbon de terre épuré ou non (marchand de) en demi-gros.
Chasse (marchand d'ustensiles de).
Chaudronnier (marchand).
Cheminées dites économiques (fabricant et marchand de).
Chevaux (loueur de).
Chevaux (tenant pension de).
Cheveux (marchand de).
Chocolat (marchand de) en détail.
Cloches de toutes dimensions (marchand de).
Cloutier (marchand) en détail.
Coffretier-malletier, en cuir.
Colle pour la clarification des liqueurs (fabricant de).
Colleur d'étoffes.
Cornes brutes (marchand de).
Coutelier (marchand et fabricant).
Crémier-glacier.
Crics (fabricant et marchand de).
Crin frisé (apprêteur de).
Cristaux (marchand de) en détail.
Culottier en peau (marchand).
Curiosité (marchand en boutique d'objets de).
Décatisseur.
Déchireur ou dépeceur de bateaux.
Dés à coudre en métal autre que l'or et l'argent (fabricant de), pour son compte.

Distillateur d'essences et eaux parfumées et médicinales.

Eau-de-vie (marchand d') en détail.

Ebéniste (marchand), ayant boutique ou magasin.

Eclairage à l'huile pour le compte des particuliers (entrepreneur d').

Eperonnier, pour son compte.

Epicier en détail.

Eponges (marchand d') en détail.

Equipage (maître d').

Etain (fabricant de feuilles d').

Etriers (fabricant d'), pour son compte.

Etrilles (fabricant d'), pour son compte.

Ferblantier lampiste.

Ferronnier.

Fiacre (loueur de), s'il a plusieurs voitures.

Fleurs artificielles (fabricant et marchand de).

Fondeur en fer, en bronze ou en cuivre (avec des creusets ordinaires).

Forces (fabricant de), pour son compte.

Forgerons de petites pièces (canons, platines).

Foulonnier.

Fourrages (marchand de), par bateaux, charrettes ou voitures.

Frangier (marchand).

Galonnier (marchand).

Gantier (marchand).

Glaces (marchand de) (miroïtier).

Glacier.

Instruments de chirurgie en métal (fabricant et marchand d').

Ivoire (marchand d'objets en).

Jaugeur juré pour les liquides.

Jeu de paume (maître de).

Joaillier (fabricant), pour son compte.

Lampiste.

Lapidaire en pierres fausses (fabricant ou marchand),
ayant boutique ou magasin.

Laveur de laines.

Layetier-emballeur.

Libraire.

Liège brut (marchand de) en détail.

Loueur de voitures suspendues.

Lunetier (marchand).

Lutherie (marchand de fournitures de).

Luthier (fabricant), pour son compte.

Magasinier.

Maître ou patron de barque ou bateau, naviguant
pour son propre compte sur les fleuves, rivières
ou canaux; soit que la barque ou le bateau lui
appartienne, soit qu'il l'ait loué. Si le conducteur
n'est qu'un homme à gages, la patente est due par
le propriétaire de la barque ou du bateau.

Maréchal expert.

Maroquinier, pour son compte.

Marrons et châtaignes (marchand expéditeur de).

Mégissier, pour son compte.

Menuisier-mécanicien.

Métiers à bras (forgeur de), pour son compte.

Meubles (marchand de).

Meules à aiguiser (fabricant et marchand de).

Mine de plomb (marchand de) en détail.

Mineral de fer (marchand de), ayant magasin.

Miroitier.

Modiste.

Monuments funèbres (entrepreneur de).

Moulures (fabricant de), pour son compte.

Moulures (marchand de) en boutique.

Musique (marchand de).

Nacre de perles (fabricant d'objets en), pour son compte.

Nacre de perles (marchand d'objets en).

Natation (tenant une école de).

Orfèvre (fabricant), pour son compte.

Orgues portatives (facteur d'), pour son compte.

Papier peint pour tentures (marchand de).

Parc aux charrettes (tenant un).

Parfumeur (marchand) en détail.

Passementier (marchand).

Pavés (marchand de).

Peignes de soie (marchand de).

Peintre-vernisier en voitures ou équipages.

Perles fausses (marchand de).

Pierres brutes (marchand de).

Pierres lithographiques (marchand de).

Planches (marchand de) en détail.

Plombier.

Plumassier (fabricant et marchand).

Plumes à écrire (marchand de) non expéditeur.

Poisson frais (marchand de) vendant par forte partie aux détaillants.

Pompes de métal (fabricant de).

Porcelaine (marchand de) en détail.

Poudrette (marchand de).

Relais (entrepreneur de), même lorsqu'il est maître de poste.

Résines et autres matières analogues (marchand de) en détail.

Rogues ou œufs de morue (marchand de) en détail.

Restaurateur et traiteur à prix fixe seulement.

Rôtisseur.

Saleur d'olives.

Seaux à incendie (fabricant de).

Sellier-harnacheur.

Serrurier non entrepreneur.

Soies de porc ou de sanglier (marchand de) en détail.

Soufflets (fabricant et marchand de gros) pour les forgerons, bouchers, etc.

Sparterie pour modes (fabricant de).

Sucre brut et raffiné (marchand de) en détail.

Tableaux (marchand de).

Taffetas gommés ou cirés (marchand de).

Taillandier.

Tailleur (marchand d'habits neufs).

Tailleur (marchand), sans magasin d'étoffes, fournissant sur échantillons.

Tapis peints ou vernis (marchand de).

Toiles cirées et vernies (marchand de).

Toiles métalliques (fabricant de), pour son compte.

Tôle vernie (marchand d'ouvrages en).

Traçons (maître de).

Ustensiles de chasse et de pêche (marchand d').

Vannier-emballeur pour les vins.

Verres blancs et cristaux (marchand de) en détail.

Vidange (entrepreneur de).

Vins (marchand de) en détail, donnant à boire chez lui et tenant billard.

SIXIÈME CLASSE.

Affiches (entrepreneur de la pose et de la conservation des).

Agaric (marchand d').

Agent dramatique.

Aiguilles, clefs et autres petits objets pour montres ou pendules (fabricant d'), pour son compte.

Allumettes chimiques (fabricant et marchand d').

Anatomie (fabricant de pièces d').

Anatomie (tenant un cabinet d').

Anes (marchand d').

Annonces et avis divers (entrepreneur d'insertions d').

Appréciateur d'objets d'art.

Apprêteur de peaux.

Apprêteur de plumes, laines, duvet et autres objets de literie.

Ardoises (marchand d'). Celui qui vend par millier aux maçons et aux entrepreneurs de bâtiments.

Arrosage (entreprise particulière d').

Arrimeur.

Artificier.

Bacs (fermier de) pour un prix de fermage au-dessous de 1 000 francs.

Baies de genièvre (marchand de).

Bains de rivière en pleine eau (entrepreneur de).

Balancier (fabricant), pour son compte.

Balançons (marchand de).

Balayage (entreprise partielle de).

Bandagiste.

Bardeaux (marchand de).

Baromètres (fabricant ou marchand de).

Barques, bateaux ou canots (constructeur de).

Bateaux à laver (exploitant de).

Battendier.

Batteur de bois de teinture.

Batteur d'écorce.

Batteur de graine de trèfle.

Batteur d'or et d'argent.

Baudruche (apprêteur de).
Beurre frais ou salé (marchand de) en détail.
Bièrre (marchand ou débitant de).
Bijoutier en faux (fabricant), pour son compte.
Billards (fabricant de), sans magasins.
Bisette (fabricant et marchand de).
Blanc de craie (fabricant et marchand de).
Blatier avec bêtes de somme.
Bluteaux ou blutoirs (fabricant et marchand de).
Bois merrains (marchand de). S'il ne vend qu'aux
tonneliers et aux particuliers.
Boiseries (marchand de vieilles).
Boisselier (marchand) en détail.
Bombagiste.
Bombeur de verres.
Bossetier.
Bouchonnier.
Bouchons (marchand de) en détail.
Boues (entreprise partielle de l'enlèvement des).
Bouilleur ou brûleur d'eau-de-vie.
Bouillon et bœuf cuit (marchand de).
Bourre de soie (marchand de).
Bourrelier.
Boyaudier.
Brasseur à façon.
Bretelles et jarretières (fabricant pour son compte.)
Bretelles et jarretières (marchand de).
Briou (fabricant de).
Briques (marchand de).
Briquets phosphoriques et autres (fabricant de).
Brocanteur d'habits en boutique.
Brossier (fabricant), pour son compte.
Brossier (marchand).
Buffletier (marchand).
Buis ou racines de buis (marchand de).
Bustes en plâtre (mouleur de).

- Cabaretiers.
 Cabinet de lecture (tenant un). Où l'on donne à lire
 les journaux et les nouveautés littéraires.
 Cabinets d'aisance publics (tenant).
 Cadrans de montres et de pendules (fabricant de),
 pour son compte.
 Cadres pour glaces et tableaux (marchand de).
 Café de chicorée en poudre (marchand de).
 Cafetières du Levant ou marabouts (fabricant de), pour
 son compte.
 Caisses de tambour (facteur de).
 Calfat (radoubeur de navires).
 Cannelles et robinets en cuivre (fabricant de) pour
 son compte.
 Canes (marchand de) en boutique.
 Cantinier, dans les prisons, hospices et autres éta-
 blissements publics.
 Caparaçonnier, pour son compte.
 Capsules métalliques (fabricant de) pour boucher les
 bouteilles.
 Cardes (fabricant de) par les procédés ordinaires,
 pour son compte.
 Carreaux à carreler (marchand de).
 Carrés de montres (fabricant de), pour son compte.
 Cartes de géographie (marchand de).
 Cartons pour bureaux et autres (fabricant de), pour
 son compte.
 Casquettes (fabricant de), pour son compte.
 Cendres (laveur de).
 Cercles ou cerceaux (marchand de).
 Chaînes de fil, laine ou coton, préparées pour la
 fabrication des tissus (marchand de).
 Chaises fines (marchand et fabricant de).
 Chaises (loueur de) pour un prix de ferme de 2 000 fr.
 et au-dessus.

- Chamoiseur, pour son compte.
Chandeliers en fer et en cuivre (fabricant de), pour son compte.
Chanvre (marchand de) en détail.
Chapelier en grosse chapellerie.
Charcutier revendeur.
Charpentier.
Charrée (marchand de).
Charron.
Châsses de lunettes (fabricant de), pour son compte.
Chaux (marchand de).
Chef de ponts et pertuis.
Cidre (marchand et débitant de) en détail.
Cimentier, employant moins de cinq ouvriers.
Ciseleur.
Clinguant (fabricant de), pour son compte.
Clochettes (fondeur de).
Cloches (fondeur de), sans boutique ni magasin.
Coffretier-malletier en bois.
Coiffeur.
Cols (fabricant de), pour son compte.
Cols (marchand de).
Combustibles (marchand de), en boutique.
Commissionnaires porteurs pour les fabricants de tissus.
Coquetier avec voiture.
Cordes harmoniques (fabricant de), pour son compte.
Cordes métalliques (fabricant de), pour son compte.
Cordier (marchand).
Corne (apprêteur de), pour son compte.
Corne (fabricant de feuilles transparentes de), pour son compte.
Corsets (fabricant et marchand de).
Cosmorama (directeur de).
Costumier.

- Coupeur de poils (marchand), pour son compte.
 Courtier-gourmet-piqueur de vins.
 Couturière (marchande).
 Couverts et autres objets en fer battu ou étamé (fabricant et marchand de) en détail.
 Couvreur (maître).
 Crayons (marchand de).
 Crépins (marchand de).
 Crinières (fabricant de), pour son compte.
 Crins plats (marchand de).
 Cuir bouilli et vernis (fabricant ou marchand d'objets en).
 Cuirs et pierres à rasoirs (fabricant et marchand de).
 Cuivre de navires (marchand de vieux).
 Dalles (marchand de).
 Damasquineur.
 Découpoirs (fabricant de), pour son compte.
 Déménagements (entrepreneur de), s'il a une seule voiture.
 Dentelles (facteur de).
 Dépeceur de voitures.
 Dessinateur pour fabrique.
 Doreur et argenteur.
 Doreur sur bois.
 Ebéniste (fabricant), pour son compte, sans magasin.
 Ecrans (fabricant d'), pour son compte.
 Emailleur, pour son compte.
 Emballeur non layetier.
 Encre à écrire (fabricant et marchand d') en détail.
 Enduit contre l'oxydation (applicateur d').
 Enjoliveur (marchand).
 Épingles (fabricant) par les procédés ordinaires.
 Essayeur de soie.
 Estampes et gravures (marchand d').

Etameur de glaces.

Eventailliste (marchand fabricant), ayant boutique ou magasin.

Facteur de fabrique.

Fagots et bourrées (marchand de), vendant par voiture.

Faïence (marchand de).

Farines (marchand de) en détail.

Ferblantier.

Feutre (fabricant et marchand de) pour la papeterie, le doublage des navires, plateaux, vernis, etc.

Filagraniste.

Filasse de nerfs (fabricant de), pour son compte.

Filets pour la pêche, la chasse, etc. (fabricant de).

Fileur (entrepreneur).

Filotier.

Fleurs artificielles (marchand d'apprêts et papier pour).

Fleurs d'oranger (marchand de).

Fondeur d'étain, de plomb ou fonte de chasse.

Fontaines publiques (fermier de).

Fontaines à filtrer (fabricant et marchand de).

Formaire (pour la fabrication du papier), pour son compte.

Fouleurs de bas et autres articles de bonneterie.

Fouleurs de feutre pour les chapeliers.

Fourbisseur (marchand).

Journaliste.

Fourneaux potagers (fabricant et marchand de).

Fourrage (débitant de), à la botte ou en petite partie au poids.

Fripier.

Fromages de pâtes grasses (marchand de) en détail.

Fromages secs (marchand de) en détail.

Fruitier oranger.

- Fruits secs (marchand de) en détail.
 Fruits secs pour boissons (marchand de).
 Fumiste.
 Gardes-robes inodores (fabricant et marchand de).
 Gibernes (fabricant de), pour son compte.
 Glace; eau congelée (marchand de).
 Globes terrestres et célestes (fabricant et marchand de).
 Gommeur d'étoffes.
 Graine de moutarde blanche (marchand de).
 Graines (marchand de) en détail.
 Grainetier-fleuriste en détail.
 Graveur sur métaux (fabricant les timbres secs et gravant sur bijoux).
 Grue (maître de).
 Harpes (facteur de), n'ayant ni boutique ni magasin.
 Herboriste-droguiste.
 Histoire naturelle (marchand d'objets d').
 Horlogerie (fabricant de pièces d'), pour son compte.
 Horloger-rhabilleur (marchand).
 Huîtres (marchand d').
 Images (fabricant ou marchand d').
 Imprimeur lithographie éditeur.
 Instruments aratoires (fabricant d').
 Instruments de chirurgie en gomme élastique (fabricant d').
 Instruments de musique à vent, en bois ou en cuivre (facteur d').
 Instruments pour les sciences (facteur d'), sans boutique ni magasin.
 Ivoire (fabricant d'objets en), pour son compte.
 Jais ou jaïet (fabricant ou marchand d'objets en).
 Kaolin et pétenzé (marchand de).
 Lamineur par les procédés ordinaires.
 Lanternier.

- Lattes (marchand de) en détail.
Lavoir public (tenant un).
Layetier.
Levure ou levain (marchand de).
Lin (marchand de) en détail.
Linge de table et de ménage (loueur de).
Linger.
Lithochrome, imprimeur.
Lithochromies (marchand de).
Lithographies (marchand de).
Lithophanies pour stores (fabricant et marchand de).
Loueur de tableaux et dessins.
Loueur en garni.
Lunetier (fabricant).
Lustreur de fourrures.
Maçon (maître).
Maison particulière de retraite (tenant une).
Marbre factice (fabricant et marchand d'objets en).
Marbrier.
Maréchal ferrant.
Masques (fabricant et marchand de).
Matériaux (marchand de vieux).
Menuisier.
Mercerie (marchand de menue).
Metteur en œuvre, pour son compte.
Meubles d'occasion (marchand d').
Moireur d'étoffes, pour son compte.
Monteur de métiers.
Mosaïques (marchand de).
Mulquinier. Celui qui prépare le fil pour les chaînes servant à la fabrication des tissus.
Naturaliste (marchand).
Nécessaires (fabricant de), pour son compte.
Nourrisseur de vaches et de chèvres pour le commerce du lait.

- Oranges et citrons (marchand d'), en boutique et en détail.
- Os (fabricant d'objets en), pour son compte.
- Outres (fabricant d'), pour son compte.
- Outres (marchand d').
- Paille (fabricant de tissus pour les chapeaux de), pour son compte.
- Paillettes et paillons (fabricant de), pour son compte.
- Pain à cacheter et à chanter (fabricant et marchand de).
- Pain d'épices (fabricant ou marchand en boutique de).
- Papiers de fantaisie (fabricant de), pour son compte.
- Parapluies (fabricant et marchand de).
- Parcheminier, pour son compte.
- Parquetteur (menuisier).
- Pâtes alimentaires (marchand de).
- Paveur.
- Peaux de lièvres et de lapins (marchand de), en boutique.
- Pêche (adjudicataire ou fermier de), pour un prix de 2 000 fr. ou au-dessus.
- Peignes à sérancer (fabricant de), pour son compte.
- Peignes d'écaille (fabricant de), pour son compte.
- Peignes (marchand de), en boutique.
- Peintre en bâtiments non entrepreneurs.
- Pension bourgeoise (tenant).
- Pension particulière de vieillards (tenant).
- Perles fausses (fabricant de), pour son compte.
- Peseur et mesureur juré.
- Pianos et clavecins (facteur de), n'ayant ni boutique ni magasin.
- Pierres à brunir (fabricant et marchand de).
- Pierres fausses (fabricant de).
- Pierres bleues (marchand de) pour le blanchissage du linge.

- Pierres taillées (marchand de).
Pinceaux (fabricant de), pour son compte.
Pipes (marchand de).
Plafonneur.
Plâtre (marchand de).
Plâtrier (maçon).
Plomb de chasse (fabricant ou marchand de).
Plumes métalliques (marchand fabricant de).
Poëlier en faïence, fonte, etc.
Polisseur d'objets en or, argent, cuivre, acier, écaille, os, corne, etc.
Porces pour les papetiers (fabricant de).
Portefeuilles (fabricant de), pour son compte.
Portefeuilles (marchand de).
Potier d'étain.
Poudre d'or (fabricant et marchand de).
Pouilleur (fabricant).
Pressoir (maître de) à manège.

Queues de billard (fabricant de), pour son compte.

Ramonage (entrepreneur de).
Rampiste.
Ressorts de bandage pour les hernies (fabricant de), pour son compte.
Ressorts de montre et de pendules (fabricant de), pour son compte.

Sacs de toile (fabricant et marchand de).
Salpêtrier.
Sarreaux ou blouses (marchand de) en détail.
Sculpteur en bois, pour son compte.
Son, recoupe et remoulage (marchand de).
Sparterie (fabricant et marchand d'objets en).
Sphères (fabricant de).

- Stucateur.
 Sumac (marchand de).
 Tabac (marchand de) en détail dans le département de la Corse.
 Table d'hôte (tenant une).
 Tabletier (marchand).
 Tabletterie (fabricant d'objets en), pour son compte.
 Tambours, grosses caisses, tambourins (fabricant de).
 Tamisier (fabricant et marchand).
 Tan (marchand de).
 Tapissier à façon.
 Teinturier dégraisseur pour les particuliers.
 Teinturier en peau.
 Tireur d'or et d'argent.
 Tôlier.
 Tourneur sur métaux.
 Tourteaux (marchand de) en détail.
 Tréfileur par les procédés ordinaires.
 Tuiles (marchand de).
 Vannerie (marchand de) en détail.
 Vannier (fabricant en vannerie fine).
 Vérificateur de bâtimens.
 Vernisseur sur cuivre, feutre, carton et métaux.
 Verres bombés (marchand de).
 Verroterie et gobeletterie (marchand de) en détail.
 Vignettes et caractères à jour (fabricant de), pour son compte.
 Vignettes et caractères à jour (marchand en boutique de).
 Vins (marchand de) en détail, donnant à boire chez lui et ne tenant pas billard.
 Vis (fabricant de) par procédés ordinaires, pour son compte.
 Vitrier en boutique.

Voilier à façon.

Volaille ou gibier (marchand de).

SEPTIÈME CLASSE.

Accordeur de pianos, harpes et autres instruments.

Acheveur en métaux.

Acier poli (fabricant d'objets en) à façon.

Alvin (marchand d').

Alléges (marchand d').

Anes (loueur d').

Apprêteur de barbes ou fanons de baleine.

Apprêteur de bas et autres objets de bonneterie.

Archets (fabricant d')

Armurier rhabilleur.

Armurier à façon.

Arpenteur.

Attelles pour colliers de bêtes de trait (fabricant et marchand d').

Avironnier.

Badigeonneur.

Balancier (fabricant) à façon.

Ballons pour lampes (fabricant de), pour son compte.

Bandagiste à façon.

Bardeaux (fabricant de), pour son compte.

Bâtier.

Battoirs de paume (fabricant de).

Baugeur.

Bijoutier à façon.

Bijoutier en faux (fabricant), à façon.

Bimbeloterie (fabricant d'objets de), sans boutique ni magasin.

Bimbelotier (marchand) en détail.

Blanchisseur de chapeaux de paille.

- Blanchisseur de fin.
 Blanchisseur de linge, ayant un établissement de
 buanderie.
 Blanchisseur sur pré.
 Boisselier.
 Boîtes et bijoux à musique (fabricant de mécaniques
 pour), à façon.
 Bottes remontées (marchand de).
 Bottier et cordonnier en chambre.
 Boules vulnérables dites d'acier ou de Nancy (fabri-
 cant de).
 Bouquetière (marchande) en boutique.
 Bouquiniste.
 Bourrelets d'enfants (fabricant et marchand de).
 Boursier.
 Boutons de soie (fabricant de), pour son compte.
 Briquets phosphoriques et autres (marchand de).
 Broches pour la filature (rechargeur de).
 Broderies (blanchisseur et apprêteur de).
 Broderies (dessinateur imprimeur de),
 Broderies (fabricant à façon de).
 Brunisseur.
 Buffletier (fabricant), pour son compte.
 Bustes en cire pour les coiffeurs (fabricant de).
 Cabinet de figures en cire (tenant un).
 Cabinet de lecture où l'on donne tous les journaux
 seulement (tenant un).
 Cabinets particuliers de tableaux, d'objets d'histoire
 naturelle ou d'antiquités.
 Cabriolets sur place ou sous remise (loueur de), s'il
 n'y a qu'un cabriolet.
 Calendreur de vieilles étoffes.
 Cambreur de tiges de bottes.
 Camées faux ou moulés (fabricant de).

Cannelles et robinets en cuivre (fabricant de), à façon.
Cannes (fabricant de), pour son compte.
Cannetille (fabricant de).
Caractères d'imprimerie (fondeur de) à façon.
Caractères d'imprimerie (graveur en).
Caractères mobiles en bois ou en terre cuite (fabricant et marchand de).
Carcasses ou montures de parapluies (fabricant de), pour son compte.
Cardeur de laine, de coton, de bourre de soie, filosselle, etc.
Carreleur.
Carrioles (loueur de).
Ceinturonnier, pour son compte.
Cendres ordinaires (marchand de).
Chaises (loueur de), pour un prix de ferme de 500 francs à 2 000 francs.
Chapelets (fabricant marchand de).
Charnières en fer, cuivre ou fer-blanc (fabricant de), par les procédés ordinaires, pour son compte.
Chasublier à façon.
Chaudronnier rhabilleur.
Chaussons en lisière et autres (marchand de).
Chenille en soie (fabricant de), pour son compte.
Chevaux (courtier de).
Chèvres et chevreaux (marchand de).
Chiffonnier en détail.
Chineur.
Cirage ou encaustique (marchand fabricant de).
Cloutier au marteau, pour son compte.
Coiffes de femmes (faiseuse et marchande de).
Colle de pâte et de peau (fabricant de).
Colleur de chaînes pour fabrication de tissus.
Coquetier avec bêtes de somme.
Cordes harmoniques (fabricant de) à façon.

- Cordes métalliques (fabricant de) à façon.
 Cordier (fabricant de menus cordages, tels que cordes, ficelles, longes, traits, etc.).
 Cordons en fil, soie, laine, etc. (fabricant de), pour son compte.
 Corroyeurs à façon.
 Cosmétique (marchand de).
 Coton cardé ou gommé (marchand de).
 Coupeur de poils à façon.
 Courroies (apprêteur de), pour son compte.
 Courtier de bestiaux.
 Coutelier à façon.
 Couturière en corsets, en robes ou en linge.
 Couvreur en paille ou en chaume.
 Crémier ou laitier.
 Crépin en bois (fabricant d'articles de), pour son compte.
 Criblier.
 Cristaux (tailleur de).
 Crochets pour les fabriques d'étoffes (fabricant de), pour son compte.
 Cuivre vieux (marchand de).
 Cuves, foudres, barriques et tonneaux (fabricant de).
 Déchets de coton (marchand de).
 Décrueur de fil.
 Dégraisseur.
 Denteleur de scies.
 Doreur sur tranches.
 Ebéniste (fabricant) à façon.
 Ecailles d'ables ou ablettes (marchand d').
 Echalas (marchand d').
 Ecorcheur ou équarrisseur d'animaux.
 Embouchoirs (faiseur d').
 Emailleur à façon.

- Enjoliveur (fabricant), pour son compte.
Eperonnier à façon.
Epicier-regrattier. S'il ne vend qu'au petit poids et à la petite mesure quelques articles d'épiceries, et joint à ce commerce la vente de quelques autres objets, comme poterie de terre, charbon en détail, bois à la falourde, etc.
Epinglier-grillageur.
Equarrisseur de bois.
Equipeur-monteur.
Essence d'Orient (fabricant d').
Estampeur en métaux autres que l'or et l'argent.
Etriers (fabricant d') à façon.
Etrilles (fabricant d') à façon.
Evantailliste (fabricant), pour son compte.
Expert pour le partage et l'estimation des propriétés.
- Ferblantier en chambre.
Ferrailleur.
Fiacre (loueur de), s'il n'a qu'une seule voiture.
Finisseur en horlogerie.
Fleuriste travaillant pour le compte des marchands.
Fondeur de brins de baleine.
Fontaines en grès, à sable (marchand de).
Forces (fabricant de) à façon.
Forets (fabricant de).
Formier.
Fouets, cravaches (fabricant ou marchand de) pour son compte.
Fournier.
Fourreaux pour sabres, épées, baïonnettes (fabricant de), pour son compte.
Frangier (fabricant), pour son compte.
Fretin (marchand de).
Friseur de drap et autres étoffes de laine.

Friteur ou friturier en boutique.

Fruitier.

Gabarre (maître de) ou gabarrier.

Galettes, gauffres, brioches et gâteaux (marchand de), en boutique.

Galochier.

Galonnier (fabricant), pour son compte.

Gâinier (fabricant), pour son compte.

Gargottier.

Gauffreur d'étoffes, de rubans, etc.

Gaules et perches (marchand de).

Graines fourragères, oléagineuses et autres (marchand de) en détail.

Grainier ou grainetier.

Gravatier.

Graveur en caractères d'imprimerie.

Graveur sur métaux. Se bornant à graver des cachets ou des planches pour factures et autres objets dits de ville.

Grueur.

Guêtrier.

Guillocheur.

Guimpier.

Hâlage (loueur de chevaux pour le).

Hameçons (fabricant d').

Herboriste. Ne vendant que des plantes médicinales fraîches ou sèches.

Hongreur.

Horlogerie (fabricant de pièces d') à façon.

Horloger-repasseur.

Horloger-rhabilleur (non marchand).

Horloges en bois (fabricant ou marchand d').

Imprimeur en taille-douce pour objets dits de ville.

Imprimeur lithographe (non éditeur).

Imprimeur sur porcelaine, faïence, verre, cristaux.
émail, etc.

Ivoire (fabricant d'objets en) à façon.

Joaillier à façon.

Lait d'ânesse (marchand de).

Lamier-rotier, pour son compte.

Lapidaire à façon.

Layettes d'enfant (marchand de).

Légumes secs (marchand de) en détail.

Lie de vin (marchand de).

Lin (fabricant de).

Linge (marchand de vieux).

Liqueurs et eaux-de-vie (débitant de).

Logeur.

Loueur de livres.

Lunettes (fabricant de verres de).

Luthier (fabricant à façon).

Marbreur sur tranches.

Marchande à la toilette.

Maroquinier (à façon).

Mégissier (à façon).

Mesures linéaires et règles et équerres (fabricant de),
pour son compte.

Métiers à bas (forgeur de) à façon.

Metteur en œuvre (à façon).

Monteur en bronze.

Mouleurs (fabricant de) à façon.

Moutardier (marchand) en détail.

Muletier.

Nacre de perle (fabricant d'objets en) à façon.

Navetier (fabricant).

Oiselier.

Orfèvre (à façon).

Orge (exploitant un moulin à perler l').

Orgues portatives (facteur d') à façon.

Ouate (fabricant et marchand d').

Outres (fabricant d') à façon.

Ovaliste.

Paille (fabricant de tissus pour chapeaux de) à façon.

Paille (fabricant de tresses, cordonnets, etc., en).

Paille teinte (fabricant et marchand de).

Pain (marchand de) en boutique.

Papier de fantaisie (fabricant de) à façon.

Passementier (fabricant), pour son compte.

Patachier.

Pâtissier-brioleur.

Pêche (adjudicataire ou fermier de) pour un prix de ferme de 500 à 2 000 francs.

Pédicure.

Peigneur de chanvre, de lin ou de laine.

Peintre en armoiries, attributs et décors.

Peintre ou doreur, soit sur verre ou cristal, soit sur porcelaine, etc., pour son compte.

Perruquier.

Pierre de touche (marchand de).

Piquonnier.

Planches ou ifs à bouteilles (fabricant de).

Planeur en métaux.

Plaqueur.

Plumeaux (marchand fabricant de), pour son compte.

Poires à poudre (fabricant de), pour son compte.

Poisson (marchand en détail de).

Pompes de bois (fabricant de).

Poterie de terre (marchand de).

Présurier.

Queues de billard (fabricant de) à façon.

Raquettes (fabricant de), pour son compte.

Regrattier.

Relieur de livres.

Rentrayer de couvertures de laine et de coton.

Ressorts de bandages pour les hernies (fabricant de) à façon.

Ressorts de montres et de pendules (fabricant de) à façon.

Revendeuse à la toilette pour son compte.

Roseaux (marchand de).

Rouettes ou harts pour lier les trains de bois (marchand de).

Ruches pour les abeilles (fabricant de), pour son compte.

Scieur de long.

Sculpteur en bois à façon.

Seaux ou baquets en sapin (fabricant de), pour son compte.

Sel (marchand de) en détail.

Sellier (à façon).

Socques (fabricant et marchand de) en bois.

Soufflets ordinaires (fabricant et marchand de).

Tableaux (restaurateur de).

Tabletterie (fabricant d'objets en) à façon.

Tailleur d'habits à façon.

Toiles grasses (fabricant de) pour emballage.

Toiles métalliques (fabricant de) à façon.

Toiseur de bâtiments.

Toiseur de bois.

• Tondeur de draps et autres étoffes de laine.

Tonneaux (marchand de).

Tonnelier.

Torcher.

Tourneur en bois (marchand), vendant en boutique divers objets en bois faits au tour.

Treillageur.

Tripier.

Ustensiles de ménage (marchand de vieux).

Vaisselle et ustensiles de bois (fabricant et marchand de.)

HUITIÈME CLASSE.

Accoutreur.

Affiloirs (marchand d').

Agraffes (fabricant d'), par procédés ordinaires, à façon.

Aiguilles, dés et autres petits objets pour montres et pendules (fabricant d') à façon.

Aiguilles (fabricant d') à coudre ou à faire des bas, par procédés ordinaires, à façon.

Aiguilles pour les métiers à faire des bas (monteur d').

Allumettes et amadou (fabricant et marchand d').

Appeaux pour la chasse (fabricant d').

Apprêteur de chapeaux de feutre.

Approprieur de chapeaux.

Arçonneur.

Artiste en cheveux.

Assembleur.

Balais de bouleaux, de bruyère, et de grand millet (marchand de), avec voitures ou bêtes de somme.

Ballons pour lampes (fabricant de) à façon.

Barbier.

Bardeaux (fabricant de), à façon.

Batelier.

Bâtonnier.

Baudetier.

Blanchisseur de linge, sans établissement de buanderie.

Bobines pour les manufactures (fabricant de).

Bois à brûler (marchand de), qui vend à la falourde, au fagot et au cotret.

Bois de galoches et de socques (faiseur de).

Boisselier (fabricant) à façon.

Bouchons de flacons (ajusteur de).

Bouclerie (fabricant de) à façon.

Boutons de métal, corne, cuir bouilli (fabricant de) à façon.

Boutons de soie (fabricant de) à façon.

Bretelles et jarretières (fabricant de) à façon.

Brioleur avec bêtes de somme.

Briquetier à façon.

Brocanteur d'habits sans boutique.

Broches et cannelets pour la filature (fabricant de) à façon.

Brosses (fabricant de bois pour).

Brossier (fabricant à façon).

Bûches et briquettes factices (marchand de).

Buffletier (fabricant) à façon.

Cabas (faiseur de).

Cadrans de montres et de pendules (fabricant de) à façon.

Café tout préparé (débitant de).

Cafetières du Levant ou marabouts (fabricant de) à façon.

Cages, souricières et tournettes (fabricant de).

Canevas (dessinateur de).

Cannes (fabricant de) à façon.

Caparaçonnier à façon.

Carcasses ou montures de parapluies (fabricant de) à façon.

Carcasses pour modes (fabricant de).

- Cardes (fabricant de) à façon, par les procédés ordinaires.
 Carrés de montre (fabricant de) à façon.
 Cartons pour les bureaux et autres (fabricant de) à façon.
 Casquettes (fabricant de) à façon.
 Castine (marchand de).
 Ceinturonnier à façon.
 Cerclier.
 Chaises communes (fabricant et marchand de).
 Chaises (loueur de) pour un prix de ferme au-dessous de 500 francs.
 Chamoiseur à façon.
 Chandeliers de fer ou en cuivre (fabricant de) à façon.
 Chapeaux (marchand de vieux) en boutique ou en magasin.
 Charbon de bois (marchand de) en détail.
 Charbon de terre épuré ou non (marchand de) en détail.
 Charbonnier-voiturier.
 Charnières en fer, cuivre ou fer-blanc (fabricant de), par procédés ordinaires, à façon.
 Charrettes (loueur de).
 Châsses de lunettes (fabricant de) à façon.
 Chaussons en lisières (fabricant de).
 Chenille en soie (fabricant de) à façon.
 Chevilleur.
 Clinquant (fabricant de) à façon.
 Cloutier au marteau, à façon.
 Colleur de papiers peints.
 Cols (fabricant de) à façon.
 Cordes à puits et liens d'écorces (fabricant de).
 Cordons en fil, soie, laine, etc. (fabricant de) à façon.
 Corne (apprêteur de) à façon.

- Corne (fabricant de feuilles transparentes de) à façon.
Cotrets (débitant de).
Courroies (apprêteur de) à façon.
Couverts et autres objets en fer battu ou étamé (fabricant de) à façon.
Crépin en buis (fabricant d'articles de) à façon.
Crin (apprêteur, crêpeur ou friseur de), à façon.
Crinières (fabricant de) à façon.
Crochets pour les fabriques d'étoffes (fabricant de) à façon.
Cuillers d'étain (fondeur ambulant de).
Découpeur d'étoffes ou de papiers.
Découpoirs (fabricant de) à façon.
Décrotteur en boutique.
Dés à coudre, en métal autre que d'or et d'argent (fabricant de) à façon.
Ecrans (fabricants d') à façon.
Elastiques pour bretelles, jarretières, etc. (fabricant de).
Emeri et rouge à polir (marchand d').
Enjoliveur (fabricant) à façon.
Etameur ambulant d'ustensiles de cuisine.
Etoupes (marchand d').
Eventailliste (fabricant) à façon.
Fagots et bourrées (marchand de) en détail, vendant au fagot.
Falourdes (dépôt de).
Fanes (marchand de).
Feuilles de blé de Turquie (marchand de).
Figures en cire (mouleur de) à façon.
Filasse de nerfs (fabrique de) à façon.
Formaire pour la fabrication du papier à façon.
Fouets et cravaches (fabricant de) à façon.
Fourreaux pour sabres, épées, baïonnettes (fabrique de) à façon.

Frangier à façon.
 Frappeur de gaze.
 Fuseaux (fabricant de).
 Gaînier à façon.
 Galonnier à façon.
 Garnisseur d'étuis pour instruments de musique.
 Garnitures de parapluies et cannes, telles que bouts, anneaux, cannes, manches, etc. (fabrique de).
 Gibernes (fabricant de) à façon.
 Graveur de musique.
 Graveur sur bois.
 Harmonicas (facteur d').
 Lamier-rotier (à façon).
 Langueyeur de porcs.
 Limailles (marchand de).
 Limes (tailleur de).
 Livrets (fabricant de) pour les batteurs d'or ou d'argent.
 Loueur en garni (s'il ne loue qu'une chambre).
 Marrons (marchand de) en détail.
 Matelassier.
 Mèches et veilleuses (marchand et fabricant de).
 Mesures linéaires, règles et équerres (fabricant de) à façon.
 Modiste (à façon).
 Moireur d'étoffes (à façon).
 Moules de boutons (fabricant de).
 Nattier.
 Nécessaires (fabricant de) à façon.
 Nerfs (facteur de).
 OEillets métalliques (fabricant d').
 Oribus (faiseur et marchand d').

Os (fabricant d'objets en) à façon.

Osier (marchand d').

Ourdisseur de fils.

Paillassons (fabricant de).

Paillettes et paillons (fabricant de) à façon.

Papiers verrés ou émerisés (fabricant de).

Parcheminier à façon.

Passementier (fabricant) à façon.

Pâte de rose (fabricant de bijoux en).

Pêche (adjudicataire ou fermier de) pour un prix de fermage au-dessous de 500 fr.

Peignes à sérancer (fabricant de) à façon.

Peignes d'écaille (fabricant de) à façon.

Peignes en cannes ou roseaux pour le tissage (fabricant et marchand de).

Peintre ou doreur, soit sur verre ou cristal, soit sur porcelaine, etc., à façon.

Pelles de bois (fabricant et marchand de).

Perceur de perles.

Perles fausses (fabricant de) à façon.

Pinceaux (fabricant de) à façon.

Piqueur de cartes à dentelles.

Piqueur de grès.

Plieur de fils de soie à façon.

Plumassier à façon.

Plumeaux (fabricant de) à façon.

Plumes à écrire (apprêteur de).

Poires à poudre (fabricant de) à façon.

Pois d'iris (fabricant de).

Portefeilles (fabricant de) à façon.

Porteur d'eau filtrée ou non filtrée, avec cheval et voiture.

Potier de terre ayant moins de cinq ouvriers.

Pressoir (maître de) à bras.

Puits (maître cureur de).

Raquettes (fabricant de) à façon.

Régleur de papier.

Rémouleur ou repasseur de couteaux.

Reperceur.

Rogneur de peaux.

Rouleaux (tourneur de) pour la filature.

Ruches pour les abeilles (fabricant de) à façon.

Sable (marchand de).

Sabotier (fabricant).

Sabots (marchands de) en détail.

Seaux ou baquets en sapin (fabricant de) à façon.

Souliers vieux (marchand de).

Tisserand.

Têtes en carton servant aux marchandes de modes (fabricant de).

Tourbe (marchand de) en détail.

Tourneur en bois (fabricant), sans boutique.

Vannier (fabricant de vannerie commune).

Vignettes et caractères à jour (fabricant de) à façon.

Vis (fabricant de) par procédés ordinaires, à façon.

Voiturier.

TABLEAU B.

PROFESSIONS imposées eu égard à la population, d'après un tarif exceptionnel.

	fr.
Agent de change. { A Paris.	1 000
	Dans les villes de 100 000 âmes et au-dessus. 250
	De 50 000 à 100 000 âmes. 200
	De 30 000 à 50 000, et dans les villes de 15 000 à 30 000 âmes qui ont un entrepôt réel. 150
	Dans les villes de 15 000 à 30 000 âmes, et dans les villes d'une population inférieure à 15 000 âmes qui ont un entrepôt réel. 100
	Dans toutes les autres communes. 75
Banquier. { A Paris.	1 000
	Dans les villes d'une population de 50 000 âmes et au-dessus. 500
	Dans les villes de 30 000 à 50 000 âmes, et dans celles de 15 000 à 30 000 âmes qui ont un entrepôt réel. 400
	Dans les villes de 15 000 à 30 000 âmes; dans les villes d'une population inférieure à 15 000 âmes qui ont un entrepôt réel. 300
	Dans toutes les autres communes. 200

		fr.
	A Paris.	400
	Dans les villes d'une population de 50 000 âmes et au-dessus.	300
Commissionnaire en marchandises.	Dans les villes de 30 000 à 50 000 âmes, et dans celles de 15 000 à 30 000 âmes qui ont un entrepôt réel.	200
	Dans les villes de 15 000 à 30 000 âmes, et dans les villes d'une population inférieure à 15 000 âmes qui ont un entrepôt réel.	150
	Dans toutes les autres communes.	75
	A Paris.	250
Commissionnaire entrepositaire..	Dans les villes de 50 000 âmes et au-dessus.	200
Commissionnaire de transports par terre et par eau.	Dans les villes de 30 000 à 50 000 âmes, et dans celles de 15 000 à 30 000 âmes qui ont un entrepôt réel.	150
Courtier d'assurances.	Dans les villes de 15 000 à 30 000 âmes, et dans les villes d'une population inférieure à 15 000 âmes qui ont un entrepôt réel.	100
Courtier de navires.	Dans toutes les autres communes.	50
Courtier de marchandises.		

		fr.
	A Paris.	300
	Dans les villes de 50 000 âmes et au-dessus.	150
Entrepreneur d'éclairage à l'huile.....	Dans les villes de 30 000 à 50 000 âmes.	100
	Dans les villes de 15 000 à 30 000 âmes.	50
	Dans toutes les autres communes	25
	Pour les farines, le beurre, les œufs, les fromages et le poisson salé.	150
	Pour les grains, graines et grenailles, la marée, les huîtres et les cuirs.	100
Facteur aux halles de Paris.....	Pour le poisson d'eau douce, la volaille, le gibier, les agneaux, cochons de lait, veaux de rivière et de Pré-salé, les veaux, les charbons de bois arrivés par eau, les draps, les toiles, les fourrages	75
	Pour le charbon de bois arrivé par terre ou pour le charbon de terre.	50
	Pour les fruits et légumes.	25
	(Pour les fabriques qui fournissent l'éclairage de tout ou partie de la ville de Paris.	600
Gaz pour l'éclairage (fabrique de).....	Des villes de 50 000 âmes et au-dessus.	400
	Des villes de 30 000 âmes et au-dessus.	200
	Des villes de 15 000 à 30 000 âmes.	150
	Des villes au-dessous de 15 000 âmes.	75

Inhumations et pompes funèbres de Paris (Entreprise des). fr. 1 000

Monnaies (directeur des)..... { A Paris. 1 000
 { Dans toutes les autres villes. 500

Négociant. { A Paris. 00
 { Dans les villes de 50 000 âmes et au-dessus 300
 { Dans les villes de 30 000 à 50 000 âmes, et dans celles de 15 000 à 30 000 âmes qui ont un entrepôt réel. 200
 { Dans les villes de 15 000 à 30 000 âmes, et dans les villes d'une population inférieure à 15 000 âmes qui ont un entrepôt réel. 150
 { Dans toutes les autres communes. 100

Pont (concessionnaires ou fermiers de péage sur un) ... { Dans l'intérieur de Paris. 200
 { Dans l'intérieur d'une ville de 50 000 âmes et au-dessus. 100
 { Dans l'intérieur d'une ville de 20 000 à 30 000 âmes. 75
 { Dans les autres communes d'une population inférieure à 20 000 âmes, lorsque le pont réunit deux parties d'une route royale. 75
 { D'une route départementale. 50
 { D'un chemin vicinal de grande communication. 25
 { D'un chemin vicinal. 15

Roulage (entre- preneur de). . .	A Paris.	fr. 300
	Dans les villes de 50 000 âmes et au-dessus.	200
	Dans les villes de 30 000 à 50 000 âmes et dans celles de 15 000 à 30 000 âmes qui ont un entrepôt réel.	150
	Dans les villes de 15 000 à 30 000 âmes, et dans les vil- les d'une population infé- rieure à 15 000 âmes qui ont un entrepôt réel.	100
	Dans toutes les autres commu- nes.	75

TABLEAU C.

PROFESSIONS imposées sans égard à la population.

PREMIÈRE PARTIE.

Droit proportionnel au 15^e.

Armateur pour le long cours	40 cent. par chaque tonneau, jusqu'au maximum de 400 f.	
Armateur pour le grand et le petit cabotage, la pêche de la baleine et celle de la morue	25 cent. par chaque tonneau, jusqu'au maximum de 400 f.	
Assurances, non mutuelles, dont les opérations s'étendent à plus de vingt départements.		fr. 1 000
— De six à vingt départements.		500
— A moins de six départements.		300
Banque de France, y compris ses comptoirs.		10 000
Banque dans les départements . .	Ayant un capital de 2 millions et au-dessous Par chaque million de capital en sus, 200 fr., jusqu'au maximum de 2 000 fr.	1 000
Bateaux et paquebots à vapeur pour le transport des voyageurs (entreprise de).		
— Pour voyages de longs cours.		300
— Sur fleuves, rivières et le long des côtes.		200
Bateaux et paquebots à vapeur pour le transport des marchandises (entreprise de).		200

Bateaux à vapeur remorqueurs (entreprise de) 150
 Canaux navigables avec péage (concessionnaire de) 200

Plus 20 fr. par myriamètre complet, en sus du premier, jusqu'au maximum de 1 000 fr.

Coches d'eau (entreprise de) 100

Défrichement ou desséchement (compagnie de). 300

Fournisseurs généraux.	{	D'objets concernant l'habillement, l'armement, la remonte, le harnachement et l'équipement des troupes, etc.	1 000
		De subsistances aux armées.	1 000
		De bois et lumière aux troupes.	1 000

Fournisseur des objets ci-dessus indiqués; par division militaire. 150

Fournisseur de fourrages aux troupes dans les garnisons. 100

Fournisseur de vivres et fourrages dans un gîte d'étape. 25

Fournisseur de bois et de lumière aux troupes dans les garnisons. 25

Magasin de plusieurs espèces de marchandises (tenant un), lorsqu'il occupe habituellement au moins vingt-cinq personnes préposées à la vente.

Marchand forain.	{	Avec voiture à un seul collier.	60
		A deux colliers.	120
		A trois colliers et au-dessus ou ayant plus d'une voiture.	200
		Avec bête de somme.	40
		Avec balle.	15

(Les droits ci-dessus sont réduits de moitié lorsque le marchand forain ne vend que de la bois-

sellerie, de la poterie, de la vannerie ou des balais.)	fr.
Tontine (société de).	300

DEUXIÈME PARTIE.

Droit proportionnel.	Au 20° : 1° sur la maison d'habitation.	
	— 2° Sur les magasins de vente complètement séparés de l'établissement.	
	Au 25° : sur l'établissement industriel.	
Aiguilles à coudre ou à faire des bas par procédés ordinaires (fabricant d'), pour son compte.		25
Amidon (fabrique d').....	Ayant dix ouvriers et au-dessous.	25
	Et 3 fr. par chaque ouvrier en sus, jusqu'au maximum de 200 fr.	
Ardoisières (exploitant d')....	Ayant dix ouvriers et au-dessous.	25
	Et 3 fr. par chaque ouvrier en sus, jusqu'au maximum de 400 fr.	
Blanc de baleine (raffinerie de)..	Ayant cinq ouvriers et au-dessous.	25
	Et 3 fr. par chaque ouvrier en sus, jusqu'au maximum de 200 fr.	
Bougies, cierges, etc. (fabrique de).	Ayant cinq ouvriers et au-dessous.	25
	Et 3 fr par chaque ouvrier en sus, jusqu'au maximum de 300 fr.	

Brais, Goudrons, Poix résines et autres matières analogues (fabrique de).		fr. 25
Briques (fabri- que de).....	{ Ayant cinq ouvriers et au-des- sous. Et 2 fr. par chaque ouvrier en sus, jusqu'au maximum de 100 fr.	15
Café de chicorée (fabrique de).		50
Capsules ou amorces de chasse (fabricant de).		50
Cendres gravelées (fabrique de).		25
Chandelles (fa- brique de).....	{ Ayant cinq ouvriers et au-des- sous. Et 3 fr. par chaque ouvrier en sus, jusqu'au maximum de 100 fr.	10
Chaux naturelle (fabrique de)...	{ Pour un four. Pour deux. Et pour trois fours et au-des- sus.	15 30 50
Chaux artificielle (fabrique de)...	{ Pour un four. Pour deux. Et pour trois fours et au-des- sus.	20 50 80
Cire (blanchis- serie de).....	{ Ayant cinq ouvriers et au-des- sous. Et 3 fr. par chaque ouvrier en sus, jusqu'au maximum de 200 fr.	25
Colle-forte (fa- brique de).....	{ Ayant cinq ouvriers et au-des- sous. Et 3 fr. par chaque ouvrier en sus, jusqu'au maximum de 100 fr.	25

Crayons (fabrique de)	Ayant cinq ouvriers et au-dessous.	fr. 25
	Et 3 fr. par chaque ouvrier en sus, jusqu'au maximum de 300 fr.	
Creusets (fabrique de).		25
Encre d'impression (fabricant d')	Ayant cinq ouvriers et au-dessous.	25
	Et 3 fr. par chaque ouvrier en sus, jusqu'au maximum de 200 fr.	
Engrais (marchand d').		25
Esprit ou Eau-de-vie de vin (fabrique d').		50
Esprit ou Eau-de-vie de marc de raisin, cidre, poiré, féculés et autres substances analogues (fabrique d').		25
Étain (fabrique d') pour glaces .	Ayant dix ouvriers et au-dessous.	50
	Et 3 fr. par chaque ouvrier, jusqu'au maximum de 300 fr.	
Fécules de pommes de terre (fabrique de) . .	Ayant dix ouvriers et au-dessous.	25
	Et 3 fr. par chaque ouvrier, jusqu'au maximum de 200 fr.	
Fontainier, fondeur et foreur de puits artésiens.		50
Formes à sucre (fabrique de) . .	25 fr. pour cinq ouvriers et au-dessous, et 3 fr. par chaque ouvrier en sus, jusqu'au maximum de 100 fr.	
Gélatine (fabrique de)	Ayant cinq ouvriers et au-dessous.	25
	Et 3 fr. par chaque ouvrier, jusqu'au maximum de 200 fr.	

Glacières (maîtres de). 50

Mastics et ciments (fabrique de). 50

Noir animal (fabrique de). 50

Pâte alimentaire } Ayant cinq ouvriers et au-des-
sous. 25

(fabrique de).. } Et 3 fr. par chaque ouvrier,
jusqu'au maximum de 200 fr.

Pierres à feu (fabricant, expéditeur de). 25

Pipes (fabrique de), 25 fr. par four, jusqu'au
maximum de 150 fr.

Plâtre (fabrique } Pour un four. 15

de)..... } Pour deux fours. 30

..... } Pour trois fours et au-dessus. 50

Pointes (fabri- } Ayant dix ouvriers et au-des-
que de), par pro- } sous. 25

cédés ordinaires. } Plus, 3 fr. par chaque ouvrier
en sus, jusqu'au maximum
de 300 fr.

Poterie (fabri- } 3 fr. par chaque ouvrier, jus-
que de)..... } qu'au maximum de 300 fr.

Régisse (fabri- } Ayant cinq ouvriers et au-des-
que de)..... } sous. 25

..... } Et 3 fr. par chaque ouvrier en
sus, jusqu'au maximum de
200 fr.

Savon (fabrique } 30 fr. pour une ou plusieurs
chaudières ayant une capa-
cité minimum de 30 hecto-
litres.

de)..... } 1 fr. en plus par chaque hec-
tolitre excédant le chiffre
de 30, jusqu'au maximum
de 400 fr.

(92)		fr.
Sel (raffinerie de).		100
Suif (fondeur de)	{ Ayant cinq ouvriers et au-dessous. Et 3 fr. par chaque ouvrier en sus , jusqu'au maximum de 100 fr.	10
Taffetas gommés ou cirés (fabricant de).		50
Tapis peints ou vernis (fabricant de).		50
Toiles cirées ou vernies (fabricant de).		50
Tourbes carbonisées (fabrique de).		25
Tuiles (fabrique de)	{ Ayant cinq ouvriers et au-dessous. Et 2 fr. par chaque ouvrier en sus , jusqu'au maximum de 100 fr.	15

TROISIÈME PARTIE.

Droit proportionnel.....	{	Au 20° : 1° sur la maison d'habitation ; — 2° Sur les magasins de vente complètement séparés de l'établissement. Au 40° : sur l'établissement industriel.
Acier fondu ou acier de cimentation (fabrique de).....	{	Ayant trois ouvriers et au-dessous. Et 3 fr. par chaque ouvrier en sus, jusqu'au maximum de 300 fr.

15

(Ce droit sera réduit de moitié pour les fabriques qui sont forcées de chômer, par crue ou par manque d'eau, pendant une partie de l'année équivalente au moins à quatre mois).

fr.
100 Acier naturel (fabrique d') imposable comme
les forges et hauts fourneaux.

10 Agraffes (fabrique d') par procédés mécaniques. fr. 50

50 Aiguilles à cou-
dre ou à trico-
ter, ou pour mé-
tiers à faire des
bas par procé-
dés mécaniques
(manufacture
d')

Ayant cinq ouvriers et au-
dessous. 25
Plus 3 fr. par chaque ouvrier
en sus, jusqu'au maximum
de 300 fr.

Armes blanches (fabrique d'). 100

15 Armes (manufactures d') de guerre. 400

Biscuit de mer (fabrique de). 50

Blanchisserie de toiles et fils pour le commerce,
par procédés mécaniques :

Ayant cinq ouvriers et au-dessous. 25

Et 3 fr. par chaque ouvrier en sus, jusqu'au
maximum de 300 fr.

Boccard, patouil-
let ou lavoir de
minerais

Pour chaque usine, 15
Jusqu'au maximum de 100 fr.

(Ce droit sera réduit de moitié pour les boc-
cards, patouillets ou lavoirs qui sont forcés de
chômer, par crue ou par manque d'eau, pen-
dant une partie de l'année équivalente au moins
à quatre mois.)

15 Brasserie :

Pour chaque chaudière contenant moins de 10
hectolitres. 10

Pour chaque chaudière de 10 à 20 hectolitres. 20

Pour chaque chaudière de 20 à 30 hectolitres. 30

Pour chaque chaudière de 30 à 40 hectolitres. 40

Pour chaque chaudière de 40 à 60 hectolitres. 60

Pour chaque chaudière au-dessus de 60 hecto- litres,	fr. 100
jusqu'au maximum de 400 fr.	
(Ce droit sera réduit de moitié pour les brasse- ries qui ne brassent que quatre fois au plus par an.)	
Cartonnage (fa- brique de)	30 fr. par cuve, jusqu'au maximum de 150 fr.
(Ce droit sera réduit de moitié pour les fabri- ques qui sont forcées de chômer, par manque ou par crue d'eau, pendant une partie de l'an- née équivalente au moins à quatre mois.)	
Chaudronnerie pour les appareils à vapeur, à distiller, à concentrer, etc. (fabrique de).	200
Chemin de fer avec péage (concessionnaire de).	200
Plus 20 fr. par myriamètre en sus du premier, jusqu'au maximum de 1 000 fr.	
Clous et pointes (fabrique de), par procédés mécaniques . . .	{ Pour dix métiers et au-des- sous. 50 Plus 5 fr. pour chaque métier en sus de dix, jusqu'au maxi- mum de 400 fr.
Convois militaires (entreprise générale des).	1 000
Convois militaires (entreprise particulière des), pour une division militaire.	100
Convois militaires (entreprise particulière pour gîtes d'étapes).	25
Cocons (filerie de), 1 fr. 50 c. par bassine ou tour, jusqu'au maximum de 400 fr.	
Cristaux (manufacture de).	300
Diligences partant à jours et heures fixes (en- trepreneur de), parcourant une distance de deux myriamètres et au-dessus.	25
Pour chaque myriamètre complet en sus des	

deux premiers, 5 fr., jusqu'au maximum de
1 000 fr.

Eaux minérales et thermales (exploitation d'). fr.
150

Enclumes, es-
sieux et gros
étaux (manufac-
ture d').

{ Par feu,
jusqu'au maximum de 150 fr. 25

Épingles (manu-
facture d'), par
procédés méca-
niques

{ Ayant dix ouvriers et au-des-
sous. 25
Plus 3 fr. par chaque ouvrier
en sus, jusqu'au maximum
de 300 fr.

Faïence (manu-
facture de) . . .

{ Par four,
jusqu'au maximum de 150 fr. 25

Faux et faucilles
(fabrique de) . .

{ Dix ouvriers et au-dessous. 25
Et 3 fr. par chaque ouvrier
en sus de ce nombre, jus-
qu'au maximum de 300 fr.

Fer-blanc (fabri-
que de)

{ Jusqu'à vingt ouvriers. 100
Plus 3 fr. par chaque ouvrier
en sus, jusqu'au maximum
de 400 fr.

Ferronnerie, ser-
rurerie et clous
forgés (fabri-
cant de)

{ Ayant dix ouvriers et au-des-
sous. 25
Et 3 fr. par chaque ouvrier
en sus, jusqu'au maximum
de 300 fr.

Forges et hauts
fourneaux (maî-
tre de)

{ Ayant au moins trois hauts
fourneaux au coke. 500
Plusieurs hauts fourneaux au
coke, avec fonderies, forges
et laminoirs. 500
Deux hauts fourneaux au coke. 400

	Un haut fourneau au coke, avec forges et laminoirs.	fr. 400
	Un haut fourneau au coke, avec une fonderie.	300
	Un haut fourneau au coke.	250
	Trois hauts fourneaux au bois et plus.	400
	Un établissement ou un ensemble d'établissement réunissant à plus de quatre feux d'affinerie ou quatre fours à pudler une fabrication de tôle, ou deux autres systèmes au moins de sous-fabrication de métaux, soit fonderie, tréfilerie, ferblanterie, métiers à clous à pointe.	400
Forges et hauts fourneaux (maître de)	Un haut fourneau au bois, avec plusieurs forges, ou deux hauts fourneaux au bois, avec une seule forge.	300
	Plus de deux hauts fourneaux au bois, avec une ou plusieurs forges.	400
	Deux hauts fourneaux au bois.	250
	Un haut fourneau au bois, avec une fonderie.	250
	Un haut fourneau au bois, avec une forge.	200
	Une ou plusieurs forges, avec laminoirs, tréfilerie, et tout autre système de sous-fabrication métallurgique.	200
	Un haut fourneau au bois.	150
	Une forge à trois marteaux et plus.	100

fr.			
400		Trois forges à la catalane et plus.	fr. 100
300	Forges et hauts fourneaux (maître de).....	Une forge où l'action des marteaux est remplacée par celle d'un laminoir cingleur.	100
250		Une forge à deux marteaux.	50
400		Deux forges à la catalane.	50
		Une forge à un seul marteau.	25
		Une forge dite catalane.	25

(Ces droits seront réduits de moitié pour les forges dites catalanes et pour les forges à un ou deux marteaux, lorsqu'elles seront forcées, par manque ou par crue d'eau, de chômer pendant une partie de l'année équivalente au moins à quatre mois.)

400	Fonderie de cuivre (entrepreneur de).....	Ayant plusieurs laminoirs.	300
		Un laminoir ou plusieurs martinets.	200
300		Se bornant à convertir le cuivre rouge en cuivre jaune.	100
400	Fonderie de cuivre et bronze (entrepreneur de).....	Fondant des objets de grande dimension, tels que cylindres ou rouleaux d'impression pour les manufactures, ou grandes pièces de mécanique, etc.	200
250		Ne fondant que des objets d'art ou d'ornementation, ou des pièces de mécanique de petite dimension.	100
200		Ne fondant que des objets d'un usage commun et de petite dimension, comme robinets, clochettes, anneaux, etc.	50
200			
150			
100			

Fonderie en fer de seconde fu- sion (entrepre- neur de).....	Fabriquant des objets de gran- de dimension, tels que cylin- dres, grilles, colonnes, pi- lastres, bornes et grandes pièces de mécanique, etc.	fr. 200
	Ne fabriquant que des objets de petite dimension pour l'ornementation, ou de peti- tes pièces de mécanique.	100
Glaces (manufacture de).		400
Gobeletterie (ma- nufacture de)..	50 fr. par four de fusion, jus- qu'au maximum de 300 fr.	
Huîtres (marchand - expéditeur d'), avec voi- tures servies par des relais.		100
Kaolin (Exploitant une usine à pulvériser le). Par chaque usine, jusqu'au maximum de 100 fr.		15
(Ce droit sera réduit de moitié pour les usines qui sont forcées, par manque ou par crue d'eau, de chômer pendant une partie de l'année équi- valente au moins à quatre mois.)		
Laminerie (en- trepreneur de).	Ayant trois paires de cylindres et au-dessus.	300
	Ayant deux paires de cylindres de grande dimension.	250
	Ayant une seule paire de cy- lindres de grande dimension, ou deux paires de cylindres de petite dimension, au-des- sous d'un mètre de longueur.	200
	Ayant une seule paire de cy- lindres de petite dimension au-dessous d'un mètre de longueur.	100
Lamier-rotier par procédés mécaniques.		50

Limes (fabrique de).....	{	Ayant dix ouvriers et au-des-	fr.
		sous.	25
		3 fr. pour chaque ouvrier en sus, jusqu'au maximum de 300 fr.	

Lits militaires (entreprise générale des). 1 000

Mareyeur, expéditeur avec voitures servies par
des relais. 100

Maison particulière de santé (tenant une). 100

Maroquin (fabrique de), avec machine à va-
peur ou moteur hydraulique. 100

Martinets, par arbre de camage,
jusqu'au maximum de 200 fr. 15

(Ce droit sera réduit de moitié pour les fabri-
ques qui sont forcées, par manque ou par crue
d'eau, de chômer pendant une partie de l'an-
née équivalente au moins à quatre mois).

Moulin à blé, à huile, à garance, à tan, etc.

6 fr. pour une seule paire de meules ou de cy-
lindres.

15 fr. pour deux paires de meules ou de cylin-
dres.

25 fr. pour trois paires de meules ou de cylin-
dres.

40 fr. pour quatre paires de meules ou de cylin-
dres.

Et 20 fr. par paire de meules ou de cylindres
en sus, jusqu'au maximum de 300 fr.

(Ce droit sera réduit de moitié pour les mou-
lins à vent et pour les moulins à eau, qui, par
manque ou par crue d'eau, sont forcés de chô-
mer pendant une partie de l'année équivalente
au moins à quatre mois.)

Moulinier en	{ Par 100 tavelles,	10
soie.....	{ jusqu'au maximum de 200 fr.	

Orthopédie (tenant un établissement d').	fr.	100
Papeterie à la cuve.....	{ Par cuve, jusqu'au maximum de 100 fr.	15
(Ce droit sera réduit de moitié pour les papeteries à la cuve qui sont forcées, par manque ou par crue d'eau, de chômer pendant une partie de l'année équivalente au moins à quatre mois).		
Papeterie à la mécanique :		
La première machine.		150
Plus 50 fr. par machine, jusqu'au maximum de 400 fr.		
Papiers peints pourtenture (fa-brique de)....	{ Pour 15 tables et au-dessous. Et 3 fr. par table en sus, jusqu'au maximum de 300 fr. Un cylindre sera compté pour 25 tables.	40
Porcelaines (manufacture de).		
30 fr. par four jusqu'au maximum de 300 fr.		
Produits chimiques (manufac-ture de).....	{ Ayant cinq ouvriers et au-dessous. Et 3 fr. par chaque ouvrier en sus, jusqu'au maximum de 300 fr.	25
Quincaillerie (fa-brique de)....	{ Ayant dix ouvriers et au-dessous. Plus 3 fr. par chaque ouvrier en sus, jusqu'au maximum de 300 fr.	25
Scierie mécani-que.....	{ Par chaque cadre, jusqu'au maximum de 150 fr.	5
(Ce droit sera réduit de moitié pour les fabriques qui sont forcées, par manque ou par crue d'eau, de chômer pendant au moins quatre mois de l'année.)		

fr.			
100			
15	Scies (fabrique de).....	{ Ayant dix ouvriers et au dessous. Plus 3 fr. par ouvrier en sus, jusqu'au maximum de 300 fr.	fr. 25
	Sucre (raffinerie de).		300
	Sucre de betterave (fabrique de)		
	Pour chaque chaudière à déféquer contenant moins de 10 hectolitres.		40
150	Pour chaque chaudière à déféquer contenant 10 hectolitres et au-dessus, jusqu'au maximum de 400 fr.		60
40	Tannerie de cuirs forts et mous, par mètre cube de fosse ou de cuves, 25 centimes, jusqu'au maximum de 300 fr.		
	Teinturier pour les fabricants et les marchands, 3 fr. par ouvrier, jusqu'au maximum de 300 fr.		
	Transport de la guerre (entreprise générale du).		1 000
	Transport de la guerre (entreprise particulière de), pour une division militaire.		100
25	Transport de la guerre (entreprise particulière pour gîtes d'étapes).		25
	Transports militaires (entreprise générale des).		1 000
	Transports des tabacs (entreprise générale de).		1 000
		{ 10 bobines et au-dessous. 20 bobines.	25 50
25	Tréfilerie en fer ou laiton.....	{ Et ¼ fr. par chaque bobine en gros numéro, et 1 fr. par bobine d'un numéro fin, jusqu'au maximum de 400 fr.	
5	Verrerie, 50 fr. par four de fusion, jusqu'au maximum de 300 fr.		
	Vis (manufacture de), par procédés mécaniques.	{ Ayant dix ouvriers et au-dessous. Plus 3 fr. par chaque ouvrier en sus, jusqu'au maximum de 300 fr.	25

QUATRIÈME PARTIE.

Droit proportionnel.....	{	Au 20°. 1° Sur la maison d'habitation.	
		— 2° Sur les magasins de vente complètement séparés de l'établissement.	
		Au 50° Sur l'établissement industriel.	
Apprêteur d'étoffes pour les fabriques.....	{	Ayant cinq ouvriers et au-dessous.	fr. 25
	{	Et 3 fr. par ouvrier en sus, jusqu'au maximum de 150 fr.	
Cardes (manufacture de) par procédés mécaniques.			200
Filature de laine, de chanvre ou de lin, au-dessous de 500 broches.			15
(Non compris les métiers préparatoires.)			
Par chaque centaine de broches au-dessus de 500,			3
jusqu'au maximum de 400 fr.			
Filature de coton au-dessous de 500 broches.			10
(Non compris les métiers préparatoires.)			
Pour chaque centaine de broches au-dessus de 500,			1 fr. 50 c.
jusqu'au maximum de 400 fr.			
Fil de coton, chanvre, lin (fabrique de)....	{	Pour un ou deux moulins 15 fr., plus 10 fr. par chaque moulin en sus, jusqu'au maximum de 400 fr.	

N° 19.

(103)

		fr.	
Imprimeur d'é-	{	Pour 25 tables et au-dessous.	50
		Plus 3 fr. par table en sus,	
		jusqu'au maximum de 400 fr.	
		Un rouleau comptera pour 25	
toffes.....		tables, et 4 pérotines pour	
		un rouleau.	

Machines à va-

peur.....

Presses pour l'im-

primerie, mé-

tiers mécani-

ques pour la fi-

lature et pour

le tissage, et au-

tres grandes ma-

chines (cons-

tructeur de).

Métiers (fabrique

à).....

Pour les métiers

réunis dans un

corps de fabri-

que.....

Pour les métiers

non réunis dans

un corps de fa-

brique.....

(Ces droits seront réduits de moitié pour les

fabricants à façon).

Tissage mécanique, par chaque métier, 2 fr. 50 c.

jusqu'au maximum de 400 fr.

Employant moins de 25 ou-

vriers.

De 50 ouvriers.

Plus de 50 ouvriers.

100

200

300

10

CINQUIÈME PARTIE.

*Droit proportionnel au 15^e sur la maison d'habitation
seulement.*

Carrières souterraines ou à ciel ouvert (exploitant de), ayant moins de dix ouvriers.	fr. 25
Plus 3 fr. par chaque ouvrier en sus, jusqu'au maximum de 200 fr.	
Cendres noires (extracteur de), ayant moins de dix ouvriers.	25
Plus 3 fr. par chaque ouvrier en sus, jusqu'au maximum de 200 fr.	
Chaussées et routes (entrepreneur de l'entretien des).	25
Dessèchement (entrepreneur de travaux de).	50
Dragueur-entrepreneur.	50
Fabrication dans les prisons, etc. (entrepreneur de), pour un atelier de vingt-cinq détenus et au-dessous.	25
Par chaque détenu en sus, 50 cent., jusqu'au maximum de 500 fr.	
Fabrication dans les dépôts de mendicité (entrepreneur de), moitié du droit ci-dessus fixé pour les entrepreneurs de fabrication dans les prisons.	
Fournisseur-général dans les prisons et dépôts de mendicité.	
A forfait et par tête de détenu, pour une population de trois cents détenus et au-dessous.	150
Par cent détenus en sus, 25 fr., jusqu'au maximum de 500 fr.	

N° 19.

(105)

fr.

Flottage (entrepreneur de).	25
Fruits sur bateaux (marchand de).	50
Gare (entrepreneur de).	100
Minières non concessibles (exploitant de), ayant moins de dix ouvriers.	25
Plus 3 fr. par chaque ouvrier en sus, jusqu'au maximum de 200 fr.	
Restaurateurs sur coches et bateaux à vapeur.	50
Spectacle (directeur de):	
1° Le quart d'une représentation complète dans les théâtres où l'on joue tous les jours;	
2° Le huitième si l'on ne joue pas tous les jours, et si la troupe est sédentaire;	
3° Si la troupe n'est pas sédentaire, c'est-à-dire si elle ne réside pas quatre mois consécutifs dans la même ville.	50
Tourbières (exploitant de), ayant moins de dix ouvriers.	25
Plus 3 fr. par chaque ouvrier en sus, jusqu'au maximum de 200 fr.	
Travaux publics (entrepreneur de).	50
Madragues (fermier de).	25

TABLEAU D.

EXCEPTIONS à la règle générale, qui fixe le droit proportionnel au 20^e de la valeur locative.

Le droit proportionnel est fixé au 15^e,

1^o Pour les patentables compris dans la première classe du tableau A ;

2^o Pour les patentables compris dans le tableau B.

3^o Pour les patentables compris dans la première partie du tableau C.

Il est également fixé au 15^e, mais sur la maison d'habitation seulement, pour les patentables compris dans la cinquième partie du tableau C.

Le droit proportionnel est fixé au 25^e de la valeur locative des établissements industriels compris dans la deuxième partie du tableau C.

Au 30^e de la valeur locative des locaux servant à l'exercice des professions ci-après désignées :

Marchands de bois en gros compris dans la première classe du tableau A.

Marchands de charbon de bois et de charbon de terre, compris dans la première et la deuxième classe du tableau A.

Marchands de vin en gros.

Commissionnaires entrepositaires de vins.

Marchands d'huiles en gros.

Au 40^e de la valeur locative :

1^o De tous les locaux occupés par les patentables des septième et huitième classes du tableau A ; mais

seulement dans les communes d'une population de 20 000 âmes et au-dessus.

2° Des établissements industriels compris dans la troisième partie du tableau C.

3° Des locaux servant à l'exercice des professions ci-après désignées :

Fabricants de gaz pour l'éclairage ;

Imprimeurs-typographes employant des presses mécaniques.

Maîtres d'hôtel garni.

Loueurs en garni.

Individus tenant des maisons particulières

— d'accouchement ;

— de santé ;

— de retraite ;

— des établissements d'orthopédie.

Magasiniers.

Entrepreneurs de roulage ;

— de bains publics ;

— de bains de rivière en pleine eau.

Maîtres de jeu de paume.

Individus tenant un manège d'équitation ;

— une école de natation ;

— un jardin public ;

— un parc à charrettes.

Au 50^e de la valeur locative des établissements industriels compris dans la quatrième partie du tableau C.

Payent le droit proportionnel au 20^e, sur les maisons d'habitation seulement :

Les concessionnaires, exploitants ou fermiers des droits d'emmagasiner dans un entrepôt.

Les adjudicataires ou fermiers des droits de halles ou marchés.

Les adjudicataires des droits de jaugeage des liquides.

Les fermiers des droits de pesage et de mesurage.

Les fournisseurs d'objets de consommation, dans les cercles ou sociétés.

Les directeurs de Diorama, Panorama, Géorama, Néorama.

Les fermiers de fontaines publiques.

Les adjudicataires des droits d'octroi.

Les concessionnaires, exploitants ou fermiers de péage sur un pont.

Les fermiers de bacs.

Les concessionnaires ou fermiers d'abbatoir public.

Les directeurs des monnaies sont exempts de tout droit proportionnel.

Les patentables des septième et huitième classes, résidant dans les communes d'une population inférieure à 20 000 âmes.

Et les fabricants à métiers, ayant moins de dix métiers, et ne travaillant qu'à façon.

CHAMBRE DES PAIRS.

IMPRESSIONS

N° 20.

—
1844.

Séance du 20 mars 1844.

PROJET DE LOI

RELATIF

A L'EMPRUNT GREC;

Avec l'Exposé des motifs par le Ministre des finances.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi dont la teneur suit, adopté par la Chambre des Députés dans sa séance du 15 mars 1844, sera présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs par notre Ministre secrétaire d'État au département des finances, que nous chargeons d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

ARTICLE PREMIER.

Il est ouvert au Ministre des finances un crédit de cinq cent vingt-sept mille deux cent quarante-un francs (527 241 fr.), à l'effet de pourvoir, à

défaut du Gouvernement de la Grèce, au paiement du semestre échu le 1^{er} mars 1844, des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt négocié le 12 janvier 1833 par ce Gouvernement, jusqu'à concurrence de la portion garantie par le Trésor de France, en exécution de la loi du 14 juin 1833, et de l'ordonnance royale du 9 juillet suivant.

ART. 2.

Les paiements qui seront faits en vertu de l'autorisation donnée par l'article précédent, auront lieu à titre d'avances à recouvrer sur le Gouvernement de la Grèce. Il sera rendu annuellement aux Chambres un compte spécial de ces avances et des recouvrements opérés en atténuation.

ART. 3.

Il sera pourvu à la dépense autorisée par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi de finances du 24 juillet 1843, pour les besoins de l'exercice de 1844.

FAIT au palais des Tuileries, le 20 mars 1844.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé LAPLAGNE.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Nous venons, d'après les ordres du Roi, soumettre à vos délibérations un projet de loi déjà adopté par la Chambre des Députés, et qui tend à ouvrir au Ministre des finances un crédit de 527 244 francs, destiné à pourvoir au service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt grec pour le semestre échu au 1^{er} mars de cette année.

Lorsque nous vous avons présenté, dans le cours de la session dernière, un projet de loi relatif au même objet, nous vous avons annoncé que les représentants des trois Cours de France, d'Angleterre et de Russie venaient d'ouvrir à Londres de nouvelles conférences. Cette mesure, impérieusement réclamée par la situation que la crise de 1842 avait faite au Trésor de Grèce, a produit une partie des résultats que l'on devait en attendre. La conférence, sans s'écarter des bornes où son action était circonscrite, s'est occupée de rechercher les moyens les plus propres à assurer, d'une part, le bon emploi des ressources de la Grèce, et, de l'autre, à renfermer, dans les termes mêmes du traité du 7 mai 1832, les charges imposées aux trois Puissances garantes de l'emprunt. Fidèles aux directions qui leur étaient transmises, les re-

présentants de France, d'Angleterre et de Russie à Athènes exercèrent auprès du Gouvernement du Roi Othon une action commune et simultanée qui l'amena enfin à opérer de larges réductions dans le budget de la Grèce. Un financier français, M. Lemaître, appelé à Athènes pour surveiller au nom du Gouvernement du Roi Othon les opérations de la banque créée en 1841, mit ses lumières et son zèle au service de l'administration hellénique.

Le budget général des dépenses de 1843 avait été arrêté à 18 761 814 drachmes.

Les recettes, au contraire, ne pouvaient pas excéder 15 000 000 de drachmes.

En ne tenant pas compte du service de la dette intégrale du Trésor de Grèce, qui nécessite une somme de 4 720 607 drachmes, les dépenses prévues pour l'exercice courant devaient encore s'élever à 13 532 569 drachmes. Le déficit était donc flagrant, si l'on ne parvenait pas à restreindre les chapitres les plus onéreux du budget. L'armée fut réduite à des proportions convenables à l'état du pays; on réalisa encore d'autres économies, et la somme des dépenses ordinaires de l'intérieur se trouva ramenée à 10 915 361 drachmes.

Plus ce résultat avait été difficile à atteindre, plus il devenait urgent de le consacrer d'une manière en quelque sorte définitive. Il s'agissait aussi de remplir l'objet le plus direct des travaux de la conférence de Londres, c'est-à-dire de déterminer le mode de remboursement des avances en numéraire faites par les Cours garantes.

Les représentants de France, d'Angleterre et de Russie ouvrirent en conséquence, avec le Cabinet d'Athènes, une négociation qui avait pour but de faire affecter au service de l'emprunt les recettes provenant de la perception des droits de douane et du timbre, et de régler le remboursement des avances au moyen d'une émission de bons du Trésor grec.

Une convention fut enfin signée sur ces bases le 14 septembre 1843. Le lendemain, les événements qui vous sont connus et que la marche des affaires permettait de prévoir depuis longtemps, éclatèrent à Athènes. La question financière se trouva dès lors subordonnée à des intérêts plus graves. Déjà le Gouvernement grec avait fait verser à Paris, dans les mains des banquiers, un million destiné au solde du semestre de septembre dernier; un crédit extraordinaire de 193 906 fr. 69 c., que vous aurez bientôt à régulariser, vint compléter la somme nécessaire pour effectuer le service de l'emprunt. Dans cette circonstance, Messieurs les Pairs, le Gouvernement du Roi a été dirigé, et il l'est encore en vous soumettant le présent projet de loi, par sa bienveillance pour la Grèce et par le souvenir des sympathies que les deux Chambres ont si souvent manifestées en faveur de ce Royaume. Nous avons pensé que le moment où la Grèce travaillait à élever l'édifice de sa constitution n'était pas celui que le Gouvernement du Roi devait choisir pour réclamer à Athènes la stricte exécution d'anciennes obligations pécuniaires. Mais, en même temps, nous avons l'espoir

que le Gouvernement du Roi Othon, puisant une force nouvelle dans les institutions représentatives, marchera d'un pas plus ferme dans une voie qui, en assurant la prospérité de la Grèce, allégera aussi les charges des trois Cours garantes.

RAPPORT

toit relaté à la police des chemins de fer.
mission spéciale chargée de l'examen du projet.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 20 mars 1844.

RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. PERSIL, au nom d'une commission spéciale * chargée de l'examen du Projet de loi relatif à la police des chemins de fer.

MESSIEURS,

En même temps que l'invention des chemins de fer était destinée à rapprocher les hommes, à changer les rapports des peuples, à multiplier leurs relations, elle créait des difficultés que n'offraient pas les autres voies de communication. Par la nature de la force motrice qui fait si rapidement franchir les plus longues distances, par sa résistance à se laisser maîtriser d'une manière spontanée et subite, elle exige dans le sol sur lequel elle s'exerce une solidité et un état de conservation qui ne doivent jamais s'altérer; elle demande aux hommes

* Cette commission était composée de MM. le comte SIMÉON, le comte D'ARCOUT, le baron FEUTRIER, le président BOULLET, FRANCK CARRÉ, le comte DARU, PERSIL.

qui disposent de cette immense puissance, d'unir toujours la perspicacité à la plus vigilante attention, la prudence à une intelligente dextérité; elle attend du Gouvernement, protecteur de tous, et des réglemens qui préviennent ou neutralisent les dangers, et des sanctions pénales qui empêchent les mauvais desseins, ou les répriment, quand elles n'auront pas pu en triompher.

C'est à atteindre ce triple but qu'est destiné le projet de loi relatif à la police des chemins de fer. Je viens, au nom de la commission à laquelle vous l'avez renvoyé, vous rendre compte de l'examen qu'elle en a fait.

Titre I^{er}.

Le premier titre embrasse un certain nombre de mesures destinées à assurer la conservation des chemins de fer. Il ne s'agit pas des conditions de la construction ni des garanties d'un bon et constant entretien. Tout ce qui regarde l'un est prévu et fixé, soit par les lois spéciales des travaux publics, soit plus particulièrement par les cahiers des charges acceptés par l'État et les compagnies, sanctionnés par les trois branches du pouvoir législatif. Le premier titre du projet de loi a une tout autre portée : c'est du point de vue des héritages riverains, et en examinant tout ce que le droit de propriété, considéré d'une manière absolue, permet de faire, qu'il apprécie l'effet de ses dispositions sur la conservation du chemin de fer. Des constructions faites de telle manière, avec certains matériaux; des excavations rapprochées des remblais, des amas ou des dépôts de pierre ou d'autres objets d'un éboulement facile, pourraient à la fois menacer

le bon état du chemin de fer, sa conservation et la sûreté des voyageurs. Des dispositions législatives étaient indispensables pour régler ce point important des rapports du chemin de fer avec les propriétés riveraines.

L'article 1^{er} s'est proposé d'atteindre ce but par une disposition générale ainsi conçue : « Les lois et règlements sur la grande voirie des routes de terre, sont déclarés applicables aux chemins de fer, sauf les modifications et additions suivantes. »

Art. 1^{er} de
la commis-
sion.

Cette disposition a dû nécessairement appeler l'attention de votre commission sur la série des lois et règlements de la grande voirie : nous avons senti qu'il ne serait pas raisonnable de vous proposer de voter ainsi en masse toute une législation, dont vous pourriez d'autant moins embrasser les conséquences qu'on est obligé d'aller encore la puiser dans des ordonnances, des édits et des arrêts du conseil qui remontent au commencement du dix-septième siècle. La Chambre ne nous aurait certainement pas approuvés. Une autre raison aurait d'ailleurs décidé votre commission à entreprendre ce vaste travail. Les lois, toutes les lois de la grande voirie, ne sauraient s'appliquer à l'industrie nouvelle des chemins de fer qu'autant que, sauf les exceptions annoncées dans l'article 1^{er} du projet, il y aurait une parfaite similitude entre les voies de fer et les routes de terre. Or, il n'est personne qui ne sache que les dissemblances sont infinies, et que, si ces voies se ressemblent en ce qu'elles servent également au transport des voya-

geurs et des marchandises, elles diffèrent en tout autre point : dans leur aspect, dans leur consistance, si nous pouvons ainsi parler, mais surtout dans la manière dont le public est admis à jouir et à profiter des unes et des autres. Les routes de terre sont ouvertes sur tous les points au public, qui les parcourt à pied, à cheval, en voiture, comme il l'entend. Le riverain y descend de tous les points de sa propriété, et si c'est une maison qu'il possède sur ses bords, il a le droit d'ouvrir des portes, des fenêtres, et d'en jouir enfin comme d'une chose publique. Les chemins de fer, au contraire, quoique publics aussi, ont les apparences d'une propriété privée. Ils sont clos dans toute leur étendue, et si ceux qui les exploitent doivent y recevoir le public, ce n'est que d'une certaine manière, dans certains lieux, par des ouvertures spéciales, commises à la garde des employés des compagnies. Les riverains ne sont pas plus favorisés que les autres individus. Loin de trouver dans les chemins de fer une facilité immédiate qui desserve leurs propriétés ou accroisse leurs jouissances, ils rencontrent des obstacles et des barrières qui isolent les héritages et les divisent en parcelles qui communiquent plus ou moins difficilement entre elles.

Ces différences devaient nécessairement amener des distinctions entre les divers règlements faits pour la grande voirie. Ce qui convient à celle-ci peut n'être pas utile à l'industrie nouvelle, et réciproquement, cette industrie doit exiger des précautions qui ne seraient pour les voies de terre

qu'une gêne inutile. De là votre commission aurait été conduite à rechercher dans le vaste recueil des lois et règlements sur la grande voirie celles de ses dispositions qu'il conviendrait de lui emprunter, si M. le Ministre des travaux publics n'avait de lui-même proposé de limiter le principe de l'article 1^{er} aux règlements qui concernent *les alignements, les plantations, la conservation des talus, levées et ouvrages d'art, l'exploitation des mines, minières et sablières, le pacage des bestiaux.*

Ainsi restreinte, cette proposition nous a paru d'un examen et d'une solution plus faciles.

Aux termes des cahiers des charges signés et autorisés jusqu'ici, le chemin de fer doit être clos dans toute son étendue, et séparé des propriétés riveraines par des murs, des haies, des poteaux avec lisses, ou par des fossés et levées en terre (1) : la sûreté publique exigeait cette précaution. On ne pouvait pas, sans une indifférence blâmable, abandonner les citoyens à toutes les suites de l'ignorance, de l'inattention, de la curiosité, et, quelquefois, d'une vaine et orgueilleuse témérité. Mais plus cette précaution était sage, plus il convenait de la généraliser, en la faisant passer des cahiers des charges, où elle n'avait que l'autorité d'une stipulation privée, au rang des règles législatives. Placée en tête de la loi sur la police des chemins de fer, cette maxime nous a paru pouvoir devenir

(1) Art. 21 du cahier des charges approuvé par la loi du 15 juillet 1840.

le principe et le point de départ des dispositions exigées par la sécurité publique.

Art. 1^{er} du
projet (2^e de
la commis-
sion).

Si la Chambre adoptait cette proposition, le règlement des objets auxquels M. le Ministre des travaux publics consent à réduire les dispositions relatives à la voirie appliquée aux chemins de fer, pourrait être arrêté de la manière suivante :

La question des alignements et des plantations sur les héritages riverains du chemin de fer serait résolue par l'état de clôture d'une part, et par le droit commun de l'autre. Nul ne peut bâtir ni planter le long d'une grande route avant d'avoir obtenu un alignement de l'administration, parce que cette route est ouverte à tout venant, que rien ne la défend, et qu'il est de l'intérêt public, de l'intérêt bien entendu des riverains eux-mêmes, d'empêcher des empiétements et des usurpations qui, en définitive, tourneraient contre eux, parce qu'on ne prescrit pas cette sorte de domaine.

Rien de semblable n'est à redouter pour le chemin de fer. Sa clôture le défendra contre tous les empiétements, et comme on ne pourra y arriver qu'en la brisant, la peine attachée par le droit commun au bris de clôture défendra beaucoup mieux le chemin de fer que ne pourrait le faire l'obligation de demander un alignement à l'administration. Si la clôture consiste dans un simple fossé, la protection sera la même, parce que l'article 456 du Code pénal punit la dégradation des fossés de la même peine que la destruction des clôtures.

Il a paru à votre commission d'une sage et in-

telligente politique de maintenir le droit commun, toutes les fois qu'il pourrait s'accorder avec la libre exploitation des chemins de fer et la sécurité publique. Obligées par leurs contrats, et à l'avenir par la disposition de la loi, si la Chambre adopte l'article que nous lui proposons, les compagnies devront clore les chemins de fer dans toute leur étendue. Pourquoi les riverains, exactement placés dans la même situation, ne jouiraient-ils pas de la même faveur? Pourquoi, lorsque les chemins de fer ne seraient clos que par des fossés, ne pourraient-ils pas élever un mur de séparation sans en avoir obtenu la permission de l'administration? L'article 647 du Code civil porte : « Tout propriétaire peut clore son héritage. » Aucune raison ne nous a été signalée pour apporter à ce droit inhérent à la propriété, des restrictions que le droit commun ne lui impose pas. Les compagnies que nous avons entendues les repoussent. La sûreté publique n'en recevra aucun dommage. Le mur qu'élèverait pour se clore le propriétaire riverain, ne peut pas avoir des inconvénients, puisqu'on n'en a aperçu aucun dans le mur de clôture du chemin. Des servitudes inutiles diminueraient la valeur des propriétés riveraines et élèveraient la valeur vénale du sol sur lequel serait établie la voie de fer. Cette voie coûte assez cher pour ne pas en augmenter la dépense par des assujettissements que rien ne réclame.

Les mêmes raisons exigent que les propriétaires riverains continuent à jouir du droit de planter des arbres ou d'élever des édifices, aux distances

prescrites par la loi, sans avoir besoin de demander un alignement à l'administration. Ces distances sont fixées par l'art. 671 du Code civil à l'égard des plantations : c'est deux mètres de la ligne séparative des deux héritages ; et par les art. 678 et 679 du même Code, pour les constructions à vues droites ou de côté : les premières doivent être à dix-neuf décimètres (six pieds), les autres six décimètres (deux pieds). Pourquoi l'administration se réserverait-elle le droit d'un alignement qu'elle ne refuserait pas, mais que la multiplicité de ses affaires ferait souvent trop attendre ? Elle ne peut pas craindre, comme nous l'avons déjà dit, les empiétements du riverain. Le chemin est défendu par sa clôture, et l'intérêt du planteur ou du constructeur doit la rassurer ; s'il ne plaçait pas ses plantations ou ses constructions aux distances légales, l'administration aurait le droit dont elle ne manquerait pas d'user, ce serait son devoir, de faire arracher les arbres ou démolir les bâtiments. Plus d'exigence dans la loi serait inutile, et grèverait sans avantage la charge déjà si onéreuse des chemins de fer. Des arbres ou des bâtiments placés, comme nous venons de le dire, n'ont fait naître jusqu'ici aucune inquiétude. Les compagnies sont disposées à penser qu'ils favorisent le bien-être de la circulation des convois, en présentant un obstacle au vent, qui trop souvent les gêne et les fatigue dans certaines localités. C'est pour cela qu'elles ont quelquefois planté les talus des chemins, ou établi des rideaux de certaines essences d'arbres.

Votre commission, d'accord avec M. le Ministre des travaux publics, n'a eu rien à changer aux distances dans lesquelles peuvent être placés des arbres ou des bâtiments; elle s'en est référée au droit commun; elle n'a pas reconnu la nécessité, invoquée par l'administration, d'obliger les riverains à demander un alignement. C'eût été une atteinte inutile à la propriété. La clôture du chemin le sépare et l'isole des héritages riverains. C'est là le véritable alignement. L'administration n'en pourrait pas donner d'autre; elle n'exigerait pas la demande d'un alignement, comme un appel à sa surveillance, au moment où le riverain voudrait bâtir ou planter. Ce serait une précaution inutile: l'usurpation n'est pas possible avec la clôture du chemin. Elle ne pourrait s'opérer qu'en brisant, ou en comblant la clôture, et l'un et l'autre constitueraient un délit dont la répression assurerait bien plus le droit de l'État, que ne pourrait le faire la contravention, résultant du défaut de demande d'un alignement.

L'expérience des chemins de fer n'est pas complète: personne ne peut affirmer que, dans tel temps, dans tel lieu, dans telle position, la conservation du chemin ou la sécurité publique n'exigeront pas que la fixation des distances dans lesquelles on peut planter ou élever des bâtiments, soit changée; votre commission a pensé qu'elle ferait une chose utile et prudente, si elle vous proposait d'en laisser le droit au Gouvernement. Aux conditions qu'elle met à cette faculté, l'abus ne serait pas à redouter. Chacun discuterait ses

droits, puisque l'ordonnance royale par laquelle le Gouvernement statuerait ne pourrait être rendue qu'après enquête, et les parties intéressées entendues ou dûment appelées.

Art. 2 du
projet (3 de
la commis-
sion).

L'article 2 du projet (3 de la commission) est relatif aux excavations, mines, minières et carrières ouvertes aux environs du chemin de fer. Leur rapprochement pourrait nuire à sa solidité et exposer les convois à des dangers. Il y a donc nécessité de déterminer, législativement, la distance à conserver entre le point de leur ouverture et le bord extérieur de la clôture du chemin. Pour les mines, minières et carrières, le projet s'en réfère aux lois et règlements sur cette matière; il aurait été dangereux de toucher, même exceptionnellement, à une législation qui a pour elle la sanction du temps. Les autres excavations présentent moins de dangers. Le Gouvernement pense qu'on ne doit redouter que les excavations pratiquées aux abords des chemins en remblais. Elles pourraient entraîner des éboulements et menacer ainsi la circulation, des plus graves malheurs. Pour les éviter, l'article 2 interdit de faire des excavations, sans une autorisation préalable, dans une zone de largeur égale à la hauteur verticale du remblai, mesurée à partir du pied du talus. Votre commission donne son assentiment à cette proposition, mais à la double condition de ne pouvoir accorder l'autorisation qu'après avoir entendu la compagnie concessionnaire ou fermière, plus à portée, et aussi intéressée que tout autre, à apprécier les inconvénients; et pour les chemins à ni-

veau ou en déblai, de réserver à l'administration le droit de faire supprimer les excavations aussitôt que la sécurité publique l'exigerait.

Le même besoin de prévenir les accidents qui compromettent la vie et la fortune des citoyens, conduisait à interdire l'établissement des couvertures en chaume, dans une distance de vingt mètres du bord extérieur de la clôture des chemins de fer. C'est la proposition du premier paragraphe de l'article 3 (4 de la commission). Sa disposition est trop sage et trop prudente pour n'être pas acceptée; mais n'est-elle pas incomplète? Les meules de grains, les dépôts des autres matières combustibles ne se plaçaient-ils pas d'eux-mêmes sur la ligne des couvertures en chaume? Le deuxième paragraphe de cet article, considérant sans doute que les meules de grains ne sont ordinairement établies que passagèrement et quelquefois sur des parcelles de terrain de moins de vingt mètres de profondeur, les permet à dix mètres, avec l'autorisation de l'administration. Votre commission n'a pas trouvé, dans ces circonstances, des raisons suffisantes de s'éloigner des règles de prudence admises pour les couvertures de chaume. Celles-ci peuvent, à la vérité, présenter plus de dangers, mais les autres sont exposées aussi à l'incendie, et voilà pourquoi il a paru plus prudent de les placer sur la même ligne que les couvertures en chaume.

Si la Chambre adopte cette proposition, les meules de grains et le dépôt de toutes les autres matières combustibles, passeront du second para-

Art. 3 du
projet (4 de
la commis-
sion).

graphe au premier. Le second paragraphe ne comprendrait alors que les amas, ou dépôts de pierre ou autres objets non combustibles, pour lesquels, toute liberté existera au delà de dix mètres : en deçà, il faudra l'autorisation de l'administration. Cette autorisation est de sa nature essentiellement révocable. Néanmoins nous vous proposons de le déclarer dans un paragraphe additionnel.

Art. 5 de la
commission.

Les distances déterminées dans les deux articles précédents ont paru suffisantes à votre commission pour assurer la conservation des chemins de fer et prévenir les dangers. Elles ne sont point exagérées ; elles ne répondent pas à des terreurs imaginaires ; elles sont commandées par l'état de la science et les enseignements de l'expérience. Pourtant, nous ne voudrions pas répondre que le point où nous nous sommes arrêtés est irrévocable, et qu'aucun changement ne peut y être apporté. Cette expérience, dont nous venons de parler, est encore bien imparfaite, et la science, qui heureusement ne s'arrête pas, déconcerte tous les jours les calculs en apparence les plus certains. Dans cet état de choses, une disposition qui laisserait à l'administration, suivant la situation des lieux et les besoins de la sûreté publique, après enquête, les parties intéressées entendues, le droit d'augmenter ou de diminuer les distances, serait aussi équitable que prévoyante. Nous vous la proposons, Messieurs, comme le meilleur moyen de concilier le présent avec les espérances de l'avenir. L'administration viendrait au secours des propriétés riveraines, inutilement gênées, ou elle donnerait

appui à la sécurité publique, protégée d'une manière insuffisante. Tous les intérêts seraient assurés.

Dans les mêmes vues de sûreté publique et de respect de la propriété, votre commission vous propose un autre article additionnel qui aurait pour objet de régler le sort des plantations, constructions, couvertures en chaume et amas de matières combustibles actuellement existants dans la zone de vingt mètres du bord extérieur de la clôture des chemins de fer. Il ne faut pas, sans doute, attaquer des droits acquis ni punir les riverains pour avoir exercé des droits dont ils étaient en pleine jouissance au moment où ils en ont usé; mais l'on ne peut pas non plus refuser à l'intérêt général et à la sécurité publique les garanties dont le besoin peut se faire sentir. Votre commission a pensé que ces graves intérêts étaient conciliés par le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique, que le Gouvernement peut toujours exercer quand cette utilité est démontrée; vous penserez sans doute comme elle, Messieurs, qu'il n'y a pas d'inconvénient à le rappeler ici. Ce n'est pas un droit nouveau, un droit spécial que nous vous proposons de consacrer. On ne le reproduirait dans la loi actuelle que pour bien établir que le Gouvernement, si la sûreté publique l'exigeait, ne pourrait pas autrement forcer les riverains à arracher les arbres, démolir les constructions, supprimer les couvertures en chaume, et enlever les amas de matières combustibles, qu'en indemnisant préalablement les riverains.

Art. 6 de la
commission.

Art. 7 de la
commission.

Enfin, un troisième article additionnel a paru nécessaire à votre commission pour compléter la série des mesures relatives à la conservation des chemins de fer. Celles dont il a été question jusqu'ici ne prennent leur source que dans des faits accomplis sur les propriétés riveraines, et dans la réaction que ces faits exercent sur la conservation des chemins. Une autre et plus intime cause pourrait se révéler sur le chemin lui-même. Les talus sont exposés aux atteintes de la malveillance. Les ouvrages d'art peuvent être dégradés. Des terres, des fumiers, des dépôts de matériaux, pourraient encombrer les fossés ou la partie close du chemin; des bestiaux pourraient y pénétrer et par oubli ou négligence on pourrait y laisser vaguer des animaux; tout cela doit être prévenu ou réprimé, non-seulement dans l'intérêt de la conservation des chemins, mais aussi pour la sûreté des convois. C'est le but de l'article 7 que propose la commission. Il y a toute raison de penser que la Chambre l'accueillera.

Art. 4 du
projet (8 de
la commis-
sion).

Après avoir défini les contraventions qui pouvaient porter atteinte à la conservation des chemins de fer, l'article 4 du projet (8 de la commission) s'occupe du mode de les constater, de la juridiction par laquelle elles doivent être jugées, et des peines à leur appliquer.

Les peines n'ont fait naître dans le sein de la commission aucune difficulté. Elles consistent dans une simple amende de 16 à 300 francs. La même pour toutes les contraventions. Cette amende est suffisante pour prévenir, et dans tous les cas,

pour réprimer, les faits énumérés ci-dessus. Elle est exempte de toute exagération qui l'aurait mise en désaccord avec l'action immédiate de ces faits. Une seule addition a paru utile, sans être pourtant indispensable. C'est la réserve de plus fortes peines, des peines du Code pénal, ou de celles qui vous sont proposées dans le titre III de ce projet (II de la commission) pour les cas où les faits reprochés aux contrevenants constitueraient des délits ou des crimes.

La décision qui appliquera la peine de l'amende prononcera en même temps la suppression des excavations, des couvertures, des meules de grains, etc. La suppression aura lieu d'office, si la partie condamnée ne s'exécute pas, et le montant de la dépense sera recouvré sur un rôle rendu exécutoire par le préfet. Tout cela est sans difficulté.

Mais il n'en est pas de même des formes relatives à la constatation des contraventions, ni de la juridiction appelée à les réprimer. Le projet se contente de dire : « qu'elles seront constatées, « poursuivies et réprimées comme en matière de « grande voirie. »

C'est l'application pure et simple aux chemins de fer de l'article 1^{er} de la loi du 29 floréal an 10, qui porte : « Les contraventions en matière de « grande voirie... seront constatées et réprimées « par voie administrative. » Et de l'article 4 de la même loi ainsi conçu : « Il sera statué définitive-
« ment en conseil de préfecture. »

On a renouvelé dans le sein de votre commis-

sion les objections faites chaque fois que ce grand principe a été reproduit. On a rappelé les règles de la séparation des pouvoirs si nettement et si heureusement proclamée par l'Assemblée constituante; on a cité ces termes de l'article 6 du décret des 6, 7, 11 septembre 1790.

« L'administration en matière de grande voirie
« appartiendra aux corps administratifs, et la po-
« lice de la conservation, tant pour les grandes
« routes que pour les chemins vicinaux, aux juges
« du district. »

Ceux qui se sentaient entraînés par l'autorité de l'Assemblée constituante ajoutaient qu'une peine, même pécuniaire, qui en définitive se résolvait, à défaut de paiement, par l'expropriation forcée et souvent par la contrainte par corps (1), ne pouvait être prononcée que par une autorité constitutionnellement établie; que le conseil de préfecture n'avait pas ce caractère; que, non plus que le conseil d'État appelé à réformer ses décisions, il n'était pas un pouvoir, mais un simple agent, un instrument d'un des pouvoirs de l'État.

Il se peut, continuait-on, que la situation des grandes routes, la facilité de les parcourir à toute heure du jour et de la nuit avec tous moyens de

(1) Art. 52, Code pénal : « L'exécution des condamnations
« à l'amende.... pourra être poursuivie par la voie de la con-
« trainte par corps. »

Art. 33 et suivants de la loi du 17 avril 1832, sur la con-
trainte par corps.

transport, aient dû en faire donner la surveillance à l'administration, et que l'on ait ainsi abusivement confondu dans ses mains, la police de prévention et de surveillance et la police de répression. C'est un tort que l'on réparera un jour, lorsqu'on voudra mieux accomplir, pour le bien général du pays, l'exacte séparation des pouvoirs; mais ce serait une faute de l'étendre aux chemins de fer, qui ne sont pas placés dans la situation des grandes routes. La clôture, ainsi que nous l'avons dit, leur fait une position à part; et la défense de la franchir, l'impossibilité de parcourir ces chemins autrement que par les moyens qui leur appartiennent, les dangers qui résulteraient de l'infraction aux règlements, et la sévérité des peines, tout dit que la répression doit émaner d'une autorité indépendante, constitutionnellement établie, qui tire sa force d'elle-même et non de la délégation d'un autre pouvoir.

Votre commission, Messieurs, ne pouvait pas méconnaître la force de ces objections. Dans la discussion d'une législation générale sur la juridiction en matière de grande voirie, elles pourraient être examinées, discutées et sans doute prises en considération; mais dans l'état actuel des choses, malgré les nombreuses différences qui séparent les chemins de fer des chemins de terre, il y aurait, sans doute, de graves inconvénients à ne pas soumettre les uns et les autres à la même juridiction. Le même fait, par exemple : un amas de terre placé dans l'intérieur du chemin de fer loin de la voie, et un amas sur la grande route, seraient l'un, justiciable des tribunaux correction-

nels, l'autre, des conseils de préfecture. Cette différence ne s'expliquerait pas par la diversité des conséquences ou le degré de la culpabilité. L'un et l'autre sont de nature à agir sur la quotité de l'amende, mais non sur la juridiction, qui est subordonnée à de plus hautes considérations. Plusieurs fois, depuis 1830, l'on a essayé d'ébranler la juridiction des conseils de préfecture. On n'y a pas réussi. Tout récemment la Chambre des Pairs l'a encore une fois consacrée à l'occasion de la loi du roulage, et tout porte à croire qu'elle persévérerait. Par ces motifs, votre commission vous propose, Messieurs, d'adopter le principe de l'article 4 (le huitième de la commission), relativement à la juridiction administrative. Elle a retranché de cet article ce qui regardait le mode de constater les contraventions, parce qu'elle se réservait de vous proposer de régler cet objet d'une manière plus générale, quand elle s'occupera de l'ensemble des délits et des contraventions prévus par le projet de loi.

Titre II du
projet.

Nous voilà parvenus, Messieurs, au second titre du projet. Par les cinq articles qui le composent, le Gouvernement vous demande des mesures pénales, destinées à assurer l'*exécution des contrats passés entre l'État et les compagnies concessionnaires ou fermières des chemins de fer.*

Plusieurs questions ont été soulevées. On s'est demandé à quelles conventions seraient destinées ces dispositions? aux conventions déjà conclues et

revêtues de la sanction légale? cela ne paraîtrait pas possible. La loi n'est pas faite pour le passé; elle ne règle que l'avenir. Dans les relations civiles, la loi n'intervient qu'à défaut de conventions; et quand ces conventions existent, la loi n'y peut rien ajouter.

Si les stipulations faites par l'État avec les compagnies concessionnaires ou fermières ne suffisaient pas, par elles-mêmes, à assurer leur exécution, il n'y aurait pas d'autres moyens que de recourir au droit commun qui, en pareil cas, ne laisse pas l'État sans défense. Les lois sur les travaux publics n'ont jamais été accusées de faiblesse ni d'insuffisance.

Nous avons pourtant voulu vérifier dans quelle mesure l'administration avait été prudente et prévoyante; si elle avait, dans les cahiers des charges qu'elle a signés, sagement stipulé les intérêts de l'État; si par les peines qu'elle s'est réservées le droit d'appliquer, elle n'était pas restée maîtresse, à toutes les périodes, de la construction et de l'exploitation, d'agir directement, rapidement, sur les compagnies.

Vous allez en juger par une analyse rapide de quelques articles des cahiers des charges.

L'article 3 oblige les compagnies à soumettre à l'approbation de l'administration supérieure, de quatre mois en quatre mois, et par fractions de 20 kilomètres au moins, le tracé définitif du chemin de fer; il ajoute, qu'en cours d'exécution les compagnies auront la faculté de proposer des modifications; mais que ces modifications ne pour-

ront être exécutées que moyennant l'*approbation préalable et le consentement formel de l'administration supérieure.*

Les autres articles déterminent les obligations des compagnies à la rencontre des routes royales, départementales et vicinales, des rivières sur lesquelles elles auront à construire des ponts, ou des cours d'eau dont elles devront ménager l'écoulement; puis l'article 25 ajoute :

« Pendant la durée des travaux qu'elle exécutera
« d'ailleurs par des moyens et des agents de son
« choix, la compagnie sera soumise *au contrôle et*
« *à la surveillance de l'administration.* Ce con-
« trôle et cette surveillance auront pour objet
« d'empêcher la compagnie de s'écarter des dispo-
« sitions qui lui sont prescrites par le présent
« cahier des charges. »

Il était difficile d'assurer d'une manière plus nette et plus positive à l'État, les moyens de prévenir les infractions que les compagnies seraient tentées de commettre à leurs engagements.

Cependant admettons qu'elles soient parvenues à surprendre la vigilance des agents de l'administration, et qu'elles aient réussi à enfreindre leurs engagements, par exemple : à la rencontre d'une rivière, elles auront construit un pont qui gênera la navigation et le flottage parce que l'ouverture du débouché et la hauteur sous clef ne seront pas conformes aux prescriptions de l'administration; ou par les travaux de construction du chemin, les compagnies auront interrompu l'écou-

lement des eaux dont elles étaient obligées d'assurer le cours; ou enfin à la rencontre des routes royales et départementales elles auront interrompu ou gêné la circulation en n'établissant pas des ponts, ce qui n'est pas supposable, ou n'en faisant pas de conformes aux projets approuvés par l'administration supérieure. Dans toutes ces hypothèses, dont l'administration a toujours les moyens d'empêcher la réalisation, parce que le cahier des charges, les lois qui les homologuent et le droit commun l'arment d'un *veto* absolu, l'administration ne sera pas encore désarmée. En voici la preuve :

L'article 31 du cahier des charges porte :

« Faute par la compagnie d'avoir rempli les
« diverses obligations qui lui sont imposées par le
« présent cahier des charges, elle encourra la dé-
« chéance, et il sera pourvu à la continuation et
« à l'achèvement des travaux par le moyen d'une
« adjudication.

« La partie non encore restituée du cautionne-
« ment de la première compagnie *deviendra la*
« *propriété de l'État.*

« Si l'adjudication, ouverte comme il vient
« d'être dit, n'amène aucun résultat, la compagnie
« *sera définitivement déchue de tous droits à la*
« *présente concession, et les parties du chemin de*
« *fer déjà exécutées ou qui seraient mises en ex-*
« *ploitation, deviendront immédiatement la pro-*
« *priété de l'État.* »

Enfin, l'article 26 avait déjà donné à l'admi-

nistration un moyen infailible d'éviter les surprises et de faire réparer par les compagnies les infractions échappées à sa loyale surveillance.

« A mesure, porte cet article, que les travaux
« seront terminés sur des parties du chemin de
« fer, *de manière que ces parties puissent être*
« *liées à la circulation*, il sera procédé à leur
« réception par un ou plusieurs commissaires que
« l'administration désignera. *Le procès-verbal du*
« *ou des commissaires délégués ne sera valable*
« *qu'après homologation par l'administration su-*
« *périeure.*

« *Après cette homologation*, la compagnie
« pourra mettre en service lesdites parties du che-
« min de fer.

« Toutefois, ces réceptions partielles *ne devien-*
« *dront définitives* que par la réception générale
« et définitive du chemin de fer. »

Nous terminerons, Messieurs, ces emprunts aux cahiers des charges, par l'extrait de l'article 28. Nous n'avons parlé encore que de la construction des chemins de fer; il faut bien vous fixer en même temps sur leur exploitation, puisque le second titre du projet embrasse l'une et l'autre.

Voici cet article 28 :

« Le chemin de fer et toutes ses dépendances
« seront constamment entretenus en bon état.

« Pour ce qui concerne cet entretien et ces ré-
« parations, la compagnie demeurera soumise au
« contrôle et à la surveillance de l'administration.

« Si le chemin de fer, une fois terminé, n'est

« pas constamment entretenu en bon état, il y
« sera pourvu *d'office*, à la diligence de l'admi-
« nistration et aux frais de la compagnie conces-
« sionnaire. Le montant des avances faites sera
« recouvré par des rôles que le préfet du départe-
« ment rendra exécutoires. »

Le projet soumis à vos délibérations suppose que toutes les mesures convenues entre l'État et les compagnies, avec l'approbation et la ratification du pouvoir législatif, seront inefficaces par l'excès même de leur sévérité; il suppose que jamais, quelle que soit la conduite des compagnies, l'administration ne se servira contre elles ni de la déchéance prononcée par l'article 35, ni du refus de réception des travaux. C'est sans doute comme moyen de revenir sur cette inconcevable facilité qui accuserait trop l'administration pour avoir jamais été une vérité, que le projet propose les dispositions des articles 5, 6 et 7.

Votre commission, après un mûr examen de cette proposition, malgré son vif désir de seconder les vues de l'administration, n'a pas pu se résoudre à vous proposer de l'accepter.

Nous croyons que les stipulations des cahiers des charges portent avec elles une sanction suffisante.

Qu'on ne pourrait pas y ajouter des peines nouvelles, sans violer la loi du contrat, sans tomber, à l'égard des compagnies existantes, dans une inique rétroactivité.

Nous pensons enfin que ce serait méconnaître, ou braver les principes du droit civil, consacrer

une dangereuse innovation, que de regarder comme une contravention passible d'amende, l'inexécution des clauses d'un contrat.

La Chambre a remarqué avec quels soins les cahiers des charges ont établi et assuré la surveillance, le contrôle et la direction de l'administration. L'administration donne ou approuve les plans : les travaux s'exécutent sous ses yeux, sous sa surveillance, sous sa direction ; et néanmoins les compagnies ne sont déchargées qu'après réception des travaux. L'administration ne se contente pas d'une réception générale, une fois consentie, qui embrasserait l'ensemble d'un chemin de fer. C'est d'abord par parties qu'elle procède, après avoir reçu chaque ouvrage séparément et en particulier. Dès que quelques kilomètres peuvent être livrés à la circulation, des commissaires procèdent à leur réception. Le procès-verbal des commissaires n'est valable qu'après homologation par l'administration. Les réceptions partielles faites par les commissaires, approuvées par l'administration, ne déchargent pas les compagnies. Il leur faut encore la réception générale et définitive de l'ensemble du chemin de fer, qu'on peut leur refuser, si la malfaçon ne peut pas se réparer, si les clauses et conditions du cahier des charges n'ont pas été fidèlement accomplies.

C'est lorsque l'administration est aussi bien armée, que le titre II du projet vous propose d'ajouter à la série des contraventions connues

dans notre droit, une contravention qui résulterait de l'inexécution des contrats passés entre l'État et les compagnies, et de punir cette contravention d'une amende de 300 francs à 5 000 francs.

Votre commission n'en a pas reconnu la nécessité; elle a trouvé que les cahiers des charges avaient en eux-mêmes des garanties suffisantes d'exécution; elle a pensé qu'il ne serait pas permis d'ajouter de nouvelles peines à celles déjà stipulées. C'est sous l'empire d'une législation qui n'attachait ni contravention ni amendes à l'inexécution des engagements des compagnies que celles-ci ont contracté; elles ont su à quoi elles s'obligeaient, à quoi elles s'exposaient. L'étendue de leurs engagements, leurs limites, les peines, tout était défini, connu, consenti; aucune restriction, aucune extension ne seraient permises, sans ajouter ou retrancher au contrat. Cela est évident pour les contrats ordinaires qui n'exigent que la signature des parties. Cela doit être plus certain encore pour ceux qui ne sont valables, et n'ont d'existence réelle que par la sanction du pouvoir législatif. Quand les compagnies et l'administration ont signé les cahiers des charges, rien n'était fini, il n'existait qu'un projet que le pouvoir législatif s'était réservé d'amender. Il pouvait retrancher des stipulations, en ajouter de nouvelles, mais à la différence des lois ordinaires et générales, le législateur dans celles-ci n'aurait pas commandé; les compagnies restaient maîtresses d'accepter ou de refuser. A la session dernière, nous en avons eu des exemples : des modifications ont été proposées,

qui ont été refusées par les compagnies : les lois votées sont restées sans effet. Eh bien ! ce qui, au moment de l'homologation des cahiers des charges, n'aurait pas pu être fait, sans l'assentiment des compagnies, vous le feriez aujourd'hui, malgré elles ? Cela n'est pas possible, et votre commission ne pourrait pas vous le proposer, sans blesser tous les sentiments de la justice, de l'équité et du droit positif. En toutes matières, il faut se garder de la rétroactivité des lois ; mais ce sont surtout les lois criminelles ou pénales, qu'on doit préserver de ce vice. La faute serait ici doublement capitale. La loi qu'on vous propose, si vous la votiez, s'adresserait à des conventions arrêtées longtemps avant sa promulgation ; elle punirait des faits innocents au moment de leur perpétration, ou qui n'auraient été passibles que de réparations civiles.

Il est vrai pourtant qu'en exécution du dernier paragraphe de l'article 2 de la loi du 11 juin 1842, les lignes de chemins de fer pourront encore à l'avenir être concédées, en totalité ou en partie, à l'industrie privée, *en vertu de lois spéciales et aux conditions qu'elles détermineront*. Pour ces concessions, la question peut se présenter. On peut demander si l'exécution des clauses insérées au cahier des charges ne pourrait pas être garantie par des amendes.

Toute bonne législation repose sur des règles immuables, sur des principes de justice distributive

dont elle ne s'affranchirait pas sans de graves inconvénients. Elle distingue ses prescriptions de celles que les citoyens peuvent s'imposer; elle ne confond pas les stipulations privées avec ses commandements, à cause de la dignité de la loi, et pour l'intérêt général qu'elle représente.

L'infraction aux commandements de la loi, constitue une contravention passible de peines, tantôt corporelles, tantôt d'amendes; l'inexécution des conventions se résout dans la réparation du dommage entraîné par cette inexécution.

Tel est notre droit commun. La loi a pour elle ses peines; l'inexécution des conventions, ses réparations civiles. Cette distinction n'est pas arbitraire: l'immoralité de l'action n'est pas la même, soit qu'elle consiste à braver les commandements de la loi, soit qu'elle se borne à ne pas faire ce qui avait été promis: dans le premier cas, c'est à la puissance publique que l'on a manqué, la société souffre dans ce qu'elle a de plus intime, de plus nécessaire; elle n'a qu'une véritable force, la loi, et la loi est désobéie; il faut qu'elle se fasse respecter par des peines qui émanent d'elle; et qui, sans être toujours infamantes, infligent pourtant à ceux qui les encourent, une certaine déconsidération. Dans le second cas, l'intérêt de la société n'est ni direct ni rapproché; pour le bon ordre, pour la morale, pour la justice, la société doit veiller à l'exécution des conventions, mais sans avoir besoin de déployer la même force; c'est la partie contractante qui a souffert dans ses intérêts privés; on ne lui doit que des réparations pri-

vées. Une peine publique , si nous pouvons parler ainsi , serait détournée de son objet.

Nos codes sont faits dans cet esprit. Dès son début , le Code pénal annonce qu'il n'attache de peines , que la vindicte publique n'est due , qu'à l'infraction de la loi.

Le Code civil procède d'après les mêmes principes. L'article 1142 s'exprime ainsi : « Toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout « *en dommages-intérêts en cas d'inexécution* de la « part du débiteur. »

L'article 1226 dispose qu'on peut assurer l'exécution d'une convention par une clause pénale que l'article 1229 définit en ces termes :

« La clause pénale est la compensation des dommages-intérêts que le créancier souffre de l'inexécution de l'obligation principale. »

Les auteurs du Code civil étaient trop imbus des grands principes de cette distinction entre la désobéissance à la loi, et l'inexécution des conventions privées, pour laisser supposer qu'on pût appliquer à celle-ci les peines réservées à celle-là. La définition qu'ils donnent de la clause pénale ne permettrait pas le doute. En la composant seulement de réparations civiles, ils montrent combien ils entendaient la séparer des véritables peines. Or, ce que , d'après le Code civil, les parties ne pourraient pas faire dans leurs conventions, le législateur ne doit pas l'admettre dans les lois; il donnerait un dangereux exemple; il élèverait les conventions

au niveau des lois; il leur imprimerait le caractère de généralité qui n'appartient qu'à celles-ci; il changerait en action publique l'action privée qui naît des contrats; il enlèverait aux tribunaux civils l'exécution des conventions pour la donner aux tribunaux chargés de l'application des peines. Cela est grave, c'est le bouleversement des principes du droit commun et de l'ordre des juridictions.

Une objection a été faite; on a dit que le principe de l'application d'une amende, aux conventions des parties, avait été déjà sanctionné par l'article 37 du Code forestier, et que la Cour de cassation, par un arrêt du 2 juin 1836, l'avait appliqué à un concessionnaire dont le titre était antérieur au Code forestier.

Nous répondrons d'abord à cette dernière insinuation; son but est évident: on veut établir par là que si le projet était converti en loi, ses dispositions pénales devraient s'appliquer aux concessions de chemins de fer antérieures à sa promulgation. S'il en était ainsi, l'effet rétroactif serait manifeste: nous croyons l'avoir prouvé jusqu'à l'évidence. Mais nous tenons à faire remarquer la différence entre la position de celui qui avait exploité son bois *sous l'empire du Code forestier* et les concessionnaires des chemins de fer, qui, presque tous, auront achevé les travaux pour la malfaçon desquels on les punirait, avant la promulgation de la loi actuellement en discussion. Le premier pouvait et devait connaître le Code forestier; ce

Code était fait et promulgué, avant ses coupes; il régissait ses actions. Les concessionnaires des chemins de fer au contraire ne pouvaient pas connaître la loi qui les aurait menacés d'amende en cas d'inexécution de leurs engagements, puisqu'elle n'était pas, puisqu'elle n'est pas encore, ni promulguée, ni faite; ils seraient frappés sans avoir été avertis.

L'arrêt de la Cour de cassation du 2 juin 1836 confirme ces principes. Il ne juge qu'une chose, c'est qu'un ayant droit aux coupes de bois, est soumis aux dispositions de police et de conservation introduites par le Code forestier, encore que son titre soit antérieur à la promulgation de ce code. Il en donne cette raison évidente, « que les règles de police ne
« touchant en rien à l'essence même des droits ac-
« quis, mais en gouvernant seulement l'exercice,
« sont applicables aussitôt que le législateur les a
« régulièrement promulguées; » nous ne disons pas autre chose. Nous tirons seulement de ce principe, cette conséquence incontestable, que les lois de police elles-mêmes ne peuvent pas atteindre des faits consommés, comme sont ceux qu'on reprocherait après coup, à des travaux faits depuis longtemps, et presque partout reçus, au moins provisoirement.

Mais est-il vrai qu'il y ait une analogie, même éloignée, entre les dispositions du titre II du projet, et l'article 37 du Code forestier? Votre commission ne l'a pas pensé. Les dispositions du Code forestier s'éloignent trop du droit commun pour qu'on puisse, sans inconvénient, les prendre pour règle

d'une législation générale, destinée à régir avec sagesse et modération, des entreprises de chemin de fer. D'un autre côté, cet article 37, en appliquant une amende à l'inexécution des charges relatives *au mode d'abattage des arbres et au nettoyage des coupes*, ne fait qu'étendre au mode réglé par la convention, ce qui était établi pour le mode légal. Il n'y a là ni délit nouveau, résultant de la violation de la convention, ni peine nouvelle; le fait interdit par le cahier des charges était interdit par les règlements, et voilà pourquoi on devait continuer d'y attacher une peine.

Tout cela n'a rien de commun avec la situation d'un concessionnaire de chemin de fer qui, dans ses constructions, n'aurait pas fidèlement accompli les clauses du cahier des charges. Il se sera exposé à subir les injonctions de l'administration, à voir ses travaux refusés, son exploitation ajournée, peut-être il aura encouru la déchéance et bien certainement des dommages-intérêts à raison du préjudice qu'il aura occasionné; mais de délit, mais de contravention, mais d'amende, il n'en pourra être question, parce qu'il n'a pas contrevenu à la loi, parce qu'il n'a manqué qu'à la convention, ce qui se couvre uniquement par des réparations civiles.

Nous finirons par une observation qui, pour n'être en apparence que de forme, aura peut-être à vos yeux quelque portée.

C'est une loi sur la police des chemins de fer que le Gouvernement a entendu vous présenter. Son titre ne dit pas autre chose, et les dispositions des

titres I et III y répondent parfaitement : mais qu'est-ce que le titre II ainsi conçu : « Mesures relatives à l'exécution des contrats passés entre l'État et les compagnies, » sinon une loi générale relative aux engagements volontairement pris par les concessionnaires des chemins de fer ? Cette mesure n'a ni lien ni rapport avec la police de ces chemins ; c'est ici un hors-d'œuvre ; s'il y a quelque chose à faire , c'est dans une loi générale des travaux publics qu'on doit s'en occuper. Il importe sans doute d'assurer l'exécution des contrats relatifs à la constructions et à l'exploitation des chemins de fer, mais il n'y a pas moins de raison d'intérêt et de justice à prendre les mêmes précautions pour les autres parties des travaux publics.

Au reste, nous avons démontré que, restreinte aux chemins de fer déjà concédés, cette partie de la loi viendrait trop tard ; elle arriverait non-seulement après des conventions acceptées , mais après des travaux faits et presque partout livrés, sous l'empire d'une législation qui ne punissait l'inexécution des conventions que par des réparations civiles ; et quant à l'avenir, quant aux contrats à passer, nous avons répondu par cette maxime qui est le résumé des véritables principes de notre droit : aux infractions à la loi, les contraventions et les amendes, à l'inexécution des conventions, les réparations civiles.

Art. 5, 6, 7
du projet. Si la Chambre partage l'opinion de la commission, elle n'adoptera pas les articles 5, 6 et 7 du projet du Gouvernement, destinés à organiser un mode de pénalité qui ne s'harmonise en aucune façon avec l'inexécution des contrats.

Elle n'adoptera pas davantage l'article 8, en vertu duquel l'administration, en cas d'inexécution de la part des compagnies, pourrait, d'office et à leurs frais, faire exécuter les travaux qu'elles n'auraient pas faits, ou qu'elles auraient mal confectionnés. Cette faculté n'a rien de particulier aux chemins de fer; l'administration doit avoir, et elle a, tous les droits qu'en pareille situation donne la législation des travaux publics; rien de plus ne lui est nécessaire, et ce ne serait pas d'ailleurs dans une loi qui se renfermerait dans la police des chemins de fer que de telles dispositions pourraient trouver leur place.

Art. 8 du
projet.

L'article 9 est inutile, sa disposition a déjà reçu la sanction de la loi. Il est relatif au recouvrement des frais de toute nature que les compagnies se sont obligées d'acquitter. Les cahiers des charges, homologués par les lois de concession, contiennent, à cet égard, tout ce que le Gouvernement demande par cet article 9.

Art. 9 du
projet.

Enfin l'article 10 et dernier de ce titre II n'aurait plus de but. Il ne serait pas nécessaire de faire, ainsi que le projet le propose, réserve des clauses de déchéance insérées dans les cahiers des charges ou dans les baux; la loi restant étrangère à toutes les clauses de ces cahiers, n'en modifiant aucune, et n'ajoutant rien à leurs dispositions non plus qu'à leur sanction, ne pourrait pas être soupçonnée d'avoir eu l'intention de les abroger.

Art. 10 du
projet.

Nous arrivons au titre III du projet qui, avec le Titre III du

projet (2 de
la commis-
sion).

titre I^{er} et au moyen de la suppression du titre II, composerait toute la loi sur la police des chemins de fer. En présence des malheurs qui nous ont affligés, le Gouvernement avait à tracer des règles pour contenir les intentions perverses, punir les faits coupables, réprimer les fautes, éviter jusqu'aux imprudences qui, en pareille matière, sont aussi des fautes.

Art. 11 du
projet (9
de la com-
mission).

Le plus dangereux des crimes serait celui qui consisterait dans la destruction, la dégradation ou le simple dérangement des rails ou de leurs accessoires nécessaires, ou dans tout autre moyen propre à entraver la marche des convois, ou à les faire sortir de leurs rails. Les conséquences seraient désastreuses. Elles pourraient aller jusqu'à la mort de tous ceux qui composeraient ce convoi. La peine encourue doit être en rapport avec la perversité de l'action et ses désastreux effets, certains ou seulement possibles. C'est la réclusion lorsqu'il n'en sera résulté aucun accident, les travaux forcés à temps s'il y a eu des blessures : la mort, si mort s'en est suivie. Cette gradation est celle du Code pénal. L'article 437 l'applique à la destruction volontaire des ponts, digues et chaussées, crime qui a de l'analogie avec celui défini par le projet, quoique, dans ses conséquences, il puisse rarement être aussi désastreux. Deux objections ont été pourtant élevées. Dans la première, on se plaint de ce que ce n'est pas uniquement par la perversité de l'agent qu'est appréciée la peine : par la seconde, on ne voudrait la juger que par les effets du crime. Or, comme en enlevant ou en dérangeant les rails

volontairement, on n'a pas pu ignorer qu'on attentait à la vie des voyageurs, la mort devrait être toujours appliquée comme au cas d'incendie de bâtiments servant à l'habitation. Dans la seconde objection, au contraire, la peine de la réclusion, appliquée à l'accident qui ne serait suivi d'aucune fâcheuse conséquence pour les personnes, serait beaucoup trop sévère. Il paraîtrait plus juste de n'appliquer les peines que d'après les distinctions établies par les articles 309 et suivants du Code pénal pour les coups et blessures.

Votre commission a pensé que les deux objections s'éloignaient également des véritables principes de notre législation criminelle. La perversité de l'agent, à ses yeux, ne doit pas plus être séparée des conséquences de l'action, que celles-ci ne pourraient être appréciées sans tenir compte de la volonté de l'agent. C'est ce que l'article 11 du projet a parfaitement exprimé, en se conformant aux grands principes de notre Code pénal, non-seulement pour le degré de la peine, mais encore pour la moralité de l'action qui dépend de la volonté de l'agent, quel qu'ait été d'ailleurs le compte plus ou moins complet qu'il se soit rendu de ses conséquences.

L'article 12 du projet applique les mêmes peines aux chefs, auteurs, instigateurs et provocateurs de réunions séditieuses, à l'occasion desquelles le crime, défini par l'article précédent, aurait été commis; et il ne va pas trop loin, lorsqu'il ajoute qu'il en serait de même si la réunion séditieuse n'avait pas eu pour but direct et principal la des-

Art. 12 du
projet (10
de la com-
mission).

truction de la voie de fer. Cela peut paraître sévère pour le cas où le crime, ayant occasionné la mort d'une ou plusieurs personnes, entraînerait la peine capitale. Ce n'est pourtant que juste. En se faisant le chef d'une réunion séditieuse, qui a recours à la rébellion et au pillage, on se rend responsable de tous ceux que l'on met en mouvement et que l'on commande. Si l'on n'est pas l'auteur de tous les crimes, on en est le complice. Ce qui suffit pour l'application de la peine.

Art. 13 du
projet (11
de la com-
mission.)

La menace de la destruction de la voie de fer est punie, par l'article 13 du projet, des peines attachées, par l'article 305 du Code pénal, aux menaces d'assassinat, ou de tout autre attentat contre les personnes. Ce sont les mêmes distinctions. L'assimilation est complète, sauf en un seul point, celui de la surveillance de la haute police. Loin de trouver, dans le caractère des crimes et des délits auxquels les chemins de fer peuvent être en butte, des motifs de soustraire leurs auteurs à la surveillance de la haute police, votre commission a pensé que c'était le cas plus qu'ailleurs d'y recourir, afin d'empêcher la vengeance que les peines déjà subies pourraient avoir eu pour effet d'irriter, afin de prévenir la consommation du crime dont on n'avait fait jusque-là que la menace. Elle vous propose de rétablir cette disposition.

Art. 14 du
projet (12
de la com-
mission).

Le projet ne punit pas seulement les mauvais desseins, les intentions coupables; les cas en sont heureusement rares. Il doit veiller aussi aux imprudences, aux négligences, aux actes d'inattention ou d'inobservation des lois, règlements et

instructions. Ils sont plus fréquents et peuvent produire les mêmes désastres. Il n'y a pas là à considérer la moralité de l'action. Le fait n'est accompagné ni d'intention, ni de volonté; il ne peut donc pas receler un crime; mais il n'en peut pas moins résulter un dommage considérable, soit pour les personnes, soit pour les choses. Pour le réparer équitablement et pour empêcher qu'il se renouvelle, il convenait de considérer, d'un côté, le caractère et le degré de la faute; de l'autre, l'étendue du dommage et de la souffrance éprouvés. C'est ce que fait l'article 14, presque littéralement copié sur les articles 319 et 320 du Code pénal.

Vous remarquerez pourtant deux différences.

La première consiste dans la punition de la négligence ou de l'imprudence, même lorsque l'accident n'aura pas été dommageable aux personnes. (Des choses il n'en est pas question, parce que les réparations civiles sont toujours ouvertes à ceux qui ont souffert du fait d'autrui.) Dans ce cas, les articles 319 et 320 ne prononcent pas de peines. Le projet, avec raison plus sévère, applique une amende de 25 à 300 francs que nous vous proposons d'élever jusqu'à 600 francs, par des raisons que nous déduirons tout à l'heure. Comme sur un chemin de fer, les accidents seront rarement exempts de funestes conséquences, et que la négligence la plus légère et la plus pardonnable en toute autre occasion peut entraîner les plus désastreux malheurs, vous approuverez qu'on la punisse, même lorsqu'elle n'est pas dommageable. Il suffit

qu'elle puisse avoir les mêmes conséquences qu'un crime prémédité, pour qu'on la punisse, non comme un crime, mais comme une faute grave.

La seconde différence entre l'article du projet et l'article 319 du Code pénal consiste dans la disposition qui placerait l'inobservation *des prescriptions ou défenses émanées de l'autorité publique* sur le même rang que l'inobservation des règlements. Votre commission n'a pu que lui donner son assentiment. Elle n'ignore pas les difficultés qui se sont élevées entre l'administration et les compagnies, pour savoir jusqu'où allaient les droits de l'administration et de toutes les branches d'autorité avec lesquelles les compagnies pourraient se trouver en rapport; quels règlements chacun pourrait faire? Quels ordres pourrait donner tel fonctionnaire et jusqu'à quel point les agents des compagnies devaient obéir. Tout cela n'est pas et ne pouvait pas être du domaine de la loi. Des règlements d'administration publique doivent être faits, et ils comprendront bien certainement les règles relatives aux attributions de chacun. Mais ces questions ne touchent en rien le principe que l'article 14 vous propose d'adopter, et d'après lequel la loi punirait celui qui par inobservation des prescriptions ou défenses de l'autorité publique *aurait causé* un accident dommageable aux personnes. Il ne peut pas y avoir de difficulté sur l'utilité de l'ordre qui a été donné, puisque l'article ne prononce de peine que dans le cas où l'inexécution de l'ordre aurait occasionné l'accident. C'est là ce qui distingue l'inobservation des pre-

scriptions de l'autorité, de la contravention aux règlements d'administration publique. Bientôt nous ferons ressortir davantage cette différence caractéristique.

Vous aurez remarqué, Messieurs, les expressions générales par lesquelles débute cet article 14. Elles s'adressent à tous ceux qui par maladresse, imprudence, inobservation des lois, règlements et prescriptions, auront occasionné un accident. Les agents de la compagnie, les administrateurs et directeurs, y sont compris tout aussi bien que les personnes étrangères à la compagnie. Dès lors on s'est demandé pourquoi le projet aurait dans l'article 15 une disposition particulière à ces agents, employés, administrateurs et directeurs chargés de l'exploitation du chemin de fer. Si c'était dans le but de leur appliquer une plus forte peine en raison de l'obligation où ils sont d'apporter plus de prudence, plus d'attention que les autres dans l'exploitation des chemins de fer, le but pourrait être rempli par l'aggravation du maximum des amendes déterminées par l'article 14. Il y aurait alors plus de justice dans l'application des peines, parce que le juge, en appréciant le degré de la faute, aurait toujours les moyens de lui proportionner l'amende. C'est ce que votre commission vous propose, en même temps qu'elle conclut à la suppression de l'article 15, qu'elle regarde comme parfaitement inutile.

Après les crimes et les délits définis et punis ainsi que nous venons de le voir, il restait à s'occuper des contraventions qui sont encore, à vrai

Art. 15 du
projet.

Art. 16 du
projet (13
de la com-
sion).

dire, des délits spéciaux. C'est l'objet de l'art. 16. La désobéissance aux prescriptions, de l'autorité n'est punie que lorsqu'elle a causé un accident. Il n'en pourrait pas être de même de la contravention aux ordonnances royales, portant règlement d'administration publique sur la police, la sûreté ou l'usage des chemins de fer. Ces règlements ont leur principe dans la loi, ils sont prescrits par l'article 9 de la loi du 11 juin 1842, par l'article 33 du cahier des charges, et par l'article 10 des lois d'homologation. Voilà pourquoi leur simple infraction, quels qu'en puissent être les résultats, nuls ou dommageables, doit être réprimée. Aucune de ces lois ne se met en devoir de définir la peine encourue par la contravention à ces règlements. C'est indispensable pourtant. Ils ne peuvent pas porter leur propre sanction; ils ne seront utiles, ils n'assureront la police, la sûreté des chemins de fer que lorsqu'une peine édictée par la loi, en garantira la pleine exécution. C'est là le but de l'article 16. L'amende qu'il propose sera de 16 francs au moins, et de 300 francs au plus. Votre commission ne l'a pas trouvée en rapport avec le caractère de la contravention. Elle serait égale à celle proposée pour l'inobservation des prescriptions de l'autorité, et inférieure au chiffre auquel nous nous sommes arrêtés. Les mêmes raisons qui nous ont paru motiver l'augmentation de celle-là, nous amèneraient à hausser le chiffre de celle-ci. Les administrateurs, gérants, directeurs et employés des compagnies de chemins de fer, seront presque toujours ceux qu'on

accusera de contraventions aux ordonnances. Or, nous n'avons proposé de supprimer l'article 15 qui leur infligeait des peines doubles de celles encourues par les autres individus, que parce que l'augmentation du maximum de l'amende permettrait aux juges, sans avoir besoin de recourir à un article spécial, de mesurer la peine au degré de culpabilité. L'article 16 lui-même, nous fournit une raison de même nature pour justifier la proposition que nous soumettons à la Chambre. Le second paragraphe de cet article prévoit la récidive dans l'année, et double dans ce cas l'amende. Votre commission a pensé qu'il n'était pas plus nécessaire de rappeler la récidive de la contravention aux ordonnances, qu'il n'était utile de parler de la récidive des crimes et des délits définis par les articles précédents. Il n'y a pas d'inconvénient à s'en rapporter au droit commun et au discernement du juge qui saisira toutes les nuances, s'il a à sa disposition un minimum de peine et un maximum très-élastiques ; il saura bien tenir compte à l'inculpé des excuses qui viendront à sa décharge, comme il ne manquera pas de lui faire supporter les circonstances aggravantes de sa conduite. C'est par cette considération que nous proposons à la Chambre de laisser le minimum de l'amende à 16 francs, et d'élever le maximum jusqu'à 3, 000 francs.

La contravention aux ordonnances portant règlement d'administration publique n'est pas la seule que l'article 16 veuille frapper d'une amende. Le projet propose d'étendre cette disposition aux

arrêtés pris par les préfets pour l'exécution des dites ordonnances. Cette proposition a été unanimement rejetée par la commission. Elle s'est fondée sur ce que la loi du 11 juin 1842, et les lois d'homologation des diverses concessions de chemins de fer, n'accordaient qu'à l'ordonnance royale, rendue dans certaines formes et après avoir entendu les concessionnaires, le droit d'imposer des règlements pour la police, la sûreté, l'usage et la conservation du chemin de fer. Certes, il n'est venu à la pensée de personne de contester aux préfets l'autorité indispensable pour le maintien de la sûreté publique et pour la conservation de la vie des citoyens. Ils pourront toujours prendre les arrêtés que leur prudence leur suggérera. Nous ne connaissons, à cet égard, aucune limite. Ils auront le droit de les faire exécuter sur l'heure, et si le défaut d'exécution de la part de la compagnie, de ses agents ou de tous autres entraîne un accident, il y aura lieu à amende conformément à l'article 14. Mais tout cela est différent de la contravention définie par l'article 16. Cette contravention existe par le fait seul de l'inexécution de l'ordonnance portant règlement d'administration publique, encore que cette inexécution n'ait entraîné aucun accident. La même autorité n'appartiendrait aux arrêtés des préfets qu'autant qu'ils pourraient tenir lieu des règlements d'administration publique. Or, personne n'a jamais élevé cette prétention. Aussi l'article 16 ne demande-t-il d'appliquer la contravention et l'amende qu'aux arrêtés pris par les préfets pour l'exécution des ordon-

nances. Il faut s'entendre; ou ce serait un prétexte sous lequel on chercherait à voiler les arrêtés des préfets, ce qui n'est pas admissible; ou c'est bien ce règlement qui, en passant dans l'arrêté, ne perd pas de sa force. Dans l'un comme dans l'autre cas, l'arrêté reste impuissant à se défendre lui-même par l'amende. Si sa disposition est dans l'ordonnance, on n'a pas besoin de son concours pour faire appliquer la peine au contrevenant, et si elle ne s'y trouve pas, ce n'est plus qu'un prétexte indigne du caractère franc et sévère que doit toujours conserver l'administration.

Un autre paragraphe soulève une des plus importantes questions de hiérarchie et de centralisation du pouvoir des compagnies. Nous allons le transcrire afin de bien exprimer la difficulté.

« Si la contravention a été commise par un agent employé au service de l'exploitation, et si cet agent prouve qu'il n'a fait qu'exécuter les ordres de son supérieur, il sera affranchi de toute peine, et l'agent supérieur pourra être condamné au double de l'amende déterminée par le présent article. »

Voici les motifs qui ont déterminé votre commission à proposer ce paragraphe additionnel :

Dans la conduite et la gestion des affaires, il faut de l'ensemble et de l'unité. Les pouvoirs doivent se concentrer et l'action ne partir, autant que possible, que d'un seul point ou d'un même foyer. Autrement il y a anarchie; les ordres se multiplient, se croisent et se contrarient. L'insubordination rend tout bien, toute amélioration impossibles. Les dangers naissent et s'aggravent en

raison même de la diversité des directions. Que voulez-vous que devienne la police d'un chemin de fer sur lequel tout intéressé ou tout agent aurait le droit de commander ou de se conduire à sa guise? Si chaque agent peut discuter les ordres qu'il reçoit de son supérieur, la marche des convois n'est plus assurée, on s'arrête pour délibérer, on prend, suivant la portée de son intelligence et le degré de son expérience, un parti plein de périls, et la responsabilité se divisant, n'arrive qu'incomplètement ou injustement à ceux qui devaient seuls la supporter pleine et entière. La compagnie pourra congédier l'agent insubordonné qui, sous le prétexte d'éviter une contravention, désobéira aux ordres des supérieurs; mais en attendant, et pour cette fois, le convoi aura été arrêté pour délibérer, et il marchera sous une direction qui ne sera pas celle de la compagnie. Les plus grands malheurs pourront en résulter, qui les supportera? le public toujours victime des divisions qui peuvent naître au sein des grands établissements. Le moyen de l'empêcher, c'est de rendre aux compagnies l'unité de direction, et, avec la pleine responsabilité, la force du commandement; c'est d'exempter les agents de toute peine, chaque fois qu'ils justifieront d'avoir agi en vertu des ordres de leurs supérieurs.

En vous faisant cette proposition, votre commission n'ignore pas qu'elle semble contrevenir à ce grand principe de moralité publique, qui ne permet pas de s'exempter de la peine encourue pour une faute, en alléguant des ordres reçus pour

la commettre. Il n'en est rien, Messieurs, et votre commission ne mérite pas ce reproche. L'exemption qu'elle vous propose est limitée *au fait seul* de la contravention aux règlements d'administration publique; elle ne s'étend pas aux conséquences, prévues ou non, de cette contravention. Ceci mérite d'être bien entendu, afin de ne pas donner à notre paragraphe additionnel une portée que nous n'entendons pas lui accorder.

Le principe de l'obéissance passive des inférieurs envers les supérieurs, que nous vous proposons d'introduire dans la gestion des compagnies de chemins de fer, non pour elles, mais pour la sûreté du public et pour le maintien des garanties auxquelles il a droit, ne va pas jusqu'à relever les inférieurs des crimes et des délits qu'ils prétendraient n'avoir commis que par les ordres de leurs supérieurs. S'ils avaient volé ou attenté à la vie de leurs concitoyens ou commis tout autre fait que le droit commun et la morale universelle ont mis au rang des crimes ou des délits, ils ne pourraient pas s'en exempter en alléguant l'autorité de leurs supérieurs. Il en serait de même des crimes ou délits spéciaux définis par le projet de loi. S'ils avaient, par exemple, volontairement détruit ou dérangé les rails, ou employé tout autre moyen d'entraver la marche des convois; si, par négligence, maladresse, ou même par l'inobservation des règlements, *ils avaient causé un accident*, dommageable ou non, ils seraient, comme tous les autres, passibles des peines portées aux articles 11 et 14 (9 et 12 de la commission), sans pouvoir

alléguer les ordres supérieurs. Mais il n'en doit pas être de même de la simple inobservation des règlements, quand cette inobservation n'a amené aucun accident et que le fait qui la constitue n'était en lui-même ni crime, ni délit, ni faute; rien n'avertissait l'agent inférieur : s'il connaissait les règlements, la confiance qu'il devait avoir dans son chef, l'autorisait à penser qu'ils avaient été modifiés ou rapportés. L'autorité et la sanction de ces règlements n'en souffriront pas. Le paragraphe additionnel proposé par votre commission reporte la responsabilité sur qui de droit en décidant que l'agent supérieur pourra, dans ce cas, être condamné au double de l'amende. Par là, Messieurs, vous concilierez le respect dû aux règlements, vous pourvoirez d'une manière suffisante à leur exécution, sans blesser les grands principes de notre droit criminel, et vous laisserez aux compagnies la plénitude de leur action, au grand avantage de leurs intérêts légitimes, inséparables des grands intérêts de la sûreté publique.

Art. 17 du
projet (14 de
la commis-
sion).

L'article 17 du projet déclare les compagnies responsables, soit envers l'État, soit envers les particuliers, du dommage causé par les administrateurs, directeurs ou employés à un titre quelconque au service du chemin de fer. Nous vous proposons d'adopter ce principe. Seulement comme le projet ne s'oppose pas à ce que le Gouvernement exploite pour son compte les chemins de fer, votre commission a cru devoir ajouter, pour cette hypothèse, un paragraphe additionnel ainsi conçu : « La même « responsabilité pèsera sur le Trésor public si le

« chemin de fer est exploité aux frais et pour le
« compte du Gouvernement. »

Cette hypothèse des chemins de fer exploités pour le compte de l'Etat, ne pouvait pas man-
quer d'appeler l'attention de la commission sur la situation de ceux à qui la gestion en est confiée. Ils sont agents du Gouvernement et, par conséquent ils profitent de l'espèce d'inviolabilité dont l'article 75 de la constitution de l'an 8 a couvert les agents du pouvoir exécutif. L'ingénieur, le mécanicien, le surveillant auxquels on imputerait un accident qui aurait amené mort d'homme, ne pourraient être poursuivis qu'après avoir obtenu l'autorisation du conseil d'Etat. La susceptibilité publique et le besoin de calmer les esprits par l'intervention immédiate de la justice, au moment où éclate un malheur ou un crime, s'accommoderaient peu du recours au conseil d'Etat. Ce recours a pu être regardé comme indispensable à l'égard de beaucoup d'autres agents; il peut être utile pour soustraire les administrateurs et directeurs des chemins de fer à de véritables persécutions; mais il ne saurait être invoqué par les agents inférieurs en contact immédiat avec les populations. Les dangers sont trop multipliés par l'imagination, et les malheurs quelquefois trop réels et trop profonds pour ne pas chercher à calmer les esprits par l'intervention immédiate et sans entraves de la justice. Nous ne nions pas qu'on ne puisse abuser de cette facilité pour tourmenter les agents par des plaintes insensées et calomnieuses. Mais cet inconvénient n'est

Art. 15 du
projet.

rien à côté de l'inquiétude publique à laquelle il faut une prompte et assurée satisfaction. Par ces considérations la commission propose de décider que les agents chargés par l'Etat, et pour son compte, de l'exploitation des chemins de fer, pourront être poursuivis sans autorisation préalable du conseil d'Etat. On aurait bien pu, à l'exemple de ce qui se pratique pour certains agents, soumettre la poursuite à l'autorisation de l'administration des ponts et chaussées, mais votre commission a regardé comme superflue et susceptible de graves inconvénients toute mesure qui, en cas d'accident, retarderait la mise en jugement des agents inférieurs accusés de crime, de délits ou de simple faute.

Art. 18 du
projet (16
de la com-
mission).

Après avoir défini les crimes, les délits et les contraventions, le projet s'occupe des moyens de les constater. Rien ici n'est nouveau, sauf l'adjonction de quelques agents auxquels le projet donne le droit et impose le devoir de dresser des procès-verbaux. A côté des officiers de police judiciaire désignés par le Code d'instruction criminelle, l'article 18 du projet place les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, les conducteurs, gardes-mines et agents de surveillance institués par le Ministre des travaux publics et assermentés. Rien n'est plus juste. Mais il y a dans cette nomenclature un oubli que votre commission devait réparer. L'article 50 des cahiers des charges porte que les agents et gardes des compagnies pourront être assermentés et seront, en ce cas, assimilés aux gardes champêtres; en conséquence nous avons placé au rang de ceux qui ont le droit

de verbaliser, les agents des compagnies dûment assermentés. Nous sommes allés plus loin : nous avons dit que le serment prêté au tribunal civil du domicile des agents de surveillance les autoriserait à verbaliser sur toute la ligne du chemin de fer auquel ils seraient attachés. Nous croyons n'avoir fait qu'une chose raisonnable qui se justifie d'elle-même.

Les procès-verbaux seront visés pour timbre et enregistrés en débet. Ceux des agents de surveillance, tant de l'administration que des compagnies, doivent être affirmés dans les trois jours, sous peine de nullité. Les procès-verbaux sont utiles pour constater autant que possible toutes les circonstances qui se sont révélées au moment de l'événement; mais ils ne sont pas indispensables. La preuve des crimes, des délits et même des contraventions peut toujours résulter des autres moyens admis par le droit commun.

On ne pouvait pas parler de l'intervention des agents des compagnies et de l'État dans les actes relatifs à la police et à la sûreté des chemins de fer, sans songer à les défendre contre tous ceux qui par violence et voies de fait chercheraient à entraver leur action. Le droit commun les aurait protégés sans doute, mais nous avons pensé qu'il valait mieux l'écrire dans la loi. C'est l'objet d'un article additionnel qui prendrait le n° 18.

Enfin l'article 20 et dernier du projet (19 de la commission) propose d'appliquer l'article 463 du Code pénal aux condamnations prononcées en exécution des dispositions précédentes. Rien n'est

Art. 19 du
projet (17
de la com-
mission).

Art. 18 de
la commis-
sion.

Art. 20 du
projet (19
de la com-
mission).

plus juste. C'est ce que vous avez pratiqué dans toutes les lois pénales faites depuis la révision du Code; et quoique dans celle-ci le minimum des peines laissé à l'appréciation des juges soit extrêmement abaissé, il peut se rencontrer tels cas où les tribunaux regretteraient de ne pouvoir pas le descendre davantage. Cela suffit pour justifier l'adoption de l'article qui vous est proposé.

La Chambre a maintenant sous les yeux l'ensemble du projet de loi soumis par le Gouvernement à ses délibérations. Elle connaît les amendements de la commission; elle jugera si ces amendements ne sont pas commandés par le but du projet de loi, par l'étude des faits, par l'application des principes.

Le plus considérable de ces amendements consiste dans la suppression entière du titre II. Cette suppression nous a paru commandée par le caractère même de ses dispositions. On nous demande une loi sur la police des chemins de fer, c'est-à-dire sur les meilleurs et les plus sûrs moyens de conserver et d'exploiter des chemins déjà livrés à la circulation, et le titre II du projet se préoccupe principalement des moyens d'assurer l'exécution des conventions relatives à leur construction. Par la loi du 11 juin 1842, la construction des chemins, terrassements et travaux d'art, appartient au Gouvernement. Comment le Gouvernement pourrait-il avoir besoin de dispositions législa-

tives pour assurer l'exécution des conventions relatives à des travaux qu'il s'est réservé d'exécuter lui-même? les compagnies ne doivent que la pose des rails et l'exploitation. Si les compagnies n'exécutent pas, le Gouvernement agit pour elles et à leurs frais; c'est beaucoup plus que ce que demande le titre II, pour forcer à l'exécution des conventions, et c'est plus régulier. Il y a pourtant des cas, où, en vertu de lois spéciales les compagnies pourront être chargées de la construction: rien n'empêchera d'insérer dans le cahier des charges de nouvelles conditions, plus propres, s'il est possible, à assurer l'exécution de leurs engagements; mais ces conditions ne pourront jamais porter que sur des réparations civiles, des dommages-intérêts; ou, ce que le Code civil appelle des clauses pénales. Il serait contraire à tous les principes de stipuler ou même d'accorder, par une loi spéciale, des amendes ou d'autres peines publiques réservées pour la répression des infractions à la loi.

Les autres amendements vous paraîtront sans doute, comme à nous, rendre la loi moins incomplète. Il n'appartient à personne, pas plus à votre commission qu'au Gouvernement, avec notre récente expérience, de proposer une loi à laquelle on ne puisse rien ajouter. Il faut se contenter de satisfaire au présent et de préparer l'avenir.

En imposant à l'administration le devoir d'embrasser dans des règlements d'administration pu-

blique tout ce qui regarde l'usage, la police et la sûreté des chemins de fer, la loi lui a délégué d'importantes attributions. Elle s'en est rapportée à sa prudence, pour la surveillance et la prévention; à son habileté pour tirer, des chemins de fer, les avantages que le pays est en droit d'en attendre.

Cette mission est immense, et pour la remplir l'administration ne saurait trop s'entourer de lumières et d'expériences.

Après le vote de la loi du 11 juin 1842, deux ordonnances royales constituèrent deux commissions consultatives pour donner leur avis sur les questions de tracé, d'exploitation et de règlements d'administration publique. La pensée était bonne. Dans les mains de ces commissions se seraient concentrées toutes les parties de cette vaste direction. Il y aurait eu unité. Les règles eussent été les mêmes pour tous les chemins de fer et dans tout leur parcours. Chaque préfet n'aurait pas pu avoir sa jurisprudence particulière, et tous les fonctionnaires employés à la surveillance et à la police des chemins de fer n'auraient relevé que du Ministre des travaux publics, secondé, éclairé lui-même par les commissions établies auprès de son ministère. Les conflits entre l'administration et les compagnies auraient pu être prévenus, les causes des accidents mieux étudiées. La justice elle-même aurait trouvé dans ces commissions un utile auxiliaire. En Angleterre, aux Etats-Unis, en Belgique, on n'a pas su trouver de meilleur guide pour l'administration des chemins de fer. L'acte de lord Seymour de la troisième et de la quatrième

année du règne de la reine Victoria, constitue un comité qu'il charge de mettre de l'ordre, de l'uniformité dans la conduite des compagnies, d'exercer sur elles, sur leur gestion, une utile surveillance, de faire tous règlements et d'en assurer l'exécution.

Notre forme de gouvernement et la responsabilité de l'administration ne se prêteraient pas sans doute à cette substitution d'un comité volontaire et irresponsable à la légitime action du Pouvoir; mais le Gouvernement pourrait examiner s'il ne serait pas possible de concilier avec le principe de notre organisation administrative, l'établissement d'un conseil qui n'aurait d'obligatoire que la nécessité d'être consulté, et qui, soit pour les renseignements à recueillir et à coordonner, soit pour les règlements à étudier et à préparer, remplacerait ce comité dont nos voisins retirent en général tant d'avantages, et en particulier, celui d'avoir considérablement diminué, pendant les deux premières années de son exercice, les accidents des chemins de fer.

Il y a déjà auprès de l'administration des ponts et chaussées, deux conseils dont l'expérience a démontré l'utilité.

La première idée qui se présente, en réfléchissant aux nombreuses et ardues difficultés qui naissent de la mise en exploitation des chemins de fer, est celle-ci : Pourquoi n'ajouterait-on pas, à l'administration des ponts et chaussées, un troisième conseil qu'on désignerait sous le nom de conseil des chemins de fer? Il aurait les

attributions des commissions créées par les ordonnances de 1842 ; toutes celles de l'acte de lord Seymour compatibles avec notre organisation gouvernementale ; les questions économiques et commerciales que présentent l'établissement des lignes, les tracés, les tarifs, questions peut-être un peu trop négligées jusqu'à présent et qui peuvent exercer une si grande influence sur le commerce intérieur, sur les relations internationales et, par suite, sur la fortune publique.

Toutes ces attributions si élevées et si importantes pourraient exiger une composition particulière de ce conseil général des chemins de fer. Des hommes spéciaux siègent dans les conseils généraux des mines et des ponts et chaussées. Il en devrait entrer aussi dans le conseil des chemins de fer, entre autres de ceux qui auraient déjà exploité ou surveillé l'exploitation des chemins de fer. Nous nous plaçons principalement dans la période qui suit celle de la construction où il n'y a plus qu'à surveiller, qu'à diriger l'usage pour la plus grande sécurité et le plus grand avantage du pays. C'est alors que se présentent les réglemens de police, les réglemens propres à prévenir les accidents, à punir les fautes, les délits et les crimes ; toutes les questions relatives à la fixation des tarifs, aux intérêts économiques et commerciaux du pays. Tout cela n'exclut pas les connaissances d'art ; mais il en faut d'autres, il en faut de pratiques, qui fassent du conseil général des chemins de fer un véritable conseil de ce commerce et de cette industrie. Par là on rendrait faciles les rapports de l'administra-

tion et des compagnies, on affaiblirait les résistances, on ferait taire les jalousies, on éviterait les rivalités, qui autrement pourraient devenir un obstacle permanent au bien.

En chargeant son rapporteur de présenter ces réflexions à la Chambre, la commission n'a nullement prétendu gêner la liberté du Gouvernement ni lui imposer une organisation ou une forme de travail qui entraverait son initiative. Elle a seulement voulu, en expliquant pourquoi une loi sur la police des chemins de fer devait être actuellement incomplète, appeler l'attention du Gouvernement sur les moyens de tout centraliser pour recueillir les renseignements, préparer ses décisions et arriver enfin à des règlements qui conciliasent la sûreté publique, les intérêts commerciaux et économiques du pays et des compagnies.

Voici le projet tel que votre commission vous propose de l'amender.

the first of these is the fact that the
the second is the fact that the
the third is the fact that the
the fourth is the fact that the
the fifth is the fact that the
the sixth is the fact that the
the seventh is the fact that the
the eighth is the fact that the
the ninth is the fact that the
the tenth is the fact that the
the eleventh is the fact that the
the twelfth is the fact that the
the thirteenth is the fact that the
the fourteenth is the fact that the
the fifteenth is the fact that the
the sixteenth is the fact that the
the seventeenth is the fact that the
the eighteenth is the fact that the
the nineteenth is the fact that the
the twentieth is the fact that the
the twenty-first is the fact that the
the twenty-second is the fact that the
the twenty-third is the fact that the
the twenty-fourth is the fact that the
the twenty-fifth is the fact that the
the twenty-sixth is the fact that the
the twenty-seventh is the fact that the
the twenty-eighth is the fact that the
the twenty-ninth is the fact that the
the thirtieth is the fact that the
the thirty-first is the fact that the
the thirty-second is the fact that the
the thirty-third is the fact that the
the thirty-fourth is the fact that the
the thirty-fifth is the fact that the
the thirty-sixth is the fact that the
the thirty-seventh is the fact that the
the thirty-eighth is the fact that the
the thirty-ninth is the fact that the
the fortieth is the fact that the
the forty-first is the fact that the
the forty-second is the fact that the
the forty-third is the fact that the
the forty-fourth is the fact that the
the forty-fifth is the fact that the
the forty-sixth is the fact that the
the forty-seventh is the fact that the
the forty-eighth is the fact that the
the forty-ninth is the fact that the
the fiftieth is the fact that the
the fifty-first is the fact that the
the fifty-second is the fact that the
the fifty-third is the fact that the
the fifty-fourth is the fact that the
the fifty-fifth is the fact that the
the fifty-sixth is the fact that the
the fifty-seventh is the fact that the
the fifty-eighth is the fact that the
the fifty-ninth is the fact that the
the sixtieth is the fact that the
the sixty-first is the fact that the
the sixty-second is the fact that the
the sixty-third is the fact that the
the sixty-fourth is the fact that the
the sixty-fifth is the fact that the
the sixty-sixth is the fact that the
the sixty-seventh is the fact that the
the sixty-eighth is the fact that the
the sixty-ninth is the fact that the
the seventieth is the fact that the
the seventy-first is the fact that the
the seventy-second is the fact that the
the seventy-third is the fact that the
the seventy-fourth is the fact that the
the seventy-fifth is the fact that the
the seventy-sixth is the fact that the
the seventy-seventh is the fact that the
the seventy-eighth is the fact that the
the seventy-ninth is the fact that the
the eightieth is the fact that the
the eighty-first is the fact that the
the eighty-second is the fact that the
the eighty-third is the fact that the
the eighty-fourth is the fact that the
the eighty-fifth is the fact that the
the eighty-sixth is the fact that the
the eighty-seventh is the fact that the
the eighty-eighth is the fact that the
the eighty-ninth is the fact that the
the ninetieth is the fact that the
the ninety-first is the fact that the
the ninety-second is the fact that the
the ninety-third is the fact that the
the ninety-fourth is the fact that the
the ninety-fifth is the fact that the
the ninety-sixth is the fact that the
the ninety-seventh is the fact that the
the ninety-eighth is the fact that the
the ninety-ninth is the fact that the
the hundredth is the fact that the

AMENDEMENTS

PROPOSÉS PAR LA COMMISSION.

PROJET DE LOI
présenté par le Gouvernement.

TITRE PREMIER.

Mesures relatives à la conservation des chemins de fer.

ARTICLE PREMIER.

Les lois et règlements sur la grande voirie des routes de terre sont déclarés applicables aux chemins de fer, sauf les modifications et additions suivantes.

AMENDEMENTS
proposés par la Commission.

TITRE PREMIER.

Mesures relatives à la conservation des chemins de fer.

ARTICLE PREMIER.

Tout chemin de fer sera clos et séparé des propriétés riveraines, des deux côtés et sur toute l'étendue de la voie, par des murs, haies ou poteaux avec lisses, barrières, ou par des fossés, avec levées en terre.

Partout où des chemins de fer croiseront de niveau les routes de terre, des barrières seront établies et tenues fermées, conformément aux règlements des compagnies, approuvés par le préfet du département.

ART. 2.

Les articles 647, 671, 678, 679 et 680 du Code civil seront applicables aux constructions et plantations faites par les propriétaires riverains d'un chemin de fer.

PROJET DE LOI
présenté par le Gouvernement.

AMENDEMENTS
proposés par la Commission.

Néanmoins, lorsque la sûreté publique ou la conservation du chemin de fer l'exigera, les distances déterminées par lesdits articles 671, 678 et 679 pourront être augmentées en vertu d'une ordonnance royale, rendue après enquête, et les parties intéressées entendues ou dûment appelées.

ART. 2.

Dans les localités où le chemin de fer se trouve en remblai de plus de trois mètres au-dessus du terrain naturel, il est interdit aux riverains de pratiquer, sans autorisation préalable, des excavations dans une zone de largeur égale à la hauteur verticale du remblai, mesurée à partir du pied du remblai, sans préjudice d'ailleurs de l'application des lois et règlements sur les mines, minières et carrières.

ART. 3.

Il est défendu d'établir sur une distance de vingt mètres de l'arête extérieure des chemins de fer des couvertures en

ART. 3.

Dans les localités où les chemins de fer se trouvent en remblai de plus de trois mètres au-dessus du terrain naturel, il est interdit aux riverains de pratiquer, sans autorisation préalable, des excavations dans une zone de largeur égale à la hauteur verticale du remblai, mesurée à partir du pied du talus, sans préjudice d'ailleurs de l'application des lois et règlements sur les mines, minières et carrières.

Cette autorisation ne pourra être accordée sans que la compagnie concessionnaire ou fermière ait été entendue ou dûment appelée.

ART. 4.

Il est défendu d'établir à une distance de moins de vingt mètres du bord extérieur de la clôture des chemins de fer, des

PROJET DE LOI
présenté par le Gouvernement.

AMENDEMENTS
proposés par la Commission.

chaume ou autres matières combustibles.

Une autorisation préalable de l'administration publique sera nécessaire pour qu'on puisse établir des meules de grains ou tout autre dépôt de matières combustibles, ou former des amas ou dépôts de pierres dans la distance de dix mètres.

couvertures en chaume, des meules de grains, ni aucun autre dépôt de matières combustibles.

Une autorisation préalable de l'administration publique sera nécessaire pour que l'on puisse former des amas ou dépôts de pierres ou autres objets non combustibles, dans la distance de moins de dix mètres.

Cette autorisation sera toujours révocable.

ART. 5.

Les distances déterminées par les deux articles précédents, pourront être augmentées ou diminuées par l'administration supérieure, toutes les fois que la disposition des lieux et la sûreté publique l'exigeront ou le permettront, après enquête, les parties intéressées entendues.

ART. 6.

Si la sûreté publique ou la conservation des chemins de fer l'exige, l'administration pourra faire supprimer les plantations, bâtisses, excavations, couvertures en chaume, amas de matières combustibles ou autres actuellement existants dans les zones ci-dessus spécifiées, mais moyennant juste et préalable indemnité.

PROJET DE LOI
présenté par le Gouvernement.

AMENDEMENTS
proposés par la Commission.

ART. 7.

Il est interdit de dégrader les talus et les ouvrages d'art d'un chemin de fer, de déposer des terres, fumiers ou autres objets quelconques dans les fossés ou dans la partie close du chemin, d'y faire paître ou laisser vaguer des animaux.

ART. 4.

Les contraventions définies par le présent Titre seront constatées, poursuivies et réprimées comme en matière de grande voirie.

Elles seront punies d'une amende de 16 à 300 francs.

Les contrevenants seront en outre condamnés à supprimer, dans le délai déterminé par l'arrêté du conseil de préfecture, les excavations, couvertures ou dépôts faits contrairement aux dispositions précédentes.

A défaut par eux de satisfaire à cette condamnation dans le délai fixé, la suppression aura lieu d'office, et le montant de la dépense sera recouvré contre eux sur un rôle rendu exécutoire par le préfet.

ART. 8.

Les contraventions définies par le présent titre seront poursuivies et jugées comme en matière de grande voirie.

Elles seront punies d'une amende de 16 à 300 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, des peines portées au Code pénal et au titre II de la présente loi.

Les contrevenants seront en outre condamnés à supprimer dans le délai déterminé par l'arrêté du conseil de préfecture, les excavations, couvertures, meules ou dépôts faits contrairement aux dispositions précédentes.

A défaut par eux de satisfaire à cette condamnation, dans le délai fixé, la suppression aura lieu d'office, et le montant de la dépense sera recouvré contre eux sur un rôle rendu exécutoire par le préfet.

PROJET DE LOI
présenté par le Gouvernement.AMENDEMENTS
proposés par la Commission.

TITRE II.

Des mesures relatives à l'exécution des contrats passés entre l'État et les compagnies.

ART. 5.

Lorsqu'une compagnie concessionnaire ou fermière de l'exploitation d'un chemin de fer contreviendra, soit dans les travaux d'exécution ou d'entretien du chemin, soit dans son exploitation, aux clauses du cahier des charges de l'entreprise ou aux décisions prises par l'administration en exécution de ces clauses, procès-verbal sera dressé de la contravention, soit par les ingénieurs des ponts et chaussées ou des mines, soit par les conducteurs, gardes-mines et piqueurs.

ART. 6.

Les procès-verbaux, dans les quinze jours de leur date, seront notifiés administrativement au domicile élu par la compagnie, à la diligence du préfet, et transmis, dans le même délai, au conseil de préfecture désigné par le cahier des charges ou par le bail.

ART. 7.

Les contraventions prévues

(Supprimé.)

(Supprimé.)

(Supprimé.)

PROJET DE LOI
présenté par le Gouvernement.

AMENDEMENTS
proposés par la Commission.

par l'article 5 seront punies
d'une amende de 300 à 5 000 fr.

ART. 8.

Indépendamment des condamnations qui pourraient être prononcées pour contravention, l'administration aura le droit, en cas d'urgence, de faire exécuter d'office, et aux frais de la compagnie, les travaux qu'elle n'aurait pas faits, bien que constituée en demeure, ou qui auraient été mal confectionnés.

Le recouvrement desdits frais s'opérera contre la compagnie par voie de contrainte, comme en matière de contributions publiques.

ART. 9.

Tous les frais d'une nature quelconque, qui sont imposés aux compagnies par les cahiers des charges des concessions ou des baux d'exploitation ou par des décisions ministérielles, rendues en vertu de ces cahiers de charges, et que les compagnies refuseraient d'acquitter, seront avancés par l'administration, et recouvrés contre lesdites compagnies par voie de contrainte administrative, ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

(Supprimé.)

(Supprimé.)

PROJET DE LOI
présenté par le Gouvernement.

AMENDEMENTS
proposés par la Commission.

ART. 10.

Il n'est point dérogé par les dispositions qui précèdent aux clauses de déchéance insérées dans les cahiers des charges, ou dans les baux.

(Supprimé.)

TITRE III.

Des mesures relatives à la sûreté de la circulation sur les chemins de fer.

TITRE II.

Mesures relatives à la sûreté de la circulation sur les chemins de fer, exploités par les Compagnies ou par l'Etat.

ART. 11.

Quiconque aura volontairement détruit ou dérangé les rails ou les supports, enlevé les coins, chevilles ou clavettes d'un chemin de fer, placé sur la voie un objet faisant obstacle à la circulation, ou employé tout autre moyen propre à entraver la marche des convois, ou à les faire sortir des rails, sera puni de la réclusion.

S'il y a eu homicide ou blessures, le coupable sera, dans le premier cas, puni de mort, et dans le second, de la peine des travaux forcés à temps.

ART. 12.

Si le crime prévu par l'article 11 a été commis en réu-

ART. 9.

(Comme à l'article 11 du projet.)

ART. 10.

(Comme à l'article 12 du projet.)

PROJET DE LOI
présenté par le Gouvernement.

AMENDEMENTS
proposés par la Commission.

nion séditieuse, avec rébellion ou pillage, il sera imputable aux chefs, auteurs, instigateurs et provocateurs de ces réunions, qui seront punis comme coupables du crime et condamnés aux mêmes peines que ceux qui l'auront personnellement commis, lors même que la réunion séditieuse n'aurait pas eu pour but direct et principal la destruction de la voie de fer.

ART. 13.

Quiconque aura menacé, par écrit anonyme ou signé, de détruire ou de renverser, par quelque moyen que ce soit, la voie de fer, les ouvrages d'art, les machines, voitures et wagons, les bâtiments des gares ou stations, sera puni d'un emprisonnement de trois à cinq ans, dans le cas où la menace aurait été faite avec ordre de déposer une somme d'argent en un lieu indiqué, ou de remplir toute autre condition.

Si la menace n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition, la peine sera d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de 100 à 500 francs.

ART. 11.

Quiconque aura menacé, par écrit anonyme ou signé, soit de détruire ou de renverser par un moyen quelconque, la voie de fer, les ouvrages d'art, les machines, voitures et wagons, les bâtiments des gares ou stations, soit d'empêcher ou d'entraver le départ ou la circulation des machines ou des convois, sera puni d'un emprisonnement de trois à cinq ans, dans le cas où la menace aurait été faite avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué ou de remplir toute autre condition.

Si la menace n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition, la peine sera d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 à 500 francs.

PROJET DE LOI

présenté par le Gouvernement.

Si la menace avec ordre ou condition a été verbale, le coupable sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à six mois, et d'une amende de 25 à 300 francs.

ART. 14.

Quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des lois, des règlements, prescriptions ou défenses émanés de l'autorité publique, aura involontairement causé un accident sur le chemin de fer, ou dans les gares ou stations, sera, si l'accident n'a pas été dommageable aux personnes, puni d'une amende de 25 à 300 fr.

Si l'accident a occasionné des blessures, la peine sera de quinze jours à six mois d'emprisonnement, et d'une amende de 50 à 500 francs.

S'il a occasionné la mort d'une ou plusieurs personnes, l'emprisonnement sera de six mois à cinq ans, et l'amende de 300 à 2 000 francs.

AMENDEMENTS

proposés par la Commission.

Si la menace, avec ordre ou condition, a été verbale, le coupable sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à six mois et d'une amende de 25 à 300 francs.

Dans tous les cas, le coupable pourra être mis, par le jugement, sous la surveillance de la haute police pour un temps qui ne pourra excéder cinq ans.

ART. 12.

Quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des lois, des règlements, prescriptions ou défenses émanés de l'autorité publique, aura involontairement causé un accident sur le chemin de fer, ou dans les gares ou stations, sera, si l'accident n'a pas été dommageable aux personnes, puni d'une amende de 25 fr. à 600 fr.

Si l'accident a occasionné des blessures, la peine sera de huit jours à six mois d'emprisonnement et d'une amende de 50 fr. à 1 000 fr.

S'il a occasionné la mort d'une ou plusieurs personnes, l'emprisonnement sera de six mois à cinq ans, et l'amende de 300 fr. à 3 000 fr.

PROJET DE LOI
présenté par le Gouvernement.

AMENDEMENTS
proposés par la Commission.

ART. 15.

Lorsque le délit prévu par l'article précédent aura été commis par les administrateurs, directeurs, agents ou employés de la compagnie chargée de l'exploitation du chemin de fer, le maximum de l'amende pourra être porté au double.

ART. 16.

Toute contravention aux ordonnances royales portant règlement d'administration publique sur la police, la sûreté ou l'usage des chemins de fer, et aux arrêtés pris par les préfets pour l'exécution desdites ordonnances, sera punie de 16 à 300 francs.

En cas de récidive dans l'année, l'amende sera portée au double, et le tribunal pourra, selon les circonstances, prononcer en outre un emprisonnement de trois jours à un mois.

Si la contravention a été commise par les administrateurs, directeurs, agents ou préposés de la compagnie, ou par toute autre personne employée au service de l'exploitation, la peine sera d'une amende de 50 à 500 francs. Le tribunal pourra, en outre, appliquer un emprisonnement de six jours à trois mois.

(Supprimé.)

ART. 13.

Toute contravention aux ordonnances royales, portant règlement d'administration publique sur la police, la sûreté, l'usage ou la conservation des chemins de fer, sera punie d'une amende de 16 francs à 3 000 fr.

(Supprimé.)

Si la contravention a été commise par un agent employé au service de l'exploitation, et si cet agent prouve qu'il n'a fait qu'exécuter les ordres de son supérieur, il sera affranchi de toute peine et l'agent supérieur pourra être condamné au double de l'amende déterminée par le présent article.

PROJET DE LOI
présenté par le Gouvernement.

AMENDEMENTS
proposés par la Commission.

ART. 17.

Les compagnies chargées de l'exploitation seront responsables, soit envers l'État, soit envers les particuliers, du dommage causé par les administrateurs, directeurs, agents, préposés ou employés, à un titre quelconque, au service du chemin de fer.

ART. 14.

Les Compagnies concessionnaires ou fermières d'un chemin de fer seront responsables, soit envers l'État, soit envers les particuliers, du dommage causé par les administrateurs, directeurs ou employés à un titre quelconque au service de l'exploitation du chemin de fer.

La même responsabilité pèsera sur le Trésor public, si le chemin de fer est exploité aux frais et pour le compte du Gouvernement.

ART. 15.

Si les chemins de fer sont exploités par l'État, les agents autres que les administrateurs et directeurs chargés de l'exploitation, pourront être poursuivis sans autorisation préalable du conseil d'État.

ART. 18.

Les crimes, délits ou contraventions prévus au présent titre, seront constatés par des procès-verbaux dressés concurremment par les officiers de police judiciaire, les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, les conducteurs et gardes-mines, et les agents de surveillance institués par le Ministre des travaux publics, et dûment assermentés. Ces

ART. 16.

Les crimes, délits ou contraventions prévus *dans la présente loi* seront constatés par des procès-verbaux dressés concurremment par les officiers de police judiciaire, les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, les conducteurs, gardes mines et agents de surveillance de l'administration et *des compagnies dûment assermentés.*

PROJET DE LOI
présenté par le Gouvernement.

procès-verbaux feront foi jusqu'à preuve contraire.

ART. 19.

Les procès-verbaux dressés en vertu de l'article précédent, seront visés pour timbre et enregistrés *en débet*.

Ceux qui auront été dressés par les agents de surveillance devront être affirmés dans les trois jours, à peine de nullité, devant le juge de paix ou le maire, soit du lieu du délit ou de la contravention, soit de la résidence de l'agent.

ART. 20.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations qui seront prononcées en exécution de la présente loi.

AMENDEMENTS
proposés par la Commission.

Au moyen du serment prêté devant le tribunal de première instance de leur domicile, lesdits agents de surveillance de l'administration et des compagnies pourront verbaliser sur toute la ligne du chemin de fer auquel ils seront attachés.

ART. 17.

Les procès-verbaux, dressés en vertu de l'article précédent, seront visés pour timbre et enregistrés *en débet*.

Ceux qui auront été dressés par les agents de surveillance *assermentés*, devront être affirmés dans les trois jours, à peine de nullité, devant le juge de paix ou le maire, soit du lieu du délit ou de la contravention, soit de la résidence de l'agent.

ART. 18.

Toute résistance avec violence et voies de fait envers des agents des chemins de fer dans l'exercice de leurs fonctions, sera punie des peines appliquées à la rébellion par le Code pénal.

ART. 19.

(Comme à l'article 20 du projet.)

CHAMBRE DES PAIRS.

PROPOSITIONS

N° 22.

1844.

Séance du 23 mars 1844.

PROJET DE LOI

RELATIF

A l'ouverture d'un crédit extraordinaire de un million, pour complément des dépenses secrètes de l'exercice 1844 ;

Avec l'Exposé des motifs par le Ministre de l'intérieur.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi dont la teneur suit, adopté par la Chambre des Députés dans sa séance du 19 mars 1844, soit présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs par notre Ministre secrétaire d'État de l'intérieur, que nous chargeons d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

ARTICLE PREMIER.

Il est ouvert au Ministre de l'intérieur un crédit extraordinaire d'un million de francs, pour complément des dépenses secrètes de l'exercice 1844.

ART. 2.

Il sera pourvu à la dépense autorisée par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi du 24 juillet 1843, pour les besoins de l'exercice 1844.

Au palais des Tuileries, le 23 mars 1844.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,*

Signé DUCHATEL.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Nous venons, d'après les ordres du Roi, vous présenter le projet de loi sur les fonds secrets, déjà adopté par la Chambre des Députés.

Nous vous demandons un crédit d'un million, comme dans les années précédentes. Jamais cette dépense n'a pu être renfermée dans des limites plus étroites, et c'est à peine si le crédit, ainsi réduit, peut suffire aux besoins les plus impérieux du service.

Le calme dont jouit la France n'exclut pas la vigilance de la police. Si l'immense majorité des citoyens veut le maintien de l'ordre, les factions ne sont pas éteintes ; et si la surveillance du Gouvernement venait à se relâcher, elles profiteraient bientôt de ce moment favorable pour reprendre leurs funestes tentatives.

A l'occasion du vote des fonds secrets, un débat sur la politique générale du Gouvernement s'est engagé dans la dernière session. Nous tiendrons devant vous le même langage que devant l'autre Chambre. Nous ne provoquons pas le débat, mais nous nous montrerons toujours prêts à l'accepter.

Nous savons que la politique du Gouvernement, qui a pour bases, à l'intérieur, le respect de tous les droits et la protection de tous les intérêts légitimes ; à l'extérieur, le maintien d'une paix digne et honorable, ne peut que gagner à être éclaircie et débattue. Cette politique est vraiment parlementaire, car elle a obtenu depuis quatre sessions le concours constant des Chambres ; elle est leur pensée comme la nôtre, et nous espérons que cette harmonie des pouvoirs tirera une nouvelle force de l'épreuve à laquelle va être soumise la loi que nous avons l'honneur de vous présenter.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 23 mars 1844.

9 PROJETS DE LOI

RELATIFS

A divers changements de circonscriptions territoriales.

Avec l'Exposé des motifs par le Ministre de l'intérieur.

1^{er} PROJET,

TENDANT à distraire des communes de Sijean et de Gruissan (département de l'Aude) deux sections de communes pour en former une commune séparée qui prendrait le nom de Port-de-la-Nouvelle.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi, dont la teneur suit, soit présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs par notre Ministre secrétaire d'État de l'intérieur, que nous chargeons d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

ARTICLE PREMIER.

Le territoire du Port-de-la-Nouvelle est distrait

(2)

de la commune de Sijean, chef-lieu de canton, arrondissement de Narbonne, département de l'Aude, et érigé en commune séparée. Le territoire de cette commune comprendra en outre l'île de Nadière, également distraite de la commune de Sijean, et l'île de Sainte-Lucie, distraite de la commune de Gruissan, même canton.

ART. 2.

La limite entre les communes du Port-de-la-Nouvelle, de Sijean et de Gruissan, est fixée suivant le tracé de la ligne verte A B C D, au plan annexé à la présente loi.

ART. 3.

Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction ordonnée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

DONNÉ au palais des Tuileries, le 23 mars 1844.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,*

Signé DUCHATEL.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Le Roi nous a chargé de soumettre à vos délibérations un projet de loi tendant à former une nouvelle commune dans le canton de Sijean, arrondissement de Narbonne, département de l'Aude, au moyen d'une distraction de territoire opérée sur les communes de Sijean et de Gruissan.

La portion la plus considérable, celle où serait placé le chef-lieu de la commune projetée, se compose du territoire du Port-de-la-Nouvelle, de l'île de Nadière, en tout 2 250 hectares, et serait distraite de Sijean qui actuellement possède une étendue de 6 612 hectares. L'autre portion, formée par l'île de Sainte-Lucie, d'une étendue de 1 113 hectares, serait enlevée à la commune de Gruissan qui actuellement a une superficie de 7 104 hectares.

La population de la commune à laquelle le Port-de-la-Nouvelle donnerait son nom, s'élèverait à 752 habitants : 641 provenant de Sijean, et 111 de Gruissan. Les revenus ordinaires atteindraient la somme de 496 francs, dont 426 francs provenant de la partie perdue par Sijean, et 70 francs produits par l'île enlevée à Gruissan.

Comme, malgré ces distractions, la commune de Sijean restera peuplée de 3 062 habitants, et celle de Gruissan de 2 572; qu'elles auront l'une et l'autre des revenus suffisants s'élevant, pour la

première, à 6 432 francs, et, pour la seconde, à 676 francs, il n'est pas à craindre que les changements projetés puissent porter un préjudice réel à la situation de ces communes.

Cependant le projet de formation de la nouvelle municipalité a soulevé une vive opposition dans les communes aux dépens desquelles cette formation serait effectuée. Quelques agents de l'administration ont cru devoir aussi combattre le projet, mais comme la plupart de ces oppositions ne sont dues qu'à un oubli des dispositions législatives qui maintiennent, aux communes modifiées par des changements de circonscriptions territoriales, la jouissance des droits d'usage et la perception des fruits en nature dont Sijean et Gruissan redoutent à tort de se voir dépouiller, l'on doit reconnaître que ces oppositions ne reposent sur aucune base solide, et tomberont lorsque l'exécution de la mesure permettra d'en apprécier plus clairement les effets.

Les améliorations administratives et les avantages de toutes sortes qui résulteront de la réalisation du projet ne sauraient être d'ailleurs contestés.

Déjà la position du Port-de-la-Nouvelle a fait accorder un adjoint spécial à cette section importante par sa position maritime et par ses relations commerciales. Mais cette amélioration est tout à fait insuffisante pour les intérêts d'une section où l'industrie, le commerce, la population sont en progrès, et qui a besoin d'être dotée d'établissements publics dont la prive sa position subordon-

née. La position analogue de l'île de Sainte-Lucie, souvent privée de communication avec la municipalité de Gruissan, fait un devoir à l'administration de rattacher cette petite localité à un centre administratif à sa portée, et avec lequel elle a des intérêts communs. Toutes les branches de l'administration, déclarations de l'état civil, perception des droits de douanes, surveillance des équipages de navires, service de la poste, etc., se trouveront améliorées par l'érection en commune du Port-de-la-Nouvelle, et l'on ne saurait douter de l'opportunité de la mesure en présence des avis favorables dont elle a été l'objet au sein du conseil d'arrondissement et du conseil général.

Voici, Messieurs, le texte du projet, conforme, dans ses dispositions, aux vues de ces conseils et aux propositions de M. le préfet de l'Aude.

2° PROJET,

TENDANT à réunir à la commune de Truel (département de l'Aveyron), les communes d'Ayssene-Labesse, Ayssene-Broquiès et la Romiguière (même département).

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

Les communes de Truel, de la Romiguière, d'Ayssene-Labesse et d'Ayssene-Broquiès, canton de Saint-Rome-de-Tarn, arrondissement de Saint-Affrique, département de l'Aveyron, sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à Truel.

Ces communes continueront, s'il y a lieu, à jouir séparément, comme sections de communes, des droits d'usage et autres qui pourraient leur appartenir, sans pouvoir se dispenser de contribuer en commun aux charges municipales.

ART. 2.

Le territoire indiqué par une teinte bleue, sur le plan annexé à la présente loi, est distrait de la commune de Truel et réuni à la commune de Villefranche-de-Panat, canton de Salles-Cuvan, arrondissement de Milhau, même département.

Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la réunion et de la distraction opérées par la présente loi, seront, s'il y a lieu, déterminées par une ordonnance du Roi.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Nous venons, après avoir pris les ordres du Roi, soumettre à vos délibérations un projet de loi destiné à constituer légalement la commune de Truel, canton de Saint-Rome-de-Tarn, arrondissement de Saint-Affrique, département de l'Aveyron.

Par l'effet d'un arrêté préfectoral non approuvé, et qui remonte à la date du 5 messidor an 8, la commune de Truel administre trois autres com-

munes : Ayssene-Labesse, Ayssene-Broquiès et la Romiguière.

L'instruction complète et régulière qui a été prescrite dans le but de faire régulariser cet état de choses, a fait naître quelques réclamations contre le projet de réunion définitive de ces communes.

Une d'entre elles, celle d'Ayssene-Labesse, désirait recouvrer son individualité; mais comme le seul territoire d'Ayssene-Labesse ne pouvait fournir les éléments d'une administration régulière, et que, pour satisfaire à son désir, il faudrait lui adjoindre soit la totalité, soit des portions considérables des autres communes, qui toutes se refusent à la réunion ou à la cession indispensable, il a fallu renoncer à modifier la circonscription territoriale créée par l'arrêté précité. Cette circonscription territoriale, dont l'étendue est assez considérable pour permettre des fractionnements, ne renferme cependant que des territoires donnant peu de revenus, et dont il est nécessaire, par conséquent, de concentrer les faibles ressources dans une seule administration municipale.

Les avantages de cette concentration, opérée dans le lieu de Truel, ayant été reconnus pendant une durée de plus de quarante ans, l'intérêt des populations et de l'administration doit faire désirer la consécration de cet état de choses. Mais, en constituant définitivement le territoire de la commune de Truel, il convient de régulariser la circonscription de cette commune et d'une commune voisine nommée Villefranche-de-Panat.

Cette rectification est très-peu importante, et n'a pour but que de faire disparaître une enclave. Toutefois, elle se rattache naturellement au projet de loi dont nous venons saisir la Chambre, puisqu'elle porte sur une partie du territoire d'une des communes dont Truel va être régulièrement mis en possession, et que cette partie de territoire ne saurait être changée sans un acte législatif, les deux communes de Truel et de Villefranche-de-Panat ne dépendant pas du même arrondissement.

Je vais, Messieurs, vous donner lecture du texte du projet de loi.

3^e PROJET,

TENDANT à distraire une section de la commune de Bournazel (département de l'Aveyron), pour la réunir à la commune de Cassagnes-Comtaux (même département).

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

La section de Goutrens-Bas, indiquée par une teinte rose sur le plan annexé à la présente loi, est distraite de la commune de Bournazel, canton de Rignac, arrondissement de Rodez, département de l'Aveyron, et réunie à la commune de Cassagnes-Comtaux, même canton. La limite entre les deux communes est, en conséquence, fixée dans la direction indiquée audit plan par la ligne orange X L.

ART. 2.

Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui seraient respectivement acquis.

Les autres dispositions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Les autorités administratives de l'Aveyron ont proposé de réunir à la commune de Cassagnes-Comtaux, canton de Rignac, arrondissement de Rodez, une section de la commune de Bournazel, même canton.

Le but de la mesure est de donner aux habitants de cette section un centre administratif, sinon plus rapproché, du moins plus accessible, et de faire coïncider les deux circonscriptions administratives et religieuses; la section de Goutrens-Bas, dont il s'agit, appartenant déjà à la paroisse de Cassagnes-Comtaux.

Les habitants de Goutrens-Bas sollicitent depuis longtemps ce changement de circonscription territoriale, leur situation actuelle ne leur permettant pas de profiter des bienfaits de l'instruction publique, et rendant très-pénibles pour eux-mêmes, pendant la mauvaise saison, les communications qu'ils sont forcés d'avoir avec le chef-lieu.

Les inconvénients de la circonscription actuelle, établie par une ordonnance royale du 23 mai 1830, ont été reconnus par une expérience de 12 années, et tous les avis, à l'exception de ceux émis par la commune de Bournazel, s'accordent pour demander qu'il y soit enfin remédié. Cette commune peut céder sans inconvénient cette section, qui ne fait d'ailleurs partie de son territoire que depuis une époque assez récente, et trouver, dans ses ressources propres, des moyens convenables d'administration, puisque, indépendamment de la section, elle a une étendue de 1 633 hectares, 857 habitants et 458 francs de revenus ordinaires. Voici, Messieurs, le texte du projet que le Roi nous a chargé de soumettre à vos délibérations.

4^e PROJET,

TENDANT à distraire la section de Saint-Julien de la commune de Saint-Cirgues (département du Cantal), pour l'ériger en commune séparée.

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

La section de Saint-Julien, lavée en jaune au plan ci-annexé à la présente loi, est distraite de la commune de Saint-Cirgues de Jordanne, canton et arrondissement d'Aurillac, département du Cantal, et érigée en commune distincte.

La limite entre les deux communes est fixée

conformément au tracé du liséré portant, audit plan, les lettres *a, b, c, d, e, f.*

ART. 2.

Les dispositions qui précèdent, auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Sur la demande de plusieurs habitants de la commune de Saint-Cirgues, les autorités administratives du département du Cantal ont soumis à une instruction complète et régulière un projet de circonscription territoriale qui tend à former du territoire des villages de Saint-Julien, la Réveilla-die, Aubusson et le Champ, une commune distincte dont le chef-lieu serait fixé à Saint-Julien, et qui prendrait le nom de cette localité.

La grande distance qui sépare ces villages de leur chef-lieu actuel, la difficulté des communications dans un pays entrecoupé de montagnes et de profonds ravins, le mauvais état des chemins souvent ensevelis dans les neiges, telles sont les circonstances graves invoquées à l'appui de la mesure.

Il ne suffirait pas pour remédier à ces inconvé-

nients, de créer un adjoint spécial, ainsi que l'a proposé le conseil municipal de Saint-Cirgues; l'amélioration qu'il faut obtenir est celle qui résulte des avantages communaux garantis par l'action régulière d'une bonne administration municipale.

Déjà dotés de tous les établissements qui se rapportent au culte, il convient de placer les habitants de ces villages dont on a formé une seule paroisse, sous une administration spéciale, d'un accès pour eux facile, et qui puisse veiller efficacement à leurs intérêts.

C'est ce que proposent de faire les autorités administratives et les conseils d'arrondissement et de département, et tel est le but du projet de loi que le Roi nous a chargé de soumettre à votre approbation, afin de vaincre la résistance peu fondée du conseil municipal de Saint-Cirgues.

Cette commune après la distraction restera encore composée de 1 226 hectares avec 732 habitants et 238 francs de revenus. La nouvelle commune de Saint-Julien aura, de son côté, un territoire de 1 060 hectares, 547 habitants et 179 fr. de revenus ordinaires.

Ces chiffres indiquent qu'une administration distincte peut être organisée régulièrement dans chacune de ces localités, et nous espérons que vous ne refuserez pas votre adhésion au projet de loi dont je vais avoir l'honneur de vous lire le texte.

5^e PROJET,

TENDANT à rectifier les limites respectives des communes d'Évran et de Saint-Judoce (département des Côtes-du-Nord).

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

La limite entre les communes de Saint-Judoce et d'Évran, canton d'Évran, arrondissement de Dinan, département des Côtes-du-Nord, est fixée selon le tracé indiqué sur le plan annexé à la présente loi par la ligne ponctuée et verte cotée *a, p, b, c, d, e, f, g, h*, et, de ce point, par le cours de la rivière du Linon. En conséquence, les polygones portant, audit plan, les n^{os} 8 et 9, sont distraits de la commune d'Évran et réunis à celle de Saint-Judoce, et les polygones portant les n^{os} 2 bis, 4, 4 bis, 4 ter et 6 sont distraits de cette dernière commune et réunis à celle d'Évran.

ART. 2.

Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la mesure prononcée par l'article 1^{er} seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

La délimitation actuelle des communes d'Évran et de Saint-Judoce, canton d'Évran, arrondissement de Dinan, département des Côtes-du-Nord, présente un grand nombre d'enclaves dont les réglemens du cadastre exigent la suppression.

Les prétentions opposées des communes, les difficultés de l'opération ont retardé jusqu'à ce jour l'établissement d'une délimitation régulière, nécessaire dans l'intérêt respectif des deux communes, et à défaut de laquelle les travaux du cadastre restent inachevés.

Le projet de cet établissement a déjà occupé l'attention de la Chambre dans sa session de 1841; mais à cette époque les plans dressés pour l'étude de ce projet parurent à la Chambre manquer d'une exactitude suffisante, et elle rejeta la mesure législative qui lui avait été soumise, ou plutôt, s'il faut interpréter cette résolution par les termes mêmes du rapport qui l'avait motivée, elle ajourna l'opération.

Ce rejet donna lieu à une nouvelle instruction dans le cours de laquelle les autorités administratives et les conseils électifs du département des Côtes-du-Nord, en étudiant une seconde fois le projet, jugèrent qu'il était susceptible de modification.

Il résulta de cette nouvelle instruction une proposition destinée à mitiger ce que la première avait de défavorable pour l'une des deux communes, celle d'Évran.

Dans ce second projet, au lieu d'enlever à Évran 530 hectares et 274 habitants, on rapprochait la limite du territoire actuel de Saint-Judoce, en sorte que cette commune n'enlevait plus à Évran que 396 hectares et 448 habitants; et comme elle-même aurait cédé à Évran 374 hectares et 326 habitants, on arrivait presque à établir entre ces deux localités une véritable compensation.

Ces combinaisons, bases d'un nouveau projet de loi, furent, l'année dernière, soumises à l'examen de la Chambre des Députés; mais les avantages de la nouvelle proposition ont paru à la commission chargée de l'examiner être bien affaiblis par la considération suivante : c'est que la limite proposée est irrégulière dans une partie de son parcours, et, dans l'autre, offre le défaut de scinder diverses propriétés particulières, et même des groupes d'habitations nommés les hameaux du Bout-du-Pont, de la Ricollais et de Gros-Buisson.

La commission proposa donc de faire suivre à la limite, d'abord tout le tracé du chemin de Dinan à Rennes, puis de l'éloigner un peu plus qu'on ne l'avait fait du chef-lieu d'Évran et de la rapporter enfin au tracé adopté lors de la première instruction.

Ces indications de la commission de la Chambre des Députés furent de suite transmises aux autorités locales, et ont donné lieu à l'instruction dont

les documents et les résultats sont en ce moment l'objet de la communication que nous avons l'honneur de faire à la Chambre.

Le projet a encore subi une nouvelle et assez importante modification.

Après avoir entendu les habitants et les communes, qui, comme dès le début, se sont partagés de manière à soutenir les intérêts de leur municipalité respective, les autorités administratives et le conseil général ont proposé de restreindre encore la circonscription accordée à Saint-Judoce, en adoptant, d'abord les rectifications proposées par la commission de la Chambre des Députés, afin de prendre la route de Dinan comme ligne séparative, et d'éloigner le tracé, de l'agglomération qui ferme le chef-lieu d'Évran, et enfin, d'éviter tout fractionnement de lieux habités, non en reprenant le tracé primitivement proposé, ce qui ne ferait pas atteindre ce but, mais en adoptant pour délimitation la rivière du Linon jusqu'à sa sortie du territoire des deux communes.

Cette limite a, selon les avis qui la proposent, un plus grand avantage, car en faisant disparaître les inconvénients signalés dans les projets antérieurs, elle place les habitants des divers hameaux qu'auraient coupés les divers projets, dans des conditions conformes à leurs intérêts, à leurs habitudes, à leurs désirs formellement exprimés, et aux besoins mêmes de l'administration qui doit veiller à assurer une libre communication entre toutes les parties d'une même commune.

Par cette dernière proposition, qui nous paraît

simplifier les difficultés du projet, et s'accorder le mieux avec la situation topographique des deux communes, Evran, dont le territoire a 4 800 hectares, ne cédera que 377 hectares et 412 habitants sur les 4 163 qui forment sa population, et Saint-Judoce, dont le territoire est de 1 100 hectares et la population de 825 âmes, perdra 493 hectares avec 359 habitants.

Malgré l'inconvénient qu'il peut y avoir à faire ainsi supporter la perte territoriale la plus forte à la commune la moins étendue, il paraît convenable cependant de s'en tenir à cette dernière modification, résultat d'une étude profonde et consciencieuse du projet, et qui permettra de terminer enfin les travaux du cadastre de ces deux communes dont les territoires sont tellement enchevêtrés l'un dans l'autre qu'on ne pourrait arriver à une circonscription parfaitement régulière qu'en les réunissant sous une seule municipalité.

Votre approbation nous paraît donc devoir être acquise au nouveau projet dont je vais avoir l'honneur de vous lire le texte.

6^e PROJET,

TENDANT à distraire la section de Serves de la commune d'Érome (département de la Drôme), pour l'ériger en commune séparée.

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

La section de Serves est distraite de la com-

mune d'Erome, canton de Tain, arrondissement de Valence, département de la Drôme, et érigée en commune distincte dont le chef-lieu est fixé à Serves.

La limite entre les communes de Serves et celle d'Erome, est fixée dans la direction indiquée par un liseré jaune et rouge sur le plan annexé à la présente loi.

ART. 2.

Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Les habitants de la section de Serves, commune d'Erome, département de la Drôme, demandent depuis longtemps à former une commune distincte.

Cette demande n'ayant pas été unanimement approuvée par les autorités administratives et les conseils électifs du département, fut soumise à un ajournement; mais les habitants ont cru devoir la reproduire, et ils ont appuyé leur réclamation sur de nouveaux faits dont la gravité nous paraît de nature à leur faire obtenir cette fois un résultat favorable.

La commune d'Erome a, dans son état actuel, une étendue territoriale de 4 742 hectares, une population de 4 938 habitants, et des revenus ordinaires qui se montent à la somme de 4 675 francs, dont 420 fr. de centimes additionnels.

Ce n'est pas, on le voit, la grande étendue du territoire qui peut rendre nécessaire la séparation des deux sections d'Erome et de Serves, aussi ceux qui se sont uniquement préoccupés des circonstances topographiques, n'ont pas jugé devoir admettre le projet, mais il est d'autres faits qui doivent le faire envisager d'une manière plus favorable.

Les populations de Serves et d'Erome, ont non-seulement des intérêts tout à fait distincts, mais les biens communaux qu'elles possèdent, et qui donnent lieu à des contestations sans cesse renaissantes, doivent faire désirer que chacune d'elles ait une administration municipale qui puisse veiller d'une manière toute spéciale à la défense de leurs droits.

Refuser à chacune de ces sections une administration municipale propre à leur assurer cet avantage serait d'ailleurs aller contre les intérêts généraux de l'administration elle-même, dont la marche ne peut qu'être fort difficile au milieu de toutes les dissidences qu'elle rencontre dans une commune dont les populations sont depuis si longtemps désunies.

Ces considérations, dont le conseil général apprécie l'importance, paraissent donc devoir l'emporter sur les considérations contraires présentées

par le conseil d'arrondissement et le préfet du département, et comme rien ne s'oppose à ce que la séparation soit effectuée, puisque les deux sections possèdent des moyens administratifs suffisants, il serait bien rigoureux de refuser à la section de Serves son érection en commune, en lui opposant, comme on l'a fait, le peu de distance qui la sépare de son chef-lieu actuel, et les avantages d'une réunion qui peut, sans doute, lui procurer quelques économies, mais non lui assurer les diverses améliorations auxquelles elles peut avoir des droits.

Voici quel sera l'état des deux communes après la séparation :

Commune d'Erome, 1099 hectares, 1238 habitants, 276 fr. en centimes additionnels.

Commune de Serves, 643 hectares, 700 habitants, 144 fr. en centimes additionnels.

Nous espérons, Messieurs, que vous ne refuserez pas votre adhésion au projet de loi que le Roi nous a chargé de soumettre à vos délibérations, et dont je vais avoir l'honneur de vous lire le texte.

7^e PROJET,

TENDANT à distraire la section de Reboul de la commune de Castillon (département du Gard), pour la réunir à la commune de Courry (même département).

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

La section de Reboul, indiquée par une teinte

jaune sur le plan annexé à la présente loi est distraite de la commune de Castillon, canton de Saint-Ambroix, arrondissement d'Alais, département du Gard, et réunie à la commune de Courry, même canton. En conséquence, la limite entre les communes de Castillon et de Courry, est fixée par la ligne ponctuée cotée A B audit plan.

ART. 2.

Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction ordonnée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

EXPOSE DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Les habitants de la section de Reboul ont demandé à être distraits de la commune de Castillon, canton de Saint-Ambroix, arrondissement d'Alais, département du Gard, et à être placés sous l'administration de la commune de Courry, même canton.

Les motifs de ce changement sont la grande distance qui sépare la section de sa municipalité, et la proximité qui fait au contraire de cette section comme une dépendance naturelle de la commune de Courry.

L'instruction complète et régulière qui a eu lieu

à ce sujet a fait reconnaître non-seulement que ces motifs étaient fondés, mais encore que le changement réclamé aurait l'avantage d'améliorer le tracé de la circonscription territoriale des deux communes.

L'opposition de la commune de Castillon, et même les objections de quelques-uns d'entre les habitants de la section, ne sauraient affaiblir le mérite de l'opération projetée, et nous croyons qu'il y a lieu de recourir dans cette circonstance au pouvoir législatif pour vaincre une résistance peu fondée.

La commune de Castillon, peut supporter sans inconvénient la distraction dont il s'agit, car cette commune a un territoire de 1803 hectares, 4362 habitants et 426 francs de revenus ordinaires; et la section que l'on se propose de rattacher à Courry, commune beaucoup moins étendue et beaucoup moins peuplée, n'a que 63 hectares d'étendue, 51 habitants, et ne concourt, dans les revenus communaux, que pour la faible somme de 6 francs.

Voici, Messieurs, le texte du projet de loi que nous venons, après avoir pris les ordres du Roi, soumettre à vos délibérations.

8 PROJET,

TENDANT à distraire la section de Saint-Julien de la commune de Primarette (département de l'Isère), pour l'ériger en commune séparée.

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

La section de Saint-Julien est distraite de la commune de Primarette, canton de Beaurepaire, arrondissement de Vienne, département de l'Isère, et érigée en commune distincte.

ART. 2.

La limite entre les communes de Saint-Julien et de Primarette est fixée, dans la direction indiquée sur le plan annexé à la présente loi, par un double liseré rouge et jaune.

ART. 3.

Les dispositions qui précèdent, auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui seraient réciproquement acquis.

Le partage des biens communaux, et les autres conditions de la distraction seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminés par une ordonnance du Roi.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Les autorités administratives du département

de l'Isère , ont proposé d'ériger en commune la section de Saint-Julien qu'administre actuellement la municipalité de Primarette. La nouvelle commune aurait une population de 325 habitants sur une étendue territoriale de 899 hectares, et il resterait à l'ancienne commune un territoire de 2 138 hectares avec 834 habitants.

Ce projet, dont l'exécution est depuis longtemps réclamée par les habitants de la section, a pour but de remédier aux inconvénients qui résultent de la grande étendue territoriale de la commune de Primarette.

Les habitants de la section de Saint-Julien sont, en effet, distants de 7 000 mètres du chef-lieu dont ils dépendent, et l'hiver, les communications, pénibles pendant toute l'année, deviennent, par la nature du sol et le mauvais état du chemin, absolument impraticables.

La marche régulière de l'administration, le maintien de l'ordre et de la sûreté publique, ne peuvent que souffrir d'un état de choses qui, souvent, ne permet pas aux habitants de satisfaire aux plus simples prescriptions de la loi.

Le conseil municipal de Primarette, qui, d'abord, avait reconnu lui-même la nécessité d'enlever la section de Saint-Julien à son ressort administratif, est revenu sur cette première détermination, et se refuse actuellement à consentir à cette distraction.

Mais les documents qui ont été produits pendant le cours de deux instructions régulières, les avis des autorités et les votes deux fois réitérés des conseils électifs d'arrondissement et de départe-

ment sont tels, que l'on ne doit pas s'arrêter devant l'opposition, d'ailleurs faiblement motivée, du conseil municipal.

Comme pour vaincre cette résistance le concours du pouvoir législatif est nécessaire, le Roi nous a chargé, Messieurs, de soumettre à votre approbation le projet de loi dont je vais avoir l'honneur de vous lire le texte.

9^e PROJET,

TENDANT à réunir à la commune d'Aurios et au canton de Garlin (département des Basses-Pyrénées), la commune d'Idernes, qui dépend actuellement du canton de Lembeye (même département).

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

Les communes d'Idernes, canton de Lembeye, arrondissement de Pau, département des Basses-Pyrénées, et d'Aurios, canton de Garlin, même arrondissement, sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à Aurios, qui portera le nom d'Aurios-Idernes, et qui dépendra du canton de Lembeye.

ART. 2.

Les communes réunies par l'article précédent continueront, s'il y a lieu, à jouir séparément comme sections de communes, des droits d'usage ou autres qui pourraient leur appartenir, sans pouvoir se dispenser de contribuer en commun aux charges municipales.

Les autres conditions de la réunion prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Les autorités administratives du département des Basses-Pyrénées ont reconnu l'impossibilité de conserver une administration municipale distincte dans la commune d'Idernes, qui n'a qu'une population de 119 habitants, sur un territoire de 148 hectares, et dont les revenus ordinaires ne s'élèvent qu'à la somme de 16 francs.

La commune d'Aurious, limitrophe de cette commune, quoique un peu plus étendue et peuplée de 302 habitants, est, sous le rapport financier, tout aussi dépourvue de ressources, car ses revenus ordinaires ne s'élèvent qu'à la somme de 36 francs.

Il y aurait donc avantage à placer ces deux communes, déjà réunies pour le culte et pour l'instruction primaire, sous l'administration d'une seule municipalité, dont le chef-lieu serait fixé à Aurious.

Mais ces avantages reconnus, il restait à examiner le projet de réunion sous un autre point de vue, car les deux communes dépendent de deux cantons différents, et, sur cette question, les conseils électifs, ainsi que les autorités administratives

et judiciaires, ont été d'avis que la commune d'Ider-
nes, tout en perdant son individualité, devait res-
ter dans le canton de Lembeye, et que c'était au
canton de Garlin à céder la commune d'Aurios,
actuellement placée dans son ressort.

Ce changement de circonscription cantonale ne
pouvant être opéré que par le pouvoir législatif,
nous venons, après avoir pris les ordres du Roi,
soumettre à vos délibérations le projet de loi dont
je vais avoir l'honneur de vous donner lecture.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 23 mars 1844.

RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. FRANCK CARRÉ, au nom
d'une commission spéciale * chargée de l'examen du
Projet de loi relatif à la police de la chasse.

MESSIEURS,

La commission que vous avez honorée de vos suffrages en lui confiant le soin de vous rendre compte du projet de loi relatif à la police de la chasse, s'est livrée à un examen sérieux de ce projet. Le premier résultat de son travail a été de constater que le projet de loi vous revient aujourd'hui notablement amélioré par les modifications qu'il a reçues, après de longues discussions, dans l'autre Chambre. Il reste maintenant bien peu de chose à faire pour donner au pays une bonne loi, sur l'une des matières les plus difficiles à réglemen-

* Cette commission était composée de MM. le président BOULLET, le vicomte DE FLAVIGNY, le comte DE HAM, MÉRILHOU, le duc DE MORTEMART, PERSIL, FRANCK CARRÉ.

ter. Votre commission vous propose, Messieurs, d'adopter presque tous les amendements votés par la Chambre des Députés; elle vous demande en outre quelques dispositions additionnelles dans le but, soit d'assurer plus complètement l'exécution de la loi, soit de réparer quelques omissions de nature à entraîner de graves abus; nous devons, Messieurs, vous faire connaître les motifs qui ont dicté l'appréciation que nous avons faite du projet soumis à vos délibérations. Nous croyons pouvoir nous dispenser de vous rendre compte des amendements qui ne portent que sur les termes des dispositions par vous votées dans la dernière session. Nous négligerons également, et avec plus de motifs encore, de vous entretenir des dispositions du projet de loi qui, après avoir reçu votre assentiment, ont obtenu celui de l'autre Chambre, sans être modifiées ni dans le fond ni dans la forme.

L'article 4 du projet que vous avez voté interdisait, pendant le temps prohibé, la vente, la mise en vente et le colportage du gibier, ainsi que des œufs et couvées de faisans, de perdrix et de cailles. Deux modifications graves ont été apportées à cette disposition par la Chambre des Députés; l'interdiction a été supprimée en tant qu'elle s'appliquait aux œufs et couvées, elle a été étendue à l'achat et au transport en tant qu'elle s'appliquait au gibier. Votre commission, après une discussion approfondie, a donné son assentiment aux deux changements apportés à l'article 4 du projet de loi; elle a considéré qu'au point de vue de la conservation

et de la reproduction du gibier, l'interdiction absolue de la vente des œufs de faisans, de perdrix et de cailles était une mesure d'une utilité contestable, que dès lors il était essentiel, mais qu'il suffisait de donner par la loi une garantie à la propriété en interdisant de prendre ou de détruire des couvées sur le terrain d'autrui. Examinant ensuite l'extension donnée au premier paragraphe de l'article 4, elle a pensé, à la majorité de six voix contre une, que l'interdiction de l'achat et du transport était une conséquence logique du principe de l'interdiction de la chasse et de la vente; et que l'interdiction du transport, en particulier, était le seul moyen de prévenir ou d'atténuer la fraude; n'est-il pas évident, en effet, que le colportage interdit se cacherait toujours sous les dehors trompeurs du transport permis? n'est-il pas certain que le colportage continuerait à se faire par les messagistes, par les conducteurs, par les coquetiers, et qu'il suffirait, pour le faire impunément, d'indiquer un faux nom, un ami d'emprunt, une adresse supposée? Supprimez l'interdiction du transport et vous effacez l'article 4 tout entier; vous empêcherez la vente en public, mais vous permettrez par le fait, sinon par le droit, la vente en secret. L'utilité de cette disposition nous a donc paru incontestable. Mais votre commission, Messieurs, a dû examiner si cette interdiction n'était point en contradiction avec les termes de l'article 2 du projet de loi. Nous ne l'avons point pensé, et nous devons vous rendre compte des principaux motifs qui ont déterminé sur ce point notre ferme conviction.

En déclarant, dans l'article 2 du projet de loi, que le propriétaire ou possesseur peut chasser ou faire chasser en tout temps, sans permis de chasse, dans ses possessions attenant à une habitation, et entourées d'une clôture continue, faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins, le Gouvernement et les Chambres n'ont assurément pas voulu conférer un privilège aux propriétaires de parcs. Les propriétés closes ne sont pas d'une autre nature que les propriétés dont l'accès est ouvert; il n'y a pas en France deux sortes de propriétés privées dont les unes puissent avoir des prérogatives, des faveurs, des privilèges, en un mot, qui n'appartiendraient point aux autres. Aussi, Messieurs, l'article 2 du projet de loi ne fait-il que reconnaître et constater un fait, sans créer un droit; il place, si l'on veut, l'exception à côté de la règle, mais à condition que cette exception sera renfermée dans ses termes, et non étendue au delà. Son but est de ne point permettre des recherches, des investigations qui seraient toujours vexatoires, et souvent illicites. C'est la continuation du domicile, ou plutôt c'est le domicile lui-même, qui est protégé par ses dispositions. Voilà pourquoi il ne s'applique qu'aux propriétés attenant à une habitation, et entourées d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins. Il y a là une sorte de huis clos impénétrable, dont, en matière de chasse, la loi pouvait concéder le bénéfice au propriétaire, mais rien de plus. On ne peut donc être admis à réclamer la faculté du transport comme consé-

quence d'un droit qui n'est point reconnu, d'un privilège qui n'est point consacré par la loi; mais d'une exception commandée par la force des choses, et par la nécessité d'assurer à la répression un caractère de modération et de prudence, de discrétion et de réserve. Ainsi, on peut sans doute chasser dans les conditions de l'article 2 du projet de loi, parce qu'en réalité on est alors dans son domicile, et qu'en toutes matières qui n'intéressent point directement l'ordre public, le domicile est inviolable; mais lorsqu'on quitte le terrain clos, lorsqu'on sort de l'habitation, c'est-à-dire lorsqu'on sort de l'exception, on est placé sous l'empire de la règle générale, sous le coup de l'interdiction absolue. Qu'on le remarque bien d'ailleurs, il s'agit là d'un autre délit que du délit de chasse; le nantissement du gibier ne sera donc pas dans ce cas considéré comme une preuve du fait de chasse, mais comme un délit propre, comme une contravention *sui generis*, punissable sans doute, mais non par la même disposition de la loi. Cela suffirait pour faire tomber le reproche immérité de contradiction, car on ne peut assurément prétendre que l'exception posée dans l'article 2 soit de telle nature qu'elle doive effacer et détruire toutes les autres interdictions que la loi fait résulter du temps prohibé. Et cependant, si l'on réclame comme conséquence du fait licite de la chasse à huis clos la faculté de transporter au dehors, il faut au même titre demander la faculté de mettre en vente, de colporter et de vendre; la raison de décider est évidemment la même. En

effet, Messieurs, le principe de l'argumentation que nous combattons est qu'il n'y a pas de temps prohibé pour les enclos attenant à une habitation, et dès lors on réclame, comme conséquence du droit de chasser en tout temps, le droit de transporter, en tout temps aussi, le produit d'une chasse légitime. Mais alors, encore une fois, si l'argument a de la valeur il emporte avec lui la faculté de colporter, de mettre en vente et de vendre. Et pourtant, Messieurs, personne ne songe à réclamer une telle extension des dispositions de l'article 2 du projet de loi; parce qu'en réalité, aux yeux de tous, l'article 2 ne confère pas aux propriétaires de parcs un droit qui serait un privilège, mais qu'il consacre au profit des enclos attenant à une habitation, une inviolabilité légale contre la poursuite. C'est le parc et non le propriétaire qui est en dehors du droit commun, ou plutôt l'immunité s'applique à l'enclos, non au propriétaire de l'enclos; voilà pourquoi elle couvre le fait de chasse qui se passe dans le lieu clos, et pourquoi elle ne peut s'étendre au transport, au colportage, à la vente qui s'accomplissent nécessairement en dehors du lieu clos, en public. Ainsi l'exception naît de la clôture et du domicile, elle est nécessairement limitée par les deux circonstances qui la produisent.

Telles sont, Messieurs, les principales considérations qui ont déterminé votre commission à donner son plein assentiment aux modifications apportées par la Chambre des Députés à l'article 4 du projet de loi. Nous avons également approuvé la

disposition nouvelle de cet article, qui déclare que la recherche du gibier ne pourra être faite à domicile que chez les aubergistes, chez les marchands de comestibles et dans les lieux ouverts au public. Cette disposition nous a paru être le corollaire, ou, si l'on veut même, le correctif indispensable de l'extension donnée au paragraphe 1^{er}. Mais, en même temps, Messieurs, nous avons pensé qu'il ne suffisait pas d'écrire l'interdiction dans la loi, mais qu'il convenait d'en assurer l'exécution dans la pratique; nous vous proposons donc une disposition nouvelle qui a pour but de donner aux employés des contributions indirectes, chargés par leur profession de surveiller et de visiter certains établissements ouverts au public, et aux employés des octrois préposés à la surveillance des transports, le droit de rechercher et de constater les contraventions aux dispositions de l'article 4. Par là, mais par là seulement, vous assurerez l'exécution de l'une des dispositions fondamentales du projet; vous le ferez, Messieurs, sans qu'il en résulte des charges pour personne, car il ne s'agit pas de soumettre le domicile privé à des perquisitions, d'ouvrir aux agents du fisc des lieux qui leur auraient été fermés jusque-là; il ne s'agit pas même de leur imposer de nouveaux devoirs et de soumettre, par suite, certaines professions à des perquisitions nouvelles; il s'agit de donner à des employés le droit de constater un délit, lorsque, dans l'exercice ordinaire de leurs fonctions, l'existence de ce délit leur sera démontrée.

L'article 6 du projet de loi, relatif à la déli-

vance des permis de chasse, soulevait la question de savoir si, en cette matière, il convenait d'attribuer aux préfets des départements un pouvoir discrétionnaire, ou s'il valait mieux écrire, dans la loi, la nomenclature des exclusions forcées ou facultatives. Vous aviez pensé, Messieurs, que l'attribution aux préfets d'un pouvoir discrétionnaire était préférable ; mais, depuis la dernière session, la question a changé de face, car le Gouvernement vous déclare que les préfets, embarrassés d'un droit aussi étendu, auraient craint presque toujours de l'exercer ; d'un autre côté, la Chambre des Députés, en formulant et distinguant, dans les articles 6, 7 et 8 du projet, les cas assez nombreux où le préfet devra ou pourra refuser les permis de chasse, a donné satisfaction à tous les intérêts légitimes qui se trouvaient engagés dans cette question : votre commission, d'accord avec le Gouvernement, n'hésite donc pas à vous proposer l'adoption de ces dispositions.

L'article 9, qui détermine les modes de chasse licites et prohibés, a reçu dans sa rédaction quelques changements sans importance ; il a été également modifié sur trois points qui touchent au fond de ses dispositions. Après avoir placé la chasse des oiseaux de passage en dehors des règles générales, l'un des paragraphes de cet article admet une exception à l'égard de la caille. Nous vous proposons de consacrer aussi cette exception, et de la rendre plus formelle par un simple changement de rédaction.

En imposant aux préfets le devoir de prendre des arrêtés pour déterminer les espèces d'animaux

malfaisants ou nuisibles que le propriétaire, possesseur ou fermier, pourra en tout temps détruire sur ses terres, et, pour régler l'exercice de cette faculté; vous n'aviez point entendu priver le propriétaire ou fermier du droit incontestable de repousser ou de détruire les bêtes fauves qui porteraient dommage à ses propriétés. La Chambre des Députés a voulu que ce droit fût écrit dans la loi. Nous ne pouvons qu'adopter cette disposition. Ainsi, les animaux nuisibles ou malfaisants ne pourront être détruits que suivant les conditions déterminées par les arrêtés des préfets, sauf le cas où ils porteront dommage aux propriétés. Ce sera donc au propriétaire ou fermier, s'il se place en dehors des conditions de l'arrêté, à prouver le fait du dommage, puisque ce fait seul l'autorise à enfreindre ces conditions.

Enfin, Messieurs, vous aviez pensé qu'il suffisait de donner aux préfets le droit d'interdire la chasse aux chiens lévriers, pour prévenir les inconvénients de cette chasse destructive. La Chambre des Députés a cru qu'il convenait de faire de la règle générale l'exception, et de l'exception la règle; le changement qu'elle a apporté à l'un des paragraphes de l'article 9, prohibe implicitement, mais formellement, la chasse aux chiens lévriers, en donnant aux préfets la faculté d'autoriser l'emploi de ces chiens pour la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles. Votre commission approuve également cette disposition.

La section II du projet de loi, relative aux peines, a reçu d'assez nombreuses modifications :

la classification des délits, et par suite l'échelle des peines, ont été en partie changées, le minimum des amendes a été généralement abaissé, et l'emprisonnement a été rendu facultatif. Après un examen attentif de ces nouvelles dispositions, votre commission a reconnu que le résultat en était heureux, puisqu'il doit donner aux magistrats la possibilité de choisir entre une répression énergique que la nature des faits ou les antécédents du prévenu peuvent rendre nécessaire, et une peine plus douce, qui sera souvent aussi une nécessité de justice. Vous trouverez avec nous, Messieurs, nous l'espérons du moins, que l'échelle des peines telle qu'elle est déterminée dans le projet actuel, permet au juge de réprimer avec la même équité la faute accidentelle et le délit d'habitude, le chasseur en contravention aux dispositions réglementaires de la loi, et le braconnier dont le délit est devenu la profession. Nous devons, toutefois, vous rendre compte de trois amendements que nous vous proposons d'apporter aux dispositions de la section II.

Et d'abord, à l'article 11, le projet déclare que le fait du passage des chiens courants sur l'héritage d'autrui pourra ne pas être considéré comme délit de chasse, lorsque ces chiens seront à la suite d'un gibier lancé sur la propriété de leurs maîtres, sauf l'action civile, s'il y a lieu, en cas de dommage. Il résulterait de cette rédaction, Messieurs, que le fait spécifié dans cet article serait en général un délit, et que les circonstances laissées à l'entière appréciation des tribunaux pourraient

seules lui faire perdre ce caractère. Votre commission ne peut approuver une telle disposition, dont le premier inconvénient serait de laisser dans l'incertitude et le vague la nature légale du fait, de ne lui imprimer aucun caractère, et d'abandonner aux magistrats la tâche impossible de l'absoudre ou d'en faire un délit à leur gré. En adoptant les dispositions de l'article 9 du projet de loi, qui considère la chasse à courre comme un exercice légitime du droit de chasse, on a, ce nous semble, résolu la question que soulève maintenant l'article 11, mais qu'il soulève pour la laisser indécise. Il n'y a pas, en effet, de chasse à courre possible, si l'on peut qualifier délit le simple fait du passage des chiens courants sur l'héritage d'autrui : chacun sait que le chien courant chasse pour son compte ; qu'il n'est en aucune façon aux ordres de son maître ; qu'il suit la piste du gibier partout où elle le mène ; que la volonté du chasseur serait impuissante à s'y opposer, et que celui-ci n'est pas plus le maître du chien, après l'attaque, que du gibier lancé par le chien. Or, n'est-il pas évident qu'on ne peut raisonnablement punir le chasseur pour un fait qui ne dépend point de lui, alors que ce fait est la conséquence nécessaire de l'un des modes légitimes de l'exercice du droit de chasse ?

Vous n'aviez point, Messieurs, inséré dans la loi la consécration formelle de ce droit, parce qu'il vous paraissait résulter clairement des dispositions de l'article 9, et que la jurisprudence d'ailleurs l'a constamment et partout reconnu ;

mais il devient nécessaire de l'écrire pour éviter la confusion qui pourrait en être faite avec ce qu'on appelle généralement le droit de suite. Cette confusion doit être écartée, Messieurs : nous ne vous demandons point de donner au chasseur le droit de suivre ses chiens, c'est-à-dire le droit de chasser sur le terrain d'autrui, mais de décider que le fait seul du passage des chiens courants sur l'héritage d'autrui ne sera point considéré comme délit, sauf, bien entendu, l'action civile, s'il y a lieu, en cas de dommage.

Dans la nomenclature établie par l'article 12, nous avons pensé d'abord qu'il serait utile de comprendre plus explicitement un procédé de braconnage qui facilite souvent la chasse à tir, et qui, sous ce rapport, pouvant être considéré comme un mode d'exercice de cette chasse licite, se trouverait ainsi indirectement permis si la loi ne s'en expliquait clairement. Nous voulons parler des appeaux, des appelants et des chanterelles. Par ce procédé, le braconnier ne va point, sans doute, chercher le gibier sur le terrain d'autrui, mais placé sur une route, dans un jardin, derrière une haie ou dans un fossé, il attire le gibier à lui, et exerce ainsi sa coupable industrie avec d'autant plus de succès qu'il est plus sûr de l'impunité. Il y a, Messieurs, des contrées entières dont le gibier est détruit par cette sorte de braconnage.

Examinant ensuite les dispositions du § 3 de cet article, et frappés des difficultés extrêmes que présentent la recherche et la constatation du fait qu'il

prévoit, nous nous sommes demandé s'il ne serait pas possible de donner aux magistrats le pouvoir d'atteindre le braconnier, alors même qu'il ne serait point saisi en flagrant délit, sans cependant permettre aux agents chargés de rechercher et de constater les délits de chasse, d'envahir le domicile privé et de se livrer à des perquisitions vexatoires. Votre commission, à la simple majorité, a cru qu'en ajoutant le mot *détenteurs*, aux dispositions de ce paragraphe, on atteindrait le double résultat que nous cherchons; le fait de la détention en effet deviendrait un délit, et dès lors le juge d'instruction pourrait rechercher ce délit, c'est-à-dire constater le fait de la détention, lorsque cette mesure lui paraîtrait utile, d'après les renseignements qu'il aurait reçus.

Enfin, Messieurs, nous avons cru qu'il était indispensable de permettre au juge d'élever au double la peine déterminée par cet article, dans le cas où le fait de chasse avec engins ou instruments prohibés aurait eu lieu sur le terrain d'autrui et pendant la nuit, si les chasseurs étaient munis d'une arme apparente ou cachée. Il est en effet certain que pour cette espèce de chasse, qui est de toutes la plus redoutable et qui ne s'exerce que par des braconniers de profession, les armes, non-seulement sont inutiles, mais deviennent un embarras et une gêne; on ne les y porte donc que pour s'en servir contre les agents de la force publique ou contre les gardes. L'intention qui les a fait prendre peut appeler sur la tête du bracon-

nier une responsabilité plus grande : les tribunaux l'apprécieront.

Nous n'avons aucune observation à faire sur les dispositions de la section III ; les modifications qu'elle a reçues ont été consenties par le Gouvernement, nous les avons examinées avec soin et nous avons pensé qu'elles n'altéraient en rien la sage économie du projet de loi, qui sous plusieurs rapports même s'en trouvait amélioré.

Mais en portant notre attention sur les dispositions générales de la section IV et dernière, nous avons été frappés de la suppression de l'art. 29, relatif aux propriétés de la Couronne. Après avoir examiné de nouveau la question soulevée par cet amendement, votre commission, Messieurs, a persisté dans l'opinion qu'elle avait émise et que votre décision avait consacrée. Elle a pensé que le rejet de l'art 29 introduirait dans notre législation une innovation fâcheuse à plus d'un titre, et dont il lui a été impossible de trouver une raison satisfaisante; aucun intérêt ne la réclame, des considérations puissantes la repoussent. Vous connaissez, Messieurs, le caractère unanime des plaintes qui se sont fait entendre contre l'insuffisance de la législation de 1790; vous savez que de toutes parts on demande des mesures qui préviennent la destruction du gibier, qui fassent respecter le droit de propriété dans l'une de ses légitimes conséquences, qui surtout assurent la répression des excès du braconnage ! Mais, jamais une plainte s'est-elle élevée contre la réglementation et l'exercice du droit de chasse dans les propriétés de la Couronne ?

L'étendue de ces propriétés, le régime particulier auquel elles sont soumises, le nombre des agents chargés de les surveiller, tout les place en dehors de la situation générale, comme la loi les place en dehors du droit commun. Nous avons donc cru qu'en faisant droit aux justes réclamations de la propriété quotidiennement et outrageusement violée, il n'y avait rien à faire, rien à innover, là où aucun désordre ne s'était produit, là où aucun abus n'était signalé, là où aucune plainte ne s'était fait entendre. Nous n'avons pas besoin d'ajouter, Messieurs, que les raisons d'un ordre plus élevé qui ont déterminé le législateur de 1790 à consacrer l'exception dont nous persistons à demander le maintien, ont été toutes-puissantes sur nos esprits. Mais nous sommes convaincus que cette disposition, qui a été écartée par un vote dont nous n'avons pu connaître et par conséquent apprécier les motifs, obtiendra l'assentiment de l'autre Chambre quand la discussion en aura mis au grand jour les raisons, le caractère et la portée.

Toutefois, Messieurs, en l'absence d'une discussion qui nous eût éclairés sur les motifs qui ont fait rejeter cette disposition par vous introduite dans le projet de loi, nous nous sommes demandé quelles objections elle avait pu rencontrer. Nous n'avons pu croire qu'elle ait succombé sous des raisons du fond : il est évident en effet qu'elle ne porte aucune atteinte aux intérêts que le projet de loi a pour but de protéger. Le respect de la propriété privée n'en est assurément point ébranlé, et la conservation du gibier n'y est nullement in-

téressée, car tout le monde sait que dans les propriétés de la Couronne le gibier est élevé, entre tenu, conservé à grands frais, et que bien loin de nuire à la chasse sur les héritages riverains, le voisinage de ces propriétés lui est profitable sans être jamais nuisible aux récoltes à raison des indemnités annuellement payées par la Liste civile. A-t-on pensé que la disposition était inutile parce que la Couronne possède un assez grand nombre de propriétés closes régies par l'article 2 du projet de loi? ce serait là, Messieurs, une erreur; les termes de l'article 2 doivent être, et sont en effet, restrictifs, et la discussion a prouvé qu'ils ne pouvaient s'appliquer aux propriétés traversées par des routes ou par des chemins. Votre commission a donc pensé que les termes de l'article 29 avaient pu seuls prêter à la critique; que cette expression : *il n'est rien innové*, avait pu paraître trop vague, trop générale, et que peut-être on avait craint qu'elle pût servir un jour de prétexte à des prétentions mal fondées. Nous vous proposons donc une rédaction qui exprime clairement que les dispositions de la loi relatives à l'exercice du droit de chasse ne s'appliqueront point aux propriétés de la Couronne, et qui déclare les sections II et III applicables à ceux qui commettraient des délits dans ces propriétés. Par ces considérations, Messieurs, nous avons l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de loi sous les modifications suivantes.

PROJET DE LOI
AMENDÉ PAR LA COMMISSION.

2

SECTION PREMIÈRE.

De l'exercice du droit de chasse.

ARTICLE PREMIER.

Nul ne pourra chasser, sauf les exceptions ci-après, si la chasse n'est pas ouverte, et s'il ne lui a pas été délivré un permis de chasse par l'autorité compétente.

Nul n'aura la faculté de chasser sur la propriété d'autrui sans le consentement du propriétaire ou de ses ayants droit.

ART. 2.

Le propriétaire ou possesseur peut chasser ou faire chasser en tout temps, sans permis de chasse, dans ses possessions attenantes à une habitation et entourées d'une clôture continue faisant obstacle toute communication avec les héritages voisins.

ART. 3.

Les préfets détermineront, par des arrêtés publiés au moins dix jours à l'avance, l'époque de l'ouverture et celle de la clôture de la chasse, dans chaque département.

2

ART. 4.

Dans chaque département il est interdit de mettre en vente, de vendre, d'acheter, de transporter et de colporter du gibier pendant le temps où la chasse n'y est pas permise.

§ ajouté.

Les employés des contributions indirectes et des octrois, dans la limite de leurs attributions respectives, auront qualité pour rechercher et constater ces délits.

Néanmoins la recherche n'en pourra être faite à domicile que chez les aubergistes, chez les marchands de comestibles et dans les lieux ouverts au public.

Il est interdit de prendre ou de détruire, sur terrain d'autrui, des œufs et des couvées de faisans, de perdrix et de cailles.

ART. 5.

Les permis de chasse seront délivrés sur l'avis du maire et du sous-préfet, par le préfet du département dans lequel celui qui en fera la demande aura sa résidence ou son domicile.

La délivrance des permis de chasse donnera lieu au paiement d'un droit de 15 fr. au profit de l'État, et de 10 fr. au profit de la commune dont le maire aura donné l'avis énoncé au paragraphe précédent.

Les permis de chasse seront personnels; ils se-

ront valables pour tout le Royaume et pour un an seulement.

ART. 6.

Le préfet pourra refuser le permis de chasse :

1° A tout individu majeur qui ne sera point personnellement inscrit, ou dont le père ou la mère ne serait pas inscrit au rôle des contributions ;

2° A tout individu qui, par une condamnation judiciaire, a été privé de l'un ou de plusieurs des droits énumérés dans l'article 42 du Code pénal, autres que le droit de port d'armes ;

3° A tout condamné à un emprisonnement de plus de six mois, pour rébellion ou violence envers les agents de l'autorité publique ;

4° A tout condamné pour délit d'association illicite, de fabrication, débit, distribution de poudre, armes ou autres munitions de guerre ; de menaces écrites ou de menaces verbales, avec ordre ou sous condition ; d'entraves à la circulation des grains ; de dévastations d'arbres ou de récoltes sur pied, de plants venus naturellement ou faits de main d'homme ;

5° A ceux qui auront été condamnés pour vagabondage, mendicité, vol, escroquerie ou abus de confiance.

La faculté de refuser le permis de chasse aux condamnés dont il est question dans les paragraphes 3, 4 et 5 cessera cinq ans après l'expiration de la peine.

ART. 7.

Le permis de chasse ne sera pas délivré :

1° Aux mineurs qui n'auront pas seize ans accomplis ;

2° Aux mineurs de seize à vingt et un ans, à moins que le permis ne soit demandé pour eux par leur père, mère ou tuteur, porté au rôle des contributions ;

3° Aux interdits ;

4° Aux gardes champêtres ou forestiers des communes et établissements publics, ainsi qu'aux gardes forestiers de l'Etat et aux gardes-pêche.

ART. 8.

Le permis de chasse ne sera pas accordé :

1° A ceux qui, par suite de condamnations, sont privés du droit de port d'armes ;

2° A ceux qui n'auront pas exécuté les condamnations prononcées contre eux pour l'un des délits prévus par la présente loi ;

3° A tout condamné placé sous la surveillance de la haute police.

ART. 9.

Dans le temps où la chasse est ouverte, le permis donne, à celui qui l'a obtenu, le droit de chasser de jour, à tir et à courre, sur ses propres terres, et sur les terres d'autrui avec le consentement de celui à qui le droit de chasse appartient.

Tous autres moyens de chasse, à l'exception des furets et des bourses destinés à prendre le lapin, sont formellement prohibés.

Néanmoins, les préfets des départements, sur l'avis des conseils généraux, prendront des arrêtés pour déterminer :

§ du projet.

1° L'époque de la chasse des oiseaux de passage, et les modes et procédés de cette chasse; la caille ne sera pas considérée comme oiseau de passage.

2° Le temps pendant lequel il sera permis de chasser le gibier d'eau, dans les marais, sur les étangs, fleuves et rivières;

3° Les espèces d'animaux malfaisants ou nuisibles que le propriétaire, possesseur ou fermier, pourra en tout temps détruire sur ses terres, et les conditions de l'exercice de ce droit, sans préjudice du droit appartenant au propriétaire ou au fermier de repousser ou de détruire, même avec des armes à feu, les bêtes fauves qui porteraient dommage à ses propriétés.

Ils pourront prendre également des arrêtés :

1° Pour prévenir la destruction des oiseaux;

2° Pour autoriser l'emploi des chiens lévriers pour la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles;

3° Pour interdire la chasse pendant les temps de neige.

ART. 10.

Des ordonnances royales détermineront la gratification qui sera accordée aux gardes et gendarmes rédacteurs des procès-verbaux ayant pour objet de constater les délits.

§ amendé.

1° *L'époque de la chasse des³ oiseaux de passage, autres que la caille, et les modes et procédés de cette chasse.*

SECTION II.

Des peines.

ART. 44.

Seront punis d'une amende de seize à cent fr. :

1° Ceux qui auront chassé sans permis de chasse;

2° Ceux qui auront chassé sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire.

L'amende pourra être portée au double si le délit a été commis sur des terres non dépouillées de leurs fruits, ou s'il a été commis sur un terrain entouré d'une clôture continue, faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins, mais non attenant à une habitation.

§ du projet.

Pourra ne pas être considéré comme délit de chasse le fait du passage des chiens courants sur l'héritage d'autrui, lorsque ces chiens seront à la suite d'un gibier lancé sur la propriété de leurs maîtres, sauf l'action civile, s'il y a lieu, en cas de dommage;

§ amendé.

Ne sera pas considéré comme délit de chasse le fait du passage des chiens courants sur l'héritage d'autrui, lorsque ces chiens seront à la suite d'un gibier lancé sur la propriété de leurs maîtres, sauf l'action civile, s'il y a lieu, en cas de dommage;

3° Ceux qui auront contrevenu aux arrêtés des préfets concernant les oiseaux de passage, le gibier d'eau, la chasse en temps de neige, l'emploi des chiens lévriers; ou aux arrêtés concernant la destruction des oiseaux et celle des animaux nuisibles ou malfaisants;

4° Ceux qui auront pris ou détruit, sur le ter-

rain d'autrui, des œufs ou couvées de faisans, de perdrix ou de cailles;

5° Les fermiers de la chasse, soit dans les bois soumis au régime forestier, soit sur les propriétés dont la chasse est louée au profit des communes ou établissements publics, qui auront contrevenu aux clauses et conditions de leurs cahiers de charges relatives à la chasse.

ART. 12.

Seront punis d'une amende de cinquante à deux cents francs, et pourront en outre l'être d'un emprisonnement de six jours à deux mois :

- 1° Ceux qui auront chassé en temps prohibé;
- 2° Ceux qui auront chassé pendant la nuit, ou à l'aide d'engins et instruments prohibés, ou par d'autres moyens que ceux qui sont autorisés par l'article 9;

§ du projet.

3° Ceux qui seront trouvés munis ou porteurs, hors de leur domicile, de filets, engins ou autres instruments de chasse prohibés;

4° Ceux qui, en temps où la chasse est prohibée, auront mis en vente, vendu, acheté, transporté ou colporté du gibier;

5° Ceux qui auront employé des drogues ou appâts qui sont de nature à enivrer le gibier ou à le détruire.

§ amendé.

3° *Ceux qui seront détenteurs ou ceux qui seront trouvés munis ou porteurs, hors de leur domicile, de filets, engins ou autres instruments de chasse prohibés;*

§§ ajoutés.

6° *Ceux qui auront chassé*

avec appeaux, appelants ou chanterelles.

Les peines déterminées par le présent article pourront être portées au double contre ceux qui auront chassé pendant la nuit sur le terrain d'autrui et par l'un des moyens spécifiés au § 2, si les chasseurs étaient munis d'une arme apparente ou cachée.

Les peines déterminées par l'article 11 et par le présent article seront toujours portées au maximum, lorsque les délits auront été commis par les gardes champêtres ou forestiers des communes, ainsi que par les gardes forestiers de l'Etat et des établissements publics.

ART. 43.

Celui qui aura chassé sur le terrain d'autrui, sans son consentement, si ce terrain est attenant à une maison habitée ou servant à l'habitation, et s'il est entouré d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins, sera puni d'une amende de cinquante à trois cents francs, et pourra l'être d'un emprisonnement de six jours à trois mois.

Si le délit a été commis pendant la nuit, le délinquant sera puni d'une amende de cent francs à mille francs, et pourra l'être d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, sans préjudice, dans l'un et l'autre cas, s'il y a lieu, de plus fortes peines prononcées par le Code pénal.

ART. 14.

Les peines déterminées par les trois articles qui précèdent pourront être portées au double si le délinquant était en état de récidive, s'il était déguisé ou masqué, s'il a pris un faux nom, s'il a usé de violences envers les personnes, ou s'il a fait des menaces, sans préjudice, s'il y a lieu, de plus fortes peines prononcées par la loi.

S'il y a récidive dans les cas prévus en l'article 11, la peine de l'emprisonnement de six jours à trois mois pourra être appliquée si le délinquant n'a pas satisfait aux condamnations précédentes.

ART. 15.

Il y a récidive lorsque, dans les douze mois qui ont précédé l'infraction, le délinquant a été condamné en vertu de la présente loi.

ART. 16.

Tout jugement de condamnation prononcera la confiscation des filets, engins et autres instruments de chasse. Il ordonnera, en outre, la destruction des engins prohibés.

Il prononcera également la confiscation des armes, excepté dans le cas où le délit aura été commis par un individu muni d'un permis de chasse dans le temps où la chasse est autorisée.

Si les armes, filets, engins ou autres instruments de chasse n'ont pas été saisis, le délinquant sera condamné à les représenter ou à en payer la

valeur suivant la fixation qui en sera faite par le jugement, sans qu'elle puisse être au-dessous de 50 francs.

Les armes, engins ou autres instruments de chasse abandonnés par les délinquants restés inconnus seront saisis et déposés au greffe du tribunal compétent. La confiscation, et, s'il y a lieu, la destruction, en seront ordonnées sur le vu du procès-verbal.

Dans tous les cas, la quotité des dommages-intérêts est laissée à l'appréciation des tribunaux.

ART. 17.

En cas de conviction de plusieurs délits prévus par la présente loi, par le Code pénal ordinaire ou par les lois spéciales, la peine la plus forte sera seule prononcée.

Les peines encourues pour des faits postérieurs à la déclaration du procès-verbal de contravention pourront être cumulées, s'il y a lieu, sans préjudice des peines de la récidive.

ART. 18.

En cas de condamnation pour délits prévus par la présente loi, les tribunaux pourront priver le délinquant du droit d'obtenir un permis de chasse pour un temps qui n'excédera pas cinq ans.

ART. 19.

La gratification mentionnée en l'article 10 sera prélevée sur le produit des amendes.

Le surplus desdites amendes sera attribué aux

communes sur le territoire desquelles les infractions auront été commises.

ART. 20.

L'article 463 du Code pénal ne sera pas applicable aux délits prévus par la présente loi.

SECTION III.

De la poursuite et du jugement.

ART. 21.

Les délits prévus par la présente loi seront prouvés, soit par procès-verbaux ou rapports, soit par témoins, à défaut de rapports et procès-verbaux, ou à leur appui.

ART. 22.

Les procès-verbaux des maires et adjoints, commissaires de police, officier, maréchal des logis ou brigadier de gendarmerie, gendarmes, gardes champêtres, ou gardes assermentés des particuliers, feront foi jusqu'à preuve contraire.

ART. 23.

Il n'est point dérogé, pour la constatation des délits et la foi due aux procès-verbaux rédigés par les agents ou préposés de l'administration forestière, aux dispositions des articles 176, 177 du Code forestier, 53 et 54 du Code de la pêche fluviale.

ART. 24.

Dans les vingt-quatre heures du délit, les pro-

cès-verbaux des gardes seront, à peine de nullité, affirmés par les rédacteurs devant le juge de paix ou l'un de ses suppléants, ou devant le maire ou l'adjoint, soit de la commune de leur résidence, soit de celle où le délit aura été commis.

ART 25.

Les délinquants ne pourront être saisis ni désarmés; néanmoins s'ils sont déguisés ou masqués, s'ils refusent de faire connaître leurs noms, ou s'ils n'ont pas de domicile connu, ils seront conduits immédiatement devant le maire ou le juge de paix, lequel s'assurera de leur individualité.

ART. 26.

Tous les délits prévus par la présente loi seront poursuivis d'office par le ministère public, sans préjudice du droit conféré aux parties lésées, par l'article 182 du Code d'instruction criminelle.

Néanmoins, en cas de chasse sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire, le ministère public ne pourra poursuivre que sur la plainte de la partie intéressée, à moins que le terrain ne soit clos dans le sens de la présente loi, et attenant à une habitation, auquel cas la poursuite d'office est autorisée.

ART. 27.

Ceux qui auront commis conjointement les délits de chasse, seront condamnés solidairement aux amendes, dommages-intérêts et frais.

ART. 28.

Le père, la mère, le tuteur, les maîtres et commettants, sont civilement responsables des délits de chasse commis par leurs enfants mineurs non mariés, pupilles demeurant avec eux, domestiques ou préposés, sauf tout recours de droit.

Cette responsabilité sera réglée conformément à l'article 1384 du Code civil, et ne s'appliquera qu'aux dommages-intérêts et frais, sans pouvoir toutefois donner lieu à la contrainte par corps.

ART. 29.

Toute action relative aux délits prévus par la présente loi sera prescrite par le laps de trois mois, à compter du jour du délit.

SECTION IV.

Dispositions générales.

ART. 30 (nouveau).

Les dispositions de la présente loi relatives à l'exercice du droit de chasse ne sont pas applicables aux propriétés de la Couronne. Ceux qui commettraient des délits de chasse dans ces propriétés seront poursuivis et punis conformément aux sections II et III.

ART. 31 (30 du projet).

Le décret du 4 mai 1812 et la loi du 30 avril 1790 sont abrogés.

Sont et demeurent également abrogés les lois, arrêtés, décrets et ordonnances intervenus sur les matières réglées par la présente loi, en tout ce qui est contraire à ses dispositions.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 27 mars 1844.

PROJETS DE LOI

RELATIFS

A des impositions extraordinaires votées par quatre départements ; *

Avec l'Exposé des motifs par le Ministre de l'intérieur.

1^{er} PROJET. (Basses-Alpes.)

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi dont la teneur suit, adopté par la Chambre des Députés dans sa séance du 16 mars 1844, soit présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs, par notre Ministre secrétaire d'État de l'intérieur, que nous chargeons d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

(*) Basses-Alpes, Oise, Pas-de-Calais (2 projets), Var.

ARTICLE UNIQUE.

Les lois des 4 juin 1842 et 22 juillet 1843, qui ont autorisé la création de ressources extraordinaires, applicables aux travaux neufs des routes départementales du département des Basses-Alpes, sont modifiées dans celles de leurs dispositions qui ont réglé l'emploi de ces ressources.

En conséquence, et pour l'avenir, les sommes à emprunter annuellement, l'emploi de ces sommes, et celui du produit de l'imposition extraordinaire, seront déterminés chaque année, sur la proposition du conseil général, par des ordonnances royales rendues dans la forme des règlements d'administration publique.

DONNÉ au palais des Tuileries, le 27 mars 1844.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,*

Signé DUCHATEL.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Le département des Basses-Alpes a été autorisé, par une loi du 4 juin 1842, à s'imposer extraordinairement pendant huit années à partir du 1^{er} janvier 1843, dix centimes additionnels au principal

des quatre contributions directes, dont le produit devait être affecté aux travaux neufs des routes départementales désignées dans les délibérations du conseil général des 24 et 26 août 1844. Dans lesdites délibérations, le conseil déclarait, en termes formels, que ces ressources seraient affectées aux travaux des dix-sept routes qu'il désignait, et faisait de cette répartition une condition de son vote; malgré les inconvénients que présentait une semblable dissémination de fonds, la nécessité d'entamer les travaux devait l'emporter, et la loi du 4 juin 1842 précitée, vint sanctionner la délibération dont il s'agit.

Dans sa session de 1842, le conseil général des Basses-Alpes, sans renoncer complètement au mode de répartition qu'il avait adopté, sembla cependant en pressentir les vices, et pour hâter les travaux sur les diverses routes, demanda à contracter un emprunt de 460 000 fr., qui fut autorisé par la loi du 22 juillet 1843.

Depuis, le conseil général a reconnu combien la dissémination des fonds sur un trop grand nombre de routes était peu conforme aux intérêts du département, et a jugé qu'il était préférable de concentrer les ressources sur un nombre de routes plus restreint. En conséquence, dans sa dernière session, le conseil général, dérogeant à ses délibérations précitées, a déclaré se réserver la faculté de faire chaque année la répartition, entre les différentes routes départementales, des ressources extraordinaires dont la création a été autorisée par lesdites lois.

Nous espérons, Messieurs, que vous voudrez bien donner votre sanction au projet de loi que le Roi nous a chargé de soumettre à vos délibérations, et que la Chambre des Députés a adopté dans sa séance du 16 de ce mois.

2^e PROJET. (Oise.)

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE UNIQUE.

Le département de l'Oise est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa séance du 28 août 1843, à s'imposer extraordinairement, en 1845, huit centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera exclusivement affecté aux travaux d'achèvement des routes départementales actuellement classées.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Le département de l'Oise a été autorisé par une loi du 4 avril 1838 à s'imposer extraordinairement pendant six années, à partir de 1839, huit centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit devait être affecté aux

travaux des routes départementales classées; cette imposition expire donc en 1844.

Pour l'achèvement des travaux entrepris, une somme de 318 000 fr. serait encore nécessaire : dans l'impossibilité de faire face à cette dépense sur ses ressources ordinaires, le conseil général de l'Oise a demandé, dans sa dernière session, que ce département soit autorisé à s'imposer extraordinairement, en 1845, huit centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit suffirait à l'achèvement des travaux dont il s'agit.

La sanction de ce vote du conseil général paraissant réclamée par les intérêts du département, nous venons, Messieurs, d'après les ordres du Roi, soumettre à vos délibérations le projet de loi dont je vais avoir l'honneur de vous donner lecture, et que la Chambre des Députés a adopté dans sa séance du 16 de ce mois.

3^e PROJET. (Pas-de-Calais.)

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE UNIQUE.

Le département du Pas-de-Calais est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général, dans sa séance du 29 août 1843, à s'imposer extraordinairement, pendant trois années, à partir de 1845, un centime additionnel au principal des quatre contributions directes, dont

le produit sera exclusivement affecté aux travaux de prolongement de la route départementale n° 12, de la Bassée à Estaires.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Les relations qui existent entre le département du Nord et celui du Pas-de-Calais, ont fait reconnaître la nécessité de prolonger la route départementale n° 12, de Lens à la Bassée, et de classer au nombre des routes départementales la partie du chemin actuel comprise entre la Bassée et Estaires; les formalités exigées par la loi ont été remplies, et rien ne s'oppose à ce que l'ordonnance de classement soit rendue.

L'urgence des travaux dont il s'agit ne peut être contestée; mais pour les exécuter, une somme de 140 000 fr. environ serait nécessaire; dans l'impossibilité de faire face à cette dépense, au moyen de ses ressources ordinaires, le conseil général du Pas-de-Calais a demandé, dans sa dernière session, que le département soit autorisé à s'imposer extraordinairement pendant les trois années 1845, 1846 et 1847, un centime additionnel au principal des quatre contributions directes, dont le produit serait affecté à ces travaux.

La situation financière du département ne peut faire obstacle à ce qu'il soit donné cours à ce vote.

Nous venons, en conséquence, Messieurs, d'après

les ordres du Roi, soumettre à vos délibérations, le projet de loi dont je vais avoir l'honneur de vous donner lecture, et que la Chambre des Députés a adopté dans sa séance du 16 de ce mois.

4^e PROJET. (Pas-de-Calais.)

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE UNIQUE.

Le département du Pas-de-Calais est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa séance du 1^{er} septembre dernier, à s'imposer extraordinairement, en 1845, un centime et demi additionnel au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté aux travaux d'amélioration indiqués dans la délibération ci-dessus rappelée, et qui sont à exécuter sur les routes départementales actuellement classées.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Les quinze routes départementales, classées dans le département du Pas-de-Calais, sont arrivées à l'état d'entretien; mais pour assurer une viabilité parfaite sur ces routes, quelques améliorations sont cependant encore nécessaires.

Pour faire face à la dépense de 73 000 fr. qu'elles exigeraient, le conseil général, dans sa dernière session, a demandé que le département soit autorisé à s'imposer extraordinairement, en 1845, un centime et demi additionnel au principal des quatre contributions directes, dont le produit serait affecté aux travaux d'amélioration et de réparation des routes départementales.

La situation financière du département ne peut s'opposer à ce qu'il soit donné cours au vote du conseil général.

Nous venons donc, Messieurs, d'après les ordres du Roi, soumettre à vos délibérations le projet de loi dont je vais avoir l'honneur de vous donner lecture, et que la Chambre des Députés a adopté dans sa séance du 16 de ce mois.

5^e PROJET. (Var.)

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE UNIQUE.

Le département du Var est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général, dans sa séance du 26 août 1843, à s'imposer extraordinairement pendant trois années, à partir de 1845, deux centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera exclusivement affecté aux dépenses de construction d'un hôtel de préfecture à Draguignan,

et d'acquisition d'un emplacement destiné à cette construction.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

L'hôtel de la préfecture du Var est composé de trois maisons particulières qui, par leur distribution intérieure, les vices de leur construction et leur peu de solidité, sont loin d'être en harmonie avec la destination qu'on leur a donnée. La nécessité de construire un nouvel hôtel de préfecture est depuis longtemps reconnue, mais des raisons d'économie, et l'urgence de travaux d'une autre nature, se sont opposées, jusqu'en 1843, à ce qu'il fût donné suite à ce projet.

La situation financière du département s'étant améliorée, le conseil général a demandé, dans sa dernière session, que le département soit autorisé à s'imposer extraordinairement pendant trois années, à partir de 1845, deux centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit serait affecté à la construction de l'édifice dont il s'agit.

Le produit de cette imposition, joint à celui de la vente des maisons composant l'hôtel actuel et à quelques autres ressources, atteindrait, à peu de chose près, la somme de 260 000 francs que coûterait la construction de l'édifice projeté.

Les intérêts du département du Var paraissant

demander qu'il soit donné cours au vote de son conseil général, nous venons, Messieurs, d'après les ordres du Roi, soumettre à vos délibérations le projet de loi dont je vais avoir l'honneur de vous donner lecture, et que la Chambre des Députés a adopté dans sa séance du 16 de ce mois.

de son
l'après
ations
eur de
es Dé-
ois.

MISSIONS
26.
—
1844.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 27 mars 1844.

PROJET DE LOI

TENDANT à réunir en une seule les communes de
Bachen et de Duhort (Landes);

Avec l'Exposé des motifs par le Ministre de l'intérieur.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi dont la teneur suit, soit présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs par notre Ministre secrétaire d'État de l'intérieur, que nous chargeons d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

ARTICLE PREMIER.

Les communes de Bachen et de Duhort, canton d'Aire, arrondissement de Saint-Sever, département des Landes, sont réunies en une seule dont le chef-lieu est fixé à Duhort, et qui prendra le nom de Duhort-Bachen.

ART. 2.

Les communes réunies continueront à jouir séparément, comme sections de communes, des droits d'usage ou autres qui pourraient leur appartenir, sans pouvoir se dispenser de contribuer en commun aux charges municipales.

Les autres conditions de la réunion prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

DONNÉ au palais des Tuileries, le 27 mars 1844.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,*

Signé DUCHATEL.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Nous venons soumettre aux délibérations de la Chambre une mesure législative qui tend à la réunion administrative des communes de Duhort et de Bachen, département des Landes.

Ce projet de réunion, proposé par le préfet et par le conseil général du département, a soulevé des oppositions nombreuses, il est vrai, mais qui vous paraîtront sans doute peu fondées.

Ainsi, les deux communes demandent à conserver leur administration distincte : la plus petite, celle de Bachen, parce qu'elle prétend avoir des ressources suffisantes; la plus considérable, celle de Duhort, parce qu'elle n'a aucun besoin d'agrandissement.

Ainsi, le géomètre en chef du cadastre et le directeur des contributions demandent le maintien actuel des choses : le premier, dans la prévision des accroissements successifs que la petite commune de Bachen lui semble appelée à prendre par sa position topographique; le second, pour ne point altérer de vieilles habitudes et d'anciennes relations.

Enfin, le conseil d'arrondissement s'est con-

tenté d'appuyer de son vote le vœu des deux communes, mais sans énoncer les motifs de son opinion.

L'examen des documents mis sous vos yeux vous convaincra, Messieurs, que la situation topographique des deux communes rend leur réunion fort convenable sous le rapport de la circonscription territoriale, car la petite commune de Bachen semble être une annexe naturelle de Duhort, et si cette dernière commune, avec son territoire de 2 480 hectares, sa population de 1 129 habitants et ses revenus ordinaires montant à 1 039 fr., peut se suffire à elle-même, il n'en est pas de même de la commune de Bachen, qui n'a que 584 hectares, 203 habitants et 116 francs de revenus.

La nécessité de supprimer cette commune étant reconnue, et sa position ne permettant de la réunir qu'à Duhort, avec laquelle elle est déjà unie pour l'enseignement primaire, nous ne croyons pas que l'on doive s'arrêter devant les objections qui viennent de vous être présentées.

Voici, Messieurs, le texte du projet de loi que le Roi nous a chargé de soumettre à votre approbation.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 29 mars 1844.

RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. le baron DE BUSSIERRE, au nom d'une commission spéciale * chargée de l'examen du projet de loi relatif à l'Emprunt grec.

MESSIEURS,

Le Gouvernement vous demande un crédit de 527 241 francs, destiné à pourvoir au service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt grec, pour le semestre échu au 1^{er} mars de cette année. Déjà, dans le cours de la session dernière, un pareil crédit vous a été demandé pour le même objet; et le Gouvernement, en vous apportant un projet de loi semblable de tous points à celui dont la Chambre est aujourd'hui saisie, s'était engagé à redoubler d'efforts, de concert avec les deux autres Puissances signataires du traité de 1832,

* Cette commission était composée de MM. le baron DE BARRANTE, le baron DE BUSSIERRE, le duc DE COIGNY, le duc D'HARCOURT, le comte D'HAUBERSART, le comte DE MOSBOURG, le comte PALET DE LA LOZÈRE.

pour amener le Gouvernement grec à rétablir enfin l'équilibre dans ses finances, et à servir, sur ses propres fonds, les intérêts de l'emprunt. Cet engagement a été rempli, et l'action pressante des représentants des trois Cours a produit une partie des résultats qu'on pouvait s'en promettre. Au mois de septembre dernier, la Grèce a pu payer un million de francs sur le second semestre de 1843, et, par suite, l'avance du Trésor français, pour l'acquittement de ce semestre, n'a pas dépassé la somme 193 901 francs 69 centimes, que vous trouverez inscrite au projet de loi des crédits supplémentaires pour l'exercice 1843.

Si le chiffre de 527 241 francs reparait pour le semestre actuel, ce n'est pas que le Gouvernement ait renoncé à exercer à Athènes une action si nécessaire, et déjà justifiée par le succès; mais il était impossible que le Cabinet ne tint pas compte des circonstances particulières où la Grèce se trouve depuis le 15 septembre dernier. Ce n'était pas au moment où une grande assemblée nationale était convoquée pour délibérer sur la nouvelle constitution du pays, qu'il pouvait convenir au Gouvernement du Roi d'insister sur des réclamations pécuniaires; et la Chambre s'associera sans doute, par son approbation, à ce nouveau témoignage de bienveillance et de générosité.

Mais le jour n'est pas éloigné où, dans l'intérêt de la Grèce elle-même, il faudra lui rappeler ses engagements et ses devoirs. L'œuvre de sa transformation politique avance rapidement; déjà l'assemblée nationale a voté l'acte constitution-

nel qui doit servir de base à la réorganisation du pays, et qui donne à la fois de justes garanties à l'action du pouvoir royal et au développement des libertés publiques. L'influence de ce nouveau régime ne tardera pas à se faire sentir dans les différentes parties de l'administration; elle vivifiera, nous l'espérons, tous les éléments de prospérité que possède la Grèce, et la publicité, conséquence précieuse des formes constitutionnelles, contribuera puissamment à ramener dans les finances l'économie, l'ordre et la régularité.

Votre commission, Messieurs, partage donc tous les sentiments qui ont dirigé la conduite du Cabinet; elle lui sait gré de la modération dont il a fait preuve dans une conjoncture si décisive pour l'avenir de la Grèce. Mais aujourd'hui que le Gouvernement du roi Othon entre, par la vertu même de ses institutions nouvelles, dans une voie plus régulière et plus sûre, sa première pensée doit être de chercher désormais dans le bon emploi de ses propres ressources, et non dans les sacrifices réitérés des trois Puissances garantes, l'acquittement des obligations qu'il a contractées. Tel est, Messieurs, le résultat que votre commission attend avec confiance de la loyauté du Cabinet grec et, s'il en est besoin, des efforts persévérants du nôtre.

Elle n'a pas voulu, du reste, indiquer sa préférence pour tel ou tel mode de libération. C'est au Gouvernement du Roi qu'il appartient de résoudre cette question selon les circonstances. M. le Ministre des finances vous a entretenus, dans l'ex-

posé des motifs, d'une négociation qui avait pour but d'affecter spécialement au service de l'emprunt les recettes de la douane et du timbre, et de régler le remboursement des avances au moyen d'une émission de bons du Trésor grec. Votre commission espère que la convention qui a été signée sur ces bases le 14 septembre 1843, et qui doit être aujourd'hui ratifiée, recevra sa pleine exécution. S'il en est ainsi, le Gouvernement du Roi se trouvera peut-être dispensé de revenir au système de libération dont il avait été question l'année dernière, et qui consistait à compenser en partie la créance particulière que nous avons sur la Grèce, par l'émission des dernières obligations de la troisième série. C'est de l'empressement du Cabinet d'Athènes à nous donner d'autres gages, c'est de son exactitude à remplir ses nouvelles promesses, que dépendra sans aucun doute la résolution définitive du Gouvernement du Roi au sujet de cette compensation, qui épuiserait les dernières ressources de l'emprunt, et nous ôterait tout moyen de venir désormais en aide à la Grèce.

Ces questions, au surplus, sont entièrement indépendantes du projet de loi sur lequel vous êtes appelés à délibérer. Il ne s'agit, dans ce projet, que du crédit nécessaire pour satisfaire à la garantie que nous avons contractée; la seule tâche de votre commission consistait donc à s'enquérir de la situation présente du Trésor grec, et à constater l'impossibilité où il se trouve d'acquitter le semestre qui vient d'échoir. Cette impossibilité une fois établie, il ne nous reste qu'à remplir nos

propres engagements. L'Angleterre et la Russie, liées comme nous par le traité de 1832, l'exécutent fidèlement pour leur compte; et c'est pour donner au Gouvernement du Roi les moyens de l'exécuter avec la même fidélité, que votre commission vous propose, Messieurs, l'adoption du projet de loi.



IMPRESSIONS

N° 28.

1844.

CHAMBRE DES PAIRS.

PROJET DE LOI

RELATIF

A LA POLICE DE LA CHASSE,

AMENDÉ

PAR LA CHAMBRE DES PAIRS,

ET ADOPTÉ DANS LA SÉANCE DU 29 MARS 1844.

Nota. — Voir, pour l'Exposé des motifs et le Rapport, les n° 15 et 24 des Impressions diverses; et pour la discussion, les n° 21, 22 et 23 du Procès-verbal.

CHAMBRE DES PAIRS

PROJET DE LOI

RELATIVE A LA POLICE DE LA CHASSE

PAR M. LE COMTE DE LAURENT

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CHAMBRE DES PAIRS

PROJET DE LOI

RELATIF

A LA POLICE DE LA CHASSE, AMENDÉ PAR LA CHAMBRE DES PAIRS.

SECTION PREMIÈRE.

De l'exercice du droit de chasse.

ARTICLE PREMIER.

Nul ne pourra chasser, sauf les exceptions ci-après, si la chasse n'est pas ouverte, et s'il ne lui a pas été délivré un permis de chasse par l'autorité compétente.

Nul n'aura la faculté de chasser sur la propriété d'autrui sans le consentement du propriétaire ou de ses ayants droit.

ART. 2.

Le propriétaire ou possesseur peut chasser ou faire chasser en tout temps, sans permis de chasse, dans ses possessions attenant à une habitation et entourées d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins.

ART. 3.

Les préfets détermineront, par des arrêtés publiés au moins dix jours à l'avance, l'époque de l'ouverture et celle de la clôture de la chasse, dans chaque département.

ART. 4.

Dans chaque département il est interdit de mettre en vente, de vendre, d'acheter, de transporter et de colporter du gibier pendant le temps où la chasse n'y est pas permise.

En cas d'infraction à cette disposition, le gibier sera saisi, et immédiatement livré à l'établissement de bienfaisance le plus voisin, en vertu soit d'une ordonnance du juge de paix, si la saisie a eu lieu au chef-lieu de canton, soit d'une autorisation du maire, si le juge de paix est absent, ou si la saisie a été faite dans une commune autre que celle du chef-lieu. Cette ordonnance ou cette autorisation sera délivrée sur la requête des agents ou gardes qui auront opéré la saisie, et sur la présentation du procès-verbal régulièrement dressé.

La recherche du gibier ne pourra être faite à domicile que chez les aubergistes, chez les marchands de comestibles et dans les lieux ouverts au public.

Il est interdit de prendre ou de détruire, sur le terrain d'autrui, des œufs et des couvées de faisans, de perdrix et de cailles.

ART. 5.

Les permis de chasse seront délivrés, sur l'avis du maire et du sous-préfet, par le préfet du département dans lequel celui qui en fera la demande aura sa résidence ou son domicile.

La délivrance des permis de chasse donnera lieu au paiement d'un droit de 15 fr. au profit de l'État, et de 10 fr. au profit de la commune dont le maire aura donné l'avis énoncé au paragraphe précédent.

Les permis de chasse seront personnels; ils seront valables pour tout le Royaume, et pour un an seulement.

ART. 6.

Le préfet pourra refuser le permis de chasse :

1° A tout individu majeur qui ne sera point personnellement inscrit, ou dont le père ou la mère ne serait pas inscrit au rôle des contributions;

2° A tout individu qui, par une condamnation judiciaire, a été privé de l'un ou de plusieurs des droits énumérés dans l'article 42 du Code pénal, autres que le droit de port d'armes;

3° A tout condamné à un emprisonnement de plus de six mois, pour rébellion ou violence envers les agents de l'autorité publique;

4° A tout condamné pour délit d'association illicite, de fabrication, débit, distribution de poudre, armes ou autres munitions de guerre; de menaces écrites ou de menaces verbales, avec ordre ou sous condition; d'entraves à la circulation des grains; de dévastations d'arbres ou de récoltes sur pied, de plants venus naturellement ou faits de main d'homme;

5° A ceux qui auront été condamnés pour vagabondage, mendicité, vol, escroquerie ou abus de confiance.

La faculté de refuser le permis de chasse aux condamnés dont il est question dans les paragraphes 3, 4 et 5 cessera cinq ans après l'expiration de la peine.

ART. 7.

Le permis de chasse ne sera pas délivré :

1° Aux mineurs qui n'auront pas seize ans accomplis;

2° Aux mineurs de seize à vingt et un ans, à moins que le permis ne soit demandé pour eux par leur père, mère, tuteur ou curateur, porté au rôle des contributions;

3° Aux interdits;

4° Aux gardes champêtres ou forestiers des communes et établissements publics, ainsi qu'aux gardes forestiers de l'Etat et aux gardes-pêche.

ART. 8.

Le permis de chasse ne sera pas accordé :

1° A ceux qui, par suite de condamnations, sont privés du droit de port d'armes;

2° A ceux qui n'auront pas exécuté les condamnations prononcées contre eux pour l'un des délits prévus par la présente loi;

3° A tout condamné placé sous la surveillance de la haute police.

ART. 9.

Dans le temps où la chasse est ouverte, le permis donne, à celui qui l'a obtenu, le droit de chasser de jour, à tir et à courre, sur ses propres terres, et sur les terres d'autrui avec le consentement de celui à qui le droit de chasse appartient.

Tous autres moyens de chasse, à l'exception des furets et des bourses destinées à prendre le lapin, sont formellement prohibés.

Néanmoins, les préfets des départements, sur l'avis des conseils généraux, prendront des arrêtés pour déterminer :

1° L'époque de la chasse des oiseaux de passage,

autres que la caille, et les modes et procédés de cette chasse;

2° Le temps pendant lequel il sera permis de chasser le gibier d'eau, dans les marais, sur les étangs, fleuves et rivières;

3° Les espèces d'animaux malfaisants ou nuisibles que le propriétaire, possesseur ou fermier, pourra en tout temps détruire sur ses terres, et les conditions de l'exercice de ce droit, sans préjudice du droit appartenant au propriétaire ou au fermier de repousser ou de détruire, même avec des armes à feu, les bêtes fauves qui porteraient dommage à ses propriétés.

Ils pourront prendre également des arrêtés :

1° Pour prévenir la destruction des oiseaux;

2° Pour autoriser l'emploi des chiens lévriers pour la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles;

3° Pour interdire la chasse pendant les temps de neige.

ART. 10.

Des ordonnances royales détermineront la gratification qui sera accordée aux gardes et gendarmes rédacteurs des procès-verbaux ayant pour objet de constater les délits.

SECTION II.

Des peines.

ART. 11.

Seront punis d'une amende de seize à cent francs :

1° Ceux qui auront chassé sans permis de chasse;

2° Ceux qui auront chassé sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire.

L'amende pourra être portée au double si le délit a été commis sur des terres non dépouillées de leurs fruits, ou s'il a été commis sur un terrain entouré d'une clôture continue, faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins, mais non attenant à une habitation.

Pourra ne pas être considéré comme délit de chasse le fait du passage des chiens courants sur l'héritage d'autrui, lorsque ces chiens seront à la suite d'un gibier lancé sur la propriété de leurs maîtres, sauf l'action civile, s'il y a lieu, en cas de dommage :

3° Ceux qui auront contrevenu aux arrêtés des préfets concernant les oiseaux de passage, le gibier d'eau, la chasse en temps de neige, l'emploi des chiens lévriers; ou aux arrêtés concernant la destruction des oiseaux et celle des animaux nuisibles ou malfaisants;

4° Ceux qui auront pris ou détruit, sur le terrain d'autrui, des œufs ou couvées de faisans, de perdrix ou de cailles;

5° Les fermiers de la chasse, soit dans les bois soumis au régime forestier, soit sur les propriétés dont la chasse est louée au profit des communes ou établissements publics, qui auront contrevenu aux clauses et conditions de leurs cahiers de charges relatives à la chasse.

ART. 12.

Seront punis d'une amende de cinquante à deux cents francs, et pourront en outre l'être d'un emprisonnement de six jours à deux mois :

1° Ceux qui auront chassé en temps prohibé;

2° Ceux qui auront chassé pendant la nuit, ou à l'aide d'engins et instruments prohibés, ou par d'autres moyens que ceux qui sont autorisés par l'article 9;

3° Ceux qui seront détenteurs ou ceux qui seront trouvés munis ou porteurs, hors de leur domicile, de filets, engins ou autres instruments de chasse prohibés;

4° Ceux qui, en temps où la chasse est prohibée, auront mis en vente, vendu, acheté, transporté ou colporté du gibier;

5° Ceux qui auront employé des drogues ou appâts qui sont de nature à enivrer le gibier ou à le détruire;

6° Ceux qui auront chassé avec appeaux, appelants ou chanterelles.

Les peines déterminées par le présent article pourront être portées au double contre ceux qui auront chassé pendant la nuit sur le terrain d'autrui, et par l'un des moyens spécifiés au § 2, si les chasseurs étaient munis d'une arme apparente ou cachée.

Les peines déterminées par l'article 11 et par le présent article seront toujours portées au maximum, lorsque les délits auront été commis par les gardes champêtres ou forestiers des communes, ainsi que par les gardes forestiers de l'État et des établissements publics.

ART. 13.

Celui qui aura chassé sur le terrain d'autrui, sans son consentement, si ce terrain est attenant à une maison habitée ou servant à l'habitation, et s'il est

entouré d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins, sera puni d'une amende de cinquante à trois cents francs, et pourra l'être d'un emprisonnement de six jours à trois mois.

Si le délit a été commis pendant la nuit, le délinquant sera puni d'une amende de cent francs à mille francs, et pourra l'être d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, sans préjudice, dans l'un et l'autre cas, s'il y a lieu, de plus fortes peines prononcées par le Code pénal.

ART. 14.

Les peines déterminées par les trois articles qui précèdent pourront être portées au double si le délinquant était en état de récidive, s'il était déguisé ou masqué, s'il a pris un faux nom, s'il a usé de violences envers les personnes, ou s'il a fait des menaces, sans préjudice, s'il y a lieu, de plus fortes peines prononcées par la loi.

Lorsqu'il y aura récidive dans les cas prévus en l'article 11, la peine de l'emprisonnement de six jours à trois mois pourra être appliquée si le délinquant n'a pas satisfait aux condamnations précédentes.

ART. 15.

Il y a récidive lorsque, dans les douze mois qui ont précédé l'infraction, le délinquant a été condamné en vertu de la présente loi.

ART. 16.

Tout jugement de condamnation prononcera la confiscation des filets, engins et autres instruments de

chasse. Il ordonnera, en outre, la destruction des instruments de chasse prohibés.

Il prononcera également la confiscation des armes, excepté dans le cas où le délit aura été commis par un individu muni d'un permis de chasse dans le temps où la chasse est autorisée.

Si les armes, filets, engins ou autres instruments de chasse n'ont pas été saisis, le délinquant sera condamné à les représenter ou à en payer la valeur suivant la fixation qui en sera faite par le jugement, sans qu'elle puisse être au-dessous de 50 francs.

Les armes, engins ou autres instruments de chasse, abandonnés par les délinquants restés inconnus, seront saisis et déposés au greffe du tribunal compétent. La confiscation, et, s'il y a lieu, la destruction, en seront ordonnées sur le vu du procès-verbal.

Dans tous les cas, la quotité des dommages-intérêts est laissée à l'appréciation des tribunaux.

ART. 17.

En cas de conviction de plusieurs délits prévus par la présente loi, par le Code pénal ordinaire ou par les lois spéciales, la peine la plus forte sera seule prononcée.

Les peines encourues pour des faits postérieurs à la déclaration du procès-verbal de contravention pourront être cumulées, s'il y a lieu, sans préjudice des peines de la récidive.

ART. 18.

En cas de condamnation pour délits prévus par la présente loi, les tribunaux pourront priver le délinquant du droit d'obtenir un permis de chasse pour un temps qui n'excédera pas cinq ans.

ART. 19.

La gratification mentionnée en l'article 10 sera prélevée sur le produit des amendes.

Le surplus desdites amendes sera attribué aux communes sur le territoire desquelles les infractions auront été commises.

ART. 20.

L'article 463 du Code pénal ne sera pas applicable aux délits prévus par la présente loi.

SECTION III.

De la poursuite et du jugement.

ART. 21.

Les délits prévus par la présente loi seront prouvés, soit par procès-verbaux ou rapports, soit par témoins, à défaut de rapports et procès-verbaux, ou à leur appui.

ART. 22.

Les procès-verbaux des maires et adjoints, commissaires de police, officier, maréchal des logis ou brigadier de gendarmerie, gendarmes, gardes forestiers, gardes-pêche, gardes champêtres, ou gardes assermentés des particuliers, feront foi jusqu'à preuve contraire.

ART. 23.

Les procès-verbaux des employés des contributions indirectes et des octrois feront également foi jusqu'à preuve contraire, lorsque, dans la limite de leurs attributions respectives, ces agents rechercheront et

constateront les délits prévus par le paragraphe 1^{er} de l'article 4.

ART. 24.

Dans les vingt-quatre heures du délit, les procès-verbaux des gardes seront, à peine de nullité, affirmés par les rédacteurs devant le juge de paix ou l'un de ses suppléants, ou devant le maire ou l'adjoint, soit de la commune de leur résidence, soit de celle où le délit aura été commis.

ART. 25.

Les délinquants ne pourront être saisis ni désarmés; néanmoins s'ils sont déguisés ou masqués, s'ils refusent de faire connaître leurs noms, ou s'ils n'ont pas de domicile connu, ils seront conduits immédiatement devant le maire ou le juge de paix, lequel s'assurera de leur individualité.

ART. 26.

Tous les délits prévus par la présente loi seront poursuivis d'office par le ministère public, sans préjudice du droit conféré aux parties lésées, par l'article 182 du Code d'instruction criminelle.

Néanmoins, dans le cas de chasse sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire, la poursuite d'office ne pourra être exercée par le ministère public, sans une plainte de la partie intéressée, qu'autant que le délit aura été commis dans un terrain clos, suivant les termes de l'article 2, et attenant à une habitation, ou sur des terres non encore dépouillées de leurs fruits.

ART. 27.

Ceux qui auront commis conjointement les délits de chasse, seront condamnés solidairement aux amendes, dommages-intérêts et frais.

ART. 28.

Le père, la mère, le tuteur, les maîtres et commettants, sont civilement responsables des délits de chasse commis par leurs enfants mineurs non mariés, pupilles demeurant avec eux, domestiques ou préposés, sauf tout recours de droit.

Cette responsabilité sera réglée conformément à l'article 1384 du Code civil, et ne s'appliquera qu'aux dommages-intérêts et frais, sans pouvoir toutefois donner lieu à la contrainte par corps.

ART. 29.

Toute action relative aux délits prévus par la présente loi sera prescrite par le laps de trois mois, à compter du jour du délit.

SECTION IV.

Dispositions générales.

ART. 30.

Les dispositions de la présente loi relatives à l'exercice du droit de chasse ne sont pas applicables aux propriétés de la Couronne. Ceux qui commettraient des délits de chasse dans ces propriétés seront poursuivis et punis conformément aux sections II et III.

ART. 31.

Le décret du 4 mai 1812 et la loi du 30 avril 1790 sont abrogés.

Sont et demeurent également abrogés les lois, arrêtés, décrets et ordonnances intervenus sur les matières réglées par la présente loi, en tout ce qui est contraire à ses dispositions.

CHAMBRE DES PAIRS.

SESSIONS

N° 29.

1844.

Séance du 8 avril 1844.

PROJET DE LOI

RELATIF

AU RECRUTEMENT DE L'ARMÉE;

Avec l'Exposé des motifs par le Ministre de la guerre,
Président du conseil des Ministres.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi dont la teneur suit, voté par la Chambre des Députés dans sa séance du 27 mars dernier, avec les amendements acceptés par nous, sera présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs par notre Ministre secrétaire d'État de la guerre, Président du conseil, que nous chargeons d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion, ainsi que MM. le lieutenant-général comte Du Rocheret, conseiller d'État, et Mahérault, maître des requêtes.

TITRE PREMIER.

Dispositions générales.

ARTICLE PREMIER.

L'armée se recrute par des appels et des engagements volontaires, conformément aux règles prescrites ci-après , titres II et III.

ART. 2.

Nul ne sera admis dans les troupes françaises s'il n'est Français.

Sont exclus du service militaire, et ne pourront, à aucun titre , servir dans l'armée :

1° Les individus qui ont été condamnés à une peine afflictive ou infamante ;

2° Ceux qui , ayant été condamnés à une peine correctionnelle de deux ans d'emprisonnement et au-dessus , ont , en outre , été placés , par le jugement de condamnation , sous la surveillance de la haute police, ou interdits, en tout ou en partie, des droits civiques, civils ou de famille.

ART. 3.

L'armée se compose , dans les proportions qui résultent des lois annuelles de finances et du contingent :

1° De l'effectif entretenu sous les drapeaux ;

2° Des hommes en réserve dans leurs foyers.

TITRE II.

Des appels.

SECTION PREMIÈRE.

De la répartition.

ART. 4.

La répartition entre les départements du nombre d'hommes à fournir en vertu de la loi annuelle du contingent, pour les troupes de terre et de mer, sera faite par une ordonnance royale, proportionnellement au nombre des jeunes gens inscrits sur les listes du tirage de la classe appelée. Cette ordonnance sera insérée au *Bulletin des lois*.

Si, par suite de circonstances extraordinaires, le nombre des jeunes gens inscrits sur les listes du tirage de quelques cantons ou départements, ne peut être connu dans le délai qui aura été déterminé par une ordonnance du Roi, ce nombre sera remplacé, pour les cantons ou départements en retard, par la moyenne des jeunes gens inscrits sur les listes de tirage des dix classes précédentes.

La sous-répartition du contingent assigné à chaque département aura lieu entre les cantons, proportionnellement au nombre des jeunes gens inscrits sur la liste du tirage de chaque canton.

Elle sera faite par le préfet en conseil de préfecture, et rendue publique par voie d'affiches.

Dans le cas où les listes de tirage de quelques cantons ne seraient pas parvenues en temps utile au préfet, il sera procédé pour la sous-répartition,

à l'égard des cantons en retard , de la manière indiquée au deuxième paragraphe du présent article.

SECTION II.

Du tirage au sort.

ART. 5.

Le contingent assigné à chaque canton sera fourni par un tirage au sort entre les jeunes Français qui auront leur domicile légal dans le canton, et qui auront atteint l'âge de vingt ans dans le courant de l'année précédente.

Les individus nés en France de parents étrangers, et admis à jouir du bénéfice de l'article 9 du Code civil, concourront, dans les cantons où ils seront domiciliés, au tirage qui suivra l'accomplissement des formalités prescrites par ledit article.

Les individus nés en pays étrangers d'un Français qui aurait perdu la qualité de Français, et admis à recouvrer cette qualité en vertu de l'article 10 du Code civil, concourront également au tirage qui suivra l'accomplissement des mêmes formalités, à moins qu'ils n'aient trente ans révolus au moment du tirage.

ART. 6.

Seront considérés comme légalement domiciliés dans le canton :

1° Les jeunes gens, même émancipés, engagés, établis au dehors, expatriés, absents ou en état d'emprisonnement, si d'ailleurs leurs père, mère

ou tuteur ont leur domicile dans une des communes du canton, ou si leur père expatrié avait son domicile dans une desdites communes ;

2° Les jeunes gens mariés dont le père, ou la mère à défaut de père, sont domiciliés dans le canton, à moins qu'ils ne justifient de leur domicile réel dans un autre canton ;

3° Les jeunes gens mariés et domiciliés dans le canton, alors même que leur père ou leur mère n'y seraient pas domiciliés ;

4° Les jeunes gens nés et résidant dans le canton, qui n'auraient ni leur père, ni leur mère, ni tuteur ;

5° Les jeunes gens résidant dans le canton, qui ne seraient dans aucun des cas précédents, et qui ne justifieraient pas de leur inscription dans un autre canton.

ART. 7.

Seront, d'après la notoriété publique, considérés comme ayant l'âge requis pour le tirage, les jeunes gens qui ne pourront produire, ou n'auront pas produit, avant le tirage, un extrait des registres de l'état civil constatant un âge différent, ou qui, à défaut de registres, ne pourront prouver ou n'auront pas prouvé leur âge, conformément à l'article 46 du Code civil.

ART. 8.

Les tableaux de recensement des jeunes gens du canton soumis au tirage d'après les règles précédentes, seront dressés par les maires :

1° Sur la déclaration à laquelle seront tenus les jeunes gens, leurs parents ou tuteurs ;

2° D'office, d'après les registres de l'état civil et tous autres documents ou renseignements.

Ils seront ensuite publiés et affichés dans chaque commune, et dans les formes prescrites par les articles 63 et 64 du Code civil.

Un avis publié dans les mêmes formes, indiquera les lieu, jour et heure où il sera procédé à l'examen desdits tableaux, et à la désignation, par le sort, du contingent cantonal.

ART. 9.

Si dans les tableaux de recensement ou les tirages des années précédentes, des jeunes gens ont été omis, ils seront inscrits sur les tableaux de recensement de la classe qui sera appelée après la découverte de l'omission, à moins qu'ils n'aient trente ans accomplis à l'époque de la clôture de ces tableaux.

ART. 10.

Dans les cantons composés de plusieurs communes, l'examen des tableaux de recensement et le tirage au sort auront lieu au chef-lieu de canton, en séance publique, devant le sous-préfet, assisté des maires du canton. Dans les communes qui forment un ou plusieurs cantons, le sous-préfet sera assisté du maire et de ses adjoints.

Le tableau sera lu à haute voix. Les jeunes gens, leurs parents ou ayants cause, seront entendus dans leurs observations. Le sous-préfet statuera

après avoir pris l'avis des maires. Le tableau rectifié, s'il y a lieu, et définitivement arrêté, sera revêtu de leurs signatures.

Dans les cantons composés de plusieurs communes, l'ordre dans lequel elles seront appelées pour le tirage sera, chaque fois, indiqué par le sort.

ART. 11.

Le sous-préfet inscrira, en tête de la liste du tirage, les noms des jeunes gens qui se trouveront dans les cas prévus par l'avant-dernier paragraphe de l'article 45 ci-après, ainsi que ceux des omis qui auront accompli leur vingt-quatrième année.

Les premiers numéros leur seront attribués de droit : ces numéros seront, en conséquence, extraits avant l'opération du tirage.

ART. 12.

Avant de commencer l'opération du tirage, le sous-préfet comptera publiquement les numéros et les déposera dans l'urne, après s'être assuré que leur nombre est égal à celui des jeunes gens appelés à y concourir ; il en fera la déclaration à haute voix.

Aussitôt après, chacun des jeunes gens appelés dans l'ordre du tableau, prendra dans l'urne un numéro, qui sera immédiatement proclamé et inscrit. Les parents des absents, ou, à leur défaut, le maire de leur commune, tireront à leur place.

L'opération du tirage achevée sera définitive, elle ne pourra, sous aucun prétexte, être recom-

mencée, et chacun gardera le numéro qu'il aura tiré, ou qu'on aura tiré pour lui.

La liste par ordre de numéros sera dressée à mesure que les numéros seront tirés de l'urne. Il y sera fait mention des cas et des motifs d'exemption ou de dispense, que les jeunes gens, ou leurs parents, ou les maires des communes, se proposeront de faire valoir devant le conseil de révision, dont il sera parlé ci-après. Le sous-préfet y ajoutera ses observations.

La liste du tirage sera ensuite lue, arrêtée et signée de la même manière que les tableaux de recensement, et annexée avec lesdits tableaux au procès-verbal des opérations. Elle sera publiée et affichée dans chaque commune du canton.

ART. 13.

Seront exemptés et remplacés, dans l'ordre des numéros subséquents, les jeunes gens que leur numéro désignera pour faire partie du contingent, et qui se trouveront dans un des cas suivants :

1° Ceux qui n'auront pas la taille d'un mètre cinquante-six centimètres ;

2° Ceux que leurs infirmités rendent impropres au service : cette exemption sera appliquée de préférence à toute autre, à moins que le jeune homme appelé ne déclare y renoncer ;

3° L'ainé d'orphelins de père et de mère ;

4° Le fils unique ou l'ainé des fils, ou, à défaut de fils ou de gendre, le petit-fils unique ou l'ainé des petits-fils d'une femme actuellement veuve,

ou d'un père aveugle ou entré dans sa soixante-dixième année.

Dans les cas prévus par les paragraphes ci-dessus, 3° et 4°, le frère puîné jouira de l'exemption, si le frère aîné est aveugle, ou atteint de toute autre infirmité incurable qui le rende impotent.

5° Le plus âgé des deux frères appelés à faire partie du même tirage, et désignés tous deux par le sort, si le plus jeune est reconnu propre au service ;

6° Celui dont un frère sera sous les drapeaux ou en réserve, comme appelé, engagé volontaire ou rengagé ;

7° Celui dont un frère sera mort sous les drapeaux, aura été réformé ou admis à la retraite, soit pour blessures reçues dans un service commandé, soit pour infirmités contractées dans les armées de terre ou de mer.

Dans les cas prévus aux paragraphes 6° et 7° ci-dessus, l'exemption sera accordée dans la même famille autant de fois que les mêmes droits s'y reproduiront.

Seront comptées néanmoins en déduction desdites exemptions, les exemptions déjà accordées aux frères vivants, en vertu du présent article, à tout autre titre que celui d'infirmité.

Le jeune homme omis qui ne se sera pas présenté par lui ou ses ayants cause, pour concourir au tirage de la classe à laquelle il appartenait, ne pourra réclamer le bénéfice des exemptions indiquées par les paragraphes 3°, 4°, 5°, 6° et 7° du présent article, si les causes de ces exemptions ne sont sur-

venues que postérieurement à la clôture des listes du contingent de sa classe.

ART. 14.

Seront considérés comme ayant satisfait à l'appel, et comptés numériquement, sous le titre de dispensés, dans le contingent à former, les jeunes gens désignés par leur numéro pour faire partie dudit contingent, qui se trouveront dans l'un des cas suivants :

1° Ceux qui seraient déjà liés au service, dans les armées de terre ou de mer, en vertu d'un engagement volontaire, d'un brevet ou d'une commission ;

2° Les jeunes marins portés sur les registres matricules de l'inscription maritime, conformément aux règles prescrites par les articles 1, 2, 3, 4 et 5 de la loi du 25 octobre 1795 (3 brumaire an 4), et les charpentiers de navire, perceurs, voiliers et calfats immatriculés conformément à l'article 44 de ladite loi ;

Les ouvriers mécaniciens employés dans les arsenaux de la marine, aux ateliers des machines à vapeur, et qui, s'ils ne sont pas inscrits comme marins, se seront soumis aux conditions déterminées par une ordonnance royale.

Les charpentiers, perceurs, voiliers, calfats, et les mécaniciens, ne seront dispensés qu'autant qu'ils s'engageront à servir, en leur qualité, sur les bâtiments de l'Etat, quand ils en seront requis.

3° Les élèves de l'École polytechnique et ceux de l'école dite de Jeunes de langues, à condition

qu'ils passeront, soit dans ladite école, soit dans les services publics, un temps égal à celui qui est fixé par la présente loi pour le service militaire;

4° Les membres de l'instruction publique et les élèves de l'École normale centrale de Paris, dont l'engagement de se vouer pendant dix ans à la carrière de l'enseignement aura été accepté par le conseil royal de l'Université, avant l'époque déterminée par le tirage au sort;

5° Les professeurs des institutions royales des Sourds-Muets, aux mêmes conditions que les membres de l'instruction publique;

6° Les élèves des grands séminaires, régulièrement autorisés à continuer leurs études ecclésiastiques; les élèves des écoles secondaires ecclésiastiques désignés par les archevêques ou par les évêques, et qui auront été portés pendant trois ans sur les listes générales transmises annuellement, à cet effet, au Ministre des cultes; les jeunes gens autorisés à continuer leurs études pour se vouer au ministère dans les autres cultes salariés par l'Etat, sous la condition qu'ils seront assujettis au service militaire pendant tout le temps fixé par l'article 33 ci-après, s'ils cessent de suivre la carrière en vue de laquelle ils auront été comptés numériquement dans le contingent, ou si, à vingt-six ans, les premiers ne sont pas entrés dans les ordres majeurs, et les seconds n'ont pas reçu la consécration. Ceux qui auront perdu le bénéfice de la dispense prévue au présent paragraphe ne pourront néanmoins être retenus au service que jusqu'à l'âge de trente ans révolus.

7° Les jeunes gens qui auront remporté les grands prix de l'Institut ou de l'Université.

Lorsque les jeunes gens désignés aux paragraphes 1°, 2°, 3°, 4°, 5° et 6° du présent article cesseront d'être dans l'une des positions indiquées audit article, avant d'avoir accompli les conditions qu'il leur impose, ils seront tenus :

1° D'en faire la déclaration au maire de leur commune dans l'année où ils auront cessé leurs services, fonctions ou études, et de retirer expédition de leur déclaration ;

2° D'accomplir le temps de service prescrit par la présente loi.

Faute par eux de faire la déclaration ci-dessus, et de la soumettre au visa du préfet du département dans le délai d'un mois, ils seront passibles des peines prononcées par le premier paragraphe de l'article 45 de la présente loi.

Ils seront rétablis comme disponibles dans le contingent de leur classe. Le temps écoulé depuis la cessation de leurs services, fonctions ou études, jusqu'au moment de la déclaration, ne comptera pas dans les années de service exigées par la présente loi.

SECTION III.

Du conseil de révision.

ART. 15.

Les opérations du recrutement seront revues, les réclamations auxquelles ces opérations auraient pu donner lieu seront entendues, et les

causes d'exemption et de dispense seront jugées, en séance publique, par un conseil de révision, composé :

Du préfet, président, ou, à son défaut, du conseiller de préfecture qu'il aura délégué ;

D'un conseiller de préfecture ;

D'un membre du conseil général du département ;

D'un membre du conseil de l'arrondissement, tous trois à la désignation du préfet ;

D'un officier-général ou d'un officier supérieur.

Un membre de l'intendance militaire assistera aux opérations du conseil de révision ; il sera entendu toutes les fois qu'il le demandera, et pourra faire consigner ses observations au registre des délibérations.

Le conseil de révision ne pourra procéder à ses opérations si quatre au moins de ses membres ne sont présents. En cas de partage égal des voix, celle du président sera prépondérante.

Ce conseil se transportera dans les divers cantons ; toutefois, suivant les localités, les opérations du conseil se feront dans le même lieu pour plusieurs cantons, si le préfet le juge nécessaire.

Le sous-préfet, ou le fonctionnaire par lequel il aurait été suppléé pour les opérations du tirage, assistera aux séances que le conseil de révision tiendra dans l'étendue de son arrondissement.

Il y aura voix consultative.

Les maires des communes auxquelles appartiendront les jeunes gens appelés devant le con-

seil de révision , assisteront aux séances et seront entendus toutes les fois qu'ils le demanderont.

ART. 16.

Hors les cas prévus par les articles 19, 20 et 45 de la présente loi , les décisions des conseils de révision seront définitives.

Elles pourront néanmoins être attaquées devant le conseil d'État, pour incompétence ou excès de pouvoir.

Elles pourront aussi être attaquées pour violation de la loi, mais par le Ministre seulement, et dans l'intérêt de la loi.

Toutefois, l'annulation profitera aux parties lésées.

ART. 17.

Les jeunes gens qui, d'après leurs numéros, pourront être appelés à faire partie du contingent seront convoqués, examinés et entendus par le conseil de révision.

Sur l'ordre du président, ils seront visités par des médecins ou chirurgiens qui constateront leur aptitude au service militaire, et donneront leur avis motivé dans le cas d'exemption pour infirmités.

Si les jeunes gens ne se rendent point à la convocation, ou s'ils ne se font pas représenter, ou s'ils n'obtiennent pas un délai, il sera procédé comme s'ils étaient présents.

Les cas d'exemption autres que ceux pour infirmités et pour défaut de taille, et les cas de dispense,

seront jugés sur la production de documents authentiques, ou, à défaut de documents, sur des certificats signés de trois pères de famille domiciliés dans le même canton, dont les fils sont soumis à l'appel ou ont été appelés, et sont sous les drapeaux. Ces certificats devront, en outre, être signés et approuvés par le maire de la commune du réclamant.

ART. 18.

Le conseil de révision statuera également sur les demandes de substitutions de numéros, et sur celles de remplacement.

ART. 19.

Lorsque les jeunes gens désignés par leurs numéros pour faire partie du contingent cantonal auront fait des réclamations dont l'admission ou le rejet dépendra de la décision à intervenir sur des questions judiciaires relatives à leur état ou à leurs droits civils, des jeunes gens en pareil nombre, suivant l'ordre du tirage, seront désignés pour suppléer ces réclamants, s'il y a lieu. Ils ne seront définitivement compris dans le contingent que dans le cas où, par l'effet des décisions judiciaires, les réclamants seraient libérés.

Ces questions seront jugées contradictoirement avec le préfet, à la requête de la partie la plus diligente.

Les tribunaux statueront sans délai, le ministère public entendu, sauf appel.

ART. 20.

La disposition du premier paragraphe de l'article précédent sera appliquée lorsque, aux termes de l'article 48 ci-après, des jeunes gens auront été déférés aux tribunaux comme prévenus de s'être rendus impropres au service, ou lorsque le conseil de révision aura accordé un délai, soit pour production de pièces justificatives, soit pour motif d'absence. Ce délai ne pourra excéder vingt jours. Il ne donnera ouverture, en aucun cas, à des droits qui ne seraient pas déjà acquis au moment où il aura été accordé.

ART. 21.

Après que le conseil de révision aura statué sur les cas d'exemption et ceux de dispense, ainsi que sur toutes les réclamations auxquelles les opérations du recrutement auront pu donner lieu, la liste du contingent de chaque canton sera définitivement arrêtée et signée par le conseil de révision, et les noms inscrits seront proclamés.

Les jeunes gens qui, aux termes des articles 19 et 20, sont appelés à défaut d'autres, ne seront inscrits sur la liste du contingent que conditionnellement, et sous la réserve de leurs droits.

Le conseil déclarera ensuite que les jeunes gens qui ne sont pas inscrits sur cette liste sont définitivement libérés. Cette déclaration, avec l'indication du dernier numéro compris dans le contingent cantonal, sera publiée et affichée dans chaque commune du canton.

Dès que les délais accordés en vertu de l'article 20

seront expirés; ou que les tribunaux auront statué en exécution des articles 19 et 48, le conseil prononcera de la même manière la libération des réclamants, ou des jeunes gens conditionnellement désignés pour les suppléer.

Le conseil de révision pourra statuer ultérieurement sur les demandes de substitution et de remplacement.

La réunion de toutes les listes du contingent de chaque canton d'un même département, formera la liste du contingent départemental.

SECTION IV.

De la Substitution et du Remplacement.

ART. 22.

Jusqu'au jour de la clôture de la liste du contingent départemental, les substitutions de numéros sur la liste cantonale pourront avoir lieu, si celui qui se présente à la place de l'appelé est reconnu propre au service par le conseil de révision.

Le substitué ne sera responsable de celui qui aura été admis à sa place, que dans les cas prévus par l'article 50.

ART. 23.

Les jeunes gens compris définitivement dans le contingent cantonal pourront se faire remplacer.

Le remplacement ne pourra avoir lieu qu'aux conditions suivantes :

Le remplaçant devra :

1° Être libéré de tout service et de toutes les

obligations imposées, soit par la présente loi, soit par celle du 25 octobre 1795 sur l'inscription maritime. Toutefois, les militaires qui seront entrés dans la dernière année de leur service, pourront être admis comme remplaçants, sous la condition qu'ils accompliront le temps qui leur restera à faire, indépendamment de celui auquel ils seront tenus par leur acte de remplacement;

2° Être âgé de vingt à trente ans au plus, ou de vingt à trente-cinq ans s'il est ou a été militaire, ou de dix-huit à trente ans s'il est frère du remplacé;

3° N'être ni marié, ni veuf avec enfants;

4° Avoir au moins la taille d'un mètre cinquante-six centimètres, et réunir les autres qualités requises pour faire un bon service;

5° N'avoir été ni réformé du service militaire, ni exempté en vertu du paragraphe 2° de l'article 13 de la présente loi;

6° Suivant sa position, être porteur des certificats spécifiés aux articles ci-après.

ART. 24.

Le remplaçant produira un certificat délivré par le maire de la commune de son dernier domicile. Si le remplaçant ne compte pas au moins une année de séjour dans cette commune, il sera tenu d'en produire également un autre du maire de la commune ou des maires des communes où il aura été domicilié pendant le cours de cette année.

Le certificat ne sera valable qu'autant qu'il aura été revêtu de l'approbation du sous-préfet. Il devra

en outre être visé par le préfet, s'il doit en être fait usage hors du département.

Il devra contenir le signalement du remplaçant, énoncer la durée du temps pendant lequel il a été domicilié dans chacune des communes qu'il a habitées pendant la dernière année, et attester :

1° Qu'il est de bonnes vie et mœurs;

2° Qu'il jouit de ses droits civils;

3° Qu'il n'a jamais été condamné à l'une des peines énoncées en l'article 2 de la présente loi, ni à une peine correctionnelle, pour vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs.

Dans le cas où le maire de la commune ne connaîtrait pas l'individu qui ferait la demande de ce certificat, il devra constater légalement l'identité, et recueillir les preuves et témoignages nécessaires pour arriver à la connaissance de la vérité.

Si le remplaçant n'est pas domicilié dans le lieu de sa naissance, il produira, en outre, un certificat du maire de la commune où il est né, constatant également les circonstances spécifiées aux paragraphes 2° et 3° ci-dessus.

ART. 25.

Si le remplaçant a été militaire, ou s'il est en réserve après avoir servi, outre le certificat du maire, il devra produire un certificat de bonne conduite du corps dans lequel il aura servi.

Dans le cas où il serait encore sous les drapeaux, il n'aura d'autre pièce à produire qu'un certificat d'acceptation délivré par le corps dont il fait partie;

il ne sera pas tenu de se présenter devant le conseil de révision.

ART. 26.

Aucun contrat de substitution ou de remplacement ne sera valable s'il n'est passé par-devant notaire; toutes contre-lettres sont interdites à peine de nullité.

Lorsque la substitution ou le remplacement aura lieu à titre onéreux, si le prix stipulé est payable en numéraire et au comptant, le substitué ou le remplacé ne sera valablement libéré qu'après avoir déposé la somme convenue dans une caisse publique.

S'il a été accordé des délais pour le paiement du prix, la grosse de l'acte sera déposée dans la même caisse, et le substitué ou remplacé ne sera valablement libéré qu'après y avoir versé, aux diverses échéances, le montant des sommes convenues.

Le prix de la substitution ou du remplacement ne pourra pas être stipulé autrement qu'en numéraire.

ART. 27.

Un règlement d'administration publique déterminera :

- 1° La caisse où se fera le dépôt;
- 2° Les conditions et les formalités, ainsi que les époques de la remise, en tout ou en partie, du prix stipulé au substituant ou remplaçant;
- 3° Les mesures nécessaires pour amener, soit l'exécution des contrats qui donnent des délais pour le paiement, soit l'entier accomplissement

des conventions qui auraient pu être stipulées dans les contrats ;

4° La quotité du droit et des honoraires dus aux notaires pour la rédaction et la réception de ces actes.

ART. 28.

Aucun paiement ne pourra valablement être fait entre les mains du substituant ou remplaçant, aucune opposition, aucun transport ou cession ne pourront être reçus par la caisse, contrairement aux dispositions de ce règlement.

ART. 29.

Le remplaçant sera admis par le conseil de révision du département dans lequel le remplacé a concouru au tirage.

ART. 30.

Les actes de substitution et ceux de remplacement seront reçus, dans les formes prescrites pour les actes administratifs, par le préfet du département dans lequel le substituant ou le remplaçant aura été admis.

Après la clôture de la liste du contingent départemental, aucun remplaçant ne pourra être admis qu'à la condition d'avoir la taille exigée pour l'arme à laquelle le remplacé a été assigné.

Aucun acte de remplacement ne sera reçu par le préfet dans les deux jours qui précéderont l'époque fixée pour le départ du contingent.

Passé cette époque, les remplaçants ne pourront plus être admis que par les conseils d'admi-

nistration des corps. Une ordonnance du Roi, insérée au *Bulletin des lois*, réglera les formes et les conditions de cette admission.

ART. 31.

Le remplacé sera responsable de son remplaçant :

1° Pour les cas prévus par l'article 50, pendant tout le temps de service imposé à la classe dont il fait partie ;

2° Pour le cas d'insoumission ou de désertion du remplaçant pendant une année, à compter du jour où l'acte aura été passé. Toutefois, le remplacé ne sera tenu de marcher, ou de fournir un autre remplaçant, qu'à l'expiration de l'année de responsabilité, et que si, à cette époque, le remplaçant n'est pas sous les drapeaux ou en état d'arrestation.

Le remplacé ne sera soumis à aucune responsabilité, si, au moment du remplacement, son remplaçant était sous les drapeaux.

Il en sera de même si son remplaçant est réformé ou s'il meurt, soit sous les drapeaux, soit dans la réserve.

Lorsque, par l'effet de l'insoumission ou de la désertion de son remplaçant, le remplacé aura été mis dans l'obligation de marcher en personne ou de fournir un autre remplaçant, l'acte du premier remplacement sera nul de plein droit, et le premier remplaçant sera libéré, sans préjudice des peines qu'il aura encourues, et des dommages-intérêts dus au remplacé.

SECTION V.

Du Service militaire.

ART. 32.

Les jeunes gens définitivement compris dans le contingent, ou ceux qui ont été admis à les remplacer, seront immédiatement répartis entre les corps de l'armée.

Ces jeunes soldats seront mis en activité en vertu d'ordonnances royales, et d'après l'ordre de leurs numéros, selon l'arme qui leur aura été assignée.

Lorsque le contingent ne pourra être appelé en totalité sous les drapeaux, les jeunes soldats laissés dans leurs foyers seront assimilés aux militaires en congé illimité.

ART. 33.

La durée du service des jeunes soldats appelés sera de sept ans, qui compteront du 1^{er} juillet de l'année dans laquelle ils auront été inscrits sur les registres matricules des corps de l'armée.

En temps de paix, les militaires qui auront achevé leur temps de service recevront leur congé de libération le 30 juin de chaque année.

En temps de guerre, à moins qu'une loi spéciale n'en décide autrement, ils le recevront à l'arrivée du contingent destiné à les remplacer dans les divisions de l'armée, ou dans les corps auxquels ils appartiennent.

ART. 34.

Les militaires qui, avant d'avoir droit à un

congé définitif, cesseront de faire partie de l'effectif soldé, recevront des congés illimités pour rester en réserve, et former, avec les jeunes soldats laissés dans leurs foyers, le complément de l'armée.

Le nombre et la répartition de ces congés entre les corps de l'armée seront déterminés par le Ministre de la guerre, selon les nécessités du service.

Ils seront délivrés, dans chaque corps ou fraction de corps, en commençant par les militaires de la classe la plus ancienne sous les drapeaux. Toutefois, ceux qui feront connaître l'intention de ne pas en profiter pourront être autorisés à rester au corps.

ART. 35.

Les hommes en réserve pourront être soumis à des appels qui seront déterminés par le Ministre de la guerre.

Ils pourront être appelés sous les drapeaux par ordonnances royales, d'après l'ordre des classes, en commençant par la moins ancienne.

ART. 36.

Des substitutions pourront avoir lieu entre les militaires envoyés en congé illimité et ceux qui doivent rester sous les drapeaux. Dans ce cas, les premiers achèveront le temps de service dû par les seconds, et ceux-ci accompliront, dans la réserve, le temps de service que devaient y faire les premiers.

ART. 37.

Les dispositions des articles 26, 27 et 28 ci-

dessus seront applicables aux substitutions autorisées par l'article précédent. Une ordonnance du Roi, insérée au *Bulletin des lois*, déterminera les autres conditions et les formes de ces substitutions.

TITRE III.

De l'Engagement et du Rengagement.

SECTION PREMIÈRE.

De l'Engagement.

ART. 38.

Il n'y aura dans les troupes françaises ni prime en argent ni prix quelconque d'engagement.

ART. 39.

Tout Français sera reçu à contracter un engagement volontaire aux conditions suivantes :

L'engagé volontaire devra :

1° S'il entre dans l'armée de terre, avoir dix-huit ans accomplis, et au moins la taille d'un mètre cinquante-six centimètres ;

2° S'il entre dans l'armée de mer, avoir seize ans accomplis, sans être tenu d'avoir la taille prescrite par la loi ; s'il y entre à l'âge de dix-huit ans, il ne pourra être reçu qu'autant qu'il aura cette taille ;

3° Jouir de ses droits civils ;

4° N'être ni marié, ni veuf avec enfants ;

5° Être porteur de certificats délivrés dans les formes prescrites par l'article 24, et, s'il a moins de vingt ans, justifier du consentement de ses père,

mère ou tuteur. Ce dernier devra être autorisé par une délibération du conseil de famille.

Les conditions relatives, soit à l'aptitude militaire, soit à l'admissibilité dans les différents corps de l'armée, seront déterminées par ordonnance royale insérée au *Bulletin des lois*.

ART. 40.

La durée de l'engagement volontaire sera de trois ans au moins et de sept ans au plus.

Les années de l'engagement volontaire compteront dans la durée du service militaire exigée par l'article 33 ci-dessus.

Les engagements dont la durée serait inférieure à sept ans, ne donneront pas lieu à l'exemption prononcée par le paragraphe 6 de l'article 13 de la présente loi.

Hors le cas de licenciement, les engagés volontaires ne pourront être envoyés en congé sans leur consentement.

ART. 41.

Les engagements volontaires seront contractés dans les formes prescrites par les articles 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42 et 44 du Code civil, devant les maires des chefs-lieux de canton.

Le Roi désignera les fonctionnaires qui, hors des départements du Royaume, pourront, comme officiers de l'état civil ou comme appelés à les suppléer, recevoir les engagements volontaires.

Les conditions relatives à la durée des engagements seront insérées dans l'acte même.

Les autres conditions seront lues aux contrac-

tants avant la signature, et mention en sera faite à la fin de l'acte ; le tout sous peine de nullité.

ART. 42.

L'état sommaire des engagements volontaires de l'année précédente sera communiqué aux Chambres, lors de la présentation de la loi du contingent annuel.

SECTION II.

Du Rengagement.

ART. 43.

La durée des rengagements sera de deux à cinq ans.

Les rengagements ne pourront être reçus que pendant le cours de la dernière année de service due par le contractant. A l'expiration de cette année, ils donneront droit à une haute paie, pourvu que le premier service ait eu la durée prescrite par l'article 33 de la présente loi.

Les autres conditions seront déterminées par une ordonnance royale insérée au *Bulletin des lois*.

ART. 44.

Les rengagements seront contractés devant les intendants ou sous-intendants militaires, dans les formes prescrites par l'article 41, sur la preuve que le contractant peut rester ou être admis dans le corps pour lequel il se présente.

TITRE IV.

Dispositions pénales.

ART. 45.

Toutes fraudes ou manœuvres par suite desquelles un jeune homme aura été omis sur les tableaux de recensement ou sur les listes du tirage, seront déférées aux tribunaux ordinaires et punies d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Seront déférés aux mêmes tribunaux et punis de la même peine :

1° Les jeunes gens appelés qui, par suite d'un concert frauduleux, se seront abstenus de comparaître devant le conseil de révision ;

2° Les jeunes gens qui, à l'aide de fraudes ou manœuvres, se seront fait exempter par un conseil de révision, sans préjudice de peines plus graves en cas de faux.

Les auteurs ou complices, autres que les jeunes gens appelés, seront punis des mêmes peines.

Si le jeune homme omis a été condamné comme auteur ou complice de fraudes ou manœuvres, les dispositions de l'article 11 lui seront appliquées lors du premier tirage qui aura lieu après l'expiration de sa peine.

Le jeune homme indûment exempté sera rétabli sur la liste cantonale du contingent de sa classe, et le jeune soldat inscrit le dernier sur cette liste, par suite de l'exemption indûment obtenue, sera libéré.

ART. 46.

Tout appelé, tout substituant ou remplaçant au domicile duquel un ordre de route aura été régulièrement notifié, et qui ne sera pas arrivé à sa destination au jour fixé par cet ordre, sera, après un mois de délai, et hors le cas de force majeure, puni, comme insoumis, d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Ces dispositions seront applicables à tout engagé volontaire, qui, sans motifs légitimes, ne sera pas arrivé à sa destination dans le délai fixé par sa feuille de route.

En cas d'absence du domicile, et lorsque le lieu de la résidence sera inconnu, l'ordre de route sera notifié au maire de la commune dans laquelle l'appelé ou le remplacé aura concouru au tirage.

A l'égard des appelés, le délai d'un mois sera porté :

1° A quatre mois, s'ils demeurent en Algérie, dans la Grande-Bretagne, dans les pays limitrophes de la France et dans les îles voisines desdites contrées ;

2° A six mois, s'ils demeurent dans les autres pays de l'Europe ;

3° A un an, s'ils demeurent dans tout autre pays.

L'insoumis sera jugé par le conseil de guerre de la division militaire dans laquelle il aura été arrêté.

Le temps pendant lequel l'engagé volontaire, l'appelé, le substituant ou le remplaçant aura été insoumis, ne comptera pas dans les années de service exigées.

ART. 47.

Quiconque sera reconnu coupable d'avoir recélé, ou d'avoir pris à son service un insoumis, sera puni d'un emprisonnement qui ne pourra excéder six mois. Selon les circonstances, la peine pourra être réduite à une amende de 20 à 200 francs.

Quiconque sera convaincu d'avoir favorisé l'évasion d'un insoumis, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an.

La même peine sera prononcée contre ceux qui, par des manœuvres coupables, auraient empêché ou retardé le départ des jeunes soldats.

Si le délinquant est fonctionnaire public, employé du Gouvernement ou ministre d'un culte salarié par l'État, la peine pourra être portée jusqu'à deux années d'emprisonnement, et il sera, en outre, condamné à une amende qui ne pourra excéder 2 000 francs.

ART. 48.

Les jeunes gens appelés à faire partie du contingent de leur classe, qui seront prévenus de s'être rendus impropres au service militaire, soit temporairement, soit d'une manière permanente, dans le but de se soustraire aux obligations imposées par la présente loi, seront, quand même ils auraient pu invoquer d'autres causes d'exemption, déférés aux tribunaux par les conseils de révision, et, s'ils sont reconnus coupables, punis d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Seront également déférés aux tribunaux, et punis de la même peine, les jeunes gens compris dans

le contingent de leur canton, qui, dans l'intervalle de la clôture de ce contingent à leur mise en activité, se seront rendus coupables du même délit.

A l'expiration de leur peine, les uns et les autres seront mis à la disposition du Ministre de la guerre pour tout le temps du service militaire qu'ils doivent à l'État.

La peine portée au présent article sera prononcée contre les complices, indépendamment d'une amende de 200 francs à 1 000 francs qui pourra aussi être prononcée, et sans préjudice de peines plus graves, dans les cas prévus par le Code pénal. Si les complices sont des médecins, chirurgiens, officiers de santé ou pharmaciens, la durée de l'emprisonnement sera de deux mois à deux ans.

ART. 49.

Ne comptera pas pour les années de service exigées par la présente loi, le temps pendant lequel un militaire aura subi la peine de l'emprisonnement en vertu d'un jugement.

ART. 50.

Les substitutions ou remplacements effectués, soit en contravention aux dispositions de la présente loi, soit au moyen de pièces fausses ou de manœuvres frauduleuses, seront poursuivis devant les tribunaux. La condamnation emportera de plein droit la nullité de l'acte de substitution ou de remplacement. Dans ce cas, le substitué ou le remplacé sera tenu de rejoindre son corps ou de fournir un

autre substituant ou remplaçant dans le délai d'un mois, à compter de la notification de ce jugement.

Tout auteur ou complice de la substitution ou du remplacement frauduleux sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, sans préjudice de peines plus graves en cas de faux.

ART. 51.

Tout fonctionnaire ou officier public, civil ou militaire, qui, sous quelque prétexte que ce soit, aura autorisé ou admis des exemptions, dispenses ou exclusions autres que celles déterminées par la présente loi, ou qui aura donné arbitrairement une extension quelconque, soit à la durée, soit aux règles ou conditions des appels, des engagements ou des rengagements, sera coupable d'abus d'autorité, et puni des peines portées dans l'article 185 du Code pénal, sans préjudice des peines plus graves prononcées par ce Code dans les autres cas qu'il a prévus.

ART. 52.

Les médecins, chirurgiens ou officiers de santé, qui, appelés au conseil de révision, à l'effet de donner leur avis conformément à l'article 17, auront reçu des dons ou agréé des promesses pour être favorables aux jeunes gens qu'ils doivent examiner, seront punis, 1° de la dégradation civique; 2° d'une amende double de la valeur des promesses agréées ou des choses reçues, sans que ladite amende puisse être inférieure à 200 francs.

Cette peine leur sera appliquée, soit qu'au moment des dons ou promesses ils aient déjà été désignés pour assister au conseil, soit que les dons ou promesses aient été agréés dans la prévoyance des fonctions qu'ils auraient à y remplir.

Il leur est défendu, sous la même peine, de rien recevoir, même pour une exemption ou réforme justement prononcée.

ART. 53.

Dans tous les cas non prévus par les dispositions précédentes, les tribunaux civils et militaires, dans les limites de leur compétence, appliqueront les lois pénales ordinaires aux délits auxquels pourra donner lieu l'exécution du mode de recrutement déterminé par la présente loi.

Dans tous les cas où la peine d'emprisonnement est prononcée par la présente loi, les juges pourront, suivant les circonstances, user de la faculté exprimée par l'article 463 du Code pénal.

TITRE V.

Dispositions particulières.

ART. 54.

Les jeunes gens appelés au service, en exécution de la présente loi, recevront, dans le corps auquel ils seront attachés, et autant que le service militaire le permettra, l'instruction prescrite pour les écoles primaires.

ART. 55.

Nul ne sera admis, avant l'âge de trente ans accomplis, à un emploi civil ou militaire, s'il ne justifie qu'il a satisfait aux obligations imposées par la présente loi.

TITRE VI.

Dispositions transitoires.

ART. 56.

Les dispositions de la présente loi ne seront applicables qu'à partir de l'année qui suivra sa promulgation.

ART. 57.

Pendant les trois premières années qui suivront celle où la présente loi sera applicable, la dispense prononcée par l'article 14 sera accordée à ceux des élèves des écoles secondaires ecclésiastiques que les archevêques ou les évêques, en les désignant, déclareront avoir été admis et maintenus dans ces écoles depuis plus de trois ans, et dont le nom se trouvera sur les premières listes générales qui seront adressées au Ministre des cultes.

ART. 58.

Le Français dont un frère est mort ou a reçu des blessures qui le rendent incapable de servir dans l'armée, en combattant pour la défense des lois et de la liberté dans les journées de juillet 1830, jouira de l'exemption accordée par l'article 13, paragraphe 7 de la présente loi, à celui dont le frère

N° 29.

(35)

est mort en activité de service, ou a été admis à la retraite pour blessures reçues dans un service commandé.

ART. 59.

A partir de l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, toutes les dispositions des lois et décrets antérieurs, relatives au recrutement de l'armée, seront et demeureront abrogées.

FAIT à Paris, le 6 avril 1844.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

*Le Président du conseil, Ministre secrétaire
d'État de la guerre,*

Signé M^l Duc DE DALMATIE.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

La Chambre des Députés ayant introduit quelques modifications dans le projet de loi sur le recrutement de l'armée que vous aviez adopté l'année dernière (séance du 26 avril), nous venons, d'après les ordres du Roi, soumettre de nouveau ce projet à vos délibérations.

Nous devons, tout d'abord, vous faire connaître que les modifications votées par l'autre Chambre auront généralement pour résultat de fortifier les principes que vous avez admis, d'en faciliter l'application et d'en développer les justes conséquences.

Toutefois, il est un point sur lequel nous nous expliquerons plus tard, et que nous n'avons pas accepté sans quelques regrets : nous voulons parler de la disposition qui réduit la durée du service obligé de huit à sept ans. Sans doute, il eût été préférable pour l'armée de maintenir la première fixation, mais la Chambre élective a pensé qu'il en résulterait une surcharge trop forte pour la population, et nous avons dû céder devant cette grave considération.

Quoi qu'il en soit, en appliquant avec persévérance le principe salulaire de faire passer sous les

drapeaux les jeunes soldats , autant que le permettront la bonne composition de l'armée active , et les allocations budgétaires , nous pensons que le projet de loi , tel que nous vous le présentons , laisse encore les moyens de constituer les forces militaires du pays de manière à ce qu'elles puissent suffire aux nécessités , soit de la paix , soit de la guerre ; sauf à porter , selon les circonstances , les contingents annuels au chiffre indispensable pour que l'effectif général ne soit jamais au-dessous de 500 000 hommes.

Nous espérons donc que vous lui donnerez votre assentiment.

Les questions générales d'organisation qui se rattachent au recrutement ont été , dans cette enceinte , et de la part de vos commissions , l'objet de discussions si solennelles , si approfondies , qu'il serait superflu d'y revenir , et nous devons nous borner à vous signaler les modifications que le projet de loi a subies.

TITRE I^{er} du projet.

Ce Titre n'a été l'objet d'aucun amendement.

TITRE II.

La section 1^{re} , qui traite de la répartition , n'a également subi aucune modification.

Quatre articles , les 5^e , 7^e , 13^e et 14^e de la section 2^e , ont été modifiés.

Le troisième paragraphe de l'article 5 , qui devait avoir pour objet de soumettre aux obligations

de la loi du recrutement les individus naturalisés français avant l'âge de trente ans révolus, a été supprimé et remplacé par une prescription qui impose ces obligations aux individus nés en pays étranger d'un Français qui aurait perdu la qualité de Français, et admis à recouvrer cette qualité en vertu de l'article 10 du Code civil.

La disposition primitive du projet a été considérée, sinon comme inutile, au moins comme ne pouvant s'appliquer qu'à un bien petit nombre d'individus, puisque, aux termes de la constitution de l'an 8, la naturalisation ne peut *ordinairement* s'obtenir qu'après dix années de domicile, à partir de la majorité, c'est-à-dire après l'âge de trente ans, limite au delà de laquelle on cesse d'être passible du service militaire (article 9 du projet). D'un autre côté, il a paru qu'il y aurait une sorte de rétroactivité et d'injustice à atteindre les individus naturalisés, exceptionnellement, avant l'âge de trente ans, pour service ou inventions extraordinaires, etc., etc.

Quant à la prescription nouvelle, elle ne trouvera, sans doute, que rarement son application; cependant, en fait, elle comble une lacune qui existe dans la législation actuelle.

La modification qu'a éprouvée l'article 7 consiste dans la suppression du dernier paragraphe, ainsi conçu : « Ils (les jeunes gens) suivront la « chance du numéro qu'ils auront tiré. »

Cette prescription a été considérée comme tout à fait inutile, attendu qu'elle est la conséquence forcée de la disposition contenue dans l'article.

Elle avait cependant été introduite dans la loi de 1832, pour éviter que des jeunes gens ne se ménageassent deux chances de tirage ; mais nous n'avons fait aucune difficulté à sa suppression, du moment qu'il a été bien entendu que ce n'était qu'un changement de rédaction qui ne touche pas au principe.

L'article 13 n'a également subi qu'une seule modification peu importante : elle a pour objet de déterminer, dans l'intérêt des familles, et d'une manière explicite, ainsi que cela ressortait de l'esprit de la loi et des instructions publiées pour son exécution (1), que l'exemption pour infirmités (§ 2) sera appliquée de *préférence* à toute autre, à moins que le jeune homme appelé déclare y renoncer, attendu que cette sorte d'exemption ne donne pas lieu à la déduction prescrite par le 11^e paragraphe du même article 13.

Trois amendements assez importants ont été introduits dans l'article 14. Le premier a pour but (§ numéroté 2°) d'accorder, à des conditions qui seront déterminées par une ordonnance royale, la

(1) N° 44 de l'instruction ministérielle du 18 mai 1840.

« La loi devant être appliquée dans le sens le plus favorable aux intérêts des appelés, celui qui se trouve avoir, tout à la fois, des droits à l'exemption : 1° pour infirmités ; 2° pour défaut de taille ou l'un des autres cas prévus à l'article 13 de la loi, doit être exempté de préférence pour *infirmités*, attendu que cette espèce d'exemption ne donnerait pas lieu à la déduction prescrite par l'avant-dernier paragraphe de l'article 13 précité, pour le cas où un autre membre de la même famille acquerrait de nouveaux droits au bénéfice de cet article. »

dispense du service militaire aux ouvriers mécaniciens employés dans les arsenaux de la marine, aux ateliers des machines à vapeur ; le deuxième décide que les charpentiers, voiliers, mécaniciens, etc., n'auront droit à la dispense qu'autant qu'ils s'engageront à servir, en leur qualité, sur les bâtiments de l'État, quand ils en seront requis.

Évidemment, ces deux dispositions sont conformes à l'intérêt de notre marine militaire.

Le troisième amendement sur l'article 14 concerne les jeunes gens dispensés comme élèves ecclésiastiques ; la Chambre des Députés a pensé que, pour éviter les abus qui pourraient naître d'une trop grande latitude, les élèves des écoles secondaires ecclésiastiques ne devront être dispensés qu'autant qu'ils auront été portés pendant trois ans sur les listes transmises annuellement, à cet effet, au Ministre des cultes.

Vous jugerez, sans doute, comme nous, que cette garantie d'ordre et de régularité est tout à fait rationnelle.

Dans la section III du Titre II, deux articles, les 15^e et 20^e, ont encore été amendés : les maires qui assistent aux séances des conseils de révision, et qu'il est aujourd'hui loisible à ces conseils de consulter, seraient entendus toutes les fois qu'ils le demanderont (article 15, dernier §), et les jeunes gens auxquels les conseils accorderont des délais ne pourraient acquérir de nouveaux droits pendant ces délais (article 20).

Ces deux amendements contribueront certainement à assurer la bonne exécution de la loi et

l'exacte justice distributive qui doit toujours présider dans son application.

La section IV du même Titre II, qui traite de la substitution et du remplacement, a subi, dans ses articles 23, 26 et 27, des modifications qui ne manquent pas d'une certaine gravité, particulièrement en ce qui touche ces deux derniers articles.

Le paragraphe 2° de l'article 23 admettait, dès l'âge de dix-huit ans, *le beau-frère, l'oncle ou le neveu* d'un jeune soldat à le remplacer. Cette faculté, qui n'existe dans la législation actuelle que pour le frère, ainsi étendue, a paru exorbitante et de nature à aggraver les complications déjà si grandes de la loi du recrutement, et elle a été repoussée.

Un examen plus approfondi du dernier paragraphe de l'article 26 a fait reconnaître que, si on permettait que le prix de la substitution ou du remplacement fût stipulé soit *en valeurs mobilières*, soit *en valeurs immobilières*, on serait exposé à des abus qui feraient perdre le bénéfice de la disposition principale; que l'on serait obligé d'introduire dans la loi des dispositions tellement hors du droit commun et des principes ordinaires qu'elles auraient plus d'inconvénients que la latitude laissée aux parties ne leur procurerait d'avantages, enfin, qu'il en résulterait dans l'application des difficultés inextricables.

On a dit aussi, avec raison, que le prix des substitutions et remplacements est universellement stipulé en numéraire.

Telles sont les considérations qui ont déterminé

à introduire dans la loi cet usage comme règle, et à modifier en conséquence l'article 26.

Les changements effectués dans l'article 28 sont la conséquence naturelle de ceux qu'a subis l'article 26 et ont eu surtout pour objet de mettre en harmonie le premier de ces articles avec celui numéroté 27. En effet, puisque ce dernier se réfère, pour les conditions du remboursement, en tout ou en partie, du prix de la substitution ou du remplacement déposé, au règlement d'administration publique à intervenir, il était rationnel de s'en rapporter aussi au même règlement pour les oppositions ou cessions qui pourront être autorisées en certains cas.

On a donc fort sagement fait disparaître la prohibition absolue que contenait à cet égard l'article 28 précité.

Nous voici arrivé à la section v du *Service militaire*.

Nous qui avons hautement proclamé le principe de l'incorporation annuelle des contingents et qui voulons l'appliquer, autant que pourront le permettre la bonne composition de l'armée active, les circonstances et les allocations budgétaires, nous ne pouvions hésiter à accueillir l'amendement introduit dans le dernier paragraphe de l'article 32 et qui consiste dans la substitution de deux mots : lorsque le contingent ne *pourra être* appelé en totalité, au lieu de ne *sera pas* appelé, etc. En effet, cette modification tend à donner plus de force au principe que nous avons toujours soutenu.

Quant à l'amendement qui réduit la durée du

service à sept ans (article 33, § 1^{er}) à partir du 1^{er} juillet de l'année dans laquelle les jeunes gens auront été inscrits sur les registres matricules des corps de l'armée, nous ne méconnaissions pas l'avantage de cette disposition; mais nous considérons la limite de huit ans comme éminemment plus favorable à la bonne constitution de nos forces militaires, tant sous le rapport du nombre que sous celui de la qualité des hommes appelés à en faire partie, et, ainsi que nous l'avons déjà exprimé, il n'a fallu rien moins que la considération du supplément de charge que la population aurait eu à supporter, pour nous déterminer à consentir à une semblable réduction.

Un autre amendement, dont la sagesse ne saurait être contestée, a été introduit dans l'article 33 relativement à la libération, en temps de guerre, des militaires sous les drapeaux. Sans changer la règle déjà établie, il prévoit une éventualité qui intéresse, au plus haut degré, la défense même du pays, et que le législateur ne peut dès lors abandonner au hasard des circonstances. Il importe, en effet, que chacun soit prévenu à l'avance que, s'il y avait nécessité, une loi pourrait, en temps de guerre, reculer l'époque de libération réglée par l'article 33. Ce but sera atteint par l'amendement dont nous parlons.

TITRE III.

Des Engagements et Rengagements.

Le service obligé ayant été fixé à sept ans, la durée maximum de l'engagement volontaire, qui

était portée à huit ans dans l'article 40, a dû être réduite de même.

L'article 43 a également éprouvé une modification d'ordre qui était indispensable. En effet, l'article 40 ayant admis des engagements volontaires de trois à sept ans, il était nécessaire d'indiquer que la haute paie dont parle cet article 43 ne serait due qu'après l'expiration de la durée du service obligé (sept ans).

TITRE IV.

Dispositions pénales.

Pour réprimer, autant que possible, les mutilations volontaires, ce délit des lâches, un amendement introduit dans l'article 48 dispose que les jeunes gens prévenus de s'être rendus impropres au service militaire, seront déférés aux tribunaux par les conseils de révision, *quand même ils auraient pu invoquer d'autres causes d'exemptions.*

Le législateur ne saurait à cet égard se montrer trop prévoyant, trop sévère, persuadé qu'il doit être, que nos tribunaux offrent partout les garanties désirables pour que la répression ne tombe que sur les coupables.

L'article 52 relatif aux officiers de santé appelés près des conseils de révision, qui se seraient laissés corrompre, a été amendé dans le même esprit. La nouvelle pénalité que détermine le premier paragraphe de cet article, plus sévère que celle en vigueur aujourd'hui, semble mieux proportionnée à la gravité du délit qu'elle a pour but de réprimer; elle est, d'ailleurs, conforme aux règles du droit

commun relatives à l'espèce (articles 34, 35, 160, 175 du Code pénal), et auxquelles il convient d'autant mieux de se rattacher qu'il n'existe réellement ici aucune raison de s'en écarter.

TITRE V.

Dispositions particulières.

Ce Titre n'a subi aucune modification.

TITRE VI *et dernier.*

Dispositions transitoires.

Un article nouveau a été inséré dans ce Titre, sous le numéro 57, concernant les élèves des écoles secondaires ecclésiastiques.

Nécessitées par les changements introduits dans l'article 14 au sujet de ces élèves et dont nous vous avons précédemment indiqué les avantages, ces nouvelles dispositions n'en sont, au surplus, que la conséquence naturelle et ne paraissent pas susceptibles d'être contestées.

Par suite, les articles 57 et 58 du même Titre ont dû prendre les numéros 58 et 59.

Ici, Messieurs, se termine notre examen. Nous espérons que les détails dans lesquels nous venons d'entrer vous auront suffisamment mis à même d'apprécier l'ensemble et la portée des modifications introduites dans le projet que vous aviez précédemment adopté, et qui nous avait paru, comme à vous, devoir réaliser à un haut degré les amélio-

raisons qui sont réclamées depuis longtemps par l'intérêt de l'Etat, de l'armée et des familles.

Nous avons donc la confiance, ainsi que nous l'avons dit en commençant, que vous accorderez votre assentiment au projet amendé dont nous allons vous donner lecture et sur lequel, au nom des grands intérêts qu'il règle, nous vous demandons de vouloir bien délibérer le plus tôt possible.

CHAMBRE DES PAIRS.

SESSIONS

N° 30.

1844.

Séance du 8 avril 1844.

PROJET DE LOI

TENDANT à réprimer la falsification des Vins;

ADOPTÉ par la Chambre des Députés le 2 avril 1844;

ENVOYÉ à la Chambre des Pairs le 8 du même mois.

MESSAGE de la Chambre des Députés contenant envoi
de ce Projet de loi,

ARTICLE PREMIER.

Toute personne faisant le commerce des vins en gros ou en détail, même accessoirement à une autre industrie, qui aura dans ses caves, celliers, magasins ou autres parties ou dépendances de son établissement ou de son domicile, des vins de lies pressées, combinés avec des substances étrangères aux produits de la vigne, de l'eau colorée, et en général un liquide quelconque préparé et reconnu propre à fabriquer, altérer, falsifier ou mixtionner les vins, sera punie d'une amende de 100 fr.; les liquides seront saisis et répandus.

ART. 2.

Quiconque vendra des boissons altérées ou fal-

sifiées, ou en aura en sa possession, s'il fait le commerce des vins, à quelque titre que ce soit, sera puni, si ces boissons contiennent des substances nuisibles à la santé, de deux mois à deux ans de prison, et d'une amende de 200 fr. à 2 000 fr.

Si les boissons ne contiennent aucune substance nuisible à la santé, la peine sera de six jours à un mois de prison, et d'une amende de 50 fr. à 1 500 fr.

Les tribunaux pourront appliquer seulement l'une des deux peines ci-dessus établies, suivant les circonstances; les boissons altérées ou falsifiées seront, dans tous les cas, saisies et confisquées; elles seront répandues même devant le domicile du délinquant si le tribunal juge à propos de l'ordonner, et le jugement sera affiché et inséré dans un ou plusieurs des journaux du département désigné par le tribunal; le tout sans préjudice de l'application, s'il y a lieu, de l'article 423 du Code pénal.

Néanmoins, quant aux boissons saisies et confisquées qui ne seraient composées que de vins mélangés d'eau, le tribunal pourra les attribuer en tout ou en partie, dans les proportions qu'il jugera convenables, aux hospices et aux bureaux de bienfaisance, soit de son ressort, soit du domicile des condamnés.

ART. 3.

En cas de récidive dans l'espace de deux ans, la peine sera portée au maximum, tant pour l'emprisonnement que pour l'amende, et les boissons saisies devront être répandues devant l'établissement ou le domicile du contrevenant.

Dans les cas où le maximum aurait été prononcé par le premier jugement, les peines seront portées au double. La disposition du dernier paragraphe de l'article précédent sera applicable en cas de récidive.

ART. 4.

La fabrication du vinaigre et le pressurage des lies seront assujettis à la surveillance des experts des boissons, sans préjudice de celle qui est exercée par les préposés de l'octroi.

La vente et le commerce des vins sont interdits aux vinaigriers dans Paris et dans le ressort de la préfecture de police.

La contravention à cette disposition sera punie d'une amende de 500 fr. à 1 000 fr.

ART. 5.

L'exercice restreint aux bières dans l'intérieur de la ville de Paris par l'article 92 de la loi du 28 avril 1816, s'étendra à la fabrication des cidres et poirés.

En conséquence, les droits seront perçus sur les quantités fabriquées, et les fruits verts dispensés du paiement des droits à l'introduction.

ART. 6.

Des experts assermentés en justice, partout où il en sera institué, rechercheront et constateront la fabrication ou le débit des boissons altérées ou falsifiées.

Ils saisiront ces boissons, ainsi que les substances

spécifiées dans l'article 1^{er}, et dresseront procès-verbal de leurs opérations.

ART. 7.

Un règlement d'administration publique prescrira les conditions d'admission des experts, déterminera le mode et l'étendue de leurs fonctions, et fixera le nombre et le traitement de ces employés. Les conseils municipaux des communes intéressées seront toujours préalablement consultés.

ART. 8.

Les frais occasionnés par ce service seront supportés par les communes et par l'Etat, dans une proportion correspondante à celle qui existe entre les droits d'octroi et les droits perçus au profit du Trésor. Le produit des amendes sera réparti entre l'Etat et les communes dans la même proportion.

La dépense attribuée aux communes sera obligatoire.

ART. 9.

Tout individu qui voudra exercer la profession de marchand de vin sera tenu, sous peine de 16 à 50 fr. d'amende, d'en faire la déclaration, à Paris et dans le ressort de la préfecture de police, au préfet de police, et partout ailleurs à l'autorité municipale, sans préjudice de la déclaration prescrite par les articles 95 et 106 de la loi du 28 avril 1816.

Cette déclaration sera obligatoire, sous la même peine, pour tous ceux qui, sans être débitants de

boissons, joindront accessoirement à une profession quelconque le commerce des vins.

La déclaration devra être renouvelée toutes les fois que les individus qui y seront astreints transporteront leur établissement dans un autre local.

ART. 10.

Une ordonnance royale, rendue dans la forme d'un règlement d'administration publique, déterminera les départements et arrondissements dans lesquels les eaux-de-vie et esprits versés sur les vins pourront être affranchis des droits. L'affranchissement des droits ne pourra toutefois être accordé qu'autant :

1° Que le mélange sera effectué dans le lieu où le vin aura été récolté, ou dans celui de la première expédition ;

2° Que la quantité d'alcool pur qui sera ajoutée n'excédera pas cinq litres par hectolitre ;

3° Qu'après la mixtion, qui devra être faite en présence des préposés de la régie, le vin ainsi mélangé ne contiendra pas une quantité d'alcool plus considérable que celle qui sera fixée pour chaque arrondissement par l'ordonnance.

Postérieurement à leur expédition, les vins ne pourront plus être renforcés que dans le cas où il serait constaté, par un procès-verbal de deux courtiers-gourmets appartenant au syndicat de leur compagnie, ou, à défaut, de deux experts nommés par le président du tribunal de commerce ou par le juge de paix, que la mixtion est indispensable à la conservation du vin.

Dans ce cas , les eaux-de-vie ou esprits employés seront soumis à tous les droits établis dans la localité où se fera la mixtion.

Les vins destinés à l'étranger ou aux colonies françaises pourront, aux ports d'embarquement et aux points de sortie, recevoir une nouvelle addition d'alcool. L'alcool ajouté ne sera affranchi de droits qu'autant que le mélange aura été opéré en présence des préposés de la régie, et que l'embarquement ou l'exportation aura lieu sur-le-champ. Les vins ainsi préparés ne pourront être réintroduits dans aucune cave ou magasin.

ART. 11.

Lorsque les employés des contributions indirectes et des octrois ou les experts des boissons auront lieu de croire que des vins soumis à leurs vérifications, soit au domicile ou dans les caves et magasins des marchands en gros ou débitants, soit en cours de transport, soit aux entrées des villes, contiennent une quantité d'alcool supérieure au maximum déterminé en vertu du paragraphe 3^o de l'article précédent, ils pourront en prendre des échantillons et les soumettre à la distillation; et s'il résulte de cette opération un excédant d'alcool, les contrevenants seront punis d'une amende de 100 à 600 francs, et en outre passibles, pour la quantité excédante, du double de tous les droits établis sur les alcools dans la localité où la contravention aura été constatée.

En cas de vérification en cours de transport ou

aux entrées des villes, les employés seront autorisés à retenir les vins jusqu'après la distillation.

ART. 12.

Toutes les fois que des marchands en gros ou des débitants de boissons déclareront à la régie vouloir couper des vins ou les mélanger avec toute substance, de quelque nature qu'elle soit, autre que des eaux-de-vie ou esprits, les employés n'assisteront à l'opération qu'après avoir requis la présence du maire, du commissaire de police ou d'un expert assermenté, lesquels, si le mélange est contraire aux prescriptions de la loi, dresseront procès-verbal pour servir à la répression du délit.

Lorsque ces employés reconnaîtront que le mélange ci-dessus spécifié a eu lieu hors de leur présence, ils devront en donner avis au maire, au commissaire de police ou à un expert assermenté.

ART. 13.

Dans tous les cas prévus par la présente loi, les tribunaux pourront faire l'application de l'article 463 du Code pénal.

ART. 14.

La déclaration prescrite par l'article 9 est imposée, à dater de la promulgation de la présente loi, à toute personne vendant du vin à un titre quelconque.

ART. 15.

Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont et demeurent abrogées.

Paris, 8 avril 1844

Monsieur le Ministre de l'Instruction
publique et des Beaux-Arts

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint
un rapport sur la situation des
missions catholiques en Chine, et
de vous prier de vouloir bien
en faire l'objet d'une délibération
de la Commission des missions.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre,
l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre,

Signé: G. DE SARRASIN

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 8 avril 1844.

RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. le Marquis d'AUDIFFRET,
au nom d'une commission spéciale * chargée de l'exa-
men du Projet de loi sur les Patentes.

MESSIEURS,

La prévoyance du législateur doit maintenir, dans tous les temps, sous la protection d'une évidente justice distributive, les impôts qui grèvent directement les personnes et les propriétés; l'administration doit, à son tour, les défendre et les fortifier sans cesse contre la réclamation ou la résistance, par une perception impartiale et par les ménagements de l'équité. La mobilité des valeurs, sur lesquelles reposent les patentes de l'industrie et du commerce commandait, plus impérieusement que pour toute autre contribution publique, l'exacte observation

* Cette commission était composée de MM. le comte d'ARGOUT, le marquis d'AUDIFFRET, CHEVANDIER, ODIER, PASSY, le comte ROY, le comte DE SAINT-CRICQ.

de ces principes politiques et de ces règles d'ordre, aussi indispensables à la fortune qu'à la puissance de l'État. Ces graves considérations ont conduit à modifier par des améliorations successives, quoique toujours insuffisantes, une partie des dispositions premières de la loi fondamentale du 1^{er} brumaire an 7, qui est encore à présent le code en vigueur de cette matière essentiellement variable. Le Gouvernement avait néanmoins compris, depuis longtemps, que les changements survenus dans les professions industrielles et dans la richesse publique, pendant la jouissance d'une paix de trente années, avaient trop fortement altéré les bases de l'ancien tarif pour que son application ne rencontrât pas des difficultés insolubles par la jurisprudence, et qui rendaient toujours plus nécessaires et plus pressantes la révision et la refonte de la législation antérieure. Des travaux préparatoires ont été fréquemment entrepris pour l'accomplissement de cette œuvre importante; plusieurs projets ont été présentés, dans le même but, à la sanction des Chambres; enfin nous sommes près d'atteindre le terme de cette longue élaboration d'une réforme urgente et difficile, par la nouvelle proposition de loi qui sollicite aujourd'hui nos suffrages.

Vous savez, Messieurs, que notre système de patentes a succédé, en 1795, au régime des droits de jurandes et de maîtrises, dont la répartition, l'assiette et le recouvrement étaient autrefois assurés au Trésor par les soins et sous la responsabilité des chefs des anciennes corporations de

marchands et de métiers. Les taxes individuelles du nouvel impôt furent alors établies sur la triple base de la nature de l'industrie, de l'importance de la population, et du montant des valeurs locatives.

Le projet de loi conserve les mêmes principes, et maintient, en général, pour chaque patentable, un droit fixe et un droit proportionnel : le premier suit une gradation décroissante entre huit classes, déterminées par le nombre des habitants de chaque commune ; le second est fixé au vingtième du prix du loyer et du mobilier industriel de chaque redevable. Toutefois, l'un et l'autre de ces droits sont modifiés et presque toujours abaissés, pour certaines professions, par un tarif exceptionnel. Les huit derniers degrés de ces catégories, rangés dans la septième et la huitième classe et appartenant à des villes au-dessous de 20 000 âmes, sont même affranchis du droit proportionnel.

Ces différentes conditions sont calculées et constatées, d'une manière précise, pour chacune des positions spéciales des patentables, dans quatre tableaux de développements annexés à la présente loi, et qui serviront de commentaire à son texte et de base à son exécution.

Les offices publics, les professions libérales et les autres industries exceptionnelles qui ne sont point assujetties à la patente, sont individuellement désignés dans un article spécial portant le n° 13.

Enfin les prévoyantes garanties stipulées par l'article 4 pour introduire, en raison de leur ana-

logie et par voie d'assimilation, dans les classes spéciales actuellement fixées, les industries nouvelles qui n'y auraient pas été nominativement comprises, et les tempéraments accordés par l'article 5 pour le passage d'une catégorie à l'autre, nous ont paru satisfaire aux véritables conditions de la prudence, de la justice et de la bonne administration.

Telle est, Messieurs, l'économie générale du nouveau tarif sur lequel vous êtes maintenant appelés à délibérer.

Nous avons cru inutile, après les exposés lumineux et les longs débats qui ont fixé l'interprétation des dispositions du projet de loi, d'en reproduire encore la discussion détaillée dans le travail de votre commission. Nous avons pensé que la simple lecture des articles et des nombreux commentaires qui en ont été précédemment publiés, suffirait pour éclairer complètement le vote de la Chambre des Pairs sur tout ce qui concerne les détails de l'assiette de l'impôt, de la modération et du dégrèvement des droits, de l'instruction et du jugement des réclamations des contribuables, des procédés, des poursuites et des délais de la perception.

Toutefois, nous arrêterons un moment votre attention sur la forme de *taxes de quotité* conservée aux patentes, lorsque les trois autres contributions directes ont été maintenues sous le régime plus simple et plus facile d'*impôts de répartition*.

On peut regretter, en effet, que l'incessante mobilité des éléments de cette matière imposable

n'ait pas permis d'en déterminer à l'avance les contingents annuels par branche d'industrie et par département, et d'en confier l'application individuelle à ces répartiteurs municipaux, à ces représentants naturels des intérêts des localités, que les contribuables eux-mêmes appellent au secours de l'autorité publique pour l'accomplissement de cette tâche laborieuse de justice distributive. Mais on doit reconnaître aussi que le Gouvernement se met, autant que possible, à l'abri des incertitudes et des contestations, sur le droit fixe, par une plus exacte et plus précise classification des industries, et qu'il se procure également de sérieuses garanties contre les chances d'erreurs et contre l'arbitraire, en plaçant l'appréciation de ce droit, et surtout de la taxe proportionnelle, sous l'initiative et la responsabilité immédiate du préposé de l'administration des finances, sous le contrôle tutélaire des maires et des préfets, et enfin sous la jurisprudence supérieure du Ministre et du conseil d'État.

Votre commission se plaît à reconnaître une sensible amélioration dans ces combinaisons nouvelles, où le concours de chaque partie est devenu plus franc et plus régulier pour la juste et complète exécution d'un meilleur tarif. Elle s'est d'ailleurs convaincue, par un examen approfondi, que les recherches et les vérifications réitérées qui ont éclairé la composition et le règlement définitif des diverses catégories de patentables, ne lui laissent plus aucune rectification à proposer sur les tableaux qui servent d'annexes au projet de loi.

Cette opinion s'est principalement fortifiée par une épreuve qui ne peut plus laisser subsister aucun doute sur la régularité des nouvelles nomenclatures arrêtées. Il nous a, en effet, été démontré que, sur cent quatre-vingts pétitions présentées au moment de la publication de ces listes déjà scrupuleusement corrigées, cent-soixante observations avaient été reconnues fondées, et avaient obtenu une satisfaction plus ou moins complète dans la rédaction rectifiée qui est soumise à notre sanction définitive.

Cependant votre commission a reçu plusieurs réclamations dont une seule lui a paru exiger une mention dans ce rapport : son but est d'obtenir que les compagnies de canaux et autres entreprises d'intérêt général ne soient frappées du droit proportionnel, ni pour les constructions placées dans les lieux où s'exerce l'action et la surveillance de leurs préposés, ni pour la valeur de la force motrice employée sans aucune chance de bénéfice, soit à l'alimentation des eaux, soit à tout autre service d'utilité publique. Nous avons pensé que cette requête devait être prise en considération, et qu'elle se trouvait déjà implicitement accueillie par la jurisprudence notoirement appliquée à des cas analogues.

Nous avons lieu d'espérer aussi qu'en faisant descendre généralement au vingtième, et même à des taux beaucoup plus réduits, une taxe proportionnelle qui était précédemment presque toujours calculée au dixième des valeurs locatives, on ouvrirait à l'administration des finances une voie

plus facile vers le résultat qu'elle s'est vainement efforcée d'atteindre jusqu'à présent : une taxation plus exacte et plus fertile des véritables forces contributives du logement et du mobilier des patentables.

Le taux uniforme et désormais trop élevé de cet ancien dixième ne pouvait plus, en effet, s'appliquer rigoureusement à toutes les branches analogues de commerce qui y avaient été originairement soumises, depuis que le temps amenait sans cesse des charges imprévues et des chances très-diverses pour des professions autrefois semblables, mais qui ne conservaient réellement entre elles d'autre similitude que celle de leur dénomination générique. La même mesure adoptée pour l'appréciation des forces contributives de chaque classe, était devenue insuffisante pour les uns et exorbitante pour les autres. On était donc contraint, par le sentiment impérieux de la justice, à fausser trop souvent la base même de la perception, tantôt en élevant, tantôt en abaissant, avec une sorte d'arbitraire, les valeurs locatives des nombreux patentables placés, sous le niveau du même droit, dans des situations entièrement différentes.

Une nouvelle échelle de taxes sagement graduées ramènera bientôt la vérité dans les évaluations de la matière imposable, et l'exactitude dans les cotes individuelles. Ce précieux allègement du tarif pourrait donc devenir un jour, par l'habileté de son application, aussi favorable à la péréquation générale de l'impôt qu'à l'accroissement de ses produits.

Il nous serait impossible , au surplus , de calculer , dès à présent , même d'une manière approximative , les conséquences de la loi nouvelle sur le revenu du Trésor. Plusieurs des modifications proposées semblent devoir le réduire ; quelques autres , au contraire , tendraient à le développer ; nous ne pouvons , en conséquence , qu'accepter , sans justification ni vérification préalables , l'évaluation provisoire d'une diminution de 4 000 000 de francs qui nous a été annoncée par le Ministre des finances. Mais nous devons nous en reposer avec lui sur l'amélioration des procédés du service , sur l'intelligente activité de ses divers agents , enfin sur les progrès de l'industrie et du commerce , pour demander à l'avenir la conservation et même l'accroissement continu des ressources de l'impôt des patentes dont le produit graduel a plus que doublé de 1814 à 1844.

La commission , dont j'ai l'honneur d'être l'interprète , vous propose , à l'unanimité , l'adoption du projet de loi dont vous venez d'entendre le rapport , et dont les dispositions se prêteront facilement aux perfectionnements successifs de l'expérience.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 8 avril 1844.

RENOUVELLEMENT des Bureaux, conformément à
l'article 59 du Règlement.

ORGANISATION de ces mêmes Bureaux, conformé-
ment aux articles 59 et 60.

NOMINATION du Comité des pétitions, conformément
à l'article 63.

RENOUVELLEMENT DES BUREAUX.

Aux termes de l'article 7 du Règlement de la
Chambre, les 285 Pairs reçus dont elle se com-
pose en ce moment ont été répartis, par la voie du
sort, entre les sept Bureaux ainsi qu'il suit :

NOTA. Les noms de MM. les Pairs sont rangés, dans chaque
Bureau, par ordre alphabétique.

PREMIER BUREAU.

Aubernon (M.).
Aubusson de La Feuillade (M. le Comte d').
Beaumont (M. le Comte de).
Besson (M.).
Biron (M. le Marquis de).
Bondy (M. le Comte de).
Brun de Villeret (M. le Baron).
Castellane (M. le Comte de).
Cavaignac (M. le Vicomte).
Cayla (M. le Comte du).
Crillon (M. le Duc de).
Dalmatie (M. le Maréchal Duc de).
Delessert (M.).
Delort (M. le Baron).
Durosnel (M. le Comte).
Dutaillis (M. le Comte).
Emériaux (M. le Vice-Amiral Comte).
Escayrac de Lauture (M. le Marquis d').
Franck Carré (M.).
Gouvion Saint-Cyr (M. le Marquis de).
Haubersart (M. le Comte d').
Istrie (M. le Duc d').
La Roche-Aymon (M. le Comte de).
Lezay-Marnésia (M. le Comte de).
Massa (M. le Duc de).
Mathieu de La Redorte (M. le Comte).
Mollien (M. le Comte).
Monthion (M. le Comte de).
Pelet de la Lozère (M. le Comte).
Pontécoulant (M. le Comte de).
Préval (M. le Vicomte de).
Richebourg (M. le Comte de).
Rohault de Fleury (M. le Baron).
Schramm (M. le Vicomte).
Séguier (M. le Baron).
Ségur-Lamoignon (M. le Vicomte de).
Talaru (M. le Marquis de).
Tascher (M. le Comte de).
Thénard (M. le Baron).
Turgot (M. le Marquis).
Verhuell (M. le Vice-Amiral Comte).

DEUXIÈME BUREAU.

Albuféra (M. le Duc d').
Aligre (M. le Marquis d').
Aubert (M.).
Beauvau (M. le Prince de).
Bondy (M. le Vicomte de).
Boullet (M. le Président).
Bresson (M. le Comte).
Brézé (M. le Marquis de).
Chabrillan (M. le Marquis de).
Chastellier (M. de).
Cholet (M. le Comte).
Cordoue (M. le Marquis de).
Crillon (M. le Marquis de).
Dejean (M. le Comte).
Dubreton (M. le Baron).
Eckmuhl (M. le Prince d').
Feutrier (M. le Baron).
Flavigny (M. le Vicomte de).
Fréville (M. le Baron de).
Gabriac (M. le Marquis de).
Girod, de l'Ain (M. le Baron).
Harispe (M. le Comte).
Heudelet (M. le Comte).
Jessaint (M. le Vicomte de).
Jurien-Lagravière (M. le Vice-Amiral).
Laplagne-Barris (M.).
La Rochefoucauld (M. le Duc de).
La Villegontier (M. le Comte de).
Malaret (M. le Baron de).
Nemours (M. le Duc de).
Preissac (M. le Comte de).
Rosamel (M. le Vice-Amiral de).
Rossi (M.).
Roussin (M. l'Amiral Baron).
Rumigny (M. le Marquis de).
Sainte-Hermine (M. le Comte de).
Ségur (M. le Comte de).
Ségur (M. le Comte Philippe de).
Sparre (M. le Comte de).
Teste (M.).
Viennet (M.).

TROISIEME BUREAU:

Andigné de la Blanchaye (M. le Marquis d').
Argout (M. le Comte d').
Barante (M. le Baron de).
Barthe (M.).
Barthélemy (M. le Marquis de).
Béranger, de la Drôme (M.).
Borrelli (M. le Vicomte).
Broglie (M. le Duc de).
Cambacérès (M. de).
Chanaleilles (M. le Marquis de).
Charbonnel (M. le Comte).
Coigny (M. le Duc de).
Colbert (M. le Comte de).
Compans (M. le Comte).
Cubières (M. de).
Daunant (M. le Baron de).
Dubouchage (M. le Vicomte).
Exelmans (M. le Comte).
Faure (M. Félix).
Ferrier (M.).
Flahault (M. le Comte de).
Harcourt (M. le Duc d').
Haussonville (M. le Comte d').
Hédouville (M. le Comte d').
Jacquinot (M. le Baron).
La Moussaye (M. le Marquis de).
Marchand (M. le Comte).
Mortemart (M. le Duc de).
Odier (M.).
Ornano (M. le Comte d').
Pange (M. le Marquis de).
Périer (M. Camille).
Plaisance (M. le Duc de).
Portal (M. le Baron).
Reinach (M. le Baron de).
Roguet (M. le Comte).
Romiguières (M.).
Rouillé de Fontaine (M.).
Saulx-Tavannes (M. le Duc de).
Schonen (M. le Baron de).
Sérurier (M. le Comte).

QUATRIEME BUREAU.

Abancourt (M. le Vicomte d').
Audenarde (M. le Comte d').
Audiffret (M. le Marquis d').
Bellemare (M. de).
Berenger (M. le Comte de).
Boissy-d'Anglas (M. le Comte).
Bourgoing (M. le Baron de).
Bourke (M. le Comte).
Caffarelli (M. le Comte de).
Corbineau (M. le Comte).
Curial (M. le Comte).
Darriville (M. le Baron).
Davillier (M. le Baron).
Dode (M. le Vicomte).
Duval (M. le Baron).
Étienne (M.).
Gérard (M. le Maréchal Comte).
Germain (M. le Comte).
Gourgaud (M. le Baron).
Ham (M. le Comte de).
Laplace (M. le Marquis de).
Lebrun (M.).
Mackau (M. le Vice-Amiral Baron de).
Merlin (M. le Comte Eugène).
Montguyon (M. le Comte de).
Mortier (M. le Comte).
Mosbourg (M. le Comte de).
Nau de Champlouis (M. le Baron).
Noailles (M. le Duc de).
Oberlin (M. le Baron d').
Reggio (M. le Maréchal Duc de).
Richelieu (M. le Duc de).
Rochambeau (M. le Marquis de).
Sabran (M. le Duc de).
Saint-Didier (M. le Baron de).
Sainte-Aulaire (M. le Comte de).
Teste (M. le Baron).
Vaudreuil (M. le Comte de).
Vérac (M. le Marquis de).
Voirol (M. le Baron).
Zangiacomi (M. le Baron).

CINQUIEME BUREAU.

Alton-Shée (M. le Comte d').
Aramon (M. le Marquis d').
Aymard (M. le Baron).
Baudrand (M. le Comte).
Berthezène (M. le Baron).
Beugnot (M. le Comte Arthur).
Bonet (M. le Comte).
Breteuil (M. le Comte de).
Cadore (M. le Duc de).
Cambis d'Orsan (M. le Marquis de).
Chevandier (M.).
Cousin (M.).
Daru (M. le Comte).
Gay-Lussac (M.).
Gramont-d'Aster (M. le Comte de).
Herwyn de Nevèle (M. le Comte).
Jacob (M. le Vice-Amiral Comte).
Jaubert (M. le Chevalier).
Jaucourt (M. le Marquis de).
Joinville (M. le Prince de).
La Force (M. le Duc de).
Lamoignon (M. le Marquis de).
La Riboisière (M. le Comte de).
Ledru des Essarts (M. le Baron).
Lemercier (M. le Comte).
Mareuil (M. le Baron de).
Mérilhou (M.).
Montalivet (M. le Comte de).
Montesquiou-Fezensac (M. le Comte de).
Montmorency (M. le Duc de).
Neigre (M. le Baron).
Paturle (M.).
Pelleport (M. le Vicomte).
Puységur (M. le Comte de).
Saint-Aignan (M. le Comte de).
Saint-Cricq (M. le Comte de).
Saint-Priest (M. le Comte de).
Sébastieni (M. le Vicomte Tiburce).
Vendeuvre (M. le Baron de).
Wagram (M. le Prince de).
Willamez (M. le Vice-Amiral Comte).

SIXIÈME BUREAU.

Astorg (M. le Comte d').
Atthalin (M. le Baron).
Aux (M. le Marquis d').
Bergeret (M. le Vice-Amiral).
Bourdeau (M.).
Boyer (M. le Président).
Branças (M. le Duc de).
Brissac (M. le Duc de).
Bussierre (M. le Baron de).
Caux (M. le Vicomte de).
Cordier (M.).
Courtavel (M. le Marquis de).
Dampierre (M. le Marquis de).
Decazes (M. le Duc).
Desrois (M. le Comte).
Duchâtel (M. le Comte).
Dupont-Delporte (M. le Baron).
Estissac (M. le Duc d').
Gasparin (M. le Comte de).
Greffulhe (M. le Comte de).
Grouchy (M. le Maréchal Marquis de).
Halgan (M. le Vice-Amiral).
Houdetot (M. le Comte de).
Kératry (M.).
La Grange (M. le Comte de).
La Tour-Maubourg (M. le Comte de).
Lauriston (M. le Marquis de).
Lombard (M. le Baron).
Maillard (M.).
Montalembert (M. le Comte de).
Montébello (M. le Duc de).
Murat (M. le Comte de).
Pelet (M. le Baron).
Pernety (M. le Vicomte).
Persil (M.).
Portalis (M. le Comte).
Rambuteau (M. le Comte de).
Alexis de Saint-Priest (M. le Comte).
Saint-Simon (M. le Marquis de).
Villiers du Terrage (M. le Vicomte de).

SEPTIEME BUREAU.

Anthouard (M. le Comte d').
Aragon (M. le Marquis d').
Belbeuf (M. le Marquis de).
Béranger (M. le Comte).
Boisgelin (M. le Marquis de).
Boissy (M. le Marquis de).
Brigode (M. le Baron de).
Canson (M.).
Chabot (M. le Vicomte de).
Duperré (M. l'Amiral Baron).
Dupin (M. le Baron Charles).
Fezensac (M. le Duc de).
Foy (M. le Comte).
Fréteau de Pény (M. le Baron).
Gascq (M. le Président de).
Gautier (M.).
Gazan (M. le Comte).
Harcourt (M. le Marquis d').
Humblot-Conté (M.).
Klein (M. le Comte).
Laforest (M. le Comte de).
Lanjuinais (M. le Comte).
La Pinsonnière (M. le Comte de).
Lascours (M. le Baron de).
Molé (M. le Comte).
Molitor (M. le Maréchal Comte).
Moskova (M. le Prince de la).
Noé (M. le Comte de).
Pasquier (M. le Baron).
Passy (M.).
Périgord (M. le Duc de).
Petit (M. le Baron).
Reille (M. le Comte).
Ricard (M. de).
Roy (M. le Comte).
Siméon (M. le Comte).
Turenne (M. le Comte de).
Valée (M. le Maréchal Comte).
Vandeul (M. de).
Villemain (M.).

ORGANISATION DES BUREAUX.

Par le résultat des élections faites dans chaque Bureau, les sept Bureaux se trouvent organisés de la manière suivante :

PREMIER BUREAU.

Président, M. le Comte de Bondy.
Vice-Président, M. le Comte Durosnel.
Secrétaire, M. le Marquis de Gouvion-Saint-Cyr.
Vice-Secrétaire, M. le Vicomte de Ségur-Lamoignon.

DEUXIÈME BUREAU.

Président, M. le Duc de Nemours.
Vice-Président, M. le Comte Heudelet.
Secrétaire, M. le Prince d'Eckmuhl.
Vice-Secrétaire, M. le Vicomte de Bondy.

TROISIÈME BUREAU.

Président, M. Odier.
Vice-Président, M. le Marquis de Pange.
Secrétaire, M. le Marquis de Barthélemy.
Vice-Secrétaire, M. le Duc d'Harcourt.

QUATRIÈME BUREAU.

Président, M. le Baron de Saint-Didier.
Vice-Président, M. le Marquis de Rochambeau.
Secrétaire, M. le Marquis de Laplace.
Vice-Secrétaire, M. le Baron d'Oberlin.

CINQUIÈME BUREAU.

Président, M. le Prince de Joinville.
Vice-Président, M. le Marquis d'Aramon.
Secrétaire, M. Mérilhou.
Vice-Secrétaire, M. le baron Aymard.

SIXIÈME BUREAU.

Président, M. le Comte Portalis.
Vice-Président, M. le Vicomte Pernety.
Secrétaire, M. le Baron de Bussierre.
Vice-Secrétaire, M. le Comte Desroys.

SEPTIÈME BUREAU.

Président, M. le Comte Roy.
Vice-Président, M. le Comte Siméon.
Secrétaire, M. le Comte Lanjuinais.
Vice-Secrétaire, M. le Marquis de Boissy.

NOMINATION DU COMITÉ DES PÉTITIONS.

Les Membres nommés pour former ce Comité
sont :

Pour le 1 ^{er} Bureau,	M. le Vicomte de Préval.
Pour le 2 ^e ,	M. le Vicomte de Flavigny.
Pour le 3 ^e ,	M. Camille Périer.
Pour le 4 ^e ,	M. le Marquis de Laplace.
Pour le 5 ^e ,	M. le Comte Daru.
Pour le 6 ^e ,	M. Bourdeau.
Pour le 7 ^e ,	M. le Marquis de Boissy.

COMPTES DU COMITE DES ELECTIONS

Le 15 Mars 1871. Le Comite des Elections a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport qu'il a l'honneur de vous adresser.

- Pour le 1er trimestre, M. de Lamoignon de Lamoignon.
- Pour le 2e trimestre, M. de Lamoignon de Lamoignon.
- Pour le 3e trimestre, M. de Lamoignon de Lamoignon.
- Pour le 4e trimestre, M. de Lamoignon de Lamoignon.
- Pour le 5e trimestre, M. de Lamoignon de Lamoignon.
- Pour le 6e trimestre, M. de Lamoignon de Lamoignon.
- Pour le 7e trimestre, M. de Lamoignon de Lamoignon.
- Pour le 8e trimestre, M. de Lamoignon de Lamoignon.
- Pour le 9e trimestre, M. de Lamoignon de Lamoignon.
- Pour le 10e trimestre, M. de Lamoignon de Lamoignon.

